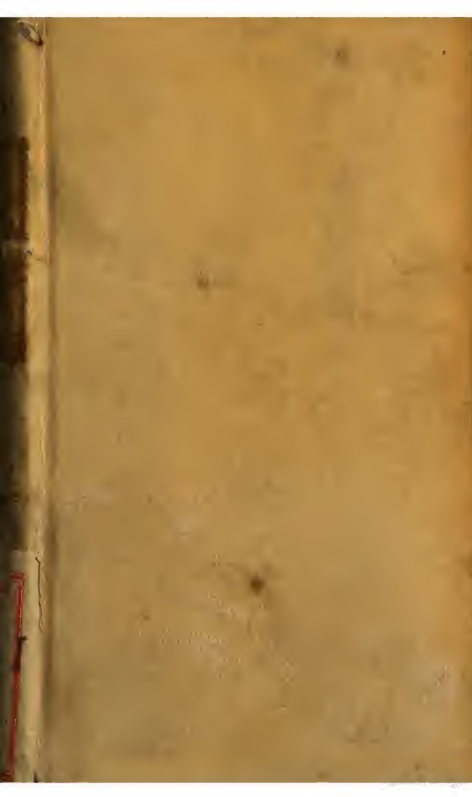




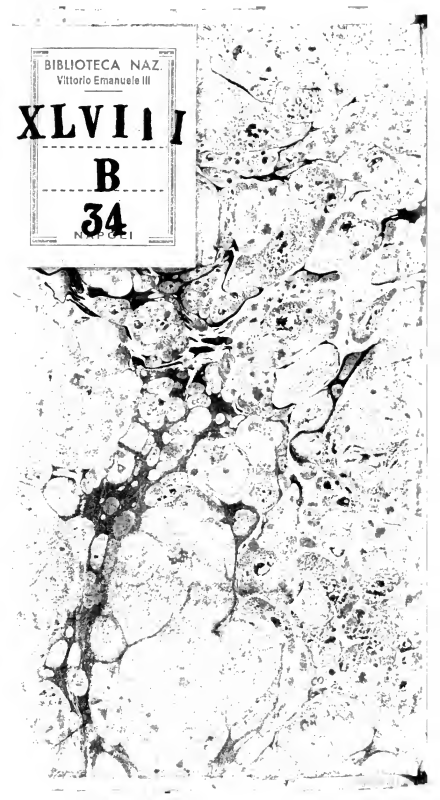
BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

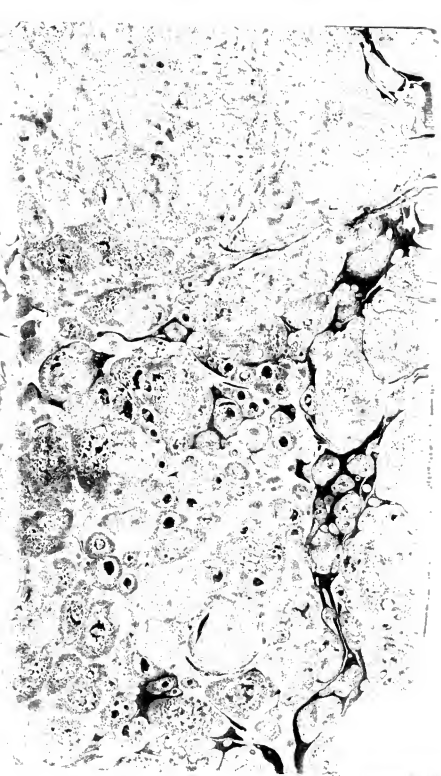
XLVI I I

B

34

NAPOLI



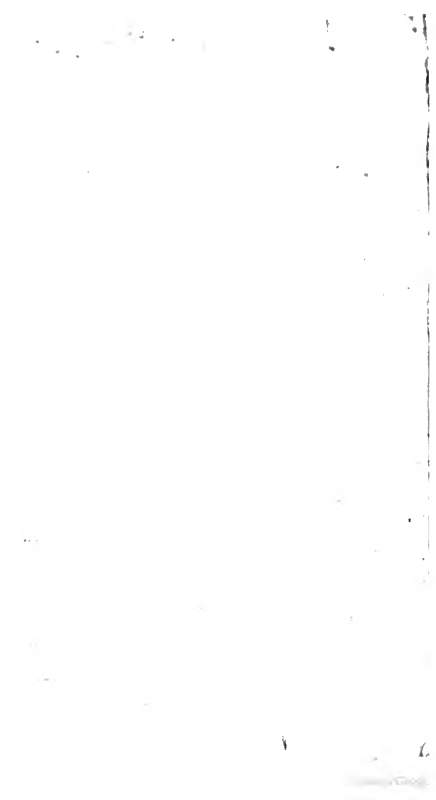




XLVIII

15

31.



ABRÉGÉ
DE
L'HISTOIRE
ECCLÉSIASTIQUE.
TOME QUATORZIÈME.

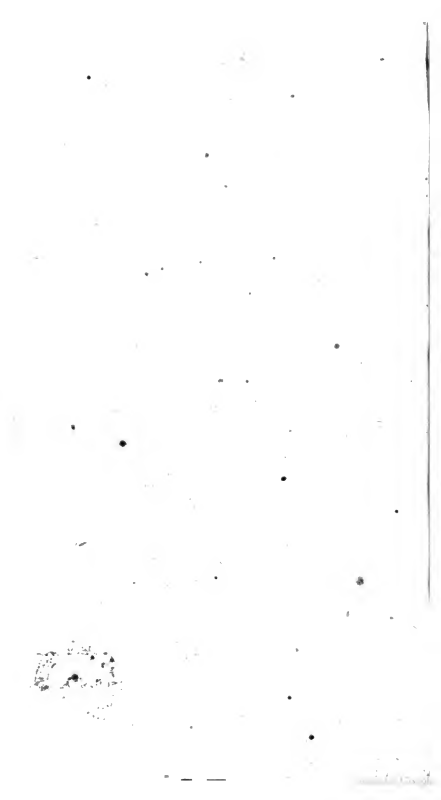


A B R É G É
D E
L'HISTOIRE
ECCLÉSIASTIQUE,
CONTENANT
Les événemens considérables de chaque siècle.
TOME QUATORZIEME.



A COLOGNE,
Aux dépens de la Compagnie.

M. DCC. LXII.





ABRÉGÉ
 DE L'HISTOIRE
 ECCLÉSIASTIQUE

DU DIX-HUITIEME SIECLE.



SECTION PREMIERE.

*contenant les principaux événemens qui ont
précédé la Bulle Unigenitus.*

ARTICLE PRÉLIMINAIRE,
concernant la fin du siècle précédent.

Erreurs du Livre du Cardinal Sfondrate. Le Cardinal Albani qui l'avoit fait imprimer, empêche qu'il ne soit condamné. Problème Ecclésiastique. Première attaque contre le Livre des Réflexions morales. Bossuet en prend la défense. Le Cardinal Albani élevé sur le Saint Siège, prend le nom de Clément XI. Ecrits des Jésuites sur les Idolatries Chinoises. Censure de la Faculté de Théologie de Paris qui les condamne.



L 'ORDRE & la liaison des matieres nous obligent de commencer par retracer dans cet Article préliminaire quelques événemens concernant la fin du siècle précédent. L'un des plus considérables fut le soulèvement général

Tom. XIV. A

SECT. I.
Art. préliminaire.

Sect. I.
Art. préliminaire.

Hist. de
la Constit.
tom. 1. P.
24 & 25.

qu'excita le Livre du Cardinal Sfondrate, intitulé *Nodus Predestinationis dissolutus*. L'Assemblée du Clergé tenue le 4 Septembre de l'année 1700, où présidoit M. le Cardinal de Noailles, élevé depuis quelques mois au Cardinalat, renouvela & adopta la dénonciation, faite dès 1697, par cinq des plus illustres Evêques de France, au Pape Innocent XII. de ce Livre du Cardinal Sfondrate, & des propositions qui étoient une suite du système de Molina, que ce Cardinal suivoit dans toute son étendue.

Ces propositions étoient » 1°. Que du côté
» de Dieu tous les hommes sont chéris, tous
» sont destinés à la vie éternelle, ou à quelque
» chose de meilleur : 2°. Que les enfans morts
» sans Baptême, étoient à la vérité privés du
» Royaume céleste, mais qu'ils jouissoient
» d'une béatitude naturelle, & étoient pré-
» servés du péché ; ce qui étoit, ajoûtoit ce
» Cardinal, un bien préférable au Royaume
» céleste même : 3°. Que si l'on veut admettre
» que les peuples barbares aient été dans une
» ignorance invincible de Dieu, cela même est
» une grande grace & un bienfait, parce que
» le péché étant essentiellement une offense &
» une injure faite à Dieu, il suit nécessairement
» que la connoissance de Dieu ôtée, il n'y a
» plus ni injure, ni péché, ni peine éternelle, ce
» d'où les Prélats dénonciateurs concluoient avec
justice, que suivant ces principes, *les parricides, les meurtriers de leurs hôtes, les hommes livrés aux excès les plus monstrueux, sont impeccables, & exempts des peines éternelles, lorsque Dieu leur a fait cette grace signalée de les laisser dans l'aveuglement de leur esprit, & dans une ignorance parfaite à son égard.*

Ces coups portés contre le Livre du Cardinal Sfondrate, retomboient à plomb sur le Cardinal Albani, protecteur déclaré de cet Ouvrage. Il l'avoit fait imprimer ; & sur les premiers bruits qu'un pareil Ouvrage avoit excités, il avoit écrit plusieurs Lettres au Cardinal de Noailles, pour empêcher qu'il ne fût condamné en France. M. de Noailles, sans avoir égard à ces Lettres du Cardinal Albani, étoit l'un des cinq illustres Evêques, qui s'en étoient rendu dénonciateurs ; ce qui ne manqua pas de piquer au vif Albani, qui en garda toujours un violent ressentiment, & sçut bien dans la suite le faire éclater. Il empêcha d'abord par ses intrigues & celles des Jésuites, qu'on eût égard sous le pontificat d'Innocent XII. à la dénonciation des Evêques de France ; & quand il fut Pape il entreprit de canoniser cette même doctrine impie, au moins indirectement, par sa bulle *Unigenitus*.

SECT. I.
Art. préliminaire.
Ibid.

Ce qui contribua encore à envenimer de plus en plus l'esprit du Cardinal Albani contre le Cardinal de Noailles, ce fut la condamnation faite dans la même Assemblée, de 127 propositions presque toutes tirées des Ouvrages des Jésuites. Albani étoit entièrement dévoué aux Jésuites ; il avoit même voulu entrer dans leur Société. M. de Noailles qui présidoit dans cette Assemblée, ainsi que nous l'avons dit, donna en cette occasion des preuves de son opposition à la mauvaise Morale, & au relâchement, dont il ne cessa jamais de se montrer l'ennemi déclaré. Mais par une suite des mauvaises impressions qu'il avoit reçues dès sa jeunesse, du Pere Amelote de l'Oratoire, il n'empêcha point qu'on ne parût vouloir réaliser dans la même Assemblée, le Jansénisme, phantôme

SECT. I.
Art. préli-
minaire.

dont on le vit depuis toujours s'attacher, sans que jamais il pût définir ce que c'étoit. Son attachement pour le fonds aux vérités de la grace & à la saine morale, le rendit odieux aux Jésuites, qui d'ailleurs n'oublioient point ce qu'il avoit déclaré, *qu'il vouloit toujours être leur ami & jamais leur valet*. Ces Peres étoient cependant parvenus à obtenir de lui, le 20 Août 1696, par leur importunité, la Censure d'un excellent Livre, intitulé, *Exposition de la Foi catholique sur la Grace & la Prédestination*. Mais l'instruction admirable qu'il y joignit, sur les matieres de la grace & de l'amour de Dieu, & que les Jésuites appellerent *la profession de foi des Jansénistes*, avoit déterminé ces Peres à le pousser à bout. Leur Pere de la Chaise jura dès-lors *qu'il lui feroit boire jusqu'à la lie le calice de la colere de la Société*.

Hist. de
la Constit.
tom. I. §.
2.

On vit quelque tems après, en 1698, les Jésuites faire éclater par un effet de leur ressentiment contre cette Eminence, & de leur haine pour la saine Doctrine, la premiere de toutes les attaques qu'ils formèrent depuis contre le Livre du Pere Quesnel; ce fut par le fameux libelle, intitulé, *Problème Ecclésiastique*, adressé à M. Boileau de l'Archevêché. Le but de ce libelle étoit de faire conclure de la conformité qu'il y avoit entre le Livre de l'*Exposition de la foi catholique sur la Grace & la Prédestination*, condamné par M. de Noailles, & différentes propositions du Livre du Pere Quesnel, approuvé par ce Prélat; que ce dernier Livre contenoit le pur Jansénisme, & que M. l'Archevêque de Paris en étoit le fauteur.

Le succès de cette premiere tentative ne fut pas heureux; le libelle fut condamné au feu par

Arrêt du Parlement du 10 Janvier 1699, & il procura au Livre des *Réflexions morales*, dans l'illustre M. Bossuet, un défenseur qu'il n'auroit peut-être jamais eu sans cela. Le *Problème* fut aussi proscrit à Rome par un Decret du saint Office Jaté du 10 Juillet de l'année 1700, pendant que le Livre des *Réflexions*, dont plusieurs propositions y avoient été dénoncées par les Jésuites, n'y reçut pour lors nulle atteinte. Dans le même tems les Jésuites attaquèrent l'édition de Saint Augustin donnée par les Bénédictins; mais ces savans Religieux en firent imprimer l'apologie à Rome même, & y obtinrent la condamnation du libelle qui attaquoit moins l'édition des Ouvrages de S. Augustin, que les Ouvrages mêmes de ce saint Docteur.

SECT. I.
Art. préliminaire.

Innocent XII. ne survécut pas longtems à l'Assemblée du Clergé dont nous avons parlé, & à la dénonciation qu'on y avoit renouvelée des impiétés du Cardinal Sfondrate. Ce Pape mourut le 7 Septembre: il avoit condamné le Livre des *Maximes des Saints* de M. de Fenelon Archevêque de Cambrai, le 12 Mars 1691. Le même Pape dans deux Brefs au Clergé de Flandre, l'un de 1694, l'autre de 1695, fit connoître ce qu'il pensoit de la chimère du Jansénisme, qu'il évita de réaliser en aucune sorte dans ces deux Brefs, y ayant employé à cette fin, le mot de *prétendus Jansénistes*. Il affectoit de ne demander la signature du Formulaire, que dans le sens naturel des cinq propositions, sans parler du *sens de Jansenius*, qui est ce qu'on appelle la *question de fait*; en sorte qu'on peut dire qu'avant la fameuse Bulle *Vineam Domini Sabaoth* de 1705, la paix de Clément IX. n'avoit point reçu d'atteinte du côté de Rome.

SECT. I.
Art. préliminaire.

Hist. de
la Constit.
tome 1.
pag. 24 &
25.

Le Cardinal Albani, élevé sur le saint Siége le 13 Novembre 1700, prit le nom de *Clément XI*. Dévoué totalement aux Jésuites, il avoit eu pour digne maître ce Cardinal Sfondrate, dont nous venons de parler, connu par plusieurs Ouvrages contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane, mais spécialement par son *Nodus Prædestinationis dissolutus*, où il prétend mettre à découvert, & dans le plus grand jour, le mystère impénétrable de la prédestination; & où au lieu des grandes vérités qu'il a prétendu y manifester, on ne trouve, comme on l'a déjà vû, que des erreurs monstrueuses sur la grace, sur le péché originel, sur l'état des enfans morts sans Baptême, &c. Faut-il s'étonner que Clément XI. ainsi livré à la Société, & marchant sur les traces d'un pareil maître, ait été tel qu'il s'est montré?

Ce fut sous son pontificat, que les derniers & grands coups furent portés contre la sainte maison de Port-Royal. Quelque tems auparavant, la Mere Boulard Abbesse de ce Monastère, avoit écrit au Pere Quesnel, cherchant à fortifier sa foi, & celle de ses filles, dans leurs tribulations, par les conseils de ce saint Prêtre. Sur la connoissance qu'il avoit de ce qui se passoit à l'égard de ces Religieuses, il les exhorta aux trois grandes dispositions essentielles à l'état où elles se trouvoient, l'amour des humiliations, un esprit de sacrifice de leur Communauté, si Dieu le vouloit, & une grande union de cœur. Cette lettre est admirable, & devint en quelque sorte, l'apologie complete des Religieuses de Port-Royal. On la trouve dans les Mémoires historiques & chronologique de l'Abbaye de Port-Royal des Champs.

Tom. 3.
p. 219 &
suivantes.

Dans le même tems parurent aussi , outre le Livre du Pere le Comte Jésuite , dans lequel il justifie la Religion des anciens Chinois , divers autres Ecrits de ces Peres , publiés pour la défense de leur Pere le Comte , sur les idolatries Chinoises , l'un des points capitaux du système anti - Chrétien de la Société. Ce Livre du Pere le Comte avoit pour titre : *Mémoires sur la Chine* , & formoit deux volumes in-douze. Le plus fameux de ses confesseurs qui vinrent alors à l'appui de son système , fut leur Pere Gobien , dans un autre Livre intitulé : *Histoire de l'Edit de l'Empereur de la Chine*. Monsieur Bossuet , le Cardinal de Noailles , l'Archevêque de Reims , (le Tellier) indignés d'un système , qui est le même que celui du Cardinal Sfondrate , & qui n'est autre qu'une alliance monstrueuse du Déisme & du Christianisme , poursuivirent vivement en Sorbonne la condamnation de ces Livres des Jésuites ; & malgré les oppositions d'un certain nombre de Docteurs , vils esclaves de la Société , ou malheureusement prévenus de ses mauvais principes , la censure en fut arrêtée & rendue publique , après trente séances , le 18 Octobre , portant que ces Livres contenoient une Doctrine fausse , téméraire , scandaleuse , impie , contraire à la parole de Dieu , hérétique , & qui renverse la foi & la Religion Chrétienne , & rend inutile la passion & la mort de Jesus-Christ.

SECT. I.
Art. préliminaire.



ARTICLE PREMIER.

ANNÉE 1701.

Défense de cette censure par M. Dupin. Exposition de la Doctrine qui fait l'objet de la même censure. Soulèvement de M. Bossuet & de MM. des Missions Etrangères contre cette Doctrine.

SECT. 1.
ART. 1.
Ann. 1701.

Monsieur Dupin prit en main la défense de cette censure de la Faculté de Théologie de Paris, dans un Ouvrage imprimé avec *Approbation & Privilège du Roi*. Voici quelques-unes des propositions que la Sorbonne avoit fait extraire de ces Livres, & qui étoient l'objet de la censure.

1°. *Que la pureté de la morale, la sainteté des mœurs, la foi, le culte du vrai Dieu, intérieur & extérieur, les Prêtres, les sacrifices, des hommes inspirés de Dieu, des miracles, l'esprit de Religion; la charité la plus pure, qui en est la perfection & le caractère; & si j'ose dire, dit l'Auteur, l'Esprit de Dieu, ont persévéré autrefois chez les Chinois, pendant deux mille ans & plus. La censure déclaroit que la Doctrine contenue dans ces propositions, étoit, ainsi que nous venons de le marquer, fausse, téméraire, scandaleuse, impie, &c. A quoi M. Dupin ajoutoit, dans la défense de la censure, que dans ces Livres on donnoit le nom de foi, à une connoissance naturelle ou politique de Dieu; que le nom de saint si respectable, & mourir en odeur de sainteté, termes consacrés*

aux plus grands Saints qui ont vécu parmi nous, y étoient appliqués à des gens sans Religion; que les Prêtres y étoient déguisés en *Mandarins Ecclésiastiques*, termes bouffons, & aussi propres à exciter la compassion ou l'indignation des personnes de piété, que la risée des gens du monde; que la qualité d'*homme inspiré de Dieu*, réservée aux Prophètes, y étoit attribuée à un Philosophe Athée; qu'on y débitoit des miracles visiblement faux, pour des véritables; qu'on y faisoit passer pour *esprit de Religion*, & pour une *charité* qui en fait la *perfection* & le *caractère*, un mouvement purement naturel d'une amitié barbare, & accompagnée de superstitions profanes. Et là-dessus, » N'est-ce pas une témérité, s'écrioit cet » Auteur, un scandale, une impiété d'attribuer » de la sorte à cette Religion naturelle, tous les » caractères d'une Religion surnaturelle? N'est- » ce pas rendre inutile la mort & la passion de » Jésus-Christ, que de supposer que tant de » millions d'hommes se sont sauvés, ou ont » pû se sauver sans croire en lui?

2°. Que le peuple de la Chine a conservé pendant plus de deux mille ans la connoissance du vrai Dieu, & l'a honoré d'une maniere qui peut servir d'exemple & d'instruction, même aux Chrétiens. La censure déclaroit cette proposition *fausse, téméraire, scandaleuse, erronée, injurieuse à la sainte Religion Chrétienne*. » Eh combien, » s'écrioit encore M. Dupin à » ce sujet, une pareille proposition n'est-elle » pas injurieuse à la Religion Chrétienne! Elle » l'expose à la raillerie & au mépris des Pélagiens » & des Déistes. On nous a bien amusés, diront-ils, quand on nous a fait croire tant de mer- » veilles de la Religion de ce peuple Juif:

SECT. I.
ART. 1.
Ann. 1701.

» voici un peuple bien autrement parfait, peu-
» ple plus grand & plus constant dans la con-
» noissance & dans le culte du vrai Dieu. On
» se moque de nous quand on veut nous faire
» croire que la foi & la grace ont toujours été
» nécessaires pour bien vivre & pour se sauver.
» Voilà des millions d'hommes qui ont connu
» Dieu par les seules lumières naturelles, qui
» l'ont adoré, & qui ont pratiqué la vertu,
» sans autre secours que celui de leurs bonnes
» inclinations. Si l'on convient que ces hom-
» mes ont eu la vraie Religion, quoiqu'ils ne
» crussent point en Jésus-Christ; quelle néces-
» sité que Jésus-Christ vînt au monde? N'est-
» ce pas encore en vain qu'il est mort? Pourquoi
» ceux qui n'ont point entendu parler de l'Evan-
» gile ne peuvent ils pas encore être sauvés
» sans le connoître? C'est ainsi que raisonnent
» les Disciples d'un Horatius Tubero, & tant
» d'autres esprits forts qui ne tendent qu'à ré-
» duire la Religion au Dérision.

Nous ne suivrons pas toutes les autres pro-
positions condamnées alors par la Sorbonne,
qui renfermoit tant de sçavans Docteurs. En
voici seulement une encore, qui est la der-
nière de celles qui furent censurées : *Qu'au
reste, il ne falloit pas que Sa Majesté (l'Empe-
reur de la Chine) regardât la Religion Chré-
tienne, comme une Religion étrangère, puis-
qu'elle étoit la même dans ses principes & dans
ses points fondamentaux, que l'ancienne Reli-
gion, dont les Sages, & les anciens Empereurs
faisoient profession, adorant le même Dieu que
les Chrétiens adorent, & le reconnoissant aussi
bien qu'eux pour le Seigneur du ciel & de la
terre.* Cette proposition étoit condamnée com-
me fausse, téméraire, scandaleuse, erronée : &

c'est le discours que le Jésuite, Auteur de l'histoire de l'Edit de l'Empereur de la Chine, fait tenir à un des Missionnaires. Mais que penser de ces nouveaux Apôtres, qui déclarent à un Empereur Idolâtre, que la Religion de ses peres, Idolâtres comme lui, s'accorde avec la Religion Chrétienne; en sorte que l'une & l'autre Religion soient la même *dans leurs principes & dans leurs points fondamentaux*? De pareilles horreurs publiées à la face de l'Univers, annoncent à toute la terre qu'ils sont plus Déistes que Chrétiens, & qu'ils le sont par système, & conséquemment à tous leurs autres principes. » C'est pourquoi, disoit encore M. Dupin, s'il y a quelque défaut dans la censure, c'est qu'à l'égard de cette proposition, les qualifications en sont trop douces. Car on s'est contenté, ajoutoit-il, de la déclarer *fausse, téméraire, scandaleuse & erronée*: or c'est le moins qu'on puisse dire d'une proposition qui tend à approuver le Déisme, comme une véritable Religion. C'est pourquoi sept d'entre les neuf Députés, & plus de quarante-cinq des Opinants, avoient été d'avis que l'on ajoutât une cinquième qualification, sçavoir qu'elle introduisoit le Déisme, *Deïsmum inducens*.

Messieurs des Missions Etrangères attaquoient en même-tems sur les mêmes points ces Peres, & les convainquoient par d'excellens Mémoires, d'avoir introduit dans le vaste Empire de la Chine, toutes sortes d'abominations & de sacrilèges, en s'efforçant d'allier le Christianisme avec le Déisme & l'Idolatrie; c'est-à-dire, avec une Religion, qui est, selon la remarque de M. Bossuet, sans foi, sans promesses, sans alliance, sans Sacremens, sans la moindre preuve.

SECT. I.
ART. 1.
Ann. 1701.

de témoignage divin ; Religion où l'on ne sçait ce que l'on adore , à qui l'on sacrifie , si c'est à la Terre , ou au Ciel , ou à leurs Génies , & qui n'est après tout , qu'un amas confus d'athéisme , de politique , d'irréligion , d'idolâtrie , de magie , de divination & de sortilèges. Ces Messieurs avoient aussi écrit à ce sujet , dès le 20 Avril 1700 , leur Lettre au Pape , qui a mérité de si justes éloges ; & M. Brisacier avoit révoqué l'approbation qu'il avoit donnée au Livre de la *Défense des nouveaux Chrétiens de la Chine* , composé par le Pere Tellier : chef-d'œuvre d'imposture , de calomnies & de mensonges , qui bien que soutenu du crédit de la Société , ne put éviter les Censures de Rome.

ARTICLE II.

ANNÉE 1702.

Les Jésuites , pour faire diversion , cherchent à exciter de nouveaux troubles. Affaire du Cas de Conscience. M. de Sébastien rendu suspens de ses fonctions. Clergé de Hollande persécuté. Les biens de l'Abbaye de Port-Royal des Champs, envahis par l'Abbesse de Port-Royal de Paris.

SECT. I.
ART. 2.
Ann. 1702.

LEs Jésuites frappés par des censures si humiliantes , ne pensèrent qu'à s'en venger par les troubles qu'ils excitèrent quelque tems après. Ce fut d'abord à l'occasion d'un Cas de Conscience proposé le 20 Juillet 1702. On demandoit , si l'on pouvoit donner l'absolution à une personne ui condamnoit les

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 13

cinq propositions attribuées à Jansenius , sans aucune restriction ; mais qui ne croyant pas fermement qu'elles fussent de Jansenius , ne laissoit pas de signer purement & simplement le Formulaire. Quarante Docteurs, du nombre desquels étoit M. Petitpied , décidèrent qu'une telle personne étoit en sûreté de conscience , & ils signèrent cette décision. Aussi-tôt la guerre qui avoit paru appai'ée par la paix de Clément IX , se ralluma par la faction de ces Pères , qui ne cherchoient qu'à faire diversion. Un orage terrible s'éleva , contre les quarante Docteurs : beaucoup d'Evêques condamnèrent leur décision par des mandemens où l'on remarquoit peu d'accord : nul de ces Prélats n'étoit content du silence respectueux à l'égard du fait ; mais les uns exigeoient une foi divine à l'égard des faits non-révélés ; les autres ne demandoient qu'une foi humaine. Le Cardinal de Noailles obligeoit la plupart des Docteurs qui avoient signé ce Cas , à rétracter leur signature. M. Petitpied qui refusa fut exilé , ainsi que deux autres Docteurs ; il fut ensuite obligé de sortir du Royaume , sur l'avis qu'il eut qu'on vouloit changer son exil en une prison perpétuelle. Le même Cardinal déclara qu'on devoit croire le fait de Jansenius ; mais seulement d'une foi humaine & non divine. M. de Fénelon Archevêque de Cambrai , & quelques autres, exigeoient la foi divine à l'égard du même fait. La décision des quarante Docteurs fut aussi supprimée par un Arrêt du Conseil , & condamnée non-seulement par un Bref de Clément XI. mais encore peu de tems après par la Bulle *Vineam Domini Sabaoth* , dont on parlera dans la suite.

Les Docteurs qui signèrent le cas de conf-

SECT. I.
Art. 2.
Ann. 1702.

SECT. I.
ART. 2.
Ann. 1702.

ciencia, tel qu'il a été marqué ci-dessus, défiroient ardemment de pacifier ces troubles, & de trouver un moyen pour qu'en cédant aux Supérieurs qui exigeoient la signature du formulaire, on pût les satisfaire sans intéresser sa conscience, & sans avoir recours à la distinction du fait & du droit. Car les Jésuites s'efforçoient d'écarter cette distinction en la rendant tous les jours plus odieuse à la Cour; ce qui faisoit que la plupart des Prélats ne vouloient pas la permettre. Les Docteurs ainsi disposés, se rendirent peut-être trop aisément aux raisons de ceux qui, pour soutenir la signature, se prévalaient du Bref qu'Innocent XII. adressa aux Docteurs de Louvain, & par lequel ce bon Pape désirant mettre fin aux vexations qui s'exerceroient en Flandres au sujet du formulaire, n'exigeoit autre chose, sinon que l'on condannât les cinq propositions dans leur sens propre & naturel.

Mais quelque favorable que parût ce Bref, il s'en falloit de beaucoup qu'il n'exclût le fait aussi clairement & aussi authentiquement que la lettre du Formulaire le renfermoit. Ainsi il faut avouer que ces Docteurs, dans leur décision, ne furent pas assez touchés de ce qu'on doit à la sincérité chrétienne, sur-tout en matière de profession de foi; de sorte qu'on peut regarder le mauvais succès de cette décision, & la condamnation qu'elle encourut de la part de plusieurs Evêques, comme un effet singulier de la Providence, qui voulut empêcher que cette voie, qui n'étoit pas assez droite, & qui eût pu avoir de funestes suites, ne prévalût parmi les défenseurs de la vérité.

Le Pape Clément XI. ayant suspendu de ses fonctions M. l'Archevêque de Sebaſte, par

de l'Hist. Ecclef. XVIII. fiécle. 15

une Sentence très-injuſte, les Chapitres d'Utrecht & de Haarlem, frappés de l'iniquité de cette Sentence, refuſerent de reconnoître M. Cock pour Provicair. Dès ce moment, la Cour de Rome ne voulut plus les reconnoître pour Chapitres. L'Internonce de Bruxelles, qui en leur écrivant, leur avoit toujours donné ce titre, manda au Doyen du Chapitre de Haarlem, que quiconque oſeroit aſſurer qu'il y a un Chapitre de Haarlem ſeroit puni très-ſévèrement. Telle a été l'origine de toutes les vexations exercées depuis plus de ſoixante ans contre le Clergé de Hollande. Dès-lors ce Clergé a été traduit à Rome, comme ſuſpect de *rigoriſme* & de *Janſéniſme*; & il n'a eſſuyé de la part de cette Cour & de ſes Miniſtres que des reproches amers, des refus injuſtes, & les traitemens les plus rigoureux.

Dans le même tems encore, le Monaſtère de Port-Royal des Champs eut part aux mêmes épreuves. L'Abbeſſe de Port-Royal de Paris, niece de M. de Harlay, entreprit de faire réunir à ſa Maiſon l'Abbaye & les biens de Port-Royal des Champs. On peut voir dans les *Mémoires Hiſtoriques & Chronologiques*, tom. 3, pag. 12 & ſuivantes, la déclaration que cette Abbeſſe & ſes Religieuſes oſerent produire à ce ſujet; déclaration ſi pleine de fauſſetés, qu'on ſeroit tenté de croire que cet écrit eſt une piece ſuppofée, à deſſein de décrier l'Abbeſſe & les Religieuſes de Paris.

SECT. I.
Art. 2.
Ann. 1702.
Autres troubles cauſés dans le même tems ailleurs, par la même ſaſion.



ARTICLE III.

ANNÉE 1703.

Le Pere Quesnel renfermé dans les prisons de Malines. Seconde attaque contre le livre des Réflexions Morales. M. de Tournon, depuis Cardinal, est consacré par le Pape, sous le titre de Patriarche d'Antioche, & envoyé Visateur Apostolique à la Chine. Il condamne les superstitions des Malabares, autorisées par les Jésuites. Première cause de discorde entre lui & ces Peres.

SECT. I.

Art. 3.

Ann. 1703.

L'Année suivante le pere Quesnel eut aussi part à de grandes tribulations. Les Jésuites ayant surpris un ordre de la Cour d'Espagne pour faire arrêter ce saint Prêtre, retiré depuis quelque tems à Bruxelles, l'Archevêque de Malines, Guillaume-Humbert de Precipiano, voulut bien servir en cette occasion d'instrument à la vengeance de ces Peres. L'Oratorien fut arrêté le 30 Mai 1703; tous ses papiers furent saisis & mis entre les mains des Jésuites, d'où ils passèrent bientôt dans celles du pere de la Chaise. Renfermé dans les prisons du Palais Archiepiscopal, il y fut traité avec une extrême dureté. On lui refusa plusieurs soulagemens nécessaires à un homme de 70 ans. Mais Dieu le délivra comme par miracle, le 13 de Septembre de la même année.

Le mauvais succès qu'avoit eu le problème n'empêcha point les Jésuites de former une seconde attaque contre le Livre des Réflexions

Morales. Ils y employèrent M. de Foresta de Colongue, Evêque d'Apt, déjà connu par l'approbation qu'il avoit donnée aux visions de Marie d'Agreda : ils l'engagerent à publier une Ordonnance datée du 15 Octobre 1703, où le Livre des Réflexions Morales étoit condamné comme *favorisant & fomentant le Jansénisme par des propositions téméraires, erronées, &c.* Livre néanmoins estimé généralement dès lors depuis plus de trente années, approuvé avec éloge par cinq Docteurs des plus habiles, & par plusieurs Evêques, examiné & autorisé de nouveau par M. le Cardinal de Noailles, & enfin défendu & justifié par M. Bossuet.

SECT. I.
Art. 3.
Ann. 1703.

Clément XI. forcé, malgré son attachement pour les Jésuites, d'apporter quelque remède aux scandales dont nous avons parlé ci-dessus, & causés par leurs impiétés enseignées en France & mises en pratique dans leurs missions à la Chine & ailleurs, forma le dessein d'envoyer dans l'Empire de la Chine, un Visciteur Apostolique, revêtu de tous ses pouvoirs, en qualité de Légat à latere. Celui qu'il choisit, étoit autant que lui dévoué à la Société ; mais il avoit de la probité & de la droiture : il abandonna les Jésuites dès qu'il connut qu'ils abandonnoient la vérité. C'étoit Charles-Thomas Maillard de Tournon, né à Turin en 1668, sorti d'une ancienne famille, originaire de Savoye, illustre par les grands hommes en tout genre, qu'elle a produits, mais à jamais plus illustre lui-même, moins par la dignité de Cardinal, où le Pape l'éleva dans le cours de sa mission, que par la couronne du martyre que les Jésuites lui ont procurée, comme on le verra dans la suite. Il partit de Rome en 1703, après avoir assisté en

SECT. I.
ART. 3.
Ann. 1703.

qualité de Consulteur, à toutes les Congrégations qui furent tenues sur les affaires de la Chine, & après avoir reçu de la main du Pape la consécration Patriarchale d'Antioche. Il s'embarqua sur un vaisseau François, qui le porta aux Canaries; d'où étant parti, il arriva à Ponticheri, après six mois de navigation. C'est-là que M. de Tournon vit avec étonnement les superstitions infâmes des Malabares, autorisées par les Jésuites. Il les condamna par un mandement célèbre, qui jeta la première pomme de discorde entre le Visiteur Apostolique & ces Peres.

Anecdotes
de la Chine
tom. 3. p.
30. 31.

Un exemple suffira pour donner quelque idée de la turpitude de ces superstitions, & pour en inspirer de l'horreur: ces peuples, par un aveuglement qui fait voir de quoi l'homme est capable quand il est abandonné à lui-même, ont pour la vache une vénération qui la leur fait regarder comme une divinité. Ils ont pour ce qui en vient, de la confiance & du respect, jusqu'à attribuer à son urine & à sa fiente la vertu de remettre les péchés. Ces aveugles se croiroient perdus, si en mourant, ils n'embrassoient la queue de cette bête. Ils font dessécher ses excréments, & après les avoir délayés dans de l'eau, ils en composent une espèce de pâte, dont ils se frottent le visage, le front sur-tout, & d'autres parties du corps. Les Capucins qui sont entrés dans ce pays long-tems avant les Jésuites, ont cru ne devoir point tolérer dans leurs Chrétiens des pratiques si sales & si impies; ils n'ont pas eu l'habileté de les consacrer à la religion, comme ont fait ces Peres, qui toujours féconds en rares inventions, se sont avisés de bénir les cendres de ces excréments de vache, comme celles du premier mercredi de

Carême ; & moyennant leur bénédiction , ont prétendu pouvoir allier dans leurs Chrétiens, cette superstitieuse infamie avec l'usage des Sacremens. C'est ce que le Légat du Saint Siège avoit condamné dans l'article XV. de son mandement.

SECT. 1.
ART. 3.
Ann. 1703.

Nous ne rapporterons que cet exemple , pour épargner au lecteur l'horreur dont il seroit saisi, si l'on exposoit à ses yeux les autres abominations que les Jésuites approuvent , & qu'ils permettent à leurs Chrétiens , telle que le *Tulli* , la fête du *premier Menstrue* , celle de la Déesse *Latchini* & du Dieu *Vichenou* , abominations prosrites dans divers autres articles du même Mandement.

Ibid. p.
26. 27.

Le douzieme article rappelloit aux Missionnaires du pays , un des principaux caracteres de la mission de Jesus-Christ, envoyé par son Pere pour annoncer l'Evangile aux pauvres. Cette humilité n'est pas du goût des Jésuites dans le pays des Malabares. Ils trouvent plus de plaisir à suivre les maximes du peuple le plus orgueilleux qui fût jamais. Il y a parmi eux une espèce de gens qu'on nomme *paréas* , que les payens d'un rang supérieur n'osent approcher , qui sont abandonnés de tout le monde , & qu'on évite même de regarder. Les Jésuites se conforment à une conduite si contraire à la charité ; & quand ces pauvres gens sont malades , ils ne vont ni les confesser , ni les visiter , de crainte de paroître aux yeux des nobles se souiller *.

Ibid. p.
30.

* Les Papes ont confirmé le Mandement du Cardinal de Tournon ; Clément XI. Innocent XIII. en ont ordonné l'exécution , sur-tout dans ce qui concerne la proscription de ces superstitions infâmes , & si scandaleuses ; mais la pratique subsiste , dit l'Auteur des

ARTICLE IV.

ANNÉE 1704.

Troisième attaque contre le Livre des Réflexions morales. M. Vialard, Evêque de Châlons, se tient assuré de faire approuver ce Livre par l'Assemblée du Clergé. Le Cardinal de Noailles ne peut se résoudre à entrer dans cette proposition. Clément XI. se détermine enfin à donner un decret contre les superstitions & idolatries Chinoises. Ce decret renferme sept articles très-précis.

SECT. I.
Art. 4.
Ann. 1704.

Nous avons parlé ci-dessus de la seconde attaque formée par les Jésuites, contre le Livre des *Réflexions morales*, au moyen de l'Ordonnance qu'ils firent publier par l'Evêque d'Apt. M. le Cardinal de Noailles crut devoir négliger cette entreprise. Mais c'est ce qui rendit les Jésuites plus hardis. Ils dressèrent, pour troisième attaque, d'autres Ordonnances semblables, qu'ils firent adopter par quelques Evêques du même caractère que M. d'Apt. Ces Peres firent ensuite venir à l'appui de tout cela, deux libel-

Anecdotes de la Chine. Les Jésuites ont levé l'étendard de la révolte contre le saint Siège. Ils ont publié de gros volumes pour justifier des pratiques si visiblement impies, & si détestables; & les Capucins ont été obligés de se séparer de communion d'avec eux. Tel est l'état, ajoute cet Auteur, de la Mission des Malabares, en cette année 1732. Et l'on peut voir dans les *Mémoires historiques présentés au souverain Pontife Benoît XIV.* par le Pere Norbett, quel est encore l'état de la même Mission presque jusqu'au tems présent.

les intitulés ; l'un , *le Pere Quesnel séditionnaire* ; l'autre , *le Pere Quesnel hérétique*. Maîtres des papiers & de la personne du Pere Quesnel , ils publièrent par tout que les abominations secrètes du Parti étoient enfin découvertes. Mais quel fut l'étonnement du Public de voir qu'après cet horrible déchaînement , tout ce qu'on pouvoit reprocher à ce saint Prêtre , se réduisoit à rien , & qu'on n'osoit l'attaquer dans ces libelles , qu'en donnant à certains endroits de son Livre des sens visiblement forcés ? L'effort de ses ennemis retomba contr'eux-mêmes , & ne servit qu'à manifester de plus en plus leur hardiesse & leur malignité.

SECT. I.
ART. 4.
Ann. 1704.

Tant de nouveaux coups de la part des ennemis du Cardinal de Noailles , aussi bien que du Pere Quesnel , ne remuerent point encore ce Prélat , qui se laissant toujours aller au penchant de sa douceur naturelle , n'écouloit pas même le conseil de plusieurs Evêques , dont l'avis étoit qu'il se plaignît à l'Assemblée du Clergé , qui alloit se tenir l'année suivante. Envain ces Evêques se promettoient de faire censurer le Mandement d'Apt par cette Assemblée , qui auroit en même-tems fait faire une nouvelle édition des *Réflexions morales* , laquelle auroit paru sous son autorité. Envain en particulier , M. Felix Vialard , Evêque de Châlons-sur-Saône , se croyoit si assuré de réussir dans ce dessein , qu'il ne demandoit au Cardinal que de ne point s'y opposer. M. de Noailles timide par caractère , ou pacifique à l'excès , refusa de se rendre aux vûes des ses Confrères.

Cette même année 1704 , Clément XI. qui s'étoit contenté de faire partir son Légat pour la Chine , sans avoir voulu encore prononcer au sujet des superstitions Chinoises , autorisées

SECT. I.
Art. 4.
Ann. 1704.

par les Jésuites, vaincu enfin par les pressantes sollicitations de Messieurs des Missions Etrangères, accompagnées d'écrits aussi forts que lumineux, se détermina à donner son Decret en sept articles très-nets & très-précis, contre ces scandaleuses & détestables superstitions. Cette affaire avoit été portée au Tribunal du Saint Siège dès le 17 Février 1697, par M. Charmot, l'Procureur Général des Missions Etrangères, à l'occasion du Mandement de M. l'Evêque de Conon, dont il demandoit la confirmation. Le Procureur Général des Jésuites, le 2 Mai de la même année, avoit demandé, au nom de la Société, d'être reçu opposant au Mandement, ce qui lui avoit été accordé. Le reste de l'année avoit été employé à écouter les parties. Les années suivantes, jusqu'à la mort d'Innocent XII. on avoit mis l'affaire sur le point d'être jugée; mais à l'exaltation de Clément XI. leur bon ami, ils avoient demandé un changement de Consultants, qu'ils accusoient de partialité, ce qui leur avoit été accordé; ils tâchoient ainsi de traîner l'affaire en longueur, & de faire échouer le jugement. Cependant Clément XI. se trouvant réduit au point de ne pouvoir plus reculer, fut obligé de le rendre, ce jugement, par le Decret dont il s'agit, donné le vingt Novembre mil sept cents quatre. Mais ce fut sans faire cesser totalement le scandale, ayant voulu, pour sauver l'honneur des Jésuites, que ce Decret ne fût point alors rendu public. Ainsi il aima mieux laisser la Religion & le Saint Siège même, dans une sorte d'opprobre, que de souffrir que la Société fût couverte de celui qu'elle avoit si bien mérité. Il se contenta de donner communication de ce Decret à M. de Rosalie, mais sous condition

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 23
qu'il n'en parleroit point ; & il l'envoya à M.
de Tournon, pour n'être connu que dans l'autre
hémisphère *.

SECT. I.

ART. 4.

Ann. 1704.

* Cependant ce Décret envoyé au Légat de Sa Sainteté, pour en procurer l'entière & parfaite exécution dans cette autre partie du monde, n'arriva à la Chine qu'en l'année 1714, quatre ans après la mort du Cardinal de Tournon, qui ne put avoir la consolation d'en recevoir une copie authentique. Les précautions mêmes que la sacrée Congrégation avoit prise pour que ce Décret fût remis sûrement entre les mains du Légat, furent la cause de ce long retardement ; elle crut n'avoir à se défier que des Protestans, & ne s'étoit pas mise en garde contre les supercheries des Jésuites, qui interceptèrent le paquet du Capitaine Catholique à qui on l'avoit confié, & qui écouta plus les menaces de ces Peres, que son honneur & sa conscience. On s'aperçut à Rome de l'infidélité, & l'on garda le silence sur les attentats des Jésuites. On eut recours ensuite à des Protestans, qui plus fidèles que les Catholiques, & plus religieux que les Peres de la Société, remirent les paquets dont on les avoit chargés, à leurs véritables adresses. Quoique, comme on vient de le dire, le saint Cardinal n'ait point eu l'avantage de recevoir directement de Rome le Décret du Pape, il ne laissa pas néanmoins d'en être instruit d'ailleurs, aussi-bien que les Jésuites ; & il eut lieu, ainsi qu'on le verra l'année prochaine, d'en faire usage contre eux, dans les circonstances où cela lui parut nécessaire.

Anecdotes
de la Chine
tom. 3.



ARTICE

ANNÉE 1705.

La Bulle Vineam Domini Sabaoth, contre le Cas de conscience arrive en France. Les Evêques en la recevant, établissent trois maximes conformes aux libertés de l'Eglise Gallicane. Le Légat Apostolique arrivé à la Chine, ne reçoit de soumission de la part des Jésuites que du seul pere Visdelou. Le Légat, pour le soustraire à la vengeance de ses Confreres, le consacre Evêque de Claudiopolis.

SECT. I.
ART. 5.
Ann. 1705.

LEs Jésuites manœuvrèrent si bien pendant ce tems là à Rome, que l'on vit enfin paroître en France la Bulle *Vineam Domini Sabaoth*, contre le Cas de conscience; elle fut portée à l'Assemblée générale du Clergé, qui se tenoit en cette année à Paris, & à laquelle présidoit le Cardinal de Noailles. Avant de la recevoir, l'Assemblée crut devoir établir trois maximes conformes aux libertés de l'Eglise Gallicane; la premiere, *que les Evêques ont droit, par institution divine, de juger des matieres de Doctrine*; la seconde, *que les Constitutions des Papes obligent toute l'Eglise, lorsqu'elles ont été acceptées par le corps des Pasteurs*; la troisieme, *que cette acceptation de la part des Evêques se fait toujours par voie de jugement.*

Le 22 Août, La Bulle *Vineam Domini Sabaoth* fut reçue par l'Assemblée, qui dressa une Lettre, qu'elle envoya le 14 Septembre aux Evêques

Evêques absens. On remarqua dans le tems, que cette Bulle dressée avec beaucoup d'artifice sembloit d'abord peu répondre à l'attente de ses promoteurs. Car le Pape se contentoit d'y définir qu'on ne satisfait point par le silence respectueux à la soumission dûe aux Bulles apostoliques : on convenoit qu'en général, rien n'étoit plus vrai, puisque les Bulles renferment des points de foi & des faits, & qu'à l'égard de ce qui appartient à la foi, il ne suffit certainement pas d'avoir une soumission de silence & de respect, laquelle peut suffire quand il ne s'agit que de simples faits. Mais c'est ce que Clément XI. ne décidoit pas. S'il eut décidé que la croyance intérieure ne regarde point les faits, il auroit donné gain de cause aux prétendus Jansénistes : s'il eut décidé le contraire, il auroit ôté aux Ultramontains le seul moyen par lequel ils peuvent justifier le Pape Honorius, condamné comme hérétique dans le sixième Concile.

Pour éviter tous ces embarras, il ne décidoit donc rien ; mais en récompense, il s'emportoit en invectives contre ceux qu'il accusoit faussement de cacher l'erreur sous le voile du silence respectueux, & se plaignoit d'une manière vague, qu'ils trahissoient l'Eglise, en retenant dans leurs cœurs (comme s'il en eût été le scrutateur) la doctrine que l'Eglise, disoit-il, a condamnée dans les cinq propositions. Mais quelle étoit cette doctrine ? C'est sur quoi il n'avoit garde de s'expliquer ; il se bornoit à supposer, comme ses prédécesseurs, que c'étoit celle du Livre de Jansénius. Quelle étoit donc enfin cette doctrine du Livre de Jansénius ? Silence pareillement & mystère là-dessus ; mais mystère qu'il laissoit à dévoiler

SECT. I.
ART. 5.
Ann. 1705.

SECT. I.
ART. 5.
Ann. 1705.

aux Jésuites ses bons amis, qui se promettoient bien d'être en état, quand il leur seroit libre ou avantageux de s'expliquer, de prouver que cette doctrine du Livre de Jansénius n'étoit autre que celle de Saint Augustin, & de la grace efficace par elle-même. C'est en cela que cette Bulle, qui sembloit d'abord répondre peu à leur attente, y répondoit néanmoins parfaitement. Car tel étoit alors, & tel a toujours été le dessein de ces Peres, sans rien dire de l'intention particuliere de Clément XI. qu'il n'est pas question d'approfondir ici, mais qui néanmoins se manifeste assez par bien des traits, qui ne sont que trop sensibles & trop frappans. Quant aux Evêques, plus ou moins éclairés sur la manœuvre des Jésuites, tous y servoient, les uns, sans le sçavoir, éblouis par le vain phantôme de Jansénisme; les autres, entraînés par des vûes d'intérêt & d'ambition, ou malheureusement prévenus des faux principes & de la pernicieuse doctrine de la Société.

M. de Tournon arrivé à la Chine au mois de Juin 1705, y reçoit d'abord la soumission du Pere de Visdelou, Jésuite habile dans la connoissance de la langue du pays, qui lui fit l'aveu sincère que les Peres de la Société avoient tort, & se trompoient sur le culte Chinois, & qu'au contraire M. l'Evêque de Conon & les autres Vicaires apostoliques avoient pris le parti de la vérité. Parler ainsi contre la Société, est un crime punissable, même dans un Jésuite. Ce Pere, par sa fidélité à son devoir, encourut l'indignation de ses Supérieurs, qui dans la suite lui causèrent tant de traverses, de persécutions domestiques, & de vexations de toute espèce, que le Légat Patriarche se vit obligé de l'arracher d'entre leurs mains, en le consacrant Evêque de

Claudiopolis, pour leur épargner le malheur d'en faire une victime de leur vengeance.

Voici en quels termes le Pere Turcotti, Vifiteur, avoit écrit au Pere de Vifdelou, pour l'empêcher de s'ouvrir à M. de Tournon : » Il » est certain qu'au moins vous êtes obligé, si » vous ne voulez pas suivre ou défendre notre » sentiment, de ne le pas attaquer, & de ne pas » soutenir le contraire, sur-tout dans la con- » joncture présente, où il en pourroit arriver » un très-grand mal, une très-grande infamie, » un très-grand déshonneur à toute la Comp- » gnie, si nos opinions étoient condamnées com- » me favorables à l'idolâtrie, comme nos en- » nemis tâchent de le publier en Europe. » Personne ne sçauroit vous justifier de vous » déclarer contre nos opinions, ni par la ferveur » de votre zele, ni par la droiture de vos in- » tentions. On sçait ce qui est arrivé en 1670, » au Pere Elizalde, Professeur de Théologie à » Rome, qui reçut un *capello*, c'est-à-dire une » des plus grandes pénitences qui soient en » usage dans notre Société, pour avoir fait im- » primer secrètement à Lyon, un Livre contre » la probabilité de notre Compagnie : ce Pere » s'étant excusé, en disant qu'il s'y croyoit » obligé par le zele pour le bien des ames ; il » eut une sévère réprimande, & son excuse fut » rejetée & désaprouvée par nos Peres. Dieu » préserve votre Révérence d'un semblable mal- » heur. Je lui demande une seconde fois de ne » pas contredire nos opinions & nos pratiques, » & je le demande au nom de notre Pere Génér- » ral, à qui je dois envoyer copie de la de- » mande que je vous fais, aussi bien qu'à tous » les Provinciaux de France. A Toxan, le 9 Mai » 1705.

SECT. I.
ART. 5.
AN. 1705.
Anecdotes
de la Chine
tom. 1. p.
34 & 35.

SECT. I.
Art. 5.
Ann. 1705.

On ne peut rien écrire de plus fort & de plus menaçant. Néanmoins le Pere de Visdelou, qui non-seulement tenoit pour évidemment faux, & pour impie & détestable, ce que ce Pere Visiteur appelloit opinions & pratiques de la Compagnie, mais qui d'ailleurs sçavoit qu'il n'est pas permis de se taire en de pareilles occasions, ne fut point ébranlé par ces menaces, non plus que par celles qui lui avoient été faites quelque tems auparavant par le Pere Laurifé, autre Visiteur. » Nos Peres, lui disoit-il, me font des » plaintes de votre Révérence, & m'assurent » qu'elle est opiniâtre. J'ordonne qu'elle se con- » forme aux pratiques de notre Compagnie, » qui a l'avantage de suivre les lumieres de tant » de fameux Théologiens, si savans & si pro- » fondément versés dans les Livres Chinois. Si » votre Révérence ne veut pas s'y conformer, » je lui ordonne de ne rien écrire & de ne rien » faire contre la pratique, le sentiment & l'opi- » nion de la Compagnie sur les cérémonies Chi- » noises, &c.... Je prie votre Révérence de ne » point souffler le feu déjà trop allumé, pour » brûler l'honneur de la Compagnie qui est dé- » ja assez noircie.

Le Pere de Visdelou que M. de Tournon, comme nous l'avons dit, avoit consacré Evêque de Claudopolis pour le soustraire à la vengeance des Jésuites, hérita de son zele & de sa fermeté. Et ce fut sur le rapport que ce saint Cardinal avoit fait à Rome de sa capacité & de son mérite, qu'il fut dans la suite choisi pour Vicaire apostolique dans les Indes, où il eut à essuyer pour la défense de la Religion contre ses anciens Confreres, tous les combats décrits dans le volume second du Pere Norbert.

ARTICLE VI.

ANNÉE 1706.

Deux Brefs de Clément XI. où son ressentiment éclate contre les trois maximes établies par les Evêques de l'Assemblée de 1705. Décès de la dernière Abbesse de Port-Royal. On commence à faire servir la Bulle Vineam Domini Sabaoth, aux pernicioeux desseins qu'on a conçus contre cette maison.

Clément XI. extrêmement jaloux de sa prétendue infaillibilité, & plus opposé aux vraies maximes soutenues en France, que tous les Ultramontains ensemble, ne manqua pas d'être blessé au vif par les trois maximes que les Evêques avoient mises à la tête de leur acceptation de la Bulle *Vineam Domini*. Il fit éclater son ressentiment par deux Brefs; l'un au Roi, l'autre aux Evêques. Il dit, entr'autres choses, parlant au Roi, touchant les Evêques: *Qu'ils apprennent à révéler & à exécuter les Décrets du Saint Siege touchant la foi catholique, bien loin d'avoir la présomption de les examiner ou d'en juger.* Et parlant aux Evêques: *Toute l'Eglise sçait, dit-il encore, que le Siege du bienheureux Pierre Apôtre a droit de juger de toute l'Eglise, & qu'il n'est permis à aucun de juger de son jugement. . : Notre Constitution n'a pas été faite pour être examinée, mais pour être exécutée & observée avec l'obéissance que les Evêques ont promise dans leur sacre. On n'attend point & on ne demande pas vos avis; mais on*

SECT. I.
ART. 6.
Ann. 1706.
Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
23 & 24.

SECT. I.

ART. 6.

Ann. 1706.

vous commande d'obéir. Les deux Brefs furent renvoyés.

Ce fut dans cette année 1706, que décéda, au mois d'Avril, la dernière Abbessé de Port-Royal, Elisabeth de Sainte-Anne Boulard; elle mourut dans le tems que les Jésuites avoient engagé la Cour à prendre les dernières mesures pour la destruction de ce Monastère. C'étoit une fille d'une rare piété & d'une régularité extraordinaire. Elle avoit près de 80 ans. Voyant, avant de mourir, la Prieure Françoisse de Sainte-Julie Beaudran prête à expirer, comme elle, elle nomma en sa place la Sœur Louise de Sainte-Anastasia Dumefnil. L'Abbessé & la Prieure furent enterrées dans la même fosse; & la Célestine mourut deux ou trois jours après.

On commença par employer la Bulle *Vineam Domini Sabaoth*, pour parvenir au dessein qu'on avoit conçu contre cette sainte maison. On exigea des Religieuses la signature de cette Bulle, quoique ni les Evêques, ni le Pape n'eussent point ordonné qu'on la signât. Elles vouloient bien consentir à la signer; mais comme elles sçavoient l'abus qu'on en pouvoit faire, & qu'on en faisoit en effet, elles avoient eu la précaution d'ajouter à la formule qu'on avoit prescrite, que c'étoit *sans déroger à ce qui s'étoit passé à leur égard, à la paix de l'Eglise sous le Pape Clément IX.* Cette précaution si nécessaire & si innocente, fut aussi-tôt le sujet, ou plutôt le prétexte de la résolution qu'on prit de les détruire. Je dis le prétexte: car M. de Noailles avoua depuis à leur Confesseur, que leur perte étoit résolue, de quelque manière qu'elles eussent agi. Cette résolution avoit été prise en France dans le conseil des Jésuites; & comme leur esprit est par-tout le même, nous

de l'Hist. Eccléf. XVIII. siècle. 31

allons les voir prendre dans le même tems la même résolution en Asie, & dans l'autre extrémité du monde, contre le saint Cardinal de Tournon, par le désespoir où ils étoient de ne pouvoir le faire plier, & le rendre complice de leurs abominations.

SECT. I.
ART. 6.
Ann. 1706.

ARTICLE VII.

ANNÉE 1706.

Le Légat Apostolique est obligé de notifier juridiquement aux Jésuites le Decret de Clément XI. contre les idolatries Chinoises. Ce dernier remede ne sert qu'à les endurcir. Ils mettent tout en œuvre pour contrecarrer le Légat. Ils attentent à sa vie, & il n'est sauvé que par le soin de l'Empereur même.

L'Empereur de la Chine informé de l'arrivée du Légat du Saint Sieg dans ses Etats, ordonna qu'on le fit venir à la Cour. M. de Tournon arrivé à Pékin éprouva bientôt la vérité de ce qu'ont dit des Jésuites les plus grands hommes du dernier siècle, qui se sont appliqués à les connoître, que c'est un corps d'hommes, qui dans le sein même de l'Eglise, y sont les ennemis de tout bien, & l'obstacle le plus invincible à l'établissement du Royaume de Dieu parmi les infidèles. Ces Peres s'étoient toujours flatés de pouvoir enfin gagner le Vicaire Apostolique; & c'étoit dans cette espérance qu'ils avoient concouru à le faire venir à la Cour. Mais ayant appris que l'affaire des cultes Chinois avoit été terminée à Rome, par le

SECT. I.
ART. 7.
Ann. 1707.
Anecdotes
de la Chine
tom. 1. 1.
32 & 33.

SECT. I.
 ART. 7.
 ANN. 1706.

Décret de Clément XI. du 10 Novembre 1704; cette nouvelle leur fit perdre toute espérance de l'engager à approuver leurs maximes & leurs pratiques condamnées. Le Légat qui de son côté avoit aussi espéré de les toucher & de les retirer peu à peu de leur égarement, n'avoit d'abord donné aucune marque qu'il fût lui-même instruit de cette nouvelle; mais il crut devoir la leur notifier juridiquement au premier Juillet 1706, comme un dernier remède pour tâcher de les détourner du dessein pernicieux qu'ils avoient pris d'opposer, dans une affaire de Religion, décidée par le Saint Siège, l'autorité d'un Monarque païen, à celle du Souverain Pontife. Ce dernier remède ne servit qu'à les endurcir de plus en plus : l'homme de Dieu ne put obtenir d'eux qu'ils donnassent le moindre signe de docilité. Ils s'obstinèrent à mettre tout en œuvre pour faire intervenir l'autorité de l'Empereur, afin de décréditer les actions & les informations du Vicaire Apostolique, d'empêcher qu'il ne reçût les dépêches de Rome, & de faire bannir de l'Empire tout ce qui étoit contraire à la Société. Tel étoit le plan formé & arrêté par les Jésuites, & comme la base & le fond de toutes leurs intrigues. C'a été en même-tems comme le lien qui a servi à les réunir tous, tant François que Portugais, contre ce Patriarche, quoiqu'ils fussent d'ailleurs très-divisés de cœur & d'intérêts : lien d'autant plus fort que cette affaire leur étoit singulièrement recommandée par les Supérieurs généraux, & qu'elle étoit devenue commune à toute la Société.

Pag. 32. A la premiere audience que le Légat avoit eue
 33 & 34. de l'Empereur, au commencement de Janvier
 de l'Ecrit 1706, ce Prince avoit conçu une si haute idée
 intitulé, du Souverain Pontife, qu'il eut un désir em-
Abrégé des

pressé d'établir une correspondance parfaite avec Sa Sainteté. Il avoit pris la résolution de lui envoyer un Ambassadeur , avec des présens dignes de sa magnificence ; il avoit même déjà mis ces présens entre les mains de M. *Sabino Mariani*. Mais le projet que ce Monarque avoit conçu n'ayant pas été du goût des Jésuites , s'en alla en fumée. Le même Prince avoit accordé au Patriarche l'achat d'une maison , pour y loger les Missionnaires de la Propagande : cette maison devoit servir aussi de demeure à un Nonce , qui seroit toujours auprès de Sa Majesté, pour entretenir la correspondance entre les deux Cours de Rome & de Pékin : l'Empereur avoit même promis de donner gratuitement cette maison ; mais lorsqu'il eut fait part de ce nouveau projet aux Jésuites , & spécialement au pere *Pereira* , le plus grand ennemi de tout bien qui fût alors dans cette Cour idolâtre , il changea de dessein. Ces Peres représentèrent que cette maison ne serviroit qu'à devenir la retraite de gens ramassés de tous les pays , qui ne venoient à la Chine que pour décrier les Rits de la nation & troubler les usages de l'Empire : & leurs instances furent si vives , que l'Empereur retira sa parole.

Les Jésuites n'en demeurèrent pas là : ils persuaderent à l'Empereur que le Légat du Saint Siege n'étoit venu à la Chine que pour les en chasser , & qu'il ne s'appliquoit , depuis son arrivée , qu'à trouver les moyens de contenter sa passion contre la Société : car ils le dépeignoient comme l'ennemi le plus déclaré des Jésuites. Cette accusation frappa le Prince , qui sans estimer les Jésuites , dont il connoissoit les déréglemens , estimoit les services qu'ils lui

Sæct. I.
Art. 7.
Ann. 1706.
principaux
événemens
de la Légation de M.
le Cardinal
de Tournon , & la
fin du 3.
Volume
des Anecdotes.

SECT. I.
ART. 7.
Ann. 1706.

rendoient à Pékin, par des instrumens de mathématique, dont ils avoient enrichi la fameuse tour qu'il avoit fait bâtir, par des confitures dont ils couvroient sa table, par des fontes de canons dont ils garnissoient les arsenaux de l'Empire, & par plusieurs autres adresses capables de contribuer à la félicité d'un homme, qu'ils se concilioient d'ailleurs par leurs flateries. Le crédit qu'ils s'étoient ainsi acquis auprès de l'Empereur, leur servit alors à détourner le coup qui les menaçoit.

Ibid. 38.
39. 40. 41.

Depuis ce moment, le Légat s'apercevant de plus en plus du refroidissement de l'Empereur à son égard, ne doutoit pas que les Jésuites n'achevaient de donner à ce Prince les funestes impressions dont ils avoient commencé de prévenir son esprit. Mais le zèle de la gloire de Dieu lui inspira un moyen qui lui parut inmanquable pour désabuser le Prince, prévenu par le mensonge & l'artifice. Ce fut de dresser un Mémoire, où il demandoit une audience particulière, avec un interprète unique, qui porteroit à Sa Majesté ses sentimens. L'Empereur accorda tout, marqua le jour & l'heure de cette entrevue, & laissa au Patriarche la liberté de choisir tel interprète qu'il jugeroit à propos. A cette nouvelle le Jésuite *Pereira* fut consterné; il en perdit le boire, le manger & le dormir; il tomba dans une noire mélancolie, dont tout le monde s'apercevoit. Quelques jours après, le Légat s'étant transporté la veille de l'audience, à la maison de campagne où l'Empereur résidoit ordinairement, là au milieu du souper, il se sentit frappé d'un mal si violent qu'il parut à tous ceux qui étoient présens, n'avoir plus que peu de momens à vivre. On courut en donner avis à l'Empereur, qui après s'être

informé des symptômes & des circonstances du mal, s'écria : *Ah ! il est empoisonné, qu'on lui donne au plutôt le contre-poison.* Aussi-tôt M. Borguese, Médecin du Légat, lui fit prendre un antidote qui lui sauva la vie. L'Empereur frappé lui-même de cet événement, après en avoir pesé les circonstances, ne douta pas que les Jésuites n'eussent fait le coup *. Il avoit ordonné des informations, & paroissoit résolu à punir les coupables ; mais par honneur pour la Religion, le Patriarche le supplia de faire arrêter les poursuites.

SECT. I.
Art. 7.
Ann. 1706.

ARTICLE VIII.

ANNÉE 1706.

A force d'intrigues, les Jésuites conduisent les choses au point d'engager l'Empereur, Prince idolâtre, à décider en leur faveur, contre les décisions du Saint Siège. Ils obtiennent l'Edit appelé du Piao, le plus funeste à la Religion, qui eût jamais paru à la Chine.

LE même accident, qui avoit mis le Légat à deux doigts de la mort, servit à rendre la vie au Jésuite *Thomas Pereira*. Il eut la joie de voir que l'audience promise étoit manquée & reculée bien loin. La foiblesse où se trouvoit le Pa-

SECT. I.
Art. 8.
Ann. 1706
Ibid. p.
41.

* M. de Tournon, dit l'Auteur des Anecdotes, avoua à des Missionnaires, dont quelques-uns sont encore vivans, que les Jésuites avoient attenté contre sa vie à Pékin, & les chargea de le dire au Pape, afin que Sa Sainteté fût informée de quels moyens ces Peres se servoient pour se soutenir dans leur rébellion, & pour ruiner la Religion.

SECT. I.
ART. 8.
Ann. 1706.

triarche , par la violence du poison & par la force des remedes , demandoit des mois entiers pour le mettre en état de se présenter devant l'Empereur. Il n'en falloit pas tant à ce Pere *Pereira* , secondé de ses autres confreres , pour achever ce qu'ils avoient tous entrepris d'un commun accord , qui étoit d'indisposer pour toujours l'Empereur contre le Légat ; & pour leur propre malheur & celui de la Religion , ils parvinrent aisément à se concilier un Prince bon & facile , qu'ils ne perdoient point de vûe , & qu'ils ne cessoient d'empoisonner par leurs discours. S'étant comme rendu maîtres du champ de bataille , ils commencent par mettre le Patriarche hors d'état de se servir de ses pouvoirs. Il avoit besoin de M. *Appiani* , qui étoit son interprète ; il pouvoit tirer de grands secours de M. *Maigrot* , Evêque de Conon ; M. de *Mezzafalce* , un des Vicaires Apostoliques , lui étoit très-attaché ; il avoit un Catéchiste qui lui rendoit des services considérables ; M. *Borguese* , Médecin habile , avoit réussi à leur arracher la victime qu'ils avoient résolu d'immoler : ces Peres parviennent à priver le Prélat de toutes ces personnes , en les faisant ou bannir de la Chine , ou reléguer dans des Provinces éloignées , & même enfermer dans des prisons où quelques-uns sont inhumainement massacrés à leur sollicitation , entr'autres M. *Borguese* , son médecin.

Ibid. p.
49. & 50.

Ils conduisirent ensuite leurs intrigues au point d'engager l'Empereur , Prince idolâtre , à décider en leur faveur , & contre les décisions même du Saint Siège , les points capitaux , concernant les superstitions & les idolatries Chinoises , qu'ils se sont obstinés à vouloir allier avec le Christianisme. Ce Prince assis sur son

Trône, prononça, à leur sollicitation, ce qu'ils lui avoient inspiré, & qu'il sçavoit bien n'être pas véritable : 1°. Que le *Tien* des Chinois, c'est-à-dire le *Ciel* visible, étoit le Dieu des Chrétiens; 2°. que les cérémonies pratiquées à l'honneur de *Confucius*, n'avoient rien de contraire à la Loi Chrétienne; 3°. que celles qu'on pratiquoit envers les Ancêtres, étoient de même nature. Tel fut l'oracle que les Jésuites préférèrent aux décisions du Pape, qui en pareil cas étoient évidemment celles du Saint Siege & de l'Eglise universelle. L'Empereur *Julien l'Apostat* usa d'un pareil stratagème pour donner à l'idolatrie Romaine des couleurs plus supportables. Il fit un Edit, par lequel il prétendoit, d'après *Senèque*, que le nom de *Jupiter* étoit un mot qui signifioit le Dieu des Chrétiens, le Dieu unique, qui avoit toujours été adoré par les anciens; qu'*Apollon*, *Mars*, *Mercure*, *Venus* & toutes les autres Divinités, n'étoient que les attributs d'un seul Dieu suprême, qu'on représentoit sous des symboles sensibles; pour les faire comprendre aux ignorans. Les Chrétiens détestèrent ce nouveau tour qu'on s'efforçoit de donner à l'idolatrie pour les séduire.

Le Patriarche instruit du recours indécent que les Jésuites avoient eu à la décision d'un Empereur idolâtre contre la décision du Pape en matière d'idolatrie, en fit de vifs reproches à leur Pere Thomas, en lui disant: *Quand tous les Démons seroient sortis de l'enfer pour venir à Pékin, ils n'auroient rien fait de pis contre la Religion & le Saint Siege, que ce qu'ont fait les Jésuites. L'Empereur est votre esclave, qui ne parle & qui n'agit que suivant les impressions que vous lui donnez. Je vous conseille de sortir de la Chine & tous les Peres de votre Compagnie.*

SECT. I.
Art. 8.
Ann. 1706.

Ibid. p.

51.

SECT. I.
Art. 8.
Ann. 1706.

Ibid. pag.
57. & 58.

Mais ils poussèrent plus loin encore leurs entreprises contre la décision du saint Siège, & contre les intérêts de la Religion. Le Légat en fut instruit dans le cours même du voyage qu'il fut obligé d'entreprendre étant relégué aux extrémités de l'Empire. Arrivé à Nankin, il apprit que ces Peres avoient obtenu de l'Empereur l'Edit le plus funeste à la Religion, qui eût paru à la Chine, qu'on appelle *l'Edit du Piao*, portant défense à tout Missionnaire de demeurer à la Chine sans Lettres-Patentes, lesquelles ne seroient accordées qu'à ceux qui s'engageroient à soutenir les cultes condamnés. L'Edit contenoit deux parties: dans la première, on bannissoit à perpétuité M. *l'Evêque de Conon* avec M. de *Mezzafalce* & M. *Guéli*: on ordonnoit que M. *Appiani* fût chargé de chaînes dans le lieu où il devoit subir un violent interrogatoire: on bannissoit de plus le Catéchiste du Patriarche, & deux autres Chinois, qui avoient déplu aux Jésuites. Dans la seconde partie, on obligeoit, comme nous l'avons dit, tous les Missionnaires qui vouloient demeurer à la Chine, de se rendre à la Cour pour y donner leur soumission au *Piao*, & être interrogés auparavant: on exigeoit dans l'interrogatoire, leur foi en *Confucius*, & leur zèle pour soutenir les cultes condamnés. Cet Edit jettoit l'effroi & la consternation par tout où il y avoit de véritables Chrétiens, privoit les Eglises de tous les saints Missionnaires qui les gouvernoient, changeoit toute la face de l'Eglise de la Chine, où les Jésuites demeuroient seuls maîtres de tout, & délivrés, ainsi qu'ils le souhaitoient depuis longtems, de tous les Missionnaires qui n'étoient pas du corps de la Société. Ces Peres eux-mêmes se chargerent

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 39
 d'intimer cet Edir par une lettre circulaire
 adressée à tous les Missionnaires de l'Empire :
 quelle commission ! Ils remplissoient leurs let-
 tres de termes par lesquels ils exprimoient le
 déplaisir extrême & la vive douleur dont ils
 feignoient d'être pénétrés ; étant eux-mêmes
 ainsi forcés de rougir de l'irréligion qui caracté-
 risoit l'Edir qu'eux-mêmes avoient obtenu. Cet
 Edir étoit du 17 Décembre 1706, & finira les
 événemens de cette année, concernant l'Eglise
 du nouveau Monde.

SECT. I.
 Art. 8.
 Ann. 1706.

ARTICLE IX.

ANNÉE 1707.

*Décret contre M. de Sébast. Le Pere Quesnel
 en démontre les nullités. Les Intruses du
 Monastère de Port-Royal de Paris deman-
 dent la suppression du titre du Monastère des
 Champs. Les Jésuites appellent au saint Siège
 du Décret de 1704. Décision du saint Siège.*

Monsieur l'Archevêque de Sébast, que
 Clément XI. avoit rendu suspens de ses
 fonctions en 1702, fut interdit à Rome par un
 Décret du 4 Octobre, pour n'avoir pas voulu
 signer purement & simplement le Formulaire.
 Le Pere Quesnel se rend en même tems de
 plus en plus odieux à Clément XI. & à la
 Cour Romaine, par un Ecrit où il démontre
 les abus & les nullités de ce Décret, & décou-
 vre toute l'injustice de la conduite de cette
 Cour à l'égard de ce pieux Archevêque, & de
 l'Eglise Catholique de Hollande.

SECT. I.
 Art. 9.
 Ann. 1707.

SECT. I.
ART. 9.
Ann. 1707.

On avoit commencé l'année précédente par faire usage de la Bulle *Vineam Domini Sabaoth*, pour parvenir à la destruction du Monastère de Port-Royal des Champs. On employa celle-ci à mêmes fins. Les Religieuses de Port-Royal de Paris intruses, séparées de leurs Meres, avides de leurs biens, livrées à leurs ennemis, demandent la suppression du titre du Monastère des Champs, & la réunion de tous les biens à la maison qu'elles avoient usurpée à Paris.

Les affaires de la Chine se trouvant portées par les Jésuites à ces excès de révolte, d'impiété & d'hypocrisie que nous avons représentés sur la fin de l'année précédente, le Légat qui s'étoit contenté, par ménagement pour ces Peres, de leur notifier à eux seuls par un acte juridique, comme nous l'avons dit, le Décret du 20 Novembre 1704, donna enfin à Nanquin le 7 Février 1707, son Mandement pour la publication de ce Décret, quoiqu'il vît bien qu'en attaquant de la sorte, & comme de front, l'Edit de l'Empereur, obtenu par les Jésuites, il s'exposoit à tous les effets de la colere du Prince, & aux traits les plus furieux de la vengeance de cette Société. Ce Mandement fut pour les Jésuites un coup de foudre, sous lequel quelques-uns d'entr'eux furent obligés de céder. Leur Pere Sylva, Vicaire Apostolique de Nanquin; & leur Pere Monteiro, Vice-Provincial, le signèrent, en joignant à leur signature le serment par lequel ils s'obligeoient à son exécution; & en conséquence ils ôtèrent de leurs Eglises le Tableau Idolatrique, *Adrez le Ciel*: plusieurs Jésuites des environs, & même des Provinces éloignées, en firent autant. Mais bien-tôt après, ces Peres retournent tous, sans exception d'un seul, à leur premiere dis-

Pag. 60
& 61. de
l'Ecrit cité
ci-devant,
& qui termine le 1.
Tome des
Anecdotes de la Chine.

position, & quittent, au mépris de leur serment, le parti de Jesus-Christ, pour reprendre celui d'un Prince Idolâtre.

Pour donner quelque couleur à leur rébellion, & tâcher de diminuer l'horreur de leur parjure, ils imaginent un expédient; c'est d'appeller au saint Siège d'un Décret qui n'étoit autre qu'une décision très-claire & très-manifeste du saint Siège même: décision jointe aux vœux & aux applaudissemens également manifestes de l'Eglise universelle. Car il n'y avoit dans toute l'Eglise de Dieu aucun Pontife, aucun Prêtre, aucun Docteur vrai Chrétien, aucun Laïc même tant-soit-peu instruit de sa Religion, qui ayant quelque connoissance des prétentions énormes de ces Peres à la Chine, ne les eût en horreur, & n'applaudît de toute la plénitude de son cœur au Décret qui les anathématisoit. Les Jésuites, afin de n'être ni les seuls, ni les premiers à prendre les armes contre l'Eglise, y engagèrent deux Prélatz qui leur étoient dévoués, l'Evêque d'*Ascalon* & celui de *Macao*. L'appel du premier étoit du 13 Avril 1707, l'autre du 17 Mai suivant. Le Légat attendit, pour répondre à ces appels, qu'il fût arrivé à Canton, où il entra le 24 Mai 1707. Le 27 il écrivit à l'Evêque d'*Ascalon*, avec la vigueur qu'exigeoit la démarche téméraire de ce Prélat, qui persista dans sa révolte, & la porta l'année suivante au tribunal du souverain Juge, sans avoir eu le tems d'en faire pénitence, & de la détester. Le Légat écrivit avec la même fermeté à l'Evêque de *Macao*, le 3 Juin; mais ce Prélat obsédé par les Jésuites, ne tint compte des représentations du Légat.

Ces deux appels n'étoient que des préparatifs à l'appel des Jésuites, qui, ayant à leur tête le

SECT. I.

Art. 9.

Ann. 1707.

Ibid. pag.

62. 63.

Ibid. 64.

SECT. I.
ART. 9.
Ann. 1707.

Pere Sylva Vicaire Apostolique de Nanquin, croyoient ne devoir pas se mettre en peine du serment qu'ils avoient fait en signant le Mandement. Cet appel étoit daté du 28 Mai, & signé par vingt-quatre Jésuites fameux, & de différentes nations : il y en avoit douze François ; les autres étoient Italiens, Allemands, Espagnols, Portuguais. L'Evêque de Macao eut la lâcheté de consentir à la publication d'un Mandement où les Jésuites avoient inséré une espèce d'Instruction Pastorale qu'ils avoient fait faire à l'Archevêque de Goa, & dans laquelle ce Prélat défendoit de reconnoître la Jurisdiction du Légat, parce que, disoit-il, elle étoit contraire aux droits de sa Primatie, & que d'ailleurs le Légat avoit condamné les superstitions des Malabares, dont les Jésuites l'avoient engagé à prendre la défense.

ARTICLE X.

Observation. Génie des Jésuites. Ils imitent à la Chine les Appellans qu'ils combattent en France : ils font un usage pernicieux des principes de ceux-ci sur la faillibilité des Papes, pour s'autoriser dans leur révolte, contre un Décret non désavoué par la partie la plus saine, mais reçu avec le plus grand applaudissement par toute l'Eglise.

SECT. I.
ART. 10.
Ann. 1707.

Cette espèce d'Instruction Pastorale étoit vraiment en elle-même quelque chose d'infâme, vû l'infamie des superstitions dont

l'Archevêque de Goa & l'Evêque de Macao prenoient la défense. Mais quant aux droits de la Primatie de cet Archevêque, ils pouvoient être légitimes; & s'il s'étoit trouvé en d'autres circonstances, & dans un cas totalement différent de celui dont il s'agissoit, il auroit très-bien fait de les faire valoir contre les entreprises du Légat: comme aussi dans le même cas l'Evêque de Macao auroit pu, auroit dû même faire valoir les droits imprescriptibles de l'Episcopat, qui n'est qu'un dans l'Eglise de Jesus-Christ. Car il n'y a pas de doute que le même Archevêque, aussi bien que l'Evêque d'Ascalon, & celui de Macao, & les Jésuites mêmes, quoique Ministres du second ordre, n'eussent été très-bien fondés à former, par appel au saint Siège, ou à l'Eglise universelle, opposition à un Décret Pontifical qui auroit contenu une doctrine erronée, & aux démarches d'un Légat qui auroit entrepris d'accréditer & de faire recevoir un pareil Décret*.

SECT. I.
Art. 10.
Ann. 1707.

Mais ce qui détruisoit l'appel des Jésuites, joint à celui des Evêques qui se déclaroient dans ces vastes régions leurs esclaves; ce qui rendoit cet appel illusoire & monstrueux, c'étoit d'avoir formé, par ce même appel, opposition à un Décret qui avoit manifestement pour lui, le vœu & l'applaudissement de l'Eglise universelle. Ce qui rendoit leur rébellion plus criminelle, c'étoit non-seule-

* C'est ce que la plupart des zélés & pieux Missionnaires qui nous ont donné les fideles Relations des faits importans dont il s'agit, n'ont point assez distingué. Ils paroissent souvent trop prévenus des principes ultramontains, & n'avoient point assez connu ce que dit le sçavant M. le Gros, de la différence essentielle qu'il faut faire entre la personne du Pape & le saint Siège. On en parlera dans un autre endroit.

SECT. I.
ART. 10.
Ann. 1707.

ment d'avoir renoncé à la foi chrétienne & catholique , en s'opposant à un Décret qui ne tendoit qu'à la soutenir ; mais de s'être de plus opiniâtrément affermis dans la pratique des idolatries & des superstitions qu'il réprouve , & de s'être enfin portés pour se maintenir dans ces abominables pratiques , à des excès inouis , contre un Légat du saint Siège , & contre tous ceux qui joints à lui , s'efforçoient de les tirer de leur égarement , de faire cesser les scandales , de mettre fin à des sacrilèges sans nombre , & de retirer de la perdition une infinité d'âmes.

Au reste , on découvre bien ici le génie de ces Peres : s'agit-il dans le nouveau Monde d'une Bulle & d'un Décret du Pape , qui condamne leurs impiétés ? ils savent merveilleusement exalter & faire valoir contre ce Décret , les droits du premier & du second ordre , en faisant appeler les Evêques , & en se joignant eux-mêmes à leur appel. Au contraire, dans l'ancien monde, s'agit-il d'une Bulle & d'un Décret du Pape , qu'ils ont eux-mêmes surpris & arraché , & qui canonise leurs égaremens , alors le Pape , si on les en croit , a la suprême infailibilité : les droits des Evêques , & à plus forte raison ceux des Pasteurs & des Ministres du second ordre , ne sont plus que des prétentions insensées & chimériques , & tout appel de ce Décret sera scandaleux , schismatique , hérétique. Mais reprenons notre narration



ARTICLE XI.

ANNÉE 1707.

Suite des excès auxquels les Jésuites se portent contre le Légat Apostolique. On le réduit en captivité. On examine dans un Conseil, si pour l'empêcher de sortir de cette captivité, il falloit aller jusqu'à l'effusion du sang. Les Jésuites répondent que la décision de ce cas ne pouvoit pas se donner en public.

EN poursuivant le cours des événemens de la présente année, nous arrivons enfin au tems des plus grandes traverses que le Patriarche-Légat eut à soutenir de la part des Jésuites. Vers le milieu de Juin, un Mandarin arrive à Canton, avec des ordres de l'Empereur concernant le Légat. Le 20, le Vice-Roi convoque une assemblée de tous les Mandarins du premier ordre, où il l'invite à se trouver; & c'est-là qu'on lui annonce l'ordre de l'Empereur, qui le relégue à Macao, jusqu'au retour des Peres *Bargos & Beauvelliers*, que les Jésuites avoient envoyés à Rome, pour y défendre les idolatries Chinoises. Par cet ordre le Légat est proscrit de la Chine, obligé de se rendre à Macao*, où les Jésuites sont maîtres, tant en vertu des pleins pouvoirs à eux donnés par l'Empereur de la Chine, que par l'autorité que les Rois de Portugal leur avoient accordée. Ainsi voila le

SECT. I.
ART. II.
Ann. 1707.
Ibid. p.
67.

* Cette Ville est dépendante en partie de l'Empereur de la Chine, en partie du Roi de Portugal.

SECT. I.

Art. 11.

Ann. 1707.

Ibid. p.

68.

Ministte du Saint Siege livré à la discrétion de ses implacables ennemis.

Le Pere *Ozorio*, intime ami du Pere *Pereira*, qui avoit autrefois résidé à la Cour de Pékin, & qui pour lors se trouvoit à Macao, est choisi par ses confreres pour exécuter tout ce que le plus vif ressentiment pouvoit inspirer à ces Peres, contre M. de Tournon. Ce Jésuite violent & rusé, adroit & actif, sans cesse occupé de son objet, qui étoit de ruiner les desseins du Saint Siege, se voit tout d'un coup autorisé par la Cour de Pékin & par celle de Portugal, avec ordre aux Officiers de régler leurs démarches sur ses avis. Le Légat arrive à Macao le 30 Juin. Il va d'abord au Couvent des Franciscains. Aussi-tôt le Capitaine général envoie ses soldats à la porte de la maison pour le garder & pour constituer ainsi prisonnier le Ministre du Saint Siege. Le Pere *Ozorio* vouloir même qu'on l'arrêtât, & qu'on l'enfermât dans la forteresse; & on alloit exécuter un pareil attentat, si les Chinois infidèles ne s'étoient opposés au dessein des Jésuites, qui avoient mis toutes choses en état pour l'exécution de ce projet.

Ibid. 71. Les Jésuites n'ayant donc pu pour le moment réussir de ce côté-là, font doubler la garde, avec ordre de ne laisser entrer ni sortir personne. Cet ordre est exécuté de la part des Portugais; mais les Mandarins qui étoient à Macao, engagerent les Chinois à demeurer au service du Patriarche.

On tint vers ce tems-là un conseil, dont l'objet étoit d'examiner si pour empêcher le Légat de sortir de captivité, il falloit aller jusqu'à l'effusion du sang. Les Jésuites qui se trouverent présens, répondirent que la décision de ce cas ne pouvoit pas se donner en public, &

qu'ainsi il falloit la demander en secret. On comprend quelle put être une décision qui n'osoit se montrer au jour, & qui avoit besoin de toute la noirceur des ténèbres pour se faire connoître à ceux qui la demandoient. Dans le même tems, on apprit encore de quoi les Jésuites sont capables, quand ils ont en leurs mains les personnes qui sont l'objet de leur haine. Le Pere Franza, Jésuite Portugais, qui demouroit au milieu de ses confreres de Macao, sans prendre part à leurs violences & à leurs égaremens, étoit indignement traité par ses Supérieurs. On peut en effet juger de ce qu'il avoit à souffrir dans une maison pleine de gens révoltés contre le Saint Siege. Ces faux Religieux enferment leur confrere, qui ne pouvant plus souffrir les traitemens cruels dont on l'accabloit, prend la résolution de se sauver pendant la nuit, & d'escalader les murailles. Etant dans l'exécution de son dessein, la nuit du 2 Décembre, il se laisse tomber dans la rue, & se blesse considérablement. Il trouve du secours dans la charité d'un Prêtre qui le fait porter en chaise dans le Couvent des Franciscains. Ces Religieux promettent de le défendre de toutes leurs forces contre les Jésuites; mais les Jésuites se trouverent les plus forts, & ayant arraché leur confrere des mains des Freres Mineurs, ils le font embarquer dans la frégate de Goa, où il est envoyé : on apprend peu de tems après, que ses charitables confreres avoient trouvé le moyen de le faire passer de la terre au ciel, en le délivrant des misères de la vie.

Le lendemain 3 Décembre, jour de la fête de Saint François-Xavier, le Jésuite Ferreira dans le panégyrique du Saint, compare François-Xavier à Saint Michel, & M. de Tournon

SECT. I.

ART. 1^{er}.

Ann. 1707.

Ibid. 73.

Ibid. 74.

Sect. I.
Art. II.
Ann. 1707.

Ibid. 75.

à Lucifer. L'aveugle fureur cachoit à ce Prédicateur ce qui frappoit les yeux de tout le monde, que rien ne se ressemble davantage que la conduite de M. de Tournon à Macao, & celle de François-Xavier à Malaca. L'un & l'autre Légats du Saint Siege envoyés aux Indes pour le salut du nouveau monde; l'un & l'autre persécutés par des Portugais, ennemis du regne de Dieu parmi les Infideles; l'un & l'autre obligés de se servir du glaive de l'excommunication pour retrancher du nombre des fidèles les indignes membres de l'Eglise. La seule différence qu'on pourroit remarquer, c'est que François-Xavier étoit persécuté par des infideles ou par des séculiers; au lieu qu'ici ce sont des Religieux soi-disants de la *Compagnie de Jesus*, qui persécutent M. de Tournon. On pourroit ajouter que ces infideles & ces séculiers qui persécutent François-Xavier n'en vouloient, ni à sa liberté, ni à son honneur, ni à sa vie, ni à sa religion; & que M. de Tournon a pour persécuteurs des Religieux, qui le privent de sa liberté par la prison, qui ternissent son honneur par des calomnies, qui attentent à sa vie par le poison, & qui font les derniers efforts pour en faire un apostat, & le rendre complice de leurs forfaits.

Tels sont, par rapport à ce véritable martyr, les principaux événemens de l'année 1707. L'année suivante fait voir, de la part des Jésuites, les mêmes outrages, violences, mépris des censures, entreprises sacrilèges, déclamations publiques; & chaque jour marqué de quelque nouvel outrage contre ceux qui s'opposoient à leur révolte contre le S. Siège.

ARTICLE XII.

ANNÉE 1708.

Les Jésuites engagent Louis XIV. à demander une Bulle pour l'entière destruction du Monastère de Port-Royal. Ce Prince l'obtient aisément de Clément XI. De quel œil le Cardinal de Noailles regardoit cette destruction.

Toujours de la part de ces Peres, même acharnement en France, que dans l'Empire de la Chine, à détruire & à renverser tout ce qu'il y a de plus religieux & de plus saint. Nous les avons vus l'année précédente engager les Religieuses intruses de Port-Royal de Paris, à demander les biens & la suppression du titre de Port-Royal des Champs, pour parvenir à la destruction entière de ce Monastère. Cette année-ci, Louis XIV. continuellement trompé par leurs impostures & leurs calomnies, demande & obtient à cet effet une Bulle de Clément XI. donnée le 27 Mars. Le Pape y déclare que la Maison de Port-Royal des Champs est le nid de l'hérésie. Le Cardinal de Noailles interdit aux Religieuses de ce Monastère les Sacramens, les prive de voix active & passive, en conséquence de leur conduite au sujet de la Bulle *Vineam*; & il fait procéder devant son Official, sur la demande de la suppression. Dans tout le cours de cette affaire, on remarque la violence & la passion. M. le Noir de Saint-Claude, Avocat au Parlement, qui s'étoit retiré à Port-Royal pour y

SECT. I.
Art. 12.
Ann. 1708.

Tome XIV.

C

SECT. I.
Art. 12.
Ann. 1703.

vivre dans la solitude & la pénitence , ayant prêté son ministère à la défense des Religieuses , est arrêté & conduit à la Bastille , où il demeure renfermé jusqu'à la mort de Louis XIV.

Cent fois le Cardinal de Noailles avoit témoigné qu'il regardoit la maison de Port-Royal comme le séjour de l'innocence & de la piété. Il avoit même donné à ces saintes filles de fortes assurances qu'il ne contribueroit jamais à leur destruction. Il tient néanmoins ici une conduite toute contraire : terribles engagements que ceux que l'on contracte avec les grands & les puissans du siècle , par le haut rang que l'on possède soi-même dans le monde ! Il ne put résister aux instances de la Cour de France , aux démarches qu'avoit fait la Cour de Rome , & sur-tout à la crainte de passer lui-même pour Janséniste , s'il se refusoit à la destruction d'une maison que les Jésuites représentoient à Louis XIV. comme la source du Jansénisme.

Il n'étoit pas le seul qui déjà depuis long-tems appréhendât , comme la chose du monde la plus terrible , l'accusation de Jansénisme , ce vain phantôme que les Jésuites étoient enfin parvenus à réaliser dans l'esprit du Roi. Plusieurs des meilleurs Evêques qu'il y eût alors en France , & qui avoient le plus d'accès à la Cour ; le Cardinal de Coislin ; M. le Tellier , Archevêque de Reims ; le grand Bossuet même , & quelques autres craignoient horriblement de se voir accusés ou soupçonnés de cette étrange hérésie. Ces Prélats , quoique d'ailleurs bien intentionnés , affectoient de mettre la plus grande différence qu'il leur étoit possible entr'eux & les prétendus Jansénistes ; & malheureusement ils n'y réussissoient que trop. Ils

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. § 1

enseignoient assez hautement les vérités de la grace, & les bons principes de la morale ; mais il falloit en acheter le droit, pour ainsi dire, en déclamant toujours un peu contre les Jansénistes, en lançant quelques mots contre la prétendue hérésie du Jansénisme ; & par cette conduite, ils contribuoient eux-mêmes à persuader Louis XIV de la réalité de ce phantôme. Ils connoissoient bien l'innocence des prétendus Jansénistes ; mais ils n'osoient ouvrir la bouche en leur faveur, ni faire connoître au Prince l'horrible abus que les Jésuites faisoient de sa confiance.

Ces Evêques, le Cardinal de Noailles à leur tête, vouloient toujours séparer deux choses que Dieu avoit unies, je veux dire la cause de la vérité, & la cause de ses défenseurs. Ils rougissoient de Port-Royal, en recueillant les précieuses vérités défendues, tant par les écrits de ces savans solitaires, qui en habitoient les déserts, que par les prières, les souffrances, & le silence même des saintes filles qui s'y étoient consacrées à Dieu.

SECT. I.
Art. 12.
Ann. 1708.



ARTICLE XIII.

ANNÉE 1708.

Quatrième attaque contre le livre des Réflexions morales. Décret de l'Inquisition, dans lequel ce livre est chargé des qualifications les plus atroces. Les Jésuites, dans le même tems, font enregistrer à la Chine l'Edit du Piao, au souverain Tribunal des Rites, appelé le Lipou.

SECT. I.

ART. 13.

Ann. 1708.

Hist. de

la Constit.

tom. I. p.

24 & 25.

U Ne quatrième attaque, plus violente que les trois précédentes, contre le livre des *Réflexions morales*, fut le Bref ou Dectet de l'Inquisition du 13 Juillet, dans lequel ce livre si estimé, dont M. Bossuet avoit entrepris la défense, est chargé des qualifications les plus atroces, & condamné comme le livre le plus pernicieux qui eût jamais paru. On avoit nommé à Rome quelques Cardinaux pour l'examiner, tels que *Fabroni*, partisan déclaré du Molinisme, & *Gabriel*, connu par l'apologie qu'il avoit faite du livre détestable du Cardinal Sfondrate. Parmi les qualificateurs, étoit un Pere *Damascene*, Franciscain, premier approbateur du même livre de Sfondrate, & qui en avoit fait la préface & l'éloge par ordre du Cardinal Albani, depuis Pape, sous le nom de Clément XI.

Le 7 Janvier est remarquable par un Edit de l'Empereur de la Chine contre le Patriarche. Pour l'obtenir, les Jésuites ont recours à l'imposture, & font entendre à ce Prince que le Légat avoit formé le dessein de s'enfuir & de se retirer à Manille. Leur but étoit de le faire ren-

fermer dans une prison encore plus étroite , & de le priver absolument de sa liberté. Ils y réussirent en effet , & ce fut en interprétant l'Édit, conformément à leurs vûes, contre son sens naturel : car l'Édit n'ordonnoit point qu'on le renfermât , mais qu'on eût seulement à veiller sur sa conduite. Cependant les Mandarins ne laissoient pas de l'aller voir : ils goutoient son esprit & ses vertus ; ils étoient les admirateurs de sa patience , en parloient avec étonnement , & témoignaient leur douleur des mauvais traitemens qu'il avoit à essuyer. Les Jésuites craignant les suites des éloges & de la compassion des Mandarins , s'adressent au petit Roi, qui leur étoit dévoué, & en obtiennent un ordre qui ravit au Patriarche ce reste de consolation. Cet ordre donné au mois d'Avril , est exécuté avec toute la cruauté dont sont capables des hommes remués par la vengeance , l'intérêt , & le faux point d'honneur : ils ôtent au Légat tout moyen de rien écrire à l'Empereur touchant sa situation , ni au Pape touchant l'état déplorable de la mission cruellement ravagée.

C'est vers ce tems-ci qu'ils entreprennent de mettre à exécution leur grand chef-d'œuvre médité depuis long-tems. L'Édit du *Piao* bannissoit de la Chine tous ceux qui refuseroient de se déclarer pour les idolatries Chinoises ; mais comme il n'avoit pas force de loi perpétuelle & immuable, il n'étoit pas observé avec une grande exactitude : quelques-uns des Gouverneurs de Province n'y avoient aucun égard , & laissoient demeurer à la Chine plusieurs bons ouvriers, qui travailloient avec fruit à l'établissement de l'Évangile, au grand déplaisir des Jésuites, qui vouloient être seuls,

SECT. I.
Art. 13.
Ann. 1708.

Ibid. p.

77.

SECT. I.
ART. 13
Ann. 1708.

& n'être observés de personne. Ils se déterminent donc à demander à l'Empereur que cet Edit soit enregistré au Tribunal souverain des Rits, appelé *Lipou*. Pour y réussir, ils vont tous en corps à l'Empereur, ayant à leur tête le Pere *Grimaldi*, comme le plus ancien de la Société: ils se prosternent le front contre terre, aux pieds de ce Prince, lui demandant ouvertement & avec instance, qu'il plaise à Sa Majesté de leur accorder la grace toute entière, & de ne souffrir à la Chine, que ceux qui se déclareroient pour les cultes autorisés par les Edits de l'Empire; qu'il ne fût permis qu'aux seuls Européens qui obéiroient le *Piao*, & qui se conformeroient à la Religion Chinoise, d'aller & de venir où bon leur sembleroit, sans être troublés de personne.

Les Jésuites ne furent que trop écoutés: l'Empereur accorde tout; & l'Edit ayant été porté au Tribunal du *Lipou*, y est aussi-tôt enregistré & envoyé dans toutes les Provinces, avec ordre de le suivre à la lettre, & de l'exécuter sans délai. Par-là, ce que la Chine avoit encore de Missionnaires fidèles à Dieu, sont chassés; & l'entrée de l'Empire se trouve pour jamais fermée à tous ceux qui voudroient y annoncer l'Evangile.



ARTICLE XIV.

ANNÉE 1708.

Lettre de M. M. des Missions Etrangères à Clément XI. Bel endroit de Saint Augustin , touchant ce que l'Ecriture dit de Gog & Magog.

LEs supérieurs des Missions étrangères ne peuvent assez déplorer les suites de l'enregistrement du Piao dans toutes les provinces de l'Empire. Voici comment ils s'expriment sur ce point dans leur Mémoire XI. présenté au Pape Clément XI. : « Il y auroit bien des réflexions à faire sur cet Edit ; mais pour abrégér, nous nous contenterons ici d'une seule , qui aussi bien ne laisse plus guères après elle que le desir de répandre des larmes. C'étoit un crime aux Jésuites d'avoir porté au Tribunal de l'Empereur une affaire de Religion, dont ce Prince n'étoit nullement en état de juger ; car, quoiqu'il fût capable de prononcer sur la signification des termes Chinois , qu'il connoissoit, il ne l'étoit pas d'en parler par rapport au vrai Dieu, dont il n'avoit nulle connoissance. C'avoit été un trait singulier de la Providence, que l'Empereur eût voulu prendre sur lui-même d'agir dans cette affaire avec son fils & les Mandarins Tartares, & de s'abstenir de la communiquer aux souverains Tribunaux de l'Empire , beaucoup plus à craindre que lui sur cet article , parce que lui seul est passager, & que ce que font les

SECT. I.
Art. 14.
Ann. 1708.

Ibid. p.
148 149.

SECT. I.
ART. 14.
AN. 1748.

» Tribunaux est ordinairement fixe & invariable : or ce qu'il n'avoit pas entrepris , les
» Jésuites n'ont pas craint de l'exécuter , en
» faisant en'orte que la chose fût renvoyée à
» un des premiers Tribunaux de l'Empire , ap-
» pellé *Lipou* , qui l'a inféré d'un bout à l'autre
» dans ses Registres , & qui a prononcé en con-
» séquence , ainsi qu'on le voit à la fin de l'Edit.
» De maniere que nous pouvons assurer , sans
» nulle exagération , qu'il faut désormais plus
» qu'un miracle ordinaire pour faire recevoir
» la véritable Religion dans la Chine , & que
» l'obstacle que les Jésuites y ont mis par cette
» dernière démarche , nous feroit désespérer
» pour jamais de l'y voir rétablir , si nous ne
» faisons attention à cette parole de Jesus-
» Christ : *Ce qui est impossible aux hommes , ne*
» *l'est pas à Dieu.*

Quand on réfléchit sur de pareils événemens , comme rassemblés de toutes les contrées de l'univers , & que nous verrons se multiplier sans fin dans la suite , ne pourroit-on pas croire , que ce que Saint Augustin nous apprend dans son 20^e. Livre de la Cité de Dieu , chapitre 11 , touchant le *Gog & Magog* , prédit dans l'Ecriture , commence à se vérifier dans le siècle dont nous abrégeons l'histoire ? » Il ne faut pas croire , dit ce Pere ,
» que ce *Gog & Magog* , destiné à assiéger par-
» tout l'univers *le camp des Saints* , doive s'en-
» tendre de quelque nation particuliere , bar-
» bare & inconnue ; mais il doit s'entendre d'un
» corps d'hommes , qui sera répandu par-tout ,
» & qui ne prétendra point se départir des droits
» & des loix des Romains. Ce corps sera la
» maison du Diable ; maison où le Diable en-
» trera , & de laquelle il sortira , pour porter

de toutes parts le ravage & la désolation.
Ce seront des ennemis tantôt cachés par un
extérieur fourbe & hypocrite, & tantôt ma-
nifestés par la guerre cruelle qu'ils feront à
tous les Saints. Il est dit dans Saint Jean,
Apocal. 20, v. 9, qu'ils ont assiégé le camp
des Saints & la Ville bien-aimée; mais il
ne faut pas croire que ces ennemis soient des
gens tous rassemblés dans quelque endroit
particulier, ni qu'ils puissent jamais se
réunir tous dans un même lieu. Ce camp
des Saints & cette Ville bien-aimée, n'étant
autre que l'Eglise Catholique, universelle,
répandue parmi toutes les nations: par-tout
où elle sera, par-tout aussi elle se trouvera
assiégée par ce corps d'hommes ennemis, ré-
pandus avec elle dans tous les lieux de l'uni-
vers. Ainsi, comme investie de toutes parts
par la violence & l'étendue de la persécution,
elle se sentira de toutes parts aussi pressée,
froissée, accablée & réduite aux dernières
extrémités. *Persecutionis illius immanitate*
cingetur, hoc est, in angustias tribulationis
arbitabitur, urgetur, concludetur.

SECT. I.
ART. 14.
Ann. 1708.



ARTICLE XV.

ANNÉE 1709.

Mort du Pere de la Chaise. Le Pere Tellier lui succède. Caractere de l'un & de l'autre. Les Religieuses de Port-Royal enlevées & dispersées : leurs biens envahis & pillés. Pareille désolation dans les Eglises de la Chine. La nouvelle de la promotion de M. de Tournon à la dignité de Cardinal , tempere la tristesse de ces Eglises. Les Jésuites veulent étouffer cette nouvelle. Les démarches pleines de sagesse du nouveau Cardinal , portent ces Peres à recourir aux expédiens les plus noirs contre lui.

SECT. I.
ART. 15.
ANN. 1709.

Hist. de
la Constit.
tome 1.
pag. 27 &
28.

Nous avons parlé du Decret ou Bref de l'Inquisition qui formoit la quatrieme attaque contre le livre des Réflexions morales. Ce Bref arrivé en France , y remplit tout le monde d'indignation : on n'y reconnoît pas même la politique ordinaire de la Cour de Rome , quand on considere la précipitation dont on avoit usé dans une affaire de cette importance. Un Ecrit paroît alors , portant pour titre , *Entretien sur le Decret de Rome , contre le nouveau Testament de Châlons , &c.* Ecrit fourni de pièces anciennes & modernes , qui achevent de mettre dans la dernière évidence l'injustice & l'irrégularité de ce Bref. Tout ce que peuvent faire les promoteurs de ce Decret , est d'empêcher qu'il ne soit supprimé par le Parlement. Ils y avoient pourvu par la précaution qu'ils avoient prise de n'y point insérer de clause contraire aux usages du Royaume ;

mais le Parlement ne reconnoissant point les Decrets de l'Inquisition, le Bref ne fut point reçu. Dès-lors il fut négligé, & ne diminua rien de l'estime des personnes éclairées, dont le livre qui avoit été flétri, étoit en possession depuis près de quarante ans; il servit seulement à donner plus de hardiesse aux Jésuites, & à préparer de plus en plus les voies à la Constitution qu'ils obtinrent cinq ans après.

SECT. I.
ART. 15.
Ann. 1709.

Le 20 Janvier 1709, meurt le Pere de la Chaise, Confesseur de Louis XIV. Ce Pere s'étant emparé de la confiance de son Pénitent, l'avoit réduit à ne voir que par ses yeux dans tout ce qui concernoit la Religion. On peut voir son portrait dans le nouveau *Dictionnaire historique & critique* : & ce portrait se trouve justifié par ce qu'en dit Madame de Maintenon dans plusieurs de ses Lettres, où l'on voit ce trait remarquable. *Tant que le Confesseur est endurci, qu'espérer du Pénitent?* Disposant à son gré de tous les Bénéfices, il n'y nommoit que des sujets dévoués à sa Compagnie, & très-propres à préparer les voies pour l'acceptation de la fameuse Constitution *Unigenitus*.

Le Pere Tellier, homme digne de lui succéder, & de consommer l'œuvre d'iniquité, s'empare à son tour de la conscience de Louis XIV. On trouve encore dans le même *Dictionnaire* le portrait en raccourci de celui-ci, également bien touché; mais le cours de notre *histoire abrégée* ne nous le fera que trop voir dans sa juste étendue. Il n'étoit point novice en matière d'imposture & de fourberie. Connue déjà par cent faussetés avancées dans sa *défense des Chrétiens de la Chine*, par l'insigne fourberie de *Douai*, dont il avoit été le conducteur, il se fit encore connoître par l'intrigue de l'Abbé de Saron, dont nous parlerons dans la suite. C vj

SECT. I.
ART 15.
Ann. 1709.

C'est à l'instigation de ce Jésuite, & par l'effet d'un de ses premiers coups d'essai, que M. d'Argenson, Lieutenant de Police, étant allé le 29 Octobre 1709 à Port-Royal des Champs, avec trois cens, tant Archers qu'Exempts & Commissaires, fait enlever toutes les Religieuses de la maison, au nombre de quinze de Chœur, & sept Converses, & les envoie en exil dans différens endroits du Royaume. La plus jeune étoit âgée de 50 ans. Deux jours après, il va rendre compte au Roi de l'exécution de ses ordres, & dit à Sa Majesté qu'il avoit été surpris de la constance & de la parfaite soumission de ces bonnes Religieuses : ce furent ses termes.

Sur la fin du mois de Novembre, Madame de Château-Renaud, Abesse intruse de Port-Royal de Paris, va à Port-Royal des Champs pour en enlever le butin : elle en fit emmener plus de cent charettes pleines, soit en provisions, soit en meubles, hardes, saintes reliques, vases sacrés, ornemens, sans y comprendre ce que l'on vendit sur les lieux & ce que l'on avoit déjà pillé. Passons d'ici à l'autre extrémité du monde.

Après que les Jésuites se furent portés aux excès dont nous venons de parler, ils ne gardèrent plus aucunes mesures, & ne se mirent plus en peine de chercher des voiles pour cacher leurs attentats. Ils s'emportèrent à Macao contre le Légat comme des furieux : ils désolèrent les Eglises des Prêtres séculiers & des Dominicains ; aussi acharnés à les détruire que le serviteur de J. C. avoit fait paroître de zèle à les établir. Les Prêtres séculiers Italiens & François, les Religieux de S. Dominique & de S. Augustin, sont bannis sur leur requête. Plus de trente Mis-

Pag. 20.
de la rela-
tion citée
plus haut.

flons établies par les travaux de tant de saints ouvriers, sont ravagées. En un mot, tous les Evêques, tous les dignes Pasteurs & Vicaires Apostoliques chassés, leurs effets pillés, leurs missions usurpées, les brebis dispersées, ou séduites en faveur de l'Idolâtrie, retracent aux yeux de toute l'Eglise les persécutions qu'elle a eues à essuyer dans les premiers siècles.

SECT. I.
ART. 15.
Ann. 1749.

Ce qui tempéra néanmoins pour un peu de tems l'amertume & la tristesse profonde de ces Eglises désolées, ce fut la nouvelle qu'on reçut le 17 Août à Macao, de la promotion de M. de Tournon à la dignité de Cardinal. En vain les Jésuites voulurent faire croire que cette nouvelle étoit fautive; les Chinois la tinrent pour si certaine, que les Mandarins allèrent en faire au Légat leur compliment. Les Portugais mêmes commencèrent à se rendre à leur devoir, & à faire paroître quelque repentir de s'être laissé séduire. Le Capitaine général assemble le 23 Août les trois états de la ville, pour délibérer si on ôteroit la garde qui tenoit prisonnier M. de Tournon. Les Jésuites avec l'Evêque, qui logeoit chez eux, s'y opposent, & opinent qu'il faut augmenter la garde, loin de l'ôter. Mais les Officiers de la ville, joints au Capitaine général, concluent de faire retirer les soldats: ce qui est exécuté le 25 du même mois.

Cette démarche si équitable cause dans les Jésuites un redoublement de fureur, qui leur fait prendre la résolution d'avoir recours aux expédients les plus noirs. Ils font agir l'Evêque leur commensal, qui rend une Sentence contre les Augustins, les Dominicains, & contre son Eminence. La première partie de cette

SECT. I.
Art. 15.
Ann. 1709.

Sentence défendoit , sous peine d'excommunication , de perte des biens , de punition corporelle , & même de la vie , d'aller aux églises de saint Augustin & de saint Dominique , & d'avoir aucun commerce avec les Religieux de ces deux maisons , qui avoient été des premiers à témoigner leur joie pour la promotion du Légat au cardinalat. La seconde partie de la même Sentence déclaroit le Cardinal Légat excommunié pour avoir manqué de comparoître devant le tribunal de l'Evêque : défendant , sous les mêmes peines , toute relation avec lui. Les suites d'une pareille procédure , jointes à la mort du pieux Légat , se verront l'année prochaine.

ARTICLE XVI.

ANNÉE 1710.

Les ennemis de Port-Royal obtiennent un Arrêt du Conseil pour l'entière démolition de l'église & des bâtimens. Etat des Eglises des Pays-Bas , & de l'Université de Louvain , comparé avec ce qui se passoit en France , où le refus de la signature pure & simple du formulaire étoit le prétexte de toutes ces destructions.

SECT. I.
Art. 16.
Ann. 1710.

LA fureur des Jésuites n'est point encore satisfait par tout ce que nous leur avons vu exercer de pilleries & de brigandages à l'égard du monastère de Port-Royal. Ils obtiennent un Arrêt du Conseil , daté du 22 Janvier 1710 , pour en démolir l'Eglise & tous les bâtimens

qui avoient couté plus de quinze cents mille livres : il n'y eut d'épargné qu'un moulin qui étoit à la porte du monastère.

SECT. I.
Art. 16.
Ann. 1710.

Cet Arrêt fut appuyé sur le prétexte de rébellion à l'Eglise ; prétexte uniquement fondé sur le refus que faisoient ces Vierges prudentes de se prêter à la signature pure & simple du formulaire ; pendant que d'une autre part on vit paroître sur la fin de la même année un décret de la faculté de Théologie de Louvain, du 22 Octobre 1710 , pour établir l'ancien formulaire du 5 Octobre 1660 , conçu en ces termes : « Vous jurerez que vous condamnez » les cinq articles censurés par les constitu- » tions des Souverains Pontifes Innocent X, » & Alexandre VII, & que vous rendrez aux » mêmes constitutions une obéissance reli- » gieuse. » Ce formulaire ainsi dressé & ordonné dès 1660 , au sçu & du consentement d'Alexandre VII , avoit maintenu un certain calme dans l'Université de Louvain & dans tous les Pays-Bas.

Mais vers l'an 1692 , les ennemis de la paix y avoient renouvelé les troubles & les disputes par les accusations vagues de Jansénisme , qu'ils intendoient contre tous ceux qui leur étoient opposés ; & ils avoient en conséquence engagé l'Archevêque de Malines, *Humbert de Precipiano* , qui leur étoit totalement dévoué , à introduire la signature du formulaire avec des *additions* , qui faisoient tomber le serment sur le fait , aussi-bien que sur le droit ; & c'est-là ce qui obligea la faculté de Théologie de Louvain de rétablir l'ancien formulaire de 1660 par son Décret de 1710 , où il est encore déclaré, entr'autres choses : « Que dorénavant , pour l'exaction du for-

SECT. I.
ART. 16.
Ann. 1710.

» mulaire , on suivra l'usage & la pratique
» du saint Siège , & de la plupart des Evêques
» & des Universités , qui est de n'exiger le
» serment du formulaire d'Alexandre VII. que
» de ceux qui auroient contrevenu aux Consti-
» tutions d'Innocent X. & d'Alexandre VII ,
» ou qui seroient légitimement suspects d'avoir
» enseigné ou soutenu quelques-unes des cinq
» propositions. »

L'Université en adoptant dans le même tems
ce Décret de la faculté de Théologie , y joint
aussi les mêmes avis. « Nous ajoutons très-
» volontiers , dit-elle , que si l'on a à exiger
» dans cette Université le serment du formu-
» laire d'Alexandre VII , on ne doit point
» l'exiger généralement de tous ; & qu'à Rome
» même ce n'est pas l'usage de l'exiger de tous
» ceux qui sont promus aux degrés : aussi nous
» serions d'avis , sous humble correction ,
» qu'il faudroit garder la même règle qu'on
» suit à Rome , où l'on ne permet pas que per-
» sonne soit accusé de Jansénisme , s'il n'est ,
» conformément au Bref d'Innocent XII ,
» légitimement suspect d'avoir enseigné ou
» soutenu quelques-unes des cinq propositions.
» Ce seroit le vrai moyen d'empêcher , comme
» le souhaitoit ce souverain Pontife de glo-
» rieuse mémoire , qu'on ne blesse mal-à-pro-
» pos la réputation de qui que ce soit , & d'ôter
» toute occasion aux détractions & aux médi-
» sances. »

En conséquence d'avis si sages & si modérés,
une Sentence fut rendue le 30 Octobre de la
même année , par le Conseil-Souverain de
Brabant , où le Conseil « décrète & ordon-
» ne , que tant les supplians que tous les au-
» tres qui voudront à l'avenir prendre quelque

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 65

» degré académique dans la faculté de Théolo-
» gie , peuvent y être admis en prêtant le ser-
» ment selon l'ancienne formule , mentionnée
» dans les susdits avis : ordonne à tous & un
» chacun de se conformer à la présente Sen-
» tence. »

SECT. I.
Art. 16.
Ann. 1710.

ARTICLE XVII.

ANNÉE 1710.

Par quels déclins l'Université de Louvain est tombée dans la dégradation où elle est aujourd'hui. Les maximes de l'Empire & de la Magistrature Belgique sur la compétence des Tribunaux séculiers , se sont toujours maintenues les mêmes que dans les Parlemens de France.

Malheureusement une Ordonnance si propre à faire refleurir l'Université de Louvain ne fut pas long-tems observée. Les ennemis de cette Université, & les ministres de la cour de Rome , cabalèrent si puissamment , que par surprise & à force de pratiques sourdes ils engagèrent dès le commencement de l'année suivante Messieurs du Conseil d'Etat à solliciter auprès des Puissances maritimes d'Angleterre & de Hollande , qui avoient pour lors la direction des Pays-Bas , une *surseance provisionnelle* à l'exécution de la Sentence du Conseil Souverain de Brabant : ils l'obtinrent par une Lettre du 7 Janvier 1711.

SECT. I.
Art. 17.
Ann. 1710.

Depuis ce tems on a continué d'exiger dans l'Université de Louvain pour les degrés de

SECT. I.
ART. 17.
Ann. 1710.

Théologie la souscription pure & simple du formulaire d'Alexandre VII ; de sorte que la Bulle *Unigenitus* en 1713 y a trouvé dans les esprits des dispositions propres à l'y faire bien accueillir. Car par l'exaction pure & simple du formulaire on a exclu les meilleurs sujets des degrés académiques, & de la plûpart des charges & des bénéfices.

Ce qui a contribué encore à l'y accréditer, ç'a été la fausse opinion de l'infailibilité du Pape, soutenue pour lors par ce qu'on appelle *la faculté étroite de Théologie* ; opinion qui est devenue enfin le sentiment dominant de ces provinces.

L'infailibilité du Pape avoit depuis long-tems des défenseurs parmi les Docteurs de Louvain ; mais elle y trouvoit aussi des contradicteurs. L'Internonce de Bruxelles étoit venu à bout d'y introduire trois infailibilistes ; & pour recueillir tout le fruit de son expédition, il tenta de faire censurer les quatre articles de l'assemblée du Clergé de France de 1681, au moins celui qui établissoit la supériorité du Concile au-dessus du Pape. La Faculté se borna, le 3 Novembre 1685, à déclarer que cette proposition ne lui paroissoit pas digne de censure, ou du moins de quelque grave qualification, puisqu'elle étoit soutenue par divers Catholiques ; que leur école à la vérité soutenoit le contraire ; mais que leur sentiment n'étoit pas le sentiment général.

Elle en dit encore moins en faveur de l'infailibilité dans la lettre qu'on la força d'écrire peu de tems après à Sa Sainteté, pour lui déclarer son sentiment sur cette matiere. Elle se contenta de répondre : » qu'elle avoit reçu » comme un héritage de ses ancêtres, que

» les jugemens prononcés par la chaire Ro-
» maine étoient infailibles ; mais que tout le
» monde ne convenoit pas de ce qu'on devoit
» entendre par la chaire Romaine ; que les
» uns l'entendoient de la chaire universelle ,
» les autres de la chaire Patriarchale , d'autres
» de la chaire Métropolitaine , & d'autres
» enfin de la chaire simplement Diocésaine ;
& ils s'en rinrent à dire simplement que pour
eux ils ne la prenoient pas si crûment.

SECT. I.
ART. 17.
Ann. 1710.

Voilà tout ce que l'Internonce de Bruxelles
avoit pu , pendant un certain tems , obtenir des
Théologiens de Louvain. Mais dans la suite
étant parvenu à les subjuguier entièrement
par des ordres reçus de Rome , qui inrerd-
soient l'entrée dans la Faculté à tous ceux qui
n'étoient pas absolument dévoués aux préten-
tions Ultramontaines ; & ces ordres présentés
à la cour de Bruxelles ayant été mis à exé-
cution , la Faculté ne s'est plus trouvé compo-
sée que de Docteurs infailibilistes , & de
gens promus aux degrés , aux emplois , aux
charges & dignités après la signature pure &
simple du formulaire. De là les ravages cau-
sés dans cette célèbre école , qui après avoir
résisté courageusement aux attaques des enne-
mis de la saine doctrine , a eu la douleur de
voir arracher de son sein ceux qui étoient les
plus capables de leur résister , & de la main-
tenir dans son ancien lustre. De là la persé-
cution faite à des hommes du mérite d'un
Van-Espen. De là les interdicts , les censures ,
les refus de sacremens , de sépulture ecclésiast-
ique , & les autres voies de fait exercées sans
jugement , sans procédure canonique , dans les
diocèses de Malines, Tournai, Liège, Gand,
Cambrai, Namur, Treves, Anvers, Ypres &

SECT. I.
ART. 17.
Ann. 1710.

Furnes : comme on le verra dans la suite. Mais on verra aussi les maximes & la conduite de la puissance Impériale dans cette grande affaire ; son attention à ne pas permettre , ou à défendre la publication de la Bulle *Unigenitus* , & des lettres *Pastoralis officii* ; les mesures sages qu'elle a cru devoir prendre pour arrêter , autant qu'il a été possible , les suites de la publication illégitime & informe que quelques Prélats en ont faite , aussi bien que de l'abus de leur autorité , en vexant les fideles & les Ecclésiastiques au sujet de ce Décret. Si ces précautions ont été insuffisantes pour empêcher de grands désordres & bien des troubles , effets d'une domination arbitraire , & d'une puissance despotique , exercée par certains Evêques ; au moins sont-elles des témoignages authentiques d'improbation. C'est même à ces excès de quelques Prélats , & aux efforts qu'ils ont faits pour établir leur système d'indépendance dans l'exercice extérieur de leurs fonctions , lors même que cet exercice est contraire aux loix de l'Eglise & de l'état , & ne peut que troubler la paix & la tranquillité publique , qu'on est redevable du zèle avec lequel les tribunaux séculiers se sont portés à maintenir les principes de leur compétence , pour réprimer tout ce qui peut donner atteinte à la vie paisible & tranquille que les Princes sont obligés , en vertu de la Puissance souveraine que Dieu leur a confiée , de procurer à leurs sujets. Ainsi l'on verra les principes & les maximes de l'Empire & de la magistrature Belgique , entièrement conformes sur ce point à celles de la France & de ses Parlemens.

ARTICLE XVIII.

ANNÉE 1710.

Cinquième attaque contre le Livre des Réflexions Morales. Le P. Tellier réussit à faire signer par MM. de Luçon & de la Rochelle une Ordonnance & Instruction Pastorale, où ce Livre est représenté comme rempli de Dogmes impies, &c. Dernières souffrances & mort de M. le Cardinal de Tournon.

Après l'entière destruction du monastère de Port-Royal, on ne tarda pas à se porter à une cinquième attaque contre le Livre des Réflexions Morales; & ce fut à quoi le pere Tellier réussit, ayant fait adopter & signer, le 15 Juillet 1710, par Messieurs les Evêques de Luçon & de la Rochelle, une *Ordonnance & Instruction Pastorale*, composée par les Théologiens de la Société, qui prêtant à ces deux Evêques une supériorité de lumieres que n'auroient point eu les deux Messieurs de Noailles, M. Vialart, M. d'Urfé, M. Bossuet, & tant d'autres qui avoient regardé les Réflexions Morales comme un excellent livre, vinrent apprendre au public après quarante ans d'illusion, que cet ouvrage étoit plein de dogmes impies, & d'un poison qui portoit la mort dans le cœur; que les blasphêmes de l'hérésie de Jansenius y sont répandus en cent endroits; que toutes les erreurs & toutes les maximes de la nouvelle secte s'y trouvent enseignées presque à chaque page; que l'on voit évidemment que c'est par-tout la même doctrine,

SECT. I.
Att. 18.
Ann. 1710.

SECT. I.
Art. 18.
Ann. 1710.

par-tout le même système impie , qui fait Dieu injuste & cruel , qui anéantit la charité , l'espérance , la vigilance chrétienne , qui inspire à l'homme l'indolence pour le bien , la tranquillité dans le crime , &c.

Cet emportement auquel se portoient les Jésuites à Paris & par toute la France contre un livre universellement estimé depuis près de quarante ans , partoît du même esprit qui les animoit dans tout l'empire de la Chine , & qui les poussoit à faire prononcer par l'Evêque de *Macao* une Sentence d'excommunication contre le Cardinal Légat , & à réduire enfin cet homme apostolique aux dernières extrémités , & à la mort même. L'une des premières suites de cette affreuse Sentence qui comprenoit les religieux Augustins & Dominicains , ainsi que le Cardinal Légat , fut que les deux couvents étant assiégés , les religieux furent contraints de se réfugier chez le Légat , qui avoit encore par le moyen des Chinois ses domestiques les secours nécessaires à la vie. Son Eminence les reçoit avec bonté , & les nourrit dans tout le tems qu'ils demeurent chassés de leurs maisons : il rend par-là inutiles les efforts des Jésuites , qui vouloient les faire périr. Ce peu de succès ne sert qu'à les animer davantage contre le Patriarche. Ils ont l'adresse de gagner à force d'argent le mandarin *Ning* , Gouverneur de *Macao* , & de l'engager à retirer tous les domestiques Chinois qui étoient au service du Cardinal , & à défendre aux autres d'approcher de son logement. Le dessein des Jésuites étoit de le faire mourir de faim , ou de l'obliger de se rendre à leurs desirs , & de prendre avec eux la défense des idolâtries Chinoises.

Voilà donc les vivres coupés au Cardinal ministre du saint Siège : l'eau même lui est refusée, & il se voit obligé de boire de l'eau de la mer qui entroit dans le puits de sa maison : ce qui altéra sa santé, & lui renouvela les coliques dont il ne s'étoit pas senti depuis son empoisonnement à Pékin & sa sortie de cette ville. Dieu cependant procura à son serviteur une ressource dans une si cruelle extrémité : une vieille femme apportoit de tems en tems quelque soulagement à ses besoins par un endroit secret qui avoit échappé à la vigilance des Jésuites ; mais elle est découverte, & chassée avec outrage de sa propre maison, à la sollicitation de ceux à qui sa charité étoit insupportable. Comme ils ne se fioient point encore assez à la garde Chinoise, ils eurent soin d'y joindre la garde Portugaise : le Capitaine qui l'avoit d'abord retirée, s'étoit laissé gagner par les artifices ordinaires des Jésuites, & se prêtoit à tout ce qu'ils exigeoient de lui.

Le Légat est obligé, pour se délivrer d'une si cruelle persécution, d'avoir recours au Viceroi de Canton, par le moyen du P. Munos, Religieux de saint Dominique. Le Viceroi étant absent, le P. Munos s'adresse aux mandarins de la ville, qu'il trouve corrompus par l'argent de ses ennemis, & qui lui refusent les secours qu'il attendoit. Ce Religieux va trouver le Viceroi, à qui il présente ses mémoires. Ils sont examinés & trouvés si justes & si frappans, que ce Seigneur ordonne au Gouverneur de *Hiancan* de s'informer de la vérité des faits. Mais celui-ci s'étant aussi laissé corrompre, se contente d'empêcher que l'on continue de couper les vivres au Légat, & le

SECT. I.

Art. 18.

Ann. 1719.

Ibid. p.

75.

P. 86.

SECT. I.
ART. 18.
Ann. 1710.

laisse toujours sous l'oppression des persécuteurs. Le Viceroi peu content du Gouverneur de Hiancan, envoie celui de Canton que les Jésuites font de même accabler de prélens, d'étroffes précieuses, de raretés de l'Europe, & de tout ce qui pouvoir satisfaire l'avarice d'un infidèle : à ce prix l'homme de Dieu est de nouveau abandonné à ces hommes altérés de son sang, & qui avoient juré sa perte.

P. 87. &
89.

Tout ce que nous venons de rapporter s'étoit passé pendant les mois de Janvier & de Février de la présente année 1710, après que les Jésuites avoient fait renfermer dans la forteresse les six Missionnaires que Sa Sainteté avoit envoyés au Cardinal de Tournon pour lui apporter la calotte rouge. Au mois de Mars le Cardinal écrit à l'Empereur pour lui faire part de sa promotion, sans se plaindre des cruautés qu'on exerçoit contre lui. Les Mandarins, à l'instigation des Jésuites, font long-tems difficulté d'envoyer la lettre, sous différens prétextes ; mais à la fin vaincus par les instances & les pressantes raisons du P. Munos, ils se rendent à leur devoir, & la lettre part.

Cependant les mauvais traitemens employés contre le Cardinal augmentant chaque jour, les Jésuites commencent à craindre que l'Empereur, informé de leurs horribles manœuvres, ne vienne à rendre ses bonnes grâces au Ministre du saint Siège. Le Viceroi qu'ils avoient aussi voulu gagner jusqu'à oser lui offrir de l'argent, l'avoit rejeté avec indignation, & paroïssoit résolu de délivrer celui qu'ils cherchoient à faire périr : déjà ce Seigneur avoit envoyé au grand Mandarin, nommé *Taoyé*, des ordres très-précis de faire les perquisitions
les

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 73
les plus exactes : ce qu'il fallut exécuter , malgré les trois cents réales qu'il avoit reçues à Canton par les mains de leur agent : d'ailleurs les Portugais commençoient à rendre justice au Cardinal Légat. Dans ces circonstances le 8 Juin 1710 , jour de la Pentecôte , le Cardinal meurt d'un accident soudain , qui avoit les apparences d'une apoplexie.

SECT. I.
ART. 19.
Ann. 1710.

ARTICLE XIX.

ANNÉE 1710.

Les Jésuites craignent les talens & la religion de M. Borguese , Médecin du Cardinal , & viennent à bout de le faire périr.

O N ne sçauroit exprimer combien ce saint homme étoit touché du grand nombre de sacrilèges , d'impiétés & de profanations qui se commettoient dans la ville de *Macao*. Ses censures méprisées , ses serviteurs fouettés dans les tribunaux publics ; les religieux fideles battus , emprisonnés , chassés ; les Missionnaires de sa suite outragés & enfermés dans la citadelle ; la ville divisée jusqu'à en venir aux armes & à répandre le sang ; & les Jésuites, qu'il avoit tendrement aimés , auteurs de tant de maux , de tant de sacrilèges , de tant d'abominations.

Après la mort du Cardinal , les Jésuites chercherent les moyens de se délivrer encore d'un homme dont ils redoutoient les lumieres , la probité & la religion. Il s'appelloit M. *Borguese* , Médecin du Légat , & très-habile

Tome XIV.

D

SECT. I.
ART. 19.
Ann. 1710.

— dans sa profession. Il reprochoit librement aux Jésuites l'indignité de leur conduite ; & il ne craignoit point de leur dire , que le poison que cette Eminence avoit bu à Pékin étoit l'effet de leur scélératesse ; parce qu'ils vouloient se délivrer d'un Légat du saint Siège , qui leur étoit incommode. Il leur disoit encore , que le Légat étoit entré à la Chine le poison dans le corps , pour l'avoir pris chez eux à Pontichéry , ou à Manille. Ayant sujet d'appréhender qu'un homme si éclairé & si véridique ne dévoilât à Rome leurs intrigues & la noirceur des moyens qu'ils employoient pour combattre les desseins du saint Siège ; ils vinrent à bout de le faire enfermer à Canton dans un lieu mal sain , où il n'avoit la liberté de parler à personne. Bientôt il se trouva accablé d'infirmités & de maladies , qui excitèrent la compassion des mandarins de Canton , de manière qu'ils ordonnerent qu'on le transférât dans une Pagode , où la bonté de son tempérament lui rendit sa première santé. Il y étoit gardé par deux soldats livrés aux Jésuites , l'un desquels avoit sa maison proche l'habitation de ces Peres ; ce qui leur donnoit la facilité de les voir , & d'être sans cesse en conférence avec eux.

Ils sçurent que M. *Borguese* écrivoit à Rome , & par les discours qu'il tenoit en leur présence , ils jugerent que ce ne pouvoit pas être en leur faveur. Ils cherchèrent le moyen le plus efficace de le faire taire pour toujours , & ils le trouverent. L'un des deux soldats qui le gardoient , confident de la Société , se trouvant avec M. *Borguese* , lui enfonça la tempe gauche avec le bout du manche d'une espèce de ciseaux , dont les Chinois se servent

pour couper l'argent, & l'étendit mort sur la place. Cette mort ayant été publiée le même jour, on fut voir le cadavre; on le visita, & comme on ne trouvoit ni blessure, ni marque de poison, on jugea d'abord qu'il étoit mort d'apoplexie; mais un Chinois plus habile que les autres, ayant examiné le cadavre avec beaucoup d'attention, découvrit l'enfoncement de la tempe & l'impression de l'instrument proportionné au bout du manche dont le soldat s'étoit servi: ce qui obligea les auteurs de l'assassinat à faire jouer tous leurs ressorts ordinaires, pour étouffer cette affaire, & en dérober la connoissance au public.

SECT. I.
Art. 19.
Ann. 1710.

On trouve la plûpart de ces faits, que nous avons recueillis d'années en années, & bien d'autres, rapportés plus au long dans différens écrits très-authentiques. 1°. *La Relation de la nouvelle persécution de la Chine, dressée par le Révérend Pere François Gonzales de Saint-Pierre, religieux de saint Dominique.* 2°. *La Relation plus ample des Missionnaires du même Ordre, qui ont été chassés de la Chine.* 3°. *La Lettre de Messieurs des Missions étrangères au Pape.* 4°. *La Réponse des mêmes à la protestation des Jésuites.* 5°. *Leurs neuf Mémoires pour Rome sur l'état présent de la Religion Chrétienne dans la Chine.* 6°. *Le Mémoire dressé par M. le Cardinal de Tournon même, & rapporté dans le second volume des Anecdotes de la Chine, auquel nous renvoyons d'autant plus volontiers que toutes les paroles de ce saint Cardinal doivent être précieuses à des Chrétiens sensibles aux maux de l'Eglise & à ses avantages. Elles doivent être regardées comme les expressions des sentimens, que l'esprit de Dieu, dont il étoit plein, imprimoit dans*

SECT. I.
ART. 19.
Ann. 1710.

l'ame de son serviteur , pour donner au monde chrétien , dans ce siècle corrompu , un homme en qui la grace produisit l'intrépidité des Ambroise , la constance des Athanase , & le courage à toute épreuve des Chrysostôme. Voilà ce qui a fait son mérite devant Dieu , & son crime au tribunal de la société des Jésuites.

Nous verrons ces Peres persévérer dans leur révolte contre le saint Siège , & contre le nouveau Légat , Ambroise de *Mezzabarba* , revêtu du titre de Patriarche d'Alexandrie ; & ne pas faire plus d'état de la Bulle *Ex illâ die* , que de tant d'autres Décrets des Papes qui proscrivent leurs infâmes superstitions & leurs idolatries.

ARTICLE XX.

ANNÉE 1711.

L'Evêque de Gap vient au secours de ses confreres MM. de Luçon & de la Rochelle. Il se charge de produire un Mandement , où Dieu permet qu'en voulant appuyer la condamnation du livre du P. Quesnel , il décide des cas de conscience de maniere à faire horreur. Tout Paris est révolté contre la conduite de ces trois Evêques. Le Cardinal de Noailles se détermine enfin à condamner leurs Mandemens.

SECT. I.
ART. 20.
Ann. 1711.

Nous avons vu les emportemens des auteurs de l'Ordonnance & Instruction Pastorale composée par les Théologiens de la Société , & adoptée , à la sollicitation du Pere Tellier ,

par MM. de Luçon & de la Rochelle, pour cinquième attaque contre le livre des *Réflexions morales*. M. L'Evêque de Gap vint au secours de ces illustres confrères par un Mandement daté du 4 Mars 1711. Il y appuyoit de son autorité la condamnation que ces Prélats avoient faite du livre du P. Quesnel l'année précédente. Mais ayant voulu joindre à cette condamnation celle de plusieurs autres livres odieux aux Jésuites, le choix de ces livres & des sentimens qu'il y censuroit, trahissoit les véritables auteurs de son Mandement. Il y enseignoit entr'autres choses, « que la fornication peut être commise par une ignorance invincible, lors même qu'elle est la punition d'un péché; qu'on doit donner l'absolution à celui qui après avoir commis le péché de fornication, s'est efforcé pendant plusieurs heures, d'en concevoir la douleur qu'a mérité une telle offense. » L'horreur qu'inspiroient de pareilles décisions découvrit bientôt les véritables auteurs du Mandement de M. de Gap, qui avoit bien voulu prêter son nom aux Jésuites, perpétuels apologistes de la doctrine de leurs casuistes, tant de fois condamnée. Ce Prélat y déclaroit encore, « que les écrits de saint Augustin sont dangereux sur les matières de la grace, & si obscurs que l'on ne sçait qui des Thomistes ou des Molinistes les ont mieux entendus; aussi-bien que ceux de saint Thomas.

Les curés, les supérieurs de communautés, quelques communautés même en corps, & une foule de docteurs accourent au cardinal de Noailles, pour lui porter plainte des deux mandemens, tant de celui des Evêques de Luçon & de la Rochelle, que de celui de

SECT. I.
ART. 20.
Ann. 1711.

SECT. I.
ART. 20.
Ann. 1711.

l'Evêque de Gap. Le Cardinal se détermina enfin à faire une Ordonnance contre ces deux écrits. Elle est datée du 28 Avril 1711. Applaudie de tout le monde, elle n'attira des plaintes que de la part des Jésuites & de leurs amis. M. de Noailles, disoient-ils, s'arrogeoit le droit de censurer des mandemens d'Evêques sur lesquels il n'avoit aucune juridiction; son Ordonnance étoit une entreprise contraire aux droits de l'Episcopat, & à toutes les loix. Ce fut alors que fut rendu publique la *Justification des Réflexions morales*, faire par M. Bossuet.

Cet écrit, comme on l'a remarqué plus haut, avoit été composé à l'occasion du problème; & la Providence, dit le P. Quesnel, en fit différer la publication jusqu'à ce tems-ci, pour confondre l'injuste censure de Luçon, de la Rochelle & de Gap, & pour prévenir & éclairer les censeurs de Rome. M. Bossuet parle d'abord des premiers succès qu'avoit eu le livre des *Réflexions*, & des différens examens par où il avoit passé: ensuite il le justifie en particulier sur les propositions que l'on y reprenoit, & qui se trouvent presque toutes aujourd'hui dans la Constitution; comme sont celles où il est parlé de la foiblesse de la volonté, de la force de la grace, de la charité & de la cupidité, de la crainte sans amour, de l'Eglise, des persécutions, &c. Les ennemis du pere Quesnel auroient bien souhaité pouvoir révoquer en doute que cette justification fût de ce savant Prélat: mais cinq copies authentiques qui se trouverent entre les mains de personnes de considération, du nombre desquelles étoit le cardinal de Noailles, leur en ôtèrent tout moyen.

ARTICLE XXI.

ANNÉE 1711.

Sixième attaque contre le Livre des Réflexions morales. Surprise que le Pere Tellier se prépare de faire à Louis XIV. L'intrigue est découverte. Le Roi & le Dauphin sont frappés de la noirceur du complot. Tout semble annoncer la disgrâce du P. Tellier. L'Evêque de Meaux vient à son secours ; & au moyen de Madame de Maintenon , le Jésuite se tire d'affaire.

LE coup d'éclat & de vigueur que le cardinal de Noailles venoit de faire contre les mandemens de Luçon , de la Rochelle & de Gap , ne rallentit point les poursuites du Pere Tellier. Il lui fit seulement changer quelque chose aux mesures qu'il avoit prises pour former une nouvelle & sixième attaque contre le livre des *Réflexions morales*. Il fut donc résolu dans son conseil qu'au lieu de mandemens semblables , que les autres Evêques dévoués à la Société devoient publier , on feroit écrire secrètement par tous ces Pré-lats des lettres au Roi contre la conduite du cardinal de Noailles , & contre le livre du pere Quesnel. Les ordres furent aussi-tôt dépêchés aux Evêques ; on ne s'en remet pas même à eux pour la lettre qu'ils doivent écrire , elle leur est envoyée toute dressée , on ne leur laisse que la peine de la signer. Déjà trente avoient obéi ; on attendoit incessamment la si-

SECT. I.
Art. 11.
Ann. 1711.

SECT. I.
 ART. 21.
 ANN. 1711.

gnature des autres, & le pere Tellier s'aplat-
 disoit du succès de son intrigue, lorsque Dieu
 déconcerta tout-à-coup ses projets, & par un
 coup singulier de sa Providence, dévoila le
 mystère de ténèbres & d'iniquité aux yeux de
 toute la France.

Ibid.

Une personne dont le nom est demeuré in-
 connu, fut remettre entre les mains du Car-
 dinal de Noailles un paquet que l'Abbé Bo-
 chart de Saron, Trésorier de la Sainte-Cha-
 pelle de Vincennes, ex-Jésuite, envoyoit à
 l'Evêque de Clermont, son oncle. Il renfermoit
 deux pièces : 1°. Une Lettre de cet Abbé, où
 le secret de l'intrigue étoit entièrement déve-
 loppé, & la maniere dont devoit s'y prendre
 l'Evêque de Clermont pour bien s'acquitter
 du rôle que le Révérend Pere Confesseur le
 destinoit à remplir. 2°. Un projet de Lettre qui
 devoit être écrite au Roi par le même Prélat,
 lettre qui renfermoit tout ce qu'il y avoit de
 plus capable de faire illusion à ce grand Prince,
 & conforme, disoit l'Abbé de Saron, à trente
 autres des meilleures têtes du Clergé, qu'il
 ajoutoit avoir vues entre les mains du pere
 Tellier.

Ces deux Lettres sont aussi-tôt rendues pu-
 bliques par l'impression qu'on en fit sans la
 participation du Cardinal de Noailles. L'Abbé
 de Saron désespéré de voir l'intrigue ainsi dé-
 couverte, demeure quelque tems irrésolu sur
 le parti qu'il avoit à prendre. Mais à la fin
 il veut bien décharger le P. Tellier de la honte
 de ce noir complot. Ce Pere même lui en
 dicte le moyen ; c'est d'écrire à sa propre Ré-
 vérance une lettre dont grand nombre de co-
 pies sont répandues dans le public, conçue en
 ces termes : « Il est faux , mon Révérend

» Pere , que ce soit vous , ni aucun Jésuite
» qui m'ait porté à prier mon oncle de signer
» la lettre au Roi , & à l'écrire. Je l'avoue &
» la soutiens toute entiere de moi. Pourquoi
» en rougirois-je ? c'est pour la défense de la
» vérité & de la saine doctrine.

SECT. I.
Art. 21.
Ann. 1714.

Mais là-dessus personne ne prend le change. Il étoit aisé de voir que le pere Tellier faisoit retracer ici à l'Abbé de Saron le même personnage qu'il avoit fait jouer précédemment au faux Arnaud dans la fourberie de Douai ; & on ne savoit ce qu'on devoit le plus admirer , ou la basse complaisance de l'Abbé , ou l'étonnante hardiesse du Jésuite. La Cour & le public sentoient parfaitement l'indignité d'un tel procédé. Le Roi , qui avoit de l'équité & de la droiture , en étoit vivement frappé , aussi bien que M. le Dauphin.

Ibid.

Ainsi tout sembloit annoncer au P. Tellier une disgrâce prochaine ; mais Dieu permet que ce Jésuite trouve encore de nouvelles ressources où tout paroïssoit désespéré. Madame de Maintenon , qui avoit beaucoup de crédit sur l'esprit du Roi , avoit donné depuis quelque tems toute sa confiance à M. de Bisly. Le Jésuite emploie toute son habileté à se procurer un tel protecteur , qui bientôt s'étant laissé gagner par les promesses les plus flatteuses , persuade à Madame de Maintenon ; que le pere Tellier étoit un homme nécessaire auprès du Roi , & que la faute qu'il avoit faite n'étoit après tout qu'un excès de zèle , qui étoit bien pardonnable. Cette Dame parle au Roi ; les nuages qui s'étoient élevés dans l'esprit du Prince se dissipent ; & non-seulement le Jésuite recouvre la confiance de Louis XIV. mais son crédit n'en devient que plus grand & plus affermi.

SÉCT. I.
 ART. 21.
 ANN. 1711.
Ibid P.
 33 & 34

Cependant le Cardinal de Noailles , qui d'ailleurs ne s'étoit pas pressé de faire sentir au Roi les conséquences des entreprises du Pere Tellier , & qui avoit cru que la simple lecture des deux lettres de l'Abbé de Saron , suffiroit pour décréditer ce Jésuite , vit bien à la fin que cela ne produisoit rien. Il se détermine donc à écrire à Louis XIV. & à Madame de Maintenon plusieurs Lettres pleines de respect pour le Roi , mais en même tems pleines de force , pour démasquer le P. Tellier & ses confreres. Il va plus loin ; il retire aux Jésuites les pouvoirs de prêcher & de confesser dans son Diocèse. Cette conduite vigoureuse , appuyée des raisons les plus puissantes , est regardée par le Prince comme l'effet d'une pique & d'une animosité personnelle : il se tient fort offensé de la fermeté que son Eminence avoit fait paroître en cette occasion , & il révoque le privilege donné pour l'impression du livre des *Réflexions*. Ce fut par-là que le pere Tellier commença à se venger ouvertement de l'outrage fait à sa Société par le retranchement des pouvoirs , étant venu à bout , tant par lui même qu' par les courtisans qui étoient ses créatures , de faire envisager ce retranchement comme le pur effet de la passion.

Le Cardinal n'avoit pas toujours parlé des Jésuites , comme il faisoit alors : il avoit dit hautement qu'il vouloit être leur ami ; il leur avoit toujours donné des pouvoirs de prêcher & de confesser : en un mot il avoit paru vivre avec eux en bonne intelligence , quoique dans le fond il détestât leur conduite , leur doctrine & leur morale. Ces Peres n'ignoroient pas ses sentimens ; ils le regardoient comme un ennemi d'autant plus dangereux qu'il se

tenoit plus caché. Enfin M. de Noailles découvrit nettement au Roi ce qu'il pensoit des Jésuites ; il les lui représenta comme des hommes qui font un horrible abus de la confiance dont sa Majesté les honore ; il conjura le Prince de se choisir un confesseur ailleurs que parmi les Jésuites : il leur retira ses pouvoirs pour tous les fideles de son diocèse.

SECT. I.
ART. 21.
Ann. 1711.

Il y avoit à la Cour beaucoup de partisans des Jésuites , qui blâmoient hautement la conduite du Cardinal , & qui disoient : si les Jésuites sont tels que l'Archevêque de Paris les dépeint , auroit-il voulu jusqu'ici livrer ses brebis à des loups en leur confiant la conduite des âmes ? Auroit-il souffert que le Roi , dont le salut doit lui être si précieux , eût donné sa confiance à des séducteurs dangereux ? N'auroit-il pas au moins averti Sa Majesté du danger auquel elle s'exposoit en prenant ces guides aveugles ? Cependant depuis seize ans qu'il occupe le siège de Paris , il a gardé le silence ; il ne se plaint des Jésuites que depuis qu'ils l'ont attaqué personnellement : n'est-il pas visible que c'est un effet de son ressentiment contre eux ? Autrement il faut qu'il avoue qu'il a été un lâche , un prévaricateur , qu'il a manqué à un devoir essentiel , & par conséquent qu'il n'a d'autre parti à prendre que de quitter une place dont il s'est rendu entièrement indigne.

Quelles impressions ne devoient pas faire sur l'esprit du Roi de pareils raisonnemens , qui ne laissoient pas d'avoir quelque chose de plausible ? combien n'étoient-elles point capables de l'indisposer de plus en plus contre le Cardinal ? Aussi ce Prince fatigué des discussions que lui causoient toutes ces af-

SECT. I.
ART. 21.
Ann. 1711.

faïres , se déterminâ-t-il à entrer volontiers dans les vues du pere Tellier , qui étoient de renvoyer le tout au jugement du Pape ; & c'est ce qu'on verra ci-après : nous avons à parcourir auparavant quelques autres événemens considérables qui appartiennent à cette même année.

ARTICLE XXII.

ANNÉE 1711.

Les nouvelles de la mort du Cardinal de Tournon , arrivées dans le même tems à Rome , devoient y causer la ruine de la Société. Mais Clément XI. par un effet de son entier dévouement aux Jésuites , se contente de gémir & de pleurer.

SECT. I.
ART. 22.
Ann. 1711.

L Es nouvelles de la mort du Cardinal de Tournon arriverent à Rome le 15 Septembre. M. l'Evêque de Conon qui étoit en cette capitale , alla lui-même en donner au Pape les premiers avis. « J'allai le lendemain, » dit ce Prélat , écrivant à M. le Marquis de Tournon, frere du Cardinal , porter la nouvelle au Pape. Sa Sainteté l'apprenant , donna des marques d'une extrême douleur. Elle me dit que c'étoit un *Santo* ; j'ajoutai , & un *Martyr* : Sa Sainteté en convint , & répéta , & un *Martyr*. Elle me dit encore qu'elle avoit résolu à son retour de le faire Vicaire de la Ville , & qu'elle avoit communiqué sa résolution à deux Cardinaux , ses plus familiers ; & qu'elle vouloit lui faire

» dans sa chapelle des obseques solem-
» nelles avec Oraison funebre. » Ce té-
moignage rendu par le Pape à la sainteté &
au martyre du Cardinal de Tournon , a été
applaudi par toute l'Eglise , & confirmé par
un grand nombre de miracles que Dieu a opé-
rés par l'intercession de son serviteur. On en a
envoyé à Rome les preuves authentiques, pour
procéder à sa canonisation , qui suivra un
jour celle du vénérable Dom Jean de Palafox ,
qui eut comme lui de violentes persécutions
à souffrir de la part des Jésuites.

Sect. I.
Art. 12.
Ann. 1711.

Voici comment Clément XI. parle lui-même
du Cardinal de Tournon dans le discours pro-
noncé au Consistoire le 14 Octobre 1711, sui-
vant la copie imprimée à Rome en 1714.
« Nous avons perdu , mes vénérables Freres ,
» nous avons perdu un prédicateur des plus
» zélés de la religion orthodoxe , un défen-
» seur intrépide de l'autorité du saint Siège ,
» un soutien très-puissant de la discipline ec-
» clésiastique , une grande lumière & un or-
» nement de notre Ordre. Nous avons perdu
» notre fils , notre frere. Les travaux immen-
» ses qu'il a entrepris pour la cause de Jésus-
» Christ l'ont accablé ; il a été épuisé par une
» longue suite de miseres qu'on lui a fait en-
» durer ; & comme un ot pur , il a été éprou-
» vé dans la fournaise par un nombre infini
» d'injures , qu'il a souffertes avec une gran-
» deur d'ame & une force merveilleuse , &c.

Voici encore ce qui est dit dans l'Oraison
funebre , prononcée dans la chapelle du Pape
le 27 Novembre 1711 , par M. *Charles Majel*,
Chapelain secret de Sa Sainteté , & l'un
des Bibliothécaires du Vatican « Enfin les
» vœux de notre pieux Cardinal vont être ac-

SECT. I.
ART. 22.
Ann. 1711.

complis ; il obtient ce qu'il souhaittoit avec ardeur ; & toutes les instances & les remontrances du Pape n'ayant pu obrenir son élargissement, il a fini sa carrière dans le champ de bataille , & dans le cours de sa Mission. Mais afin que rien ne manquât à l'honneur qu'il avoit de participer à la Croix de Jésus-Christ , environ les derniers mois de sa prison qui fut de trois ans , il ressentit de cruelles douleurs d'entrailles , causées par tout ce qu'il avoit enduré jusqu'alors , & plus encore par les sentimens de compassion sur l'aveuglement funeste de ceux qu'il voyoit obstinés dans l'erreur ; aveuglement qui de son propre aveu l'affligeoit beaucoup plus vivement que les douleurs les plus aiguës.

ARTICLE XXIII.

ANNÉE 1711.

Exhumation des corps enterrés à Port-Royal. On abuse de la foiblesse & de la maladie de quelques Religieuses pour leur faire signer purement & simplement le formulaire. Fermé des autres.

SECT. I.
ART. 23.
Ann. 1711.

Les ennemis de Port-Royal ne sont pas contents d'en avoir dispersé , ensemé les habitans , & détruit les bâtimens : animés d'une fureur toute nouvelle , & sans exemple chez les nations les plus barbares, ils sévissent contre les corps morts , qu'ils font exhumer.

A peine les Religieuses eurent-elles été conduites dans les différens lieux de leur exil, qu'on employa toutes sortes de moyens pour les séduire. On publia que plusieurs avoient signé le formulaire purement & simplement : on répandit avec affectation les prétendues marques de leur changement ; & M. le Cardinal de Noailles cherchant toujours à se *dé-janséniser*, voulut se faire honneur, dans un Mandement qu'il publia en 1711, de certaines signatures qu'on avoit tirées de quelques-unes d'entr'elles. Mais on fut bientôt instruit qu'on n'avoit pu obtenir ces signatures que par artifice, en déguisant aux Religieuses l'état des choses, qu'en abusant de leur foiblesse à l'heure de la mort, la plupart étant déjà malades ou même en danger de mort, lors de leur enlèvement. Un Ecrit qui parut dans le même tems, confondit sur ce point leurs ennemis : cet Ecrit avoit pour titre, *Avertissemens sur les prétendues rétractations de Port-Royal*.

Il est certain que plusieurs de ces Religieuses soutinrent jusqu'à la mort les démarches qu'elles avoient faites, malgré tout ce qu'on fit pour les abattre & les séduire. D'autres s'étant affoiblies, accorderent une signature pure & simple, qu'elles rétractèrent dans la suite ; & on en tira de quelques unes abbatues par le grand âge, & par l'extrémité de la maladie, des signes équivoques que leurs ennemis ont vainement tâché de faire valoir. Il en restoit encore douze en 1717 ; la plupart étoient dans le Diocèse de Paris. Quant aux bâtimens de Port-Royal, on les avoit démolis de fond en comble, même l'Eglise. Et par une entreprise qui fait horreur, on porta, ainsi que nous l'avons dit, la barba-

SECT. I.
Art. 23.
Ann. 1712.

rie jusqu'à déterrer tous les corps qui étoient dans l'Eglise & dans le cimetière.

ARTICLE XXIV.

ANNÉE 1711.

Observation sur l'unité de la cause des Appellans avec celle de Port-Royal.

SECT. I.
Art. 24.
Ann. 1711.

C'Est ainsi que Dieu a enlevé cette maison du milieu d'un siècle qui n'en étoit pas digne, après l'avoir fait servir durant cent années d'une réforme toujours bien soutenue, à la sanctification d'une multitude innombrable de personnes. Port-Royal n'a pas eu le sort des autres établissemens de cette nature, qui tôt ou tard tombent dans le relâchement. Il a persévéré jusqu'à la fin dans l'amour & la pratique des devoirs du Christianisme & de la vie religieuse. Dieu n'a pas permis que cette sainte maison soit tombée dans l'oubli. La bulle *Unigenitus*, qui est venue peu de tems après, a été la justification de Messieurs de Port-Royal. On y a vu ce que l'on punissoit en eux si rigoureusement, & que l'on couvroit sous l'accusation vague de Jansénisme. Leur crime, c'est d'avoir enseigné la doctrine contenue dans les cent-une propositions condamnées. Les Appellans ont fait gloire de partager ce crime avec eux. Ils se sont unis à la cause que MM. de Port-Royal ont soutenue, & ils ont hautement pris leur défense.

ARTICLE XXV.

ANNÉE 1711.

Louis XIV. se détermine à demander au Pape une Constitution contre le nouveau Testament du P. Quesnel. Clement XI. est ravi qu'on défere à son jugement une affaire née dans le Royaume. Il promet de faire travailler à cette affaire, & forme à cet effet une Congrégation. Noms & caractères de ceux qui la composent.

Louis XIV. poussé par le pere Tellier, s'étant déterminé à renvoyer au jugement du Pape toute la grande affaire qui le fatiguoit depuis long-tems, le Cardinal de la Trimoille, son Ambassadeur à Rome, reçoit le 12 Décembre 1711 la lettre par laquelle Sa Majesté demande au Pape une Constitution contre le N. Testament du P. Quesnel. L'instruction qu'on lui envoie sur cette affaire, porte expressément, qu'il supplieroit Sa Sainteté de faire extraire & qualifier les plus mauvaises propositions du Livre, & de ne point rendre la Bulle publique, qu'il n'en eût communiqué le projet en France. A ces conditions le Roi promet toute son autorité pour la faire accepter dans le Royaume.

Clement XI. reçut très-gracieusement la priere que lui faisoit le Roi; & ravi de voir que l'on sacrifioit à ses prétendus droits les droits imprescriptibles des Evêques de France,

SECT. I.
Art. 25.
Ann. 1711.
Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
54, 55, &
suiv.

SECT. I.
ART. 25.
Ann. 1711.

en déferant à son jugement une affaire née dans le Royaume, & dont naturellement ils devoient être les premiers Juges, il promit de faire travailler incessamment à l'examen du Livre du P. Quesnel. En conséquence il forme une Congrégation, ou Assemblée, composée de deux Cardinaux *Fabroni* & *Ferrari*, de M. *Blanchieri*, assesseur du saint Office, du P. *Damascene*, Franciscain, confesseur du Pape, commissaire du saint Office, & de neuf Théologiens ou Consultants. De tous ces Consultants, il n'y avoit que M. *le Drou*, depuis Evêque de Porphyre, & peut-être un ou deux autres, qui entendissent le François.

Le Cardinal *Fabroni* étoit l'homme de confiance de Clément XI. Sa partialité contre le Cardinal de Noailles, & contre l'Auteur des *Réflexions*, son zele outré pour les prétentions de la Cour de Rome, son devouement pour les Jésuites & pour le Molinisme étoient si connus, que la bienséance auroit demandé qu'il se fût abstenu de prendre connoissance de cette affaire. Cependant c'étoit lui que le Pape avoit mis à la tête de la Congrégation, & à qui il en avoit confié tout le secret. On rend ce témoignage au Cardinal *Ferrari*, Dominicain, qu'il joignoit à la science de la Théologie scholastique, de la droiture & de la probité, avec un attachement déclaré pour son Ecole; ce qui le rendoit plus propre qu'un autre pour bien juger du Livre d'un auteur, qui prétendoit n'avoir eu d'autre intention que de suivre les principes de S. Augustin & de S. Thomas. Mais ce Cardinal étoit le seul avec M. *le Drou*, qui eût ces qualités; par là

son suffrage devenoit inutile ; & on disoit publiquement que le Pape ne l'avoit choisi que pour faire honneur à la commission.

SECT. I.
ART. 25.
Ann. 1711

Pour l'Assesseur du Tribunal de l'Inquisition , *Blanchieri* , & le pere *Damascone* , commissaire du même Tribunal ; le premier élevé dans le Séminaire Romain , gouverné par les Jésuites , étoit entièrement dévoué à ces Peres , ses anciens maîtres ; l'autre avoit eu part au Décret de 1708 contre les *Réflexions* ; & à la prière de Clément XI. encore Cardinal , il avoit présidé à l'impression du Livre du Cardinal Sfondrate , & fait l'éloge de ce Livre , qu'il appelloit un ouvrage sacré & divin , *sacrum & divinum opus*. A l'égard des neuf Théologiens , qu'on nomme *Consulteurs* , ils étoient tous Moines ou gens de Communauté ; conséquemment esclaves de la Cour de Rome , & même l'un d'eux étoit le P. *Alfaro* , Jésuite.



ARTICLE XXVI.

ANNÉE 1712.

On ne cherche qu'à précipiter le jugement. L'impatience du P. Tellier va jusqu'à fatiguer Clément XI. Malgré tous les efforts de l'un & de l'autre, l'affaire traîne en longueur. Le P. Quesnel profite de l'intervalle pour écrire au Pape une Lettre très-soumise & très-respectueuse.

SECT. I.
 ART. 26.
 ANN. 1712.

Avec de tels Juges, le point capital étoit de brusquer l'affaire, & de l'emporter, pour ainsi dire, d'emblée, sans donner presque le tems de la réflexion. Aussi étoit-ce à quoi visoit le rusé Jésuite, qui étoit l'ame & le premier mobile de toute la manœuvre. Son impatience étoit telle qu'on vit Clément XI. quelqu'intéressé qu'il fût lui-même à brusquer l'affaire, se plaindre plusieurs fois de l'impatience & de la précipitation du P. Tellier à cet égard. Je ne sçais pas, disoit-il, comment ce Pere l'entend; il me fait écrire à tous les ordinaires par le Roi, & par l'ancien Auditeur de la Nonciature. Le Cardinal de la Tremouille, suivant les ordres qu'il recevoit du Roi, lui recommandoit cette affaire à toutes ses audiences. Le Pape fatigué de ses instances, lui dit un jour: si je tombe malade, vous en ferez la cause. Ce fut vraisemblablement à la sollicitation du P. Confesseur, que les *Fabronistes* s'engagerent à exclure de leur Assemblée M. le Drou, qu'ils

Journal
 d'Orf. t. 2.
 édit. in 12.
 P. 54.

Ibid. p.
 114.

Ibid. 59.

envoyèrent à Liège, sous prétexte de gouverner cette Eglise ; parce que ce *Signor Sacrista*, & le Cardinal *Ferrari*, étant les seuls qui entendissent la matiere, combattoient de toutes leurs forces pour empêcher des qualifications.

SECT. I.
ART. 16.
Ann. 1712.

Malgré tous les efforts du pere Tellier, l'affaire traînoit en longueur par divers incidens ; & la Bulle demandée dès le 12 Décembre 1711, ne fut accordée que le 8 Septembre 1713. Dans l'intervalle, le pere Quesnel ne négligea rien de ce qui étoit en son pouvoir, soit pour défendre la vérité, soit pour manifester son innocence. Informé par les nouvelles publiques, de ce qu'on machinoit contre son Livre, & contre sa propre personne, il écrivit au Pape une lettre très-soumise & très-respectueuse pour le prier de ne pas le condamner sans l'avoir entendu : en conséquence il supplioit Clément XI de lui faire communiquer les propositions extraites de son Livre, que l'on avoit dénoncées comme dignes de censure, afin qu'il pût les justifier si elles étoient innocentes, les expliquer si elles n'étoient pas exactes, & les rétracter si elles étoient fausses.

On craignoit que ce pieux & savant Oratorien n'apportât trop de lumière dans une œuvre de ténèbres. C'étoit la condamnation de cet Auteur même que les Jésuites & la Cour de France demandoient : ainsi on n'avoit garde de lui fournir des voies pour se justifier. Sa lettre qui renfermoit ses très-justes supplications, étoit fort répandue dans Rome. Clément XI. ne disconvenoit pas qu'il ne l'eût reçue ; mais il dit qu'il n'y répondroit point : & la raison qu'il en allé-

Journal
d'Orf. p.
109.

SECT. I.
ART. 26.
Ann. 1712.

guoit , c'est , disoit-il , qu'il ne s'agit pas de condamner sa personne , mais son Livre. Pourquoi donc ce torrent d'injures atroces contre sa personne , répandues dans la Constitution des son préambule ?

Il est surprenant que le Cardinal de Noailles ne prît pas hautement la défense du Livre des *Réflexions* : mais il tenoit à la Cour , & il craignoit de déplaire au Roi. D'ailleurs il regardoit la condamnation du Livre du pere Quésnel comme une chose impossible Il croyoit ne s'engager à rien , en déclarant qu'il étoit prêt de l'abandonner , si-tôt que le Pape l'auroit condamné. Il se contentoit de faire répandre dans Rome par son agent plusieurs Ouvrages ou Mémoires , entr'autres la *Justification des Réflexions morales* , composée dès 1699 par M. Bossuet. Le Pape recevoit toutes ces pièces : elles étoient lues & admirées par la plupart des Cardinaux ; mais l'activité du Cardinal *Fabroni* , & les sollicitations du P. d'*Aubenton* , qui s'étoit mis sur les rangs à Rome pour soutenir le pere Tellier , l'emportoient toujours sur les solides raisons du Cardinal de Noailles.



ARTICLE XXVII.

ANNÉE 1712.

Le P. Quesnel croit devoir faire une apologie de ses sentimens. Divers autres Ecrits de différens Auteurs par rapport à la Bulle dont on étoit menacé ; l'un des principaux est la Lettre d'un Avocat à un Magistrat. Précis de cet excellent Ecrit. La faction du pere Confesseur l'emporte sur l'esprit de Louis XIV. Fait singulier concernant le P. Tour-nemine.

Cependant le P. Quesnel ne se contenta pas d'écrire au Pape la Lettre dont nous venons de parler : il crut encore devoir se justifier contre la principale accusation que les deux Evêques de Luçon & de la Rochelle avoient formée contre lui , & contre les Réflexions morales. On y voit , disoient-ils , les hérésies des cinq Propositions clairement enseignées... Toutes les erreurs & toutes les maximes de la nouvelle secte s'y trouvent enseignées presque à chaque page. Ce fut pour détruire ces accusations , qu'il publia cette même année 1712 , une apologie de ses sentimens. Elle est divisée en deux parties sous ce titre : *Explication apologétique des sentimens du pere Quesnel dans ses Réflexions sur le nouveau Testament , par rapport à l'Ordonnance de Messieurs les Evêques de Luçon & de la Rochelle du 15 Juillet 1710.*

Il fait voir dans la première partie , en exa-

SECT. I.
Art. 27.
Ann. 1712.
Hist. de
la Constic.
tom. 1. §.
VII.

SECT. I.
ART. 27.
Ann. 1712.

minant chacune des cinq Propositions, qu'il n'a rien enseigné sur ces propositions, que ce qui s'enseigne communément dans l'école de S. Thomas, & que toute sa doctrine se réduit à celle des cinq articles célèbres qui servirent de fondement à la paix de l'Eglise sous Clément IX. Il donne dans la seconde partie l'histoire des articles & des différentes approbations qu'ils ont reçues des Papes, des Evêques & des Théologiens. Il les justifie sur toutes les accusations anciennes & nouvelles, qu'on avoit faites, soit contre leur authenticité, soit contre la doctrine qui y est exprimée. Il se justifie en même tems lui-même, par les nouvelles preuves qu'il donne que sa doctrine n'est pas différente de la doctrine de ces articles.

Ibid. 9.
IX.

Vers le même tems paroissent divers autres Ecrits au sujet de la fatale Bulle, dont l'Eglise étoit menacée. L'un des principaux, & qui mérite une attention particulière, fut celui qui avoit pour titre, *Lettre d'un Avocat à un Magistrat, sur la Constitution qu'on demande à Rome contre le livre des Réflexions sur le nouveau Testament*. L'Auteur y fait voir entr'autres choses, que ces sortes de Constitutions, dont la France étoit inondée depuis cinquante ans, n'étoient pas moins pernicieuses à l'état que dangereuses pour l'Eglise : Qu'on s'appercevoit tous les jours qu'une multitude de personnes simples, & de conscience timorée, instruites par des Religieux dévoués à la Cout de Rome, ou par des Ecclésiastiques peu éclairés, qui faisoient consister toute la piété à donner au Pape une autorité sans bornes, se nourrissoient insensiblement dans ces préventions dangereuses ; qu'elles s'accoutumoient

s'accoutumoient à regarder l'obéissance avec le point le plus essentiel de la Religion ; qu'il n'en falloit point d'autre preuve que ce qui s'étoit passé depuis trois ou quatre ans à l'occasion du Bref de 1708 contre le livre des *Réflexions* ; qu'on avoit publié hardiment dans les monastères , & par-tout à qui avoit voulu l'entendre , qu'indépendamment de toutes les formalités qu'on a coutume d'observer en France pour recevoir les Constitutions sur la doctrine , il suffisoit au Chrétien de savoir que le Pape a parlé , pour être obligé dans son intérieur à se soumettre ; que sur ces principes téméraires , débités par des Théologiens , par une foule de Religieux , par des Prélats même , contre la disposition expresse de nos loix , on avoit eu la hardiesse de faire imprimer ce Bref , d'en remplir les communautés , de le répandre dans le public ; que dans quelques diocèses on avoit poussé la témérité jusqu'à le citer dans les chaires publiques ; qu'on s'abuseroit grossièrement si l'on regardoit les partisans de la Cour de Rome , & ceux qui se disent exemts dans le Royaume , comme une poignée de gens dont on sera toujours maître , & qu'on réduira quand on voudra à leurs justes devoirs ; qu'on ne songeoit pas que ces moines & ces dévots prévenus gouvernoient les consciences de presque tout le peuple ; qu'ils remplissoient les chaires ; qu'ils occupoient les tribunaux de la pénitence , & que dans des circonstances de foiblesse & d'ignorance , que la vicissitude des choses humaines pouvoit ramener , ils étoient en état de faire revivre ces malheureux tems , dont il seroit à souhaiter pour le bien de la France ,

SECT. I.
Art. 17.
Ann 1712.

pour le véritable honneur du saint Siège , & pour l'intérêt de la Religion , que la mémoire encore trop récente pût être ensevelie dans un oubli éternel ; qu'on n'étoit pas assez en garde contre les entreprises d'un Pape qui avoit écrit un Bref révoltant au Clergé de ce Royaume , parce que les Evêques avoient cru devoir accepter par voie d'examen & de jugement sa dernière Constitution ; d'un Pape qui avoit menacé de porter des censures , & contre les Evêques qui avoient assisté à l'assemblée de 1705 , & contre les maximes qui y avoient été soutenues ; d'un Pape qui avoit fait au Roi des plaintes amères de ce que Sa Majesté avoit employé son autorité pour bannir le scandale d'un monastere qui auroit mérité une entière destruction * ; d'un Pape qui s'arrogeoit le droit de censurer les thèses de nos Bacheliers de Sorbonne , pour y avoir soutenu *que le Pape n'est point infallible ; qu'il n'a point d'autorité sur le temporel des Rois , point de droit de les déposer , ni de délier les sujets de leur serment de fidélité ;* d'un Pape enfin qui ne trouvoit rien de condamnable dans les livres qui soutiennent ces sortes de prétentions , quelques erreurs qu'ils contiennent d'ailleurs contre la bonne morale , & contre les dogmes de la foi.

Journal
d'Orf. t. 1.
in 12. pag.
111 & 112.

Le P. Tournemine ayant dit à M. le Marquis de Cavoye ses sentimens sur la conduite des Jésuites à l'égard du Cardinal de Noailles , & l'ayant fort blâmée , M. de Cavoye lia une conférence entre ce Jésuite & le Cardinal. Un jour de Décembre 1712 , le Cardinal alla chez M. de Cavoye. Le P. Tournemine s'y

* Les Augustins Déchaussés de Paris.

trouve le premier , & y vient sans être vu des domestiques. Il fut enfermé avec le Cardinal de Noailles & M. de Cavoye plus d'une heure entiere , & raconta plusieurs faits qui mettoient au jour bien de soursdes manœuvres des Peres *Doucin* & *Tellier*. M. de Cavoye fut si frappé de ces faits , qu'il fit consentir ce Pere que le Roi en fût instruit : & comme il ne pouvoit les retenir avec toutes leurs circonstances , le Pere *Tournemine* écrivit de sa propre main un Mémoire qui contenoit le détail de ces faits. M. de *Cavoye* le présenta au Roi , qui en parut touché & surpris : il vouloit garder ce Mémoire ; mais M. de *Cavoye* lui représeta humblement qu'il ne lui étoit point permis de le laisser à Sa Majesté ; le Pere *Tournemine* ayant dit tout ce qu'il avoit à craindre , s'il étoit découvert , & entr'autres choses que le poison étoit au bout de sa plume. Le Roi rendit le Mémoire , & en oublia bientôt après le contenu.

SECT. I.
ART. 27.
Ann. 1712.



ARTICLE XXVIII.

ANNÉE 1712.

Septième attaque contre le Livre des Réflexions Morales. Les Jésuites tâchent de joindre aux machinations secrètes de leurs Peres Tellier & d'Aubenton quelque Ouvrage qui puisse en imposer. Ils empruntent le nom du Docteur Gaillande, & font paroître un nouveau Libelle, dans lequel ils se déchainent contre le nouveau Testament du Pere Quesnel.

SECT. I.
Art. 28.
Ann. 1712.

Hist. de
la Constit.
t. 1. p. 40.
& 41.

Pendant que les Ecrits dont nous venons de parler se répandoient, les Jésuites cherchant de leur côté à toutenir par quelque Ouvrage imposant les machinations secrètes de leur Pere *Tellier* en France, & de leur Pere *d'Aubenton* à Rome, ils emprunterent le nom d'un jeune Docteur de la Maison & Société de Sorbonne, nommé *Jean-Noël Gaillande*. Ce fut sous ce nom, devenu si fameux dans la suite par l'aveugle phrénésie avec laquelle le sieur *Gaillande* continua de se livrer aux complots & aux impostures les plus hardies de ces Peres, qu'ils entreprirent de porter leur septième & dernière attaque aux *Reflexions morales*, dans un livre qu'ils firent paroître à la fin de cette même année sous le titre d'*Eclaircissemens sur quelques Ouvrages de Théologie*.

Ils y faisoient passer le Décret de 1708, contre les *Réflexions morales*, quoique non reçu en France, pour une Constitution à la-

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 101
 quelle on étoit obligé de se soumettre. Ils y ruinoient d'un seul trait de plume les libertés de l'Eglise Gallicane, en faisant entendre qu'elles ne sont que des concessions des Papes. Ils y érigeoient en dogmes de foi des opinions nouvelles sur la grace, en établissant comme une doctrine souvent & clairement décidée, & comme un dogme de foi, le système de la grace suffisante qui donne pour faire le bien un véritable pouvoir complet, & relatif à la concupiscence présente & actuelle. Ils s'y déchaînoient avec un redoublement de fureur contre les *Réflexions Morales*, & renouvelloient contre ce livre, toutes leurs anciennes calomnies. Ils y pouissoient enfin la témérité jusqu'à attaquer la *Justification* qui en avoit été faite par M. Bossuet.

SECT. I.
 Art. 28.
 Ann. 1712.

ARTICLE XXIX.

ANNÉE 1713.

Ce Libelle excite l'indignation du Public Le Pere Quesnel entreprend d'y répondre : Il confond les Jésuites sur la témérité qu'ils avoient eue d'y attaquer la Justification que M. Bossuet avoit faite du Livre des Réflexions morales.

D'Abord que ce Libelle parut, il souleva tous les honnêtes gens : les Docteurs de la maison de Sorbonne ne pouvoient paroître en public sans qu'on leur fit des reproches. Ces Messieurs indignés de ce qu'il s'étoit trouvé dans leur maison deux

SECT. I.
 Art. 29.
 Ann. 1713.
 Journal
 d'Orf. p.
 131.

SECT. I.
ART. 29.
Ann. 1713.

Docteurs, l'un qui eût osé se dire auteur, & l'autre se montrer approbateur d'un livre qui attaquoit si indignement leur Proviseur & leur Archevêque, arrêterent, dans une de leurs assemblées, de le désavouer solennellement, & d'en faire des excuses au Cardinal de Noailles, par une députation en forme : c'est ce qui fut exécuté le Jeudi 5 Janvier avec tout l'empressement & toute la force que le Cardinal pouvoit desirer. Les députés étoient à l'ordinaire les six plus anciens de la maison ; mais il s'en joignit tant d'autres aux six, qu'il y en eut jusqu'à soixante. M. le Chancelier reconnut en même tems, qu'on l'avoit surpris dans l'obtention du privilège qu'il avoit donné au livre des *Eclaircissmens*. Il en écrivit à M. l'Abbé Bignon, afin qu'il retranchât du nombre des Examineurs le sieur *Quinot* ; le procédé de ce censeur étant contraire à ce qu'il devoit à la vérité, aux maximes du Royaume, & à son bienfaiteur. Ce pauvre M. *Quinot* tâcha de s'excuser, en disant qu'il n'a point approuvé ce livre par attachement aux mauvais sentimens qui y étoient répandus, mais uniquement parce que le P. *Tellier* le lui avoit ordonné de la part du Roi.

Hist. de
la Const.
t. 1. p. 43.

Bientôt après la publication des *Eclaircissmens*, parut un Ectit attribué à M. *Dupin*, intitulé, *Observations sur le livre des Eclaircissmens*, &c. L'Auteur y renfermoit en huit observations ce qu'il y avoit de plus répréhensible dans ce Libelle.

Le P. *Quésnel*, dans le cours de la même année, en fit une réfutation plus étendue ; elle avoit pour titre : *Vains efforts des Jésuites contre la Justification des Réflexions sur le nouveau Testament, composée par ses*

Messire Jacques-Bénigne Bossuet, Evêque de Meaux. L'Auteur s'attache principalement à examiner les faits avancés par les Jésuites, sous le nom du sieur Gaillande, pour se débarrasser de l'autorité de M. Bossuet. Il prouve la fausseté de tous ces faits ; & il en apporte des preuves convaincantes, demeurées sans réplique.

SECT. I.
ART. 29.
Ann. 1723.

Il s'attache encore plus particulièrement à réfuter ce qu'il appelle un *chef d'œuvre en fait d'imposture*. Ce *chef d'œuvre* consiste dans l'invention du Roman des six-vingts cartons, que M. Bossuet vouloit, disent ces imposteurs, qu'on fît dans le livre des *Réflexions morales*. « Le Lecteur, répond le P. Quel-
nel, attend une foule de preuves pour appuyer la vérité d'un fait si important, & sur lequel roule le Libelle du sieur Gaillande. Mais cet aventurier croit qu'il se feroit tort de se mettre en frais pour en fournir les preuves : sa parole suffit, appuyé de ceux qui l'ont mis en besogne. Et moi je lui soutiens, que c'est là une fausseté toute pure, & pour appeller la chose par son nom, une insigne friponnerie. Car au contraire, il est notoire qu'on n'a produit encore jusqu'ici aucun Mémoire qui fasse mention de ces six-vingts cartons, ni aucune rétractation des sentimens de M. Bossuet, qui se soit trouvée dans les papiers de cet illustre Evêque. Il est notoire qu'il a laissé à la postérité des copies originales, qu'il a corrigées de sa main, où il a mis lui-même les titres des chapitres, ou paragraphes, où l'on voit toutes les marques d'un écrit avoué, tel qu'un Auteur le laisse, quand il a dessein qu'il soit publié, ou de son vi-

SECT. I.
ART. 29.
Ann. 1713.

» vant, ou après sa mort. Enfin il est notoire
» qu'il a donné lui-même ou laissé prendre
» des copies de son Ecrit à ses amis, à des
» Evêques, à d'autres personnes constituées
» en dignité ; & cela depuis que ces person-
» nes avoient vu que le Livre, pour des
» raisons particulieres, & peut-être par des
» considérations de ménagement, ne seroit
» pas alors donné au public par l'impres-
» sion. »

J'ai cru devoir m'étendre un peu là-dessus, afin que ceux entre les mains de qui cet Abrégé de l'Histoire Ecclesiastique pourra tomber, ayent ici sous les yeux de quoi confondre quiconques'opiniâtreroit encore à nier, ou à revoquer en doute la vérité de ce fait si important, que le grand Bossuet a très-réellement & très-efficacement pris en main la défense & la *Justification* du Livre des *Réflexions Morales* : fait dont les Jésuites & leurs partisans n'ont tâché de se débarrasser par de si vains efforts, que parce que quand même ce fait seroit seul, il suffiroit pour donner de la Bulle l'idée juste qu'on doit en avoir, & pour confondre à jamais avec elle tous ses partisans.

A mesure que les Jésuites sentoient que le moment approchoit où ils alloient obtenir de Rome ce qu'ils souhaitoient avec tant d'ardeur, leur hardiesse augmentoit, & ils se portoient à de nouveaux excès, tant par eux-mêmes que par ceux qu'ils faisoient agir. Ils employèrent cette année, M. l'Evêque de Gap, à enseigner & publier dans un second Mandement leur mauvaise morale jointe à la profanation des redoutables mystères. Ce nouvel Ecrit qui n'avoit rien d'Episcopal que le nom, causa

tant d'horreur , que les auteurs mêmes furent obligés d'étouffer ce nouveau monstre dès sa naissance. Mais malgré leurs efforts le souvenir en reste ; l'impression d'horreur ne s'efface pas facilement des esprits : & Dieu le permit dans sa miséricorde , afin que l'on sçût à qui on avoit affaire , & que l'on fût ainsi précautionné contre les séducteurs , lorsque le moment de leur vain triomphe seroit arrivé.

SECT. I.
Art. 29.
Ann. 1713.
Hist. de
la Const.
tom. 1. 1.
45.

ARTICLE XXX.

ANNÉE 1713.

Nouveau sujet de confusion pour les Jésuites. Histoire de leur Société par leur P. Jouvenci , & Arrêt du Parlement contre ce Livre. Mouvements qu'ils se donnent pour empêcher que ce Livre ne soit brûlé , & l'Auteur décrété : ils ont besoin alors de tout le pouvoir de Louis XIV. Ils sont néanmoins obligés de comparoître par députation , & de désavouer la Doctrine meurtrière & régicide de leurs Auteurs.

IL survint dans le même tems un événement bien propre à démasquer & à confondre de plus en plus ces séducteurs ; ce fut la publication du Livre de leur P. Jouvenci , intitulé : *Histoire de la Société , &c.* & l'Arrêt du Parlement de Paris du 22 Février contre ce Livre abominable , qui n'est autre chose qu'un tissu funeste des égaremens de Bellarmin , des impiétés de Gretzer , des blasphèmes

SECT. I.
Art. 30.
Ann. 1713.

SECT. I.
ART. 30.
Ann. 1713.

mes de *Mariana*, des erreurs de *Suarès*, des extravagances de *Santarel*, enfin des excès de *Bussembaum*.

En vertu de cet Arrêt, les Jésuites étoient obligés de comparoître le lendemain. Mais quelque incident imprévu en ayant reculé l'exécution, ce délai leur donna le loisir de cabaler: ils se donnerent tant de mouvement, qu'ils parvinrent à changer les mesures concertées entre les Gens du Roi & le Premier Président. Les conclusions portoient, *que le livre du P. Jouvençy seroit brûlé par la main du bourreau; que l'Auteur seroit décrété de prise de Corps, & amené aux prisons de la Conciergerie du Palais, pour son procès lui être fait & parfait; que les Jésuites seroient tenus de fournir leur déclaration signée des Recteurs, & de six des principaux de toutes les Maisons, &c.* Mais Louis XIV. fatigué par son Confesseur, le P. Tellier, épargna à la Société une humiliation si nécessaire; & malgré tout ce que les Magistrats purent lui représenter sur l'importance de l'affaire pour sa personne sacrée, pour celle de ses descendants, & pour l'État, il voulut lui-même régler les conclusions, & exigea qu'elles fussent suivies. En conséquence le jour de l'assemblée étant arrivé, les Jésuites comparurent par députation de leurs Supérieurs majeurs, firent leur déclaration, par laquelle ils désavouoient la Doctrine meurtrière, paricide & régicide de leur P. Jouvençy & de tous leurs autres Auteurs les plus fameux. On sentoît bien que ce désaveu étoit forcé. *

* Les principes des Jésuites ne permettent pas que l'on puisse jamais compter, ni sur leurs réponses,

Mais les conclusions dressées par le Roi furent adoptées à la pluralité , & servirent à former l'Arrêt qui supprimoit seulement le Livre.

SECT. I.
ART. 10.
Ann. 1713

sur leurs signatures , ni sur leurs sermens. 1°. Par le principe de la probabilité , ils prétendent pouvoir répondre selon le sentiment d'un autre qu'ils croient probable , quoique ce ne soit point leur opinion. Par le même principe , ils changent de doctrine & de langage selon les tems & les lieux : *Ultramontains* , s'ils se trouvent à Rome ; *Frondeurs* scandaleux des droits les plus sacrés & les plus inviolables du saint Siège , s'ils sont à la *Chine* ; & quelquefois *François* en apparence , s'ils sont obligés de s'expliquer en France sur leurs sentimens.

En 1611 , ils répondirent à M. le premier Président de Verdun , qu'ils avoient un statut qui les obligeoit de s'accommoder à la créance des lieux où ils sont. La même année M. l'Avocat-Général Servin rendit compte au Parlement , qu'ayant proposé au P. Fronton le Duc de sousscrire les quatre articles sur la sûreté des Rois & sur leur indépendance touchant le temporel , ce Jésuite avoit dit qu'il ne s'en éloignoit pas , estimant que pour choses concernant LA POLICE , il se falloit accommoder aux tems & aux lieux où l'on avoit à vivre. On voit dans la Bibliothèque Canonique de Bouchel , qu'en 1616 M. le premier Président interrogeant les Jésuites dans la Grand'Chambre , où ils furent mandés à l'occasion du Livre exécration de Santarel ; ils répondirent nettement , que leur Général qui étoit à Rome ne pouvoit faire autrement que d'approuver à Rome la Doctrine que la Cour de Rome approuve ; que quand ils y seroient , ils feroient comme ceux qui y sont , sont. Ce qui fit dire alors à quelques-uns de Messieurs : Quoi ! ils ont une conscience pour Paris , & une autre pour Rome ? Dieu nous garde de tels Contesseurs !

2°. C'est un principe soutenu par leurs plus célèbres Casuistes , qu'il est permis de mentir , de calomnier , de se parjurer pour conserver son honneur.

3°. Ils ont un troisième principe , par lequel ils excusent le mensonge de tout péché ; c'est leur Doctrine des équivoques & des restrictions mentales. Sui-

SECT. I.
ART. 30.
Ann. 1713.

L'illustre Abbé Pucelle, Rapporteur de l'affaire, avoit parlé ainsi dans l'Assemblée du Parlement : « La difficulté n'est pas, Messieurs, de trouver dans le P. *Jouvency* des erreurs » condamnables ; elles se présentent en foule ; la peine n'est que d'appliquer la punition que méritent l'Auteur & l'Ouvrage. Les ordres du Roi nous arrêtent, nous devons nous y conformer, & renfermer dans nos cœurs une juste douleur de voir que l'on préfère l'indulgence à la justice : la sévérité eût été peut-être plus nécessaire en cette occasion, qu'en aucune autre, puisqu'on peut regarder la Doctrine qui est répandue dans ce Livre comme le *péché originel de la Société*. » Les Jésuites s'étant présentés devant le Rapporteur pour le remercier de leur avoir été favorable : « Mes Peres, leur dit-il, allez droit à Versailles ; c'est là que vous devez vos remerciemens ; vous ne m'avez nulle obligation, & je serois fâché que vous m'en eussiez sur de pareilles matières. »

vant le principe des équivoques, pour éviter un inconvénient, on peut se servir d'expressions susceptibles d'un double sens, dont le plus naturel est faux, & que l'on fait bien devoir être entendu dans un sens contraire à la vérité. Par la doctrine des restrictions mentales, on peut avancer une proposition qui est absolument fautive, de la manière qu'on l'exprime, pourvu qu'elle puisse être vraie en y joignant quelque chose qu'on a dans l'esprit, & qu'on ne dit pas. Par ces deux nouvelles maximes, enseignées par presque tous leurs Casuistes, il n'y a point de propositions contraires à leurs sentimens, qu'ils ne puissent adopter dans un examen, ou dans un interrogatoire, & même attester par des souscriptions & des sermens.

ARTICLE XXXI.

ANNÉE 1713.

Observation sur la condamnation du livre du P. Jouvençy. Parallele entre la Doctrine des Jésuites & celle du P. Quesnel.

ON peut voir l'Ouvrage déjà cité, & intitulé, *Recueil de pièces touchant l'Histoire de la Compagnie de Jesus, composée par le Pere Jouvençy, Jésuite*. Ce Recueil renferme une ample exposition de la doctrine des Jésuites, contraire à l'autorité & à la vie des Souverains. On y voit que depuis l'année 1562, tems où les Jésuites ont commencé à se faire connoître, jusqu'en 1710, qui est le tems auquel a été imprimée l'Histoire du Pere Jouvençy; il n'y a pas eu un seul de leurs fameux Théologiens, qui durant le cours de 148 années n'ait fait d'année en année leçon publique de rébellion contre les Puissances Souveraines, & de parricide des Rois & autres Souverains.

Quelle différence entre la doctrine Jésuitique sur ce qui est dû aux Puissances de la terre, & la doctrine enseignée par l'Auteur des *Reflexions Morales*! Sur ces paroles de Jesus-Christ dans S. Jean, xviii. 34 & 36: *Mon Royaume n'est point de ce monde.* « Jesus » nous apprend, dit le P. Quesnel, à garder » le respect & la modestie envers les Magis- » trats & les Puissances de la terre, même » quand ils ne feroient pas leur devoir. Le

—————
 SECT. I. » Royaume de Jesus-Christ n'est pas de ce
 ART. 31. » monde, & il n'entreprend rien sur celui
 ANN. 1713. » des Rois de la terre. » Sur S. Matthieu, xxvi.
 52, *Remettez votre épée dans son fourreau.*
 » Des particuliers n'ont point droit de repous-
 » ser une violence appuyée de l'autorité pu-
 » blique, pas même pour la cause de la
 » Religion. . . . La cause d'un Chrétien & d'un
 » Catholique est la cause de Dieu; c'est à eux
 » de souffrir, & à Dieu de les venger. » Sur
 S. Paul aux Romains, viii. 1, 2. *Que tout*
 le monde soit soumis aux Puissances su-
 périeures. « Doctrine apostolique & divine de
 » la puissance légitime des Rois & des autres
 » Souverains contre les Ecclésiastiques re-
 » belles, qui sous prétexte de Religion vio-
 » lent la Religion même, en secouant le joug
 » d'une autorité qui vient de Dieu: vouloir
 » se dispenser de l'obéissance qui lui est due,
 » c'est vouloir se dispenser de la loi éternelle,
 » qui consiste dans l'ordre de Dieu. On ne
 » peut employer contre eux d'autres ar-
 » mes que les gémissemens & la prière. » Sur
 l'Épître à Tite, iii. 1. *Avertissez les d'être sou-*
 mis aux Princes & aux Magistrats, &c.
 » Trois devoirs envers les Princes & les Puif-
 » sances que la piété enseigne, & que les
 » Pasteurs doivent recommander, soumission
 » à l'autorité, obéissance aux Loix, disposi-
 » tion de cœur à tout ce qu'ils peuvent desi-
 » rer. » Sur la I. Épître de S. Pierre, ii. 13.
 Soyez soumis au Roi comme au Souverain.
 » Il n'y a point de vraie piété ni de vraie
 » Religion, où il n'y a point de soumission
 » envers les Souverains. Ce n'est point ni leur
 » vie, ni leur Religion, qui doit régler l'obéis-
 » sance des sujets; mais l'ordre & la volonté
 » de Dieu qui les a établis. »

ARTICLE XXXII.

ANNÉE 1713.

La condamnation du Livre du P. Jouvençy frappe étrangement Clément XI. On croyoit que si l'affaire de la Bulle n'avoit pas été si avancée, il n'auroit pas donné ce Décret. Mais le P. Tellier traite cet événement de bagatelle. Clément XI. est rassuré, & l'affaire de la Constitution se consomme, malgré les instantes prières de quelques Cardinaux.

L'Arrêt du Parlement contre Jouvençy, & la Déclaration des Jésuites de Paris, par laquelle ils désavouoient, quoique forcément, la doctrine de ce Jésuite, & celle de leurs autres Auteurs les plus fameux, offensa étrangement Clément XI. il en fut même comme consterné; & l'on croyoit que si l'affaire de la Constitution n'avoit pas été aussi avancée qu'elle l'étoit pour lors, cet incident auroit pu rebuter le Pape, & l'engager à ne la point donner. Mais le P. Tellier, loin de s'étourdir, ou de reculer à la vue de cet échec, en prend sujet de presser l'affaire plus vivement que jamais. Il envoya au P. d'Aubenton la commission de parler au Pape de la terrible persécution qu'on leur faisoit, disoit-il, au Parlement, au sujet du Livre du P. Jouvençy, approuvé à Rome; qu'il n'y avoit pas de quoi fouetter un chat; que cette persécution leur étoit suscitée par les Jansénistes, qui pré-

SECT. I.
Art. 12.
Ann. 1713.

Journal
d'Orf. t. 3.
in 12. pag.
125.

SECT. I.
ART. 32.
Ann. 1713.

tendoient par cette diversion empêcher ou reculer la condamnation du Livre de *Quesnel* ; qu'ainsi il étoit d'une extrême importance de donner au plutôt la Constitution ; que le Pape n'avoit rien à craindre pour l'acceptation ; que lui *P. Tellier* ayant toute la confiance du Roi , étant toujours dans ses bonnes grâces , il s'engageoit de la faire recevoir sans la moindre difficulté.

Le Pere d'*Aubenton* ne manqua pas de représenter tout cela à Clément XI pour le rassurer. Son discours fut appuyé par les Cardinaux *Albani* , *Fabroni* & *Toloméi*. Ce dernier étoit Jésuite , & élevé depuis peu au Cardinalat , en la place du généreux martyr le Cardinal de Tournon : ce qui donnoit lieu de dire dans le public , que ç'avoit été avec justice , parce que la dépouille du patient appartient de droit au bourreau.

L'affaire de la Constitution étant donc arrêtée , le Pape s'y porte de façon à ne plus laisser douter qu'il ne voulût incessamment la finir. Elle traîne néanmoins encore un peu en longueur par l'opposition perpétuelle qu'il y avoit entre les Cardinaux *Ferrari* & *Fabroni*. Mais enfin la faction l'emporte , & de cent cinquante-cinq Propositions dénoncées , on en choisit cent une , dont la condamnation fut résolue. Les Jésuites qui étoient les chefs & les maîtres de toute l'intrigue , pouvoient choisir dans un ouvrage aussi considérable que les *Réflexions morales* , deux ou trois cens propositions , & les faire trouver aussi condamnables que les cent-une. Mais un plus grand nombre auroit prolongé un ouvrage dont ils desiroient si ardemment la fin. D'ailleurs le nombre de cent une étoit suffisant

pour établir leur doctrine sur les ruines de celle du Pere Quesnel , & pour dégager l'honneur du Pere Tellier. Car ce Jésuite ayant dit un jour en présence du Roi qu'il y avoit plus de cent propositions condamnables dans les Réflexions morales , & Louis XIV. ayant trouvé que c'étoit trop dire , il falloit qu'il y eût plus de cent propositions condamnées , afin que le Prince fût convaincu que le Pere Confesseur avoit parlé très-exactement.

Sect. I.
Art. 32.
Ann. 1713.

Quand la Bulle fut dressée , le Pape avant de la publier , indiqua des prieres publiques , *pour implorer l'assistance du Saint-Esprit*. Ces prieres qui auroient dû se faire dès le commencement de l'affaire , n'étoient , disoient des lettres écrites alors de Rome , que *pour l'ostentation & pour la forme*. Les mêmes lettres marquoient que , non - seulement Clément XI. n'avoit point communiqué sa Bulle , selon la coutume , à tout le sacré Collège , ou du moins à un grand nombre de Cardinaux , *en la faisant courir par les mains* , comme on parle dans ce pays-là ; mais qu'après avoir violé bien d'autres regles , il s'étoit contenté d'en consulter cinq ; *Ferrari* , qui s'étoit opposé de toutes ses forces à un pareil Décret ; *Fabroni* , qui n'avoit garde de détruire son ouvrage ; *Albani* , neveu du Pape , incapable d'entendre quelque chose dans des matieres de Théologie ; *Ottoboni* , pensionnaire du Roi de France , & le Jésuite *Toloméj*.

Hist. de
la Const.
t. 1. p. 6.

On apprit aussi de Rome que Clément XI. étant allé rendre visite au Cardinal *Carpeigna* , qui étoit incommodé d'une maladie dont il mourut peu de tems après ; il lui avoit demandé , avant de lui lire sa Constitution ,

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 121.

SECT. I.
ART. 32.
Ann. 1713.

Ibid. p.
122.

son sentiment, tel qu'il le diroit s'il alloit paroître devant Dieu, comptant beaucoup, disoit le S. Pere, sur son esprit, & sur son attachement au saint Siège, dont il étoit Grand-Vicaire depuis plusieurs années; que ce Cardinal promit au Pape ce qu'il exigeoit de lui, & l'assura qu'il lui parleroit avec la même franchise qu'il avoit fait à ses prédécesseurs, d'autant plus qu'il se voyoit à la veille d'aller paroître au jugement de Dieu. Clément XI lui lut sa Bulle; & ce Cardinal l'ayant entendue avec grande attention, n'avoit pas balancé un moment de dire à Sa Sainteté, qu'elle ne pouvoit rien faire de mieux que de la jeter au feu. On rapporte encore comme un fait certain, que peu de jours après, le Cardinal *Cassini*, Capucin, étant allé voir le Pape, Sa Sainteté lui dit le fait du Cardinal *Carpeigna*, & lui lut de même sa Bulle; & qu'aussitôt ce bon Cardinal se jeta aux pieds du Pape pour le supplier de suivre le conseil du Cardinal *Carpeigna*. Mais l'affaire étoit trop avancée, & Clément XI trop Jésuite, pour suivre un avis si salutaire. Ainsi sans écouter rien de plus, il met le sceau au mystère d'iniquité, fruit des travaux, des intrigues & du crédit des Jésuites; il signe la Constitution le Vendredi 8 Septembre 1713, & la fait publier dès le Lundi suivant.

Clément XI n'avoit point remis le projet de sa Bulle entre les mains du Cardinal de la Tremouille, pour l'envoyer en France avant qu'elle fût publiée, comme il l'avoit promis: Il seroit inoui, & même offensant pour le saint Siège, dit alors le Pontife, qu'on exigeât de moi que je communiquasse à la Cour de France une décision

dogmatique faite pour toute l'Eglise : une pareille décision ne pourroit être examinée en France que par les Magistrats ou par les Evêques : les premiers ne sont ni compétens ni capables d'en prendre connoissance ; les seconds doivent obéir au saint Siège , sans examiner ses décisions , ni entreprendre de les expliquer , ou de les corriger : n'y a-t-il pas à Rome des lumieres suffisantes pour connoître ce qui est utile au bien de l'Eglise universelle , sans qu'on soit obligé d'en chercher en France ?

SECT. I.
ART. 32.
Ann. 1723.





SECTION II.

Contenant les événemens principaux depuis la publication de la Bulle Unigenitus jusqu'à la mort de Louis XIV.

ARTICLE PREMIER.

ANNÉE 1713.

Soulevement universel à la première vue de la Bulle. Ce soulèvement, qui n'étoit autre chose que le cri de la foi qui repousse du premier coup la nouveauté profane, se trouvoit accompagné de divers ouvrages, où les sentimens dont on étoit pénétré se répandoient au-dehors. Précis de l'un de ces ouvrages.

LA Bulle signée par le Pape le Vendredi 8 Septembre, & publiée à Rome dès le Lundi suivant, ne tarda pas de l'être en France. Le Roi, contre l'usage ordinaire du Royaume, qui ne permet pas que l'on rende ces sortes de pièces publiques jusqu'à ce qu'elles soient revêtues de Lettres-patentes, ayant trouvé bon que l'on répandît celle-ci au plutôt, & sans prendre auparavant cette sage précaution, elle passa bien-tôt entre les

SECT. II.
ART. I.
Ann. 1713.
Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
78, 79 &
suivantes.

main de tout le monde. Dès-lors chacun y voyant de ses propres yeux ce qu'il n'auroit pu croire , la surprise & l'indignation devinrent universelles. Ceux qui avoient été jusqu'alors les plus indifférens sur ces matières , cessèrent de l'être ; & on s'intéressa généralement à une affaire où l'on voyoit le renversement entier de la Religion , telle que chacun l'avoit apprise dans son enfance.

Sacr. II.
Art. 1.
Ann. 1713.

Les hérétiques en triomphoient hautement , & en prenoient sujet d'insulter à l'Eglise d'une manière sanglante : les libertins en faisoient le sujet de leurs railleries : tous les Fidèles en étoient scandalisés , tous pensoient ce que la douleur fit exprimer à un homme célèbre,* par cette parole remarquable , *qu'il auroit mieux valu pour l'Eglise d'avoir un Pape comme Jean XII. ou Jean XXIII. que d'en avoir un comme Clément XI.* Les personnes mêmes les plus opposées à ce qu'on appelle *Jansénisme* , rougissoient de leur propre victoire , & celles qui n'avoient été épouvantées de cette prétendue hérésie , que parce qu'elles n'en avoient aucune connoissance distincte , ouvrirent enfin les yeux sur l'état présent de l'Eglise. Est-ce donc là , disoient-elles , ce que l'on persécure avec tant de fureur depuis plus de soixante ans sous le nom affreux de *Jansénisme* ? & n'a-t-on pu jusqu'à présent donner de la réalité à un phantôme invisible , qu'en le faisant à la fin consister dans ce corps de Doctrine pros crit par cette monstrueuse Bulle ? Ce corps de Doctrine est visiblement contraire

* Le P. de Malinghen , qui avoit été Supérieur du Séminaire de S. Magloire à Paris , & qui étoit connu par sa modération.

— aux profanes nouveautés des Jésuites , & aux
 SECT. II. relâchemens honteux de leurs Casuistes : sont-
 Art. I. ce donc ces nouveautés, ces relâchemens qu'on
 Ann. 1713. a prétendu canoniser ?

Cette impression d'honneur que fit la Bulle aussi-tôt qu'elle parut , est attestée par les deux partis. D'un côté, le Cardinal de Noailles , & les huit Evêques qui s'unirent à lui en 1714 , assurèrent dans les lettres qu'ils écrivirent au Pape & au Roi : « Qu'à la vue » de la Constitution, il s'étoit excité de grands » troubles dans Paris, & dans tout le Royau- » me ; que les hérétiques en avoient pris oc- » casion de s'élever avec mépris contre l'Eglise » Catholique ; que la foi des nouveaux Ca- » tholiques en avoit été ébranlée ; qu'un » grand nombre de personnes de la plus haute » piété en étoient allarmées , & que tous les » corps , tant de l'Eglise que de l'Etat , se » sont trouvés plus portés à s'en offenser qu'à » s'y soumettre. » D'une autre part , les plus zélés partisans de la Bulle attestent la même chose. Le Cardinal de Bissy dans sa Lettre du 26 Mars 1714 , à M. l'Evêque de Montpellier , lui marque *que la Bulle n'auroit pas été traitée plus indignement à Geneve , qu'elle l'a été à Paris.* Le Cardinal de Fleury , alors Evêque de Frejus , assure dans son Mandement du 6 Mai 1714 , « que » le soulèvement avoit été si grand qu'il sem- » bloit que la Religion alloit être renversée ; » qu'il s'étoit élevé d'abord cent mille voix » de toutes parts pour rendre cette censure » odieuse ; que les ames pieuses entroient » même dans cette allarme publique.

Mais ce soulèvement universel , ce premier cri , ce cri si général qui s'élevoit de toute

part contre la Bulle , qu'étoit-ce autre chose que le cri de la foi étonnée & allarmée par la condamnation de tant de vérités qu'on avoit enseignées aux Fidèles dès leur enfance ?

Sect. II.
Art. 1.
Ann. 1713.

Il arrive à la naissance des erreurs , dit l'illustre M. Bossuet , au premier abord une éclatante déclaration de la foi : c'est comme le premier coup de l'ancienne tradition qui repousse la nouveauté qu'on veut introduire. En

Relation
du Quié-
tisme , p.
104.

vain donc , comme le dit encore ailleurs ce savant Prélat ; en vain , après cette éclatante déclaration de foi , les cabales , les factions se remuent ; la passion , les intérêts partagent le monde ; de grands corps , de grandes puissances s'émeuvent ; l'éloquence éblouit ; la dialectique tend des lacets ; une métaphysique outrée jette les esprits en des pays inconnus , &c. Il en faut toujours revenir à ce premier cri , cri décisif & qui renferme éminemment le principe inébranlable de nos prescriptions.

Instruc-
tion sur
les états
d'oraison.

Il suffit de remonter & d'être attentif à ce premier cri , pour y trouver l'indice de la nouveauté , & dans cette nouveauté la date invincible de l'erreur , & d'une erreur opposée à des vérités d'autant plus capitales que ce cri a été plus prompt & plus éclatant. Mais , ajoute le grand Evêque de Montpellier , en parlant de ce cri qui s'éleva contre la Bulle *Unigenitus* : « Qu'il est prompt , qu'il est
» éclatant , qu'il est distinct ce cri ! Ce n'est
» point la voix confuse & tumultueuse d'un
» peuple superstitieux , & qui ne fait ce qu'il
» demande : ce sont des Evêques qui se plai-
» gnent que les dogmes les plus essentiels de
» la Religion , les maximes les plus pures
» de la morale , les regles les plus saintes

Seconde
Lettre de
M. l'Evê-
que de
Soissons.

» de la discipline , sont renversées du même
 SPECT. II. » coup , & livrées à l'anathème ; c'est une
 ART. 7. » multitude de Prêtres & de Pasteurs distin-
 ANN. 1713. » gués par leur savoir & par leur piété , qui
 » sans s'être jamais vus , sans s'être jamais
 » connus , sans aucune liaison les uns avec
 » les autres , s'élevent de tous les coins
 » du Royaume pour former tous dans le même
 » instant les mêmes plaintes que les Evê-
 » ques. »

Ce cri public se trouvoit en même tems accompagné de divers ouvrages , où les sentimens dont on étoit pénétré à la vue de la plaie la plus effroyable faite à l'Eglise & à toute la Religion , éclaroient & se répandoient au-dehors par d'abondantes effusions de cœur. Tel étoit l'écrit ayant pour titre : *Quatrième gémissement d'une ame vraiment touchée de la Constitution de N. S. P. le Pape du 8 Septembre 1713.* Cet Ecrit l'un des plus beaux & des plus touchans qui aient paru en ce genre , est nommé , *quatrième gémissement* , par rapport à trois autres qui avoient précédé , & qui étoient faits au sujet de la destruction de Port-Royal.

L'Auteur y envisage la Constitution comme une suite immédiate des événemens dans l'Eglise depuis plus de soixante ans , sur-tout à l'égard des personnes unies à cette célèbre Abbaye. Il insiste fort sur ce rapport dans son Avertissement où il montre d'un côté , que Messieurs de Port-Royal avoient combattu pour la défense de toutes les grandes vérités que la Bulle *Unigenitus* condamnoit ; & de l'autre , que les cent une Propositions proscrites par cette Bulle , renfermoient un précis exact de la doctrine enseignée & soutenue
 contre

contre les Jésuites par Messieurs de Port-Royal. Ce qu'il y a donc de très-important dans cet Ouvrage, c'est l'attention perpétuelle de l'Auteur à unir ainsi les vérités attaquées & anathématisées par la Bulle, avec ceux que Dieu avoit suscités dans ces derniers tems, pour en prendre la défense avec autant de lumière que de force.

SECT. II.
Art. 1.
Ann. 1713.

Il déplore d'abord l'attentat que les Jésuites ont commis contre le saint Siège, en faisant servir le nom du Pape pour flétrir les vérités les plus essentielles au Christianisme, & en même tems les défenseurs les plus zélés de ces vérités. De-là il remonte vers l'origine des deux mystères voilés dans les divines Ecritures, l'un de grace & de salut, & l'autre d'iniquité & de réprobation; mystères qui se trouvent aujourd'hui dévoilés. Il compare avec assez d'étendue le traitement que Jésus-Christ venoit de recevoir dans sa vérité par la Constitution, avec celui qu'il a éprouvé de la part des Juifs dans sa personne. Il ne dissimule point la grandeur de la tentation où les Fidèles étoient exposés dans les tems critiques où ils se trouvoient alors, & il leur prépare des remèdes contre la tentation par un grand nombre d'exemples tirés des saintes Ecritures. Enfin l'Auteur, pour se consoler des maux qui l'affligent, tourne ses yeux vers les consolations solides & les vraies ressources promises à l'Eglise par saint Paul; & les malheurs de ce tems l'ayant porté à méditer plus sérieusement sur ces promesses, il en retrace l'idée sous divers traits magnifiques qu'en donnent les Prophetes, & les autres Livres

de l'Ecriture dont on voit qu'il a fait une étude particulière.

ARTICLE II.

ANNÉE 1713.

Presque tous les Evêques ne pensoient pas de la Bulle autrement que le Public. Mesures que le P. Tellier avoit prises pour ne pas échouer. Le Cardinal de Noailles effrayé du crédit immense de la Société, fait deux démarches qui ont pour lui des suites fâcheuses.

SECT. II.
Art. 2.
Ann. 1713.

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 128.

A L'exception d'un petit nombre d'Evêques absolument dévoués & vendus aux Jésuites, tous les autres, ceux mêmes qui dans la suite se déclarerent les plus zélés partisans de ce Décret, témoignoiient dans ce premier tems penser de la Bulle comme le Public. Les uns par leurs écrits, comme nous l'avons déjà remarqué; les autres dans des entretiens particuliers, ou même dans des discours d'éclat. Le Cardinal *de Rohan* en parla sur ce ton au Cardinal *de Polignac*; & *M. de Bissy* s'étant trouvé au Bureau du Ministre au moment de l'arrivée de la Bulle, se déchaîna contre cette pièce avec tant de vivacité, qu'on l'auroit cru le plus grand ennemi qu'elle pût avoir en France. La disposition des esprits étoit donc telle que si tous ces Evêques avoient agi selon leur premier mouvement, il est hors de doute que la Constitution eût été renvoyée à son Auteur.

Mais en de telles circonstances que fera le P. Tellier ? Après avoir réussi jusqu'alors, sera-t-il homme à rester en si beau chemin ? Non ; il a tout prévu. Il a pris de loin toutes ses mesures : il a rempli les Evêchés de personnes dont il peut disposer à son gré , & qui n'ont ni les lumières , ni le zèle , ni le courage nécessaires pour défendre la vérité. Cet habile Jésuite emploie , pour consommer son ouvrage , le nom & l'autorité du Roi , qui ne pouvoit , ainsi qu'on l'assuroit , se dispenser de faire accepter la Constitution , après la promesse solennelle qu'il en avoit faite au saint Pere. Il met en œuvre des agens & des émissaires actifs & vigilans pour sonder les intentions des Prélats , pour leur représenter ce qu'on a lieu d'espérer & de craindre , selon le parti qu'on prendra en cette occasion. Les discours de ces émissaires sont soutenus par des exemples : on voit les faveurs de la Cour se répandre sur ceux qui entrent dans les vues du P. Confesseur. En faudra-t-il davantage pour abattre ou pour séduire ceux qui tiennent aux biens & aux honneurs du siècle , & pour les porter à donner à la Société toute la satisfaction qu'elle peut désirer ?

Le Cardinal de Noailles lui-même effrayé du crédit immense de ces Peres , & voulant ménager l'esprit du Roi , commence par condamner le Livre du P. Quesnel dans un Mandement du 28 Septembre. Quoiqu'il ne taxe ce Livre d'aucune erreur , & qu'il fasse même sentir par le tour qu'il donne à son Mandement , que ce n'est que pour remplir l'engagement qu'il a pris auprès du Roi , de

SECT. II.

Art 2.

Ann. 1713.

SECT. II.
 Art. 2.
 Ann. 1713.

condamner cet Ouvrage , aussi-tôt que Sa Sainteté le condamneroit ; on ne peut néanmoins s'empêcher de gémir de cette première démarche qui peut le conduire à bien d'autres ; & on est généralement persuadé qu'il n'a pu en venir là sans donner quelque atteinte aux grandes vérités que ce Livre , si généralement estimé , renferme ; & sans couvrir tant de grands Evêques de l'Eglise de France , qui l'ont si généralement approuvé , le grand Bossuet lui-même , du reproche ou d'ignorance grossière , ou de devouement à l'erreur.

Lettre d'un
 Chanoine à
 un homme
 retiré du
 monde, du
 16 Mars
 1710.

En effet cette première démarche , qui n'étoit nullement dans la voie de la justice & de la vérité , le conduisit bientôt à une autre plus fâcheuse ; car ce Cardinal que la Constitution avoit d'abord si fort étonné , qu'à la lecture que lui en faisoit M. d'Orsanne , il l'avoit arrêté dès la troisième proposition , en lui disant qu'on n'en pouvoit pas soutenir davantage , a la foiblesse de témoigner au Roi qu'il est prêt de se conformer aux desseins qu'a ce Prince de la faire recevoir ; & il ne fait de difficultés que sur la manière dont il faut s'y prendre. *Oui , la Bulle est monstrueuse* , dit-il à Madame la Princesse : *mais elle est publiée* , ajoutoit-il ; *Rome ne reculera point ; il faut donc la recevoir aux meilleures conditions.* Le Cardinal de Noailles étoit éclairé , il avoit de la Religion & de la piété ; mais avec ces bonnes qualités , les vues fausses d'une prudence humaine , & des conseils timides lui firent prendre un très-mauvais parti. Ainsi non-seulement il ne donna pas aux autres Evê-

ques l'exemple de la fermeté avec laquelle on doit soutenir la vérité ; mais après avoir, comme nous l'avons dit, condamné par un Mandement le Livre des *Réflexions Morales*, il ouvrit encore la voie oblique & périlleuse des Explications, par le moyen desquelles bien des personnes ont cru faussement pouvoir en sûreté accepter la Constitution.

SECT. II.
Art. 2.
Ann. 1713.

ARTICLE III.

ANNÉE 1713.

Ouverture de la fameuse Assemblée des quarante Evêques. Le P. Tellier souffre que le Cardinal de Noailles y préside, & qu'elle lui défère la nomination des Commissaires ; mais le Cardinal est obligé de ne nommer que ceux que le Jésuite lui a fait désigner par le Roi. Caractère de ces Commissaires. Le Cardinal de Rohan établi chef de la Commission.

TEl étoit l'état de l'affaire au moment où alloit se tenir la fameuse Assemblée des Evêques, nommée *l'Assemblée des Quarante*, dans laquelle, selon les intentions du Roi, la Bulle devoit être reçue, pour être ensuite portée dans tout le Royaume. Cette Assemblée, arrêtée par Sa Majesté dès le 5 Octobre 1713, s'ouvre le 16 du même mois ; elle étoit composée des Evêques qui d'abord

SECT. II.
Art. 3.
Ann. 1713.

Hist. de
la Const.
tom. 1. p.
84, 85 &
suiv.

SECT. II.
ART. 3.
Ann. 1713

s'étoient trouvés à Paris , & de ceux que la Cour y avoit ensuite appelés. M. le Cardinal de Noailles y préside , comme le plus ancien Evêque Cardinal. Le P. Tellier & les Prélats dévoués à la Cour de Rome & à la Société, auroient bien voulu qu'en une seule séance cette affaire eût été terminée par une acceptation pure & simple de la Bulle du Pape. Mais la plupart des Prélats étoient encore trop allarmés & trop effrayés de ce qu'ils avoient vu dans cette Bulle , & du cri universel qu'ils avoient entendu s'élever. Le Jésuite croit qu'il est à propos de s'accommoder au tems , sauf à regagner par une autre voie , ce qu'il paroïssoit perdre alors.

Il souffre donc que le Cardinal de Noailles , en qualité de Président de l'Assemblée , y propose de nommer des Commissaires pour travailler au-plutôt sur les moyens qu'il trouveroit les plus convenables pour l'acceptation de la Constitution. L'Assemblée y consent , & défère la nomination des Commissaires au même Cardinal , qui croit ne pouvoir pas se dispenser de les choisir du nombre de ceux que le P. Tellier avoit engagé le Roi à lui désigner. Ainsi il nomme M. le Cardinal de Rohan , MM. les Archevêques de Bordeaux & d'Auch , M. l'Evêque de Meaux , (Bissy) MM. les Evêques de Soissons & de Blois.

Ibid. Le Cardinal de Rohan , établi chef des Commissaires , étoit connu pour un courtisan soumis à toutes les volontés du Prince , & totalement vendu au P. Tellier , ne craignant point de se déshonorer , dès que son humble déférence envers ce Révérend

Pere étoit un moyen assuré de faire pleuvoir les faveurs & les bienfaits du Roi sur lui & sur sa famille. A l'égard de M. de Bissy, il aspirait déjà au Cardinalat & aux grands biens dont bientôt après il alloit être comblé, par la riche Abbaye de saint Germain des Prés. Il se livre donc avec la même vivacité aux volontés du Révérend Pere Confesseur. Depuis que par les hautes espérances qu'il avoit conçues, son indignation contre la Constitution se fut changée en admiration, rien n'égalait son zèle pour lui soumettre tous les esprits. Pour y parvenir plus sûrement & plus aisément, au défaut de preuves convaincantes, il avoit recours à un raisonnement qui étoit sans réplique : c'étoit la menace de faire sonner la grosse cloche ; c'est-à-dire, de faire venir des ordres du Roi. Il se donnoit ainsi pour l'homme le plus important & le plus formidable qu'il y eût dans la Commission.

Les quatre autres Commissaires n'étoient pas mal intentionnés ; mais avec toutes leurs bonnes intentions, ils avoient pour règle suprême de plaire à la Cour, ou au moins de ne pas lui déplaire. Une expérience journalière leur faisoit voir qu'on ne pouvoit s'opposer aux vues de MM. de Rohan & de Bissy, sans encourir l'indignation du Roi. La crainte de tomber dans ce malheur les réduisoit à garder le silence, & à paroître ainsi approuver tout ce que ces deux Messieurs leur proposoient. On voyoit M. de Silleri, Evêque de Soissons, l'un d'entr'eux, pleurer quelquefois de regret de n'avoir pas le courage de suivre ce qu'il croyoit juste, & avouer que toute cette affaire n'étoit qu'un mys-

SECT. II.
ART. 3.
Ann. 1713.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 179.

SECT. II.
ART. 3.
Ann. 1713.

tère d'iniquité ; que s'il échappoit quelque-fois à quelqu'un des Commissaires de faire modestement quelques observations qui tendissent à iustifier le P. Quesnel , ou à mettre à l'abri de la condamnation quelques vérités odieuses aux Jésuites , M. de Bissy s'élevoit si vivement contre ces judicieuses observations , qu'il ôtoit au Prélat l'envie de faire à l'avenir de semblables remarques. C'est ce qui arriva un jour à M. de Berthier, Evêque de Blois , qui avoit osé faire observer qu'une des propositions qu'on examinoit , n'étoit pas exactement tirée du Livre du Pere Quesnel. M. de Bissy offensé de ce discours , lui ferma la bouche , en disant qu'ils étoient assemblés pour condamner le Livre du Pere Quesnel , & non pour le justifier.



ARTICLE IV.

ANNÉE 1713.

Deux partis différens que les Commissaires ont à ménager. Embarras où ils se trouvent. Le P. Tellier sentant bien qu'il falloit accorder quelque chose aux esprits alarmés, trouve bon que ces Commissaires travaillent à dresser un rapport qui parût un Commentaire de la Constitution, & prend ses mesures pour se rendre maître de ce rapport.

Cependant quelques efforts que les Commissaires gagnés ou intimidés par les promesses ou les menaces de M. de Bisly pussent faire pour se conformer aux vues de ce Prélat impétueux, qui s'étoit rendu comme l'ame de toutes leurs délibérations; ils se trouvoient toujours dans un embarras extrême, & ne savoient comment s'y prendre pour satisfaire en même tems les deux partis différens qu'ils avoient à ménager. D'un côté le P. Tellier qui étoit à la tête de tout, desiroit une acceptation pure & simple de la Bulle; sa Société desiroit la même acceptation avec une égale ardeur, parce qu'elle sentoit bien que des explications ne pouvoient que l'embarrasser dans l'usage qu'elle prétendoit faire de ce Décret. La Cour de Rome avoit les mêmes vues; & Clément XI, personnellement intéressé dans cette affaire, ordonnoit & exigeoit cette acceptation

SECT. II.
Art. 4.
Ann. 1713.

SECT. II.

Art. 4.

Ann. 1713.

pure & simple : il soutenoit que la Bulle étoit claire ; qu'il avoit *exposé au grand jour des erreurs pernicieuses* ; qu'il avoit fait *des incisions dans l'abcès* , & qu'il ne falloit qu'ouvrir les yeux pour en voir *la pourriture*.

Voilà donc un premier parti que ces Commissaires avoient à ménager , ou plutôt un parti auquel il ne sembloit pas qu'il fût possible de se refuser. Mais d'un autre côté , les Ecrits pleins de vigueur & de force que le P. Quesnel , âgé alors de 80 ans , venoit de publier pour sa défense pendant la tenue de l'Assemblée * , faisoient impression sur plusieurs Evêques. La crainte de se déshonorer aux yeux du Public leur donnoit une opposition insurmontable pour une acceptation pure & simple de ce Décret. Que feront donc les Commissaires ? Que fera le Cardinal de Rohan leur chef , & l'impétueux de Bissy son adjoint ? Ira-t-on heurter de front & contredire ouvertement cette impression si vive & si générale qu'inspire le sentiment d'honneur ?

Le P. Tellier sentant bien qu'il falloit nécessairement accorder quelque chose aux esprits révoltés & alarmés , trouve bon à la fin que les Prélats Commissaires travaillent à dresser un rapport qui parût comme un commentaire du texte de la Constitution , claire par elle-même , mais plus amplement expliquée & développée. Il fournit des ouvriers pour cette besogne , se fait rendre compte de tout , & par-là se rend maître du rapport ; mais il le farcit tellement des opinions favorites de la Société , que tous les Commissai-

* On trouve le précis de ces Ecrits dans l'Hist. de la Const. tom. 1. §. XVI,

res, & le Cardinal de Rohan même, ne peuvent s'empêcher de le supprimer, & croient qu'un précis de ce Rapport pourra faire le même effet, sans être sujet aux mêmes inconvénients. Mais ce Précis, non plus que ce Rapport, ne peut se soustraire aux mains du P. Tellier. Ainsi après qu'il a été fabriqué, fondu & refondu une infinité de fois, les Commissaires le trouvent encore si mauvais, qu'ils aiment mieux s'en passer. Ils se déterminent pour une *Instruction Pastorale*, où la bonne doctrine seroit développée, & qui étant publiée & adoptée par tous les Evêques auroit encore plus de force & d'autorité que le rapport ou le précis.

SECT. II.
Art. 4.
Ann. 1713.

En effet les explications auxquelles il avoit fallu en venir, données dans une *Instruction Pastorale*, adoptée & publiée, avoient quelque chose de plus authentique & de plus solennel, que si elles n'eussent été contenues que dans un rapport ou précis renfermé dans les Registres de l'Assemblée. C'étoit un parti qui déplaisoit au Pere Confesseur. Mais que faire? Faudra-t-il rejeter cette voie d'*Instruction Pastorale*, après avoir épuisé toutes les autres qui avoient pu être imaginées? Faudra-t-il prolonger à l'infini une affaire qui duroit déjà depuis trop long-tems?



SECT. II.
Art. 5.
Ann. 1713.

ARTICLE V.

ANNÉE 1713.

- *Inquiétudes de Clément XI & de ses Ministres , qui s'étoient attendu que la Bulle seroit reçue sans examen , & qui ont le chagrin d'apprendre qu'elle est retenue depuis près de trois mois comme sur la sellette. Le P. Tellier est obligé de ménager les esprits avec une nouvelle dextérité. Il consent à une Instruction Pastorale , destinée à renfermer des explications.*

DEja les Commissaires avoient travaillé près de trois mois , tant en particulier que dans plus de trente séances , pour tâcher de fixer les mauvais sens dont ils vouloient que les cent-une propositions fussent susceptibles ; & durant tout ce tems-là Clément XI & ses Ministres éprouvoient de cruelles inquiétudes. Sur la promesse du P. Tellier , & sur la parole qu'il avoit engagé le Roi à en donner , le Pontife s'étoit flatté que la Bulle seroit reçue sans examen , & publiée dans tout le Royaume par voie d'autorité. Il voyoit au contraire une nombreuse Assemblée d'Evêques , convoquée dans la Capitale du Royaume , présidée par le Cardinal approbateur du Livre condamné , une Commission de six Prélats établie , qui sous prétexte de chercher les moyens les plus convenables d'accepter la Constitution , en faisoit un examen rigoureux ; des projets d'explications qui coup sur coup

se formoient , & qui ne pouvoient s'exécuter sans que d'un côté la Constitution ne fût anéantie , & que de l'autre il ne se trouvât frustré des droits dont il avoit espéré que la Bulle le mettroit en possession. Le P. Tellier de son côté avoit à craindre que la lumière ne perçât jusqu'au Roi , & qu'à la fin on ne fît connoître à ce Prince l'abus énorme que le Pere Confesseur faisoit de sa confiance.

SECT. II.
Art. 5.
Ann. 1713.

Il consent donc à l'*Instruction Pastorale* , destinée à renfermer les explications & les divers sens que l'on cherchoit à attribuer aux propositions censurées ; mais c'est à condition que l'acceptation de la Bulle sera détachée & indépendante de ces explications ; & que pour mieux marquer cette indépendance , la même *Instruction Pastorale* ne sera faite qu'après l'acceptation , & néanmoins publiée avec la Constitution. Tel est l'expédient que le P. Tellier emploie pour contenter tout le monde. Les Commissaires adoptent ce merveilleux expédient , & s'y conforment en tout point. Il fut donc résolu & conclu entr'eux qu'on procéderoit sans délai à l'acceptation de la Constitution ; & que cependant le travail de l'*Instruction Pastorale* , dont on s'étoit déjà occupé , seroit continué jusqu'à ce qu'elle fût mise à son entière perfection.



ARTICLE VI.

ANNÉE 1713.

Artifice avec lequel ce Projet est concerté.

Sect. II.
Art. 6.
Ann. 1713.

O U'on se rappelle ce qui a été dit de la disposition si différente où étoient les esprits. Les Jésuites, Clément XI, la Cour de Rome, tous les zélés partisans, ne vouloient point d'acceptation de la Bulle jointe à des explications. Les Evêques, du moins pour la plupart, les Théologiens, le Public, étoient soulevés contre une acceptation pure & simple. Que pourra donc faire de mieux un homme comme le P. Tellier, que d'amener l'Assemblée générale des Evêques à une acceptation telle qu'elle vient d'être conclue par l'Assemblée particulière des Commissaires? Cette acceptation aura deux faces: en la regardant d'un certain côté, elle paroîtra pure & simple, entièrement détachée & indépendante de toute explication, puisqu'elle aura été faite avant que l'*Instruction Pastorale* eût été achevée. D'un autre côté, cette acceptation paroîtra limitée, restreinte, dépendante des explications, puisqu'elle n'aura été faite qu'après le rapport des Commissaires, prononcé de vive-voix par le Cardinal de Rohan, & qu'elle sera intimement liée à l'*Instruction Pastorale*, l'acte d'acceptation ne devant être rendu public qu'avec cette Instruction, & l'une & l'autre de ces pièces devant être renfermée

sous une seule & unique souscription.

Le P. Tellier prétend contenter ainsi tout le monde ; & il est digne d'un Jésuite de chercher à y réussir de la sorte , aux dépens de la vérité & de la sincérité. Mais les Evêques voudront ils dans leur Assemblée générale se conduire d'une manière si pleine de duplicité ? Seront-ils contents de l'étrange personnage que l'Assemblée particulière des six Commissaires , le Jésuite à leur tête , prétend leur faire jouer ? Contens ou non : il faudra bien que du moins ils fassent semblant de l'être , de peur de quelque fâcheux accident. Il y a bien peu de gens , & moins qu'on ne pense , qui ne soient point étourdis & intimidés quand on vient à *faire sonner la grosse cloche*. Louis XIV. souhaite extrêmement , aussi bien que le Pape , de voir l'Assemblée finie , & la Constitution reçue ; il se persuade qu'après cela la paix va être enfin rétablie : il sait que les Evêques sont convenus sur l'acceptation de la Bulle , & qu'il n'est plus question que de la manière dont il faut l'accepter ; tout cela ne lui paroît plus qu'une formalité sur laquelle il ne croit pas qu'il faille être scrupuleux. Telles sont les idées qu'on lui a fait concevoir de cette affaire. Or , qui d'entre tous les Prélats de cette Assemblée générale aura le courage d'aller le traverser dans ses idées , & s'exposer à encourir tout le poids de son indignation ? De peur néanmoins que contre toute vraisemblance , quelque chose de pareil n'arrive , le P. Tellier saura prendre ses précautions : nous allons voir comment en effet il s'y prit au moyen des fameux & puissans acteurs qu'il mit en œuvre pour s'assurer des

SECT. II.
ART. 6.
Ann. 1713.

suffrages des Evêques avant la tenue de l'Assemblée générale.

ARTICLE VII.

ANNÉE 1714.

Préparatifs de l'Assemblée générale où devoit se faire l'acceptation de la Bulle. Comment on s'y prend pour s'assurer du suffrage de presque tous les Prélats. Fêtes Pontificales données pendant trois jours chez le Cardinal de Rohan, dans lesquelles la délicatesse, la profusion, la magnificence regnent également.

SECT. II.
Art. 7.
Ann. 1714.

Hist. de la
Const. p.
139.

Cette Assemblée où devoit se faire incessamment l'acceptation si désirée par Louis XIV, & encore plus par Clément XI, avoit été indiquée pour le 15 Janvier 1714, & devoit être continuée les jours suivans jusqu'à l'entière conclusion de cette grande affaire. Or pour s'assurer, ainsi que nous venons de le dire, des suffrages de tous les Prélats qui devoient y opiner, il est résolu qu'on les distribuera tous quelques jours auparavant, en quatre bandes, & qu'on les invitera successivement pendant quatre jours à venir dîner à l'Hôtel de Soubise, sous prétexte de leur communiquer le projet d'acceptation & l'Instruction Pastorale, mais en effet pour les engager à y donner leur approbation, afin que les délibérations qui se feront ensuite dans l'Assemblée générale ne soient plus qu'une simple cérémonie, & qu'on puisse

dès auparavant compter avec certitude sur la pluralité des voix.

On emploie le Mardi 9 Janvier, & les trois jours suivans, à ces Fêtes Pontificales, où regnent également la délicatesse, la profusion, la magnificence *, assaisonnées par des conversations vives & légères. Avant & après ces festins, on fait aux Evêques une lecture rapide du projet d'acceptation & de l'Instruction Pastorale : ensuite le Cardinal de Rohan étale tout ce que son éloquence & sa facilité naturelle lui fournissent de plus éblouissant, & met en usage tout l'art séduisant d'une politesse ingénieuse, pour gagner les suffrages & mériter des applaudissemens. Il représente avec adresse la nécessité des ménagemens : il fait espérer que le concert applanira tout ce qui peut rester de difficultés, & étouffera pour jamais cette dispute. Il montre enfin le Pape & le Roi réunis pour accabler infailliblement ceux qui s'écarteront de l'avis commun. Presque tous les Prélats se rendent ; car quel moyen de résister à des raisons si convaincantes ? Aussi les plus fermes ont avoué dans la suite, qu'ils avoient été ébranlés.

M. de Bissy de son côté ne néglige rien pour attirer à lui ses confrères. Afin d'y réussir plus sûrement, il proportionne ses discours & ses exhortations aux dispositions de ceux avec

SECT. II.

Art. 7.

Ann. 1714.

Ibid.

Et Journ.

d'Orf. t. 1.

p. 171.

* On y étoit servi, dit M. d'Orfanne, en vaisselle d'argent & de vermeil ; tout y étoit d'une délicatesse si grande, que quelques-uns n'en furent pas édifiés. Il y en eut qui firent cette réflexion, que les Evêques du vieux temps se préparoient à l'examen des dogmes de la Religion par la prière & par le jeûne.

SECT. II.
Art. 7.
Ann. 1714.

qui il a à traiter. Il fait entendre aux uns que les propositions sont condamnées en elles-mêmes sans toucher à la personne du Pere Quésnel ; aux autres , que les propositions ne sont pas condamnées en elles-mêmes , mais seulement à cause des mauvais sens & des intentions perverses de leur Auteur. Tantôt il dit que la Bulle est obscure, qu'elle a besoin d'explication : tantôt il ne fait pas difficulté de convenir qu'elle est claire ; mais il prétend qu'elle est profonde. Aux uns il vante le long examen qu'on a fait de la Constitution , *que l'on tient* , dit-il , *sur la sellette depuis trois mois* ; aux autres l'attention qu'on a eue de régler tout de façon , que bien que l'acceptation soit présentée comme faite avant & indépendamment de l'Instruction Pastorale , cette acceptation néanmoins ne sera rendue publique que conjointement avec l'Instruction Pastorale. Enfin il n'épargne ni promesses , ni menaces , ni caresses pour parvenir à son but.

Tous ces mouvemens , tant de la part de M. de Bissy , que de la part du Cardinal de Rohan , ne sont pas sans fruit pour le Pere Tellier. Il parvient à se voir assuré des suffrages de plus des trois quarts des Prélats qui dans trois jours devoient composer l'Assemblée générale. Mais les mouvemens & les mesures prises dans les assemblées particulieres de l'Hôtel de Soubise , ayant fait juger à plusieurs Evêques , * que l'Assemblée générale

* Ces Prélats étoient MM. d'Hervaux , Archevêque de Tours , de Bethune , Archevêque de Verdun , de Noailles , Evêque de Châlons sur Marne , Dreux , Evêque de Bayonne , de Caylus , Evêque d'Auxerre , de Langre , Evêque de Boulogne , de Clermont , Evêque de Laon.

ne se tiendroit que pour la forme ; ils se rendent le 12 chez le Cardinal de Noailles pour délibérer ensemble sur ce qu'ils auroient à faire : leur résolution est de ne point se trouver à cette Assemblée. Ils en donnent avis au Roi par une Lettre commune, & lui en marquent les raisons, dont la principale est le peu de sincérité & de bonne foi qui paroît dans les moyens par lesquels on vouloit faire redevoir la Constitution. Cette Lettre sembloit devoir faire naître quelques soupçons dans l'esprit du Prince par rapport à ceux qui abusoient de sa confiance. Mais ces Prélats ne sont point écoutés. Pour répondre à leur Lettre, ils reçoivent ordre d'assister jusqu'à la fin aux séances de l'Assemblée : ils obéissent, mais sans se départir de leur premier sentiment.

SECT. I.
Art. 7.
Ann. 1714.

ARTICLE VIII.

ANNÉE 1714.

Premieres séances de cette Assemblée durant lesquelles le Cardinal de Rohan fait son rapport. Excellent conseil de saint Léon donné à Théodose, & proposé par le Cardinal de Noailles à l'Assemblée.

LE lundi 15 Janvier, commencent les séances de l'Assemblée générale, pour délibérer sur l'acceptation de la Constitution. Il s'y trouve quarante-neuf, tant Cardinaux, qu'Archevêques & Evêques, du nombre desquels furent MM. de S. Malo & de Senez, qui n'é-

SECT. II.
Art. 8.
Ann. 1714.
Hist. de la
Constit. to.
I. p. 143 &
144.

SECT. II.
ART. 8.
Ann. 1714.

Journal
d'Oisneau,
t. 1. p. 176.
& 177.

toient arrivés que depuis très-peu de jours. Le Cardinal de Rohan commence ce jour-là son rapport, & le continue les Mardi, Vendredi & Samedi suivans, & le Lundi 22 il le finit. Ce rapport parut à presque tous les Evêques, moins celui d'un Juge neutre, que le plaidoyer d'un homme passionné. Cette Eminence y invectiva contre le P. Quesnel, qu'il accusa de corrompre la pureté de la loi divine. Il n'y épargna pas même le Cardinal de Noailles; & quelques amis ayant voulu l'engager à ménager un peu davantage son Confrère, il leur dit *qu'il avoit ses ordres*. En effet il n'y avoit pas une feuille de ce rapport qui n'eût été concertée avec M. de Bissy & avec le P. Tellicr: le style aigre & emporté du P. Doucin s'y faisoit beaucoup plus sentir que les tours délicats & gracieux, si naturels au Cardinal de Rohan.

Ibid.

Ce rapport fini, le Cardinal de Noailles demande à MM. les Commissaires l'avis du Bureau. Alors le Cardinal de Rohan reprenant la parole, dit: » Que l'avis du Bureau
» étoit, que les Evêques devoient reconnoître dans la Constitution la doctrine de
» l'Eglise, la recevoir avec respect & soumission, & en conséquence condamner avec
» le Pape, le Livre des réflexions morales,
» & les 101 propositions qui en ont été extraites, de la manière & avec les mêmes
» qualifications que le Pape les avoit condamnées; qu'il seroit fait un modèle d'*Instruction Pastorale* que les Evêques de l'Assemblée adopteroient, & que les autres seroient exhortés de recevoir & de faire publier dans leurs Diocèses; qu'on écriroit
» au Pape pour le remercier du zèle qu'il a

» fait paroître dans la condamnation du Li-
 » vre des Réflexions, & au Roi pour le re-
 » mercier de la protection continuelle qu'il
 » donne à l'Eglise, & le supplier d'accorder
 » ses Lettres-Patentes pour la publication de la
 » Constitution. »

SECT. II.
 Art. 8.
 Ann. 1714.

Après que le Cardinal de Rohan eut dit
 l'avis de la Commission, & que les cinq
 Commissaires eurent adhéré, le Cardinal de
 Noailles, avant de mettre la matière en dé-
 libération, dit, entre autres choses, que
 dans une conjoncture si importante & si diffi-
 cile, il croyoit devoir proposer le conseil que
 S. Léon donna à Théodose. * *Major ex toto
 orbe Sacerdotum numerus congregetur : genera-
 lisque Synodus celebretur : quæ omnes offension-
 es ita aut repellat, aut mitiget, ne ultra
 aliquid sit vel in fide dubium, vel in charita-
 te divisum.* C'étoit proposer en quelque sorte
 la demande d'un Concile général. Heureux
 ce Cardinal s'il s'en étoit toujours tenu à en-
 visager ainsi cette grande affaire, sans s'arrê-
 ter à demander vainement des explications
 par rapport à une Bulle très-claire, & à les
 demander à un Pape qui s'offensoit qu'on
 affectât de trouver obscur ce qui au fond ne
 l'étoit point, & qu'il assuroit lui-même
 avoir été mis dans la dernière évidence !

Ibid.

L'Archevêque de Tours, premier opinant,
 & l'un des Prélats unis au Cardinal de Noail-
 les, dit en substance, que comme la Consti-

Journal
 d'Orfanne,
 t. 1. p. 181.

* Ep. 39. chap. 2 & 3. » Que l'on assemble de toute
 » la terre un plus grand nombre de Prêtres, & que
 » l'on tienne un Concile général ; qui écarte ou leve
 » toutes les difficultés, de manière qu'il ne reste plus
 » aucun doute en ce qui concerne la foi, ni aucune
 » division dans la charité. »

SECT. II.
Art. 8.
Ann. 1714.

truction avoit pour objet la condamnation de beaucoup d'erreurs, on ne pouvoit proposer à des Evêques de l'accepter, sans avoir auparavant fixé & déterminé ces erreurs, dont il falloit qu'ils eussent des idées claires & distinctes : que puisqu'on étoit résolu de les fixer & de les déterminer dans une *Instruction Pastorale*, il croyoit qu'on devoit commencer par dresser cette Instruction, qui devoit être le fondement & le principal motif de l'acceptation : qu'ainsi avant d'opiner, il demandoit qu'on y travaillât de telle manière qu'on mît à couvert les vérités de la foi, la paix de l'Eglise & les maximes de l'Etat ; & que c'étoit-là un préalable qu'il croyoit absolument nécessaire.

Cette demande est mise en délibération par le Cardinal de Noailles, & presque tous la rejettent : il n'y a que les Prélats attachés à cette Eminence, qui y insistent : on remet au lendemain mardi à délibérer de nouveau là-dessus.



ARTICLE IX.

ANNÉE 1714.

Les mêmes séances continuent. Le Cardinal de Noailles fait au nom des Evêques qui lui étoient attachés, & au sien, une déclaration pleine de ménagemens qui pouvoient être excessifs en bien des choses, mais qui ne servoient pas peu à mettre les ennemis de la vérité dans leur tort.

LE Mardi 23 Janvier, après la messe du Saint-Esprit, tous les Evêques s'assemblent. M. de Tours premier opinant, dit, que la demande qu'il avoit faite la veille lui paroissoit si juste qu'il y persistoit; ajoutant que lorsque l'*Instruction Pastorale* seroit faite, & qu'il l'auroit trouvée suffisante, il opineroit sur le fonds. Les Prélats attachés au Cardinal de Noailles embrassent le même avis, & quarante autres opinent pour accepter. Suivant le projet des Commissaires, l'Evêque de Meaux, M. Voisin, le P. Tellier & quelques autres avoient parlé si fortement au nom du Roi, pour engager tous les Evêques à penser comme le Cardinal de Rohan, qu'il n'y en eut aucun qui ne crût se brouiller avec le Roi, s'il prenoit un autre parti. La conversion de l'Evêque d'Auxerre en étoit une preuve: M. Voisin l'exorcisa si bien au nom du Roi, qu'il se rendit. Ce Prélat a révoqué dans la suite son acceptation; mais depuis on l'a toujours vû croître en lumière, en fermeté & en zèle pour la défense de la vérité.

SECT. II.
ART. 9.
Ann. 1714.

Ibid. p.
182.

SECT. II.
ART. 9.
Ann. 1714.

Ibid. p.
184 & 185.

Le Dimanche 28 Janvier, le Cardinal de Noailles reçoit la première partie de l'*Instruction Pastorale* : le Lundi on lui envoie la seconde, & le Mardi la troisième. Aussitôt il communique le tout à l'Archevêque de Tours, à l'Evêque de Boulogne & à l'Evêque de Bayonne, qui travaillent chacun de leur côté à faire des notes sur les endroits qui leur paroissent avoir besoin de correction. Mais ils apprennent le Lundi que leur travail est inutile, & que le Cardinal de Noailles a reçu ordre du Roi d'assembler les Evêques le Jeudi suivant pour délibérer sur cette *Instruction Pastorale*, & ensuite l'adopter.

Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
16. &
Journal
d'Orf. t. 1.
p. 186.

Le Jeudi matin 1^{er} Février, les Evêques s'assemblent à l'Archevêché pour entendre la lecture de l'*Instruction Pastorale*, & on remet la délibération à l'après-dîné. Avant d'en venir à cette délibération, le Cardinal de Noailles, fait au nom des Evêques qui lui étoient attachés, & au sien, une déclaration pleine de ces égards & de ces ménagemens qui lui étoient ordinaires & peut-être poussés trop loin, mais qui ne servoient pas peu à mettre ses ennemis & ceux de la vérité, de plus en plus dans leur tort. Il dit : « qu'il étoit chargé de faire connoître à l'Assemblée, que les huit Prélats * qui s'étoient déclarés ne pouvoient être de l'avis commun, non plus que lui, ne pouvoient aussi opiner sur l'*Instruction Pastorale*, parce qu'ils se voyoient obligés de prendre un parti différent ; que ce parti étoit de re-

* Ces huit Prélats étoient l'Archevêque de Tours, & les sept Evêques de Verdun, de Châlons, de Bayonne, de Boulogne, de Laon, de S. Malo, & de Senes.

» courir au Pape pour lui proposer leurs diffi-
» cultés, & de supplier sa Sainteté de leur
» donner le moyen de calmer les consciences
» allarmées, de soutenir la liberté des
» Ecoles Catholiques, & de conserver la paix
» dans leurs Eglises; qu'ils avoient, dès le
» commencement, désiré que tous les Evê-
» ques se réunissent à cet avis, l'ayant tou-
» jours cru le meilleur; qu'il est en effet le
» plus régulier & le plus canonique, le plus
» respectueux pour le Pape, & le plus con-
» forme aux exemples & à la pratique, soit
» des Evêques particuliers, soit des Conciles,
» quand ils se sont trouvés en pareil cas;
» qu'il est aussi le plus sûr pour ceux qui le
» suivront, & le plus utile pour l'Eglise,
» au bien de laquelle le concert entre le
» Chef & les membres est toujours néces-
» saire; qu'étant déterminés à suivre ce sen-
» timent, leur présence ne seroit pas néces-
» saire à la délibération qu'on alloit pren-
» dre; qu'ils y assisteroient néanmoins jus-
» qu'à la fin, parce que le Roi l'ordonnoit,
» & qu'ils ne vouloient perdre aucune occa-
» sion de lui donner des preuves de leur
» obéissance; mais qu'ils ne seroient que de
» simples témoins de ce que feroient leurs
» Confreres; bien fâchés de n'y pouvoir plus
» prendre de part; qu'au surplus ils les assu-
» roient que la différence d'avis ne les em-
» pêcheroit pas de conserver les sentimens
» qui étoient dûs à leur caractère & à leurs
» personnes; & qu'ils n'auroient pas moins
» de zèle que les autres pour combattre les
» erreurs que le saint Pere avoit prétendu
» condamner par sa Constitution, lorsqu'ils
» en seroient éclaircis par lui-même; senti-

SECT. II.
ART. 9
Ann. 1714

SECT. II.
ART. 9.
Ann. 1714.

» mens dont ils ne se départiroient jamais ;
» & qu'ils feroient paroître en toute occa-
» sion & selon toute l'étendue de leur de-
» voir ; qu'en un mot , ils n'auroient point
» dans la suite de cette affaire d'autre in-
» tention que de conserver la vérité , l'uni-
» té & la paix.

ARTICLE X.

ANNÉE 1714.

Observation sur cette déclaration du Cardinal de Noailles. Elle est l'un des points les plus importans dans l'histoire de cette grande affaire.

SECT. II.
ART. 10.
Ann. 1714.

Cette déclaration du Cardinal de Noailles, faite en son nom, & au nom des huit Evêques qui lui étoient attachés, est un des points les plus importans dans l'histoire de la Bulle. Elle exige que nous nous arrêtions ici sur quelques-uns des traits qu'elle renferme.

1°. *Le parti de recourir au Pape pour lui proposer leurs difficultés , &c. est le plus conforme aux exemples & à la pratique , soit des Evêques particuliers , soit des Conciles , quand ils se sont trouvés en pareil cas. Seroit-il aisé de montrer que des Evêques , ou des Conciles mêmes , se fussent jamais trouvés en pareil cas , & que vis-à-vis d'une pareille Bulle , ils se fussent humblement adressés au Pape pour le supplier de vouloir les tirer de peine & d'embarras en s'expliquant ?*

2°. Le parti de recourir au Pape est aussi le plus sûr & le plus utile pour l'Eglise, au bien de laquelle le concert entre le chef & les membres est toujours nécessaire. Quand nos Evêques de France ont dit à un Pape : *Si excommunicaturus veneris, excommunicatus abibis* ; y avoit-il entre ce Pape & eux, ce concert toujours nécessaire ? Quand des Papes ont erré dans la foi, quand ils ont été déposés dans des Conciles, y avoit-il entre ces Conciles & ces Papes, ce même concert qu'on donne comme toujours nécessaire ? Concert entre les Evêques & le Pape, représenté comme entre les membres & le chef. L'expression de *membres* consacré pour marquer l'union intime qu'ont tous les vrais fidèles avec Jesus-Christ leur chef, & le chef de toute l'Eglise, chef invisible, mais vraiment essentiel, vraiment en tout tenu, & toujours sans nulle interruption, nécessaire, cette expression est elle bien appliquée à des Evêques, pour exprimer ce qu'ils sont à l'égard du Pape, à qui l'on a donné avec raison dans l'Eglise la qualité de *Chef*, mais seulement ministériel ? L'Episcopat est *un* dans l'Eglise ; oui, solidement *un* dans le Pape, le premier des Evêques.

3°. Ils ajoutent qu'ils n'auroient pas moins de zèle que les autres, pour combattre les erreurs que le Saint Pere avoit prétendu condamner par sa Constitution, lorsqu'ils en seroient éclaircis par lui-même, ou, comme dit M. d'Orsanne, qu'ils n'avoient pas moins de zèle qu'eux contre des erreurs qu'ils croyoient que le Pape avoit condamnées. Mais qu'étoit-ce donc que ces erreurs ? Le Pape ne s'étoit-il pas assez expliqué là-dessus ? En fal-

SECT. II.
ART. 13.
Ann. 1714.

SECV. II.
ART. 10.
Ann. 1714.

loit-il chercher la preuve ailleurs que dans sa Bulle? N'étoit-il pas clair & palpable, par le texte même de cette Bulle, que ces erreurs n'étoient autre chose que ce corps entier de Doctrine Catholique & Apostolique, défendu par MM. de Port Royal, contre le Corps de Doctrine erronée, enseigné & soutenu par toute la Société? Falloit-il que ces Evêques qui sembloient être alors les premiers & les principaux défenseurs de la vérité, prissent ainsi le change, & le fissent prendre à tant d'autres! Voila à quoi l'on s'expose par de fausses idées de paix, & par des ménagemens trop humains.

ARTICLE XI.

ANNÉE 1714.

Le Cardinal de Noailles & les huit Evêques qui lui sont unis se retirent de l'Assemblée pour écrire au Roi & lui rendre compte des raisons qui les ont empêchés de suivre l'avis des Quarante. Ils s'expriment fortement : combien ils étoient fondés à s'exprimer de la sorte.

SECV. II.
ART. 11.
Ann. 1714.

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 186. &
187.

LEs huit Prélats unis au Cardinal de Noailles délibérant ensuite chacun à leur tour, ne font qu'adhérer à la déclaration que ce Cardinal venoit de faire en leur nom & au sien; & les Quarante, après avoir accepté l'Instruction Pastorale, conviennent de s'assembler le Lundi 5 Février pour signer le Procès-verbal, & lire les deux Lettres

qu'ils se disposoient à envoyer, l'une au Pape, & l'autre aux Evêques absens. En même tems le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui sont unis, se retirent pour écrire au Roi, & lui rendre compte des raisons qui les avoient empêchés de suivre l'avis des quarante autres Prélats; & ils ne lui dissimulent point que ç'a été parce que l'acceptation proposée dans l'Assemblée a été faite avec duplicité, pour tromper le Pape; & que dans le même tems que les Prélats déclarent d'un côté qu'ils ne reçoivent la Constitution que dans le sens des explications contenues dans l'Instruction Pastorale, ils dressent d'une autre part un acte qui fait paroître au Pape qu'elle est acceptée purement & simplement; & qu'enfin l'Instruction Pastorale est d'ailleurs insuffisante pour mettre la vérité à couvert, & donner la paix à l'Eglise.

Ces Evêques avoient bien raison de parler ainsi de cette Instruction: ils auroient pu en parler même comme d'un chef-d'œuvre d'artifice & de malignité. C'est ce que l'on fit voir dans divers écrits qui parurent alors, & particulièrement dans l'excellent ouvrage de M. Petit-pied, intitulé: *Examen Théologique*, où ce célèbre Docteur a pris autant de soin pour mettre la vérité dans tout son jour, que l'Auteur de l'Instruction des Quarante en a pris à la défigurer, à l'obscurcir, à l'altérer. Cette Instruction passe pour être en partie l'ouvrage du Docteur Targni, * qui après avoir été attaché à la bonne doctrine, s'étoit livré aux Jésuites. On prétend y fixer

SECT. II.
ART. II.
Ann. 1714.

* On peut voir dans l'Histoire de la Constitution, tom. 1. §. XXVII. le Portrait de ce Docteur.

SECT. II.
ART. II.
AN. 1714.

le sens dans lequel on veut que la plupart des propositions soient condamnables. On en omer plusieurs sous prétexte que le venin en est visible. Cependant beaucoup de celles qu'on met dans ce rang, sont prises presque mot à mot des Peres, & sont encore plus clairement vraies que les propositions dont l'Instruction Pastorale fait mention. C'est ce qui fait croire avec fondement que ç'a été la difficulté d'y trouver un mauvais sens, qui a fait prendre aux Auteurs de cette pièce ce tour artificieux.

Pour trouver un prétexte à la condamnation des autres propositions, on s'y prend de deux manieres : la premiere est d'altérer & d'affoiblir la bonne doctrine ; ce qui va quelquefois jusqu'à soutenir des erreurs visibles. Par exemple, pour trouver condamnables les propositions où il est dit que la crainte seule ne change point le cœur, & n'exclut point la volonté de pécher ; on y établit que la crainte de l'enfer, qu'on appelle surnaturelle, ne laisse pas le cœur livré au péché. C'est ainsi qu'on donne à la crainte de l'enfer la force de détruire le péché & de justifier le pécheur ; & on avance cette doctrine erronée, comme un dogme de la foi Catholique. C'est la remarque que font les quatre Evêques dans leur excellent Mémoire.

La seconde maniere est d'attribuer aux propositions des sens forcés & éloignés de toute vraisemblance, & d'imputer au P. Quelnel des intentions criminelles. La condamnation de la proposition quarante-une est un exemple frappant de cette injustice. Les Auteurs de l'Instruction Pastorale la trouvent mauvaise,

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 151

& supposent que le P. Quesnel , lorsqu'il dit qu'une excommunication injuste ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir , a voulu parler d'un faux devoir & d'une excommunication qui n'est injuste qu'en idée ; car ils avouent , que s'il s'agit d'une excommunication vraiment injuste & d'un vrai devoir , la proposition renferme une vérité à laquelle on ne peut se refuser. N'est-ce pas dire que le P. Quesnel est condamnable , supposé qu'il ait dit le contraire de ce qu'il dit en effet ? N'est-ce pas avouer qu'il est innocent dans le tems même qu'on le condamne ? En voilà assez pour donner une idée juste de cette fameuse Instruction Pastorale , appelée communément l'*Instruction des Quarante* , à cause de l'acceptation qui en a été faite par ces quarante Prélats.

SECT. II.
ART. II.
Ann. 1714.



ARTICLE XII.

ANNÉE 1714.

Derniere séance de l'Assemblée des Quarante , dans laquelle ils finissent cette grande affaire comme ils l'avoient commencée , c'est-à-dire , de maniere que ni dans la convocation de cette Assemblée mémorable , ni dans toute la conduite qu'elle a tenue , on ne voit rien qui puisse la faire regarder comme une Assemblée canonique & reguliere. La plupart des Evêques mêmes qui la composoient , n'en parloient pas autrement.

Sect. II.
Art. 12.
Ann. 1714.

LE Lundi 5e Février , tous les Evêques s'assemblerent pour terminer , ainsi qu'ils en étoient convenus , toute cette importante affaire. La séance commença par un petit discours du Cardinal de Rohan sur l'attention qu'il avoit eue de conduire jusqu'à ce moment , toutes choses de la maniere qu'il avoit cru le plus convenable , en sorte que tous ceux qui y prenoient intérêt fussent satisfaits : ajoutant qu'au surplus les éloges qu'il avoit reçus de toute l'Assemblée , le dédomageoient avantageusement des peines qu'il s'étoit données : mais que néanmoins il conservoit toujours dans le cœur une vive douleur , que le tout ne pût finir avec une parfaite unanimité. Il lit ensuite les Lettres écrites au Pape & aux Evêques absens. Les Quarante délibèrent seuls sur ces Lettres , & y applaudissent. On termine enfin la séance

par la lecture que fit l'Abbé de Broglie du Procès-verbal dans lequel étoient insérées l'Instruction Pastorale, approuvée dans la séance du Jeudi précédent, & les Lettres écrites tant au Pape qu'aux Evêques absents; & le tout fut renfermé sous une seule & même signature des Quarante. Pour le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui étoient unis, ils signèrent seulement la déclaration que son Eminence avoit faite le Jeudi, tant en son nom, qu'au leur.

SECT. II.
ART. 12.
Ann. 1714.

C'est ainsi que finit cette Assemblée, si mémorable par les suites qu'elle a eues, & sur laquelle tout le monde Chrétien, Catholique & Hérétique, avoit les yeux attachés; sans que ni dans sa convocation, ni dans la manière dont l'affaire y avoit été traitée, qui que ce soit apperçût rien qui pût la faire regarder comme une Assemblée canonique & régulière.

Il est étonnant de voir comment ces quarante Evêques après leur signature parloient eux-mêmes du parti qu'ils avoient pris. L'Evêque de Soissons, partout où il se trouvoit, & où on lui faisoit des reproches de l'avis de la commission, disoit : » Que dans le fond » ce n'étoit pas le sien; qu'il avoit toujours » voulu, qu'après avoir condamné le Livre, » on s'adressât au Pape pour le prier de dé- » terminer le sens erroné des propositions; » que tout ce qu'on avoit fait ne valoit rien; » que l'Instruction Pastorale n'étoit pas suffisante pour mettre la vérité à couvert; » que quand il seroit dans son Diocèse, il » feroit un Mandement qui y suppléeroit; » qu'il étoit aisé de voir que tout ceci dès » son origine, c'est-à-dire, à le prendre dès

Ibid. p.
188. 189.

SECT. II.

Art. 12.

Ann. 1714.

» la Lettre des Evêques de Luçon & de la
» Rochelle , étoit un myltère d'iniquité. »

Ibid. La plupart de ces Quarante Prélats n'en parloient pas beaucoup mieux que l'Evêque de Soissons. On questionna fort pour lors l'Evêque du Mans pour savoir s'il étoit vrai qu'il eût dit : *qu'il étoit très-douteux si le parti que les Quarante avoient pris , mettoit la foi à couvert , mais que certainement il n'y mettoit pas la bonne foi.* Ce Prélat en convint en présence de presque autant d'Evêques , qu'il y en avoit eu dans l'Assemblée. On se rappeloit en même-tems ce qu'il avoit dit en opinant : *On convient de la nécessité de donner des explications : mon avis est donc qu'on en donne , & qu'on défende de lire la Constitution sans ces explications , afin qu'elles lui servent de contre-poison.*

L'Evêque de Vence , depuis Archevêque de Vienne , dinant un jour à Sainte Geneviève , dit en présence des PP. Polinier , Ribierolles , & du P. Subtil , Curé de S. Etienne-du-mont , *que la Constitution étoit très-mauvaise ; qu'elle condamnoit des propositions qui n'étoient souvent que des expressions & des sentimens des SS. Peres.* On lui demanda pourquoi donc il l'avoit acceptée , lui qui étoit Evêque & Juge de la foi ? Tout ce qu'il répondit , ce fut : *qu'il n'avoit pas été possible de faire autrement , sans s'arracher le blanc des yeux & se battre des uns contre les autres ; que le Roi l'avoit voulu ; & que s'avoit été la réponse ordinaire des Quarante : Le Roi le veut , il faut obéir. Il viendra un tems , ajoutoit-il , que l'on cassera tout ce que nous avons fait.*

ARTICLE XIII.

ANNÉE 1714.

La résolution prise par le Cardinal de Noailles & par les Evêques qui lui sont unis, d'écrire au Pape, déplut au Pere Tellier. Louis XIV. ne leur permet point de le faire. Le Cardinal de Noailles reçoit défense de paroître à la Cour : les autres Prélats sont exilés dans leurs Diocèses, & menacés des traitemens les plus injurieux.

LE même Lundi 5 Février, après que les quarante Prélats eurent signé le Procès-verbal, & qu'ils se furent retirés, ceux qui étoient attachés au Cardinal de Noailles s'assemblerent chez lui au nombre de huit, pour signer avec lui la Lettre très-respectueuse qu'ils s'étoient proposé d'écrire au Pape, afin de l'instruire de ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée générale des Evêques, & le supplier de lever leurs difficultés sur la Bulle, & de les mettre en état de la recevoir par de bonnes explications. La résolution de ces Prélats, quoique modérée à l'excès, déplut au P. Tellier, & par conséquent à Louis XIV. Ce Prince ne leur permit pas d'écrire au Pape en commun, & il exigea qu'ils eussent à lui communiquer leurs Lettres avant que de les envoyer à Rome. Enfin le Jeudi au soir, 8 Février, ils reçurent l'ordre de se retirer dans leurs Diocèses. Pour le Cardinal de Noailles, il eut défense de paroître à la Cour.

Sect. II.
Art. 11.
Ann. 1714.
Ibid. p.
190. 191.

SECT. II.
ART. 13.
Ann. 1714.

Ibid. p.
192. 193.

Ces huit Evêques étoient l'Archevêque de *Tours*, les Evêques de *Verdun*, de *Laon*, de *Châlons*, de *Senes*, de *Boulogne*, de *S. Malo*, & de *Bayonne*. Leur exil fut regardé comme le fruit du voyage du Cardinal de *Rohan* & de *M. de Meaux*, qui étant allés le Mercredi à Versailles présenter au Roi la délibération des *Quarante*, s'y étoient déchainés, à l'instigation du P. Confesseur, contre le Cardinal de Noailles & les Prélats qui lui étoient unis, auxquels ils firent dire qu'ils pourroient bien trouver quelque autre ordre encore, lorsqu'ils seroient dans leurs Diocèses; qu'on attendoit un *Rescriptum Apostolicum*, portant que si dans quinze jours ils ne se réunissoient à la pluralité, un Evêque voisin auroit la commission de Sa Sainteté pour publier la Constitution dans leurs Diocèses; qu'on feroit procéder contre eux, & que tout cela seroit soutenu par le Roi. Ces menaces n'ébranlent, des huit que nous venons de nommer, que l'Evêque de *Laon*.



A R T I C L E X I V .

ANNÉE 1714.

Le P. Tellier engage le Roi à faire dresser des Lettres-Patentes qui portent injonction à tous les Evêques & Archevêques du Royaume de se conformer à tout ce qui a été fait par l'Assemblée des Quarante. Résistance que les Gens du Roi & le Parlement apportent à l'enregistrement de ces Lettres. Comment elles sont enfin enregistrées.

EN même-tems que l'ordre pour leur exil fut signifié à ces Evêques , le Roi toujours sollicité par son Pere Confesseur, voulant selon la parole qu'il en avoit donnée à Clément XI. revêtir de l'autorité la plus solennelle ce qui avoit été réglé dans l'Assemblée, quoiqu'elle ne formât pas la troisième partie des Evêques du Royaume , fit dresser des Lettres-Patentes où furent insérées ces paroles essentiellement contraires aux droits inviolables de l'Episcopat : *Exhortons à cette fin [que la Bulle soit acceptée] & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques de notre Royaume de la faire lire & publier , &c.* L'ordre fut donné au premier Président de se rendre à Versailles pour conférer sur l'enregistrement de ces Lettres-Patentes , & d'y venir sans être accompagné du Parquet : cet ordre lui fut adressé dès le jour que les huit Evêques reçurent la Lettre de cachet qui les exiloit.

SECT. II.
Art. 14.
Ann. 1714.

Le Vendredi 9 Février, les Gens du Roi eurent ordre de se rendre aussi à Versailles. Les trois Avocats-Généraux sentoient les inconvéniens des Lettres-Patentes, & étoient résolus de les représenter au Roi. Lorsqu'ils parurent en sa présence, il leur déclara sa volonté absolue. Cependant l'Avocat-Général Joly de Fleury ne laissa pas de lui faire remarquer que jamais on n'avoit donné des Lettres-Patentes pour des Assemblées d'Evêques seulement *in comitatu*. Le Roi l'interrompt, & lui dit qu'il voit bien qu'ils ne sont venus que pour lui faire des difficultés. Il paroît néanmoins dans la suite disposé à se relâcher sur le terme *enjoignons*, pour ne laisser subsister que celui d'*exhortons*. Il écoute sans s'impatienter le Procureur-Général qui lui fait un dénombrement des divers embarras qui se trouvent dans cette affaire, sur le défaut d'unanimité, sur l'exécution dans les Diocèses, sur la distinction des autorités temporelles & spirituelles, & remet pour les entendre de nouveau au Mardi suivant.

Lorsque le premier Président & les Gens du Roi retournèrent à Versailles, l'esprit du Prince se trouva tout changé par la faction du P. Tellier. On lui avoit fait entendre que le terme *enjoignons* étoit nécessaire, soit pour réduire les Evêques à la nécessité d'accepter, soit pour rendre en particulier le Cardinal de Noailles coupable de désobéissance, s'il refusoit, & avoir un prétexte pour saisir son temporel. Loin donc que le Roi consente à la suppression du terme *enjoignons*, il dit qu'il veut qu'on s'en serve : *Je vous l'ordonne*, ajoute-t-il. Le premier Président lui ayant représenté que les Gens du Roi ne pas-

feront jamais ce mot : *s'ils ne le font*, dit le Prince, *je substituerai à leurs charges & les obligerai à s'en défaire.* L'Avocat Général en quittant ce Prince ose encore lui demander si c'est donc sa volonté qu'on mette le terme *enjoignons* ? *Oui, je le veux*, reprit-il ; *je vous l'ai, ce me semble, assez répété.*

SECT. II.
ART. 14.
Ann. 1714.

Après une volonté si absolue & si expressément marquée, l'Avocat-Général entre le Jeudi 13 Février, pour requérir l'enregistrement, & laisse ses Conclusions sur le bureau. On vient à l'enregistrement accompagné de modifications & restrictions. Mais malgré ces modifications & restrictions, cet enregistrement ne se fait que contre l'inclination connue des Magistrats. Plusieurs s'absentent : un nombre d'environ cent Conseillers des Enquêtes, ne veulent point prendre séance, & se tiennent colés contre la muraille, près la porte, comme simples spectateurs. La publication de l'Arrêt ne se fait les jours suivans, qu'avec de grandes précautions. Les Colporteurs ont défense de crier dans les rues les Lettres-Patentes & l'Arrêt d'enregistrement, & ne font que les présenter aux passans.



ARTICLE XV.

ANNÉE 1714.

Observation où l'on examine les caractères de cet enregistrement : ce que l'on doit en conclure par rapport à la Bulle, & le jugement que le Parlement même en a toujours porté.

SECT. II.
ART. 15.
Ann. 1714.

1°. **L**A volonté absolue d'un Roi, tel que Louis XIV, & une contrainte si caractérisée, prouvent clairement que cet Arrêt d'enregistrement est l'un de ces Actes obtenus à force ouverte, dont parle M. Bossuet, & qui dès-là, comme l'ajoute ce savant Evêque, réclament contre eux-mêmes ; & se trouvent nuls de plein droit. Ici revient tout naturellement ce qu'en 1716, MM. les Princes du Sang disoient au Roi au sujet de l'Edit en faveur des Princes légitimés, qu'on ne pouvoit leur opposer l'enregistrement de l'Edit de 1714, en faveur, &c. . . . parce que le Parlement n'avoit point eu la liberté d'observer les Loix fondamentales du Royaume, lors de l'enregistrement de cet Edit ; & que les Princes du Sang s'en remettoient à l'honneur & à la conscience des Juges, qui savoient mieux que personne, s'ils avoient été libres lors de cet enregistrement : qu'ils s'en remettoient encore à M. les Gens du Roi . . . lorsque le feu Roi les manda pour leur déclarer sa volonté, & qu'il leur fit assez connoître que la résistance n'auroit pas été de son goût ; que les représentations de ces sages Magistrats renfer-

de l'Hist. Eccles. XVIII. siècle. 161
moient les Remontrances les plus fortes, si le
feu Roi avoit voulu les entendre mais
que le Roi n'écouloit alors que le desir de
faire exécuter ses volontés.

SECT. II.
ART. 15.
Ann. 1714.

2°. L'Avocat-Général, chargé du ministère public, insista de la manière la plus forte dans son Réquisitoire, sur la nécessité qu'il y avoit que la Bulle fût restreinte, limitée & modifiée par rapport à divers points de la dernière importance. Nous ne pouvons nous dispenser, disoit-il, de vous proposer d'employer dans l'enregistrement des Lettres-Patentes, la réserve générale & ordinaire des droits de la Couronne, des libertés de l'Eglise Gallicane, du pouvoir & de la juridiction des Evêques Notre ministère nous oblige de vous faire observer, qu'elle [la Constitution] rappelle d'autres condamnations qui n'ont jamais été reçues dans le Royaume, & qui sembleroient autorisées en quelque manière, par l'enregistrement de cette Bulle, si vous ne preniez la précaution de déclarer en y procédant, que c'est sans approuver les Décrets non reçus dans le Royaume, énoncés dans la présente Constitution.

» Mais un objet plus important encore,
» [ajoute l'Avocat-Général] doit exciter no-
» tre principale attention, & exige en même
» tems celle de la Cour : c'est la condam-
» nation des propositions qui regardent les
» excommunications, & l'abus qu'en pour-
» roient faire ceux qui sous ce prétexte vou-
» droient ou refuser aux Evêques successeurs
» des Apôtres le pouvoir des clefs qu'ils ont
» reçu de Jésus-Christ même, ou soutenir
» que les excommunications injustes, que les
» menaces même d'une injuste censure, pour-

SECT. II.

ART. 15.

Ann. 1714.

» roient suspendre l'accomplissement des de-
 » voirs les plus essentiels & les plus indis-
 » pensables . . . Nous n'avons pas besoin de
 » vous rappeler l'histoire des siècles passés ,
 » pour rendre la Cour attentive à un dan-
 » ger qui se fait sentir assez par lui-même :
 » il suffit de vous l'avoir montré pour vous
 » engager à le prévenir par une *modification*
 » *salutaire*. »

3°. Voici comme la Bulle en conséquen-
 ce se trouve restreinte, limitée, & modifiée
 par l'Arrêt d'enregistrement. » La Cour a ar-
 » rêté que lesdites Lettres-Patentes & ladite
 » Constitution seront enregistrées au Greffe
 » d'icelle pour être exécutées selon sa forme
 » & teneur : 1°. Sans approbation des Décrets
 » non reçus dans le Royaume énoncés dans
 » ladite Constitution. 2°. Comme aussi sans
 » préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane ,
 » droits & prééminences de la Couronne ,
 » pouvoir & juridiction des Evêques du
 » Royaume. 3°. Et sans que la condam-
 » nation des propositions, qui regardent
 » la matiere de l'excommunication, puisse
 » donner atteinte aux maximes & usages du
 » Royaume. 4°. Ni que sous prétexte de
 » ladite condamnation on puisse prétendre ,
 » que lorsqu'il s'agit de la fidélité & de l'o-
 » béissance dûe au Roi, de l'observation des
 » Loix de l'Etat, & autres devoirs réels &
 » véritables, la crainte d'une excommuni-
 » cation injuste puisse empêcher les Sujets du
 » Roi de les accomplir. »

4°. Les Arrêts d'enregistrement des au-
 autres classes du Parlement sont entièrement
 conformes à celui du Parlement séant à
 Paris. C'est ce qui donne lieu de penser que

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 163

les modifications furent dressées de concert avec Louis XIV. comme en effet cela se trouve attesté dans les Remontrances que le Parlement fit au Roi, le 15 Avril 1752, & où la parole lui est adressée en ces termes :

» Lorsque cette Bulle vint en France, votre
» Parlement, Sire, fit connoître à Louis XIV.
» tout le danger de la condamnation qui y
» étoit prononcée contre la proposition qui
» regarde la matière de l'excommunication.
» Il s'ensuivroit, lui disions-nous, que les
» excommunications injustes, que les menaces
» même d'une injuste censure, pourroient suf-
» pendre des devoirs les plus essentiels, & les
» plus indispensables. Et de-là quelles con-
» séquences ! Louis XIV. sentit l'im-
» portance de ces réflexions : la Bulle ne fut
» reçue qu'avec des modifications les plus
» précises, & telles, que *ce sont moins des*
» *modifications, que l'assertion absolue de la*
» *proposition condamnée.*

50. Rien de plus net que cette dernière expression. C'est déclarer manifestement que le premier Parlement du Royaume, & tous les autres, en paroissant recevoir la Bulle par contrainte & par déférence aux volontés absolues de Louis XIV. loin de la recevoir véritablement, n'ont fait autre chose qu'annoncer à toute la terre, que cette Bulle n'étoit nullement recevable, & qu'elle n'est point, ni ne peut jamais être l'ouvrage de l'esprit de vérité. Un symbole dont on se croiroit obligé de restreindre & de modifier un seul article, & sur-tout par des modifications, *telles qu'elles seroient moins des modifications que l'assertion absolue du contraire de cet article*, ne pourroit jamais être

SECT. II.
Art. 15.
Ann. 1714.

regardé que comme un faux symbole, émané de l'esprit d'erreur & de séduction.

SECT. II.
ART. 15.
Ann 1714.

Tel est donc le jugement que toutes les classes du Parlement ont porté de la Bulle. Et ç'a été en conséquence d'un pareil jugement que les Magistrats qui forment ces différentes classes, & particulièrement ceux qui tiennent à Paris leur séance, se sont toujours opposé, comme on le verra dans la suite, aux entreprises schismatiques des Acceptans, qui en supposant que la Bulle étoit un jugement dogmatique de l'Eglise universelle, & conséquemment règle de foi, ont voulu lui attribuer l'effet que réellement elle devoit avoir, si elle étoit telle que ces Acceptans la supposent.

ARTICLE XVI.

ANNÉE 1714.

Résolution prise à la Cour d'envoyer la Bulle à la Faculté de Théologie, avec Lettre de cachet pour la faire recevoir. Mandement du Cardinal de Noailles qui défend de recevoir la Constitution, indépendamment de l'autorité que Dieu lui a confiée. Joie que ce Mandement cause au public ; consternation où il jette les ennemis de la vérité. Leurs diverses tentatives pour s'en venger.

SECT. II.
ART. 16.
Ann. 1714.

L'Un des premiers soins de la Cout après l'enregistrement des Lettres-Patentes, fut de faire porter la Constitution à la Faculté de Théologie de la part du Roi, avec

de l'Hist. Eccles. XVIII. siècle. 165

une Lettre de cachet , pour ordonner de la recevoir , dans le dessein de l'envoyer ensuite à toutes les Communautés exemptes. La résolution est prise à Versailles le Samedi 24 Février , & le Dimanche 25. le Cardinal instruit de ce projet se détermine à faire paroître un Mandement , où après avoir rendu sommairement compte de ce qui s'est passé dans l'Assemblée des Quarante , *il défend conformément aux saints Décrets , à la discipline de l'Eglise en général , & à celle de l'Eglise Gallicane en particulier , à toutes Communautés , & à toutes personnes Ecclésiastiques de son Diocèse , de quelque qualité & condition qu'elles soient , se disant exemptes ou non exemptes , sous peine de suspension encourue par le seul fait , d'exercer aucune fonction , ni acte de juridiction , à l'égard de la dite Constitution , ou de la recevoir indépendamment de l'autorité qu'il a plû à Dieu d'attacher à son caractère , & contre la subordination établie par l'ordre hiérarchique.*

Ce Mandement imprimé dès le Mercredi , fut rendu public le même jour 28. On ne peut exprimer avec quelles acclamations & quels applaudissemens il fut reçu dans Paris. Il le fut de même dans les Provinces. Je laisse à penser combien les Jésuites & leurs zélés partisans étoient outrés de ces applaudissemens. Le Cardinal de Rohan jettoit les hauts cris sur la hardiesse que M. de Noailles avoit eue de prétendre opposer son autorité à celle du Roi , en faisant paroître son Mandement , dans le tems même que Sa Majesté envoyoit ordre à la Faculté de Théologie de recevoir la Constitution. D'autres disoient , qu'en affectant de marquer beaucoup

SECT. II.
ATT. 16.
Ann. 1714.

Hist. de
la Const.
t. 1. p. 168.
& 169. &
Journal
d'Orf. t. 1.
p. 203. &
2 4

SECT. II.
ART. 18.
Ann. 1714.

de tendresse & d'affection paternelle envers les bonnes ames de son troupeau, qui s'étoient offertes à Dieu dans l'humiliation & dans les larmes pour l'heureux succès de cette affaire, & en les exhortant à continuer, c'étoit exciter les peuples au soulèvement & à la révolte contre une prétendue persécution. Les plus judicieux insistoient sur ce qu'avoit dit le Cardinal de Noailles, que nul des Evêques n'avoit pris le parti de l'erreur. Pourquoi donc, ajoutoient-ils, s'être séparé d'eux tous ? C'est ainsi qu'ils tiroient de la modération excessive de cette Eminence, un argument qui pouvoit paroître péremptoire.

Journal
d'Orléans, t. 1.
p. 109.

Néanmoins que faisoit pour se venger de ce Mandement & des applaudissemens qu'il recevoit du public ? Il n'y avoit rien que le Pere Tellier n'imaginât, rien qu'il ne tentât avec les deux illustres & premiers Agens, le Cardinal de Rohan & l'Evêque de Meaux. Tantôt ils vouloient faire saisir son temporel : mais ils voyoient que jamais il n'auroit été plus riche, & que chacun lui porteroit abondamment de quoi suppléer à ce que ses propres Confreres lui auroient enlevé. Le bruit courut que le Président Croiset avoit offert de lui donner tous les ans 30000 livres, un autre 20 mille ; & qu'entre autres, Madame de Lesdiguières vouloit y être pour une somme considérable. Cet expédient ne convenant point aux deux Prélats, ils propoisoient celui de le priver de son chapeau & du cordon bleu. Mais ils apprirent que le Cardinal étoit prêt à remettre sa calotte entre les mains du Nonce pour en faire présent à M. de Bissy, & à rendre au Roi le cordon du Saint-Esprit, persuadé qu'il seroit

plus honorable pour lui de paroître en public avec une calotte noire & une croix Episcopale. Ils songerent donc sérieusement à le faire déposer ; mais ils appréhendoient le public. L'Evêque de Meaux fut chargé de voir M. d'Argenson , & de savoir de lui s'il n'y avoit point à craindre une émeute publique , au cas que l'on travaillât à déposer le Cardinal de Noailles. A cela M. d'Argenson répond qu'il ne peut rien assurer ; mais que la réduction des rentes n'ayant excité aucune sédition dans Paris , il croyoit que tout ce que cette déposition produiroit seroit beaucoup de larmes & de gémissemens. D'un autre côté la suite des procédures nécessaires pour en venir à cette déposition ne plaisoit pas au Roi : il ne vouloit faire nommer que quatre Commissaires , & on l'assuroit qu'il en falloit douze : on doutoit si on pouvoit nommer quelqu'un des Quatante ; & on n'étoit pas assez sûr des autres.

Ainsi on abandonna tous ces projets pour se contenter d'un Arrêt du Conseil, ou du Parlement , qui supprimeroit le Mandement. On commence par tenter l'Arrêt du Parlement : mais sur quoi fonder l'Appel comme d'abus ? Le Cardinal de Rohan à qui le Pere Tellier faisoit paroître tout possible , croyoit qu'un mot du Roi à M. le Premier Président feroit sûrement réussir l'affaire. Le Roi en parle à ce Magistrat , qui ne répondit qu'en témoignant sa surprise , ajoutant qu'il n'y avoit dans toute la Lettre Pastorale ni dans le Mandement aucun lieu à l'appel comme d'abus. Il parle sur cela si nettement au Roi , que Sa Majesté trouva que tout ce qui lui étoit proposé de la part du Cardinal de

SECT. II.
ART. 16.
Ann. 1714.

Ibid.

Ibid. P.
210.

SECT. II.
ART. 16.
Ann. 1714

Rohan, étoit sans principe & sans règle. Sur le champ Sa Majesté fait appeller M. de Pontchartrain pour lui dire qu'il ne falloit pas penser à l'appel comme d'abus, le Premier Président jugeant cette voie impraticable; & en même tems il ordonne d'aller en avertir le Cardinal de Rohan. M. de Pontchartrain va trouver le Cardinal qui étoit avec l'Evêque de Meaux & le P. Tellier. Ces deux derniers voulurent se retirer; mais il les retint, disant qu'ils n'étoient point de trop. Il leur apprend que M. le Premier Président ne trouvoit aucun moyen d'abus dans la Lettre Pastorale ni dans le Mandement de M. le Cardinal de Noailles. *J'ai toujours été de cet avis*, dit l'Evêque de Meaux. *Quoi donc*, répliqua le P. Tellier, *Sa Majesté voudroit-elle se rendre responsable de tous les maux que causeroit dans l'Eglise cette Lettre Pastorale & ce Mandement?* Mais vous, dit M. de Pontchartrain à ce Jésuite, *voudriez-vous vous rendre responsable des chagrins que le Roi pourroit essuyer en demandant au Parlement un Arrêt qu'il n'obtiendrait pas?*

Ibid. pag.
211.

Les deux Prélats, faute d'Arrêt du Parlement, poursuivirent un Arrêt du Conseil. L'Abbé de Broglio chargé de le faire dresser ne manqua pas de s'acquitter de sa commission. On prétend qu'un des motifs allégués dans ce plan d'Arrêt étoit que le Cardinal de Noailles se comparoit à Jesus-Christ. *C'est bien plutôt au Cardinal de Rohan que ce privilège doit être réservé*, disoient les Courtisans: *comme Jesus-Christ, ne mange-t-il pas souvent avec les Publicains & les femmes de mauvaise vie?* On savoit que la seconde semaine du Carême, M. Lambelin, Conseiller

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 169

Conseiller au Parlement, avoit donné à cette Eminence un souper en gras, où se trouverent des convives de tout sexe, & en grand nombre : on joua après le souper, & la fête ne finit qu'à cinq heures du matin. On prétend que le Cardinal y gagna 400 pistoles. A ce trait le public ne voulut pas reconnoître un Pere de l'Eglise.

SECT. II.
Art. 16.
Ann. 1714.

ARTICLE XVII.

ANNÉE 1714.

Le P. Tellier & ceux de sa faction ne se dissimulent point du projet d'introduire la Bulle dans la Faculté de Théologie. Mais pour y réussir, ils ont recours à une insigne fourberie, à laquelle se prête le sieur le Rouge; & qui provoque la réclamation la plus forte de la part des Docteurs les plus célèbres & les plus pieux.

Ces Prélats, esclaves de la Société autant que de leur ambition & de leurs plaisirs craignoient que le Mandement de M. l'Archevêque de Paris ne fût échouer le projet concerté & résolu de faire recevoir la Bulle par la Faculté de Théologie. Les assemblées de cette Faculté se tenoient depuis le premier Mars, & ses opérations n'alloient point à leur gré. Ils vouloient que la Bulle fût acceptée, & ils voyoient que malgré la terreur qu'ils avoient répandue par leurs menaces & par les Lettres de cachet; l'avis qui prévaloit étoit d'inscrire simplement la Bulle dans

SECT. II.
Art. 17.
Ann. 1714.
* Hist. de
la Const.
tom. 1. §.
XXI.

Tome XIV.

H

SECT II.

ART. 17.

Ann. 1714.

les registres sans dire un mot d'acceptation. Il falloit donc avoir recours à quelque bon expédient : il s'en trouve un digne du Pere Tellier, digne de la cause que ces Prélats vouloient bien défendre, sous la conduite & la direction de ce Révérend Pere. Ils engagent le Syndic de la Faculté, nommé le *Rouge*, à faire imprimer, sous le nom de la Faculté, une conclusion totalement différente de celle qui avoit été formée dans les assemblées. Au lieu qu'on y avoit conclu à la pluralité, que la Bulle seroit inscrite dans les registres avec les deux Lettres du Roi qui en ordonnoient l'enregistrement ; on lisoit dans la conclusion imprimée, que la Faculté avoit accepté la Bulle avec un grand respect & une parfaite obéissance, & qu'elle prescrivait le même respect à tous ses membres, sous peine d'être retranchés de son corps.

Ibid.

§. XXII.

XXIII. &

XXIV.

Le P. Confesseur & les zélés de son parti, sur qui il faisoit pleuvoir les graces du Prince, s'applaudissoient de ce beau tour d'adresse : mais leur triomphe ne fut pas de longue durée. Un grand nombre de Docteurs s'apperçoivent bientôt de la fourberie du Syndic ; & plusieurs ont le courage de s'en plaindre en pleine assemblée de la Faculté, & de requérir qu'on approfondisse cette affaire pour découvrir & punir l'Auteur de la fabrication. Le public averti de la manœuvre des amis de la Société, la caractérise comme elle le méritoit. Pour se venger de l'affront qu'ils s'étoient attiré, ils ont recours à leurs moyens ordinaires, & font exiler par Lettres de cachet ceux des Docteurs qui s'étoient élevés le plus haute-

de l'Hist Ecclés. XVII^e. siècle. 171

ment contre la fausse conclusion ; tels que MM. *Hulot, de Bragelone, Habert*, le célèbre M. *Witasse*, professeur de Théologie, & M. l'Abbé *Bidal*, employé pendant plus de vingt ans dans d'importantes négociations, connu de Sa Majesté, qui estimoit le caractère de sagesse & de modération que tout le monde admiroit en lui.

SECT. II.
ART. 17.
Ann. 1714.

ARTICLE XVIII.

ANNÉE 1714.

Lettre de l'Abbé d'Asfeld, où il déclare qu'il ne fait aucune différence entre recevoir la Constitution & tomber dans l'apostasie. On extorque des autres Facultés de Théologie du Royaume, de prétendues acceptations, contre lesquelles plusieurs de ces Facultés réclament par des Actes authentiques.

LE frere de M. Bidal, l'illustre Abbé d'Asfeld, qui réunissoit à une piété éminente une grande connoissance de la Religion, & qui, comme plusieurs autres Docteurs, n'avoit pas eu la liberté de dire dans ces assemblées tumultueuses tout ce qu'il pensoit sur la Constitution, crut devoir le faire par une Lettre écrite dans le même tems au Cardinal de Noailles. Cette Lettre contient des traits si propres à donner l'idée juste qu'on doit avoir de ce Décret, que je pense les devoir mettre ici sous les yeux du Lecteur.

SECT. II.
ART. 18.
Ann. 1714.
Ib. d.
§. XXVI.

» Je regarde, dit-il, le Décret de Rome
» comme absolument insoutenable, comme

H ij

SECT. II.
ART. 18.
Ann. 1714.

» incapable d'aucune raisonnable explication ;
» comme établissant un langage nouveau &
» par conséquent profane en matiere de Re-
» ligion , comme contraire ouvertement aux
» textes formels de l'Ecriture , aux expres-
» sions des Peres consacrées par la tradition ,
» & aux décisions des Conciles.

» Ce Décret ruine le fondement de la foi
» & du symbole , en niant la toute-puissance
» de Dieu. Il confond la loi avec l'Evangile ,
» en abolissant la différence de l'ancienne al-
» liance & de la nouvelle ; & en égalant le
» ministère de Moÿse à la rédemption de Je-
» sus-Christ.

» Il anéantit le grand précepte de l'amour
» de Dieu & avec lui tous les autres qui
» n'en sont que des dépendances. Il substitue
» la crainte servile , & qui n'a même pour
» objet que des peines temporelles , à la cha-
» rité , prétendant que cette crainte seule con-
» vertit le cœur , & le fait rentrer dans l'ordre
» & dans la justice. Il paroît plein de haine
» contre la grâce de Jesus-Christ , dont il ne
» peut souffrir le nom dans aucune proposi-
» tion , & dont l'efficace lui est aussi odieuse
» qu'aux Pélagiens.

» Il abolit toute la sainteté des Sacremens
» de Pénitence & d'Eucharistie , en les li-
» vrant aux pécheurs impénitens. Il ôte aux
» Evêques & aux Prêtres la moitié du pou-
» voir que Jesus-Christ leur a confié , en ne
» leur laissant que celui d'absoudre , & par
» une erreur opposée il leur en donne un su-
» périeur à Dieu même , en voulant que la
» crainte d'une excommunication injuste fasse
» abandonner un devoir reconnu pour tel , de
» quelque nature qu'il puisse être.

» Il arrache des mains des fidèles les
» Ecritures, & leur en interdit l'intelligence, SECT. II.
» les plongeant ainsi dans l'ignorance & dans Art. 18.
» les vices qui en sont la suite. Il décrie Ann. 1714.
» les pieux exercices qui sont une partie de
» la sanctification des Dimanches & des Fê-
» tes, comme de dangereuses occupations.

» Il réduit le Christianisme, autant qu'il
» est possible, à l'état des Juifs charnels
» qui mettoient leur confiance dans les ob-
» servances extérieures, sans connoître ni
» leur impuissance pour le bien, ni la né-
» cessité d'être délivrés de la servitude de
» leur mauvaise volonté par la grace du Li-
» bérateur, ni le besoin de croire en lui
» pour commencer à devenir juste.

» Selon ce Décret, tout le fruit de la ve-
» nue de Jesus-Christ consiste à nous remet-
» tre les péchés sans nous convertir sincère-
» ment, à nous dispenser d'aimer Dieu, &
» à nous mériter le ciel en demeurant pé-
» cheurs. Enfin ce Décret monstrueux ne res-
» pire que le relâchement & l'infidélité,
» & je ne fais aucune différence entre le rece-
» voir & tomber dans l'apostasie.

» Voilà, Monseigneur, ce que je pense,
» & ce que presque tout le monde pense
» avec moi. Car, excepté ceux qui ont été
» conduits à l'erreur par des passions qui les
» ont aveuglés, tous les autres, & ceux mê-
» mes qui acceptent le Décret avec explica-
» tion, en parlent en secret avec horreur ;
» & le soulèvement général qu'il a excité
» dans les personnes de toute condition
» & de tout état, est une preuve d'une en-
» tière évidence, de son opposition à la foi
» qui vit dans le cœur des fidèles, & à la

SECT. II.

ART. 18.

Ann. 1714.

» tradition publique conservée depuis les Apô-
 » tres jusqu'à nous.

» Il est du devoir indispensable de tout
 » fidèle de transmettre ce précieux dépôt à
 » ceux qui viendront après nous , avec la
 » même fidélité qu'il nous a été conservé
 » par nos prédécesseurs. Plus la tentation est
 » grande , plus elle nous avertit de redou-
 » bler nos soins ; & il n'est pas nécessaire
 » désormais de faire souvenir un Docteur ,
 » qu'il a fait serment de répandre son sang
 » pour la vérité , si elle exige de lui ce té-
 » moignage. Tout Chrétien dans une occa-
 » sion comme celle-ci a le même engage-
 » ment ; & quand il s'agit de tout , jusqu'aux
 » femmes & jusqu'aux enfans , tous peuvent
 » être témoins , & tous sont dans l'obliga-
 » tion de l'être.

On ne manque pas de proposer aussi aux autres facultés de Théologie du Royaume l'acceptation de la Constitution. On en exor-
 torque de prétendues acceptations par des
 voies à peu près semblables à celles dont on
 s'étoit servi à Paris , contre lesquelles
 ces Facultés réclament par des Actes authen-
 tiques. De ce nombre sont les Facultés de
 Théologie de Reims & de Nantes. On trou-
 ve là-dessus , comme sur ce qui concerne la
 Sorbonne , tous les détails que l'on peut sou-
 haiter dans l'*Histoire de la Constitution*.



ARTICLE XIX.

ANNÉE 1714.

Perplexités où se trouve la Cour de Rome, & le Pape même. Ordres qu'il donne à son Nonce de demander à Louis XIV. une audience extraordinaire : le Nonce obtient l'audience : il n'est pas content du Roi : il en fait ses plaintes au Pere Tellier : celui-ci lui recommande de tenir ferme.

Durant ces Assemblées des *Facultés de Théologie*, & tous les mouvemens dont nous venons de parler, on reçoit différentes Lettres de Rome. On apprend par les premières, que le Pape avoit fait paroître une extrême satisfaction, comptant que sa Constitution avoit été reçue par l'Assemblée des Quarante *purement & simplement* ; car il ne croyoit pas devoir interpréter autrement. leur forme d'acceptation : mais il ne laissoit pas d'être inquiet sur le parti qu'avoient pris les huit Evêques, joints au Cardinal de Noailles. D'autres Lettres venues bientôt après, portoient que le Pape trouvoit fort étrange qu'on eût employé quatre mois à examiner une Constitution que l'on devoit recevoir *purement & simplement* ; que malgré l'attention qu'on avoit eue de ne rien mettre sur la *forme*, qui pût blesser, on n'avoit pas laissé de pointiller long-tems, & qu'on voyoit bien que dans peu de tems, on ne voudroit plus aucune Constitution émanée du S. Siège ; que la complaisance qu'on avoit eue pour

SECT. II.
Art. 19.
Ann. 1714.
Journal
d'Orf. t. 1.
P. 211. 212.

doient relative à leur Instruction Pastorale. On lui faisoit remarquer que sur les propositions 90 & 91, il y avoit dans cette Instruction certaines explications qui détruiroient entièrement les maximes les plus reçues à Rome. Ce qui augmentoit encore ses embarras & ses inquiétudes, ce furent les Lettres-Patentes avec l'Arrêt d'enregistrement du Parlement, dont il fut très-offensé : mais il fallut dissimuler. Il craignoit de fâcher le Roi & les quarante Evêques ; il vouloit qu'ils l'aidassent à soumettre & à terrasser les neuf Evêques, pour venir ensuite lui-même à l'Instruction des Quarante. Il ne put cependant s'empêcher de leur faire sentir dans le Bref qu'il leur écrivit en réponse à leur Instruction, qu'ils n'avoient autre chose à faire, lorsqu'il leur envoyoit des Constitutions, qu'à les exécuter.

Il ordonnoit en même tems à son Nonce de demander une audience extraordinaire, pour avoir justice de la conduite que les huit Evêques & le Cardinal de Noailles avoient tenue dans l'Assemblée : conduite, disoit le Nonce, si opposée aux intentions de Sa Sainteté, & à la parole donnée par Sa Majesté de faire recevoir la Constitution purement & simplement par tous les Evêques de son Royaume. Toutefois par politique, & pour ne point s'écarter du plan qu'il avoit ordre de suivre, il assuroit le Roi que bien que le Pape fût fort irrité, il ne feroit rien contre le Cardinal de Noailles que de concert avec Sa Majesté. Le Roi l'écouta long-tems, mais sans paroître fort touché de son discours. Le Nonce surpris de la manière dont le Roi reçoit ses plaintes, va voir le Pere

SECT. II.

ART. 19.

Ann. 1714.

Ibid. 218.

Tellier pour lui en rendre compte. Ce Pere lui dit qu'apparemment on parloit de quelque accommodement, mais qu'il lui conseilloit comme son ami, de n'y point entrer ; qu'il ne devoit pas se rebuter dans une affaire si importante pour la gloire du Saint Siège ; que s'il entroit dans une paix plâtrée, il devoit se souvenir qu'une pareille conduite avoit fait manquer le chapeau au Nonce *Bazzelli*, qui ne fut point Cardinal par ce qu'il n'avoit pas soutenu avec assez de fermeté les droits du Saint Siège à la paix de Clément IX.

Ces bruits d'accommodement étoient fondés sur les démarches de certaines personnes, qui n'envisageant que la superficie des affaires, se flattoient que celle-ci pouvoit se terminer de la maniere qu'elles se le figuroient ; quoiqu'elles eussent raison d'ailleurs de se persuader que plus on séviroit contre le Cardinal de Noailles, plus aussi on exciteroit dans le public de disputes & de murmures ; & qu'il étoit honteux pour la Bulle même, qu'elle ne pût être reçue dans une assemblée d'Evêques qu'à force de Lettres de cachet, & dans la Sorbonne qu'à force de fourberies.



A R T I C L E X X.

A N N É E 1714.

Dispositions des Evêques de France. Variété de leur conduite. Mandemens de quelques-uns, dans lesquels ils traitent l'affaire d'une manière si singulière, qu'on doute si ces Mandemens ne sont point une satire, plutôt qu'un éloge de la Constitution & de l'Instruction des Quarante.

O N voit d'abord que de cent vingt-six Evêques qui composent le Clergé de France, il s'en trouve cent douze dont on produit des Mandemens d'acceptation de la Bulle; & c'est ce qui ne paroîtra pas fort étonnant si l'on considère qu'ils étoient la plupart placés de la main des Jésuites, les uns depuis long-tems, & les autres assez récemment, & gens la plupart peu instruits ou assez indifférens sur ce qui concerne le fond de la Religion, ou prévenus de la fausse doctrine de ces Peres, ou aspirants à de nouvelles faveurs de la part de ceux dont ils tenoient l'Episcopat. Il semble même qu'il étoit fort naturel que des hommes de ce caractère entraissent tous dans l'idée de l'assemblée des Quarante, qui auroit fort désiré que tous les Mandemens eussent été uniformes: c'étoit pour cela qu'elle en avoit dressé un modèle, & qu'elle avoit invité par une Lettre circulaire tous les Evêques à l'adopter. Mais on vit arriver tout le contraire: le plus grand

SECT. II.
ART. 20.
ANN. 1714.

SECT. II.
ART. 10.
Ann. 1714.

nombre ne jugea pas devoir s'astreindre à ce modèle; & ceux même qui le suivirent, ne furent point uniformes dans la manière de faire exécuter ce qui y étoit ordonné. Delà non-seulement nulle uniformité, mais au contraire une variété prodigieuse dans ces Mandemens, sur ce qui concernoit, tant l'acceptation, que la publication de la Constitution.

Quelques-uns des Prélats y traitoient les choses d'une manière si singulière, qu'on doutoit si leurs Mandemens n'étoient point vraiment une satire plutôt qu'un éloge de la Constitution & de l'Instruction Pastorale. L'Evêque de Carcassonne y parloit ainsi des Evêques de l'assemblée: » Ces grands per-
» ges au nombre de plus de quarante, d'un
» savoir éminent, d'une vertu distinguée,
» d'une application & d'un zèle infatigable,
» se sont occupés pendant quatre mois à la
» lecture & à l'admiration de ladite Consti-
» tution. Plus ils l'ont approfondie & médi-
» tée, plus ils en ont pénétré les beautés,
» plus ils ont eu la satisfaction d'y trouver
» par-tout la véritable doctrine de l'Egli-
» se Ils y ont joint une Instruction
» Pastorale qui remplit parfaitement l'éten-
» due de leur intention, & sans doute celle
» de Sa Sainteté. Cette excellente Pièce im-
» mortalisera les noms de ses pénétrants & ju-
» dicieux auteurs . . . La postérité admire-
» ra avec autant de raison que nous ladite
» Instruction Pastorale, si étroitement & si
» heureusement liée avec ladite Constitution.»
Et le reste par tout sur le même ton.

Hist. de L'Evêque de Metz paroissoit vouloir
la Constit. réunir deux choses absolument incompati-
p. 168 & bles, la condamnation & l'acceptation de la
169.

Bulle, c'est-à-dire, que le corps du Mandement présentoit un exposé de doctrine aussi contraire à celle de la Bulle, qu'il étoit conforme à la doctrine du Livre & des propositions censurées. Les partisans de ce Décret furent les premiers à jeter les hauts cris, sentant bien que le Prélat ne songeoit qu'à se jouer d'eux & de leur Bulle, ou qu'à les leurrer. Ils ne pouvoient se persuader que l'acceptation que l'on paroïssoit faire de la Constitution fut sérieuse, lorsqu'on en rejettoit en même tems la doctrine, ni que la condamnation du Livre & des propositions qu'on paroïssoit adopter, fût sincère, lorsqu'on enseignoit la même doctrine que celle qui est enseignée dans le Livre, & exprimée dans les propositions : & l'un de leurs principaux Docteurs se récria dans une grande assemblée, *que le Mandement de Metz étoit la satire la plus violente qui eût encore paru contre la Constitution.* Les Jésuites personnellement choqués des traits avec lesquels on les dépeignoit au commencement du Mandement, n'en avoient pas une autre idée. Aussi le firent-ils condamner par un Arrêt du Conseil, & par un Décret de l'Inquisition.

Il en étoit à peu-près de même des Mandemens de l'Archevêque d'Embrun, & de l'Evêque de Sisteron. Ils tâcherent d'anéantir le premier par la déclaration qu'ils supposoient que cet Archevêque avoit faite avant sa mort ; & s'ils épargnerent le dernier, semblable à celui de Metz, c'est apparemment qu'il ne vint pas alors à leur connoissance, ou qu'ils ne voulurent point en parler pour ne pas causer un nouvel éclat.

SECT. II.
ART. 20.
Ann. 1734.

ARTICLE XXI.

ANNÉE 1714.

Nulle uniformité dans les Mandemens des autres Evêques qui sembloient traiter l'affaire plus sérieusement.

SECT. II.
ART. 21.
Ann. 1714.

Quant aux Evêques qui ne firent point de ces sortes de Mandemens, quelques-uns mirent leur acceptation après les explications auxquelles elle étoit clairement liée. D'autres qui vouloient entrer dans les vues de la Cour de Rome & des Jésuites, ne firent imprimer l'Instruction Pastorale de l'assemblée que séparément, à la suite de la Constitution & de leur Mandement : par-là ils se rapprochoient davantage de l'acceptation pure & simple. Les uns se contentoient d'adopter l'Instruction Pastorale des Quarante ; les autres donnoient leurs explications particulières : les uns ordonnoient que la Constitution fût enregistrée au Greffe de leur Officialité ; la plupart y ajoutaient qu'elle fût lûe en entier dans les Communautés ; d'autres en prescrivoient la publication aux prônes des Messes Paroissiales. Il n'y avoit pas moins de variété dans la conduite que tenoient les Evêques envers leur Clergé : les uns, & c'étoit le grand nombre, se contentoient de faire un Mandement, ou d'en ordonner la publication sans s'embarrasser s'il étoit publié, & ils fermoient les yeux sur les sentimens & la conduite du Clergé de leur Diocèse ; les autres exi-

de l'Hist. Eccléf. XVIII. siècle. 183
geioient des Curés & des Supérieurs de Communauté, un certificat de la publication de leur Mandement & de la Constitution : d'autres enfin demandoient la signature, ou au moins l'acceptation de la Bulle à tous ceux qui se présentoient aux saints Ordres, ou pour les bénéfices, & poursuivoient avec beaucoup de vivacité, ceux qui refusoient ces marques de soumission.

SECT. II.
Art. 22.
Ann. 1714.

ARTICLE XXII.

ANNÉE 1714. *

Observation sur ce qui résulte de cette prodigieuse variété de conduite de la part des Evêques qui se donnent pour Acceptans dans leurs Mandemens.

C'EST ainsi que tous les zélateurs de la Bulle imitant la conduite de ces hommes qui autrefois entreprirent d'élever la *Tour de Babel*, Dieu confondit leur langage, comme il avoit autrefois confondu celui des descendans de Noé. Il seroit difficile de trouver une image plus parfaite des Constitutionnaires. Voulant établir l'empire de la Bulle & la faire régner dans l'Eglise, ils élevent un édifice d'orgueil, qui consiste à enlever à Dieu l'empire qu'il a sur le cœur de l'homme pour l'attribuer à l'homme même, qui à s'en tenir à la lettre & au sens naturel de ce Décret, n'est plus obligé de lui soumettre son cœur par un mouvement intérieur d'amour, principe essentiel du culte véritable, & qui cesse pareille-

SECT. II.
Art. 22.
Ann. 1714.

SECT. II.
Art. 22.
Ann. 1714.

ment d'être obligé de mettre en lui seul sa confiance, comme en celui qui est seul l'arbitre de son sort éternel ; puisque, selon ce Décret, c'est l'homme qui en décide souverainement & en premier. Des personnes de mérite frappées dans ce tems-là des traits de ressemblance qui se trouvent entre la confusion des langues qui divisa les hommes à Babel, & la confusion du sentiment qui divisoit alors ces Prélats, voulurent rendre cette image sensible en faisant imprimer une Pancarte où l'on apperçoit d'un coup d'œil tous les différens partis qu'avoient pris dans l'affaire de la Constitution les Evêques dont nous parlons.

Si on les eût laissés à eux-mêmes & à leur conscience, sans doute qu'il n'y auroit point eu entre eux une si prodigieuse diversité de conduite & d'idées : mais dès qu'on remue les passions, qu'on ôte la liberté, qu'on fait espérer des récompenses certaines, & craindre des disgrâces inévitables ; rien n'est plus naturel que de pareilles divisions. La Religion pour lors, ni la raison n'est pas le motif & l'ame de la démarche commune : mais chacun agit selon les différentes vûes humaines dont il est susceptible. Ceux des Prélats qui estimoient les Jésuites, qui goûtoient leur doctrine, qui vouloient plaire à la Cour de Rome, qui visioient à quelque Abbaye ou à un Evêché plus considérable ; entroient avec zèle & avec chaleur dans toutes les vûes du Pere Tellier, & poursuivoient à toute outrance leurs Ecclésiastiques opposés à la Constitution. Ceux qui se laissoient entraîner par le torrent, ou par des vûes de paix, ou par la crainte de la disgrâce du Roi, n'en usoient pas de

de l'Hist. Eccléf. XVIII. siècle. 185

même : ils accordoient à la nécessité telle qu'ils se la figuroient , leurs Mandemens d'acceptation , sans changer pour l'ordinaire ni de sentiment , ni de conduite. C'est ce qu'on a vu arriver , même dans les beaux jours de l'Eglise , toutes les fois que les Princes , quoique Chrétiens , ont pris le parti de l'erreur.

Ce que nous venons de dire concerne les cent douze Evêques acceptans. A l'égard des quatorze qui étoient opposans, ils consistoient en sept adhérens au Cardinal de Noailles , lesquels lui avoient été unis dans l'assemblée des Quarante & ensuite exilés dans leurs Diocèses , * & six autres qui n'étoient point sortis de leurs Diocèses. Quoi que quelques-uns de ces six derniers pensassent à peu près comme le Cardinal de Noailles , aucun cependant n'avoit pu se résoudre à condamner les *Réflexions morales* ; & par rapport aux explications que cette Eminence demandoit , ils prenoient le parti d'attendre le succès des négociations où elle s'étoit embarquée. Comme ce parti tenoit l'affaire en suspens , ils pensoient qu'ils auroient tout le tems nécessaire pour examiner & peser murement toute chose , & ils jugeoient qu'ils seroient toujours en état de dire leur dernier mot sur la Constitution , au cas que les explications que l'on espéroit ne leur parussent pas suffisantes. Car quelques-uns d'entre eux croyoient alors , qu'absolument parlant , une acceptation de la Bulle clairement liée avec de bonnes explications , n'étoit pas une chose impraticable :

* On a rapporté ci-devant les noms de ces Evêques : ils avoient été huit ; mais l'Evêque de Laon qui faisoit le huitième , se détacha du parti du Cardinal de Noailles , & céda aux menaces.

SECT II.
Art. 22.
Ann. 1714.

idée fausse qui ne tomba jamais dans l'esprit de M. l'Evêque de Montpellier, & dont ceux-ci revinrent eux-mêmes dans la suite.

ARTICLE XXIII.

ANNÉE 1714.

Les Evêques unis au Cardinal de Noailles composent aussi leurs Mandemens. Tous les font sur le plan de celui du Cardinal, à l'exception de l'Evêque de Senez, qui ne peut souffrir que l'on condamne le Nouveau Testament du P. Quesnel.

SECT. II.
ART. 23.
Ann. 1714.

LEs sept adhérens au Cardinal de Noailles, exilés, comme nous l'avons dit, chacun dans leurs Diocèses, travaillèrent à leurs Mandemens, si-tôt qu'ils y furent arrivés : ils les composèrent dans le plan de celui du même Cardinal, qui avoit paru dès le 25^e Janvier 1714. Avant que de se séparer, ils étoient convenus de défendre, sous les peines de droit, de lire, retenir ou débiter le livre des *Réflexions morales*, & d'ordonner que les exemplaires en seroient portés aux Gieffes de leurs Officialités. Ils exécutèrent tous cette résolution, à la réserve de l'Evêque de Senez. Il avoit témoigné beaucoup de peine, en arrivant à l'assemblée des Quarante, de l'engagement que le Cardinal de Noailles avoit pris avec les sept autres Evêques, * dans

* L'Evêque d'Auxerre faisoit alors partie de ces sept Evêques ; mais ayant changé de système, ils n'étoient

de l'Hist. Eccléf. XVIII. siècle. 187

l'acte du 12 Janvier 1714, de condamner ce Livre. Ce Prélat fit tout ce qu'il put pour empêcher le terme de *condamner*, demandant qu'on le changât en celui de *prohiber*, la seule chose, disoit-il, qu'on pût accorder à la difficulté des tems & au desir de la paix. Ce fut apparemment pour cette raison que de retour dans son Diocèse, il ne suivit pas l'exemple de ses Confreres dans les Mandemens qu'ils publièrent alors.

SECT. II.
Art. 23.
Ann. 1714.

plus que six. M. de Senes & M. de S. Malo s'étant après cela unis aux six, ils se trouverent huit, jusqu'à ce que M. de Laon ayant aussi cédé à son tour, ils furent de nouveau réduits à sept. C'est ce qu'il est à propos de remarquer, afin d'éviter la confusion qui se trouve à ce sujet tant dans l'*Histoire de la Constitution* que dans le *Journal de M. d'Orfanne*.

ARTICLE XXIV.

ANNÉE 1714..

Divers Décrets de l'Inquisition contre ces Mandemens. Soulèvement tant de la part des Magistrats que de celle du Public contre le premier de ces Décrets. On y oppose un excellent discours de M. Talon.

Quelque mesurés que fussent ces Mandemens, ils ne laisserent pas d'exciter la colere des protecteurs de la Bulle, qui les firent condamner à Rome par divers Décrets de l'Inquisition. Dès que le premier de ces Décrets, qui étoit du 26 Mars, parut à Paris, il souleva tous les esprits : lû au Conseil il

SECT. II.
Art. 24.
Ann. 1714.

Journal
d'Orfanne,
pag. 227.
& 228.

SECT. II.
ART. 24.
Ann. 1714.

révolta également tous les Ministres. Il n'y en eut aucun qui ne s'élevât avec force contre une pareille pièce. Quelques-uns y opposerent le plaidoyer de M. Talon contre un Décret semblable, rapporté au Chapitre X. de nos libertés, où ce savant Magistrat dit nettement, » que l'on reconnoît en France » l'autorité du S. Siège & la puissance du » Chef de l'Eglise; mais qu'on n'y reconnoît » ni l'autorité, ni la juridiction de l'Inquisition, le Parlement ayant toujours déclaré » ré nuls & abusifs ces sortes de Décrets; » qu'il est vrai que dans ces Congrégations » on censure les Livres défendus; mais, que » les Arrêts contre Jean *Châtel*, les Œuvres » de M. le Président de *Thou*, les *libertés de l'Eglise Gallicane* & les autres Livres » qui concernent la *conservation de nos Rois* » & l'exercice de la *jurisdiction Royale* y ont » été aussi censurés, & que si les Décrets » de cette qualité étoient soufferts, on prétendrait bientôt y faire le procès aux Sujets du Roi, comme ils pensent le faire aux Livres qui leur déplaisent. »

Ce que l'on dit dans le Conseil à ce sujet fit impression sur le Roi : il convint que le Pape avoit tort, & promit de lui en faire écrire : mais il ne voulut pas qu'on s'évît contre le Décret.



ARTICLE XXV.

ANNÉE 1714.

Bref de Clément XI. au Roi , composé avec tout l'art le plus propre à lui inspirer la résolution extrême qu'on vouloit lui faire prendre contre le Cardinal de Noailles , & contre tous ceux qui s'arrêtoient à demander au Pape des explications.

SOit que le Roi eût fait écrire au Pape comme il l'avoir promis , soit qu'il eût négligé de le faire ; Clément XI. étoit toujours le même , toujours disposé à porter les procédés aux dernières extrémités. Poussé , éguillonné par le P. Tellier , & par ceux que ce Jésuite avoit mis à la tête de l'affaire , il écrit au Roi un Bref , composé avec tout l'art , ou plutôt , avec toute la malignité la plus propre à lui inspirer la résolution extrême qu'ils vouloient lui faire prendre contre le Cardinal de Noailles , contre les Prélats qui lui étoient attachés , & généralement contre tous ceux qui s'arrêtoient , comme eux , à demander au Pape des explications , & refusoient d'accepter sa Bulle , qu'il ne l'eût auparavant expliquée. *

Ce Bref est rapporté en entier dans l'Histoire de la Constitution : on y marque que la Constitution est *claire comme le Soleil en plein midi* ; que les délais qu'on apportoit à la recevoir , & la demande d'explications , ne pou-

SECT. II.
Art. 25.
Ann. 1714.

Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
183. & p.
184.

SECT. II.
ART. 25.
Ann. 1714.

voient venir que de gens qui étoient au désespoir de ce qu'elle condamne les erreurs qu'ils favorisoient, & qu'ils répandoient dans le Royaume. On ajoutoit que ces erreurs aussi pernicieuses que celles de l'Arianisme ou du Calvinisme pouvoient causer les mêmes désordres si on ne s'opposoit efficacement à leur progrès; & qu'ainsi le Roi étoit également intéressé pour la tranquillité de son Etat & pour la conservation de la Religion, à réduire à l'obéissance tous ces rebelles. Le Pape remercioit ensuite Sa Majesté des marques d'indignation qu'elle leur avoit déjà données par l'exil des Evêques & par la punition de plusieurs Docteurs: il insinuoit que la grandeur du mal demandoit qu'on allât beaucoup plus loin; il l'exhortoit à achever un ouvrage si salutaire & si nécessaire, en appuyant de toute la force de son bras royal les censures rigoureuses que Sa Sainteté se préparoit à prononcer contre eux. Il tâche enfin d'engager le Roi à ne point faire attention à ce que ses procédures pourroient avoir de contraire aux maximes du Royaume, par les louanges séduisantes dont il le comble, & par l'idée qu'il lui donne dans tout son Bref, du pouvoir sans bornes de celui qui tenoit sur la terre la place de Dieu même.



ARTICLE XXVI.

ANNÉE 1714.

Traits envenimés de la part des ennemis de la vérité, auxquels ces Evêques s'exposoient en faisant effort pour ne point trouver la Bulle aussi claire qu'elle l'est en effet. Traits qu'ils ne pouvoient éviter qu'en la rejetant.

Divers autres écrits également artificieux & remplis de la même malignité, se répandoient dans le public, & partoient du même esprit qui avoit dicté ce Bref. Tel étoit entre autres celui qui fut intitulé : *Lettre à M. l'Archevêque de Tours*. On peut en voir un assez long extrait dans l'Histoire de la Constitution. En voici seulement un ou deux endroits : » *Vous avez jugé, (est-il dit, en rapportant les paroles du Mandement de cet Archevêque) nécessaire de recourir respectueusement à Sa Sainteté pour quelques éclaircissemens. Cela signifie, Monseigneur, que vous avez jugé nécessaire de faire respectueusement une insulte au Pape, en lui faisant entendre qu'après avoir lû & relû plusieurs fois la Constitution, vous la trouvez toujours obscure & équivoque, & qu'au lieu d'y voir l'erreur nettement profrite, on ne peut s'empêcher d'y entrevoir la vérité confondue avec l'erreur.* » *Vous vous abstenex de marquer en détail les cent-une propositions du livre ; & c'est, dites-vous, par respect pour le S. Siège, que*

SECT. II.
Art. 26.
Ann. 1714.
Ibid. p.
190 & 191.

SECT. II.

ART. 26:

ANN. 1714.

» vous vous en absteniez : c'est-à-dire , que
 » vous ne croyez pas pouvoir le faire ce dé-
 » tail , sans couvrir de confusion le Chef de
 » l'Eglise , qui les a condamnées. Voilà une
 » étrange sorte de respect que vous marquez
 » pour le Vicaire de Jesus-Christ. »

C'est ainsi que ces Evêques en faisant effort sur eux-mêmes , pour ne point trouver la Bulle aussi claire & conséquemment aussi mauvaise qu'elle l'est en effet , s'exposent à ces traits envenimés , qu'ils ne pouvoient éviter qu'en la rejetant avec toute l'indignation qu'elle s'étoit trop justement attirée. Les six Evêques dont nous avons parlé , prirent enfin ce dernier parti. Nous avons déjà remarqué que quelques-uns d'entre eux avoient d'abord cru qu'une acceptation de cette Bulle clairement liée avec de bonnes explications , n'étoit pas une chose absolument impraticable : mais y ayant bien réfléchi , ils pensèrent tout autrement.



ARTICLE

ARTICLE XXVII.

ANNÉE 1714.

Prélats unis à M. Colbert , Evêque de Montpellier. Ceux-ci croient qu'il n'y a pas de voie plus capable d'arrêter le mal que d'attaquer la Constitution. Vrai point de vûe sous lequel M. Colbert envisage toute cette affaire, & fermeté avec laquelle il suit toujours le plan de conduite qu'il s'étoit formé en conséquence.

LEs six Evêques dont il s'agit ici étoient ceux de *Montpellier* , d'*Angoulême* ; d'*Arras* , de *Pamiers* , de *Treguier* , auxquels il faut joindre pour sixième M. l'Evêque de *Senez* , dont nous avons déjà parlé plus haut , & qui ne publia rien en ce tems-ci. » Je conviens, disoit M. de *Pamiers* dans » une Lettre écrite avant la mort du Roi , » qu'il n'y a pas de voie plus courte , plus » sûre , plus capable de donner le calme que » d'attaquer la Constitution. » Mais de tous les Prélats du Royaume , aucun n'a fait paroître dès ces premiers tems , si critiques , tant de lumière & de fermeté , que l'Evêque de *Montpellier*. L'Auteur de l'Histoire de la Constitution nous apprend quel a été le vrai point de vûe sous lequel ce grand Evêque a envisagé dès le commencement toute cette affaire , & il en parle d'après ce que ce Prélat a dit souvent lui-même. » M. de *Montpellier* , dit-il , étoit dans son Diocèse quand

SECT. II.
Art. 17.
Ann. 1714.

Ibid. p.
717. 718.

SECT. II.
Art. 17.
Ann. 1714.

» la Constitution arriva ; il la vit & n'hésita
» pas un moment sur le jugement qu'il en
» devoit porter. Jamais il n'a formé sur ce
» sujet d'autre raisonnement que cet enthy-
» même : la Religion de Jesus - Christ est
» vraie ; donc la Constitution ne passera pas.
» Ce n'est pas qu'il n'envisageât d'ailleurs la
» véritable situation des choses. Il connoissoit
» les Jésuites, la Cour de Rome, les for-
» ces de cette Cour, son habileté, sa per-
» sévérance : il savoit l'ascendant que le P.
» Tellier avoit sur l'esprit du Roi : Tout cela
» ne lui laissoit point envisager de ressour-
» ces humaines ; mais il avoit devant les
» yeux comme deux points fixes ces deux
» propositions : la Religion de Jesus-Christ
» est vraie, la Constitution est inaliénable
» avec la Religion de Jesus-Christ. »

Ibid. p.
280. 281.

Quand on voit prendre à ce Prélat une
voie si droite & si éloignée des ménagemens
humains, quand on le voit entrer dans cette
voie dès le commencement avec tant de cou-
rage, sans s'effrayer des inconveniens qu'elle
entraîne après elle, on n'est plus étonné dans
la suite qu'il marche toujours sur une même
ligne. Il prévoyoit tout ce qu'il lui en coûtera
pour rendre témoignage à la vérité ; mais
l'amour de la vérité l'emporte sur l'amour
de son repos : il n'hésite pas à déclarer dans
sa Lettre écrite à M. de la Vrillière & rendue
publique, qu'il ne croit pas pouvoir accepter
la Bulle sans trahir sa conscience. *Nous de-
vons résister, non-seulement jusqu'à la dépo-
sition*, écrivoit-il dans le même tems à M. de
Mirepoix, *mais encore jusqu'à la mort inclu-
sivement.*

Il étoit disposé, si le Pape avoit donné de

bonnes explications, à les recevoir avec joie; mais pour la Bulle, comme les explications ne pouvoient pas la rendre bonne, il l'auroit toujours rejetée comme une très-mauvaise pièce. *Peut-on, disoit-il, par des subtilités & des tours d'imagination, ou plutôt par des raisonnemens qui seront toujours grossiers & qui scandaliseront l'Eglise, rendre bon ce qui est mauvais en soi ? Voilà l'idée qu'il avoit des accommodemens & des négociations dans lesquelles on dispose de la vérité, comme on pourroit faire d'un bien ou d'un intérêt temporel, dont on cède une portion pour en conserver une autre. » La vérité n'est » point à nous, disoit-il encore sur le même » sujet, mais dans une autre occasion, pour en » disposer comme il nous plaît. Qu'un homme » cède une partie de son bien pour conserver » l'autre : non seulement il le peut, mais souvent il le doit. Il n'en est pas de même de » la vérité : elle est une ; elle est simple. On » croit tout perdu si on ne se relâche sur quelque chose : fausse prudence, avec laquelle » on ne réussira jamais. Quand on défend la » vérité, on est assuré de la victoire, pourvu » qu'on demeure inviolablement attaché à la » vérité. »*

Sect. II.
Art. 17.
Ann. 1714.



ARTICLE XXVIII.

ANNÉE 1714.

Une infinité de gens pensoient comme M. Colbert , mais tous n'avoient pas le courage de se conduire selon leurs lumieres. Il y eut cependant un nombre d'Evêques , de Curés , de Docteurs & autres Ecclésiastiques , de Religieux & de Religieuses même , qui rendirent témoignage à la vérité. Traitemens auxquels ceux-ci s'exposoit en s'attirant le ressentiment des Jésuites.

SECT. II.
Art. 28.
Ann. 1714.

TElles étoient dès-lors les vues de M. de Montpellier sur une affaire où tant de gens prenoient à gauche. On vit dans la suite plusieurs de ses Confreres qui d'abord avoient donné dans l'expédient des explications , peu à peu se ranger de son côté. Une infinité de gens pensoient comme M. de Montpellier. Ils étoient comme lui convaincus que la Bulle étoit essentiellement mauvaise ; que rien n'étoit capable de la rectifier , & de la mettre en état d'être acceptée ; mais tous n'avoient pas , comme lui , le courage de se conduire selon leurs lumieres. Un grand nombre se laissoit aller à la recevoir avec explications , regardant cette acceptation comme un malheur inévitable , devenu même nécessaire pour conserver la bonne Doctrine & les établissemens les plus utiles à l'Eglise. D'autres qui ne pensoient pas de même , croyoient devoir se renfermer dans le silence , tant que les occa-

sions de s'expliquer ne se présentoient pas ,
ou qu'ils n'étoient pas juridiquement interro-
gés. Dans plusieurs Diocèses les Evêques n'a-
voient pas reçu la Bulle , ou après l'avoir
reçue ne se mettoient pas en peine de la faire
publier ni accepter par leur Clergé. On pou-
voit trouver un grand nombre de personnes
ainsi disposées , sans qu'il en parût rien au
dehors. Les partisans de la Bulle tiroient avan-
tage de ce silence , comme s'il n'y avoit eu
d'opposans à la Constitution que ceux qui
avoient manifesté leurs sentimens en public.

Il y eut enfin un nombre de personnes qui
se crurent obligées de s'expliquer clairement ,
& de rendre témoignage à la vérité ; & ceux-
ci éprouverent tous les effets du ressentiment
& de la colere des Jésuites. Ce nombre étoit
composé d'Evêques , de Curés , de Docteurs
en Théologie & autres Ecclésiastiques , de Re-
ligieux & de Religieuses même , de différens
Ordres. On relegua les Evêques dans leurs
Diocèses ; on les exclut des Assemblées Ecclé-
siastiques & des Etats de leurs Provinces ; on
les menaça d'interdits , de dépositions. Les
Religieux & Religieuses étoient enfermés
dans les prisons de leurs monastères , ou en-
voyés dans des maisons écartées & mal-saines.
On exiloit , on emprisonnoit : quelques-uns
éprouvoient l'horreur des cachots destinés
pour les plus grands scélérats. D'autres étoient
dépouillés de leurs bénéfices , interdits de
leurs fonctions , & excommuniés : plusieurs
enfin évitoient la persécution en quittant leur
pays & demeurant cachés.

SECT. II.
Art. 1.
Ann. 1714.

ARTICLE XXIX.

ANNÉE 1714.

Quels effets produisoit dans les autres Etats de la Catholicité cette Bulle qui causoit de si grands ravages en France. Fausseté de l'assertion de ceux qui osoient alors avancer qu'elle étoit reçue & acceptée par le Corps des Pasteurs.

SECT. II.
Art. 29.
Ann. 1714.

ICi le Lecteur sera sans doute empressé de savoir, avant d'aller plus loin, quels effets produisoit dans les autres Etats de la Catholicité cette Bulle, qui causoit de si grands ravages en France. S'il eut fallu s'en rapporter aux bruits que faisoient courir de tous côtés les auteurs de ces vexations, & qu'ils avoient si grand intérêt de répandre, la Bulle n'auroit trouvé d'opposition que dans la France, & parmi un petit nombre de gens révoltés contre une décision acceptée par l'Eglise universelle. A peine avoit-elle été reçue par les Evêques assemblés à Paris, & par une trentaine d'autres qui s'étoient empressés de se conformer aux Quarante, que ses partisans commencerent à soutenir qu'elle étoit acceptée par tout le Corps des Pasteurs, c'est-à-dire, par tous les Evêques du monde Catholique; que la cause étoit finie, & que refuser de la recevoir c'étoit refuser de se soumettre au jugement de l'Eglise universelle.

Quelques-uns à la vérité n'entendoient parler que d'une acceptation tacite, qui dans

leurs principes étoit équivalente à l'acceptation la plus positive & la plus solennelle; parce que *tout jugement*, disoient ces hommes pleins de zèle pour cette Bulle, & entre autres M. de Fenelon, Archevêque de Cambrai dans son Mandement; *tout jugement dogmatique où l'autorité du S. Siège se trouve accompagnée de l'acquiescement positif d'une partie notable des Eglises de sa communion avec l'acquiescement tacite des autres, est sensé le jugement de l'Eglise entière.* Ce raisonnement paroissoit triomphant aux yeux de ceux qui acceptoient cette Bulle. Mais rien de plus faux que l'application qu'on prétendoit en faire à la cause présente. Il est bien vrai qu'une Bulle doctrinale qui n'a point encore l'acceptation expresse de certaines Eglises, peut être regardée comme acceptée tacitement par ces Eglises, lorsqu'il est notoire que la doctrine de ces Eglises est conforme à celle que cette Bulle définit: mais lorsque c'est précisément le contraire, lorsque la doctrine de ces Eglises est notoirement contraire à celle qui résulte de cette Bulle, loin que l'on puisse dire qu'une telle Bulle soit acceptée tacitement, il est certain qu'on peut & qu'on doit même la regarder comme hautement & publiquement rejetée par toutes ces Eglises. Ainsi, dans l'affaire présente, rien n'étoit plus frivole que ce recours à un acquiescement tacite de la part d'un grand nombre d'Eglises.

Aussi plusieurs autres ne s'en tenoient point là, mais ils alloient jusqu'à prétendre que cette acceptation étoit expresse & positive de la part de toutes les Eglises; qu'il n'y avoit aucun Etat Catholique où le Pape n'eût envoyé sa Bulle, & qu'il n'y en avoit aucun

SECT. II.
ART. 29.
Ann. 1714.

SECT. I.
Art. 29.
Ann. 1714.

où elle n'eût été publiée sans contradiction. Ce fait important, tout faux qu'il étoit, avoit séduit grand nombre de personnes qui le croyoient sur la parole des Jésuites, ou de ceux qui étant imbus des mêmes principes de doctrine & de morale, ignoroient que les plus accrédités d'entr'eux ayant engagé Louis XIV. à employer tout ce qu'il avoit de crédit sur les Puissances étrangères pour leur procurer à cet égard ce qu'ils désiroient avec tant d'ardeur, ce Prince n'avoit pû y réussir.

ARTICLE XXX.

ANNÉE 1714.

La même assertion détruite & démentie par des faits publics & incontestables.

SECT. II.
Art. 30.
Ann. 1714.

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 410.

VOici là-dessus des faits non inventés, ni hazardés, mais dont nous avons pour garant M. d'Orlanne, homme parfaitement instruit des affaires de ce tems-là, & aussi distingué par sa parfaite probité que par une grande solidité d'esprit. » On assure, dit il, que M. Amelot avoit eu ordre du Roi en passant à Turin, d'y rester trois jours pour engager le Duc de Savoye à accepter la Constitution & la faire publier dans ses Etats. M. Amelot n'oublia rien pour engager ce Prince à donner au Roi cette satisfaction. Il mit en usage la raison d'Etat & la Religion, le désir que le Roi en avoit & le plaisir qu'il feroit à Sa Majesté. Mais ce Prince fut peu touché de ces motifs : on

» prétend même qu'il en donna de si fortes
» raisons à M. Amelot pour lui prouver
» que l'Eglise & les Souverains en avoient
» de très-grandes pour ne point recevoir une
» pareille Constitution, que ce Magistrat
» n'eut rien à répliquer.

SECT. II.
Art. 30.
Ann. 1714.

» Le Roi voulut s'assurer, dit le même
» Auteur, si la Constitution étoit reçue en
» Allemagne. Pour cela il écrivit à ses Plé-
» nipotentiaires, c'est-à-dire, à MM. de Vil-
» lars, Du Luc, & de Saint-Contest, les char-
» geant de s'informer exactement des Pléni-
» potentiaires de l'Empereur, si la Consti-
» tution étoit reçue en Allemagne. Ces Mes-
» sieurs s'acquiterent fidelement de leur com-
» mission, & ils apprirent qu'on regardoit en
» Allemagne toutes ces Constitutions comme
» des choses personnelles pour la France, &
» dans lesquelles ils ne vouloient point en-
» trer. Le Prince Eugene très-vif sur cet ar-
» ticle, & plus capable qu'un autre d'entrer
» dans ces matieres, parla de la Constitu-
» tion comme d'une pièce absolument à re-
» jeter : il étoit surpris que la Cour de France
» entrât dans ces contestations : il en crai-
» gnoit les suites pour ce Royaume & pour
» l'Allemagne. *Nous craignons*, disoit-il,
» *que l'Allemagne ne se trouve bientôt dans la*
» *nécessité d'élire un Empereur : les Protec-*
» *tans ont de grandes prétentions, & vou-*
» *dront faire choisir un Empereur Protestant,*
» *ou du moins faire ordonner qu'il y en ait*
» *un Catholique & un Protestant alternative-*
» *ment : il n'y a que la France qui puisse*
» *soutenir les droits des Catholiques : mais*
» *que peut-on espérer d'elle, qui nourrit dans*
» *son sein des divisions qui seules la mettront*

Ibid. p.

352.

SECT. II.
ART. 30.
Ann. 1714.

» hors d'état de secourir ses voisins ? Je ne
» sçai, ajoutè M. d'Orfanne, ce que les Plé-
» nipotentiaires de France auront écrit au
» Roi sur la Constitution, mais je sçai bien
» qu'on leur a dit nettement, qu'elle n'étoit
» point reçue en Allemagne. »

ARTICLE XXXI.

ANNÉE 1714.

Introduction informelle de la Bulle, dans l'Université de Louvain. Elle n'est publiée par les Evêques des Pays-bas que de cette manière irrégulière propre aux pays d'inquisition. L'Université de Louvain en la recevant ne reçoit point sa doctrine. Lettre de M. Van-Espen à ce sujet.

SECT. II.
ART. 31.
Ann. 1714.

A l'égard des Pays-bas, il est vrai qu'on vit alors la Bulle s'y introduire mais furtivement, sans que les Tribunaux Souverains eussent expédié selon leur droit le *Placet* ordinaire. Car on ne sauroit regarder comme réel un fantôme de *Placet*, surpris à un Conseil, dirigé par des Puissances étrangères & Protestantes ; & surpris par le manège de l'Abbé de Coriache, Grand-Vicaire de Malines, le Siège vacant. Cet Abbé ayant séance dans ce Conseil étoit d'intelligence avec les Ministres & les Partisans de la Cour de Rome. Cette introduction de la Bulle n'a point produit d'abord les effets que ses Auteurs s'en promettoient. Les Evêques ne l'ont publiée que de cette manière irrégulière, qui est pro-

pre aux Pays d'inquisition, & uniquement pratiquée par les Prélats imbus du principe de l'infailibilité. La Bulle n'a été pour eux que comme un oracle mystérieux, qu'il ne leur étoit pas permis d'expliquer, & dont il leur paroissoit comme impossible de presser l'exécution. Aussi n'en fit-on presque aucun usage; & personne dans ces Provinces ne fut vexé à ce sujet depuis 1713 jusqu'en 1718. C'est ce qui se trouve attesté & prouvé dans la première partie du Recueil intitulé : *Mémoires historiques sur l'affaire de la Bulle unigenitus dans les Pays-bas Autrichiens*, tome 1. articles II. & III.

On voit dans le même Ouvrage, pag. 72. & 74. d'après une Lettre du célèbre *Van-Espen*, que la Faculté de Théologie de Louvain ayant reçu la Bulle par une suite des faux principes sur l'infailibilité, elle n'a pas laissé, du moins jusqu'au tems de la Lettre de cet Auteur, de continuer à enseigner & à soutenir son ancienne doctrine, par exemple, celle qui est renfermée dans la célèbre censure contre *Lessius* & *Hamelius*, & dans les articles de doctrine présentés à Innocent XI. par ses députés. Ainsi cette Faculté étoit réellement opposée à la Constitution, puisqu'elle l'étoit à la doctrine que cette Bulle autorise, & qu'elle n'en recevoit que le nom. Lorsque la Bulle parut à Louvain, la première idée qu'en conçurent les Docteurs les plus prévenus en faveur de l'infailibilité, & qui voyoient l'ancienne doctrine clairement condamnée par cette Constitution, fut de la regarder comme supposée, & fabriquée exprès pour rendre le Pape odieux. *M. Slaets* en particulier, licencié en Théologie, alors

SECT. II.
ART. 3.
Ann. 1714.

SECT. II.
Att. 31.
Ann. 1714.

Professeur de Philosophie au College du Château de Louvain, & depuis Chanoine de la Cathédrale de Malines, porta cette Bulle en triomphe dans une assemblée de quatre Professeurs, comme une preuve incontestable de la friponnerie des Jansénistes, qu'il en supposoit les auteurs.

Journal
d'Orsanne,
t. 1. p. 496.

» On apprit encore pour lors, qu'il étoit
» très-sûr que la Constitution n'avoit été ni
» reçue ni publiée dans l'Etat de *Venise* ;
» que *Rome* avoit envoyé des ordres aux Evê-
» ques & aux Inquisiteurs de *terre ferme*, de
» la faire imprimer & publier ; mais qu'ils
» avoient répondu qu'ils ne pouvoient faire
» imprimer ni publier aucun Décret de *Ro-*
» *me* qu'il n'eût été licentié dans le Sé-
» nat ; que l'Inquisiteur de *Venise* avoit pré-
» senté la Bulle aux Sages de la République,
» il y avoit plus d'un an, sans avoir pû obte-
» nir la permission nécessaire pour la publier.

A R T I C L E X X X I I .

A N N É E 1714.

Le Pere Tellier qui ne desiroit rien tant que de renverser promptement tout ce qui lui formoit obstacle, est néanmoins obligé de ne point s'opposer directement à des vues de conciliation où l'on commençoit à entrer. Artifice avec lequel il en fait échouer tous les projets, au moyen de ses deux Agens fameux, MM. de Rohan & de Bissi.

AU milieu de la tempête causée par les partisans de la Bulle, les quatorze Pré-lats François, opposés à l'acceptation, demeu-

roient fermes dans le parti qu'ils avoient pris , & les Jésuites n'ignoroient pas sans doute le nombre prodigieux de ceux qui étoient unis à ces Prélats , sur-tout dans la Ville & le Diocèse de Paris. Dans ces circonstances , le Pere Tellier prenoit ses mesures pour abattre le Cardinal de Noailles , qu'il regardoit comme le chef de tous les opposans. Mais il n'étoit pas aisé de lui faire son procès : Louis XIV. vouloit que l'on observât quelques règles : or ces règles embarrassoient le Confesseur. D'ailleurs le Roi auroit bien voulu que tout se fût terminé d'une maniere pacifique ; & c'est ce qui fit tenter des voies d'accommodement. Mais le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui étoient unis , ne pouvoient se résoudre à imiter les Quarante Evêques , en employant comme eux , dans les explications qu'on prétendoit apporter à la Bulle , des expressions équivoques & des phrases entortillées. Ils regardoient ces explications comme une profession de foi , faite à la face de l'Eglise , & où il ne devoit y avoir rien que de très-exact , rien que de clair & d'intelligible aux simples fidèles. Ils vouloient de plus que l'acceptation de la Bulle fût réellement & clairement dépendante de ces explications. Un pareil accommodement , où l'on auroit dit tout ensemble le oui & le non ; où l'on auroit accepté d'une part une profession de foi exacte , & de l'autre une Bulle formellement contraire à ce que l'on professoit ; un pareil accommodement auroit-il été de la sincérité chrétienne ? D'ailleurs les Jésuites , parties si intéressées dans cette affaire , pouvoient-ils jamais souffrir qu' par un accommodement , fondé sur de telles explica-

SECT. II.
ART. 31.
Ann. 1714.

SECT. II.
Art. 32.
Ann. 1714.

tions, on détruisit leur Bulle, en paroissant l'accepter, & qu'en la détruisant, on leur enlevât tout le fruit qu'ils avoient prétendu en tirer ? N'avoient-ils pas assez marqué ce qu'ils pensoient, & ce qu'ils étoient capables de faire à ce sujet, par les hauts cris qu'ils avoient jettés à la vûe du Mantement de l'Evêque de Metz ? Que dirai-je de Clément XI ? Pouvoit-il lui-même donner jamais les mains à ce qui eût été l'anéantissement de son ouvrage ?

Le Pere Tellier ne désiroit rien tant que d'aller tout d'un coup à son but, qui étoit de soumettre ou d'écraser le Cardinal de Noailles & tous les Evêques ses adhérens. Mais comme le Roi conservoit de l'estime & de la bonté pour le Cardinal ; qu'il écoutoit avec peine les conseils violens qu'on lui inspiroit contre cette Eminence, & qu'il eût très-fort souhaité, que cette affaire se terminât par des voies de douceur, le Jésuite étoit contraint de dissimuler & de laisser ainsi subsister les négociations, sans vouloir paroître s'en mêler. Mais il avoit donné commission à ses deux Agens MM. de Rohan & de Bissi d'y entrer avec vivacité. Par ce moyen il étoit informé de tout ce qui se traitoit, & se trouvoit ainsi en état de faire traîner les choses en longueur par de vaines espérances de conciliation, ou de faire totalement disparaître ces mêmes espérances selon les intérêts de la Société. Son dessein étoit de fatiguer le Roi par ces longues & infructueuses négociations, & de le tromper sur le compte du Cardinal de Noailles, en lui faisant entendre que cette Eminence ne vouloit se prêter à rien de raisonnable, ni rien finir ; afin que le Roi se déterminât comme de son propre mouvement

de l'Hist. Eccles. XVIII. siècle. 207
à livrer le Cardinal & tous ceux de son parti,
aux disgrâces que ce rusé Jésuite leur destinoit.

ARTICLE XXXIII.

ANNÉE 1715.

*Conversation du Président de Maisons avec ce
Pere, où l'on découvre l'esprit avec lequel ce
Jésuite artificieux se conduisoit & inspiroit
à ses Agens de se conduire.*

JE n'ai garde de vouloir m'engager dans ce
labyrinthe de négociations qui durèrent pen-
dant les sept ou huit derniers mois de l'an-
née 1714, tant du côté de Rome que du côté
de Paris & de Versailles. On peut voir ce
qui en est rapporté dans le premier volume
du Journal de M. d'Orfanne. Je viendrai tout
d'un coup à une conversation que le *Président
de Maisons*, qui fut du nombre des négocia-
teurs, eut avec le P. Tellier au commence-
ment de l'année 1715.

Après que les Cardinaux d'Etrées & de Po-
lignac, deux grands politiques, sans parler
de quantité d'autres, eurent épuisé tout ce
qu'ils avoient d'art & de talens pour réussir
dans ces moyens de pacification auxquels
MM. de Rohan & de Bissi sembloient toujours
vouloir se prêter, & qu'eux-mêmes & leur
Pere Tellier faisoient sans cesse échouer, le
Président de Maisons est à son tour jugé pro-
pre à traiter cette grande affaire. Il étoit ami
du Cardinal de Rohan & de l'Evêque de
Meaux : il n'étoit pas mal avec le Cardinal

SECT. II.
Art. 33.
Ann. 1715.

SECT. II.
Art. 33.
Ann. 1715.

de Noailles ; il savoit les maximes du Royaume, & n'étoit pas absolument ignorant des matieres de Théologie, ayant été reçu Bachelier de Sorbonne. L'expédient qu'il avoit à proposer & que les deux Agens du P. Confesseur faisoient semblant de ne point rejeter, étoit à l'ordinaire celui des explications. Il voulut d'abord, par le conseil de M. de Meaux, en conférer avec le P. Tellier, jugeant bien qu'il travailleroit inutilement s'il n'agissoit de concert avec lui.

Il le va donc voir le Dimanche 20 Janvier : il lui expose les vues qu'il a pour finir l'affaire de la Constitution. Ce Pere prend avec lui le même ton, qu'il avoit déjà pris avec bien d'autres en pareil cas, & dit que c'étoit une affaire dont il ne se mêloit point ; qu'il n'y prenoit d'autre intérêt que celui que tous les fidèles devoient y prendre, & qu'il le prioit de ne l'y point faire entrer. Quelque chose que pût dire M. de Maisons, le Pere insista toujours pour ne rien dire & ne rien écouter. Enfin par condescendance pour ce Magistrat, il voulut bien en entendre parler historiquement & par maniere de conversation.

M. de Maisons lui dit donc qu'il ne voyoit que deux voies pour finir cette affaire : que le Pape donnât des explications, ou qu'on permit aux Evêques d'en donner, qui fussent relatives à l'acceptation.

Le P. Tellier, après que le Magistrat eut expliqué ces deux expédiens, répondit : « Si on veut que le Pape donne des explications, qui est-ce qui lui fera son thème, ou qui le corrigera ? Convient-il d'envoyer de France des projets d'explications au Pape ? Comme le Président ne répondoit rien à ce lan-

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 411. &
413.

gage, » Si l'on veut mettre dans ces explications, continua le Jésuite, que le Pape n'a pas voulu donner atteinte à la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas, cette proposition sera dans l'Eglise une source de division, les Jésuites prétendant comme les Jacobins, être les disciples de ces deux Saints; & ce seroit donner de nouvelles forces aux Jan-sénistes, qui se disent aussi disciples de S. Augustin & de S. Thomas. »

SECT. II.
ART. 33.
Ann. 1715.

Il ne rejetra pas avec moins de force les explications relatives des Evêques : il dit qu'accepter les décisions de l'Eglise relativement à des explications particulières, c'étoit rendre nul tout ce que l'Eglise décideroit ; qu'il n'y avoit point d'Evêque Luthérien qui n'eût reçu les décisions du Concile de Trente, si on lui avoit permis de les expliquer à sa manière. Il s'étendit fort contre cet expédient ; & répéta fidèlement tout ce qui est dit dans ce qu'on appelle le *Cathéchisme des Evêques* sur l'acceptation relative.

M. de Maisons voyant ce Pere opposé à ces deux expédients, lui demanda comment donc il prétendoit finir cette grande affaire ? » Je ne vois qu'un seul moyen, répliqua le Jésuite, c'est que le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui sont unis, souscrivent aux délibérations de l'Assemblée. »

Ibid.

Le Président lui fit voir que cet expédient n'étoit pas à proposer ; qu'il faudroit donc en venir à un Concile National ; que ce Concile pouvoit avoir de grands inconvénients pour l'Eglise & pour l'Etat ; qu'on ne savoit pas quel seroit le sentiment des Evêques ; que plusieurs pourroient se réunir à ceux qui n'avoient pas accepté, si on exigeoit d'eux une

SECT. II.

Art. 33.

Ann. 1714.

acceptation pure & simple. Tous ces inconveniens du Concile n'étonnerent pas le Pere Tellier. Sa réponse fut que ce seroit l'affaire des Evêques ; qu'ils étoient bons & sages , & qu'il falloit espérer qu'étant assemblés ils prendroient le parti le plus raisonnable.

M. de Maisons ne gagnant rien sur ce Pere , lui fit voir que sa Société jouoit gros jeu dans tout ceci ; qu'il pouvoit venir un tems où lui manqueroit la protection qu'elle avoit actuellement ; qu'alors tout étoit à craindre pour eux. Le Pere demeura ferme à la vue de l'orage , & dit que plusieurs d'entre eux alloient chercher la mort en Angleterre , & dans d'autres pays ; qu'ils devoient être prêts à la souffrir dans le lieu de leur naissance , si c'étoit l'ordre de Dieu.

Ibid.

Le Président comprit qu'il ne falloit point attendre que ce Pere se prêtât à aucun accommodement. Il alla chez M. de Meaux pour lui rendre compte de cet entretien , & se démettre de sa négociation ; mais il trouva le Prélat si disposé à un accommodement , & si prêt à tout faire pour y parvenir , qu'il résolut de voir M. le Cardinal de Rohan & de lui proposer de faire venir à Paris , ou près de Paris , M. l'Archevêque de Tours & M. l'Evêque de Mirepoix , afin que l'on dressât avec eux un plan d'explications ; le Cardinal de Noailles ne voulant rien faire seul. M. de Meaux avoit fort approuvé le rappel de ces deux Messieurs , & convenoit que le Cardinal de Noailles avoit grande raison de ne vouloir pas se charger de dresser seul un plan d'explications.

A R T I C L E X X X I V.

A N N É E 1715.

Différens traits qui caractérisent les deux Agens du P. Tellier, & qui justifient le choix qu'il avoit fait d'eux pour remplir le rôle qu'il leur faisoit jouer.

LE Dimanche 27 Février le Président eut une conférence avec le Cardinal de Rohan, dont le résultat fut qu'il seroit très-difficile d'engager le Roi à permettre à M. de Mirepoix, non-seulement d'approcher de Paris pour conférer avec le Cardinal de Noailles, mais même d'aller à Tours pour voir l'Archevêque de cette ville, & y entrer en pourparler avec lui. M. de Bissi, qui avoit si fort approuvé & fait espérer au Président de Maisons ce rappel de l'Evêque de Mirepoix, étoit si offensé du Mandement de M. de Mirepoix, qu'il avoit dit en présence de plusieurs personnes, & entr'autres de M. le Chancelier, que le Cardinal de Rohan & lui obligeroient M. de Mirepoix à venir en pleine assemblée demander pardon aux Evêques, de l'injure qu'il leur avoit faite.

L'esprit de duplicité avec lequel ces deux Agens se conduisoient dans toutes leurs négociations, sous l'impression & la direction de leur grand maître le P. Tellier, eut bientôt sa récompense. M. de Bissi qui avoit déjà obtenu la riche Abbaye de Saint Germain-des-prés, à la mort du Cardinal d'Etrées, fut élu

SECT. II.
Art. 34.
Ann. 1715.

*Ibid. p.
485.*

SECT. II.

Art. 34.

Ann. 1715.

Ibid. pag.

486.

vé au Cardinalat; & son fidèle Coopérateur
eut l'Abbaye de S. Vaast d'Arras.

Autre trait bien propre à caractériser l'Evêque de Meaux. Le Jeudi* 1; Juin, M. de Bissi va rendre sa visite au Cardinal de Noailles pour lui annoncer la nouvelle de son chapeau. Dans la conversation le nouveau Cardinal fait des protestations étonnantes *d'attachement*, de *respect*, de *dévouement* pour son Confrère. Il en prend Dieu à témoin, assurant que lui seul connoissoit le fond de son cœur, & savoit qu'il n'y avoit aucun Evêque dans le Clergé de France, qui fût plus sincèrement attaché que lui à son Eminence; même aux quatorze Evêques, & à tous ceux qui lui étoient le plus unis. On savoit que dans ce même tems, il parloit à tout le monde de la déposition du Cardinal, comme de la chose du monde la plus facile; que quelques jours auparavant, le Cardinal de Rohan, le P. Tellier & lui s'étoient assemblés plusieurs fois pour dépêcher à Rome un Courier extraordinaire, afin de presser le Concile national, ou le choix des Commissaires contre la même Eminence; qu'il demandoit avec empressement ce Concile, & se rendoit caution auprès du Roi, que s'il étoit accordé, en quinze jours ou trois semaines, le Cardinal y seroit déposé; qu'enfin lorsqu'il écrivoit à Rome, ce n'étoit que pour arracher des mains du Pape tous les foudres du Vatican pour en écraser son Confrère.



ARTICLE XXXV.

ANNÉE 1715.

Violences exercées durant ces menées. Célèbres Prédicateurs enlevés à Paris, & mis à la Bastille ou exilés. Destruction de la Communauté de sainte Agathe. Divers Monasteres de Religieuses tourmentés.

DURANT toutes ces menées les violences s'exerçoient toujours à l'égard de diverses personnes les plus recommandables par leurs lumières & leur piété. Le P. d'Albizi, célèbre Dominicain, est arrêté dans le moment qu'il alloit à l'Eglise de S. Benoît, où il prêchoit le Carême : son auditoire qui étoit déjà presque rempli, est fort surpris d'apprendre qu'on venoit de mener le Prédicateur à la Bastille. Le soir même M. d'Argenson envoie de ses Exempts aux *Feuillants* pour signifier deux Lettres de cachet ; l'une pour Dom Jérôme prêchant aux *Prémontrés*, à l'âge de soixante-dix-huit ans, par laquelle il étoit exilé à Poitiers ; l'autre à Dom *Turquois* qui prêchoit à S. Etienne-du-mont : il étoit relégué à *Belle-fontaine*, petit Couvent de l'ordre dans le Diocèse de la Rochelle. Il y avoit près de quarante ans que Dom Jérôme prêchoit avec applaudissement : il avoit même prêché à la Cour, & il assuroit qu'il n'avoit rien changé dans ses sermons. Dom *Turquois* avoit prêché deux Carêmes dans l'Eglise de Notre Dame, sans avoir donné prise aux

SECT. II.
Art. 35.
Ann 1715.

Voyez
l'Histoire
de la Con-
stitution,
t. 1. p. 383.

SECT. II.

ART. 35.

Ann. 1715.

Ibid. p.

393.

critiques les plus sévères. Le P. d'Albizi étoit très-honoré à Paris pour sa piété. Ses ennemis pensent à le livrer à l'Inquisition d'Avignon : l'exécution de ce dessein est arrêtée par un Mémoire présenté à M. le Chancelier, où l'on fait voir qu'un pareil traitement exercé contre un Sujet du Roi, est l'admission de l'Inquisition en France. Un Feuillant nommé Dom *Trudon* est arrêté pour quelques mots contre la Constitution. M. d'Argenson l'envoie dans le Couvent de la rue Saint-Honoré, avec ordre de l'enfermer. Il est mis dans une prison faite avec des solives & des barreaux de bois qui forment une espèce de cage, placée dans un grenier. Les Supérieurs qui ne l'ont ainsi renfermé que pour empêcher que leur Communauté ne soit inquiétée, adouciissent d'ailleurs sa captivité autant qu'ils le peuvent.

Ibid. p.

394.

On persuade au Parlement de rendre un Arrêt pour supprimer toutes les Communautés qui s'étoient établies sans Lettres Patentes. Quoique cet Arrêt fût en soi conforme aux loix & à la police du Royaume, il étoit aisé de comprendre qu'on n'avoit engagé le Parlement à le rendre, que dans le dessein de chagriner le Cardinal de Noailles, & d'inquiéter les filles même que l'on soupçonnoit n'être point soumises à la Constitution. En conséquence de cet Arrêt on détruit à Paris la Communauté de Sainte Agathe, composée d'environ quarante filles, & dans laquelle se trouvoit un égal nombre de petites pensionnaires, qui y étoient parfaitement bien instruites. On tourmente diverses autres Religieuses dans quelques Diocèses par la proposition d'un formulaire, où on leur fait recevoir sans

de l'Hist. Eccles. XVIII. siècle. 215
 aucune restriction ni explication la nouvelle
 Bulle, avec les Bulles données contre Janlé-
 nius, sous ce serment : *Ainsi nous le jurons*
par les saints Evangiles que nous touchons
réellement. C'est ce qui s'est fait principale-
 ment à Marseille. On trouve une copie de ce
 formulaire dans l'*Histoire de la Constitution* :
 elle est tirée du Geste de l'Evêché.

SECT. II.
 Art. 35.
 Ann. 1715.

ARTICLE XXXVI.

ANNÉE 1715.

Suite des mêmes vexations. On veut engager
plusieurs Savans, qu'on connoissoit opposés
à la Constitution, à écrire en sa faveur.
Affaire de trois Curés & de trois Chanoines.

Ordres de la Cour sont signifiés à la Diète
 des Bénédictins de la Congrégation de
 Saint Maur, d'examiner les plaines qu'on a
 reçues touchant plusieurs Religieux de diffé-
 rentes Maisons, qui s'étoient déclarés contre
 la Constitution. La Diète, ou plutôt le Gé-
 néral, les Assistans, & les Visiteurs se confor-
 ment exactement à ces ordres. Ils déposent
 plusieurs Prieurs d'entre ceux qu'il avoit plu
 aux parrifans de la Constitution de rendre sus-
 pects. Ils instruisent selon les règles qui sont
 en usage dans la Congrégation, les procès
 de deux Religieux, qui leur avoient été ren-
 voyés. Nouveau genre de vexation : on veut
 engager plusieurs Savans, qu'on connoissoit
 opposés à la Constitution, à écrire en sa fa-
 veur, & à réfuter le Livre de *l'action de Dieu*

SECT. II.
 Art. 36.
 Ann. 1715.

Pag. 196.
 & suiv.

SECT. II.
ART. 36.
Ann. 1715.

sur les créatures, la première édition des *Hexaples*, & le *Témoignage de la vérité*. On s'adressa particulièrement, mais en vain, à M. Duguet, à M. Couet, aux Bénédictins & aux Chanoines de Sainte Genevieve. M. le Cardinal de Polignac se charge d'écrire contre le *Témoignage de la vérité*, & en est récompensé.

Pag. 423
& suiv.

Autres personnes vexées au sujet de la Constitution. M. Duguet le jeune, M. Bellanger, trois Ecclésiastiques de Provence, une Communauté de Prêtres à l'Isle-Adam, deux Docteurs de Poitiers. On peut voir plus en détail dans l'histoire de la Constitution, les différentes persécutions qui s'exercerent alors.

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 491. &
492.

Trois Curés de *Reims* qui avoient refusé de publier la Constitution dans leurs Paroisses, & trois Chanoines, (MM. Legros, Baudouin & Maillefer,) qui avoient refusé dans trois Assemblées de leur Faculté de recevoir en aucune maniere la Constitution, nonobstant le Mandement de leur Archevêque du 18 Avril, sont jugés le 17 Juin par l'Abbé de la *Fare Lépès*. Les trois Chanoines s'étant retirés, leur procès est fait par défaut; on leur donne deux mois, après lesquels en vertu du jugement rendu le 17 Juin, ils sont déclarés interdits de toutes fonctions Ecclésiastiques, suspendus de leurs offices & bénéfices, privés & séparés de la Communion des fidèles. A l'égard des trois Curés, ils étoient détenus par Lettres de cachet au Séminaire de *Reims*. Après plusieurs procédures, l'Official dresse un Procès-verbal dans lequel ils déclarent, qu'ils se soumettent par avance à ce qu'il plaira à l'Eglise Catholique & Romaine, à laquelle seule il appartient de confirmer & de réformer
le

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 217
le jugement des Pontifes ; & ils demandent
que l'on n'exige d'eux rien de plus, jusqu'à ce
que l'affaire des Prélats qui n'ont point accep-
té soit décidée.

ARTICLE XXXVII.

ANNÉE 1715.

La Religion se trouve en Asie dans l'état le
plus déplorable. Clément XI. voulant se la-
ver du reproche qu'on lui faisoit de son dé-
vouement aveugle pour la Société, est obligé
de donner la Bulle ex illâ die, qui proscrie
toutes les superstitions & idolatries Chi-
noises.

Pendant tous ces troubles, excités par les
Jésuites à Rome, en France, & dans la
plus grande partie de la Chrétienté en Euro-
pe, au sujet de leur Bulle ; la Religion se
trouva en Asie dans l'état le plus déplorable.
La mort du Cardinal de Tournon est dans le
vaste Empire de la Chine, un sujet de deuil,
de tristesse & de larmes pour tous les vrais
Ministres de l'Evangile ; pendant qu'elle est
pour les Peres Jésuites un sujet de joie & de
triomphe. Libres alors de tout entreprendre &
de tout faire, on les voit se porter aux plus
honteuses extrémités. Munis de l'autorité d'un
Empereur idolâtre, qu'ils ont sçu mettre dans
leurs intérêts ; ils s'en servent pour opprimer
les Missionnaires les plus édifiants & les plus
dignes de leur ministère. Impostures, ca-
lomnies, pertes des biens, vexations de tout

SECT. II.
Art. 37.
Ann. 1715.

SECT. II.

Art. 37.

Ann. 1715.

genre & de toute espèce, 'emprisonnemens', tout est employé, ou pour séduire les simples, ou pour abattre & renverser les plus fermes. Ils se flattent de pouvoir rester ainsi seuls maîtres de la Religion dans ce grand Empire, sur-tout depuis qu'ils tiennent en Europe Rome toute occupée de leur Bulle *Unigenitus*.

Mais la divine Providence prend ces faux sages dans leur propre sagesse. La condamnation des cent-une propositions censurées par cette Bulle souleve à son tour tellement les esprits, que Clément XI. afin de se laver du juste reproche qu'on lui faisoit, de son dévouement aveugle pour la Société dont il toléroit à la Chine les abominations sacrilèges, & canonisoit en Europe la mauvaise doctrine, est enfin obligé de donner la Bulle *Ex illa die*, * qui proscriit solennellement toutes les superstitions & idolatries Chinoises; en sorte qu'elles ne trouvent plus aujourd'hui de défenseurs que dans la Société, aussi peu soumise aux décisions des Papes qui condamnent ces superstitions, que dévouée à celles qui canonisent sa doctrine. Cette Bulle contre laquelle nous verrons les Jésuites se révolter de la manière la plus scandaleuse & la plus étrange, est du 20 Mars 1715.

* Cette Bulle est rapportée en entier dans les *Anecdotes sur les affaires de la Chine*, tome 3, pages 279 & suivantes.



ARTICLE XXXVIII.

ANNÉE 1715.

Grande conférence chez M. le Cardinal de Bissy, où la résolution est prise de la tenue d'un Concile national pour pousser à bout le Cardinal de Noailles & tous les Evêques opposans.

LE Dimanche 14 Juillet, il se tient une grande conférence chez le Cardinal de Bissy. Tous les Commissaires de l'Assemblée des Quarante s'y trouvent, à l'exception de l'Evêque de Soissons, qui étant mort, avoit laissé sa place à l'Archevêque de Narbonne. Il s'y agissoit de décider absolument s'il y auroit un Concile national ou non. On assure que le résultat fut pour le Concile national, en sorte que quelque nouvelle que le Courier qu'on attendoit de Rome pour le Vendredi suivant, pût apporter, on enverroit la semaine d'après les Lettres pour la convocation du Concile.

Après la conférence, Messieurs les Cardinaux de Rohan & de Bissy, vont souper chez M. Ogier à Bercy : il est près de trois heures après minuit, lorsqu'on se retire. M. le Cardinal de Rohan va coucher à Marli, où tous les jours il a une table magnifiquement servie, un jeu qui ne finit qu'à cinq heures du matin, & plusieurs Dames. Le Cardinal de Bissy, depuis le Chapeau de Cardinal, donnoit aussi beaucoup dans les meubles & dans

SECT. II.
Art. 38.
Ann. 1715.
Journal
d'Orf. t. I.
P. 497.

Ibid. p.
498.

la magnificence. Il avoit presque tous les soirs chez lui un concert, auquel étoient admises des Musiciennes, dont quelques-unes logeoient à l'Abbaye.

SECT. II.
ART. 38.
Ann. 1715.

Ibid. p. 503. Le Dimanche 28 Juillet, ce Cardinal va voir le Cardinal de Noailles, sous prétexte de quelques réparations qui étoient à faire à son Abbaye de Saint Germain, & qu'il demandoit à la succession du Cardinal d'Etrées. Après avoir traité cette affaire, il déclare à son Confrere que *quelque chose qu'il pût arriver*, il falloit un Concile national; que les Jésuites mêmes le souhaitoient. C'étoient eux qui par l'organe de leur P. Tellier avoient engagé Louis XIV. à en former le dessein, & à envoyer, il y avoit déjà plusieurs mois, M. *Amelot* à Rome pour en négocier la convocation. Mais ce nouveau négociateur ne pouvoit y faire consentir Clément XI. & l'Abbé *Masseï*, son Camérier & son homme de confiance, envoyé pour ce sujet en France, disoit toujours fort haut que le Pape ne vouloit absolument point de Concile. Un Pere *Timothée*, Capucin, qui s'étoit mis au nombre des négociateurs, & qui étoit venu en France avec *Masseï*, tenoit le même langage. *Ibid.* p. 499. En vain assuroit-on qu'il ne s'y passeroit rien qui pût offenser le Pape : on ne pouvoit engager les Romains à y consentir. *Je ne veux pas*, disoit le S. Pere, *me livrer à une centaine d'ours qui me dévoreront tout vivant.*

Les Jésuites desiroient ce Concile; ils le sollicitoient avec d'autant plus d'ardeur, qu'ils savoient que Clément XI. par la crainte qu'il en avoit étoit sur le point d'entrer en accommodation avec le Cardinal de Noailles. D'ailleurs ce Concile devoit être convoqué par la

seule autorité du Roi : car le P. Tellier avoit si bien pris les mesures, tant du côté des Evêques, que du côté de la Cour, qu'il sento-
toit bien que ce projet n'exposoit la Société à aucun risque.

SECT. II.
ART. 38.
Ann. 1715.

ARTICLE XXXIX.

ANNÉE 1715.

Le P. Tellier obtient une Déclaration telle qu'il la falloit pour écraser tout ce qui seroit opposé à lui & à sa Société. Le Parlement montre toute sa fermeté dans les démarches de ses principaux Magistrats.

Outre que le Pere Tellier s'étoit assuré de presque tous les Evêques, il avoit eu grand soin de suggérer à Louis XIV. de donner & faire enregistrer au Parlement pour préliminaire à ce Concile, une *Déclaration*, telle qu'il la lui falloit pour écraser tout ce qui se seroit opposé à lui & à sa Société. Cette *Déclaration* ne tarda pas à être dressée. On y supposoit d'abord que le Corps des Pasteurs, non-seulement de l'Eglise de France, mais de tout le monde Chrétien, avoit reçu la Bulle, & qu'il .. y avoit plus que des réfractaires qui refusassent de la recevoir. Sa Majesté statuoit en conséquence, & enjoignoit à tous les Evêques qui ne l'avoient pas encore reçue, de la recevoir de la même manière que l'Assemblée des Quarante. Il étoit ordonné, que s'il y avoit des Mandemens qui n'y fussent pas conformes, ceux qui les avoient

SECT. II.
ART. 39.
Ann. 1715.

SECT. II.
ART. 39.
Ann. 1715.

faits, seroient obligés d'en donner de nouveaux, & de se conformer à l'acceptation de cette Assemblée; qu'ils seroient sommés de le faire à la Requête du Procureur-Général, & que faute d'obéir, on les poursuivroit dans toute la rigueur des saints Canons.

Le Parlement qui n'avoit enregistré la Bulle que par contrainte & avec des modifications & des restrictions qui rendoient l'enregistrement absolument nul, montre toute sa fermeté dans les démarches de ses principaux Magistrats. Le premier Président & le Procureur-Général n'ont pas de peine à comprendre, que la *Déclaration* dont il s'agissoit, étoit l'effet d'un dessein formé de mettre les Evêques opposans *in reatu*, & de les faire paroître au Concile national, non comme Juges, mais comme coupables & accusés. Ces deux Magistrats voulant faire échouer la *Déclaration*, conviennent d'un Mémoire, qu'ils doivent envoyer à M. le Chancelier. Envain le Cardinal de Rohan fait dire au Procureur-Général par un ami commun, que le Roi est absolument résolu de donner cette *Déclaration*; que son Mémoire & toutes les difficultés qu'il se préparoit à faire naître, ne produiroient d'autres effets, que d'achever de le perdre dans l'esprit du Prince, déjà indisposé contre lui; qu'il avoit des ennemis qui ne cherchoient qu'à le détruire, & qu'il alloit leur en fournir l'occasion, s'il paroïssoit vouloir résister à la volonté du Roi. Le Mémoire est dressé: on y fait voir non-seulement l'inutilité, mais les inconvéniens de prévenir la tenue du Concile national, que l'on projettoit, & de le faire précéder par une *Déclaration* qui excédoit le pouvoir de l'au-

torité Royale ; puisque le Roi s'y constituoit Juge des dogmes de la foi , par l'injonction aux Evêques d'accepter la Constitution. Après le dénombrement d'un grand nombre d'exemples pour établir & confirmer ce premier point , on montre combien il est peu convenable de supposer dans cette *Déclaration* un fait qui seroit contredire par la voix commune , savoir que la Constitution étoit reçue par tous les Evêques Catholiques ; puisqu'il étoit notoire , qu'il y avoit des Etats & des Royaumes entiers où la Constitution n'étoit pas reçue. On rejette l'acceptation tacite ; & l'on conclut que la Constitution n'ayant point l'acceptation expresse ni tacite de toutes les Eglises , elle ne sauroit passer pour acceptée. On fait voir enfin que les Rois qui avoient convoqué des Conciles , l'avoient toujours fait sans décider les questions qu'on devoit y traiter.

SECT. II.
Art. 39.
Ann. 1715.

Les deux Magistrats , avant de voir le Roi , ont avec le Chancelier une longue conférence , dans laquelle ils rappellent tout ce que leur Mémoire contenoit. Le Ministre ne leur répond autre chose , sinon qu'ils ne persuaderont jamais au Prince que ce que cent cinq Evêques avoient décidé contre quinze , ne dût pas être regardé dans le Royaume comme règle de foi.

Le premier Président peu satisfait de la réponse du Ministre lui représente vivement les suites de la *Déclaration* projetée , les plaines du Public , la difficulté qu'il y auroit de la faire recevoir au Parlement. *Outre cela , Monsieur , lui dit-il , si M. le Procureur-Général , M. Joly de Fleury & moi , ne pouvons prêter notre ministère , M. de Lamoignon ose-*

ra-t-il parler ? Et mettrez-vous de nouveaux
 Officiers au Parlement ?

SECT. II.

Art. 39.

Ann. 1715.

Après la conférence des deux Magistrats avec le Chancelier, ils vont à l'audience du Roi. Il leur demande ce qu'ils pensent de la *Déclaration*. Le premier Président regarde le Procureur-Général, & le met dans la nécessité de parler. Ce qu'il dit est un précis de son Mémoire. Le Roi après l'avoir écouté, lui ordonne de revenir le Dimanche suivant avec l'Avocat-Général, & ajoute que si l'on ne pouvoit donner la *Déclaration* projetée, il falloit chercher les moyens de faire quelque chose d'équivalent; qu'il ne vouloit point que dans le Concile le Cardinal de Noailles eût la qualité de Juge, & qu'il ne le souffriroit jamais. Il s'échauffe contre ce Cardinal; & il parle dans des termes très-forts sur sa foi, disant qu'il le regardoit presque comme un hérétique.

Au sortir de l'audience du Roi, le Procureur-Général va chez le Chancelier, & persuadé de la nécessité de lui parler nettement, il lui dit, qu'il connoissoit les dispositions de M. Joly de Fleury, & qu'il savoit que jamais on n'obtiendrait de lui de parler en faveur de la *Déclaration*; qu'il prévoyoit bien qu'à son propre égard, pensant comme son Confrère, on ne manqueroit pas de dire que c'étoit un effet de ses préventions pour les Jansénistes; mais qu'un Chancelier n'ignoroit pas qu'un homme en place ne devoit rien faire contre sa conscience & contre son honneur; qu'il croiroit pécher contre l'un & l'autre, s'il acquiesçoit à la *Déclaration* proposée; qu'ainsi il étoit obligé de s'ouvrir sur cela par avance, afin que l'on prît ses mesures. Le Chancelier

ne se rendant point à ces raisons, persiste à dire qu'il ne croyoit pas qu'on pût se dispenser de donner la *Déclaration*, & que le Roi iroit plutôt au Parlement pour la faire passer. *Voudriez-vous*, reprit le Procureur-Général, *l'y faire venir pour mettre la consternation dans Paris, & pour affliger tout son Parlement ?*

SECT. II.
Art. 39.
Ann. 1715.

Ce Magistrat devant aller le lendemain (Dimanche 11 Août) à Versailles, avant de partir il dit adieu à son Epouse, lui faisant sentir qu'il ne savoit pas s'il n'iroit point coucher à la Bastille : mais sans être étonnée de ce discours & sans s'attendrir sur le sort d'un Epoux qui lui étoit si cher, elle lui répondit : *Allez, Monsieur, & agissez comme si vous n'aviez ni femme ni enfans. J'aime infiniment mieux vous voir conduire avec honneur à la Bastille, que de vous voir ici déshonoré.*

Le Procureur-Général vit le Roi, qu'il trouva très-abbatu, & qui lui fit connoître en présence du Chancelier, qu'il étoit absolument déterminé à donner la *Déclaration*. Comme le Procureur-Général lui exposoit les difficultés du Premier Président & de l'Avocat-Général, il dit que puisqu'il vouloit que cette *Déclaration* passât, il falloit bien qu'ils le voulussent.

Au sortir de l'audience du Roi, le Procureur-Général continua de parler au Chancelier avec la même fermeté, l'assurant que rien n'étoit capable de le faire agir contre sa conscience, ni de le contraindre à se déshonorer. Après qu'il eut quitté le Ministre, il eut une longue entrevue avec le Cardinal de Rohan, qui n'ayant rien à répondre à des

raisons sans réplique , dit : *Mais , Monsieur ,*
 SECT. II. *si le Roi pense comme cela , pourquoi voulez-*
 Art. 39. *vous l'empêcher de le dire ? C'est-à-dire ,* reprit
 Ann. 1715. *le Magistrat , que si le Roi pense qu'il faut éta-*
blir un nouvel article de foi , il lui sera permis
de le dire , & d'enjoindre aux Evêques de le
croire ; & à ses Magistrats de donner à ses pen-
sées force de loi par tout le Royaume !

Le lendemain (Lundi 12 Août) le Premier Président assemble les Présidens à Mortier , de Menars , Lamoignon , Portail , Amelot , Pelletier , Bailleul & Novion. Ce dernier dit que la matiere étoit difficile , sans vouloir s'ouvrir davantage. Tous les autres déclarèrent qu'ils ne seroient point pour l'enregistrement de la Déclaration. Les Conseillers de Grand'Chambre furent aussi assemblés par bandes , & presque tous marquerent également leur opposition. Le soir même le Premier Président écrivit au Chancelier pour l'instruire de ce qu'il avoit fait , & lui marqua que suivant les dispositions où il avoit trouvé la Grand'Chambre , sûrement la Déclaration ne passeroit point.

Le Mercredi 14 Août , le Chancelier répondit au Premier Président , que le Roi étoit surpris d'une pareille résistance ; que le Parlement s'attireroit quelque chagrin de la part du Roi , & que Sa Majesté étoit si déterminée à ce quelle vouloit , que s'il étoit nécessaire , elle iroit elle-même au Parlement tenir son lit de justice. Le Premier Président répondit au Ministre d'une manière très-forte , jusqu'à lui marquer qu'ils étoient tout prêts à remettre leurs robes au Roi , plutôt que de contribuer à déshonorer Sa Majesté par l'enregistrement d'une Déclaration si contraire à

toutes les Loix. Tandis que le Chancelier lit cette Lettre, surviennent le Procureur-Général & l'Avocat Général. Comme ils lui paroissent aussi fermes que les autres Magistrats, dont il venoit d'apprendre les dispositions, il leur représenta le chagrin qu'une telle nouvelle donneroit au Roi, ajoutant que dans l'état d'infirmité où étoit le Prince, tout étoit à craindre pour sa santé; qu'il seroit triste pour lui de trouver dans son Parlement tant d'opposition à ses volontés. *C'est servir le Roi*, dirent les deux Magistrats, *que de ne lui pas rendre une obéissance aveugle dans une occasion pareille.*

Quelques jours après, (le 25 Août,) le Procureur-Général se trouvant encore vivement atraqué par le Chancelier, se défendit de nouveau avec le même courage, le Ministre lui ayant dit entre autres choses, que le Parlement abusoit de la confiance qu'il lui avoit témoignée; qu'on n'en avoit jamais usé de la sorte à l'égard du Chancelier; qu'il voyoit bien qu'il falloit se mettre sur le pied de se passer du Parlement, & que s'il n'avoit point crain de l'offenser, il auroit pris une autre voie, savoir un Arrêt du Conseil. » Point du tout, reprend le Procureur Général; le Parlement ne sera jamais » offensé de vous voir faire une faute qu'il » n'aura pas voulu faire. Mais il sera fâché » de vous voir commettre ainsi l'autorité du » Roi. Et moi, comme votre ami, j'en serai » très-affligé. Croyez-moi, Monsieur, il viendra un jour où vous remercirez le Parlement du service qu'il vous aura rendu. »

Le Premier Président lui avoit également bien parlé la veille. Et le jour d'au paravant

SECT. II.
ART. 3.
Ann. 1715.

SECT. II.
ART. 39.
AN. 1715.

ce Ministre avoit entretenu le Président Portail sur un ton fort extraordinaire. Car comme on avoit changé quelque chose à la Déclaration proposée, afin qu'elle éprouvât moins de résistance : *Quelle difficulté, Monsieur, avoit-il dit, fait-on encore sur le nouveau projet de Déclaration que j'ai envoyé ?* Ce Président lui avoit soutenu que dans le fond ce nouveau projet étoit peu différent du précédent ; qu'on y supposoit toujours une parfaite unanimité entre les Evêques acceptans, quoiqu'il fût notoire qu'il n'y en avoit point ; qu'on prescrivoit toujours aux Evêques du petit nombre de se rendre à l'exemple des autres ; qu'on y faisoit enjoindre à ces Prélats d'accepter la Bulle par la seule autorité Royale, sans qu'aucun jugement canonique leur eût imposé cette Loi, sans que le Roi même, ni aucun de ses Prédécesseurs, ni aucuns Princes Chrétiens eussent fait une Loi semblable.

Plus la vérité est représentée avec force, plus elle irrite ceux qui ne sont point disposés à s'y rendre. Le Chancelier accablé par des raisonnemens auxquels il ne pouvoit répondre, en vient aux invectives. *C'est le Procureur-Général, dit-il, qui fait toutes ces difficultés ; il est un séditionnaire ; dans quatre jours le Roi sera en santé ; il tombera sur lui comme il doit. Votre Parlement s'oppose aux volontés du Roi ; nous lui ferons bien connoître qu'on peut se passer de lui.*



ARTICLE XL.

ANNÉE 1715.

Observation sur les circonstances qui ont accompagné les derniers momens de Louis XIV.

LEs choses se trouvant portées aux dernières extrémités, la maladie du Roi augmenta, & le Prince ne fut plus en état d'entendre parler de la Déclaration. On prétend que pour préparation à la réception du saint Viatique, le Pere Confesseur remit au Prince un papier qui contenoit le dernier ou quatrième vœu de la Société. C'est ce qu'en ont témoigné plusieurs personnes de la Cour, qui pouvoient en être instruites, & leur témoignage se trouve d'autant mieux fondé, qu'on a d'ailleurs des preuves, que trois ou quatre ans auparavant le même Pere Tellier avoit engagé le Roi à sa Compagnie, par les premiers vœux de la Société, qu'il lui donna de même dans un papier, & qu'il lui fit prononcer à voix basse, au pied de l'Autel, avant qu'il reçût la Communion.

C'est ainsi que ce Pere Confesseur avoit pris toutes les précautions pour asservir ce grand Prince à sa Société, afin de l'engager à faire contre ses fortes répugnances, tout ce que la Société désiroit. Ces répugnances qu'il avoit de souscrire aveuglément à tout ce qu'exigeoit de lui ce Confesseur, il les marqua sur-tout dans ces momens critiques, où il étoit sur le

SECT. II.
ART. 40.
Ann. 1715.

SECT. II.
ART. 40.
Ann. 1715.

point d'aller paroître devant Dieu. Car comme ce Jésuite lui recommandoit alors sa Constitution, & le prioit, en présence des deux Cardinaux de Rohan & de Bisly, de donner là-dessus ses ordres : *Vous savez bien*, leur dit-il, *que jamais je n'ai entendu cette affaire, que je me suis conduit par vos avis ; je m'en remets à vos consciences, & vous en répondrez devant Dieu.* Tous trois lui répondirent qu'ils feroient volontiers ses cautions. Les peines & les inquiétudes que lui caufoit ce Jésuite au sujet de sa Bulle, étoient si notoires, & avoient tellement attiré l'indignation du Public sur ce Père, que quand il vint confesser le Prince, les Garçons bleux l'entourerent pour lui dire de ne point parler de Constitution. Lorsque dans la suite il paroissoit à la porte de l'appartement, on lui en refusoit souvent les entrées, & il ne pouvoit y aborder qu'en faisant le tour par les cabinets. On dit même que quelques Officiers subalternes l'avoient menacé de lui faire sauter les degrés, parce qu'à force de parler au Roi de la Bulle, & de le fatiguer sur cette matiere, il hâtoit sa mort.





SECTION III.

Contenant les principaux événemens depuis les commencemens de la Régence jusqu'à l'appel des quatre Evêques.

ARTICLE PREMIER.

ANNÉE 1715.

Effets de la liberté rendue. Déclaration du Roi universellement applaudie. Tout l'appareil dressé contre les Evêques opposans disparaît. L'indignation éclate de toutes parts contre les Auteurs des maux qui ont précédé. Le Cardinal de Noailles est rappelé à la Cour. Il est établi chef du Conseil de conscience.

Bientôt après la mort de Louis XIV. arrivée le 1 Septembre à huit heures un quart du matin, parut une Déclaration du Roi, universellement applaudie, donnée à Vincennes le 15 Septembre. » Louis, par la grace » de Dieu, &c. La fidélité, le zèle, & la » soumission avec lesquels notre Cour de » Parlement a toujours servi le Roi notre » très-honoré Seigneur & Bisayeul, nous engageant à lui donner des marques publiques de notre confiance, & sur-tout dans » un tems, où les avis d'une Compagnie aussi

SECT. III.
ART. I.
Ann. 1715.

SECT. III.

Art. I.

Ann. 1715.

» sage qu'éclairée , peuvent nous être d'une
 » si grande utilité , nous avons cru ne pou-
 » voir rien faire de plus honorable pour elle ,
 » & de plus avantageux pour notre service
 » même , que de lui permettre de nous repré-
 » senter ce qu'elle jugera à propos , avant que
 » d'être obligée de procéder à l'enregistrement
 » des Edits & Déclarations que nous lui ad-
 » dresserons , & nous sommes persuadés qu'el-
 » le usera avec tant de sagesse & de circonf-
 » pection de l'ancienne liberté dans laquelle
 » nous la rétablissons, que ses avis ne tendront
 » qu'au bien de notre Etat , & mériteront tou-
 » jours d'être confirmés par notre autorité.
 » A ces causes , &c.

Le commencement du règne de Louis XV. devient comme une espèce de triomphe pour la cause des Evêques opposans. Tout l'appareil dressé contre eux, dispaçoit comme un songe. Il s'élève tout-à-coup un cri universel en leur faveur. L'indignation éclate de toutes parts contre leurs adversaires , & particulièrement contre les Jésuites , qui avoient fait un abus si énorme du crédit qu'ils s'étoient acquis sous le règne précédent. Les Lettres de cachet furent révoquées & les prisons ouvertes par les ordres du Prince Régent. On voit revenir à Paris des endroits les plus éloignés du Royaume, sortir des cachots , une multitude d'hommes fidèles à la vérité , que leurs liens & tout ce qu'ils avoient souffert pour la justice & la vérité , rendoient encore plus recommandables auprès de toutes les personnes qui avoient de la foi & de la piété.

Journal
 d'Orf. t. 2.
 p. 11.

Le Cardinal de Noailles fut rappelé à la Cour le jour même de la mort du Roi. Arrivé à Versailles , il va d'abord à la Chapelle

prier Dieu , & ensuite devant le corps du Prince défunt. De-là il passe à l'appartement du Duc d'Orléans , qui s'avançant au devant de lui l'embrasse en présence de toute la Cour , & le fait entrer dans son Cabinet , où il l'entretient pendant une heure. Après cette conversation , il a l'honneur de saluer le nouveau Roi qui lui demande sa bénédiction. Les Princes & Princesses lui font un accueil distingué. Quand il vient à traverser les Galeries , on ne peut exprimer la joie que l'on témoignoit de le voir reparoître dans un lieu d'où il avoit été exclus depuis dix-huit mois. Il répondit aux complimens qu'on s'empressoit de lui faire sur son retour : *qu'il lui cou-
toit trop cher , pour y être aussi sensible , qu'il
l'auroit été en toute autre conjoncture.*

SECT. III.
ART. 1.
Ann. 1715.

Les Jésuites furent outrés & consternés de cette joie publique. La plupart des Evêques de l'Assemblée du Clergé qui se tenoit alors , entrèrent avec eux dans les mêmes dispositions ; ils sentoient que ces éloges & ces applaudissemens que recevoit de toutes parts celui qu'ils étoient , il n'y avoit qu'un moment , sur le point de charger d'anathêmes , devenoient pour eux autant de sujets d'opprobres , dont ils portoient toute la confusion. Néanmoins le Mardi 3 Septembre , en allant saluer le Prince Régent , ils le prièrent de s'unir à eux pour exécuter les intentions du feu Roi dans les affaires présentes , sans quoi l'Eglise , disoient-ils , seroit en danger de périr. Le Prince Régent leur répondit avec beaucoup de sagesse , *qu'on le trouveroit toujours très-dis-
posé à défendre les intérêts de l'Eglise Galli-
cane , & à conserver les Evêques dans la di-
gnité de leurs places.*

Ibid.

SECT. III
ART. 1.
Ann. 1715. Les mêmes Evêques & les Jésuites se mirent en même tems à cabaler pour empêcher sur-rout, que le Duc d'Orléans ne choisît le Cardinal de Noailles pour chef du Conseil de conscience. Le Nonce entra dans leurs intérêts. Il les rassembla chez lui & ailleurs par pelotons. Et tous, au moyen de leurs émissaires, publioient au Palais Royal, & chez les gens de confiance du Duc d'Orléans, que de mettre ce Cardinal à la tête du Conseil de conscience, c'étoit vouloir se brouiller ouvertement avec le Pape. On alla même pour engager le Prince Régent à faire quelque chose en faveur des Jésuites, jusqu'à vouloir lui faire sentir ce qu'il auroit à craindre de la Société, s'il la mettoit contre lui : & on lui fit entendre, que s'il ne les aimoit pas comme ses amis, il devoit les craindre comme ses ennemis ; qu'ils étoient capables de tout, & que sa personne ne seroit pas en sûreté, tant qu'il leur seroit opposé. Tout ce que nous lisons des Jésuites dans l'histoire de nos Rois, ne laissoit pas que d'ébranler ce Prince.

Ibid. p. 18. Cependant cela n'empêcha point qu'il ne se mit, au moins pour le tems présent, au-dessus des craintes & des soupçons qu'on tâchoit de lui inspirer. Le Vendredi 13 Septembre les Cardinaux de Rohan & de Bisly & le Chancelier allèrent lui rendre compte de ce qu'ils avoient fait sur la Constitution : il y avoit déjà quelques jours qu'ils demandoient certe Audience pour se justifier. Le Cardinal de Rohan y avoit apporté un très-gros sac de papiers. Le Duc d'Orléans dit à ces Messieurs, » qu'il voyoit bien qu'ils » avoient regardé l'affaire de la Constitution » comme une grande affaire ; que pour lui,

» il croyoit qu'il y avoit en tout cela beau-
» coup de pique, & que présentement que le
» Cardinal de Noailles n'avoit plus à crain-
» dre d'être étranglé par le P. Tellier, cette
» affaire lui paroïtoit facile à accommoder;
» que tout ce qu'il leur demandoit, c'étoit
» de ne plus s'en mêler, & de lui laisser
» traiter la chose avec le Pape. »

SECT. III.
Art. 1.
Ann. 1715.

Le Lundi suivant, ce Prince déclara au Cardinal de Noailles, qu'il l'avoit choisi pour le chef du Conseil de conscience, & qu'il en avoit donné avis au Pape. Il affecta ainsi de marquer dans ces circonstances, combien il s'embarassoit peu de ce qu'on avoit voulu lui faire craindre de la part des Jésuites. On ne sauroit exprimer jusqu'où alloit l'indignation du public contre ces Peres. Tous les jours il leur arrivoit quelque aventure dans les rues. Un Jésuite négligeant de saluer le Cardinal de Noailles qui passoit, un Officier inconnu vint le saisir au collet : *De par tous les diables*, lui dit-il, *tu salueras ton Archevêque*. Il ne le quitta pas qu'il n'eût donné le salut. On admiroit la justice du choix que le Prince avoit fait, en mettant cette Eminence à la tête du Conseil de conscience, & on louoit aussi beaucoup son courage & sa magnanimité; car on savoit que quelques-uns des émissaires des Jésuites avoient rappelé au Prince les craintes de Henri IV. qui ne consentit à leur retour que parce qu'il craignoit pour sa vie.

Ibid. p. 10.

Ibid.



ARTICLE II.

ANNEE 1715.

Assemblée de Sorbonne. M. Ravechet est élu Syndic. Nomination de Commissaires pour examiner la gestion du sieur Le Rouge. Le débit de la Collection des Conciles du P. Hardouin, imprimée au Louvre est arrêté. Mouvements à Rome au sujet de ce qui se passe en France. L'Université de Coïmbre refuse de recevoir la Bulle Ex illâ die.

SECT. III.

Art. 1.

Ann. 1715.

Ibid. p.

25 & 26.

LE premier Octobre, la Faculté de Théologie s'assemble à l'ordinaire. Il étoit question ce jour là, de faire choix d'un nouveau Syndic, en la place du sieur *Le Rouge*; Jamais l'Assemblée n'avoit été si nombreuse: il s'y trouva 240 Docteurs. *M. Ravechet* fut élu Syndic à la grande pluralité de 228 voix. A l'égard du sieur *Le Rouge*, 100 au moins opinèrent pour nommer douze Commissaires, qui examineroient sa gestion, & qui en rendroient compte au *prima mensis* de Novembre.

Ibid. p.

31 & 32.

Au commencement d'Octobre le P. Hardouin voulut faire paroître sa Collection des Conciles imprimée au Louvre Il y avoit à la tête une Epître dédicatoire au Roi Louis XIV. dans laquelle ce Jésuite parloit très-mal du Cardinal de Noailles & des Evêques qui lui étoient unis. A la fin de sa Collection, il avoit mis dans un *appendice*, la Constitution *Unigenitus*, le Bref du Pape au Cardinal de Ro-

han, qui congratuloit l'Assemblée des Quarante sur l'acceptation pure & simple; & la fausse conclusion donnée sous le nom de la Faculté. Le Procureur-Général en porta ses plaintes au Duc d'Orléans, & demanda que le débit de cet ouvrage fût surfis, & qu'il fût de nouveau examiné & révisé; ce qui lui fut accordé.

SECT. III.
ART. 2.
Ann. 1715.

Le Vendredi 11 Octobre on reçut les Lettres de Rome, en réponse au Courier extraordinaire dépêché le 15 Septembre pour apprendre au Pape le choix qui avoit été fait du Cardinal de Noailles pour chef du Conseil de conscience. A cette nouvelle le Pape fut d'abord allarmé: mais en pèsant les raisons ou réflexions de la dépêche, qu'il voulut lire & relire deux fois, il parut persuadé, ou du moins fit semblant de l'être: car on apprit depuis, qu'il avoit été plus confus que persuadé. La même nouvelle répandue dans Rome, devint le sujet de tous les entretiens, & chacun en parloit selon ses préventions. Ce qu'il y eut de certain, c'est que, soit à cause que le Pape n'y étoit pas aimé, soit parce que *Fabroni* universellement haï, en étoit au désespoir, soit parce que les Jésuites en étoient excessivement humiliés; soit aussi parce que tous les Savans de Rome approuvoient la conduite du Cardinal de Noailles; ce choix fut approuvé du grand nombre des Romains. Les Jésuites ne paroissoient plus que confus & déconcertés.

Ibid. p:
27, 28 & 29.

Ils avoient auprès du Pape une nouvelle affaire qui auroit dû les perdre entièrement dans son esprit, si leur perte eût été possible. L'Université de Coïmbre en Portugal, avoit refusé de recevoir la Constitution *Ex illa die*, prétendant que cette Constitution si nécessaire,

si claire & si décisive contre les abominations souffertes & autorisées par ces Peres à la Chine, avoit besoin d'être expliquée *in materia facti*. Or personne ne doutoit à Rome, qu'ils ne fussent les Auteurs de l'opposition de cette Université. On ajoutoit même qu'il y avoit encore quelques autres Universités qu'ils avoient engagées à imiter celle de Coimbre dans cette révolte contre le Saint Siège, & contre la foi claire & constante de l'Eglise universelle.

ARTICLE III.

ANNÉE 1715.

Les Evêques assemblés veulent faire un coup d'éclat en faveur de la Bulle. Ce coup retombe sur eux-mêmes. Ils confondent dans saint Prosper l'objection avec la réponse, & prennent la doctrine hérétique, pour celle de l'Eglise. Paroles que le P. Tellier adresse à l'un de ces Evêques.

Pendant ce tems-là l'Assemblée du Clergé, commencée dès le vivant de Louis XIV. se tenoit toujours; mais elle devoit bientôt finir. Les Prélats qui la composoient, livrés pour la plupart, à la Bulle & à la Société, & piqués d'ailleurs du mépris que le public marquoit pour eux, ne vouloient point se séparer, qu'ils n'eussent entrepris de soutenir par quelque nouveau coup d'éclat, ce qu'ils avoient déjà fait en faveur de leur Bulle. Dans ce dessein ils résolurent de censurer les *Hexaples & le Témoignage de la vérité*, deux ouvra-

ges dont ils défileroient déjà depuis longtems, la proscription, parce qu'ils sont des plus forts contre la Bulle, le premier sur-tout. Il contenoit déjà alors un Recueil de plus de mille passages de l'Ecriture & de la Tradition, tous aussi conformes aux propositions condamnées, que contraires à quantité d'autres passages très-fidèlement recueillis de tous les Auteurs Jésuites les plus fameux, qu'on produisoit dans une autre colonne, afin qu'on pût en faire la comparaison.

SECT. III.
ART. 3.
Ann. 1715.

Ce fut donc par la condamnation de ces deux Ecrits que ces Prélats se préparoient à faire leur coup d'éclat. Ce coup fut éclatant en effet, mais contre eux-mêmes. Il servit à manifester leur précipitation & les bornes étroites de leurs connoissances sur un point important. L'Evêque de Langres placé à la tête de la Commission, se montrait des plus ardens, spécialement contre le Livre des *Héxaples*. Il dresse un projet de censure raisonnée : il le communique à l'Assemblée de ces doctes Prélats, qui se confiant aux lumières de leur Confrère ne manquèrent pas d'applaudir à ce rare projet. Ainsi dressé, communiqué & approuvé, il est rendu public. On y appercevoit d'abord quelques difficultés formées par ces Prélats sur sept ou huit passages qu'ils taxoient d'infidélité ; mais on vit aisément le peu de cas qu'on devoit faire de ces sortes de difficultés. Car quand après tout, elles auroient été réelles, elles laissoient toujours subsister dans son entier, la preuve accablante que formoient contre la Constitution plus de mille passages, dans lesquels il n'étoit pas possible de trouver rien à relever.

Ibid.

SECT. III.

Art. 3.

Ann. 1715.

Après l'exposition de ces prétendues infidélités, *Nous nous hâtons*, disoient ces Prélats par la plume de leur Commissaire, *de consoler la piété des fidèles, en leur faisant voir les vérités que saint Prosper, ce grand défenseur de saint Augustin, enseigne.* Mais quel fut l'étonnement du Lecteur de voir que ces prétendues vérités n'étoient autre chose que les sentimens des hérétiques semi-Pélagiens, que saint Prosper rapporte pour les détruire ensuite, & que ces Prélats produisoient comme la Doctrine Catholique de ce Père ! Le Jésuite *Ripalda* étoit déjà tombé autrefois dans le même aveuglement, & les conséquences qu'on en avoit tirées contre sa doctrine & celle de la Société, retomboient à plomb sur ces Evêques & contre la Bulle, qu'on ne pouvoit soutenir qu'en employant pour sa défense, les mêmes armes que les hérétiques avoient employées du tems de saint Augustin & de saint Prosper pour détruire la doctrine de l'Eglise. *

Ibid.

Après ce glorieux & digne exploit, l'Assemblée se sépara le Samedi au soir 2 Novembre, & chacun de ces Evêques se retira dans son Diocèse au grand contentement du Prince Régent, que leur résidence à Paris importu-

* L'Auteur de l'Histoire de la Constitution dit, [pag. 144.] que l'Assemblée se contenta de complimenter l'Evêque de Langres sur son travail, & qu'elle refusa de l'adopter formellement, non qu'elle y trouvât rien de répréhensible, mais uniquement par des raisons de prudence. Cependant le même Auteur déclare expressement que tous approuverent l'endroit dont il s'agit, comme le reste du projet, ou par des éloges formels, ou du moins par leur silence. Et il ajoute que ce même endroit fut le fondement de la censure qu'on prononça.

noit

noit depuis trop long-tems, à cause des intrigues qu'ils ne cessent d'y former; mais au grand regret des Jésuites, qui voyoient avec douleur leurs fidèles appuis sortir de Paris dans un tems où ils avoient si grand besoin de troupes auxiliaires. Ce qui les inquiétoit encore, c'est que quelques-uns de ces Prélats avoient aussi eux-mêmes besoin d'être fortifiés par la présence & les représentations des principaux membres de la Société, parmi lesquels le P. Tellier tenoit toujours le premier rang. Un jour l'un de ces Prélats paroissant découragé à l'occasion du changement survenu dans les affaires, ce Pere lui dit, de cet air d'assurance qui convient à un Jésuite : *Pensez-vous donc, Monseigneur, que nous soyons assez malhabiles gens pour n'avoir pas su faire pendant sept années d'abondance, des provisions pour sept années de disette?* Quelques-uns de ces Prélats consolent aussi ces bons Peres, en leur faisant espérer que les Evêques rentrés dans leurs Provinces sauroient, par de nouveaux coups d'éclat, se venger du mépris qu'ils venoient de s'attirer.

Sect. III.

Art. 3.

Ann. 1715.

Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
761.



ARTICLE IV.

A N - N É E 1715.

M. Ravechet entre en possession du Syndicat. Il parle avec force au sujet des douze Commissaires nommés pour examiner la gestion du sieur le Rouge, & par rapport à la démarche que le Cardinal de Rohan avoit voulu faire en cette occasion auprès du Prince Régent.

SECT. III.
Art. 4.
Ann. 1715.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 31.

LE Lundi 4 Novembre, M. Ravechet prit possession du Syndicat de la Faculté de Théologie, par un discours très-éloquent, où il parla avec force touchant les douze Commissaires nommés pour examiner la gestion du sieur le Rouge. Ces Commissaires avoient agi jusqu'alors avec vigueur, malgré tout ce qu'avoient pu faire les partisans du faux Décret pour ralentir ou déconcerter même leur zèle. Le Cardinal de Rohan avoit voulu parler en faveur du Faussaire, & engager son Altesse Royale à faire surseoir toutes les procédures de la Faculté; mais le Prince lui répondit » que la Faculté de Théologie accu-
» soit le sieur le Rouge de plusieurs crimes;
» qu'il ne pouvoit pas l'empêcher d'exami-
» ner si ces accusations étoient vraies ou fau-
» ses; que pour lui il n'interposoit son au-
» torité, que pour empêcher que la paix ne
» fût troublée; qu'au reste il étoit assuré,
» que lorsque les faits seroient constatés, on
» ne feroit rien sans sa participation; que

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 243

« cela lui suffisoit. » M. Ravechet parla donc fortement sur ce point ; il fit sentir l'importance de la chose en elle-même , & par rapport aux circonstances des affaires présentes ; ajoutant , qu'il n'avoit pû prendre encore toutes les connoissances nécessaires pour en rendre compte à la Faculté , & que ce seroit pour le *primus mensis* de Décembre.

SECT. III.

Art. 4.

Ann. 1715.

ARTICLE V.

ANNÉE 1715.

Plusieurs amis de Port-Royal des Champs intercédent auprès du Prince Régent en faveur des Religieuses de ce Monastère captives & dispersées. Le placet fut favorablement reçu. La réussite ne dépendoit que du Cardinal de Noailles : le refus vint de sa part.

C'EST dans ces conjonctures qu'il vint en pensée à plusieurs amis de Port-Royal des Champs , que la justice rendue par le Prince Régent à tant d'autres personnes , pouvoit aisément s'étendre sur les Religieuses de ce Monastère. Elles étoient encore au nombre de treize , toujours captives & dispersées en différens Monastères. On conçoit donc le dessein de les tirer de l'oppression où elles étoient , & de les réunir toutes ensemble. Ces pieuses filles désiroient ardemment cette réunion : c'est ce qu'on apprit par les réponses que firent plusieurs d'entre elles aux Lettres qu'on leur avoit écrites pour les instruire de ce que l'on projettoit à leur égard.

SECT. III.

Art. 5.

Ann. 1715.

SECT. II.

ART. 5.

Ann. 1715.

Ces amis présenterent à cet effet , un Mémoire ou Placet à M. le Duc d'Orleans , où on le supplioit d'agréer que l'on rassemblât les Religieuses dispersées de Port-Royal dans un même lieu , qui étoit presque tout préparé. Le Placet fut très-favorablement reçu. Mais il convenoit de le renvoyer au Cardinal de Noailles , qui comme chef du Conseil de conscience & comme Archevêque de Paris , devoit connoître plus particulièrement de cette affaire. La réussite ne dépendoit que de lui , & le refus vint de sa part. Ce qui fit ombrage à ce Cardinal surprit & surprendra toujours , *c'étoit* , disoit-il , *faire revivre l'Ancien Port-Royal* , comme si c'eût été un grand malheur pour l'Eglise : sous ce prétexte il laissa échapper l'occasion de réparer en partie les fausses démarches qu'il avoit tenues en coopérant à la destruction de ce Monastère.



ARTICLE VI.

ANNÉE 1715.

La Faculté de Théologie désavoue la fausse conclusion qu'on avoit donnée sous son nom, chasse l'Ancien Syndic le Rouge, déclare qu'elle n'a jamais reçu la Constitution. Dépôt que cette Déclaration cause au Cardinal de Rohan. Combien elle afflige Clément XI.

ENfin le Lundi 2 Décembre, la Faculté de Théologie tint son Assemblée ordinaire du *prima mensis*, qui fut bientôt suivie de celle du Jeudi 5 du même mois. Sans entrer dans le détail de ce qui se passa dans ces deux Assemblées & dans quelques autres, il suffit de dire que la Faculté y désavoua hautement la conclusion qu'on avoit donnée sous son nom, & chassa avec indignation l'Ancien Syndic le Rouge, auteur de cette fourberie; qu'elle y déclara de la manière la plus forte qu'il étoit faux qu'elle eût jamais reçu la Constitution. Elle exclut de ses Assemblées plusieurs Docteurs dévoués aux Jésuites, qui étoient les mêmes qui avoient tout troublé du vivant de Louis XIV. & plusieurs des Docteurs que les menaces de la Cour avoient auparavant intimidés, & engagés à proposer ou à suivre des avis trop foibles, avouèrent leur faute, pénétrés de la plus vive douleur d'avoir manqué de défendre la vérité comme ils le devoient, jusqu'à l'effusion même

SECT. III.
ART. 6.
Ann. 1715.

me de leur sang, s'il l'eût fallu, conformément à leur serment.

SECT. III.

Art. 6.

Ann. 1715.

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 60.

La Déclaration de la Faculté de Théologie sur la *non-acceptation* de la Bulle causa un tel dépit au Cardinal de Rohan, qu'il voulut renvoyer à cette Faculté ses Lettres de Docteur, & engager plusieurs autres Docteurs à faire la même chose. Le Nonce étoit prêt de se retirer à Avignon; mais ses amis l'en empêchèrent, & crurent qu'il valoit mieux qu'il restât à Paris pour solliciter le Régent, & donner avis au Pape de tout ce qui se passoit. Il présenta successivement plusieurs Mémoires à son Altesse Royale pour empêcher que la Faculté n'inscrivit dans ses Registres les Délibérations & Conclusions des 2 & 3 Décembre; mais nonobstant ses sollicitations, il se tint le 16 une nouvelle Assemblée de la Faculté qui confirma tout ce qui avoit été fait dans les deux précédentes. Le 9 il avoit envoyé au Pape un Courier extraordinaire pour l'instruire de ce qui s'étoit passé le 2 & le 3; & dès le 6 on délibéra en présence de son Altesse Royale, si le Prince n'en dépêcherait pas un aussi, qui prévendrait celui du Nonce. On convint qu'il n'en falloit point envoyer, parce que le Pape en tireroit avantage, & croiroit qu'on avoit peur qu'il ne fût fâché, & qu'on cherchoit à le ménager, ce qui seroit un moyen sûr de lui donner lieu de se plaindre hautement, & de faire quelque coup d'éclat; sa devise étant : *Lupus cum agno & agnus cum lupo.*

Ibid. p.
63.

Ibid. p.
84 & 86.

Les nouvelles que portoit le Courier du Nonce, parti le 9 Décembre & arrivé à Rome le 20 au soir, affligèrent extrêmement le Pape. On prétend que d'abord il se mit à répandre

beaucoup de larmes. Ensuite il témoigna son mécontentement de ce que son Nonce lui eût envoyé un Courier extraordinaire pour l'affaire de la Sorbonne, jugeant que l'arrivée soudaine de ce Courier n'avoit servi qu'à faire savoir avec plus d'éclat à toute la ville de Rome la conduite de ces Docteurs, à laquelle, disoit-il, il ne falloit pas seulement faire attention, après que les Evêques de France avoient accepté & publié par-tout la Constitution; parce que les Docteurs ne donnoient pas la loi à l'Eglise. Le Cardinal de la Trimouille alla à son audience le lendemain Samedi: le Saint Pere commença par se plaindre en général, que la Sorbonne venoit de désavouer tout ce qui avoit été dit & fait, & de déclarer qu'elle n'avoit point accepté la Constitution; ajoutant que c'étoit conséquemment donner un formel démenti à tout ce que le feu Roi lui avoit fait savoir, & à tout ce qui avoit été mandé par tant d'Evêques & de personnes de considération: puis il dit que l'affaire de la Constitution alloit autant mal qu'elle pouvoit aller; que le Jansénisme prenoit de jour en jour des forces en France; qu'il avoit patienté jusqu'alors; mais *qu'il étoit tems qu'il prît ses mesures.*

SECT. III.
ART. 6.
Ann. 1715.



ARTICLE VII.

ANNÉE 1716.

Plus de trente Evêques Acceptans écrivent au Prince Régent pour lui déclarer qu'ils n'ont reçu la Bulle que relativement aux explications. La Faculté de Théologie de Paris va toujours en avant. Elle est imitée par les Facultés de Théologie de Reims, de Nantes & de Caen. Plusieurs autres Corps & un très-grand nombre d'Ecclésiastiques, en différens Diocèses désavouent ou rétractent pareillement leur acceptation.

SECT. III.
Art. 7.
Ann. 1716.

Hist. de
la Const.
§. LVI.
Et Journ.
d'Orf. t. 2.
pag. 61 &
suiv.

Ibid. p.
79 & 80.

SI Clément XI. appelloit *Jansénisme* le défaut de soumission aveugle à la Constitution, il pouvoit dire avec raison que ce *Jansénisme* prenoit de jour en jour des forces en France. Plus de trente Evêques d'entre les Acceptans venoient d'écrire à M. le Régent pour lui déclarer qu'ils n'avoient reçu la Bulle que relativement aux explications, & qu'ils reconnoissoient l'insuffisance de ces explications pour prévenir la division dont l'Eglise de France étoit menacée : ils le supplioient de prier le Pape d'en donner lui-même d'autres qui pussent rendre la paix.

La Faculté de Théologie de Paris alloit d'ailleurs toujours en avant pour affermir de plus en plus ce qu'elle avoit arrêté dans ses délibérations des 2 & 3 Décembre. Le Samedi 4 Janvier, le Syndic Ravechet avoit fait en pleine Assemblée de la Faculté, un

discours où traitant de ces délibérations du mois de Décembre, il répondoit à quelques Docteurs Molinistes qui se plaignoient que c'étoit trop à la hâte & avec trop de précipitation que la Faculté s'étoit portée à décider que la conclusion de 1714 étoit fausse, & l'effet d'une insigne & criminelle fourberie.

» Quoi ! disoit-il, c'étoit un simple fait ; la
» décision dépendoit du seul témoignage de
» notre conscience, & de ce que nous avons
» vu & entendu, & surquoi il n'y avoit à
» dire que *oui* ou *non*. Eussions-nous même
» eu besoin de prolonger l'Assemblée, si quel-
» ques personnes qui n'étoient pas de l'avis
» de la multitude en ce point, n'eussent
» affecté de perdre un tems considérable en
» opinant, afin d'empêcher qu'on ne termi-
» nât cette affaire en une séance ? Vit-on
» jamais des Juges embarrassés, & avoir be-
» soin de délibérer pour répondre à un hom-
» me qui ne leur demanderoit autre chose,
» sinon : Avez-vous prononcé un tel Arrêt ?
» Mais de plus n'avons-nous pas eu le tems
» de réfléchir sur ce fait depuis qu'il s'est
» passé ? On n'a parlé d'autre chose depuis ce
» tems, & toute l'Europe en a retenti. Il a
» été attesté dans les Assemblées même de
» 1714, par les Docteurs exilés, & par plu-
» sieurs autres qui ont fait des protestations
» secretes contre ce prétendu Décret. Est-il
» surprenant après cela que la Faculté se soit
» trouvée prête à décider un fait de cette na-
» ture, au premier rayon de liberté qui lui
» a été rendu ? » Ce discours fut inscrit dans
les Registres de la Faculté de Theologie de
Paris.

Celle de Nantes avoit été la premiere à

SECT. III.
 ART. 8.
 ANN. 1716.
 HIST. DE
 LA CONST.
 §. XLIX.

imiter celle de Paris. Dès l'Assemblée ordinaire du 2 Janvier 1716. M. Fouré Syndic y avoit représenté, qu'il lui étoit souvent revenu que le Décret du 15 Mai 1714, étoit un sujet de scandale pour plusieurs personnes qui le trouvoient obscur & peu conforme aux regles de l'équité & de la vérité, & qui pensoient qu'il donnoit lieu de croire que la Faculté avoit reçu la Constitution, quoi qu'elle n'eût eu intention de recevoir que la doctrine de l'Instruction Pastorale des Evêques; & que d'ailleurs, cette Instruction ne paroissant pas elle-même suffisante, il requéroit, aux instances de plusieurs de ses Confreres, que ce Décret fût relu, afin d'être corrigé, ou même abrogé si la Faculté le jugeoit à propos. Sur ces représentations la Faculté avoit déclaré, qu'afin de retrancher toute occasion de scandale, elle supprimoit, abrogeoit & cassoit le susdit Décret.

La Faculté de Théologie de Reims avoit aussi profité de la premiere occasion qu'elle avoit eue de s'expliquer sur la conclusion informelle, que l'autorité & la violence avoient extorquée d'elle en faveur de la Constitution; & elle l'avoit fait de la maniere la plus précise & la plus solennelle, en déclarant qu'il étoit faux qu'elle eût reçu la Constitution *Unigenitus* comme regle de foi, ainsi que l'avoit avancé le sieur *Le Roux*; déclarant en outre, que la conclusion faite le 1. Juin 1714, par laquelle il pourroit paroître que la Constitution auroit été acceptée, étoit nulle de plein droit; & qu'entant que besoin seroit, elle devoit être cassée & abrogée, comme de fait la Faculté la cassoit & l'abrogeoit, ne la regardant point comme son ou-

vrage. La même Faculté avoit en même tems censuré plusieurs propositions erronées du sieur *Le Roux* contre la nécessité de l'amour de Dieu, une entre autres, où il disoit qu'un homme qui auroit vécu pendant quarante ans dans l'impiété, pourroit être sauvé, quoi qu'il n'eût jamais aimé Dieu. Le sieur *le Roux* s'étoit autorisé de la Constitution pour soutenir cette impiété. La Faculté de Théologie de Paris avoit aussi condamné cette doctrine impie, & avoit exclu de son corps ce Docteur. Elle prit de-là l'occasion de faire une belle Déclaration de la Doctrine qu'on devoit tenir sur la contrition, déclaration adoptée à Reims, à Nantes, à Caen.

Sect. III.
Art. 7.
Ann. 1716.

Enfin plusieurs autres corps, & un très-grand nombre de Curés, de Chanoines, de Religieux, & d'autres Ecclésiastiques, en différens Diocèses, avoient désavoué ou retracté l'acceptation qu'ils avoient pu ou paru faire de la Constitution, soit en la lisant, soit en l'enregistrant, dans le faux principe, dont la plupart s'étoient laissés prévenir, que lire ou enregistrer simplement la Constitution par déférence aux ordres du Roi ou des Evêques, n'étoit point l'approuver ni l'accepter. Outre les trente Evêques dont nous avons parlé, plusieurs autres encore d'entre les acceptans, avoient commencé à être ébranlés & à paroître vouloir révoquer leur acceptation & se réunir au Cardinal de Noailles.



ARTICLE VIII.

• ANNÉE 1716.

Renouvellement d'intrigues , tant de la part du Nonce & de la Cour de Rome , que des Jésuites & des Evêques leurs partisans. Ecrits emportés que le Public nomme Tocsins. Arrêt du Parlement du 4 Avril, contre l'un des premiers de ces Ecrits. Requisition des Gens du Roi.

SECT. III.

Art. 8.

Ann. 1716.

Hist. de
la Conflir.

§. LV.

CE fut dans ces circonstances, que Clément XI. vint à prendre les mesures qu'il avoit annoncées au Cardinal de la Trimoille comme prochaines, & qui lui étoient suggérées par le Nonce, par les Jésuites & par les Evêques qui leur étoient dévoués. Mais dans le même tems, ces Peres ne s'oublièrent pas, & soit directement par eux-mêmes, soit au moyen des Prélats, dont je viens de parler, ils entreprirent d'agir. De-là un renouvellement de cabales & d'intrigues : de-là ces sermons séditieux, ces Associations même de soldats qu'ils osent former, & enfin ces Ecrits emportés & furieux, que le public nomme *vrais Tocsins*, publiés à dessein de souffler de toutes parts un esprit de dissensions & de schisme. On vit alors le Parlement de Paris & tous les autres s'appliquer avec le plus grand zèle à réprimer ces fureurs par des Arrêts mémorables, accompagnés de Requistes où le ministère public s'exprime avec autant de force que de lumière sur ce

qu'il y a de plus capital dans les affaires présentes. Comme ces monumens sont importants nous en rapporterons ici le précis : le Lecteur qui souhaiteroit d'en voir en entier le contenu pourra consulter le Recueil qui en a été fait en quatre volumes in-12. en 1753.

SECT. III.
Art. 8.
Ann. 1716.

L'un des premiers de ces Ecrits qui parut en la présente année 1716, & qu'on attribua aux Jésuites, spécialement au P. Tellier, ou au P. Doucin, fut le *Mémoire pour le corps des Pasteurs qui ont reçu la Constitution Unigenitus*. Le Parlement de Paris ne tarda pas à faire éclater son zèle contre ce Libelle. Les Gens du Roi, sur les conclusions desquels l'Arrêt fut rendu, (le Samedi 14 Avril) bien éloignés de regarder la Bulle comme loi de l'Eglise ou reçue par l'Eglise, déclaroient dans leur Réquisitoire, que cet Ecrit étoit injurieux à tous les Evêques de France : injurieux 1°. aux Evêques opposés à cette Bulle :

Voyez le
Recueil des
Arrêts, t. 1.
p. 89-98.

» il les représente (dit le Réquisitoire) comme rebelles à l'Eglise, dont il suppose par-
» tout que c'est l'autorité qu'ils combattent :
» Il les accuse d'y vouloir perpétuer le trouble & le scandale, & de concerter ensemble les mesures nécessaires pour y réussir. Il
» reproche à quelques-uns une complaisance
» aveugle qui les a séduits : Il veut pénétrer
» leurs desseins & trouver, par une interprétation maligne, de la contradiction dans
» leurs sentimens. » Le même Ecrit est injurieux 2°. aux Evêques, qui bien qu'acceptans ne sont point assez ardens au gré de l'Auteur de cet Ecrit fongueux. » Il les excite
» (dit le même Réquisitoire) à se remuer, à
» s'assembler, à délibérer, à se concerter
» dans les provinces, à détacher quelques-uns

» d'entr'eux de chacune d'elles pour repré-
 » senter les autres, à écrire aux absens, à se
 » faire avouer pour agir. Il se plaint du retar-
 » dement; il leur impute la foiblesse de n'oser
 » faire le premier pas. »

ARTICLE IX.

ANNÉE 1716.

*Arrêt du 11 Mai contre un autre des mêmes
 Ecrits : Réquisitoire.*

SECT. III.
 Art. 8.
 Ann. 1716.

Autre Ecrit intitulé : *Lettre d'un Evêque à
 un Evêque*; attribué aux mêmes Auteurs,
 & qui ayant encore excité le zèle & l'ani-
 madversion du Parlement, fut condamné par
 Arrêt du 11 Mai. » Le premier de ces Ecrits
 » attaquoir principalement (disent les Gens du
 » Roi) les Evêques qui n'ont pas reçu la Consti-
 » tution *Unigenitus*: Celui-ci a pour objet la
 » Faculté de Théologie de cette ville. Mais si les
 » personnes qu'on attaque sont différentes, il
 » n'y a rien dans le fond de plus semblable
 » que ces deux libelles; mêmes erreurs dans
 » les principes, même chaleur dans les re-
 » proches, même esprit de sédition dans l'un
 » & dans l'autre, & par conséquent, même
 » sujet d'indignation pour tous ceux qui aiment
 » véritablement l'Eglise & l'Erat. »

La suite de ce Réquisitoire contient une ré-
 futation aussi forte que lumineuse, de tous
 les faux principes sur lesquels on s'efforce d'é-
 tablir le schisme. Les Gens du Roi y font voir
 le faux de l'acceptation prétendue de la Bulle

par l'Eglise universelle ; le faux de la décision de l'Eglise dispersée à l'égard des questions agitées ; le faux du consentement tacite de tous les Pasteurs de la Chrétienté sur ces mêmes questions ; le faux de l'obligation où l'on veut que soient les simples fidèles de se soumettre à la Bulle ; le faux de la nécessité de croire cette obligation , & celle d'exclure des saints Ordres & des choses saintes , ceux qui ne croient pas tous ces faits.

Sect. III.
Art. 9.
Ann. 1716.

Ces mêmes Gens du Roi chargés du ministère public soutiennent que » de vouloir insinuer, comme fait l'Auteur de ce Libelle , » que lorsque la Constitution a été apportée » la première fois à la Faculté , dans le tems » qu'elle n'étoit pas acceptée , même en France , par le plus grand nombre des Evêques , » elle n'avoit cependant aucune liberté ; * » c'est ce qu'on ne peut avancer , que dans l'opinion de ceux qui soutiennent l'infailibilité du Pape , & ce qu'il est de l'intérêt même des Evêques de condamner. »

Ibid. p.
116.

* C'est-à-dire , elle n'étoit cependant nullement libre de ne la pas recevoir.



ARTICLE X.

ANNÉE 1716.

Observations sur un endroit important de ce Réquisitoire.

SECT. III.
Art. 10.
Ann. 1716.

Ces dernières paroles des Gens du Roi sont trop importantes pour n'y pas faire une attention particulière. La Constitution fut apportée à la Faculté avec une Lettre de cachet le 1 Mars 1714, quinze jours après l'enregistrement des Lettres-Patentes. On voit par-là combien il est faux que ces Lettres Patentes aient fait de la Bulle *une Loi de l'Etat* : puisque le Ministère public déclare ici que la Faculté n'en avoit pas moins la liberté de ne pas la recevoir, & que prétendre le contraire, c'est supposer l'infailibilité du Pape. Il est donc incontestable, tant par cette Déclaration si formelle du Ministère public, que par les observations que nous avons déjà faites, & que nous aurons encore lieu de faire, que le Parlement n'a jamais regardé l'enregistrement de 1714, ou que comme un acte *provisyonel & de forme* qui ne donne à la Bulle aucune sorte d'autorité légale en France, ou que comme un acte nul de plein droit, & qui réclame contre lui-même, attendu qu'il a été extorqué par la force ouverte.

Si l'on veut dire que cet enregistrement n'a été qu'un *simple préliminaire* qui ne décidoit rien pour le fond, & qui ne donnoit à la Bulle aucun caractère de loi dans le Royaume; que

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 257
 ça été proprement ce qu'on appelle en d'autres matieres un *Congé*, ou un *laissez passer*, dont tout l'effet devoit dépendre d'un fait à venir, c'est-à-dire, de l'acceptation uniforme & unanime de l'Eglise universelle, & c'est le seul caractère que lui donnoit en 1716, le Ministère public, comme on vient de le voir; il en résultera toujours que cette acceptation n'ayant point été faite, & ne pouvant jamais l'être, l'enregistrement est sans effet, & que la Bulle est demeurée sans aucun caractère de loi dans l'Etat.

SECT. III.
 ART. 10.
 ANN. 1716.

ARTICLE XI.

ANNÉE 1716.

Suite du Réquisitoire joint à l'Arrêt du 11 Mai.

L'Auteur de l'Ecrit intitulé : *Lettre d'un Evêque à un Evêque*, y avertissoit les Evêques, qu'il falloit qu'ils déclarassent, *que désormais ils n'admettroient à l'état Ecclésiastique & aux saints Ordres, aucuns de ceux qui se trouveroient avoir étudié depuis la date des présentes dans quelque Ecole qui auroit donné un juste sujet de croire qu'elle n'étoit pas soumise à la Constitution Unigenitus.* Et il étoit arrivé que l'Evêque de Toulon, humble disciple des RR. PP. avoit suivi littéralement ce beau modèle, dans sa *Déclaration* en forme de Mandement du 14 Mars 1716.

SECT. III.
 ART. 11.
 ANN. 1716.

C'est là-dessus que le Ministère public se récrie dans le même Arrêt du 11 Mai, qui supprime ce Mandement : » Croirons-nous qu'un

SECT. III.
Art. II.
Ann. 1716.

Recueil
des Arrêts,
tom. 1. p.
122 & 130.

» pareil modèle ait pû être adopté par un
» Evêque ? Perdrions-nous la consolation que
» nous avons eue jusqu'à présent , de n'avoir
» à combattre que des Auteurs inconnus ? Et
» ajouterons-nous quelque foi au titre de *Dé-*
» *claration & de Mandement de M. l'Evêque*
» *de Toulon* Nous savons que les Evê-
» ques sont les Juges souverains de la capacité
» & des mœurs dans les ordinations libres &
» volontaires Mais s'il leur est libre de
» refuser *en particulier* ceux qui aspirent à
» l'état Ecclésiastique lorsqu'ils croient avoir
» des raisons suffisantes pour les juger incapa-
» bles ou indignes d'un ministère si redouta-
» ble , s'ils peuvent procéder par *les voies or-*
» *dinaires & légitimes* contre les Ecclésiasti-
» ques de leurs Diocèses qui ont commis des
» fautes capables de les exclure des Ordres &
» des dignités de l'Eglise , peuvent-ils sans
» connoissance de cause , *sans examen parti-*
» *culier* , leur imputer ces fautes publiquement
» & par conséquent avec scandale , & faire
» retomber cette espèce de condamnation sur
» des corps entiers ? C'est prononcer in-
» directement un de ces interdicts généraux si
» contraires à tous les principes , aux loix de
» tous les Etats , à celles de la France en par-
» ticulier , & contre lesquels les Magistrats se
» sont élevés dans tous les tems. »



ARTICLE XII.

ANNÉE 1716.

Discours de M. de Montempuis Recteur de l'Université de Paris au sujet des calomnies contenues dans la Déclaration de l'Evêque de Toulon supprimée par le précédent Arrêt.

Q uelque temps après, dans l'Assemblée générale de l'Université, tenue aux Mathurins le 22 Juin, M. de Montempuis Recteur se crut obligé de vanger l'honneur de la Faculté de Théologie, ou plutôt de toute l'Université, attaquée par les calomnies contenues dans la Déclaration de l'Evêque de Toulon. L'Auteur, dit-il, assure avec une hardiesse étonnante que la Constitution Unigenitus a été approuvée de tous les Evêques, & reçue par eux d'un consentement unanime. Qui ne oiroit à l'entendre parler avec tant de confiance, qu'il vient de se tenir un Concile universel, où cette Constitution, &c. Il en appelle au Témoignage de toute l'Assemblée, & retrace quels furent les mouvemens que la Bulle excita dans toute la France aussitôt qu'elle y parut; quelle fut la surprise, & l'étonnement de tous les Ordres du Royaume, & en particulier de la Capitale. Le trouble & le scandale des foibles, la joie & le triomphe des ennemis de l'Eglise.

Il atteste que des Etats qui nous environnent, la plupart ne l'ont point absolument reçue, comme la Pologne, le Piémont, la

SECT. III.
Art. 12.
Ann. 1716.

SECT. III.
Art. 12.
Ann. 1716.

Savoie , la Sicile , la Hongrie , la République de Venise ; qu'en quelques autres le nombre des acceptans est très-petit , & qu'elle n'y a trouvé que deux ou trois Evêques pour Approbateurs ; que s'il est vrai qu'en quelques pays elle ait été publiée par les Chefs des Inquisitions , elle n'en est pas plus autorisée pour cela ; ces Tribunaux , à en juger même par leur établissement , n'étant institués que pour punir des coupables , & non pour prononcer juridiquement sur les matieres de la foi.

A l'égard de l'Assemblée des Quarante , il observe qu'aucun d'eux n'y vint au nom de sa Province , & que ce fut sans aucune députation ; qu'ils formèrent une Assemblée qui manquoit de toutes les conditions nécessaires à un Concile légitime , & que ces Prélats , après avoir consumé bien du tems à disputer , partagés de vues , divisés de sentimens aussi bien que de langage , convinrent tous néanmoins en ce point , que l'on ne pouvoit accepter la Bulle sans un nombre considérable d'explications qui n'en seroient jamais séparées. Il parle ensuite des Evêques opposans , il oppose la lumière & la constance de plusieurs d'entr'eux , aux ténèbres , aux variations , à la diversité d'opinions & de sentimens qui régnoient parmi les Acceptans , & dans leurs divers Mandemens , *Mandemens* , dit-il , *qu'ils ont publiés suivant leur jugement particulier & sans avoir consulté le Clergé de leurs Eglises.*

Il vient après cela au refus que le Parlement avoit fait en 1715 d'enregistrer la *Déclaration* qui lui fut proposée. » Nos descendants dans les plus reculés , dit-il , se souviendront avec plaisir , & publieront avec éloge la fermeté extraordinaire , & la constance

« intrépide avec laquelle cette auguste Com-
 « pagnie s'est généralement opposée à cette
 « foudroyante *Déclaration*, fabriquée sous
 « le nom du feu Roi, & l'autorité du Pape,
 « par des gens ennemis de la Religion & de
 « l'Etat, qui ne voulurent la faire enregis-
 « trer, qu'afin de s'en servir pour perdre les
 « gens de bien, & pour la ruine & la des-
 « truction entière de toute puissance, qui vient
 « immédiatement de Jesus-Christ. »

SECT. III.
 Art. 12.
 Ann. 1716,

Il raconte ensuite en peu de mots l'histoire
 du Décret, tant du 5 Mars 1714, en faveur
 de la Constitution, que du désaveu que la
 Faculté de Théologie en avoit fait peu de
 mois après. Et sur cela, adressant la parole
 aux Docteurs : « Vos anciens ennemis, leur
 « dit-il, qui le font de tout le Corps de l'U-
 « niversité, n'ont pû voir parmi vous sans
 « une extrême douleur, ce concours unani-
 « me de tous les esprits en faveur de la vérité,
 « cet heureux accord qui, par le plus prompt
 « & le plus heureux de tous les revers, dé-
 « truit & renverse, en un moment, tant de
 « projets concertés, tant d'intrigues, tant
 « de travaux, dont la fin & le succès sem-
 « bloient ne demander plus que quelques
 « jours d'attente ; & fait évanouir l'espéran-
 « ce criminelle dont ils s'étoient flattés d'op-
 « primer la vérité, & d'établir sur ses ruines
 « leurs opinions monstrueuses. C'est à la sol-
 « licitation de ces imposteurs, que quelques
 « Evêques séduits par leurs artifices & leurs
 « fourberies, n'ont point craint d'accuser pu-
 « bliquement d'hérésie & de schisme la Fa-
 « culté de Théologie, de défendre aux Ecclé-
 « siastiques de leurs Diocèses d'y prendre des
 « degrés, & de leur interdire entièrement

SECT. III.

ART. 12.

Ann. 1716.

» nos écoles , comme des sources empoison-
 » nées d'une pernicieuse doctrine. »

Il relève après cela les avantages de l'Uni-
 versité , les marques d'honneur qu'elle a reçues
 des Rois de France , & des Rois & Princes
 étrangers , des Evêques , des Souverains Pon-
 tifes , & des Conciles œcumeniques même.

» J'en appelle ici , dit-il , à la foi publique ,
 » & je demande qu'elle décide entre les Doc-
 » teurs de la Faculté , & ceux qui osent les
 » accuser d'hérésie & de schisme , qui sont
 » ceux qui méritent les justes reproches d'être
 » tombés dans de *profanes nouveautés de pa-*
 » *roles* , & d'enseigner une doctrine qui porte
 » *faussement le nom de science* ? Qui sont ceux
 » qui *allient Jesus-Christ avec Belial* , le *fidé-*
 » *le avec l'infidèle* , le *Temple de Dieu avec*
 » *Yes Idoles* ? Qui sont ceux qui ont substitué
 » à la charité , qui contient seule l'esprit des
 » *enfants* , la crainte servile par laquelle nous
 » ne pouvons crier à Dieu : *Mon Pere , mon*
 » *Pere* ? Qui sont ceux qui ont tellement ex-
 » tenué la grace de Jesus-Christ , qu'elle de-
 » meure sans force & s'évanouir entre leurs
 » mains , sans qu'il en reste presque de trace ?
 » Qui sont ceux qui ont *renversé de fond en*
 » *comble la discipline de l'Eglise* , altéré &
 » *corrompu la morale de l'Evangile* ? »

Enfin le Recteur fait valoir l'attachement
 inviolable de l'Université pour les maximes
 du Royaume & les libertés de l'Eglise Galli-
 cane , & rappelle à cette occasion , le dis-
 cours que fit M. de Harlay , lors qu'en qua-
 lité de Procureur-Général , il vint en 1682 ,
 exhorter l'Université à s'unir avec lui , pour
 former un Appel au futur Concile. *Moyen* ,
 ajoute le Recteur , *également efficace & usité* ,

de l'Hist. Ecclésiast. XVIII. siècle. 263
ressource ordinaire du Parlement & de l'Uni-
versité, contre les injustes prétentions de la
Cour de Rome.

SECT. III.
 Art. 11.
 Ann. 1716.

Ce discours fut reçu avec des applaudissemens extraordinaires de la part de tous les membres de l'Université. Les Docteurs en Théologie qui se trouverent présens, & qui représentoient la Faculté, en firent sur le champ des remerciemens au Recteur. Cette même Faculté dans son Assemblée ordinaire du 1 Juillet, lui députa trois Docteurs, pour lui donner un plus ample témoignage de sa reconnoissance. Le 23 Juin, lendemain du jour que le discours avoit été prononcé, la Faculté des Arts, sur la requisiion de M. Pourchot Syndic, ordonna que ce discours fût inséré dans les Registres, en donnant en même tems, des éloges singuliers au discours & à l'Auteur.

ARTICLE XIII.

ANNÉE 1716.

Arrêt du Parlement d'Aix contre la même
Déclaration de l'Evêque de Toulon. D'au-
tres Ecrits. Lettres de la Faculté de Théo-
logie de Paris au Parlement d'Aix. Mort du
Premier Président de Paris aux Bacheliers
de Sorbonne.

LE Parlement d'Aix fit éclater par Arrêt du 22 Mai, le même zèle que le Parlement de Paris, contre le Mandement de l'Evêque de Toulon, contre les Ecrits fou-

SECT. III.
 Art. 13.
 Ann. 1716.
Ibid. p.
 131 & 134.

SECT. III.
ART. 13.
Ann. 1716.

gueux des Jésuites qui y avoient donné lieu ; & en même tems contre un autre Mandement de l'Evêque de Marseille , qui parlant des gens qui osent attaquer le Sanctuaire & l'autorité de l'Eglise , & d'ensans rebelles à l'Eglise , paroît désigner les opposans à la Bulle Unigenitus. Dans le Requisitoire , le Ministre public s'élevoit avec force contre ces semences de schisme. La Sorbonne qui venoit de faire un si bel usage de la liberté qu'elle avoit recouvrée , y étoit comblée d'éloges. On monroit , comme dans l'Arrêt du Parlement de Paris que , » pour les Ordres sacrés , le » pouvoir des Evêques ne doit pas être dis- » pensé par fantaisie. On faisoit voir que les » armes spirituelles des Evêques ne sont pas » faites pour exciter la division & le trouble ; » que les Magistrats doivent soumettre aux » loix de l'Etat l'Eglise qui en fait partie , » & combien le bonheur de l'Etat & le service du Roi se trouvent compromis dans les » actes de schisme , & que c'est prouver son » zèle pour le Roi , que de les réprimer. On » déclaroit les termes du Mandement de Marseille séditionnaires & téméraires. Défense à tous Archevêques & Evêques du ressort , à peine de saisie de leur temporel , d'insérer dans leurs Mandemens aucunes choses qui puissent tendre à division. »

Journal
d'Orf. t. 1.
p. 166. 168.

La Faculté de Théologie de Paris ne manqua pas d'écrire des Lettres de remerciemens au Parlement d'Aix & à l'Avocat-Général de ce Parlement. Peu de tems après , le Premier Président du Parlement de Paris ayant mandé chez lui , par ordre du Parlement , le Syndic de la même Faculté & six des Docteurs , au sujet des Mandemens de l'Archevêque d'Arles

& de l'Evêque d'Orléans, desquels ils vou-
loient exiger acte authentique, porrant qu'ils
n'avoient point prétendu blesser la Faculté par
leurs Mandemens; le Premier Président eut
occasion de leur parler de ces Lettres, & leur
demanda comment la Faculté avoit laissé pas-
ser l'endroit du Réquisitoire de l'Avocat-Gé-
néral d'Aix, où il est dit : *que Jesus-Christ,*
& après lui S. Pierre & sès successeurs, sont
la PIERRE ANGULAIRE sur laquelle est fondé
ce grand édifice de l'Eglise; cette qualité de
PIERRE ANGULAIRE qui est donnée au Pape
dans ce Réquisitoire, ne convenant qu'à Je-
sus-Christ? M. Dupin répondit au nom des
autres Députés, que plusieurs Docteurs l'a-
voient remarqué; mais que les Lettres de la
Faculté n'étoient pas une approbation du dis-
cours en entier, ni de toutes ses parties, mais
seulement un remerciement de la bonne justice
que ce Parlement avoit rendue à la Faculté
de Théologie de Paris, dans l'éloge qu'il en
avoit fait, & dans la condamnation du Man-
dement de Toulon. Cette réponse fut dictée
par M. Dupin chez M. Isabeau Greffier du
Parlement.

SECT. III.
Art. 13.
Ann. 1716.

Le même Premier Président répondant à
une harangue que les Bacheliers de Sorbonne
avoient adressée à la Grand'Chambre du Par-
lement, dit, au sujet des faux titres & fausses
prétentions attribuées aux Papes & à la Cour de
Rome, un mot qui devint célèbre, & qui au
jugement de ceux qui sont attachés aux liber-
tés de l'Eglise Gallicane, vaut seul un volume.
Prenez extrêmement garde, dit-il à ces Ba-
cheliers, *que ni l'espérance, ni la crainte ne*
vous portent jamais à abandonner la vérité des

Hist. de
la Const.
tom. 1. 1.
738 & 739.

ARTICLE XIV.

ANNÉE 1716.

*Arrêt du Parlement de Paris qui juge l'affaire
des six Docteurs excommuniés par l'Arche-
vêque de Reims comme refusans de recevoir
la Constitution.*

SECT. III.

Art. 14.

Ann. 1716.

NOUS allons continuer de parcourir, le plus
rapidement qu'il nous sera possible, la
suite des autres Arrêts & Requistaires rendus
contre divers Ecrits ou Actes de schisme.

Arrêt contradictoire du Parlement de Paris
du 28 Mai, par lequel » l'excommunication
» prononcée contre plusieurs Curés & Chanoi-
» nes de la Cathédrale de Reims pour le refus
» de recevoir la Constitution, est déclarée
» nulle & abusive : défenses faites à tous Ar-
» chevêques & Evêques d'introduire dans leurs
» Diocèses l'usage de souscriptions & signatu-
» res, sans délibération des Evêques, revêue
» des Lettres-Patentes du Roi registrées en la
» Cour. »

Pour entendre ceci, il faut se rappeler ce
qui a été dit ci-devant, que trois Chanoines
de Reims, savoir M. Legros, & M. Bau-
douin, Chanoines de la Cathédrale, ainsi que
M. Maillefer Chanoine de S. Symphorien, &
avec eux, trois Curés, tous six Docteurs de
la Faculté de Reims, ayant refusé dans trois
Assemblée de leur Faculté, de recevoir en au-

cune maniere la Constitution , furent poursuivis extraordinairement & excommuniés par l'Official de Reims. Aussi-tôt qu'ils en eurent la liberté , ils se pourvurent par Appel comme d'abus au Parlement contre ces excommunications. Le 8 Juillet 1715 les trois Curés qui étoient alors prisonniers au Séminaire de Reims , obtinrent un Relief d'Appel au Parlement. Louis XIV. vivant encore , la cause fut bientôt évoquée au Conseil privé. Mais le Roi étant mort , l'affaire changea de face. Les trois Chanoines collègues des Curés , qui avoient pris la fuite , & à qui on avoit fait le procès par contumace , revinrent à Paris & y obtinrent le 19 Octobre un Relief d'Appel au Parlement de tout ce qui avoit été fait contre eux. Dans le même tems les Curés qui étoient toujours détenus prisonniers au Séminaire de Reims , ayant aussi obtenu le renvoi de leur cause au Parlement , & leur élargissement du Séminaire , se rendirent à Paris.

Les six Docteurs ainsi réunis y poursuivirent de concert le jugement de leur cause. Elle commença à se plaider à la Grand'Chambre le Jeudi 23 Avril 1716 , & elle ne finit que le Jeudi 28 Mai suivant , après neuf plaidoyers , qui consommèrent neuf audiences. *M. Chevalier* plaida pour les Chanoines : *M. Prevôt* pour les Curés , & *M. Fossart* pour l'Archevêque de Reims. Dès que la Cause fut entamée , les Chanoines & les Curés crurent devoir instruire leurs Juges & le Public par deux excellens Mémoires qu'ils firent imprimer. Pendant que dura cette Cause , il y eut toujours à la Grand'Chambre une foule d'Auditeurs prodigieuse. Lorsque *M. Chevalier* ouvrit la scène le 29 Avril , il débuta par une profession de

SECT. III.
Art. 14.
Ann. 1716.

foi qui fut l'exorde de son premier plaidoyer. Entr'autres choses, il déclara dans cet exorde, » qu'il croyoit que les décisions du Pape, » quelque poids qu'elles eussent en elles-mêmes, n'avoient de suprême pouvoir qu'après le consentement de l'Eglise universelle; que les Evêques jugeant des Constitutions des Papes, ne jugent pas pour cela le Pape, mais jugent seulement avec le Pape les matières controversées; que les jugemens des Evêques n'avoient force de loi coactive jusqu'aux censures dans leurs Diocèses, qu'après la décision de l'Eglise, s'ils regardoient le dogme, & qu'après l'approbation de leur Clergé, s'ils regardoient la discipline. »

Cet exorde excita l'attention du nombreux Auditoire qu'environnoit l'Orateur. Le reste de son plaidoyer répondit au commencement, & fut écouté avec un silence qui ne fut interrompu que par de légers murmures d'applaudissement, qu'on ne put s'empêcher de lui donner dans les intervalles où il prenoit un peu de repos. Il n'eut pas moins de succès dans les autres plaidoyers. On fut également satisfait de M. *Prevôt*. L'Avocat de M. de Reims reçut également sa louange du public; tout le monde convint qu'il plaida sa cause, toute mauvaise qu'elle étoit, avec tout l'art & toute l'éloquence possible. Quand les parties eurent fini leurs plaidoyers, M. *Joly de Fleury* Avocat-Général fit le sien le 21 Mai. Il parla pendant près de trois heures avec cette supériorité d'esprit, de lumieres, de sagesse & d'éloquence qu'on lui connoissoit & qu'il ne fit jamais plus paroître qu'en ce jour-là. La multitude des voix se porta à suivre de point en point ses conclusions.

ARTICLE XV.

ANNÉE 1716.

Arrêts des Parlemens de Dijon & d'Aix contre divers Mandemens & Ecrits tendans au schisme.

Arrêt de la Cour de Parlement de Dijon, du 13 Juin, qui contient les mêmes défenses, & porte suppression d'un Mandement de l'Evêque de Châlons-sur-Saône, pour la publication des censures faites par la dernière Assemblée du Clergé. Le ministère public se récrie dans le Réquisitoire » contre l'ab-
» surdité de proposer la Constitution comme
» regle de foi, & de prétendre qu'elle est ac-
» ceptée par le corps des Pasteurs. „ On fait voir combien les conséquences qui résultent d'une pareille prétention révoltent les esprits.
» Nulle preuve d'unanimité dans toutes les
» Eglises, ni même qu'il y ait le plus grand
» nombre en faveur de la Bulle. Combien de
» Pasteurs qu'une sage prévoyance allarme!
» Insuffisance du silence. Cette prétention,
» que la Bulle soit acceptée par le corps des
» Pasteurs, conduit à des maximes réprou-
» vées, au schisme, & au trouble de l'Eglise
» & de l'Etat : nécessité de les réprimer. »

Arrêt de la Cour de Parlement d'Aix du 15 Juin, contre une Lettre Pastorale de l'Evêque d'Apt, & un Mandement de l'Evêque de Grasse. Iteratives défenses à tous Evêques d'insérer aucune chose dans leurs Mandemens, qui

SECT. III.

Art. 15.

Ann. 1716.

Ibid. p.

166. 174.

Ibid. p.

175. 190.

SECT. III.

Art. 15.

Ann. 1716.

puisse tendre à division, ni rien qui soit contraire aux Arrêts de la Cour, à peine de fausse du temporel. Les Gens du Roi déclarent
 » que de pareils Ecrits annoncent le schisme ;
 » qu'il ne s'agit point de l'infailibilité de
 » l'Eglise, & que les Parlemens & la Sorbon-
 » ne l'ont toujours reconnue & défendue ; mais
 » qu'il s'agit de savoir si l'on est schismati-
 » que pour ne pas adopter toutes les décisions
 » de Rome ; qu'il y a des exemples du con-
 » traire ; qu'on ne l'est donc pas pour ne pas
 » recevoir la Constitution. L'Eglise ne s'est
 » pas encore expliquée : les Magistrats ne ju-
 » gent pas du dogme ; mais ils ont donné des
 » bornes à certains endroits de la Bulle qui
 » regardent le bien de l'Estat. Nul ne peut
 » accepter cette Bulle qu'avec les conditions
 » qu'ils y ont mises. *L'accepter sans aucune*
 » *restriction, c'est s'élever contre l'autorité du*
 » *Roi, & contre celle qu'il a confiée à ses*
 » *Parlemens.* »

ARTICLE XVI.

ANNÉE 1716.

*Observations sur une maxime souvent répétée
 dans cette occasion par le Ministère public.*

SECT. III.

Art. 16.

Ann. 1716.

LEs Magistrats ne jugent pas du dogme ;
 c'est une maxime que l'on voit en diffé-
 rens endroits, établie comme indubitable,
 & souvent répétée par le Ministère public.
 Mais rien n'est plus nécessaire que de la bien
 entendre. Il est en matière de dogme, un

Jugement d'autorité & de juridiction, & il en est un autre de choix & de discernement. Or cette double sorte de jugemens forme aussi un double droit. Car il faut distinguer d'une part le droit de juger en matiere de foi les personnes, & de prononcer contre elles des censures, lorsqu'elles se livrent opiniâtrément à des erreurs contraires à la foi & aux bonnes mœurs; & d'une autre part, le droit de choisir & de discerner en qualité de Chrétien & de Catholique, le sentiment véritable & conforme à la foi de l'Eglise, d'avec celui qui n'a pas le même caractère; lors sur-tout qu'en des tems de trouble, il s'élève divers sentimens proposés comme de foi par différens partis qui se trouvent dans l'Eglise.

Cela étant, il n'y a pas de doute que la premiere sorte de droit de juger en matiere de foi, n'appartienne à la puissance Ecclésiastique exclusivement à toute autre. Cette puissance est la seule qui ait autorité pour prononcer des censures avec prudence, & quand il y a raison & nécessité, ou du moins utilité. Mais l'autre droit de juger & d'user de discernement en matiere de foi, appartient si essentiellement à tout vrai Chrétien, que si l'on supposoit qu'il pût en être dépouillé, il se trouveroit, dans ces tems de division & de trouble, incertain & flottant dans sa foi; ce qui est absolument incompatible avec cette qualité qu'on suppose en lui de vrai & fidèle Chrétien. Si donc tout vrai Chrétien a ce droit, à plus forte raison les Magistrats en sont-ils possesseurs, eux qui par état doivent être plus éclairés de la doctrine Chrétienne, & des principes de la foi, que le commun des Chrétiens. C'est pourquoi quand la foi est

Sect. III.
Art. 16.
Ann. 1716.

ouvertement attaquée, & qu'il y a ce que Saint Augustin appelle, *aperta perniciēs*, alors ces mêmes Magistrats étant dépositaires de la puissance Séculière, protecteurs des saints Canons, vengeurs de tout ce qui attaque ouvertement la foi & la doctrine de l'Eglise, ils emploient cette puissance dans le tems même que les Evêques gardent le silence : ils l'emploient, non à porter des censures, ce qui ne regarde que le spirituel, & n'est nullement de leur ressort, mais à réprimer l'irréligion & les faux dogmes, par cette force extérieure & coactive qui appartient en propre à la puissance Séculière. Et c'est ce qui est arrivé toutes les fois que le Parlement a rendu des Arrêts contre des impiétés, telles, par exemple, que celles du P. Berruyer & autres Auteurs scandaleux.

C'a été en vertu de ce droit de choix & de discernement de ce qui est dogme de foi, d'avec ce qui ne l'est pas ou qui est même contraire à la foi, que ces Magistrats ont jugé & arrêté que la Bulle *Unigenitus* n'étoit point recevable quant à la proposition xci. & que l'accepter sans aucune restriction, c'est s'élever contre l'autorité du Roi & contre celle qu'il a confiée à ses Parlemens. Ils ont bien senti que la Cour de Rome en condamnant la proposition xci. avoit eu en vue l'affermissement de ses fausses & injustes prétentions sur le temporel des Rois ; prétentions que cette Cour regarde sans doute, toutes fausses qu'elles sont, comme faisant partie des articles qui appartiennent à la foi. Gregoire VII. & plusieurs autres Papes n'auroient point excité dans les siècles précédens de si grands troubles dans l'Eglise & dans la plupart des Etats Ca-

tholiques , pour des choses qu'ils auroient regardées comme de pure discipline.

SECT. III.

Art. 16.

Ann. 1716.

En effet, il est certain, ainsi que les Ultramontains le soutiennent, qu'il s'agit de l'étendue de puissance que Jésus-Christ a accordée ou n'a pas accordée à son Eglise, & de l'interprétation de sa divine parole sur l'article des deux clefs données à Saint Pierre. Il s'y agit donc de dogme, & de dogme appartenant à la foi. Là-dessus les Magistrats ont jugé, ont décidé par cette sorte de jugement & de décision qui leur est propre. Ils n'ont point prononcé de censures Ecclésiastiques ; cela n'est point de leur compétence : mais ils ont employé la force coactive & de contrainte extérieure, dont ils sont revêtus & dépositaires. Leur jugement a été appuyé & fondé sur la notoriété de la foi & de la tradition de tous les siècles, & sur la publicité de l'enseignement actuel de l'Eglise, toujours clair & constant sur cet article, malgré tous les efforts que les Ultramontains ont toujours faits pour l'éteindre & l'obscurcir.

Mais ces Magistrats ne pouvoient-ils pas, fondés sur la même notoriété & publicité, rejeter absolument la Bulle en son entier ? Ils le pouvoient sans doute ; & même ne le devoient-ils pas, non-seulement comme Magistrats, mais encore comme Chrétiens ? *

* Lorsqu'on enregistra en 1714 les Lettres-Patentes avec modifications & restrictions, M. le Président de Menars fut un de ceux qui, au nombre de neuf ou dix, furent d'avis de faire des Remontrances au Roi. M. le Premier Président lui ayant représenté que les difficultés tirées du fond de la Constitution ne regardoient pas les Parlemens, mais les Evêques : M. le Président de Menars lui fit cette réponse très-remarquable : *Monsieur, ne sommes-nous pas Chrétiens ?*

M v

SECT. III.
ART. 16.
Ann. 1716.

Ils l'ont même fait, bien qu'indirectement ; ils persistent à le faire encore tous les jours, soit en s'appliquant à maintenir constamment la restriction qu'ils ont apportée à ce Décret, soit en ne cessant point de s'opposer avec vigueur aux entreprises schismatiques de ceux qui veulent lui donner la force de loi & de décision de l'Eglise.

ARTICLE XVII.

ANNÉE 1716.

*Arrêt du Parlement d'Aix, & Requistoire ;
contre un Ecrit schismatique & séditieux.*

SECT. III.
ART. 17.
Ann. 1716.

Recueil
des Arrêts,
t. I. p. 162.
202.

Reprenons la suite des Arrêts que rendirent alors nos Parlemens pour arrêter le schisme naissant. Arrêt du Parlement d'Aix, du 17 Juin, condamnant au feu un Ecrit intitulé : *Lettre d'un Magistrat à M. Joly de Fleury*. Sur ce que l'Auteur de ce Libelle attaque un des Arrêts du Parlement de Paris contraire aux entreprises schismatiques ; les Gens du Roi s'expriment en ces termes au sujet des augustes & importantes fonctions des Parlemens :
 « Vous le savez, Messieurs, depuis que les
 « Rois, trop occupés des grandes affaires
 « de leurs Etats, se sont reposés sur leurs
 « Parlemens du soin d'administrer à leurs
 « peuples leur souveraine justice, celle qu'ils
 « rendent dans les causes des particuliers n'est
 « pas leur unique emploi. Maintenir l'ordre
 « public, conserver parmi les peuples l'auto-
 « rité royale par celle des loix, assurer le re-

» pos & la tranquillité de l'Etat, *soutenir le*
» *trône* en affermissant la fidélité des Sujets :
» voilà quelles sont vos fonctions. Ainsi s'é-
» lever contre vos Arrêts, c'est s'élever contre
» le trône même *que vous soutenez*. C'est s'é-
» lever contre l'autorité royale *commise à vos*
» *soins*, & attaquer en vos personnes *la justice*
» *souveraine du Prince*, qui est le plus auguste
» appanage de la Royauté. »

SECT. III.
Art. 17.
Ann. 1716.

Et comme l'Auteur du même libelle ne respiroit que cet esprit de violence & de fureur, qui est le propre du schisme, le Ministère public lui oppose ces grandes & belles maximes :
» Ignore-t-il que l'Eglise fondée sur le sang
» de Jesus-Christ, cimentée par celui des Mar-
» tyrs, établie dans le sein de la paix, entre-
» tenue par la douceur Evangélique, conser-
» vée par la charité, ne se gouverne pas com-
» me les Camps & les Empires; que la Reli-
» gion, comme dit Lactance, n'est pas l'ou-
» vrage de la crainte, mais de la persuasion;
» n'est pas l'effet de la force, mais de la pa-
» role; que vouloir la soutenir par la violen-
» ce, ce n'est plus la défendre, c'est la souil-
» ler; & qu'il faut la maintenir, non par le
» glaive, mais par la patience & la foi? »



ARTICLE XVIII.

ANNÉE 1716.

'Arrêt du Parlement de Flandres , & Réquisitoire contre une Thèse où l'on suppose que la Constitution est reçue par toute l'Eglise.

SECT. III.
ART. 18.
Ann. 1716.

Arrêt de la Cour du Parlement de Flandres du 22 Juillet portant suppression d'une Thèse soutenue dans le Couvent des Récollets de la ville de Douay , où l'on suppose que la Constitution est reçue par toute l'Eglise ; & défense d'insérer dans les Thèses ou autres Ecrits aucunes choses qui tendent à division , à peine d'être traité comme perturbateur du repos public. » Pendant que toute la France est attentive , dit l'Avocat-Général , au succès que pourront avoir les raisons que de grands Prélats ont eues de ne point recevoir jusqu'à présent la Constitution *Unigenitus* . . . » de simples Religieux prennent le flambeau de la discorde à la main , allument le feu de la division , & oublient la modestie qui devroit être inséparable de l'humilité dont ils font profession ; ils en viennent jusqu'à cet excès que de condamner une conduite que l'Eglise elle-même n'a point censurée . . . » Il (l'Auteur de la Thèse) ose les condamner (ces Evêques) d'hérésie , supposant que la Constitution a été reçue par toute l'Eglise ; qu'elle fait loi dès à présent , & qu'il ne faut plus d'autre acceptation. Vous savez , Messieurs , que plusieurs Parlemens , & sur-

» tout le Parlement de Paris , se sont élevés
» contre cette proposition.

SECT. III.
Art. 13.
Ann. 1716.

» Il ne doit y avoir personne qui ne main-
» tienne le droit qu'ont les Evêques de juger
» des matières de foi , avant , conjointement ,
» & après le Pape , & par conséquent d'exa-
» miner ses Constitutions. C'est sur ce principe
» que la Cour , en enregistrant les Lettres-Pa-
» tentes qui lui ont été envoyées avec la
» Constitution , y a inséré une clause de ,
» *sans préjudice du pouvoir & de la jurisdic-*
» *tion des Evêques* , fondée sur ce qu'ils tien-
» nent ce pouvoir immédiatement de Dieu ,
» & sur ce que le Saint-Esprit a été envoyé
» à tous les Apôtres Ce sont les exem-
» ples de grands Saints qui autorisent les re-
» montrances que plusieurs Evêques de Fran-
» ce croient avoir droit de faire au Pape , com-
» me Saint Irenée au Pape Victor , Saint Au-
» gustin au Pape Zozime , Saint Jérôme au
» Pape Damase , & Saint Bernard au Pape Eu-
» gene III. . . .

» L'Auteur de la Thèse soutient que le gou-
» vernement de l'Eglise est pur monarchique ,
» quoiqu'il soit certain que l'état monarchi-
» que de l'Eglise est tempéré par un gouver-
» nement Aristocratique. Il donne au Pape une
» puissance Royale , *quodammodo Regalem* :
» terme nouveau & qui peut avoir des suites
» dangereuses dans l'Etat. Il condamne com-
» me Luthérienne la doctrine approuvée de
» toute l'Eglise sur la nécessité des Conciles
» généraux en certaines occasions. Il cite com-
» me une règle infaillible le quatrième article
» du Décret de l'*Index* , concernant la lecture
» de l'Ecriture Sainte , qu'il attribue fausse-
» ment au Concile de Trente , & qui n'a

» éré dressé que longtems après la séparation
 » du Concile ; enforre que ce Décret n'est
 » d'aucune autorité, n'étant point reçu en
 » France, ni dans les autres Royaumes Ca-
 » tholiques. »

ARTICLE XIX.

ANNÉE 1716.

*Arrêt du Parlement de Bretagne & Réquisi-
 toire concernant la Faculté de Théologie
 de Nantes, que le Parlement maintient dans
 ses droits contre l'Evêque de Nantes, &c.*

Sect. III.

Art. 19.

Ann. 1716.

Ibid. p.

217. 234.

Arrêt de la Cour du Parlement de Bre-
 tagne du 13 Novembre, qui maintient la
 Faculté de Théologie de l'Université de Nantes
 dans tous ses droits & privilèges, qui fait dé-
 fense à l'Evêque de Nantes de tenir école pu-
 blique dans son Séminaire, & aux Evêques
 de ce ressort d'introduire l'usage des souscrip-
 tions & signatures sans une Déclaration pré-
 cédente du Clergé, autorisée de Lettres-Paten-
 tes du Roi enregistrées à la Cour, &c.

D'abord le Procureur-Général du Roi ex-
 pose aux Chambres assemblées la conduire
 que l'Evêque de Nantes avoit tenue à l'égard
 de la Faculté de Théologie ; dit que cette Fa-
 culté ayant jugé à propos de supprimer le
 2 Janvier dernier son Décret du 15 Mai 1714,
 au sujet de la Constitution *Unigenitus*, s'é-
 toit attiré la disgrâce de son Evêque ; & que
 non content d'avoir interdit les Docteurs qui
 avoient été d'avis de la suppression, il avoit
 chassé les uns de son Séminaire, dépouillé les
 autres de leurs emplois, & forcé quelques-

uns de fortir de son Diocèse ; que l'indignation de ce Prélat n'en étoit pas demeurée là , mais que la Faculté entière en avoit ressenti les effets ; qu'une Ecole publique de Théologie qu'il avoit ouverte dans son Séminaire , avoit été marquée comme la seule porte pour entrer dans le ministère Ecclésiastique.

SECT. III.
Art. 19.
Ann. 1716.

Là-dessus il accuse l'Evêque d'avoir commis deux abus dont il demande réparation à la Cour. » Je le vois, dit-il, 1°. s'attacher » à détruire l'Ecole de Théologie d'une Université fondée sur des Lettres-Patentes , en » interdire l'entrée à ceux que le Ciel appelle » à l'Etat Ecclésiastique , & 2°. ouvrir de lui-même une autre Ecole publique , au mépris » des anciennes Ordonnances , & principalement de celle de 1629. Je ne puis , Messieurs , dans cet attentat sur les droits du » Roi , reconnoître l'usage d'un pouvoir réglé » par la science & la prudence Il n'appartient qu'à vous , Messieurs , qui êtes dépositaires de l'autorité Royale , de rouvrir » les portes de cette Faculté , que M. de Nantes s'est mis en état de fermer. C'est à vous à » détruire cette nouvelle Ecole publique , établie sans permission du Roi. C'est à vous » enfin à maintenir l'Université de Nantes dans les privilèges que les Rois lui ont » accordés , & ses Ecoliers dans la liberté qui leur convient.

Le Procureur-Général se plaint d'un troisième abus , » qui , dit-il , n'intéresse pas » moins son ministère Ce Prélat s'est fait » un faux devoir de proposer la Constitution » *Unigenitus* comme règle de foi , à tous ceux » qui lui demandent les Ordres ou des *Visa*. » Il a établi une espèce de formulaire dont il

SECT. III.
Art. 19.
Ann. 1716.

» exige la souscription . . . Nul Evêque n'est
» en droit d'imposer un pareil joug à ses Dio-
» césains, ni de prescrire une nouvelle pro-
» fession de foi, si elle n'a été arrêtée dans une
» délibération du Clergé de France, autori-
» sée de Lettres - Patentes dûment enregis-
» trées en la Cour. Comment, après tout,
» peut-il exiger une soumission aveugle pour
» la Constitution *Unigenitus*, & la placer dès
» à présent parmi les regles de foi ? En recon-
» naissons-nous d'autres que celles qui por-
» tent le caractère d'infailibilité ? N'est-ce pas
» à l'Eglise qui n'est autre que le corps des
» Pasteurs, que cette infailibilité a été pro-
» mise ? Loin de nous ces Ecrivains flatteurs
» qui l'accordent à un autre Tribunal
» Quelle preuve a-t-on d'ailleurs que la Con-
» stitution ait été acceptée par tous les Evê-
» ques de l'Eglise Catholique ? Ne sait-on pas
» au contraire que plusieurs illustres Prélats de
» l'Eglise de France ont refusé de la recevoir,
» avant d'avoir reçu les explications qu'ils
» ont demandées au saint Pere ? . . . Combien
» d'Universités sont entrées dans les mêmes
» vûes ! Les explications que les Prélats qui
» l'ont reçue, ont cru devoir joindre à leur
» acceptation, sont-elles uniformes ? Que de-
» viendront enfin ces *modifications également*
» *sages & nécessaires*, mises par tous les Par-
» lemens du Royaume, lors de l'enregistre-
» ment de cette Bulle, pour prévenir les entre-
» prises trop ordinaires de la Cour de Rome,
» si on souffre M. de Nantes en exiger la
» souscription ?



ARTICLE XX.

ANNÉE 1716.

Divers Appels comme d'abus reçus par Arrêts du Parlement de Paris, particulièrement contre une Ordonnance de l'Archevêque de Reims.

Arrêt de la Cour du Parlement de Paris du 28 Novembre, qui reçoit le sieur d'Augy Curé, appellant comme d'abus de la procédure faite contre lui par l'Official de Beauvais, pour avoir retraité la publication de la Bulle ; qui ordonne que toutes choses demeureront en état, & qui le renvoie devant l'Evêque, pour qu'il le rétablisse dans ses fonctions.

SECT. III.
Art. 20.
Ann. 1716.
Ibid. pag.
135-138.

Arrêt de la Cour du même Parlement du 6 Décembre, qui reçoit les Curés de Reims appellans comme d'abus d'une Ordonnance de leur Archevêque pour l'acceptation de la Bulle, & qui fait défense de l'exécuter. Autre Arrêt du 16 qui reçoit le Chapitre de Reims appellant comme d'abus de deux Ordonnances de son Archevêque pour l'acceptation de la Bulle, & qui fait défenses de les exécuter. Troisième Arrêt contradictoire du 30 Décembre, qui reçoit d'autres Curés de Reims appellans comme d'abus de la même Ordonnance, & qui fait pareilles défenses de l'exécuter.

Ibid. 454-
457.
Ibid. 458-
462.
Ibid. 462-
464.

Il faut remarquer, pour l'intelligence de ces Arrêts, que les six Docteurs absous par le Parlement, ainsi que nous l'avons vu plus haut, étant retournés à Reims, & y ayant été

SECT. III.
ART. 20.
Ann. 1716.

reçus avec les honneurs qu'on crut pouvoit leur rendre sans trop blesser l'Archevêque , les Jésuites indignés de voir que les procédures qu'ils avoient fait entreprendre contre ceux qui leur déplaisoient le plus , ne servoient qu'à faire éclater l'opposition d'un grand Diocèse contre la Constitution , continuèrent à irriter de plus en plus l'Archevêque , & à lui dire sans cesse qu'étant insulté par des inférieurs , il ne pouvoit se dispenser d'écraser les rebelles. Ils l'engagerent ainsi à donner un Mandement rempli de pièges si subtils , qu'ils ne doutèrent point que ces six Docteurs & la multitude de ceux qui applaudissoient à leur cause & à toutes leurs démarches , n'y fussent pris.

Dans ce Mandement fabriqué par les Jésuites , l'Archevêque , qu'ils y faisoient parler , insultoit de la maniere la plus outrageante & la plus indigne d'un Prélat de son rang , à tous ceux qui n'avoient point accepté la Constitution , ou qui se repentoient de l'avoir acceptée & publiée. Il s'y plaignoit des Puissances qui se mêloient des affaires de l'Eglise ; du second ordre qui ne devoit pas , disoit-il , assister aux Conciles ; des Evêques dont la dissension faisoit toujours le schisme & l'hérésie ; du Recteur de l'Université de Paris , dont il traitoit le Discours imprimé , de *déclamation scandaleuse* ; du Parlement sous les yeux duquel ce discours avoit été prononcé , & qui laissoit une telle audace impunie ; de l'autorité séculière qui l'empêchoit d'écraser les loups ; du Sacerdoce enfin & de l'Empire qui ne concouroient point à réprimer les esprits séditieux. Et ce qui parut de plus extraordinaire , c'est qu'en même tems qu'il chargeoit

de reproches ceux qui avoient retracté ou désavoué la publication de la Constitution, & qu'il prétendoit que par un scandaleux aveu d'une acceptation forcée, ils se couvroient de l'éternel opprobre d'un lâche déguisement, il faisoit l'apologie du Concile de Rimini, & même (sans s'en appercevoir sans doute) l'éloge du brigandage d'Ephèse.

SECT. III.
Art. 10.
Ann. 1716.

Ce Mandement étoit daté du 7 Octobre 1716, & parut le 7 Novembre suivant. Il finissoit par une Ordonnance & injonction faite à tous les Curés & à tous les Corps, Chapitres & Communautés séculières & régulières, de l'un & de l'autre sexe, exemptes ou non exemptes, d'en faire la lecture ou publication, & d'en apporter des certificats dans le mois, sous peine de suspension par le seul fait ? Et c'étoit là le piège. Car par là le Prélat se flattoit de contraindre les corps & les particuliers à prendre part à tout ce que son Mandement & Ordonnance contenoit en faveur de la Bulle, par la crainte qu'ils auroient d'encourir la suspension & privation de leurs fonctions, sans qu'ils pussent se garantir de cette peine par un Appel, parce que l'Ordonnance n'exigeoit plus de souscription, mais seulement une publication, qu'il ne paroïssoit pas qu'on pût jamais refuser aux Supérieurs.

Mais la même Ordonnance produisit un effet tout contraire. Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale, au lieu de la publier, prit le parti d'en appeller comme d'abus; & son exemple fut suivi par le Chapitre de la Collegiale de Saint Symphorien, par quelques Chanoines de celle de S. Timothée, par la Faculté de Théologie, par le Prieur & les Religieux de Mouzon, ordre de S. Benoît, Congrégation de S. Vannes,

SECT. III.
Art. 20.
Ann. 1716.

& par quatre-vingt-dix-huit Curés tant de la ville que de la campagne. Plusieurs autres Curés & Communautés, sans en appeler, s'abstinrent de la lire. Les Bénédictins de S. Nicaise entr'autres ayant délibéré en Chapitre sur cette lecture, conclurent unanimement à ne la point faire; & le Vice-promoteur ayant été en demander les raisons au Prieur, ce Pere lui répondit, *qu'ils en avoient d'abord cent-une tirées de la Constitution*, sans celles qui étoient particulieres au Mandement. Tout cela donna lieu au second procès, d'où suivirent les trois Arrêts marqués ici.

ARTICLE XXI.

ANNEE 1716.

Mouvemens du Nonce & de la Cour de Rome assortis à ces Tocfins des Jésuites & à ces démarches schismatiques des Evêques. Bref adressé par Clément XI. à M. le Régent contre le Cardinal de Noailles & la Sorbonne. Trois autres Brefs pour obliger le Cardinal de Noailles & tous les Evêques opposans à se soumettre à ce qu'il exigeoit d'eux. Ces Brefs sont rejettés.

Pendant que les Jésuites d'une part répandoient ces Tocfins dont nous avons parlé, & que les Evêques animés de leur esprit se portoient de l'autre à produire ces Ecrits, & à faire toutes ces Ordonnances schismatiques, qui attiroient à si juste titre l'animadversion des Parlemens; Clément XI. de son côté, en

exécution de la menace qu'il avoit faite au Cardinal de la Trimouille, envoie Brefs sur Brefs tous plus violens les uns que les autres. Dès qu'il a appris que le Cardinal de Noailles a été nommé chef du Conseil de conscience, il commence par changer son Nonce de présenter à M. le Régent un Bref où il se plaint fort de ce que ce Cardinal a été élevé à cette place avant de s'être soumis au Saint Siège, & de ce que la Sorbonne, en déclarant dans ses dernières assemblées, que le Décret par lequel elle avoit accepté la Constitution, n'étoit pas revêtu de toutes les formes nécessaires, paroïssoit vouloir se révolter contre la Constitution même. Il ajoute que ces deux démarches répondoient mal à la modération que Sa Sainteté avoit eue jusqu'alors, & que sans la patience & la condescendance excessive dont elle avoit usé, il y auroit eu déjà un schisme formé en France. Le Nonce n'a d'autre réponse de la part de son Altesse Royale, sinon que si elle laissoit agir les divers Corps du Royaume, Rome verroit bientôt des choses beaucoup plus désagréables.

Quelque tems après, Clément XI envoie encore tout à la fois trois autres Brefs, l'un adressé à M. le Régent, où il le supplie d'employer son autorité pour soumettre les Prélats qui persistoient dans leur désobéissance : le second au Cardinal de Noailles, où il lui fixe un tems pour recevoir la Bulle purement & simplement, faute de quoi il seroit privé de la dignité de Cardinal ; le troisième aux Evêques opposans, à qui il fixe pareillement un tems pour se soumettre, après lequel il feroit procéder à leur déposition ; & il marquoit dans ces deux derniers qu'ils serviroient de monitions canoniques.

SECT. III.
Art. 21.
Ann. 1716.

Hist. de la
Constit. 10.
1. p. 618.

Ibid. p.
619.

SECT. III.

Art. 21.

Ann. 1716.

ques, tant aux Evêques qu'au Cardinal de Noailles.

Le Nonce, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu, les présente cachetés à M. le Régent : mais S. A. R. qui avoit été informée par le Cardinal de la Trimoille, de ce qu'ils contenoient, renvoya le Nonce au Maréchal d'Uxelles, comme Président du Conseil des affaires étrangères. Ce Ministre lui demanda un double de ce qui étoit contenu dans le paquet. Le Nonce surpris, dit que c'étoit la première fois qu'on lui faisoit une pareille demande. Le Maréchal lui répond qu'il n'avoit qu'à choisir, ou de lui donner un *Duplicata* signé, de ce qui étoit contenu dans le paquet, ou de souffrir qu'il fût envoyé au Parlement, pour l'ouvrir, & examiner si ce qu'il contenoit convenoit aux intérêts de la France. A ce mot de *Parlement* le Nonce se retira, & remporta son paquet.

ARTICLE XXII.

ANNÉE 1716.

Autre moyen employé par Clément XI. pour parvenir aux mêmes fins, mais qui ne lui réussit pas mieux.

SECT. III.

Art. 22.

Ann. 1716.

Dans le même tems le Pape eut recours à un autre moyen qu'il croyoit plus efficace pour engager la Cour de France à entrer dans ses vues. Il donna à la Daterie des défenses très-rigoureuses d'y rien expédier pour les Diocèses des Evêques opposans : & il re-

fusa des Bulles à ceux que M. le Régent avoit nommés aux Evêchés vacans , qui étoient en grand nombre , à moins qu'ils ne voulussent s'engager à faire recevoir la Constitution dans leurs Diocèses. Ce refus donna dès lors occasion à des négociations qui durèrent près de trois ans , & ne furent terminées , comme nous le verrons en son tems , qu'en 1718. Je dirai seulement ici , que M. le Régent parut dans la résolution de faire ordonner les Evêques sans provisions de Rome ; qu'il nomma dans ce dessein des Commissaires du Conseil , pour examiner les obligations réciproques que le Concordat imposoit à cet égard au Pape & au Roi ; qu'il fit travailler là-dessus de savans Théologiens & des Canonistes habiles ; que ces Messieurs dressèrent des Mémoires où la matiere étoit savamment éclaircie ; & qu'ils y démontroient que même sans donner atteinte au Concordat , le Roi pouvoit , sur le refus abusif du Pape , présenter au Métropolitain , ou à l'ancien Evêque de chaque Province , les Sujets qu'il avoit nommés aux Evêchés & Archevêchés , & les faire ordonner indépendamment des Bulles du Pape. C'en étoit bien assez pour porter la Cour de Rome à n'oser plus faire aucune difficulté sur un pareil article.

Sect. III.
Art. 22.
Ann. 1716.



ARTICLE XXIII.

ANNÉE 1716.

Grande Assemblée de Cardinaux convoquée à Rome, au moyen de laquelle le Pape cherche à tirer raison de l'injure prétendue qu'on lui a faite de ne pas recevoir ses Brefs.

SECT. III.
Art. 23.
Ann. 1716.
Journal
d'Orf. t. 2.
p. 170.

C'EST fut à pure perte pour sa Daterie, que Clément XI. chercha à tirer raison de l'injure qu'il prétendoit lui avoir été faite par le refus de recevoir ses trois Brefs. Il voulut néanmoins en venir à un autre éclat qui n'aboutit qu'à marquer son chagrin & la vivacité de son ressentiment. Il convoqua pour le Samedi 27 Juin, veille de S. Pierre, une Congrégation générale de tous les Cardinaux qui étoient à Rome & aux environs. Aussitôt que cette Congrégation fut annoncée, elle fit grand bruit dans Rome, n'y en ayant point eu de semblable depuis le Pontificat d'Urbain VIII. Le Pape commença par y rendre compte aux Cardinaux de ce qui s'étoit passé depuis le commencement de la Constitution. Lorsqu'il y parla des maux présens de l'Eglise, son discours fut très-pathétique, & interrompu par des sanglots. Il fit lire les Brefs envoyés à son Nonce, & que le Duc d'Orléans n'avoit pas voulu recevoir: nouvelle matiere de pleurs & de larmes. Venant au Cardinal de Noailles il le traita d'enfant opiniâtrément révolté contre son Pere, & qui avoit encouru une condamnation dont il n'y avoit plus à revenir; & supposant

sant que les Cardinaux veulent bien encore demander grace pour lui : *Qu'on ne m'en parle donc plus*, dit-il ; *il ne s'agit plus de délibérer si on doit le punir, ce n'est pas pour cela que l'on consulte ; il y va du salut de Clément XI. & il ne peut plus différer sans péché mortel.* C'est ce qu'il répéta cinq ou six fois, protestant toujours qu'il vouloit sauver son ame.

Sect. III.
Art. 23.
Ann. 1716.

Mais à quoi donc aboutit cette fameuse Congrégation qui avoit mis en mouvement Rome, & tout ce qu'il y a de plus éminent dans la société extérieure de l'Eglise ? A faire dire que ce n'étoit pas les Cardinaux qu'il falloit consulter, mais plutôt des *Maîtres de cérémonies* ; puisqu'il ne s'agissoit que de la manière d'ôter un chapeau. Le Pape en effet répéta plusieurs fois aux Cardinaux, que c'étoit sur la forme qu'on devoit suivre pour ôter au Cardinal de Noailles son chapeau, & non sur le fond, qu'il les consultoit, étant résolu depuis longtems de le lui ôter. On prétend cependant qu'il y fut aussi question de ce qu'il falloit faire à l'égard des autres Evêques réfractaires ; à l'égard des Parlemens, & à l'égard des Bulles qu'on demandoit pour des Evêques de la doctrine desquels le Saint Pere n'étoit pas sûr. Il ne demandoit pas leur réponse sur le champ ; mais il vouloit leurs vœux par écrit dans la quinzaine. Il y avoit à cette Congrégation trente-huit Cardinaux & le S. Pere ; & il imposa à tous le secret du Saint Office, à condition cependant que chaque Cardinal pourroit consulter deux Théologiens. M. Chevalier, dont nous parlerons dans la suite, & qui se trouvoit dès lors à Rome, ne fut point surpris de voir le grand éclat de cette Congrégation s'en

Ibid. p.

171.

Ibid. p.

172.

Ibid. p.

179.

alleren fumée. L'impétueux Cardinal *Fabroni* vouloit moins de bruit, mais plus d'effet, c'est-à-dire, de nouveaux Brefs encore plus foudroyans.

ARTICLE XXIV.

ANNÉE 1716.

De Cardinal Fabroni par ses menées à Rome ; & le Nonce par ses fréquentes Lettres écrites de Paris, animent Clément XI. à se porter à de plus grands éclats par de nouveaux Brefs.

SECT. III.

ART. 24.

Ann. 1716.

Pendant que *Fabroni* manœuvroit à Rome, le Nonce asservi aux Jésuites, dont il briguoit la faveur pour le Cardinalat, ne cessoit d'insérer dans les Lettres qu'il envoyoit très-fréquemment de Paris, tout ce qu'il y avoit de plus capable d'animer *Clément XI.* à se porter à de nouveaux éclats, qui pussent rompre de plus en plus tous les projets de pacification.

Journal

d'Oct. t. 2.

p. 169.

Ainsi le Nonce étoit attentif à tout ; & ne laissant rien échapper de ce qui pouvoit conduire à ses fins, tantôt il donnoit avis de la pension de 1500 liv. donnée à *M. Dupin*, le fameux, disoit-il, ou plutôt l'infâme *Dupin*, qui a tant écrit contre le Saint Siège. Il ajoutoit que *M. Petitpied* venoit d'être rappelé de son exil, en sorte qu'il n'y avoit plus à attendre que le *P. Quesnel* : & tantôt parlant du sieur le Rouge, dont la doctrine selon lui étoit bonne, il avertissoit qu'ayant été condamné par la Sorbonne, il avoit voulu interjetter

appel au Pape, comme au Supérieur immédiat de la Faculté, mais que le Maréchal d'Uxelles l'avoit menacé de la Bastille & de pis, s'il le faisoit; que pendant que Sa Sainteté ne faisoit rien que du consentement de son Altesse Royale, on alloit toujours son chemin, en détruisant l'autorité du S. Siège; que de s'en plaindre au Maréchal d'Uxelles, c'étoit la même chose que d'adresser ses plaintes au Cardinal de Noailles; qu'on n'en tiroit jamais aucune réponse; & quand on le pressoit un peu, il s'échapoit, & disoit *aux gens des sottises & des brutalités*. D'autres fois il marquoit que c'étoit une chose certaine & assurée par la voix publique, que les Huguenots alloient revenir dans le Royaume avec une permission expresse; qu'il étoit probable que c'étoit un des articles secrets de la ligue conclue avec l'Angleterre, & qui se concluroit dans peu avec la Hollande. Il ne cessoit de se déchaîner contre les Arrêts des Parlemens, & de se plaindre que le scandale contre la Constitution n'étoit plus un mal particulier, mais universel; que Toulon, Marseille, Nivers, Grasse, Nantes, Reims, Beauvais & Rouen étoient remplis de rébellion contre les Evêques, & que si les Evêques vouloient y apporter des remèdes canoniques, ils en étoient empêchés par les Parlemens: *le Presbyteranisme*, disoit-il, *croît à vue d'œil, & la Religion est opprimée*. Il prétendoit que chaque semaine le parti du Cardinal de Noailles gagnoit douze mille personnes: il demandoit ensuït un prompt secours, & représentoit les Evêques comme *une place prête à se rendre, si on ne la fortifioit par quelques nouveaux Brefs*.

SECT. III.
Art. 25.
Ann. 1716.

Ibid. p^{re}
280.

ARTICLE XXV.

ANNÉE 1716.

Nouvelles dépêches arrivées de Rome. Elles renferment quatre pièces importantes en elles-mêmes & par les suites qu'elles ont. Précis de la première, qui consistoit dans un Bref à M. le Duc d'Orléans.

Sect. III.
Art. 25.
Ann. 1716.

Ibid. p.
276.

Clement XI. pressé de la sorte, d'une part par le Nonce, de l'autre par Fabroni, se hazarde d'envoyer par un Courier extraordinaire, toutes les dépêches qu'il avoit préparées depuis quelques tems; mais qu'il avoit hésité jusqu'alors de faire partir. Ce Courier arrivé de Rome le Dimanche 6 Décembre, apportoit à M. le Duc d'Orléans, 1°. Un Bref à son Altesse Royale, 2°. Une Lettre des Cardinaux au Cardinal de Noailles, 3°. Un Bref à la Sorbonne pour suspendre ses privilèges, 4°. Un autre Bref circulaire aux Evêques Aceprans. Nous allons rendre compte de ces quatre pièces importantes en elles-mêmes, & par ce qui s'en est suivi.

Dans le Bref à son Altesse Royale, le Pape louoit les bonnes intentions de ce Prince: & c'étoit, disoit le S. Pere, pour les seconder, qu'il avoit consenti que le sacré Collège écrivit au Cardinal de Noailles; qu'à la priere des Cardinaux il avoit bien voulu suspendre les résolutions qu'il avoit prises dans la Congrégation du mois de Juin, afin d'es-

Ibid. p.
278.

ſayer encore par la ſollicitation d'un corps ſi reſpectable , de ramener à ſon devoir , un fils qui lui étoit ſi cher , & qu'il ne pouvoit oublier malgré les mécontentemens qu'il en avoit eus ; qu'après cela il ne devoit plus attendre de miſéricorde , &c. Il y étoit dit enſuite un mot de la Sorbonne , dont il étoit réſolu de réprimer la pétulance. Il renvoye ſon Alteſſe Royale au Nouce , qui lui apprendra les moyens dont il eſt réſolu de ſe ſervir pour donner ſes plus grandes marques du deſir qu'il avoit de convertir le Cardinal de Noailles. Dans ce même Bref il avertit ſon Alteſſe Royale , qu'il doit inceſſamment envoyer un autre Bref aux Evêques de France qui ont accepté la Conſtitution , afin de les engager à s'unir tous au ſacré Collège pour ramener ce Cardinal à ſon devoir.

Sect. III.
Att. 25.
Ann. 1716.

ARTICLE XXVI.

ANNÉE 1716.

Précis de la Lettre des Cardinaux au Cardinal de Noailles , ſeconde pièce contenue dans les dépêches de Rome.

LEs Fabricateurs de la Lettre des Cardinaux rappelloient d'abord au Cardinal de Noailles le Conſiſtoire du 27 Juin , où le Pape avoit remis devant les yeux des Eminences qui le compoſoient , toute la ſuite de l'affaire de la Conſtitution. Puis ils lui diſoient que les maux préſens étoient très-grands ; qu'ils en enviſageoient de plus grands encore

Hiſt. de
la Conſtit.
t. 1. p. 823.

[Sect. III.

Art. 26.

Ann. 1716.

pour l'avenir, & pour lui-même personnellement; qu'il ne pouvoit les éviter qu'en méprisant toutes les difficultés qui l'avoient arrêté jusqu'alors, & qu'en se soumettant, sans différer, à la Constitution; qu'ils avoient cru devoir supplier avec instance le très-clément Pontife de vouloir bien surseoir à l'exécution de ce qu'il avoit décerné, & leur donner le tems d'employer auprès de lui les offices de la charité fraternelle; *& qu'ils n'avoient pas eu de peine à obtenir du Pape le délai qu'ils avoient demandé.*

Dans la même Lettre, on tournoit contre le Cardinal de Noailles, les efforts qu'il faisoit pour pacifier les esprits, au moyen des bonnes explications qu'il vouloit qu'on donnât, ou qu'il donnoit lui-même à la Bulle. Car comme tous ces efforts & toutes ces explications ne tendoient dans l'intention de ce Cardinal, d'une part qu'à conserver la bonne doctrine opposée à celle de la Société; & d'une autre part, qu'à *christianiser* la Bulle, si cela eût été possible, & qu'il falloit nécessairement pour en venir là, donner aux propositions condamnées des sens forcés, & très-éloignés de la signification naturelle des termes dans lesquels ces propositions étoient conçues, on prenoit de-là occasion de représenter au Cardinal que des *hommes factieux* vouloient se servir de son nom pour faire recevoir par les peuples leur mauvaise doctrine. Ce que ces *factieux* prétendus se proposoient de faire recevoir par les peuples, c'étoit la doctrine saine & orthodoxe qui formoit la matière & le contenu des explications que le Cardinal & ces Evêques vouloient qu'on admît.

On ajoutoit que *ces gens là, ces hommes*

faillieux, c'est-à-dire, ces Evêques unis au Cardinal de Noailles, disoient que leur cause n'étoit pas différente de celle de ce Cardinal; que les raisons qui les empêchoient de recevoir la Constitution n'étoient autres que celles qui l'en empêchoient lui-même, & qu'il approuvoit les sens qu'ils appliquoient à la Constitution. On s'écrioit contre l'application qu'on faisoit de ces sens à la Constitution. Elle est, disoit-on, non-seulement fausse, mais même impudente, puisque ces sens sont entièrement éloignés du sens que l'on voit clairement dans la Constitution. AB APERTO Constitutionis hujusmodi tenore alienissimos sensus, quos ei falsò non minus quam impudenter conantur assignere. Ici se découvre l'artificieuse malignité des Auteurs de cette Lettre. Elle consistoit à saisir ce qu'il y avoit de vrai, & qui mettoit véritablement le Cardinal de Noailles & les Evêques ses adhérens dans leur tort, pour en conclure tout ce que l'on peut imaginer de plus outrageant. Car il étoit vrai que les sens que ceux-ci s'efforçoient de donner à la Constitution pour l'ajuster à leur doctrine, étoient forcés & entièrement éloignés du sens que l'on voit très-clairement dans la Constitution, & qu'en cela ils avoient tort; mais s'ensuivoit-il de-là, que ces Evêques & le Cardinal lui-même fussent des *hommes faillieux*, que leur doctrine fût mauvaise, & qu'ils s'efforçassent de faire recevoir par les peuples cette mauvaise doctrine? C'étoit, disoient-ils encore, être des *ensans de perdition, livrés au mensonge, afin de pouvoir dire par la calomnie la plus outrée, que cette Constitution énerve la discipline Ecclesiastique, dans ce qu'elle a de plus important; qu'elle renverse les fondemens*

SECT. III.
ART. 26.
Ann. 1716.

les plus solides de la morale chrétienne, & par-dessus cela, ce que nous avons horreur de rapporter, qu'elle donne atteinte aux dogmes de la foi: C'est ainsi qu'étoient traités à Rome le Cardinal de Noailles & tous les Evêques de son parti, malgré tous leurs ménagemens, & précisément à cause de ces ménagemens mêmes, & de tous leurs vains efforts pour ramener la Bulle à un sens chrétien & catholique.

Journal
d'Orfanne,
t. 1. p. 261.
& 262.

Suivant les Mémoires reçus de Rome, loin que cette Lettre fût véritablement des Cardinaux, à peine le Pape osa-t-il, lorsqu'elle eut été composée, la leur communiquer; & ce ne fut qu'après avoir pris la précaution de la faire signer par les Chefs des trois Ordres. On a prétendu même qu'il eût bien voulu l'envoyer en France, sans l'avoir montrée aux Cardinaux, & se contenter de cette signature: mais il observa dans les Cardinaux qui étoient pour lors à Rome un murmure sourd, qui lui fit craindre qu'ils ne vinssent à éclater en plaintes ouvertes & justes. Il prit donc le parti de confier cette Lettre à *Alemanni*, qui la porta de maison en maison, la lut aux Cardinaux, avec ordre exprès de ne s'en point désaisir, & de se contenter de leur en faire une simple lecture. Loin de témoigner qu'ils voulussent en rien y prendre part, ils y firent de grandes difficultés, & ces difficultés furent,

1°. Qu'il convenoit pour délibérer sur une Lettre de cette importance, d'assembler tout le sacré Collège: 2°. La plupart des Cardinaux avoient remarqué dans cette Lettre plusieurs expressions peu mesurées par rapport au Cardinal de Noailles: ce qui les engagea à demander qu'elle ne fût pas mise sur leur

compte : 3°. Le Pape dans cette Lettre ne leur faisoit faire autre chose qu'exhorter le Cardinal de Noailles à recevoir la Constitution, & presque tous les Cardinaux observèrent qu'une Lettre de cette nature ne pouvoit que les commettre inutilement ; qu'ils ne devoient pas se flatter que ce Cardinal accordât à leurs sollicitations, ce qu'il avoit jusques-là refusé si constamment, tant au Pape qu'au feu Roi ; qu'il blesseroit trop visiblement les bien-séances, s'il le faisoit, lorsqu'on ne lui diroit rien de plus que ce qui lui avoit été dit jusqu'ici ; que bien loin d'être surpris de sa résistance, ils devroient trouver mauvais qu'une simple Lettre d'exhortation du sacré Collège le fit changer de sentiment : qu'ainsi, ou il falloit supprimer la Lettre telle qu'elle étoit, ou il falloit y insérer ce qui étoit nécessaire pour lever les difficultés du Cardinal de Noailles : 4°. Le Pape dans cette Lettre faisoit dire par le sacré Collège, que le même Cardinal ne devoit point s'attendre à avoir jamais d'explications ; & de l'aveu même du Cardinal de la Trimouille, il n'y eut presque pas un seul Cardinal qui ne refusât de passer cet endroit, attendu qu'on pourroit bien être obligé dans la suite, de donner des explications.

En un mot, la conduite du Pape étoit si peu approuvée à Rome, quoique personne n'osât lui dire nettement ce qu'il en pensoit, que le Cardinal *Barberin* étant avec trois autres Cardinaux, leur dit : *Il semble que le Pape veuille détruire la Chrétienté.*

SECT. III.
Art. 26.
Ann. 1716.

Ibid. p.

310.

ARTICLE XXVII.

ANNÉE 1716.

Precis du Bref à la Sorbonne pour suspendre ses privilèges, troisième pièce renfermée dans les dépêches de Rome.

SECT. III.
Art. 27.
Ann. 1716.

LE *Bref* concernant la Sorbonne étoit revêtu des formalités que l'on regarde à Rome comme les plus solennelles, *ad futuram rei memoriam* ; & sous l'anneau du pêcheur , daté du 18 Novembre 1716. Voici quel en étoit le titre : *Suspense par Clément XI. des privilèges accordés par le S. Siège à la sacrée Faculté de Théologie de Paris , ladite Suspension devant subsister autant qu'il plaira à Sa Sainteté & au S. Siège.* Le Pape y parle d'abord en général des Universités & Facultés de Théologie , & en attribue l'établissement aux Papes ses prédécesseurs. De-là il passe à la Faculté de Théologie de Paris, disant que le Siège Apostolique lui a accordé grand nombre de graces & d'exemptions. Il fait l'éloge de cette Faculté par rapport au tems passé , & relève son attachement pour le S. Siège. Il dit que c'est pour ces raisons qu'il a été frappé d'un coup extrêmement douloureux , lorsqu'il a appris , tant par des Lettres que par le bruit qui s'en est répandu par toute la terre avec un scandale incroyable , que *plusieurs Docteurs* qui *peut-être* en faisoient la partie la plus nombreuse , mais non pas la plus saine , se sont laissé emporter jusqu'à déclarer faux &

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 299
inventé à plaisir le Décret de cette même Faculté du 5 Mars 1714.

SECT. III.

Art. 27.

Ann. 1716.

Il ajoute que ces Docteurs ont perdu leur ancienne gloire ; qu'ils n'ont point été touchés des peines Ecclesiastiques , ni du soin de leur réputation , ni du serment par lequel ils ont promis qu'ils ne diroient , ni n'écriroient jamais rien de contraire aux Décrets des Papes. (Mais les Auteurs du Bref ignoroient-ils que ce serment regarde les Décrets reçus par l'Eglise ?) Il dit qu'ils ont fait voir clairement par une telle conduite, qu'ils refusent opiniâtrément de rendre à sa Constitution l'obéissance qu'ils lui doivent ; que ces hommes turbulens ayant à leur tête un Syndic qui leur montrait le chemin de l'égarement , n'ont pas craint d'attaquer en toutes manieres cette Constitution. Il se plaint amèrement de la maniere dont avoient été traités les Docteurs qui n'avoient pas suivi leur rébellion. Enfin frappé , dit-il , d'une douleur extrême en apprenant toutes ces choses , & comme un Pere très-tendre touché de compassion pour des enfans qui sont tombés dans le délire , il avoit usé de patience le plus long-tems qu'il lui avoit été possible , pour voir si ces enfans révoltés ne seroient point rappelés par les remords de leur conscience , ou du moins par des sentimens de pudeur. Mais voyant que sa douceur ne servoit qu'à augmenter le mal qui croissoit de jour en jour ; & de peur d'en demeurer responsable auprès du juste Juge , il s'est enfin déterminé à mettre l'appareil sur la plaie par quelque peine canonique. C'est pourquoi il suspend tous & chacun des privilégiés , facultés , &c.

ARTICLE XXVIII.

ANNÉE 1716.

Précis du Bref circulaire aux Evêques acceptans , quatrième pièce contenue dans les dépêches de Rome.

SECT. III.
ART. 28.
Ann. 1716.

Quant au *Bref aux Evêques* , il étoit rempli du même esprit que la Lettre des Cardinaux. On s'y appuyoit , pour refuser toute explication , sur la clarté de la Constitution , & l'on disoit des Evêques acceptans , qu'ils avoient reçu avec la soumission qu'ils devoient la doctrine saine & orthodoxe très-clairement expliquée dans la Constitution ; *Sanam & orthodoxam doctrinam in eâdem nostrâ Constitutione luculenter expressam debitâ submissione amplexi fuerunt.* Parlant du Livre des Réflexions morales , on prétendoit qu'outre les cent-une propositions , il étoit rempli d'une infinité d'autres , qui n'avoient pas été recueillies pour éviter un détail qui n'auroit pas eu de fin , *ne res in immensum cresceret* ; mais que la grande quantité d'erreurs mises à découvert dans les cent-une propositions suffisoit pour faire voir à tout le monde de quel venin ce Livre étoit infecté : *Ut ita vel ex ipsâ errorum colluvie in propatulo positâ agnoscerent omnes quanto demùm veneno ejusmodi liber inficeretur.* Ainsi on répétoit en d'autres termes ce qui avoit déjà été dit dans le préambule de la Constitution , où le Livre des Réflexions est pareillement représenté comme

tout infecté d'erreurs, & comme un abcès dont la pourriture ne peut sortir qu'après qu'on y a fait l'incision; & l'incision se trouvoit faite par l'extrait même des cent-une propositions. Dès là le Pape se promettoit d'avoir fait voir à découvert la pourriture sortie de l'abcès, & d'avoir, comme il y est dit, dévoilé & mis au grand jour non-seulement quelques-unes de ces erreurs, mais en avoir exposé un grand nombre des plus pernicieuses, & d'avoir enfin si bien fait sentir la vérité, que TOUT LE MONDE seroit forcé de s'y rendre.

» Avertissez, disoit-il aux Evêques acceptans, avertissez ces autres Evêques encore refractaires, qu'ils ne se glorifient point d'un vain respect envers nous, lorsqu'ils nous demandent de nouvelles explications de notre Constitution, & qu'ils veulent que ces explications précèdent, tandis que provisionnellement, ils refusent de rendre à cette même Constitution l'obéissance qui lui est due. Si c'est sincèrement qu'ils aiment la vérité, si c'est sérieusement qu'ils cherchent la paix, s'ils sont véritablement profession d'humilité, si la charité a sur eux quelque pouvoir, qu'ils se conduisent de telle sorte que *la curiosité cède à la foi*, & que l'amour de la gloire cède à celui du salut : *Ita se gerant ut cedat fidei curiositas, cedat gloria saluti.*

» Or chercher, dit le Bref, à acquérir de nouvelles lumières sur des choses qui sont claires par elles-mêmes, mettre en question ce qui est défini; *qua patefacta sunt quarere*, ac de iis *qua definita sunt tractatum inire*; s'appliquer à donner aux propositions qui forment & constituent l'objet

SECT. III.
Art. 18.
Ann. 1716.

SECT. III.

Art. 28

Ann. 1716.

» de la décision, un autre sens que celui
 » qu'elles présentent naturellement à l'esprit ;
 » toucher enfin de la sorte à la décision même,
 » qu'est-ce faire autre chose, sinon man-
 » quer de reconnoissance pour les biens qu'on
 » a reçus, & par une convoitise qui ne peut
 » que donner la mort, étendre des desirs dé-
 » réglés au fruit de l'arbre défendu ? *Et ad*
 » *interdicta arboris cibum improbos appetitus*
 » *mortifera cupiditatis extendere.* »

ARTICLE XXIX.

ANNÉE 1716.

Tous ces Brefs sont rejettés par la Cour. Mais le Cardinal Paulucci les renvoie en France, & en fait expédier des exemplaires imprimés & authentiques aux Archevêques du Royaume. Tous les Parlemens s'élèvent contre cette entreprise, & la répriment par la sagesse de leurs Arrêts.

SECT. III.

Art. 29.

Ann. 1716.

Journal

d'Orf. t. 2.

p. 280.

Clement XI. & ceux qui le faisoient agir croyoient en imposer par ces airs de hauteur, & forcer la Cour de France à entrer avec Rome dans des négociations. Mais on n'ignoroit pas en France ce qu'écrivoit pour lors de Rome même, un homme de bon sens :
 » Que les Italiens ne craignoient jamais ceux
 » qui ne les attaquoient que par la voie de la
 » négociation ; qu'ils espéroient tôt ou tard
 » en venir à bout ; mais qu'ils redoutoient
 » excessivement les Parlemens, qui avoient
 » leurs regles dont ils ne s'écartoient jamais,

» & qui ne s'amusoient point à négocier & à
» raisonner, mais venoient *d'abord au fait*,
» au lieu que les Princes qui veulent négocier,
» *ne sortoient jamais d'affaire avec honneur.* »

SECT. III.

Art 29.

Ann. 1716.

Le Prince Régent ne s'engagea donc point dans ces négociations infructueuses : il refusa de recevoir les nouvelles dépêches de Rome, & les Brefs furent rejettés : mais le Cardinal Paulucci en fit expédier des exemplaires imprimés & authentiques, qu'il adressa aux Archevêques du Royaume. Le Prince instruit de cette nouvelle entreprise s'en rapporta à la sagesse des Parlemens, qui venant *d'abord au fait* & jugeant ces Brefs du Pape * *contraires aux maximes du Royaume, au pouvoir & à l'autorité des Evêques, aux droits & aux prérogatives des Facultés de Théologie*, rendirent aussitôt leurs Arrêts portant défenses de recevoir, publier ou exécuter, imprimer, vendre ou distribuer aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome sans Lettres-Patentes du Roi dûment enregistrées en la Cour. Voici la date de ces Arrêts avec quelques extraits des raisons solides sur lesquelles les Gens du Roi s'appuyent dans leurs Réquisitoires.

* Ce sont les termes des Gens du Roi dans l'Arrêt du Parlement de Paris rendu contre ces Brefs & suivi par les autres Parlemens du Royaume.



ARTICLE XXX.

ANNÉE 1716.

Date de ces Arrêts avec divers Extraits des Requistaires.

Arrêt de la Cour du Parlement de Paris du Mercredi 16 Décembre. » Les Pré-
 SECT. III. » lats savent eux-mêmes qu'à l'exception des
 Art. 30 » Brefs de pénitencerie, Provisions de Béné-
 Ann. 1716. » fices, ou autres expéditions ordinaires, con-
 Recueil » cernant les affaires des particuliers, lesquel-
 d'Arrêts, » les s'obtiennent en Cour de Rome, suivant
 p. 238-243. » les Ordonnances & usages du Royaume, il
 » ne leur est point permis de recevoir ni Brefs
 » ni Bulle de Rome, sans Lettres-Patentes
 » enregistrées en la Cour. Il n'est pas néces-
 » saire de rappeler une maxime si certaine,
 » si connue dans tous les Etats, fondée sur un
 » droit aussi ancien que légitime, puisque
 » c'est le droit de la Souveraineté même :
 » maxime soutenue par les autorités les plus
 » respectables, par les exemples les plus au-
 » thentiques, & sur-tout par ceux que la
 » Compagnie a donnés tant de fois aux autres
 » Tribunaux du Royaume.

Ibid. P. » Arrêt de la Cour du Parlement de Norman-
 244-250. » die du Mardi 22 Décembre. » Que devien-
 » droient les maximes les plus constantes du
 » Royaume, s'il étoit ainsi permis de rendre
 » public (par des voies secrètes & détournées)
 » les Brefs des Papes, quand ils ne sont point
 » revêtus de ce qui peut leur donner la force

» dont ils ont besoin , pour les rendre authentiques , ce qui ne peut être autre chose que l'autorité Royale ? Doubter de ces maximes , ce seroit ignorer ce qui s'est pratiqué de tout tems en France. Les Lettres de Louis XI. données en son Château du Plessis-lès-Tours , le 8 Janvier 1475 , les Arrêts des Parlemens de Paris & de Provence , les décisions enfin de cette Cour & des autres Cours souveraines du Royaume , établissent d'une manière unifonne , que l'on ne s'en est jamais écarté , & ç'a été avec d'autant plus de raison , que l'on peut assurer que c'est en cela que consiste un des points les plus essentiels des libertés de l'Eglise de France , dont nos Rois , les fils aînés de l'Eglise , se sont toujours fait un devoir de se déclarer les défenseurs.

SECT. III.
Art. 30.
Ann. 1716.

Arrêt de la Cour du Parlement de Bretagne du 24 Décembre. » Quel risque ne courroit point ce précieux reste de l'ancien gouvernement de la primitive Eglise , s'il étoit permis à la Cour de Rome , indépendamment de l'autorité du Roi , de semer des Brefs dans le Royaume au gré de ses préjugés , ou de ses intérêts ? Ignore-t-on avec quelle jalousie , & même avec quel chagrin Rome regarde ces Libertés , que l'Eglise Gallicane a toujours opposées à ses projets d'usurpation ? N'apperçoit-on pas de tems en tems qu'elle hazarde des attentats pour se ménager une espèce de possession , qu'elle médite de faire valoir dans les conjonctures qu'elle croira lui être favorables ? Jamais , Messieurs , on n'a dû craindre davantage ses entreprises ; & votre zèle est plus que jamais intéressé à maintenir dans son inté-

Ibid. p.
251-256.

SECT. III.

ART. 30.

Ann. 1716.

„ grité, le dépôt que nos Rois vous ont fait
 „ de ces saintes Libertés. La France au reste
 „ n'est pas la seule qui ait appréhendé les nou-
 „ veautés de la Cour de Rome, & qui ait em-
 „ ployé de semblables défenses pour les ren-
 „ dre inutiles. Les Royaumes voisins, l'Espa-
 „ gne, le Portugal, les Pays-bas, l'Alle-
 „ magne, ont eu recours au même remède.
 „ A Naples même, presque sous les yeux du
 „ Pape, les Souverains ont par les mêmes
 „ voies maintenu les droits de leur Sou-
 „ veraineté.

Ibid. p.
161 166.

Arrêt de la Cour du Parlement de Dijon, du
 Lundi 22 Décembre. „ Quand les Brefs dont
 „ il s'agit ne blesseroient pas nos loix & nos
 „ libertés, on ne peut les recevoir, ni les
 „ répandre dans le public, sans Lettres-Paten-
 „ tes enregistrées en la Cour. C'est le droit de
 „ tous les Souverains dans leurs Etats, fondé
 „ sur leur indépendance; & c'est plus particu-
 „ lierement encore celui du Roi, que les Par-
 „ lemens ont conservé avec beaucoup de zèle
 „ & d'attention. Dans tous les tems ces au-
 „ gustes Tribunaux, fidèles dépositaires de l'au-
 „ torité Royale, ont examiné les Bulles ou
 „ les Brefs de Cour de Rome; & toutes les
 „ fois qu'ils ont trouvé quelque chose de con-
 „ traire aux saints Décrets, aux usages du
 „ Royaume, ou aux droits de la Couronne,
 „ ils ont interdit à toutes sortes de personnes,
 „ sans exception, de les recevoir & de les
 „ publier. Suivant cette maxime que Rome a
 „ respectée, la Cour en 1581, & en 1641,
 „ à l'occasion de deux fameuses Bulles, fit
 „ aux Evêques des défenses qui paroîtroient
 „ sévères, sans l'importance des conjonctures.
 Arrêt de la Cour du Parlement de Metz,

du Mardi 29 Décembre. „ Le 2^ele & la vigi-
„ lance inséparables du ministère public sont
„ plus nécessaires que jamais. Il s'agit de don-
„ ner des bornes à une Puissance étrangère,
„ qui ne manque jamais de prétextes pour
„ s'agrandir, lesquels paroissent d'autant plus
„ spécieux, qu'ils semblent fondés sur une
„ autorité qui émane de la Divinité, & qu'ils
„ sont accompagnés du respect qu'on doit à
„ la Religion. Ce n'est pas d'aujourd'hui que
„ la Cour de Rome a tenté de donner des at-
„ teintes à l'autorité des Souverains, & à la
„ liberté des peuples. L'histoire fournit une
„ infinité d'exemples de ces entreprises, qui
„ ont toujours échoué contre cette nation,
„ par la sagesse de nos Rois, & par la fermeté
„ des Cours souveraines du Royaume. . . . Il
„ faut arrêter ces entreprises pernicieuses, &
„ apprendre aux peuples jusques où doit aller
„ le respect qu'ils doivent à cette Puissance
„ spirituelle; & que quand elle veut trans-
„ gresser les bornes qui lui sont prescrites, on
„ lui oppose une barrière invincible, qui ar-
„ rête toute sa violence; & que c'est l'auto-
„ rité de la Cour qui lui sert de digue.

Arrêt de la Cour du Parlement de Toulou-
se, du 30 Décembre. „ Dépositaire de l'auto-
„ rité Royale, la Cour n'a pas exercé, dans
„ des circonstances semblables à celles qui se
„ présentent, une autorité de secours & de
„ ministère, mais un pouvoir naturel, émané
„ du Roi, par la force de la loi de l'Etat.
„ Plusieurs fois l'Eglise en a ressenti les grands
„ avantages; & sous son autorité, elle a
„ conservé la pureté de sa discipline, son
„ état, & sa force. Dès l'année 1455, la Cour
„ ordonna à l'Archevêque de Toulouse de

SECT. III.
Art. 30.
Ann. 1716.
Ibid. p.
261-262.

Ibid. p.
267-273.

SECT. III. „ rapporter les Lettres qui avoient été pré-
 Art. 30. „ sentées par Jean de *Labatut*, Evêque de
 Ann. 1715. „ Montauban, afin de vérifier si elles étoient
 „ contraires à la Pragmatique sanction; & en
 „ 1460, la Cour obligea *Bernard*, Arche-
 „ vêque de Toulouse, de révoquer tout ce
 „ qu'il avoit fait en exécution de certaines
 „ Lettres Apostoliques, parce qu'elles n'a-
 „ voient pas été vérifiées par la Cour. Le
 „ siècle admira la sagesse de ce règlement.
 „ Le Roi Louis XI. par des Lettres-Patentes
 „ de 1475 fit de cette loi donnée aux Provin-
 „ ces du ressort de la Cour, une des loix de
 „ l'Etat. Les autres Cours du Royaume se
 „ l'étoient déjà rendue propre; les Princes
 „ étrangers l'ont adoptée; & cet accord mû-
 „ rieux de sentimens, en publiant la ver-
 „ tu de la loi, nous a répondu de sa durée. „

Ibid. p. 27. & „ Les Arrêts des autres Parlemens regardent
 suiv. l'année prochaine: ce sont ceux du Parle-
 ment de Besançon du 2 Janvier 1717, du
 Conseil souverain de Roussillon du 4, du Par-
 lement de Bordeaux du 7, de celui de Pro-
 vence de même date, & de Dauphiné du 9.
 Nous ne nous étendrons point sur ce qui con-
 cerne ces Arrêts. Il suffit de dire qu'ils renfer-
 ment les mêmes maximes; & que les raisons
 sur lesquelles les Gens du Roi fondent leurs
 Requisitions sont toutes également solides &
 lumineuses.

Il est remis de revenir à plusieurs autres évé-
 nemens considérables de la présente année 1716.



ARTICLE XXXI.

ANNÉE 1716.

*Les Jésuites essaient d'émouvoir les peuples
par des sermons séditieux.*

Parmi tous les troubles que les Jésuites excitoient, soit par ces Écrits emportés qu'on appella *Tocsins*, soit par les Ordonnances d'Evêques, & par les Brefs, où tout ne respiroit que schisme; ces Peres n'étant point encore satisfaits, essayèrent d'émouvoir les peuples par leurs sermons séditieux, & entreprirent d'intimider le Prince Régent & d'inquiéter l'Etat par des tentatives de soulèvement & de rébellion, au moyen d'associations de soldats, aussi hardies que criminelles.

Pour ce qui est de leurs sermons, leur déchainement avoit éclaté dès le 20 Octobre 1715, & il continua à causer dans la suite mêmes émotions, mêmes scandales dans plusieurs villes du Royaume. Leur Pere de la Motte prêchant à Rouen dans la Cathédrale, le Dimanche 20 Octobre 1715, & y ayant choisi pour sujet de son sermon la soumission que demandoit la foi chrétienne, prit de-là occasion d'établir qu'on devoit une soumission aveugle & absolue à toutes les décisions du Pape, qu'il confondoit avec celles de l'Eglise. Puis il se récrioit sur le mépris scandaleux qu'on faisoit, disoit-il, de ces décisions, sur l'insolence qu'on avoit de justifier par cent libelles, un livre condamné, & son

SECT. III.
Art. 31.
Ann. 1716.
Hist. de
la Const.
p. 571-572.

SECT. III.

Art. 31.

Ann. 1715.

Auteur. Il se plaignoit que celui qui étoit à la tête des affaires le favoit & ne le réprimoit pas. Parlant des ennemis de la Société, il disoit qu'ils contrefaisoient les gens de bien en public ; mais que dans le secret, ils vivoient comme les plus perdus, & que par la vie relâchée qu'ils menaient, & par leurs erreurs, c'étoient des *démons*, des *loups ravissans*, des *tigres* qu'il falloit fuir. Pour convaincre ceux qui avoient la patience de l'écouter, il s'adressoit à Dieu même & le sommoit en quelque sorte, dans le lieu saint, à la face des autels, de punir sur l'heure le crime de faux, au cas qu'ils en soient coupables, à peine de s'en rendre lui-même complice. *Oui*, dit ce véhément Orateur, *que ma langue se dessèche dans ma bouche . . . que Dieu me confonde, si je ne dis pas la vérité*. Puis il ajoutoit : N'est-il pas surprenant de voir que ceux
 „ qui sont à la tête des affaires, renversent
 „ aujourd'hui ce que la sagesse du feu Roi
 „ avoit si bien établi ? . . . N'est-il pas sur-
 „ prenant de voir un petit homme bouffi d'or-
 „ gueil, sans science, sans mérite, gouver-
 „ ner la Religion & l'Etat ?

Ibid.

Sur la fin de 1715 & au commencement de 1716. un autre Jésuite à Dijon & d'autres à Besançon & à Poitiers, un à Nantes, un autre à Quimperlei, & un Ecclésiastique frère de trois Jésuites à Bourges, prêchoient à peu près dans le même style que le Père de la Motte, contre M. le Régent, contre le Parlement, contre le Cardinal de Noailles, & la Sorbone. Le P. de la Motte traduit en justice, subit un premier interrogatoire : il y soutint que le bruit qu'avoit causé son sermon, ne pouvoit venir que de ce que les novateurs,

dont il avoit fait, disoit-il, le caractère, quoi-
qu'en général, irrités de s'y voir dépeins au
naturel, lui avoient supposé des choses qu'il
n'avoit point dites. Mais tant d'oreilles se se-
roient elles trompées ! Tous les Auditeurs en
avoient marqué leur indignation : les uns par
des cris redoublés, & les autres par des mur-
mures, qui s'étoient répandus dès le jour mê-
me, dans toute la ville. La cabale, pour ap-
paiser ce bruit, fit espérer que le Dimanche
suivant le Prédicateur répareroit par une ré-
tractation publique le scandale qu'il avoit cau-
sé. Toute la ville accourut dans l'Eglise Ca-
thédrale, pour en être témoin : mais quelle
surprise lorsqu'au moment où le sermon de-
voit commencer, un Bedeau vient enlever le
tapis de la chaire, & avertit qu'il n'y aura
point de sermon !

Tout à coup un bruit confus de plaintes &
de murmures s'éleva dans toute l'Assemblée :
on ne peut exprimer le désordre qu'y causa un
événement si peu attendu, & cette nouvelle
scène acheva de soulever toute la ville contre
le Jésuite & contre ses confreres. L'Archevê-
que de Rouen, pour se justifier du soupçon
de connivence, fit signifier au Prédicateur une
révocation de ses pouvoirs, & informer con-
tre lui à son Officialité. En même tems le Par-
lement se mit aussi à suivre cette affaire : on
y commença, à la Requête du Procureur-Géné-
ral, une procédure qui fut d'abord poussée avec
beaucoup de vivacité. M. *Douxmenil*, Con-
seiller, fut nommé Commissaire Rapporteur
du procès : on entend par devant lui un grand
nombre de témoins ; & le P. *de la Motte* dé-
creté d'ajournement personnel subit un long
interrogatoire. On compte que ce procès qui

avoit excité l'attention de tout le Royaume, ne se terminera que par la punition exemplaire du coupable : mais les Jésuites, en faisant traîner l'affaire en longueur, trouvent à la fin le moyen de l'étouffer; de sorte qu'au bout de quelques mois il est entièrement oublié. Venons à leurs associations de soldats.

ARTICLE XXXII.

ANNÉE 1716.

Les Jésuites font diverses tentatives de soulèvement & de rébellion par certaines Associations de soldats.

SECT. III.

Art. 32.

Ann. 1716.

Hist. de

la Const.

tom. 1. p.

573-574.

Ces tentatives de soulèvement & de rébellion, tramées avec tout l'art que la Société fait mettre en œuvre, éclatèrent cette même année 1716, quelque tems après Pâques. Ces Peres commencerent à s'appliquer d'une maniere particuliere, dans les différentes provinces du Royaume, à l'instruction des soldats : ils en gagnèrent d'abord un certain nombre dans chaque Régiment. Ensuite pour les entretenir dans les résolutions qu'ils leur avoient inspirées, & se les attacher davantage, ils leur prescrivoient diverses pratiques de piété, & entr'autres de réciter tous les jours certaines oraisons, dont ils leur distribuoient des formules, où ils les engageoient à prier à leur façon, pour la conservation de la Religion & de l'Etat, qu'ils disoient être l'une & l'autre dans un grand danger. Ils faisoient choix en même tems, des soldats les plus

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 313
plus dociles & les plus zélés pour en former
des confrairies & des associations sous le nom
du *sacré cœur de Marie*. On ne les admettoit
à ces associations qu'après s'être assuré de leur
zèle & de leur fermeté par certains vœux.

Ces vœux, s'il faut s'en rapporter à la ru-
meur publique, consistoient particulièrement
à leur faire promettre de défendre jusqu'à la
mort la Constitution, le parti du Pape, & le
Testament du feu Roi.

ARTICLE XXXIII.

ANNEE 1716.

*Le Duc d'Orléans ayant découvert cette sorte
de conspiration, croit devoir l'étouffer par des
défenses rigoureuses, qui arrêtent les progrès
de ces associations.*

LE Duc d'Orléans ayant découvert cette
sorte de conspiration, dans laquelle
étoient entrés quelques Evêques, jugea qu'il
devoit l'étouffer & l'éteindre, en dissimulant
ce qu'il en savoit : il craignoit qu'en appro-
fondissant juridiquement cette affaire, elle ne
fit un trop grand éclat, & qu'il ne fût obligé,
comme on le disoit alors, d'ensanglanter les
commencemens de sa Régence.

Ce qu'il y a de certain, c'est que tous ces
associés s'astreignoient à certains exercices
extérieurs de piété ; que pour les pratiquer,
ils devoient, dans toutes les villes où ils se
trouveroient & même dans leurs marches,
s'assembler dans un même lieu, avoir leurs

Tome XIV.

O

SECT. III.
Art. 33.
Ann. 1716.

SECT. III.

L. II. 33.

Ann. 1716.

chapelles particulieres, & se regarder les uns les autres comme confreres, & comme composant tous un même corps de soldats chrétiens, unis par des liens communs, sous la direction des Jésuites, pour combattre par leur exemple les ennemis de la Religion & de la vertu, comme ils l'étoient par leur profession sous leurs Officiers pour combattre par leur épée les ennemis de l'État. C'est l'idée que donna de ces Associations le Placet que quarante soldats associés du Régiment de Bretagne présenterent à leur Colonel. On peut voir dans l'histoire de la Constitution la copie de ce Placet, telle qu'elle se répandit alors dans le public.

Ce Placet ne fut d'abord regardé que comme l'effet de la dévotion particuliere d'un seul Régiment. Mais le mouvement qui se fit pendant l'été dans les troupes, fit connoître qu'elle s'étendoit à beaucoup d'autres, par les exercices qu'on leur vit pratiquer dans leurs marches, & par l'accueil que leur firent tous les Jésuites. Le Régiment de M. de Louville passant à Blois au mois de Juillet, les Associés au nombre de vingt à trente, allerent faire leurs dévotions dans l'Eglise de ces Peres, qui leur donnerent ensuite largement à déjeuner. Ce qui arriva à trois autres Régiments qui passaient à Mâcon, n'est pas moins remarquable: les Jésuites prévenus de leur arrivée allerent au devant d'eux, & furent reçus au son des tambours: ils conduisirent ensuite les Associés, & presque tous les autres soldats qui se joignirent à eux, dans leur Eglise, où ils leur donnerent la bénédiction du S. Sacrement. L'empressement réciproque de ces Peres pour leurs Associés, & des Associés pour eux, fut

égal dans les autres villes. Dans les lieux où il n'y avoit point de Jésuites, on ne vit pas avec moins de surprise, les Associés s'assembler d'eux-mêmes dans une Eglise au son de la cloche, pour y faire des exercices dont il n'y avoit point encore d'exemple.

Le Duc d'Orléans, qui n'ignoroit pas de quoi les Jésuites étoient capables, comprit à quoi tendoit un pareil établissement dans les circonstances où étoient alors les affaires de l'Eglise & de l'Etat. Mais voulant éviter un trop grand éclat, il n'entreprit point de punir leur témérité : il s'appliqua seulement à en arrêter les effets, en défendant très-rigoureusement à toutes les troupes d'entier dans ces Associations, & de tenir aucune Assemblée. L'Evêque de Poitiers, qui avoit témoigné un grand zèle pour cette nouvelle dévotion, reçut en même tems un ordre particulier de se conformer à ces défenses.

SECT. III.
Art. 33.
Ann. 1716.



ARTICLE XXXIV.

ANNÉE 1716.

Les Jésuites perdent le reste des directions qu'ils s'étoient conservées à Paris. Le Cardinal de Noailles leur retire ses pouvoirs par une Ordonnance publique. Il paroît divers écrits très-solides pour engager les autres Archevêques & Evêques à suivre cet exemple.

SECT. III.

ART. 34.

Ann. 1716.

LES Jésuites perdirent dans le même tems ce reste de direction qu'ils s'étoient conservé à Paris. Le Cardinal de Noailles avoit déjà fait en 1711 & 1712, un retranchement considérable dans les Confesseurs des trois Maisons de Paris. Ce Prélat instruit que plusieurs de ceux-ci, au lieu d'user avec sagesse des pouvoirs qu'il avoit eu la condescendance de leur continuer, ne s'en servoient que pour révolter contre lui ses propres brebis, & pour semer la division, sur-tout dans les couvents de filles, y avoit fait une nouvelle suppression au mois de Novembre 1715. Mais enfin ayant compris que par ces foibles procédés il n'avoit remédié qu'à une partie du mal, il crut devoir faire le 16 Août 1716, une entière suppression de pouvoirs. A cet effet, il envoya le sieur Chevalier son Secrétaire, déclarer aux Supérieurs des trois Maisons, que tous ceux dont les pouvoirs expiroient, n'en auroient point de nouveaux, & qu'à leur expiration ils eussent à s'abstenir de confesser,

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 317
de prêcher, & même de faire des Catéchismes.
Il n'en excepta que quelques-uns attachés à
la Cour.

SECT. III.
Art. 34.
Ann. 1716.

Cette révocation qui avoit d'abord été se-
crete, fut confirmée trois mois après par une
Ordonnance publique, signifiée le 12 No-
vembre par un Huissier aux mêmes Supérieurs
de leurs trois Maisons, à l'occasion de leur
Pere de la Ferté, qui ayant été nommé par le
Cardinal de Rohan, grand Aumônier de Fran-
ce, pour prêcher l'Avent devant le Roi, osa
prêcher le jour de la Toussaints, ses pouvoirs
étant expirés, sans en avoir obtenu, & sans
même en avoir demandé le renouvellement.
Cette dernière fois, les Confesseurs de la Cour
ne furent pas même exceptés : il leur fut per-
mis seulement de continuer à confesser les
Princes & Princesses qui voudroient s'adresser
à eux.

Quelques Théologiens fort éclairés com-
posèrent alors divers Ecrits, soit pour justifier
la conduite du Cardinal de Noailles, soit
pour engager les autres Archevêques & Evê-
ques à suivre son exemple. Le plus considé-
rable de ces Ecrits, a pour titre : *Lettres d'un
Théologien à un Evêque sur cette question im-
portante : S'il est permis d'approuver les Jé-
suites pour prêcher & pour confesser.* L'Auteur
que l'on prétend être l'Abbé Couet, Chanoine
de l'Eglise de Paris, fait voir dans la première
Lettre que la morale corrompue que l'on a
tant reprochée aux Jésuites, n'a pas seule-
ment été enseignée par quelques particuliers
de cette Société, mais que c'est constamment
la doctrine de tout le corps : d'où il conclut
qu'un Evêque qui veut s'acquitter des devoirs
de son ministère, doit refuser ses pouvoirs à

SECT. III.

ART. 34.

Ann. 1716.

tous les Jésuites : que c'est le seul moyen de les faire rentrer en eux-mêmes ; & que s'ils sont assez malheureux pour ne pas profiter de ce dernier remède, l'Evêque du moins n'aura pas à se reprocher devant Dieu , d'avoir donné de mauvais conducteurs à ses peuples , & d'avoir confié la dispensation des saints Mystères à des Ministres infidèles. Il répond dans la seconde Lettre à toutes les raisons que l'on pourroit apporter pour persuader que l'on peut du moins conserver des pouvoirs à quelques Jésuites.

Avant que l'on vît paroître ces Ecrits, plusieurs Evêques s'étoient déjà conformés aux principes & aux raisons qu'ils renfermoient. Dès le mois de Novembre 1715 , M. l'Evêque de Metz avoit ôté tous les pouvoirs de prêcher & de confesser à tous les Jésuites de son Diocèse , excepté à quatre Jésuites Allemands , à qui il les conserva pour la partie de son Diocèse où l'on parle cette langue. M. l'Evêque de Verdun fit la même chose par un Mandement , où il marquoit son regret de ne l'avoir pas fait plutôt. Au mois de Janvier suivant , M. l'Evêque de Montpellier leur retira aussi ses pouvoirs ; & il obligea par là le P. Eon Jésuite de Paris , qui devoit prêcher dans la Cathédrale, de lui remettre cette station , qu'il n'avoit accordée qu'à des sollicitations auxquelles il n'avoit pû résister. MM. de Châlons , de Saint-Paul de Leon , & quelques autres Evêques qui depuis long tems ne souffroient que par condescendance les Jésuites dans les fonctions du ministère , crurent devoir les en éloigner dans une occasion où ils pouvoient le faire sans que leur conduite parût singulière.

ARTICLE XXXV.

ANNÉE 1716.

L'Abbé Fleuri est donné pour Confesseur au jeune Roi. Le choix de cet Abbé est l'effet d'un excellent Ecrit mis entre les mains du Duc d'Orléans. Précis de cet Ecrit, où l'on fait voir que l'on ne doit point donner au Roi pour Confesseur un homme de Communauté, encore moins un Jésuite.

LE Lundi 9 Novembre, le Duc d'Orléans envoya chercher M. l'Abbé Fleuri, célèbre par son Histoire Ecclésiastique, & lui déclara qu'il l'avoit choisi pour être Confesseur du Roi, parce qu'il n'étoit ni Jésuite, ni Janséniste, ni Ultramontain. Cette nomination déplut fort aux Jésuites, qui se flattoient de cette importante direction. Le Pape pour les consoler, promit de leur donner un nouveau Saint, savoir le Cardinal Bellarmin : voulant au moins faire honorer dans le ciel, ceux qui étoient si fort méprisés sur la terre.

Le choix de M. le Régent avoit été occasionné par un Mémoire remis au Prince par le Cardinal de Noailles.

Voici en substance ce qu'il contient. On y établit ces deux propositions : 1°. Que l'on ne doit point donner au Roi pour Confesseur un homme de Communauté : 2°. Encore moins un Jésuite. Quant à la première proposition : il est certain que le zèle & l'attachement pour les intérêts d'un corps dans lequel on a été

SECT. III.
Art. 35.
Ann. 1716.
Journal
d'Orlé. t. 2.
P. 253.

Ibid. p.
13 & 16.

SECT. III.

ART. 35.

Ann. 1716.

élevé, inspire presque toujours le desir de l'accroître & de l'enrichir. Il est facile à un Confesseur du Roi de représenter au Prince les particuliers de sa Communauté, comme les seuls qui méritent d'être employés par préférence à tous. Un Prince qui n'auroit tout au plus qu'à satisfaire les desirs d'un particulier, s'il se confessoit à un Prêtre séculier, est exposé au danger d'adopter non-seulement les intérêts ou les passions de son Confesseur, mais les intérêts & les passions d'un Ordre entier, de tous les particuliers qui le composent, & mêmes de tous les étrangers qui y sont attachés.

Quant à la seconde proposition : Ces Peres portent plus loin que les autres Réguliers, le zèle pour la grandeur de leur corps, & l'application à détruire tout ce qui leur est opposé. On sait d'ailleurs jusqu'où va leur dépendance à l'égard de leur Général, qui réside à Rome ; & l'on n'ignore pas qu'ils font un quatrième vœu d'une obéissance particulière au Pape. Ainsi on doit être assuré qu'un Jésuite Confesseur du Roi, qui se trouve membre du Conseil de conscience, est un *Espion* du Pape, qui avertit les Nonces & la Cour de Rome des résolutions que l'on prend dans les Conseils ; qui donne des impressions contre ceux qui sont zélés pour nos maximes ; qui les empêche souvent de parler, & de donner à leurs avis toute l'étendue qui conviendrait pour mettre sous les yeux du Prince les maximes de l'Etat ; qui est capable de commettre les premiers Prélats du Royaume avec la Cour de Rome, & de prévenir le Roi même contre ses meilleurs serveurs, à mesure que le Prince trompé lui donne davantage sa confiance.

» Mais sans entrer , ajoute le Mémoire ,
» dans le détail des maximes , de la morale &
» de la politique des Jésuites , sans rappeler
» le souvenir de tous les troubles qu'ils ont
» autrefois causés dans le Royaume ; que
» n'ont-ils pas fait depuis 12 ans pour détrui-
» re absolument les libertés de l'Eglise Gal-
» licane , & pour donner au Pape une auto-
» rité infaillible & souveraine dans le Royau-
» me ? Quels choix pour les prélatures ? Le
» dévouement pour leur Société a été la seule
» chose consultée. Quelles cabales & quelles
» intrigues pour établir leur doctrine & leurs
» sentimens , sans s'embarrasser de mettre le
» feu dans l'Eglise , de diviser l'Episcopat &
» de commettre le Clergé de France avec la
» Cour de Rome ! Le quatrième vœu que le
» P. Tellier fit faire au Roi , & qui suppose
» les trois autres , que l'on assure qu'il lui
» avoit fait faire , il y avoit déjà quelques
» années ; la pleine sécurité qu'il lui a inspi-
» rée , en lui donnant peu de jours avant sa
» mort le *passé-port* de S. Ignace pour le ciel ,
» suffisent pour leur interdire pour toujours ,
» non-seulement la conduite de la conscience
» des Rois , mais même celle de tous les par-
» ticuliers. De quelle conséquence n'est-il pas
» que les Princes religieux donnent leur con-
» fiance à des Religieux , qui substituent des
» pratiques superstitieuses aux saints devoirs
» du Christianisme , qui abusent de la crédu-
» lité d'un Prince pour lui faire faire un vœu de
» pauvreté au milieu de la plus grande abon-
» dance , & celui d'obéissance en continuant
» de commander à tout le monde ? Des hom-
» mes d'Etat peuvent-ils placer auprès des
» Princes des Confesseurs qui profitent de la

SECT. III.
ART. 35.
Ann. 1716.

» délicatesse de leur conscience pour les af-
 » treindre par la voie du vœu à une obéissance
 » aveugle au Pape, afin de les obliger par là
 » à établir dans le Royaume tout ce que la
 » Cour de Rome exigera, & peut-être même
 » rendre nos Rois les vassaux, les feudataires
 » du S. Siège, comme il n'y en a que trop
 » d'exemples dans les siècles d'ignorance &
 » de superstition ? »

ARTICLE XXXVI.

ANNÉE 1716.

Affaire de la réunion des Religieuses de Port-Royal entamée l'année précédente. Vues du Cardinal de Noailles à ce sujet. Obstacles qui s'y opposent. Mort de la dernière Prieure de Port-Royal des champs.

SECT. III.
 Art. 36.
 Ann. 1716.

Nous avons dit, sous l'année précédente, que des amis de Port-Royal des Champs voulurent profiter des circonstances pour réunir ce qui restoit de Religieuses de cette Maison. Ces saintes filles souhaitoient cette réunion : mais M. le Cardinal de Noailles refusa de s'y prêter.

Le projet de ce Prélat étoit de réunir ces Religieuses à Port-Royal de Paris ; & en cela il avoit deux choses en vûe : 1^e. L'extinction de trois cens livres de pension que le monastere de Paris payoit à chaque Religieuse de chœur, & celle de deux cens livres à chaque Sœur converse : 2^e. La réforme de ce nouveau monastere de Paris ; car il se persuadoit que

la piété, l'exemple & la régularité des Exilées pouvoit y contribuer beaucoup. Ce projet lui paroissoit le seul sage. Les Religieuses de Port-Royal de Paris, à qui on en fit part, sans leur communiquer le dessein de réforme, n'y trouverent nul obstacle : on anéantissoit les pensions des Exilées qui pourroient vivre à moins de frais dans la Communauté, & qui n'auroient d'autre droit dans la maison, que celui de l'hospitalité : Port-Royal de Paris restant toujours seul & unique maître, ne balança pas pour accepter la proposition.

Il n'en fut pas de même des Exilées : elles peserent murement les inconvéniens d'une telle association, & ne crurent pas devoir y consentir. Port-Royal de Paris depuis la persécution de 1664 ne ressembloit plus à l'ancien Port-Royal, & il leur eût été presque impossible de ne pas s'affoiblir au milieu des contradictions qu'elles auroient éprouvées à Port-Royal de Paris, où l'esprit de l'ancienne Communauté étoit entièrement méconnu. On n'auroit eu aucune autorité pour remettre la règle dans la Maison, & y faire revivre Port-Royal des Champs : c'étoit supposer un miracle qu'on n'avoit aucune raison d'espérer. On pouvoit se promettre des peines & des afflictions peu supportables à dix filles âgées & infirmes, (car c'est à ce nombre qu'elles se trouvoient réduites ;) on pouvoit s'attendre à une persécution domestique ; c'est ce qui paroissoit de plus certain. On avoit des preuves du mal fait à Port-Royal des Champs par celui de Paris ; & on n'avoit pas même d'indice d'aucun changement de dispositions dans ce monastère : ç'auroit été par conséquent livrer ces captives à la discrétion de leurs persécutrices.

SECT. III.
Art. 36.
Ann. 1716.

Les amis de ces Religieuses ne voyant point de jour à leur réunion dans un même lieu , pensèrent à les faire rappeler du moins dans le Diocèse de Paris , parce que l'on seroit plus à portée de les rassembler, s'il se présentoit quelque occasion favorable de le faire de la manière qu'on le souhaitoit. C'est à quoi le Cardinal acquiesça : ou du moins il ne parut point s'y opposer.

Dans le tems que l'on expédioit les ordres pour le rappel des Exilées , mourut le 18 Mars 1716 la Mere Claude-Louise de Sainte Anastasie du Mesnil , qui avoit été la dernière Prieure de l'Abbaye de Port-Royal des Champs , le Siège Abbatial étant vacant : âgée de 66 ans, 11 mois. » La Communauté des Ursulines de Blois dirigée par les Jésuites & prévenue contre la défunte , exilée chez elles par Lettre de cacher , la regarda d'abord à peu près comme une damnée. Mais sa sagesse , son humilité , sa douceur , sa piété & ses autres vertus lui attirèrent bientôt l'admiration de ses hôtes. Elles le témoignèrent aux Révérends Peres. Il leur fut répondu que hors de l'Eglise il n'y avoit point de véritable vertu ; que cette fille étoit excommuniée , & même hérétique ; que tout au plus elle pouvoit être l'objet de leur compassion & de leurs prieres ; mais qu'il ne falloit ni l'admirer , ni lui parler. La Révérende Mere , que les Ursulines évitèrent ensuite avec une espèce d'exécration , n'en parut que plus intérieure & plus recueillie en la présence de Dieu. » C'est par où commence une des relations de la mort de cette sainte Mere , recueillies par l'Auteur des *Mémoires historiques*. Ces relations très-détaillées & très-touchantes , expriment d'une manière ad-

mirable le triomphe de la grace dans cette sainte Religieuse , contre tous les efforts de l'Evêque de Blois , & de ceux qu'il lui plut d'envoyer pour tâcher de l'abbatre ou de la séduire. On peut le voir dans l'ouvrage que j'indique. Je me contente d'insérer ici une réflexion du même Auteur. » Nous ne devons point » finir , dit-il , cet important article , sans » observer que les différentes conversations » qu'eut cette Religieuse avec l'Official , le » Confesseur , & l'Evêque, aboutissoient toutes » à la signature du Formulaire , qu'on s'efforçoit fort inutilement d'arracher d'elle , & » non à la réception des Sacremens : ce fut ce » qui occupa le moins. La signature étoit le » principal , & les Sacremens l'accessoire : nul » mot d'édification , d'exhortation à la patience (ou autres dispositions conformes à son état.) Tout se concentre dans la signature. Elle tient lieu de tout. Avec elle le salut est certain : sans elle tout est perdu.

SECT. II.
Art. 36.
Ann. 1716.
Mem. hist.
Tom. VII.
p. 239. &
suiv.
Pag. 254.



ARTICLE XXXVII.

ANNÉE 1716.

Suite des affaires de la Constitution. Projet de conciliation de la part du Duc d'Orléans. L'Abbé Chevalier envoyé à Rome avec le Pere de la Borde. Embarras où se trouve le Pape qui ne veut point de cette conciliation, & qui cependant est obligé de paroître ne vouloir point s'y refuser.

SECT. III.
ART. 17.
Ann. 1716.

M. le Duc d'Orléans s'étoit toujours flatté de pouvoir porter Clément XI. à quelque conciliation ; & c'étoit dans ce dessein, que dès le milieu du mois de Mai, il avoit envoyé à Rome l'Abbé Chevalier, accompagné du P. de la Borde de l'Oratoire. Cet Abbé, homme d'une probité reconnue, * & capable de conduire habilement une négociation, avoit été chargé de représenter au S. Pere de la part du Prince, les difficultés des Evêques

* Il étoit depuis longtems attaché à la personne du Cardinal de Bissi, dont il étoit actuellement Grand-Vicaire pour son Diocèse de Meaux. M. le Duc d'Orléans apprit lui-même à M. de Bissi, le choix qu'il avoit fait de cet Abbé. Le Cardinal fut obligé de déférer au choix du Prince ; mais il étoit très-fâché que son Grand-Vicaire fût chargé de porter à Rome les difficultés du Cardinal de Noailles sur la Constitution. On assure qu'en s'entretenant là-dessus avec lui-même, il lui échapa de dire : *Non, il n'y a que le diable qui ait pu inventer un tel stratagème.* Ce fut le même Abbé Chevalier qui pria qu'on lui donnât le P. de la Borde pour l'accompagner & l'aider à Rome.

& des Théologiens opposés à la Bulle, les allarmes des personnes de piété, le soulèvement général des esprits, le triomphe des hérétiques ; & de prier sa Sainteté, de remédier à tous ces maux, ou en donnant à sa Bulle des explications capables de mettre la vérité à couvert, ou en approuvant celles qu'on devoit lui présenter. La présence de cet Abbé ne produisit autre chose que de jeter dans le plus terrible embarras Clément XI. qui regardoit sa Bulle comme l'ouvrage du Saint-Esprit, & qui vouloit se persuader qu'elle avoit été reçue purement & simplement par presque tous les Evêques de France. En vain le même Abbé se montra-t-il prêt à lui faire toucher au doigt & à l'œil que l'acceptation des Evêques de France n'étoit nullement pure & simple, mais relative & dépendante des explications qu'ils avoient publiées. Ces éclaircissemens furent toujours insupportables à ce Pape, qui cependant ne savoit comment se débarrasser de celui qui étoit chargé de les lui donner. On demandoit à haute voix des explications ou un refus, & il ne vouloit ni accorder les explications, ni les refuser nettement ; parce que d'une part les explications étoient injurieuses à sa Bulle, dont il avoit tant vanté la netteté & la clarté, & qu'il sentoît d'une autre part les chagrins qu'un refus pouvoit lui attirer. Il prit enfin le parti de nommer des Cardinaux ou des Officiers de son Palais pour conférer avec M. Chevalier.

Le Cardinal *Ferrari*, l'un de ceux que le Pape avoit nommés, succomba sous le poids de l'examen des difficultés sur la Bulle que cet Abbé lui avoit remises par écrit. Il employa le matin six heures entières à les lire avec ap-

SECT. III.
Art. 37.
Ann. 1716.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 206.

SECT. III.
ART. 37.
Ann. 1716.

plication. Immédiatement après son dîner, il se remit encore au travail ; l'esprit & le cœur souffroient : l'esprit par l'application qu'il donnoit aux réponses qu'il s'efforçoit de faire à ces difficultés ; & le cœur par la douleur qu'il ressentoit de voir la Bulle attaquée par de si fortes raisons. Pendant sa maladie, il parut extrêmement affligé de ne pouvoir dire au Pape tout ce qu'il pensoit sur cet article. Son Compagnon d'étude dit peu après sa mort au Théologien de la Trinité du Mont, que ce Cardinal étoit mort de la douleur que lui avoit causé l'affaire de la Constitution ; qu'il ne dormoit plus depuis qu'il avoit commencé l'examen des difficultés ; & qu'il en avoit été tellement pénétré qu'il lui avoit dit la veille de sa mort, qu'il mourroit avec le regret de n'avoir pû finir cette affaire : *mais nous avons fait*, avoit-il ajouté, *ce que nous pouvions de notre côté.* Le Procureur - Général de la Minerve, étoit présent lorsque ce Cardinal parla ainsi.

Ibid. p.
203.

Le Cardinal Toloméi, ce Jésuite revêtu de la pourpre du Cardinal de Tournon, l'un de ceux qui avoient été nommés pour traiter avec M. Chevalier, étoit pareillement accablé des mêmes difficultés : mais après avoir employé vainement tous les ressorts de son esprit, il prend tout à coup son parti, & se met à dire que la Constitution *Unigenitus* n'est point une Règle de foi ; que ce n'est qu'un Règlement de pure discipline. L'Abbé Chevalier est surpris, & a de la peine à entrer dans une idée aussi nouvelle : il lui fait répéter la chose plusieurs fois : Toloméi persiste dans la même assertion. L'Abbé Chevalier lui fait quelques objections, & la principale, il la tire du fond même de la

Bulle, & de l'acceptation de ceux des Evêques qui l'avoient reçue, qui y avoient, disoient-ils, reconnu la foi de leurs Eglises. Quant au fond de la Bulle, *Toloméi* prétendit que le Pape n'y condamnoit aucune erreur en particulier. A l'égard des Evêques acceptans, il soutint qu'il falloit qu'ils fussent ignorans pour prendre cette Bulle pour un *Règlement domestique*. M. Chevalier proposa à ce Cardinal de donner par écrit signé de lui, ce qu'il avançoit. Mais on juge bien que le Cardinal Jésuite n'eut garde de le faire.

SECT. III.
ART. 37.
Ann. 1716.

Les mêmes difficultés sur la Bulle furent imprimées. On en envoya quelques Exemplaires à Rome, un entr'autre, au Cardinal *Schotembak*. Il le prêta à plusieurs personnes, & en présence de plus de trente, il dit qu'étant Ministre de l'Empereur, il devoit souhaiter qu'il y eût des brouilleries entre l'Italie & la France; qu'il n'étoit pas à Rome lorsque la Constitution avoit été donnée, mais que s'il y eût été, jamais elle n'auroit été publiée; que l'on pouvoit condamner le Livre des *Réflexions*, mais qu'il ne falloit pas être surpris si la condamnation de cent-une propositions faisoit naître tant de difficultés. *Pour moi*, ajouta-t-il, *je suis un de ceux qui n'ont pas voulu publier la Constitution, quoiqu'on m'en ait sollicité. Il est vrai que quelques-uns de nos Evêques l'ont publiée; mais c'est dans des Diocèses où l'on ne risque rien, parce qu'il n'y a que des bêtes. Il n'en est pas de même, dit-il, de mon Diocèse où j'ai des gens d'esprit & des hérétiques que je me serois mis à dos.*

Ibid. p. 265.

A peine les conférences étoient-elles commencées pour traiter avec l'Abbé Chevalier, que le Pape les fit cesser. Quelques jours après

Sect. III.

Art. 37.

Ann. 1716.

il fit faire de nouvelles propositions , qui n'a-
voient pas plus de solidité que les premières.
D'un jour à l'autre on voyoit se succéder tour
à tour les menaces & les promesses , les crain-
tes & les espérances , selon les nouvelles bon-
nes ou mauvaises que son Nonce avoit soin
de lui faire tenir de France , ou qu'il recevoit
des Cardinaux de Rohan & de Bisli , & des au-
tres Evêques engagés à soutenir le parti de la
Bulle & des Jésuites. Clément XI. avoit donc
pris le parti d'amuser l'Abbé Chevalier par des
négociations qui n'aboutissoient à rien ; &
c'étoit toujours en attendant que les Constitu-
tionnaires de France le tirassent des perplexi-
tés où il se trouvoit ; ou que l'occasion se
présentât de frapper quelque grand coup ,
capable de rompre toutes les voies de conci-
liation. Ces occasions , ainsi que nous l'a-
vons vû , n'avoient pas manqué , & ces
grands coups avoient été en effet portés , mais
fort inutilement : car ces Lettres, ces Brefs ,
ces traits foudroyans , dont nous avons parlé ,
furent lancés à pure perte , & tout cet éclat
étoit venu s'éteindre & se briser contre les
Arrêts de nos Parlemens.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 280.



ARTICLE XXXVIII.

ANNÉE 1716.

Le Jésuite Laffiteau vient fort à propos tirer le Pape de l'embarras où il étoit. Artifice avec lequel Clément XI. tâche, à l'aide de ce Jésuite, d'éluder tout accommodement.

LE Pape qui ne se promettoit pas de pouvoir amuser plus long-tems l'Envoyé du Prince Régent, se voyoit réduit à ne savoir plus quel parti prendre. Une réponse que fit dans le même tems le Maréchal d'Uxelles au Nonce, & dont Clément XI. fut sans doute instruit, n'avoit pas peu contribué à le jeter dans cet embarras. Ce Maréchal s'étant plaint au Nonce de ce que le Pape ne vouloit point donner audience à M. Chevalier, ni entendre les projets qu'il avoit à lui proposer; le Nonce s'avisa de vouloir le prendre sur le haut ton, & de se plaindre à son tour, que l'Abbé Chevalier avoit eu une audience de plusieurs heures du Cardinal *Paulucci*, aussi bien que des deux Cardinaux *Ferrari* & *Toloméi*, qui avoient été nommés pour l'entendre; mais que cet Abbé ne débitoit à Rome que ce qui avoit été dit de plus infâme, dans les Ecrits & Libelles du parti contre la Constitution; qu'il avoit la témérité de faire à Rome à la face du Pape le procès à la Bulle, & d'en parler comme on en parleroit à Geneve & à Londres: qu'il n'avoit pas ordre de Sa Sainteté de faire instance pour le rappeler; mais que

SECT. III.
Art. 38.
Ann. 1716.

Ibid. p.
227. 228.

SECT. III.

Art. 38.

Ann. 1716.

comme bon serviteur de son Altesse Royale il étoit de son devoir de remontrer qu'il étoit de l'intérêt de son Altesse de le faire revenir ; qu'il avoit été suffisamment entendu, & qu'il ne le seroit jamais davantage ; que s'il s'opiniâtroit d'y rester pour insulter le Pape, Sa Sainteté étoit un *Prince*, & l'Abbé Chevalier un homme sans caractère, & qu'il pourroit arriver telle chose, qui au lieu de finir, multiplieroit les embarras. Le Maréchal écoutoit le Nonce avec peine ; enfin il lui dit : *qu'il étoit las de s'entendre rompre la tête ; qu'il souhaitoit qu'une bonne fois le Pape fit éclorre ce qu'il avoit dans la tête, quand même il devoit lancer tous ses foudres, puisqu'au moins il n'entendrait plus parler de Constitution ; & que pour lors on seroit libre en France de faire ce qui nous conviendrait, & que Rome y perdrait plus que la France.* Mais l'artifice d'un Jésuite

Ibid. p. 249-250. intrigant vint fort à propos pour le tirer de cet embarras, en lui donnant lieu de mettre en œuvre un trait bien digne de la politique Romaine. Ce Jésuite étoit le fameux Pere *Laffiteau*, qui fut depuis cet Evêque de Syfteron, connu spécialement comme auteur d'une *histoire de la Constitution*, pleine de faussetés. Ce Jésuite ayant été présenté à Clément XI. en fut agréé comme très-propre à s'acquitter du personnage qu'il avoit dessein de lui faire jouer ; c'étoit d'entamer par son moyen une négociation secrète avec la France, pour faire échouer celle de l'Abbé Chevalier, cet habile négociateur, toujours appliqué à suivre son objet, & à rendre droit à son but.

Dans cette nouvelle & secrète négociation ; le Saint Pere ne prenoit aucun engagement ;

les propositions du côté du Pape n'avoient d'autre appui que la parole du Jésuite *Laffiteau*, c'est-à-dire, d'un aventurier sans conséquence, qui n'avoit rien à risquer, & que le Pape étoit toujours maître de désavouer. On assuroit néanmoins que ce Jésuite avoit touché pour son voyage 1500 livres du Pape; & M. Chevalier le confirmoit dans des Lettres écrites au Cardinal de Noailles. Le même ajoutoit que le Pape instruit par un Courier extraordinaire, que ce Jésuite n'obtiendrait pas de la France ce qu'il avoit fait espérer, commençoit à désavouer son voyage, disant que ce *Frater* étoit allé à Paris pour se faire fête, mais qu'il ne l'avoit ni envoyé, ni chargé d'aucune commission. Ce Jésuite qui, craignant d'être confondu avec ses Confreres, affectoit de déclamer contre la Société, étoit venu à Paris en poste avec toutes les façons d'un homme important : il étoit entré en conférence avec M. le Régent & avec le Maréchal d'Uxelles, Ministre des affaires étrangères : il avoit fait de belles propositions & donné des espérances flatteuses. Mais quelque tems après, le Pape laissa tomber ce projet.

Quand ce *Frater*, ainsi que le nommoit le Pape, fut de retour à Rome, il alla descendre chez le Cardinal de la Trimouille avec lequel il fut plus d'une heure. Le lendemain ce Cardinal alla chez lui, & y passa l'après-midi presque entière. Aussitôt ce Pere fit savoir son arrivée à Sa Sainteté; parce qu'il avoit reçu ordre de ne point aller au Palais qu'il n'y fût appelé, le Saint Pere prétendant cacher par là au public; la part qu'il avoit eue à son voyage.

Le Pere *Laffiteau* avoit pour plus grand ami

SECT. III.
ART. 38.
ANN. 1716.
Ibid. p.
305.

Ibid. 2.
239.

Ibid. 241.

SECT. III.
Art. 18.
Ann. 1716.

le Pere *Chanaille*, Procureur-général des *Feuillans*, révoqué par le Chapitre général tenu en 1716 : il étoit fort lié avec le P. *Desirant*, banni à perpétuité de la Flandre Espagnole, & qui pour lors étoit actuellement pensionnaire du Pape ; & le sieur *Juliani* aussi pensionnaire de la Cour de Rome, personnage très-livré aux Jésuites, étoit celui qui avoit lié le P. *Laffiteau* avec le Cardinal de la Trimoille : d'où l'on concluoit que le Pape n'avoit envoyé en France ce Jésuite, qu'afin d'éluder la négociation de M. *Chevalier*, & d'être instruit par une personne sûre, de l'état de l'affaire en France & de la disposition des esprits, en attendant toujours quelque conjoncture favorable pour faire en faveur de sa Bulle quelque démarche qui pût la soustraire aux coups qu'on lui portoit.



ARTICLE XXXIX.

ANNÉE 1716.

Le Prince entreprend de travailler par lui-même à l'accommodement, & d'y faire entrer les Evêques de France indépendamment de la Cour de Rome : il commence par tirer parole du Cardinal de Noailles, qu'il acceptera, à condition qu'il lui sera permis de lier son acceptation avec de bonnes explications.

MAIS c'en étoit trop pour qu'un Prince aussi clairvoyant que le Duc d'Orléans n'ouvrît pas enfin les yeux, & ne vît pas qu'on ne cherchoit qu'à le tromper. Voyant qu'il n'y a plus rien à espérer du côté de Rome, il dresse toutes ses batteries du côté de la France. Il commence par obtenir du Cardinal de Noailles à force de sollicitations, la promesse d'accepter la Bulle, pourvu qu'il lui fût permis de lier son acceptation avec de bonnes explications approuvées par cinquante Evêques. Ainsi voilà ce Cardinal rentré dans le labyrinthe des négociations, lui & les Prélats qui voulurent bien l'y suivre. Car plusieurs des Evêques opposans refusèrent nettement les engagements qu'il prenoit d'accepter la Bulle. Tant qu'il n'avoit été question que de demander des explications au Pape, & de lui présenter les difficultés qu'on trouvoit dans sa Constitution, les Prélats opposans avoient tous été d'accord, parce que cette exposi-

SECT. III.
ART. 39.
Ann. 1716.

SECT. III.

ART. 39.

Ann. 1716.

tion des difficultés ne les engageoit à rien ; & ne tendoit qu'à mettre le Pape dans son tort, & à l'obliger à réparer ses fausses démarches. Mais il n'en étoit pas de même quand il s'agissoit de s'engager à donner soi-même des explications à la Bulle, & de travailler en conséquence à un corps ou *Précis* de doctrine : c'étoit réellement s'engager à recevoir la Bulle à certaines conditions.

ARTICLE XL.

ANNÉE 1716.

Assemblée d'Evêques. La plupart ne répondent point à l'attente du Duc d'Orléans. Les Cardinaux de Rohan & de Bissi feignent de se rendre aux intentions du Prince, mais seulement difficultés sur difficultés, & tâchent de faire échouer toutes les négociations.

SECT. III.

ART. 40.

Ann. 1716.

LE Duc d'Orléans ayant convoqué, pour l'exécution de son projet d'accordement, un grand nombre d'Evêques, il fallut que le Cardinal de Noailles produisît le modèle d'acceptation, & le *Précis* de doctrine qu'il avoit préparé, & qui en devoit être le fondement ; *Précis* qui renfermoit les explications que ce Cardinal vouloit qu'on joignît à la Bulle, pour qu'il pût l'accepter. Le Prince Régent se promettoit que ces deux pièces ayant été bientôt examinées & approuvées par les Evêques constitutionnaires, on pourroit annoncer dans peu que la paix étoit faite, & que les Evêques étoient d'accord. Mais la chose n'alla

n'alla ni si vite, ni de la manière que ce Prince se l'étoit promis. A chaque pas on se trouvoit arrêté par mille difficultés : ni les Cardinaux de Rohan & de Bissi, ni leurs Evêques n'étoient contens de ce *Précis* du Cardinal de Noailles. Ils convenoient que cette pièce, à la considérer en elle-même, étoit une *belle & savante dissertation sur un grand nombre des principaux points de la Religion* ; mais dès qu'ils la rapprochoient de la Constitution, ils en parloient tout autrement. Ils trouvoient que les vérités y étoient exprimées trop fortement ; qu'on n'y ménageoit point assez certaines opinions de l'école ; qu'on y prenoit des précautions pour conserver des vérités dont il n'étoit pas question, comme si, disoient-ils, la Bulle y eût donné quelque atteinte : ils se plaignoient encore, qu'on mettoit à l'écart le livre des *Réflexions morales*, en donnant pour objet de la censure, des erreurs dont il ne s'agissoit point ; & qu'enfin accepter la Bulle avec de pareilles explications, *c'éstoit dans la réalité accepter ces explications, mais non pas accepter la Bulle.*

Comment porter à la paix des hommes ainsi disposés ? Cependant comme le Duc d'Orléans la desiroit, & qu'il les pressoit de s'expliquer eux-mêmes, puisqu'ils n'étoient pas contens du *Précis* de doctrine offert par le Cardinal de Noailles, ils prirent le parti de charger le Cardinal de Rohan d'écrire au Prince une Lettre en leur nom. Ils y insérèrent huit articles qui paroissoient au fond le *Précis* de doctrine du Cardinal de Noailles, mais subtilement défiguré en certains endroits. En adoptant ces huit articles, les Evêques acceptans déclarèrent qu'ils ne les avoient passés

SECT. III.
 ART. 40.
 ANN. 1716.

qu'à condition, 1°. Qu'on ne sépareroit point ces Articles du reste de la Lettre écrite en leur nom à M. le Duc d'Orléans, où la vérité trouvoit, disoient-ils, tant d'éclaircissemens & tant de secours : 2°. Qu'une bonne acceptation remédieroit à une partie des inconvéniens dont ils n'avoient pû obtenir le remède : 3°. Que l'Instruction Pastorale des Quarante, qui se trouvoit rappelée dans ces huit Articles, seroit comme le supplément de ce qui pouvoit manquer à ce dernier ouvrage.

La Lettre du Cardinal de Rohan à M. le Duc d'Orléans ayant été remise au Cardinal de Noailles, il y fit des remarques qu'il communiqua aux quatre Evêques, qui dans la suite se déterminèrent à l'appel au futur Concile. Après avoir pris leur avis, il les fit remettre au Cardinal de Rohan.

ARTICLE XLI.

ANNÉE 1716.

Précis de deux Lettres adressées aux Prélats de cette Assemblée ; l'une du Pere Quesnel, l'autre de l'Archevêque de Reims. Précis de l'importante Lettre Apologétique du même P. Quesnel, qui paroît dans le même tems.

LA multitude des Evêques que son Altesse Royale avoit réunie à Paris au sujet de l'accommodement qu'elle projettoit, attira deux Lettres de la part de deux personnes d'un

rang & d'un caractère bien différent. L'une étoit M. de Mailli Archevêque de Reims, l'autre le P. Quesnel. Parlons d'abord de la Lettre de ce dernier. Elle étoit datée du lieu de sa retraite, & du 10 Décembre 1716. Il l'adressoit au Cardinal de Rohan. Après avoir dit que l'occasion des nouvelles conférences le déterminoit à écrire, il rappelle le souvenir de la Lettre qu'il avoit adressée à l'Assemblée de 1714. Après avoir représenté en peu de mots, quel fut le résultat de cette Assemblée, il se plaint de ce qu'on n'avoit pas daigné l'entendre. Il demande de nouveau d'être entendu, & offre de venir se présenter lui-même, si les Evêques le desirer, & qu'on lui en donne la liberté, nonobstant l'éloignement, son âge de quatre-vingt-trois ans, & la violence de l'hiver. A l'égard du fonds de sa cause, il demande que l'on ne se contente pas de couvrir son innocence par le silence, en ne le condamnant pas de nouveau positivement; il représente qu'un tel silence ne serviroit qu'à confirmer tous les jugemens dont il a été flétri solennellement & à Rome & en France, & qu'il demeureroit accablé sous le poids des Puissances, d'ailleurs si vénérables, dont on a surpris la Religion. S'appuyant ensuite sur les Ecrits & les témoignages qui avoient été rendus publics depuis trois ans, tant en faveur de son Livre, que des cent-une propositions, il s'approprie les paroles de *Susanne*, & s'en sert pour protester de son innocence. » Si vous me demandez, dit-il immédiatement après, quel est mon » Daniel, je puis dire que c'est toute la France. La voix publique en tout état, en toute condition, est pour moi la voix de Daniel,

Sect. III.

Art. 41.

Ann. 1716.

» qui demande la révision de ma cause , & qui
 » s'écrie : *Revertimini ad judicium.* »

Dans le même tems, ce saint Prêtre donna aussi son importante LETTRE APOLOGETIQUE à M. l'Evêque & Comte de Beauvais, Pair de France, en date du mois de Novembre 1716, au sujet de son Ordonnance du 14 Juin 1714, & du discours fait aux Curés de son Diocèse. Les accusations dont le P. Quesnel se voyoit chargé par ce Prélat l'obligent d'entrer dans le détail de plusieurs faits qui regardent l'histoire de sa propre vie. Entr'autres reproches que lui fait M. de Beauvais, c'est de s'être banné généralement de tous les Etats Catholiques, & éloigné pendant près de quarante ans de la société des fidèles. Le P. Quesnel fait voir en rapportant les lieux où il avoit demeuré, que de ces quarante années, il en avoit passé environ vingt-neuf en pays entièrement Catholiques. A l'égard des douze dernières années, il explique les raisons qui l'avoient obligé de demeurer en Hollande : ce qui lui donne lieu d'entrer dans la description de l'état où est la Religion Catholique en ce pays-là. Il est à propos de rapporter ici ce qu'il dit de cette Eglise, dont il a été déjà parlé & dont on aura encore à parler plusieurs fois dans la suite.

» A quoi a-t-on pensé, dit-il, de vous re-
 » présenter, M., la Hollande comme un
 » pays où il n'y a point de fidèles avec qui
 » on puisse avoir une sainte société, qui
 » soient dans l'unité Catholique, qui nous
 » soient unis de Communion ? Vous avez eu
 » sans doute dans l'esprit ce malheureux chan-
 » gement arrivé en ces Provinces dans la Re-
 » ligion sur la fin du seizième siècle. Mais le
 » grand nombre de Martyrs & de Confesseurs

» qui dans la persécution même de ce tems là ,
 » si gnalerent leur fidélité & leur patience , fit
 » bien voir que la foi Catholique étoit pro-
 » fondément enracinée parmi ces peuples.
 » Elle s'y est toujours conservée jusqu'à pré-
 » sent. L'Eglise y a toujours été visible. Ja-
 » mais la succession des Pasteurs , soit supé-
 » rieurs , soit subalternes , n'y a été inter-
 » rompue. On assure que l'on peut compter
 » environ trois ou quatre cents mille Catholi-
 » ques Romains dans l'étendue des Provinces-
 » unies. Que si les ennemis du Clergé de Hol-
 » lande , & de celui qui étoit à la tête , n'y
 » avoient jetté le trouble & la division , pour
 » y regner seuls , l'Eglise y seroit aussi unie
 » & aussi florissante que jamais.

» Mais après beaucoup de vexations sour-
 » des & indirectes , dont ils avoient exercé
 » la patience de M. l'Evêque de Castorie , &
 » de M. l'Archevêque de Sebeste , deux hom-
 » mes d'un rare mérite , chacun en son genre ;
 » le fameux Pere *Douc*in Jésuite , ce grand
 » faiseur de *Tocsins* , vint en Hollande sous
 » la protection du Comte de *Creci* (frere du
 » Pere *Verjus* Jésuite) Plénipotentiaire de
 » S. M. T. C. pour la paix de *Riswick* , & il
 » sonna la trompette de la division & de la
 » persécution , par un détestable *Mémoire* ,
 » plein de calomnies terribles , qu'il distribua
 » en Latin & en François aux Ambassadeurs ,
 » Plénipotentiaires , & Envoyés des Princes.
 » Il l'envoya à Rome , & les Jésuites de ce
 » Pays-là , l'y firent valoir par leurs moyens
 » ordinaires , sur-tout auprès du nouveau Pape
 » *Clément XI.* appuyés du crédit de M. *Fa-*
 » *broni.* C'est par ce sinistre *Mémoire* que le
 » P. *Douc*in jetta les fondemens de la persé-

SECT. III.
 ART. 41.
 Ann. 1716.

SECT. III.

Art. 41.

Ann. 1716.

» cution ouverte que feu M. de Sébaste à souf-
 » ferte, & de la division & désolation de cette
 » pauvre Eglise, que les Evêques qui pour-
 » roient la secourir regardent de sang froid,
 » & autorisent même par leur aveu. »

La Lettre de l'Archevêque de Reims étoit datée du 4 Décembre, & adressée aux Cardinaux, Archevêques & Evêques assemblés à Paris. Il y forme des plaintes, & y jette les hauts cris, comme s'il y avoit eu au milieu de son Eglise une secte d'hérétiques déclarés. Il eût été à souhaiter, pour fournir un objet certain au zèle de ceux qu'il vouloit remuer, qu'il eût expliqué nettement & précisément les dogmes hérétiques que ces Prêtres, qu'il combattoit avec tant de vivacité, enseignoient. Il supposoit partout l'hérésie, & il ne disoit jamais un mot pour marquer en quoi elle consistoit; ou plutôt il la faisoit clairement consister dans l'opposition à la Bulle, & à l'obéissance qu'il prétendoit lui être due. Cependant par un excès de modération, il vouloit bien présumer favorablement des Evêques opposans. La Constitution, selon lui, n'étoit rien moins qu'une Regle de foi, qu'une décision de l'Eglise; & toutefois il vouloit bien ne point regarder comme criminelle la non-acceptation de cette décision: il se bornoit à dire qu'elle le deviendrait, si elle durerait plus longtems.

A l'égard de l'accommodement projeté, à quoi il en vouloit principalement, il en faisoit fort bien sentir l'impossibilité, & il le ruinoit jusques dans ses fondemens, tant du côté des Opposans que de celui des Acceptans. » Admettre préalablement les explications des » Prélats, ce seroit, disoit-il, compromettre

tre l'autorité de l'Eglise. La vérité ne permet pas de ménagemens. L'Eglise ne souffre pas qu'on délibère sur ses décisions; il ne convient pas de composer, quand on doit obéir. Je ne craindrai pas de dire, Messieurs, qu'il y auroit même du danger à autoriser les explications qu'ils voudroient peut-être donner dans la suite; elles pourroient être enveloppées & susceptibles de différens sens; les novateurs les interprétroient en leur faveur; les disputes se perpétueroient; & cette Bulle qui sappe les fondemens du Jansénisme, ne seroit plus qu'un vain problème: elles pourroient ces explications, n'être point agréées par le Pape, par les Evêques du Royaume, & moins encore par les Eglises qui ont reçu simplement la Constitution. Ne seroit-ce pas une nouvelle source de division plus dangereuse, que celle que vous tâchez d'éteindre?

SECT. III.
Art. 4.
Ann. 1716.

ARTICLE XLII.

ANNÉE 1716.

Suites des négociations du Cardinal de Noailles avec les Cardinaux de Rohan & de Bissi; dans lesquelles entrent aussi le Duc de Noailles, le Maréchal d'Uxelles, le Procureur-Général, & M. l'Evêque de Mirepoix.

Nous avons dit que le Cardinal de Noailles ayant fait ses remarques sur la Lettre du Cardinal de Rohan à M. le Régent, les fit

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 282. &
283.

remettre à cette Eminence , après en avoir conféré avec les quatre Evêques. Le 11 Décembre & les jours suivans le Cardinal de Rohan assembla les Evêques qui étoient à Paris en fort grand nombre , pour leur communiquer sa Lettre à M. le Duc d'Orléans , & les changemens que le Cardinal de Noailles avoit demandé qu'on y apportât conséquemment aux remarques qu'il y avoit faites. Ces remarques doctrinales furent lues par ces Evêques qui les trouverent justes. Pour faire les changemens qui parurent nécessaires , on nomma six Commissaires , savoir les deux Cardinaux de *Rohan* & de *Bissi* , les deux plus anciens Archevêques, celui de *Bourges* & celui de *Bordeaux* : & les deux plus anciens Evêques , ceux d'*Uzès* & de *Bazas*. Ces Messieurs s'assemblerent tous les jours ; & M. le Maréchal d'Uxelles remit leur réponse à M. le Cardinal de Noailles , le Mercredi 23 Décembre.

Dans l'intervalle de la préparation de cette réponse & de la remise qui en fut faite le 23 Décembre au Cardinal de Noailles par le Maréchal d'Uxelles, survinrent plusieurs événemens très-considérables que nous allons rapporter.

Hist. de
la Constit.
p. 849. &
850.

Le 18 Décembre, Vendredi matin , jour de l'audience ordinaire que M. le Régent donnoit toutes les semaines au Cardinal de Noailles , ce Prélat se rendit au Palais Royal. Il fut vivement pressé par son Altesse Royale d'accepter la Constitution avec telles explications qu'il voudroit. Le Prince lui disoit qu'ayant offert sous le feu Roi de la recevoir à certaines conditions , dont on le laissoit présentement le maître , il ne voyoit pas qu'il eût lieu de différer davantage ; que sa conscience

ne pouvoit l'arrêter, puisqu'il n'en avoit pas deux, l'une pour 1715, & l'autre pour 1716. Le Cardinal répondit qu'il étoit encore dans les mêmes sentimens où il avoit été alors, mais qu'il s'en falloit bien qu'on fût prêt à lui accorder ce qu'il avoit toujours demandé : il y a lieu de croire néanmoins, qu'ils convinrent l'un & l'autre sur quelques points.

Le même jour M. de Mirepoix vit arriver chez lui, sur les onze heures du matin, MM. de Châlons & de Bayonne, pour le prier d'aller dîner avec eux chez le Cardinal de Noailles. Il demanda s'il devoit y avoir quelque conférence, & l'on ne lui répondit rien. Après le dîné, le Cardinal assembla les trois Prélats dans sa chambre, & leur dit qu'il étoit tems de prendre la résolution; que trois Commissaires du Roi devoient venir sur le soir, pour savoir ce qu'on auroit résolu, & qu'il attendoit d'en conférer avec M. d'Arras & M. de Treguier, qui alloient venir. Ils entrerent en effet un moment après. Le Cardinal demanda d'abord à M. d'Arras quel étoit son avis. Il dit qu'il croyoit qu'il falloit accepter la Constitution avec des explications qui fussent embrassées par tous les Evêques de France, & pour cela, qu'on s'attachât au projet des trois colonnes, * qu'il croyoit le meilleur.

SECT. III.
Art. 42.
Ann. 1716,

Ibid. p.
839-840 &
841.

* Cet Ecrit a trois colonnes avoit été imaginé par MM. Tyberge & Brisacier, Supérieurs du Séminaire des Millions étrangères. Les cent-une propositions condamnées par la Bulle étoient au milieu : aux deux côtés d'autres propositions forgées par rapport aux cent-une propositions, formoient de part & d'autre une seconde & troisième colonnes. Celles de la droite farcies de précisions scholastiques devoient être approuvées comme orthodoxes; & celles de la gauche, livrées forcément par de pareilles précisions à de mau-

Sect. III.
 Art. 42.
 Ann. 1716.

L'avis de M. de Mirepoix, qui parla ensuite, fut qu'il ne croyoit pas possible de convenir avec les Evêques acceptans, d'explications qui remédiaient à tous les maux que l'acceptation de la Bulle pouvoit causer; qu'il y en avoit parmi eux, qui ne vouloient aucune explication; & que ceux qui consentoient à des explications, paroissent n'en vouloir point d'autres que celles qu'ils avoient déjà données, & qui certainement n'étoient point suffisantes; que la maniere de lier l'acceptation avec les explications, causeroit une autre sorte de variété dans les sentimens des Prélats: mais que le grand inconvénient étoit que le Pape n'autoriseroit pas les explications que l'on pourroit donner à la Bulle; & que ce défaut d'autorisation les rendroit inutiles. Je pense donc, *ajouta-t-il*, qu'il faut persévérer à demander au Pape les explications nécessaires; » en même tems, écrire une lettre circulaire à » tous les Evêques de l'Eglise Catholique, » pour leur donner connoissance des difficultés que les Evêques de France trouvent à » accepter la Constitution; & pour les prier » d'entrer dans une affaire qui met en danger le dépôt de la foi, la pureté de la morale, & la sainteté de la discipline de l'Eglise sur l'administration des Sacremens. Ce » que je propose n'est pas sans exemple. » 11

vais sens, devoient être prosrites comme mauvaises. Un homme d'esprit dit à la vue de ce projet, que l'on pouvoit y appliquer avec justesse une parole de Tertulien: *Inter bonum & malum latronem veritas crucifixa est*. La vérité crucifiée entre le bon & le mauvais larron. Ce projet tout ridicule qu'il étoit ne laissa pas d'occuper pendant deux ou trois mois les Evêques empressés de trouver quelque voie d'accommodement.

cita en preuve quelques faits de l'histoire Ecclésiastique.

SECT. III.

Art. 42.

Ann. 1716.

M. de Treguier qui opina ensuite, fut d'avis d'accepter avec des explications, sans rien particulariser sur la manière de convenir avec les Prélats acceptans. M. de Châlons, après avoir dit de la Bulle, qu'elle étoit obreptice & subreptice, conclut l'acceptation avec des explications. M. de Bayonne se mit à opiner longuement pour faire voir qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre que celui des explications; que l'affaire duroit depuis longtems, & qu'il falloit la finir. Le Cardinal de Noailles parla dans le même sens, & conclut qu'il falloit accepter; qu'il avoit toujours été de ce sentiment, *pourvu que l'on conservât la vérité & la justice, & que l'on donnât la paix*: trois conditions que M. de Mirepoix croyoit impraticables, mais auxquelles le Cardinal ne désespéroit pas de pouvoir parvenir.

M. le Procureur-Général, l'un des Commissaires du Roi qu'on attendoit, entra dans le moment. Après qu'on se fut assis, on se mit à lire le projet d'acceptation qui avoit été dressé chez M. d'Arras, & dont M. de Mirepoix n'avoit point eu connoissance. Il parut que le Procureur-Général l'avoit vu, & il s'approcha de la table pour écrire divers changemens qu'il croyoit qu'on devoit y faire. M. le Duc de Noailles, l'autre Commissaire du Roi, qu'on attendoit se présenta aussi. M. de Mirepoix craignoit beaucoup que cette nouvelle batterie par laquelle on attaquoit le Cardinal ne le fit succomber. Le Duc dit qu'il falloit terminer: & il ajouta que cette affaire duroit trop longtems; que M. le Duc d'Orléans souhaitoit qu'elle finît, & que ce

SECT. III.
ART. 42.
Ann. 1716.

fût promptement. Le Cardinal lui dit que M. de Mirepoix n'étoit pas d'avis d'accepter : ce qui fit qu'il s'approcha de lui pour l'attaquer en particulier. Mais dans le même tems, on vint dire que M. de Montpellier demandoit à voir M. le Cardinal : on fut un peu embarrassé de la réponse qu'on lui feroit ; & l'on se déterminna enfin à lui dire qu'on étoit sur le point de finir une conférence dont on lui rendroit compte une autre fois.

M. de Mirepoix, dont nous avons suivi la Relation, ne dit rien de plus sur la maniere dont finit cette conférence. Il ajoute seulement que M. de Châlons étant venu le voir le lendemain, il ne put s'empêcher de lui faire des reproches sur le piège qu'il lui avoit tendu, en le menant à une conférence de laquelle il n'étoit pas averti, & plus encore sur ce que voyant l'abîme où M. le Cardinal alloit se jeter, il n'avoit pas eu le courage de concourir avec lui pour l'en empêcher, lors même qu'il lui en ouvroit le chemin par son avis. Mais on sait par une Lettre d'une personne de mérite, bien instruite de cette conférence, que les deux Commissaires du Roi, M. le Duc de Noailles & M. Daguesseau Procureur-Général, se servirent de tout leur esprit pour obtenir de son Eminence une promesse de recevoir ; & qu'ils l'obtinrent à ces conditions : Que M. le Cardinal feroit d'abord publier son corps de doctrine, qui devoit être signé par un nombre d'Evêques ; qu'il ne recevrait que relativement, sans aucune attribution au Livre des Réflexions, sans faire publier, ni recevoir son Mandement, qui seroit seulement affiché.

» On compte, ajoute l'Auteur de la même
» Lettre, que Rome ne s'accommodera jamais

Hist. de
la Constit.
tom. 1. p.
351-352.

» de cette sorte d'acceptation ; mais on n'au-
» ra aucun égard à ses répugnances. L'accom-
» modement est indépendant de Rome. Ce-
» pendant il n'y a point d'unanimité entre les
» Evêques. M. le Cardinal de Bissi & les Evê-
» ques de son parti n'entrent pour rien dans
» cet accommodement. On assure que les pa-
» rôles réciproques ne sont pas seulement don-
» nées de vive voix , mais encore par un Ecrit
» signé des deux Cardinaux de Noailles & de
» Rohan , dont le Prince est dépositaire. Il
» est vrai qu'on assure en même tems , que
» l'Ecrit renferme les conditions de l'accom-
» modement , & que dans ces conditions il y
» a une queue par laquelle son Eminence pour-
» roit encore se tirer d'affaire. Pour représen-
» ter les choses au naturel , il faut dire que
» l'on joue au plus fin. De chaque côté on
» veut que le Prince demeure persuadé , au cas
» que l'accommodement manque , que ce n'est
» pas par sa faute , mais par celle de son ad-
» versaire , qu'il aura manqué. M. le Cardi-
» nal de Rohan a fait des propositions plus
» avantageuses à M. le Cardinal de Noailles ,
» qu'il ne voudroit dans le fond les lui ac-
» corder , ne comptant pas qu'il les acceptât ;
» & lorsqu'il a vu que M. le Cardinal de
» Noailles donnoit en conséquence de ces pro-
» positions des paroles auxquelles il ne s'étoit
» point attendu , il a aussitôt mis en avant de
» nouvelles difficultés touchant la doctrine ;
» de sorte qu'en deux mots , voici l'état de
» l'affaire : les deux Cardinaux veulent tous
» deux paroître vouloir l'accommodement ;
» & n'en voulant ni l'un ni l'autre , tous deux
» veulent le rompre , & ne veulent ni l'un ni
» l'autre paroître le rompre. »

SECT. II.
ART. 41.
Ann. 1716.

ARTICLE XLIII.

ANNÉE 1716.

Bruit répandu que le Cardinal de Noailles étoit sur le point de donner son consentement pour l'acceptation. Soulèvement contre cette acceptation. Lettres & protestations des Curés & d'un très-grand nombre d'Ecclésiastiques. Extrait de la Lettre écrite par M. l'Evêque de Mirepoix à cette Eminence dans ces circonstances.

SECT. III.
ART. 43.
Ann. 1716.

LE Samedi 19 Décembre, le bruit s'étant répandu dans Paris, aux environs, & au loin, que le Cardinal de Noailles avoit enfin donné, ou étoit sur le point de donner son consentement pour l'acceptation de la Constitution, ce fut un soulèvement général dans tout son Diocèse contre cette acceptation. Jusqu'à ce tems-ci le Clergé de ce Diocèse n'avoit point eu occasion de manifester en public d'une manière solennelle ses sentimens sur la Constitution. Du vivant de Louis XIV. la fermeté du Cardinal avoit mis jusqu'à un certain point son Clergé à l'abri des vexations, & l'avoit dispensé des démarches qui auroient pu attirer sur lui un grand orage. Mais dès que l'on apprit que ce Prélat si chéri & si respecté, alloit enfin recevoir la Bulle, avec des explications, cette nouvelle causa une allarme générale. Le Cardinal se vit aussitôt accablé de députations & de Lettres que lui adresserent presque tous les Curés de la

ville & de la campagne, les Vicaires, le Clergé de chaque Paroisse, & la plupart des Communautés séculières & régulières. Tous l'assuroient qu'ils lui demeureroient inviolablement unis, tant qu'il continueroit à défendre la vérité; mais ils protestoient en même tems, que jamais rien ne seroit capable de leur faire accepter la Bulle, de quelques explications qu'elle fût accompagnée. Les Lettres les plus remarquables furent celles des Prêtres de Saint Etienne-du-mont & de Saint Roch: cette dernière fut signée par M. Duguet & par M. l'Abbé d'Asfeld. A ces Lettres on peut joindre celle que M. de Mirepoix écrivit dans le même tems à son Eminence:

» La Bulle, dit-il, condamne des propositions qu'on ne sauroit rendre susceptibles des moindres qualifications qui y sont marquées, sans les déterminer à un sens étranger, & que l'Auteur du Livre des Réflexions désavoue dans des Ecrits qui sont entre les mains de tout le monde. Quel moyen de parler à un tel inconvénient? De bonnes explications, dit-on, avec une relation bien marquée à ces explications, qui détermine le sens condamnable de ces propositions. Mais, c'est premierement condamner des propositions dans un sens qu'elles n'ont point, & des propositions qui sont ou de l'Ecriture ou des Saints Peres. Est-ce une conduite qui convienne à des Evêques, sur lesquels on peut dire que les yeux de toute l'Eglise sont attentifs? N'est-ce pas appeller mauvais ce qui est bon, & bon ce qui est mauvais? c'est-à-dire, encourir par conséquent la malédiction du Prophète....

» Le Pape peu satisfait d'une acceptation

SECT. III.
ART. 43.
Ann. 1716.

Ibid. 842+
843.

Sect. III.

Art. 43.

Ann. 1716.

» relative à des explications qui tendront à
 » faire perdre aux promoteurs de la Bulle,
 » dont il est environné, tout le fruit qu'ils
 » ont prétendu en tirer, condamnera vrai-
 » semblablement les explications, & conti-
 » nuera de menacer des foudres de l'Eglise,
 » ceux qui n'auront accepté qu'en cette ma-
 » nière. Alors, ainsi que je l'ai ouï dire à vo-
 » tre Eminence, il faudra appeler au Concile :
 » mais de quoi appeler ? de la Bulle ? elle sera
 » acceptée. De quoi donc ? de ce que le Pape
 » condamne vos explications ? Mais êtes vous
 » en droit de l'obliger à les approuver ? Pour-
 » quoi donc, si tôt ou tard il en faut venir à
 » un appel au Concile, n'appeler pas plutôt
 » avant que d'avoir accepté la Bulle, & ne
 » pas appeler de la Bulle même ? Je sais qu'on
 » dit, & ce sont les amis de M. le Procureur-
 » Général qui parlent ainsi, que c'auroit été
 » sans difficulté le meilleur parti, si on l'eût
 » pris dès que la Bulle parut, mais qu'aujour-
 » d'hui qu'elle est acceptée par plus de cent
 » Evêques, cela ne convient plus. Mais est-
 » ce parce que le mal a beaucoup gagné, qu'il
 » n'y faut plus apporter de remède ? Nous
 » combattons sous un chef à qui il n'est pas
 » plus difficile de sauver son Eglise par un pe-
 » tit nombre que par un grand : *Cui non est*
 » *difficile salvare vel in multis vel in pau-*
 » *cis*

» Je vous avouerai ingenuement, M. que
 » je ne saurois m'empêcher de regarder la Bulle
 » autrement que comme une de CES PORTES DE
 » L'ENFER, que Dieu a promis qui ne prévau-
 » dront jamais contre son Eglise ; & je ne sai
 » si votre Eminence ne la regarde pas de mê-
 » me ; car il me semble de vous avoir ouï

» dire qu'il falloit empêcher qu'elle ne pré-
» valût dans l'Eglise. Surquoi M. de Châlons
» ajouta que de l'accepter ce n'étoit pas un
» moyen bien propre pour l'empêcher de pré-
» valoir. Nous n'avons, ce me semble, qu'une
» chose à craindre, c'est de manquer à la gra-
» ce que Dieu nous a faite, de nous appeller
» à la défense de la vérité, préférablement à
» tant d'autres Evêques qui l'ont abandonnée :
» par quels motifs ? Dieu le fait, & il en sera
» le juge. Mais il nous jugera aussi nous-mê-
» mes, M., si nous manquons à la grace qu'il
» nous a faite ; & il nous jugera d'autant
» plus rigoureusement, que la grace a été
» faite à un plus petit nombre. Nous aurons
» manqué de confiance en ses promesses ; &
» cela dans le tems même que la protection
» qu'il a promise à son Eglise commençoit à
» se déclarer. Déjà quelques-uns des Evêques
» acceptans reviennent à nous ; *les Parlemens*
» *en déclarant que la Bulle n'est pas encore ac-*
» *ceptée, semblent nous dire qu'elle ne doit*
» *jamais l'être ;* des Universités s'en expli-
» quent clairement ; le Clergé inférieur se dé-
» clare presque par-tout. Ne nous défions donc
» pas de la providence de Dieu ; & ne perdons
» pas par des craintes mal fondées, ou plutôt
» par un défaut de foi inexcusable, le fruit de
» la résistance que nous avons faite jusqu'ici
» avec l'édification de toute l'Eglise. Dieu
» saura bien achever ce qu'il a commencé ;
» il veille sur son Eglise, cela nous doit suffi-
» re. Attendons en paix les momens qu'il a
» marqués pour faire cesser l'illusion qu'on
» s'est efforcé de faire au plus grand nombre
» des Evêques : *Sustineamus sustentationes*
» *Dei.* »

Sect. III.
Art. 43.
Ann. 1716.

Sect. III.

Art. 43.

Ann. 1716.

Ibid. p.

853.

Cette Lettre, jointe aux Lettres des Curés, des Communautés, & au cri public, raffermir un peu le Cardinal. Voici les réponses qu'il fit à deux personnes qui lui témoignoiient la part qu'elles prenoient à la crainte publique. Il dit à l'une, *qu'il y avoit bien des politiques qui se mêloient de cette affaire, mais qu'il ne se sépareroit jamais des Evêques ses confreres.* Il dit à l'autre, *qu'il avoit deux points de vûe : l'un de conserver le dépôt de la foi qui vient du Ciel, & l'autre de donner la paix aux hommes qui sont sur la terre ; mais qu'il préféreroit toujours le premier au second.*

ARTICLE XLIV.

ANNÉE 1716.

Suite des négociations. Audience particuliere dans laquelle M. l'Evêque de Montpellier instruit le Prince Régent de l'état véritable de l'affaire, & s'explique à S. A. R. sur la nécessité de l'appel au Concile, pour mettre fin à tous les troubles.

Journal
d'Oisanne,
tom. 2. p.
295.

LA réponse des Evêques acceptans au Cardinal de Noailles, lui avoit été remise le 23 Décembre par le Maréchal d'Uxelles. Ayant été examinée par ce Cardinal & les siens, il se trouva que bien loin qu'on eût satisfait aux difficultés proposées sur la Lettre du Cardinal de Rohan à M. le Duc d'Orléans, & que cette Lettre eût été réformée en bien, on avoit au contraire altéré ce qu'il y avoit de meilleur. 1°. Rien sur le droit qu'ont les Evê-

ques de juger des questions de doctrine après le Pape, ni sur les libertés de l'Eglise Gallicane. 2°. On y trouvoit des retranchemens très-essentiels sur la manière dont l'assemblée de 1714 avoit accepté la Constitution, & sur les explications qu'elle avoit faites de la Bulle. 3°. Le précis de doctrine étoit tellement changé sur les matières de la grace, qu'il paroïssoit tout nouveau : en sorte que ce n'étoit plus seulement sur *la formule d'acceptation* que les Evêques acceptans se trouvoient divisés d'avec les Evêques opposans, mais encore sur les explications qu'il s'agissoit d'apporter à la Bulle, & sur le précis même de la doctrine. Cependant les difficultés & les remarques doctrinales que le Cardinal de Noailles avoit faites sur cette même Lettre, ayant été lues dans les assemblées des Evêques acceptans, tenues le 11 Décembre, & les jours suivans, elles y avoient été trouvées justes : mais rien ne finissoit, & ce n'étoit que variations & contradictions, parce que les deux Cardinaux de Rohan & de Bissi, qui foncièrement ne vouloient d'autre paix que celle qui seroit achetée au prix de l'acceptation pure & simple, & qui menoient à leur gré la plupart des Evêques, renversoient tout, au moment que tout étoit sur le point de finir.

Dans de pareilles conjonctures, si embarrassantes pour les ardens négociateurs que le Duc d'Orléans mettoit en œuvre, le Duc de Noailles pressé par ce Prince d'entrer de plus en plus dans cette affaire, & de chercher tous les moyens imaginables de la finir, voulut bien continuer de s'y livrer tout entier. Il vit plusieurs fois le Cardinal de Rohan, & quelques autres Evêques Acceptans. Il conféra avec

SECT. III.

Art. 44.

Ann. 1716.

SECT. III.
ART. 44.
Ann. 1716.

Hist de la
Constit.
t. p. 879.

le Maréchal d'Uxelles & avec le Procureur-Général : & il crut enfin qu'il seroit bon que M. le Duc d'Orléans fit venir au Palais-Royal le Cardinal de Noailles , & quelques uns des Evêques qui lui étoient unis , pour les entendre & chercher avec eux les moyens de former un projet d'acceptation. Ce fut le Jeudi dernier Décembre , qu'il en fit la proposition au Cardinal de Noailles ; & le jour de cette conférence fut fixé au Dimanche 3 Janvier à quatre heures. Quelque tems auparavant , M. de Montpellier ayant eu dessein d'instruire le Prince du véritable état de l'affaire , lui avoit demandé une audience particulière, où il lui parla avec la sincérité & la franchise qui lui étoit naturelle. Il s'y expliqua même à son Altesse Royale sur la nécessité de l'appel au Concile , pour mettre fin à tous ces troubles : & quoiqu'il ne lui dît point que le dessein où il étoit d'appeller fût une chose déjà résolue & concertée, il expliqua néanmoins ses dispositions en termes si clairs , que lorsque l'appel fut publié , le Prince déclara , parlant en particulier de ce Prélat , qu'il n'étoit point surpris qu'il eût fait cette démarche , puisqu'il la lui avoit annoncée.



ARTICLE XLV.

ANNÉE 1717.

Suite des négociations. Conférence chez le Duc d'Orléans, où MM. de Mirepoix & de Boulogne se trouvent. Fermeté avec laquelle ces Prélats y déclarent leur sentiment. Le Cardinal de Noailles cherche à se défendre de l'acceptation. Hauteur avec laquelle le Maréchal d'Uxelles se comporte.

LE Cardinal de Noailles se rendit chez M. le Duc d'Orléans, le Dimanche 3 Janvier, pour la conférence fixée à ce jour. Il y mena avec lui MM. les Evêques d'Arras, de Mirepoix, de Châlons-sur-Marne, de Bayonne, & de Boulogne. Cinq Laïcs y assistèrent, le Duc de Noailles, le Maréchal d'Uxelles, le Marquis d'Effiat, M. Amelot, & le Procureur-Général. La conférence dura depuis quatre heures jusqu'à huit. Dès l'abord M. le Duc d'Orléans dit tout haut qu'il ne s'attendoit pas à voir ni M. de Mirepoix, ni M. de Boulogne. Le Duc de Noailles répartit qu'ils étoient venus pour faire tout ce que son Altesse Royale souhaiteroit. Les deux Prélats ne répondirent rien. Mais le Prince ne fut pas longtems sans connoître leurs vrais sentimens: car le Cardinal de Noailles s'étant étendu sur les difficultés qu'il trouvoit à accepter, dont la principale étoit, que loin de donner la paix, il augmenteroit la division, & qu'il pourroit bien arriver qu'au moment qu'il auroit ac-

SECT. III.
Art. 45.
Ann. 1717.
Le même
pag. 873.
& Journal
d'Orléan. t.
2. p. 295.
& 296.

SECT. III.
Art. 41.
Ann. 1717.

cepté, il se trouveroit dans son Diocèse au même état où se trouvoit l'Archevêque de Reims dans le sien, c'est-à-dire, abandonné de tout son Clergé. M. le Duc d'Orléans demanda aux deux mêmes Prélats ce qu'ils en pensoient. M. de Mirepoix dit tout simplement, qu'il ne croyoit pas que l'acceptation pût donner la paix : M. de Boulogne répéra la même chose, quoiqu'en termes plus confus.

M. le Maréchal d'Uxelles parla & agit avec une hauteur extraordinaire, & très propre à brouiller le Cardinal de Noailles avec M. le Duc d'Orléans. Il reprochoit sans cesse à ce Cardinal, qu'il ne vouloit pas faire aujourd'hui ce qu'il avoit consenti de faire au mois d'Octobre 1714, & qu'il refusoit à M. le Duc d'Orléans ce qu'il n'avoit point refusé au feu Roi. Le Cardinal attentif à lui répondre avec la sagesse & la modération qui convenoient, lui dit que sous le feu Roi, il avoit demandé que son Instruction fût envoyée au Pape, pour qu'il en approuvât les explications, & que sa forme d'acceptation fût concertée avec les Evêques qui lui étoient unis; qu'aujourd'hui on lui refusoit absolument le premier, & qu'à l'égard du second, ces Evêques étoient présents, qu'on pouvoit les entendre. Lorsque cette Eminence faisoit valoir l'opposition de ses Curés, les Lettres qu'il en recevoit de toutes parts, les dispositions des Docteurs; le Maréchal d'Uxelles répondoit à tout cela, que *lorsque l'acceptation seroit faite, il exterminerait ceux qui s'élèveroient contre; qu'il falloit faire revenir en Faculté les Docteurs Molinistes opposans; que s'ils se battoient les uns avec les autres, & qu'il y en eût quelqu'un sur le carreau, le mal ne seroit pas grand;*

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 359
qu'il n'y avoit que trop de Docteurs. M. le
Procureur-Général lui répondit, qu'on voyoit
bien qu'il n'avoit point oublié son premier
métier.

ARTICLE XLVI.

ANNÉE 1717.

M. le Régent renouvelle les tentatives qu'il
avoit déjà faites auprès du Pape. Clément
XI. ne paroît pas faire état de tout ce que
le Cardinal de la Trimouille peut lui dire de
plus fort de la part du Prince Régent, &
s'occupe à des projets de guerre contre la
France.

Cette longue conférence n'aboutissoit à rien, non plus que bien d'autres qui se tinrent les jours suivans. Cependant les négociations se pouvoient à Rome assez vigoureusement. Car pendant que M. le Régent s'appliquoit à vouloir concilier les Evêques en France, il ne perdoit pas de vue les tentatives qu'il avoit déjà faites auprès du Pape : il cherchoit les moyens de le contraindre à se rendre à quelque chose de raisonnable. Il envoyoit ses ordres en conséquence, & le Cardinal de la Trimouille lui parloit avec plus de force qu'il n'avoit encore fait.

Le Saint Pere ayant formé diverses plaintes à ce Cardinal, au sujet des Arrêts des Parlemens & des Cours souveraines du Royaume, le Cardinal lui répondit qu'il étoit à la veille d'en voir bien d'autres ; & que tout le monde

SECT. III.
Art. 46.
Ann. 1717.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 308. &
309.

SECT. III.

ART. 46.

Ann. 1717.

étoit soulevé contre la Constitution. Le Pape lui demanda s'il devoit donc à cause de cela demeurer dans le silence, & souffrir pour ce qu'on faisoit tous les jours contre une Constitution reçue en France, & qui, selon nos maximes mêmes, y faisoit loi. Le Cardinal répliqua qu'on pensoit autrement en France; que le déchaînement contre la Constitution étoit porté à l'excès; qu'il étoit nécessaire de calmer les esprits; qu'il avoit espéré que Sa Sainteté en trouveroit les moyens; & qu'il ne voyoit pas pourquoi elle montroit tant d'opposition à entrer dans l'expédient du corps de doctrine, qui n'engageoit pas son autorité, & qui remédioit à tout. Le Pape répondit que la Lettre du Sacré College en disoit plus qu'il ne falloit pour lever toutes les difficultés; que dans les premières négociations du tems de M. Amelot, on n'en demandoit pas tant. Le Cardinal insista sur l'insuffisance de cette Lettre du Sacré College, & ajouta que les Brefs envoyés en même tems, n'avoient servi qu'à irriter davantage; qu'il falloit éviter le schisme; & que cela ne se pouvoit faire que par des explications auxquelles tout le monde se soumettroit, ou par l'approbation du corps de doctrine; que toute autre voie ne mettroit point la paix dans l'Eglise; que la violence feroit tort à l'autorité. Le Pape répliqua qu'il ne s'agissoit pas seulement de l'autorité du saint Siège, *mais encore de la foi*. A ces mots le Cardinal lui déclara avec fermeté, que son Altesse Royale desiroit finir cette affaire par les voies de douceur; mais qu'il étoit obligé de dire, que si après les avoir tentées, Sa Sainteté vouloit faire des pas violens, la violence seroit repoussée par la violence; & qu'il croi-
roit

roit manquer à son devoir de Cardinal & de Ministre, s'il manquoit à l'en avertir; que l'on vouloit en France soutenir les libertés & les maximes du Royaume; que non-seulement les Parlemens agiroient, mais qu'ils prendroient des précautions pour se garantir de tout ce qui viendrait du côté de Rome, & que peut-être les choses seroient portées si loin, que Sa Sainteté seroit fâchée d'avoir allumé un tel feu.

SECT. III.
ART. 46.
Ann. 1717.

Le Pape écouta le tout fort tranquillement, & ne répondit autre chose, sinon qu'il falloit se recommander à Dieu. Le Cardinal de la Trimouille crut devoir conclure de-là, qu'il falloit que ce Pape fût bien animé, & en même tems rassuré par plus d'un endroit. En effet de quoi n'étoient pas capables les Jésuites? Que ne machinoit pas à la Cour d'Espagne leur Pere d'Aubenton Confesseur de Philippe V? Ce qui paroît vraisemblable, c'est que Clément XI. plutôt que de reculer, avoit conçu des projets de confédérations avec certaines Puissances contre la France, ou que du moins il vouloit le faire croire à M. le Régent, pour l'intimider. C'est ce qui parut clairement par une Lettre que Dom *Alexandre*, voulant contrefaire le bon François, écrivoit pour lors au Maréchal d'Uxelles.



ARTICLE XLVII.

ANNÉE 1717.

Lettre écrite de Rome par Dom Alexandre au Maréchal d'Uxelles, à dessein d'intimider le Prince. Le Maréchal rejette cette Lettre avec une hauteur digne de lui. Menées du S. Pere du côté de l'Allemagne & auprès du Ministre de l'Empereur.

SECT. III.
ART. 47.
Ann. 1717.

DOM Alexandre témoignoit que son zèle pour la France l'obligeoit d'avertir le Maréchal, qu'il s'étoit tenu le 13 Décembre une Congrégation fort secrète devant Sa Sainteté; que dans cette Congrégation on avoit d'abord lû les dernières dépêches du Nonce, qui assuroit le Pape que les dispositions de M. le Duc d'Orléans étoient très-fâcheuses pour l'Eglise; qu'elles se découvroient tous les jours de plus en plus; qu'il favorisoit sous main les Protestans; que les Diligences étoient pleines de ces hérétiques, qui rentroient en France; que c'étoit une suite de la ligue faite avec l'Angleterre & la Hollande; que l'on alloit retablit l'Edit de Nantes; en un mot, qu'il falloit un vigoureux & prompt remède, le péril de l'Eglise de France ne pouvant être plus grand; qu'après cette lecture, le Pape avoit demandé l'avis de la Congrégation: sur quoi Fabroni avoit dit brusquement, qu'il n'avoit jamais douté que les choses n'en vinssent à cette extrémité; mais que ce qui l'affligeoit

le plus, c'étoit que le Pape devoit s'en prendre à lui-même; qu'il n'en disoit pas davantage de crainte d'en trop dire; que le Cardinal Cassini pouvoit rapporter le reste: qu'en effet Cassini avoit représenté la nécessité d'opposer la force à la force, & de faire une ligue avec tous les Princes Catholiques pour obliger le Régent à rendre au Pape & à l'Eglise ce qu'il lui devoit; que cet avis avoit été suivi; & qu'en conséquence le lendemain le Pape avoit dépêché un Courier en Allemagne & un en Pologne, pour engager une ligue contre la France; qu'elle étoit déjà comme arrêtée entre l'Empereur & l'Espagne.

Le Maréchal d'Uxelles, rejetta cette Lettre avec une hauteur digne de lui, & la regarda comme écrite sous les yeux du Pape, & peut-être même sous sa dictée. Quoi qu'il en soit, M. Carminati porta une copie de cette Lettre de Dom Alexandre au Cardinal Gualtieri, pour l'engager à écrire en France, que son Altesse Royale devoit faire un coup d'éclat pour prévenir la ligue. Mais ce Cardinal négligea l'avis, croyant que ce n'étoit là qu'un jeu.

A ces intrigues, Clément XI. joignit encore d'autres menées, qui ne lui réussirent guères mieux. Des Lettres de Rome apprennoient que l'on avoit vû dans une Lettre de Vienne, que le Pape avoit fait de nouvelles instances au Cardinal de Saxe, & à l'Electeur de Mayence, pour les engager à accepter la Constitution, & à la faire publier dans leurs Diocèses; mais qu'il avoit été refusé. Le Cardinal Schotembak Ministre de l'Empereur, qu'il tenoit à Rome sous sa main, en avoit été aussi vivement pressé; mais il répondit toujours qu'il avoit dans son Diocèse d'Olmütz

Sect. III.
Art. 47.
Ann. 1717.

Ibid. p.
310.

Ibid. p.
315.

SECT. III.

Art. 47.

Ann. 1717.

des Ecclésiastiques savans , & qu'il ne jugeoit pas à propos de s'exposer aux troubles que cette Bulle excitoit en France. On disoit encore à Rome que quelques Docteurs de la Faculté de Théologie de *Salamanque* y avoient écrit , que les Lettres qui couroient sous leur nom , n'étoient point du corps de la Faculté ; qu'elles n'étoient que l'ouvrage de quelques particuliers , & que la Faculté les avoit desavouées , & auroit agi en conséquence, si le P. *d'Aubenton* ne leur en avoit ôté les moyens, en s'adressant au Roi d'Espagne , qui leur avoit fait connoître qu'il ne souhaitoit pas que l'on traitât de cette affaire.



A R T I C L E X L V I I I .

A N N É E 1717.

Les négociations & les conférences continuent en France. On ne cesse de craindre pour le Cardinal de Noailles. De nouvelles Lettres lui sont adressées par grand nombre de Curés de Paris. La Faculté de Théologie lui envoie une nombreuse députation pour lui mettre en main la conclusion qu'elle vient de faire rendre.

EN France les conférences se tenoient toujours avec la même activité, soit dans les bureaux particuliers des Commissaires de l'un & de l'autre parti, soit dans les Assemblées des mêmes Commissaires, réunis tous ensemble avec le Cardinal de Noailles en présence de M. le Régent. Et comme c'étoit toujours autant de nouvelles batteries dressées contre ce Cardinal, on craignoit sans cesse pour lui. C'est ce qui déterminâ les Curés de Paris à lui écrire une seconde Lettre, où ils le supplioient de nouveau, de ne point accepter la Constitution; & lui disoient nettement, que quand il accepteroit, ils ne pourroient s'unir à lui dans cette acceptation. Cette Lettre avoit été composée par M. Hideux Curé des SS. Innocens, & elle étoit signée de trente-six Curés, entr'autres des Curés de S. Gervais, de S. Paul, de Ste Marguerite, de S. Jean-en-Grève, de S. Severin, de la Magdelaine, des SS. Innocens, de S. André des

SECT. III.
Art. 48.
Ann. 1717.

Ibid. p.
299.

SECT. I^{re}.
ART. 48.
Ann. 1771.

Arts, de S. Côme, de S. Etienne-du-mont, de S. Benoît, de S. Jacques du haut pas, de S. Médard, de S. Germain l'Auxerrois, de S. Pierre des Arcis, de Sainte-Geneviève des Ardens, de S. Pierre aux Bœufs.

Ibid.

Mais voici l'événement qui fit le plus d'éclat & qui étoit le plus capable d'affermir le Cardinal. Le Mardi 12 Janvier, il y avoit eu en Sorbonne une grande Assemblée de la Faculté au sujet du corps de doctrine que cette Faculté étoit occupée à composer depuis quelque tems. Le *Syndic* y proposa de suivre l'exemple de MM. les Curés de Paris, & de tant de Communautés qui avoient été assurer M. le Cardinal de Noailles de leur parfait attachement, mais en ajoutant expr. sément cette clause, *tant qu'il continueroit à défendre la Patrie, l'Eglise & la Vérité*. Plusieurs Docteurs étoient d'avis d'ajouter qu'il falloit s'expliquer nommément sur la Constitution, déclarant qu'ils ne l'avoient point reçue, & qu'ils ne la recevraient jamais : mais la pluralité jugea que s'exprimer comme ils le faisoient, c'étoit assez marquer qu'ils regardoient la Constitution comme le renversement de la Patrie, de l'Eglise & de la Vérité.

Ibid.

Les députations ne sont ordinairement que de douze Docteurs : mais ayant été arrêté que celle-ci se feroit sur le champ, tous ceux qui étoient assemblés s'empresèrent d'y aller à l'heure même, & menerent avec eux ceux qu'ils rencontrèrent en chemin. Le Cardinal de Noailles tenoit pour lors son audience publique. Quelle fut la surprise de voir arriver plus de cent Docteurs, le doyen à leur tête, qui venoient lui faire cette protestation, en lui mettant en main la conclusion qui venoit

de l'Hist. Ecclésiast. XVIII. siècle. 367
 d'être arrêtée ! Mais qui pourroit exprimer le
 chagrin & le dépit que les Evêques acceptans
 concurent de cette députation ? Ils n'oublierent
 rien pour soulever le Prince & le Parlement.
 Quoi donc, disoient-ils, est-ce que la Sorbonne
 nous regarde comme ayant abandonné la Patrie,
 l'Eglise & la Vérité ? Enfin ils firent tant de
 bruit qu'ils engagèrent son Altesse Royale à
 faire venir le Premier Président & le Procureur
 Général, pour leur dire de demander le Syndic
 avec douze anciens Docteurs & de les réprimander.
 Mais les Docteurs ne laissèrent pas de confirmer
 leur conclusion.

SECT. III.
 Art. 48.
 Ann. 1717.

ARTICLE XLIX.

ANNÉE 1717.

Mort du Chancelier de Voisin. M. d'Aguesseau nommé pour remplir sa place, & M. Joly de Fleuri pour celle de M. d'Aguesseau. Les réclamations du second ordre contre la Constitution se multiplient, tant de la part du Diocèse de Paris que de plusieurs autres ; & le Duc d'Orléans comprend qu'il n'est pas possible d'en venir jamais à publier une acceptation générale.

LE Lundi au soir 1. Février, M. de Voisin Chancelier, qui avoit été du vivant du feu Roi un des plus zélés partisans de la Constitution, aux dépens même des maximes de l'Etat & de nos libertés, se trouva, en achevant de souper, si vivement frappé, qu'il ne

Ibid. p.
 317.

SECT. III.
ART. 49.
Ann. 1717.

put dire une seule parole , & expira à deux heures après minuit. Le lendemain le Duc de Noailles alla à huit heures du matin au Palais Royal. Il trouva le Prince Régent déjà instruit de la mort du Chancelier ; & sur le champ il fut résolu que M. d'Aguesseau Procureur-général seroit *Chancelier & Garde des Sceaux*. Son Altesse Royale l'envoya chercher : à neuf heures l'affaire étoit consommée , & M. Joly de Fleuri premier Avocat-général , nommé Procureur-général. Jamais choix ne fut plus applaudi. Il n'y eut que les Jésuites , & les zélés Constitutionnaires , qui en furent outrés de dépit.

Ibid. p.
312.

Le grand nombre des conférences & la longueur des négociations ne firent que donner le tems au second ordre de s'expliquer contre la Constitution. Il n'y eut presque aucune Paroisse de Paris , qui ne déclarât hautement qu'elle n'accepteroit point. Plusieurs Curés des Diocèses de *Sens* , de *Rouen* , d'*Orléans* , quantité de Peres de l'Oratoire , &c. faisoient tous les jours paroître de nouvelles Lettres : ce qui fit à la fin comprendre à M. le Duc d'Orléans qu'il n'étoit pas possible d'en venir jamais à publier une acceptation générale de la Constitution. Ce Prince dut être confirmé dans cette pensée par ce qui se passa dans une seconde conférence tenue en sa présence.



ARTICLE L.

ANNÉE 1717.

*Conférence tenue en présence de M. le Régent.
Preuves convaincantes que le Cardinal de
Noailles y produit de l'usage que les Jésui-
tes faisoient de la Constitution pour établir
leurs faux principes & leurs erreurs.*

C Ommе le Cardinal de Rohan ne vouloit point convenir de l'usage pernicieux que les Jésuites pouvoient faire & faisoient même actuellement de la Constitution *Unigenitus*, pour établir leurs faux principes & leurs erreurs tant de fois condamnées, le Cardinal de Noailles se présenta à cette conférence, muni des douze Lettres attribuées au Pere Lallemant Jésuite, imprimées sous les yeux même du Cardinal de Rohan, avec approbation & privilège, pour la défense de la Constitution. La nécessité des précautions que le Cardinal de Noailles exigeoit étoit prouvée par ces Lettres; mais encore mieux par des Thèses-soutenues à Aix & à Paris chez les Jésuites; où l'on prétendoit que *c'est par la loi que le Juif étoit justifié*; ou au moins, que *la grace étoit attachée à la loi, sans quoi le pécheur auroit été excusable*. L'équilibre de l'Archevêque de Cambrai, la grace toujours présente même aux endurcis, les œuvres moralement bonnes sans grace, &c. tout cela étoit clairement marqué dans ces Thèses. Il y en avoit une en-

Sect. III.
Art. 50.
Ann. 1717.

Ibid. p.
314. 315.

SECT. III.
ART. 50.
Ann. 1717.

tr'autres , qui se soutenoit ce jour là même au Collège des Jésuites, où l'on disoit que *la loi ancienne contenoit en elle-même les graces nécessaires pour accomplir les préceptes & mériter la vie éternelle*. Le Cardinal porta cette Thèse sur le Bureau , & une autre encore qu'on soutenoit actuellement dans le même Collège , & qui y avoit déjà été soutenue dans le mois de Décembre , dans laquelle on citoit la condamnation de quelques-unes de ces propositions , pour autoriser l'erreur que le Pere Cellot avoit été obligé autrefois de rétracter par ordre du Cardinal de Richelieu. M. de Mirepoix avoit aussi apporté de son côté , le Livre du Pere Affammet , qui prouvoit la même doctrine par la Constitution. Le Cardinal de Noailles se servit à propos de tout cela pour convaincre M. le Duc d'Orléans que les abus n'étoient pas imaginaires , comme le prétendoit le Cardinal de Rohan , & que toutes les précautions qu'il exigeoit étoient absolument nécessaires.

Hist. de
la Coust.
P. 875.



ARTICLE LI.

ANNÉE 1717.

M. le Régent charge M. le Chancelier de sonder MM. d'Arras, de Treguiers, & de Bayonne, qu'il estime les plus foibles des opposans. Le Magistrat trouve de la part des trois Prélats une fermeté à laquelle il ne s'attendoit pas. C'étoit le fruit d'une seconde Lettre de M. l'Evêque de Mirepoix. Précis de cette Lettre.

Cependant le Prince qui voyoit la répugnance des Acceptans à admettre ces précautions, ne se rendoit point encore, & tâchoit toujours de faire fléchir de leur côté le Cardinal de Noailles & les Prélats qui lui étoient attachés. Et comme il avoit oui dire que du côté de ce Cardinal il y avoit comme trois partis; que Messieurs de Mirepoix, de Boulogne, de Montpellier, & de Senes rejettoient la Bulle; que Messieurs d'Angoulême, de Châlons, & de S. Malo vouloient une acceptation relative; mais que Messieurs d'Arras, de Treguiers, & de Bayonne seroient plus faciles: sur cela, il chargea M. le Chancelier de voir ces derniers, de tenter si on ne pourroit pas les détacher des autres, & leur faire prendre un parti auquel on pût espérer que le Cardinal de Noailles s'uniroit. Le Vendredi 12. Février, M. le Chancelier eut chez lui ces trois Prélats, mais qui lui portèrent une résolution ferme de ne point accepter sans de bonnes précautions.

SECT. III.
Art. 11.
Ann. 1716.
Journal
d'Orfanne,
t. 2. p. 320

Q vj

SECT. III.
Art. 51.
Ann. 1717.

Hist. de
la Const.
p. 875-876.

Cette fermeté des trois Prélats à laquelle le Chancelier ne s'attendoit pas, fut sans doute le fruit de la Lettre que M. de Mirepoix leur avoit écrite immédiatement après la conférence dont nous venons de parler. Cet Evêque leur représentoit que jusqu'à présent ils avoient cru pouvoir conserver la vérité en prenant des précautions suffisantes pour empêcher qu'on ne se servît de la Constitution pour établir l'erreur; qu'il leur avoit paru que des explications embrassées par les Evêques, au moins par le plus grand nombre, pourroient suffire pour arrêter le progrès des erreurs que les Auteurs de la Bulle prétendoient autoriser par la Constitution; & que quoiqu'il y eût bien des choses à dire contre cette supposition, il vouloit bien néanmoins en convenir pour un moment; que c'étoit sur cela qu'ils s'étoient assemblés devant M. le Duc d'Orléans, & qu'ils avoient travaillé avec les Prélats acceptans; mais qu'à présent ils avoient vû clairement l'usage que les Jésuites faisoient de la Constitution pour établir leurs erreurs monstrueuses, la première que *Dieu doit la grace à la justice de ses Commandemens*, & la seconde que *cette grace doit être une grace d'équilibre égale en force à la tentation*; que cela leur avoit paru évidemment par les Thèses qui se soutiennent tous les jours chez les Jésuites, aussi-bien que par le Livre du P. Assermet Cordelier, ouvrage concerté avec eux; qu'en même tems les Prélats avec lesquels ils s'étoient assemblés, leur avoient déclaré nettement qu'ils ne pouvoient pas condamner ces deux erreurs dans les explications qu'ils croyoient pouvoir donner à la Constitution; qu'ainsi ils ne pouvoient plus eux-mêmes,

dans de pareilles circonstances , dire qu'ils conservoient la vérité , s'ils acceptoient.

SECT. III.

Art. 52.

Ann. 1717.

» Vous allez donc , ajoutoit M. de Mire-
» poix , en acceptant la Constitution , faire
» de ces deux erreurs deux articles de foi. Eh !
» quelles erreurs ! deux erreurs qui ne vont pas
» à moins qu'à détruire la nécessité de la Ré-
» demption de Jesus-Christ. Ce ne seroit plus
» en vertu de la mort de Jesus-Christ & de ses
» mérites , que la grace seroit donnée à ceux
» qui sont appelés : *Quoiqu'elle soit un don*
» *surnaturel & purement gratuit* , dit M. de
» Cambrai , *Dieu la doit à la justice de ses*
» *Commandemens*. Ainsi il la donneroit quand
» même Jesus-Christ ne se seroit point incar-
» né , & ne seroit pas mort pour nous rache-
» ter. Il suffit que Dieu commande , pour être
» obligé de donner à l'homme , à qui il fait
» le commandement , une grace d'équilibre ,
» qui rend l'homme absolument le maître
» d'accomplir ou de ne pas accomplir les
» Commandemens : le discernement entre les
» Elus & ceux qui ne le sont pas , ne viendra
» plus de Dieu ; ses dons envers les hommes
» seront égaux , & communs à tous ; & ce
» sera le libre arbitre qui en déterminant cette
» grace générale & commune , fera que l'hom-
» me se discernera lui-même. »

Il leur représentoit après cela , que , selon cette nouvelle Théologie , les suites du péché originel , l'ignorance & la concupiscence seront anéanties ; que Dieu sera obligé de donner toujours à l'homme une grace d'équilibre , c'est à-dire , une lumière égale aux ténèbres , & un mouvement vers le bien , égal au mouvement contraire vers le mal ; qu'ainsi il faudra que Dieu donne aux endurcis , aux plus grands

Sect. III.
Art. 51.
Ann. 1717.

pêcheurs, des graces infiniment plus grandes qu'aux plus grands Saints; parce que sans cela la grace ne feroit point l'équilibre; que sans l'équilibre il n'y auroit plus de liberté, & que dès lors on ne pécheroit plus, ou du moins qu'on ne seroit plus coupable en péchant.

» Eh quoi, continuoit ce Prélat, cette doctrine s'enseigne actuellement dans Paris en conséquence de la Constitution, & actuellement dans Paris même, on vous refuse de prendre des précautions contre l'usage que ceux qui l'ont sollicitée, en font publiquement, pour étaler leurs pernicieuses nouveautés ! Pour moi je vous l'avoue ingénument, quand j'aurois été aussi résolu à accepter la Constitution avec des explications, que j'en ai été éloigné depuis quelque tems; ce qui s'est passé dans cette dernière conférence, me feroit entièrement changer de dessein; & c'est ce qui m'a fait espérer que vous en changerez aussi. »

ARTICLE LII.

ANNÉE 1717.

La fermeté de ces trois Prélats, & l'opiniâtreté des Evêques Constitutionnaires outrés, font dès-lors prendre à M. le Régent la résolution de donner une Déclaration pour imposer silence.

M. le Chancelier avoit été présent à cette conférence venue devant M. le Duc d'Orléans, & il y a tout lieu de croire qu'il

fut pareillement instruit de cette Lettre de M. de Mirepoix. Ayant à rendre compte à son Altesse Royale de la fermeté qu'il avoit trouvée dans les trois Prélats, il eut lieu de lui faire sentir que les excès des Jésuites promoteurs de la Bulle, & ceux des Evêques Constitutionnaires, dévoués à la Société, contribuoient encore plus à la rupture des négociations, que les représentations des Evêques opposans. Ce fut vraisemblablement ce qui fit que dès ce jour même, Jeudi 18 Février, on prit la résolution de donner une *Déclaration* pour imposer silence. Mais elle demandoit du tems pour être méditée. Le Vendredi matin M. le Duc d'Orléans en dit un mot au Cardinal de Noailles. Ce ne fut que le Samedi 20 Février qu'il lui en fit la confidence entière.

SECT. III.
Art. 52.
Ann. 1717.

Journal
d'Orléans.
P. 321.



ARTICLE LIII.

ANNÉE 1717.

Divers Ecrits que les Evêques Sulpiciens & Jésuites se préparent à censurer. Mots inserés dans un Arrêt du Parlement, dont ils veulent tirer avantage contre les Ecclesiastiques de leurs Diocèses. Leur indignation contre les Curés qui prétendent que le ministère des Curés est de droit divin. Leurs efforts pour avoir justice de cette prétendue témérité.

SECT. III.
Art. 53.
Ann. 1717.

Cependant les Evêques Sulpiciens & Jésuites causoient à ce Prince bien des inquiétudes. On savoit qu'ils s'assembloient chez le Cardinal de Bissi, & que là ils examinoient diverses propositions extraites, soit de l'excellent Livre du *Renversement des libertés de l'Eglise Gallicane dans l'affaire de la Constitution*, soit des Arrêts mêmes des Parlemens & des Lettres des Curés; ou de divers autres Ecrits; afin d'en faire une censure, ou uniforme avant que de sortir de Paris, ou particuliere lorsqu'ils seroient arrivés chacun dans leurs Diocèses.

Le Livre intitulé *Renversement des libertés*, fut composé par M. le Gros Chanoine & Docteur de Reims: c'est un des ouvrages qui se sont acquis une estime plus générale. Il est divisé en deux parties. La premiere contient les abus du jugement porté à Rome par la *Constitution*. Ces abus sont rangés par ordre jus-

qu'au nombre de trente. La seconde expose les abus de la prétendue réception de la Constitution en France. On en compte jusqu'au nombre de quarante-un. Tout l'ouvrage est daté du 27 Avril 1716.

SECT. III.
Art. 3.
Ann. 1717.

Cette seconde partie finit en exhortant les Evêques à ne pas croire que leur honneur demande que la Bulle subsiste avec les Actes par lesquels ils ont paru l'accepter. L'Auteur fait des vœux au Seigneur, & lui demande avec ardeur » que ces Evêques donnent lieu, par le témoignage qu'ils rendront » à la justice, de faire retomber toute la honte de cette malheureuse affaire, sur ceux » qui ont surpris Sa Sainteté, trompé un » grand Roi, intimidé les Evêques, opprimé les Facultés, vexé, exilé, emprisonné » les Ecclesiastiques & les Religieux, employé les menaces & les commandemens absolus qu'ils extorquoient du Prince, pour » obliger les Magistrats les plus sages à servir à leurs desseins injustes & violens; qui » par une entreprise si odieuse, ne cherchoient » qu'à se mettre en état d'en exécuter à l'avenir qui le feroient encore davantage; » qui méditoient la ruine de tout le bien qu'ils ne faisoient pas, & des établissemens les plus saints, afin que rien ne s'opposât à leur tyrannique domination; qui sous prétexte d'uniformité vouloient régner seuls; » & qui ne s'intéressoient à faire valoir la Bulle qu'ils avoient obtenue par surprise, » qu'afin de renverser sans contradiction avec la doctrine de l'Eglise, qu'ils ne reconnoissoient pas, nos précieuses libertés qu'ils haïssoient. »

L'ouvrage entier est terminé par un Mé-

Sect. III.

Art. 53.

Ann. 1717.

moire sur les libertés de l'Eglise Gallicane, singulièrement recommandable par sa netteré, sa justesse & sa précision. Il renferme des principes lumineux, rappelés à des maximes de pratique, qui seroient suffisantes pour conserver le Clergé de France dans toute sa splendeur, & arrêter toutes les entreprises de Rome, par divers moyens aussi sages que sûrs & infaillibles, dont le premier consiste à distinguer trois choses, que l'ignorance fait souvent confondre : le saint-Siège, la Cour de Rome, & la personne du Pape. La distinction de ces trois objets est mise dans tout son jour. On entre de-là dans le détail des autres moyens généraux & particuliers. On jugea dans le tems, & avec grand fondement, que ce *Mémoire* serviroit comme d'*Alphabet* à toutes les personnes qui devoient être instruites des libertés de l'Eglise Gallicane, ou qui devoient se mêler en quelque manière que ce soit des affaires de l'Eglise. Aussi fit-on alors une édition séparée de ce *Mémoire*, qui fut adressée sans autre avis aux personnes en l'ne, comme aux Intendans, Procureurs-généraux, & Premiers Présidens. On trouve encore à la fin du même ouvrage, quelques pièces importantes insérées, entr'autres la Bulle de Paul IV. du mois de Février 1558. où ce Pape traite avec tant de hauteur toutes les puissances Ecclésiastiques & séculières. Cette Bulle est signée du Pape & de trente-un Cardinaux.

Non-seulement les Evêques livrés aux Jésuites projettoient de censurer l'ouvrage de M. le Gros ; ils paroissoient encore résolus de sévir contre leurs Ecclésiastiques qui auroient révoqué leur acceptation : & ils vouloient dé-

clarer que si la Constitution n'étoit pas une Regle de foi, elle étoit au moins une Regle de doctrine, à laquelle tous leurs Diocésains étoient obligés de se soumettre. Ils prétendoient en conséquence faire valoir l'Arrêt du Parlement de Paris du 28 Mai 1716, contre l'Archevêque de Reims, lequel *fait défenses à tous Archevêques & Evêques d'introduire dans leurs Diocèses l'usage des souscriptions & signatures, sans délibération des Evêques, revêtue de Lettres-Patentes enregistrées à la Cour.* Ils prétendoient s'autoriser de ces mots qui se trouvent à la suite du même Arrêt : *sauf à eux ou à leurs Officiaux de procéder par les voies canoniques, contre ceux qui seroient accusés d'avoir parlé, écrit ou agi contre les décisions & Mandemens de leurs Supérieurs Ecclesiastiques.* On prévoyoit que ce qui seroit fait par ces Evêques, animés d'un faux zèle, seroit soutenu par quelques autres, tels que ceux de Gap, Apt, Toulon, Marseille, Arles, Luçon, la Rochelle, &c. que le Pape s'uniroit à eux, & qu'ainsi il y avoit lieu de craindre que cette division n'engageât dans de plus grands troubles.

Ces mêmes Evêques étoient piqués au vif d'un fait qui révoltoit étrangement l'esprit de domination dont ces Prélats n'étoient pas exempts. C'étoit la témérité & la présomption qu'avoient eu, disoient-ils, cette foule de petits Curés de Campagne, au nombre de plus de deux cens, de prétendre dans les Lettres & protestations signées d'eux tous, & adressées au Cardinal de Noailles, que leur *ministère étoit de droit divin*, pendant que ces Seigneurs Evêques avoient eux-mêmes la complaisance de se dire *Evêques par*

Sect. III.
Art. 53.
Ann. 1717.

Hist. de
la Const.
t. 1. p. 895.

SECT. III.
Art. 53
Ann. 1717.

la grace du Siège Apostolique. Ils ne manquèrent pas de crier à l'hérésie, ou du moins à l'innovation, & de faire tous les efforts imaginables pour obtenir que le Parlement fit justice d'une pareille témérité. Mais les Magistrats, mieux instruits sur ce point que ces Prélats, reconnurent que cette doctrine, loin d'être téméraire & nouvelle, étoit au contraire appuyée de fortes preuves, & qu'elle avoit été anciennement établie par la Sorbonne. D'ailleurs les Curés de Paris étoient venus à l'appui de ceux de la Campagne par la Lettre qu'ils avoient eux-mêmes écrite en particulier au Cardinal de Noailles. Ainsi le Parlement ne toucha ni aux uns, ni aux autres.

ARTICLE LIV.

ANNÉE 1717.

La Cour de Rome venge ces Prélats. Le Tribunal de l'Inquisition condamne au feu diverses Lettres de Curés & autres, qui se rétractoient de l'acceptation ou publication de la Bulle. Appareil avec lequel on brûle ces Lettres.

SECT. III.
Art. 54.
Ann. 1717.
Ibid.

Ces Prélats ne tarderent pas à recevoir de la Cour de Rome la satisfaction qu'ils n'avoient pas reçue du Parlement. Ils apprirent que le Tribunal de l'Inquisition avoit rendu un Décret le 17 Février contre diverses Lettres de Curés & autres qui se rétractoient de jour en jour de l'acceptation ou publication de la Bulle. La Lettre des Curés de Paris

• y tenoit son rang. On y parloit de ces Ecrits avec une indignation mêlée d'étonnement. *Chose inouïe*, dit le Décret, *on a vu des Prêtres demander pardon au Dieu tout-puissant dans la chaire de vérité, d'avoir publié une Constitution Apostolique !* Le Décret proscrivoit ces pièces, comme scandaleuses, téméraires, injurieuses au saint Siège & à l'Eglise, schismatiques, hérétiques, impies, pleines de l'esprit d'hérésie, *haretico spiritu plenas* ; & comme telles, les condamnoit au feu. On peut se rappeler ici le souvenir de ce que contiennent ces Lettres, & des dogmes dont elles prenoient la défense, par rapport à l'amour de Dieu, la grace, la pénitence, &c. Outre la condamnation des Ecrits, le Décret défendoit sous peine d'excommunication à toutes sortes de personnes, même à celles dont en d'autres circonstances il auroit fallu faire mention expresse, de modifier & limiter la Bulle, *etiam limitare*, sous quelque prétexte que ce pût être.

• On apprit encore dans le même tems, que le Jeudi de la semaine suivante, le Pape assista au saint Office. Le Mardi d'après le 2 Mars, le Décret fut publié ; & le lendemain on procéda à l'exécution, avec des circonstances qui n'avoient jamais eu d'exemple. On choisit le Mercredi matin, auquel la Congrégation du saint Office étoit assemblée dans la Salle du Couvent des Dominicains de la Minerve. On avoit dressé dès le jour précédent, dans la place qui est devant l'Eglise de ce Couvent, un Théâtre très-élevé, & d'une grande largeur. On remarqua que cette Eglise étoit le titre de Cardinalat du Cardinal de Noailles. C'étoit donc devant cette Eglise que le Théâtre étoit

SECT. III.

Art. 54.

Ann. 1717.

Ibid. p. 179.

SECT. III.

ART. 54.

Ann. 1717

Journal

d'Orf. t. 2.

p. 345.

dressé, & au milieu étoit un vaste brasier, où l'on entretenoit le feu, en y jetant de la poix & autres matieres les plus propres à former la fumée la plus noire, & qui faillit d'empêcher tout le quartier : *symbole*, disoit-on, *de la noirceur & de la puanteur de l'esprit hérétique*. Lorsque l'heure de l'exécution fut venue, tous les Officiers qui devoient y assister étant arrivés, la populace accourut en foule, & le Cardinal Paulucci livra à diverses reprises les Ecrits condamnés, à un Dominicain du saint Office, qui les présentait au Greffier; celui-ci les donnoit au Barigel, qui les donnoit à son Sergent; le Sergent les remettoit à un Sbirre, des mains duquel le Boureau les recevoit; le Boureau, en parcourant le Théâtre, les montrait aux quatre parties du monde; après quoi, il les jettoit l'un après l'autre dans le brasier, où le valet du Boureau avoit soin de mettre de tems en tems de nouvelle poix, pour servir de nourriture au feu. On observa à Rome que lorsqu'on y avoit brûlé les Ecrits de *Luther*, & ensuite ceux de *Calvin*, on l'avoit fait dans l'intérieur du saint Office, & non pas dans la place publique, ni en présence d'une si nombreuse multitude.

Ibid. p.

346.

Dans le moment parut une *pasquinade* qui dut faire impression sur le Pape. *Marphorio* demandoit à *Pasquin* ce que c'étoit que cette cérémonie. *Pasquin* répondit que c'étoit un feu de paille qui passeroit bien vite, mais que la Constitution en allumoit un dans l'Eglise qui ne seroit pas si facile à éteindre. On prétend qu'on avoit eu envie de joindre à ces Lettres quelques Arrêts du Parlement. Mais on eut peur d'offenser ce corps. On se contenta de se servir dans cette condamnation d'un ter-

me général, qui renfermoit tous ceux qu'on auroit pû flétrir par quelques notes spéciales. On crut d'ailleurs condamner suffisamment par les mots, *etiam limitare*, les modifications des Parlemens. Il faut encore remarquer que ces Lettres qu'on affectoit de proscrire & d'anathématiser d'une manière si infamante, ne contenoient d'autre point de doctrine que les dogmes fondamentaux sur l'amour de Dieu, la grace & la pénitence.

SECT. III.
Art. 4.
Ann. 1717.

ARTICLE LV.

ANNÉE 1717.

Dans le tems que le Prince Régent paroît vouloir s'en tenir à la Déclaration qu'il avoit arrêtée, il se trouve tellement inquiet au sujet des sourdes menées du Nonce, & des Evêques Sulpiciens & Jésuites, qu'il reprend ses négociations, & conduit si habilement l'affaire qu'il parut que tous les Evêques alloient s'accorder sur la doctrine, & qu'il ne s'agiroit plus entre eux que de la formule d'acceptation.

Pendant que ces choses se passaient à Rome, l'Appel au futur Concile étoit sur le point de se faire en France, avec tout l'éclat que nous décrivons bientôt. Quoique M. le Duc d'Orléans eût bien compris que les Evêques acceptans, ou du moins leurs chefs & les plus zélés d'entr'eux s'étudioient à mettre des obstacles invincibles à tout accommodement, & qu'en conséquence il eût pris, dès

SECT. III.
Art. 55.
Ann. 1717.

SECT. III.
ART. 55.
Ann. 1717

le 18 Février, le parti de donner une *Déclaration* qui imposât silence sur toutes ces matières ; néanmoins ce même Prince fort inquiet au sujet des cabales & des sourdes menées de ces Evêques Sulpiciens & Jésuites , qui , comme nous l'avons dit , tenoient leurs fréquentes assemblées chez le Cardinal de Bissi , ou même chez le Nonce , songeoit toujours à se procurer de la tranquillité de ce côté là , pendant qu'il avoit sur les bras tant d'autres affaires ; fût-ce même , s'il le falloit , en se rangeant ouvertement vers le parti qui lui sembloit , sinon le plus juste , du moins le plus fort. C'est dans cette vue que dans le tems même qu'il paroissoit vouloir s'en tenir uniquement à la *Déclaration* qu'il avoit arrêtée , & ordonné au Chancelier de dresser , il reprend tout à coup ses premières négociations , & conduit si habilement les choses , que le Cardinal de Noailles , & M. de Mirepoix crurent que tous les Evêques , ou du moins le très-grand nombre , alloient s'accorder quant à la doctrine , & qu'il ne s'agiroit plus entre eux , que de la *formule* d'acceptation.



ARTICLE

ARTICLE LVL

ANNÉE 1717.

Mouvemens & intrigues des Jésuites dans les Cours étrangères contre le Prince Régent. Portrait que faisoit de ce Prince le Nonce résidant à la Cour de France. Caractère de ce Nonce.

LA cabale remuoit puissamment dans les Cours étrangères, particulièrement en Espagne. Le Pere d'Aubenton, Jésuite, Confesseur du Roi d'Espagne, avoit écrit au Cardinal *Aquaviva*, que l'intention du Roi d'Espagne étoit que son Eminence se déclarât en faveur de la Constitution, & contre les intentions du Prince Régent de France : ce qui surprenoit ce Cardinal. Voici ce qu'il en écrivit au Duc d'Attri : *Je suis émerveillé de ce que le Roi m'écrit par la voie du P. d'Aubenton ; m'ordonnant en substance de sacrifier à la passion des Jésuites, tout ce que la Régence de France voudroit avec tant de fatigue & d'application soutenir pour le repos de son Royaume. En effet ce que les Cardinaux & nous, avons fait ici pour tâcher d'éteindre le feu, a été approuvé par la Cour, & nous en avons été remerciés. Ainsi supposé que le Roi veuille qu'on agisse contre les intentions de la Régence, il sera nécessaire qu'il le fasse savoir ; & en cela je me servirai de l'avis que vous me donnez.*

On voit ici dans le P. d'Aubenton un digne
Tome XIV.

R

SECT. III.
Art. 56.
Ann. 1717.
Journal
d'Orfan. t.
2. p. 245.

Ibid. p.
273.

Sect. III.
 Art. 56.
 Ann. 1717.

émule du P. *Tellier*, qui fait abuser de la confiance de son Pénitent, pour tout sacrifier à la passion de sa Société. Les Lettres de l'Université de Salamanque, très-méprisées en France, & très-bien reçues par le Pape, furent manœuvrées par ce Jésuite. Le Nonce de son côté paroïssoit dans les Lettres qu'il écrivoit à Rome, instruit de tout ce qui se disoit dans le Conseil de la Régence, non-seulement sur l'affaire de la Constitution, mais encore sur ce qui concernoit les intérêts mêmes de l'Etat. Il rendoit compte d'une conversation qu'il avoit eue avec *Stohendorf*, Secrétaire de l'Ambassade de Venise, sur la ligue faite par le Duc d'Orléans avec les Anglois, qui donnoit de la jalousie à l'Empereur. Ils convinrent ensemble que le *Prétendant* ne devoit point sortir d'Avignon, qu'il n'y fût forcé; qu'il n'y avoit pas lieu de croire que la France voulût obliger le Pape à le chasser; qu'en tout cas, la ligue subsistant entre la France & l'Angleterre, on pourroit tout attendre de la part de l'Empereur.

Ibid. p.
 311.

Il paroît par ce qui arriva bientôt après, que la réponse que le Cardinal *Aquaviva* attendoit du Duc d'*Atri*, fut favorable aux secrettes menées du P. d'Aubenton. Car on apprit qu'*Aquaviva* concertoit avec *Scotembak*, Ministre de l'Empereur, une ligue pour faire regner le Roi d'Espagne en France, & exclure le Duc d'Orléans. Il se donnoit la nuit des rendez-vous, où le Cardinal de la Trimoille s'étoit trouvé. Il avoit eu même l'indiscrétion de dire à M. Chevalier, qu'il savoit distinguer les intérêts de l'Etat, de ceux du Régent; & que si le Roi venoit à mourir, il voyoit bien que le parti de l'Espagne seroit

le plus juste. On fut ces visites nocturnes par un Domestique du Cardinal *Scotembak*, qui le dit au Cardinal *Gualtieri*.

Sect. III.
Art. 55.
Ann. 1717.

Après cela est-il surprenant que le Duc d'Orléans, qui voyoit tant de batteries dressées de divers endroits contre lui, fût disposé, au moins par intervalles, à se tourner entièrement du côté d'où il avoit incessamment à redouter les intrigues, les cabales, & les factions?

Voici le portrait que le Nonce faisoit de ce Prince dans une de ses Lettres au Pape : *Il a, disoit-il, bonne intention, & il voudroit fort que l'affaire s'accommodât : mais il se trouve à toute heure, & en tout lieu, assiégé par des personnes qui le possèdent, sans le laisser un moment en liberté. Il n'a pas la force de se tirer de cette servitude ; & de rompre les chaînes qu'il s'est lui-même fabriquées. Il est irrésolu & changeant. Il craint de toutes parts, du dehors & du dedans : du dehors, dit-il, DE NOUS & de nos INTRIGUES : du dedans, il craint un parti qu'on lui fait regarder comme très-considérable.*

*Ibid. p.
219.*

Que toutes les Lettres du Nonce apprennent combien les intrigues d'un Nonce, faites sous prétexte de Religion, sont dangereuses pour l'Etat ! C'est la réflexion de M. d'Orsanne, qui avoit sous les yeux copie de la plupart de ces Lettres.

Plusieurs des faits déjà rapportés forment le portrait de ce Nonce, bien mieux qu'il n'a tracé celui du Duc d'Orléans ; mais en voici un, qui fait voir combien ses intrigues étoient accompagnées de témérité. Le sieur Gaillande s'étant attiré une Lettre de cachet, ce Nonce

*Ibid. p.
197-198.*

SECT. III.
Art. 57.
Ann. 1717.

présenta un Mémoire dans lequel il prétendoit qu'on avoit moins d'égard pour une personne protégée par le Pape, & à laquelle on ne pouvoit reprocher aucun crime énorme, que pour celui que *Milord* . . . avoit employé pour assassiner le Roi d'Angleterre. Ce Milord fut vivement picqué contre le Nonce. Il menaça même de l'insulter, s'il ne lui faisoit satisfaction; & enfin il l'obligea à désavouer par écrit ce qu'il avoit avancé dans le Mémoire, & à lui en faire satisfaction.

ARTICLE LVII.

ANNEE 1717.

M. de Mirepoix se persuade que la formule d'acceptation dressée par M. le Régent, ne seroit point admise par la plupart des Evêques acceptans. Il apprend que le Prince a changé cette formule. Alors voulant tirer le Cardinal de Noailles du pas glissant où il se trouvoit, il se joint à MM. de Senex, de Montpellier & de Boulogne. L'Appel est résolu. Maniere dont les quatre Prélats y procèdent.

Hist. de la
Const. p.
177-178.

M. l'Evêque de Mirepoix qui étoit dans la ferme résolution de ne jamais accepter la Bulle, à quelque prix que ce fût, & qui ne se trouvoit dans toutes les négociations que pour y soutenir le Cardinal de Noailles, avec qui il étoit lié d'une ancienne & étroite amitié, comptoit fort que la *formule* d'acceptation projetée ne pourroit jamais être telle que les

Evêques acceptans se déterminassent à l'admettre & à s'en contenter. Il savoit que M. le Duc d'Orléans avoit entre les mains cette *formule*, & il ne croyoit pas que ce Prince voulût y rien changer. Il ne s'allarmoit pas de lui entendre dire qu'il y trouvoit quelque chose de trop fort, parce que ce Prince étoit si intéressé lui-même à conserver les libertés de l'Eglise Gallicane & les droits de la Royauté, qu'il ne pouvoit pas croire qu'il trouvât réellement rien de trop fort dans un projet qui n'alloit qu'à leur conservation. Il parut cependant bien clairement, qu'il s'étoit trompé; & ce fut ce qui lui fit prendre la résolution d'appeler au Concile général.

Voici comment cet Evêque s'explique lui-même à ce sujet. » Il y avoit déjà quelques
» jours que M. de Montpellier, M. de Senes,
» & M. de Boulogne m'en pressoient, & ils
» en avoient fait dresser le projet par un
» Docteur qui travailloit avec nous. Je m'en
» défendois sur ce que je croyois que le plus
» grand avantage que nous pouvions procurer
» à la bonne cause, c'étoit de conserver M.
» le Cardinal de Noailles à notre tête. Or
» ç'eût été nous séparer de lui que d'appeler
» au Concile, dans le tems qu'il paroissoit
» résolu d'accepter la Bulle avec des modifications, qui seroient certainement rejet-
» tées; ce qui par-là l'obligeroit de se réunir
» à nous. J'avois donc jusques là constam-
» ment différé de me rendre aux instances de
» ces Prélats, avec qui j'étois d'ailleurs si uni
» de sentiment. Mais quand je vis que M. le
» Duc d'Orléans étoit résolu de sacrifier la
» conservation des libertés de l'Eglise Galli-
» cane, & des droits même de la Royauté,

SECT. III.

Art. 57.

Ann. 1717.

» à l'envie qu'il avoit de réunir tellement quel-
 » lement les Evêques du Royaume ; & que
 » par là l'espérance que M. le Cardinal de
 » Noailles avoit eue , que la rupture des né-
 » gociations viendroit du côté des Evêques
 » acceptans , alloit lui manquer , je com-
 » mençai de croire qu'il ne seroit pas fâché
 » que nous le tirassions de l'embarras où il se
 » trouvoit. »

Ibid. p.
 878-879.

L'appel étant ainsi résolu , M. de Mirepoix envoie prier M. de Montpellier de venir le voir & d'apporter ce qu'il avoit fait préparer , c'est-à-dire , l'Acte d'appel. M. de Montpellier vient aussitôt : M. de Senez & M. de Boulogne , qu'il avoit pareillement fait avertir , arrivent aussi. Ils lisent & relisent l'Acte d'appel , qui avoit été dressé par les soins de M. de Montpellier & de M. de Senez , & qui étoit presque tout pris du Recueil des difficultés envoyé à Rome. M. de Mirepoix demanda qu'on y fit quelque changement , sur-tout pour marquer un plus grand respect pour le Pape , & un plus grand attachement au saint Siège , comme au centre de l'unité. Les changemens furent faits & approuvés. Les quatre Prélats se rendirent ensuite chez M. de Montpellier , croyant y être plus en liberté , & mieux cachés que chez M. de Mirepoix. La difficulté étoit de trouver un Notaire qui voulût bien s'exposer à toutes les suites que pourroit avoir leur Appel. Il s'en trouva un dans le quartier , qui s'estima heureux de pouvoir les servir en cette occasion. Ainsi l'Appel fut fait & signé le premier jour de Mars sur les neuf heures du soir. Ces Evêques ne savoient point encore en quel tems ni en quelle occasion ils le manifesteroient. *Ihsal.*

loit pour cela qu'ils s'adressassent à quelque corps qu'ils pussent prendre à témoin de leur appel, & qui pût leur accorder les Lettres dites *Apostolos*. Ils n'osoient pas aller à l'Officialité. le Tribunal naturel où se prennent ces sortes de Lettres: ils craignoient qu'elle ne leur fût fermée. Ils penserent à l'Université, où ils espéroient d'être reçus favorablement. Mais le desir qu'ils avoient d'être suivis dans leur Appel par la Faculté de Théologie de Paris, dont ils connoissoient les dispositions, les détermina à prendre l'occasion de la premiere Assemblée qu'elle tiendrait.

SECT. III.
Art. 57.
Ann. 1717.

ARTICLE LVIII.

ANNÉE 1717.

Etat où se trouvoit la Faculté de Théologie de Paris. Habileté avec laquelle M. Ravechet fut se conduire dans cette conjoncture critique, & comment il fit ensorte qu'il n'y eût point d'ordre de la Cour qui traversât la tenue de l'Assemblée indiquée pour le 5 Mars, dans laquelle devoit se faire la publication de l'Appel.

Pour mieux connoître quelles étoient en effet les dispositions de cette Faculté si célèbre alors, & celles de M. Ravechet son Syndic, il faut reprendre ce que nous avons dit plus haut. On a vu qu'au mois de Janvier les Docteurs assemblés avoient fait une députation solennelle, au nombre de plus de cent, à M. le Cardinal de Noailles; que cette dé-

SECT. III.
Art. 58.
Ann. 1717.

Sect. III.
Art. 58.
Ann. 1717.

putation avoit excessivement affligé le Cardinal de Rohan & les siens; qu'il avoit fait faire aux Docteurs une mercuriale par M. le Premier Président, qui reprochoit à ces Docteurs d'avoir voulu causer une émotion en allant ainsi en foule, & d'avoir fait injure au Cardinal de Noailles par leur *quandiu*, qui marquoit qu'ils lui seroient attachés, *mais tant qu'il demeureroit lui-même attaché à la défense de la Patrie, de l'Eglise & de la Vérité.* On a vu encore que nonobstant cette mercuriale, ils n'avoient pas laissé de confirmer leur conclusion. Sur cela le Jeudi au soir, 25 Février, le Cardinal de Rohan & le Maréchal d'Uxelles s'étoient assemblés chez M. le Premier Président, où il avoit été résolu qu'on demanderoit à son Altesse Royale une Lettre de cachet pour enjoindre aux Docteurs de biffer cette conclusion. La Lettre fut obtenue, & envoyée au Syndic par M. de la Vrillière le Lundi premier Mars. Le Syndic la reçoit à sept heures du matin, & ne peut s'empêcher d'en faire lecture en pleine assemblée.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 327-328.
& suiv.

Cette Lettre mortifia extrêmement les Docteurs. D'abord l'avis de M. Hideux Curé des Saints Innocens prévalut : c'étoit de faire des remontrances au Prince avant d'obéir. Mais ceux qui furent chargés de dresser la Conclusion, la commencèrent par ces paroles : *Regi obtemperandum*. Et ensuite ils marquerent qu'il falloit écrire à M. de la Vrillière pour lui faire connoître que cette Délibération avoit été unanime, & qu'ils le prioient d'obtenir pour eux une audience de son Altesse Royale, pour le prier de souffrir que leur conclusion du Mardi 12 Janvier demeurât confirmée en son

entier. Il y eut quelque contestation à la pluralité ; mais enfin la conclusion passa à la pluralité des voix. Cependant immédiatement après l'Assemblée , il s'excita un grand soulèvement parmi les Docteurs qui auroient voulu que l'avis de M. *Hideux* eût été exactement suivi. La conduite de M. *Ravechet*, qui l'avoit empêché , leur paroissoit plus que suspecte. Mais ceux qui en pensoient si mal ignoroient son secret , qu'il n'avoit garde de découvrir. Instruit de l'Appel des quatre Evêques, qu'il avoit toujours ardemment désiré , & du dessein qu'avoient ces Prélats de venir à la première occasion le notifier d'une manière solennelle à la Faculté , afin que la Faculté même pût les suivre dans cet Appel , il étoit extrêmement attentif à ménager cette occasion ; & c'est pour cela qu'il fit en sorte que la conclusion ne fut point dressée conformément à l'avis de M. *Hideux* , quoiqu'il eût eu la pluralité. Si on eut ouvertement refusé de mettre à exécution la Lettre-de-cache , il étoit à craindre qu'il ne fût survenu des défenses pour l'avenir , de tenir des Assemblées ; au lieu que par le tour que M. *Ravechet* fit prendre à la Délibération , il y eut une Assemblée indiquée pour le Vendredi 5 Mars ; & il ne survint point d'ordre de la Cour , qui en traversât la tenue.

SECT. III.

Art. 58.

Ann. 1717.



ARTICLE LIX.

ANNÉE 1717.

Arrivée des quatre Evêques dans l'Assemblée de la Faculté. Discours de M. de Mirepoix. Lecture de l'Acte d'Appel faite par M. l'Evêque de Senez. Précis de cet Acte.

SECT. III.
Art. 59.
Ann. 1717

CE Vendredi les quatre Evêques se rendirent à la Maison de Sorbonne par deux chemins différens, leur dessein n'étant connu que de M. Ravechiet; & ils arrivèrent tous en même tems à la porte de la Salle, où les Docteurs venoient d'entrer. Ils font avertir par le Bedeau, qu'ils avoient des choses importantes à communiquer à la Faculté. On délibère d'envoyer huit Docteurs pour les recevoir; & ils sont placés, selon l'usage, immédiatement après le Doyen.

M. de Mirepoix, comme le plus ancien des Evêques, prit la parole, & parlant au nom des trois autres, il dit que connoissant le zèle de la Faculté pour la défense de la vérité, ils viennent conférer avec elle sur une affaire triste & affligeante, qui depuis plus de trois ans agitoit toute l'Eglise, & en particulier celle de France. Il entre dans le détail des raisons qui les obligeoient à faire cette démarche, & les tire principalement du fond de la Constitution; disant que par cette Bulle la vérité étoit renversée, la morale & la discipline de l'Eglise mortellement blessées, l'autorité des Souverains violée, & les droits de

l'Episcopat attaqués. Il ajoute , qu'affligés d'un événement si déplorable , & touchés par des maux si pressans , après avoir gémi long-tems devant le Seigneur , & lui avoir adressé leurs vœux & leurs prieres , ils n'avoient point trouvé d'autre remède à ces maux , que de recourir à celui auquel , selon l'usage de l'Eglise , on avoit recouru dans tous les tems , c'est-à-dire , au Concile général , auquel ils appelloient de la Constitution ; & qu'étant bien aises de prendre des témoins publics de leur démarche , ils n'avoient pas cru pouvoir mieux s'adresser qu'à la Faculté de Théologie de Paris , dont la réputation & le zèle pour la défense de la vérité étoient si connus.

Après ce discours M. de Mirepoix conclut en priant la Faculté d'entendre la lecture de leur Acte d'Appel. Elle fut faite par M. l'Evêque de Senes.

Les quatre Evêques commençoient par y représenter que depuis que la Constitution avoit paru , elle étoit un sujet de joie pour les ennemis de l'Eglise , & une occasion d'insultes continuelles , auxquelles le peuple fidèle étoit exposé de la part des impies & des hérétiques ; que la foi encore foible des nouveaux convertis en étoit ébranlée , & le salut de plusieurs en danger ; que de toute part il s'excitoit de funestes divisions ; que les fauteurs d'une morale pernicieuse & corrompue faisoient de ce Décret une matiere de triomphe ; que la lumiere pure de la doctrine céleste étoit obscurcie par les nuages des nouveautés profanes ; que tous les ordres du Royaume , les Magistrats , les Ecclesiastiques , les Facultés de Théologie , & sur-tout celle de Paris , si recommandable par son étude.

SECT. III.
 ART. 59.
 ANN. 1717.

tion, la premiere des Universités, les Curés, les Evêques, & enfin tout le Royaume, étoit dans le trouble & dans l'inquiétude. Que dans ces circonstances si fâcheuses & si pleines de périls, pendant que les plus saints Prêtres demeuroient prosternés devant l'Autel de Jesus-Christ; que la multitude des fidèles élevoit ses mains vers le ciel, ils n'avoient cessé de prier aussi, & de conjurer celui de qui ils avoient reçu le sacré dépôt de la foi, & qui les avoir chargés de le garder, de vouloir lui-même le garder dans toute son intégrité, & dans sa pureté, selon ses immuables promesses; qu'ils avoient apporté en même tems tout le soin & toute l'application que la sollicitude pastorale exigeoit d'eux, pour empêcher, autant qu'il étoit en eux, qu'on ne donnât aucune atteinte au respect dû à l'autorité du souverain Pontife, qui avoit reçu de Jesus-Christ la primauté dans toute l'Eglise, au lien indivisible de l'unité Ecclésiastique, ni aux droits sacrés des vérités chrétiennes.

» Tout le monde Chrétien fait, disoient-
 » ils encore, que depuis trois ans, il n'est point
 » d'efforts, point d'instances, point de sup-
 » plications, que nous n'ayons employées au-
 » près de notre saint Pere le Pape Clément XI.
 » pour l'engager à remédier à ces maux. Nous
 » espérons qu'à l'exemple de ses prédécesseurs,
 » il recevra avec bonté ceux que l'amour
 » seul de la vérité & de la justice portoit à dé-
 » poser dans son sein les gémissemens publics
 » des fidèles & les sentimens de leur propre
 » cœur affligé; & qu'il reconnoîtroit enfin
 » qu'on lui a caché la vérité, & qu'on l'a
 » surpris par de fausses suggestions. »

Ils concluoient que n'ayant pu rien obtenir;

parce que des préventions formées par d'infidèles rapports n'étoient point encore dissipées, & que cependant les scandales croissant de jour en jour, les dissensions s'échauffant de plus en plus, la paix de l'Eglise étant troublée & les vérités chrétiennes en péril; eux qui étoient établis par le Saint-Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu dans la vérité & la charité, selon la portion d'autorité qui leur avoit été confiée, étoient obligés d'avoir recours au remède que les besoins présens rendoient aussi nécessaire qu'il étoit assuré; & que c'étoit pour cela, qu'en marchant sur les traces que leurs peres leur avoient marquées pour conserver la vérité & pour rétablir la paix de l'Eglise, ils déféroient toute cette affaire au jugement de l'Eglise universelle, qui est le Tribunal souverain de l'autorité spirituelle, la colonne inébranlable de la vérité, & le sanctuaire assuré de la paix & de l'unité.

En même tems ils protestoient que bien loin qu'ils eussent par-là intention de faire aucun préjudice, ni de déroger en rien à l'honneur du S. Siège Apostolique, à son autorité, à son unité; ils croyoient au contraire, suivant la tradition générale des SS. Peres, que c'étoit le moyen le plus propre & le plus convenable pour les conserver & pour les défendre.

Après l'exposé de ces motifs généraux de leur Appel, ils en venoient à d'autres qu'ils avoient cru devoir marquer & spécifier d'une manière plus particulière. Ces nouveaux motifs étoient tirés de la censure injuste des propositions anathématisées par la Constitution: ils réduisoient ces motifs à neuf chefs principaux, déclarant, conformément à la formule

SECT. III.

Art. 59.

Ann. 1717.

suivic dans l'Acte d'Appel de l'an 1517, att
 SECT. III. sujet du Concordat, qu'eux Evêques soussi-
 Art. 59. gnés, disoient, mettoient en avant, &
 Ann. 1717. offroient de prouver en tems & lieu, ce qui
 suit :

I. Que la Censure de quelques-unes des
 propositions condamnées par ladite Constitu-
 tion donnoit atteinte aux fondemens de la
 Hiérarchie Ecclésiastique, aux droits sacrés
 des Evêques, aux libertés du Royaume, au
 sentiment unanime des SS. Peres, qui ensei-
 gnent que c'est l'Eglise qui a reçu les clefs du
 Royaume des cieus, (*car ce n'est pas un seul*
 S. Aug. homme, dit S. Augustin, *mais l'unité de l'E-*
 Sermon. 295. *glise qui a reçu ces clefs*) & à cet oracle de
 Cap. 2. S. Pierre le Prince des Apôtres, & des autres
 Act. v. 29. Apôtres qui disent *qu'il faut plutôt obéir à*
Dieu qu'aux hommes. Ils citoient sur ce pre-
 mier objet les propositions xc. xci. xcii.

II. Que dans toute cette affaire on avoit
 violé à plusieurs égards, l'autorité légitime
 de tous les Evêques en général, & les sacrées
 libertés du Royaume, soit dans la maniere
 dont ce Décret avoit été fait, soit dans les
 choses qui y étoient comprises, soit après sa
 publication, dans un certain Bref de notre
 saint Pere le Pape, auquel on avoit donné ce
 titre François : *Bref de notre saint Pere le Pape*
Clément XI. du 17 Mars 1714, aux Cardinaux,
Archevêques & Evêques de France assemblés à
Paris en 1713 & 1714, sur l'acceptation, &c.
 Que contre la dignité des Evêques & contre
 toutes les loix du Royaume, ce Bref avoit
 été rendu public par l'impression, & inséré
 dans les Actes intitulés : *Procès verbal de l'As-*
semblée des Cardinaux, Archevêques & Evê-
ques, tenue à Paris dans l'Archevêché, en

L'année 1713 & 1714. Que dans ce Bref on ne paroissoit laisser aux Evêques que le seul ministère d'exécuter les Décrets du Pape : au lieu qu'ils ont reçu immédiatement de Jesus-Christ, le pouvoir de juger des matieres concernant la foi, les mœurs & la discipline.

Sect. III.
Art. 59.
Ann. 1717.

III. Que ladite Constitution condamnoit des propositions qui n'exprimant que le vrai sens, & le pur esprit des saints Canons sur la pénitence, contenoient par conséquent les véritables regles de la pénitence, confirmées par l'autorité des Papes, du Clergé de France, & de tous les plus saints Evêques, de l'observation desquels dépendoit & l'administration légitime de ce Sacrement, & le salut éternel des fidèles ; savoir, qu'on doit différer la réconciliation aux pécheurs qui n'ont point encore l'esprit de pénitence & de contrition, & qui ne portent pas avec humilité, & ne sentent pas l'état du péché : ils citoient les propositions LXXXVII. & LXXXVIII.

IV. Que la Constitution renversoit les plus fermes fondemens de la morale Chrétienne, & même le premier & le plus grand des Commandemens, & celui de l'amour de Dieu, en condamnant les expressions qui marquoient la nécessité de cet amour, soit pour achever la conversion de la volonté, soit pour faire de nos actions de la maniere qu'il nous est commandé de les faire, c'est-à-dire, en les rapportant actuellement ou virtuellement à Dieu, comme à notre fin dernière ; & que c'étoit ce qui paroissoit manifestement par la condamnation de quelques-unes des propositions, telles que la XLIV. conçue en des termes entièrement semblables à ceux de S. Léon Pape, de plusieurs autres Peres, & du Cardinal Sta-

Matth. 22.
38.

Prop. 44.
46, 47, 49,
53.

S. Aug.
lib. 9, de
Trin. Cap.
7. & 8.

S. Fulg.
lib. 1. ad
monim. c.
18.

S. Greg.
mag. lib.
18. moral.
c. 9.

— niflas Hofius, l'un des Prélidens du Concile
SECT. III. de Trente.

Art. 59.

Ann. 1717.

1. Tim.

1. 5.

1. Corint.

xiii 3.

V. Que la Constitution flétrit encore d'autres propositions, que les bornes de ce présent Acte ne nous permettent pas, disoient-ils, de rapporter en détail, mais qui ne contiennent rien autre chose que des instructions sur la nécessité, sur l'excellence, sur les fraits, & sur les effets de la charité, *qui est la fin du précepte*, & sans laquelle *tout le reste ne sert de rien*; dans lesquelles propositions le terme de *charité* est pris dans le même sens dans lequel on le trouve employé communément dans l'Ecriture, & dans les SS. Peres, c'est-à-dire, pour tout amour chaste, même celui qui n'est qu'actuel & commencé.

VI. Que la condamnation de ces différentes propositions tendoit, non-seulement à éteindre le feu sacré que Jesus-Christ notre Seigneur est venu apporter sur la terre; mais encore à enlever cette divine lumière, que les fidèles de tout âge, de tout sexe & de toute condition peuvent tirer de la lecture de l'Ecriture Sainte, en lisant avec piété ces livres divins, dont la lecture est proposée généralement à tous.

VII. Que la Constitution condamnoit & improuvoit diverses propositions dont les unes n'exprimoient rien dans leur sens naturel que ce que les Prophètes, les Apôtres & les Saints Peres nous ont enseigné touchant la différence de l'ancienne & de la nouvelle Alliance; les autres n'enseignoient que ce qui est compris, suivant S. Augustin, dans le premier article du Symbole, savoir *que l'effet de la volonté du Tout-puissant n'est point empêché par la volonté d'aucune créature*; d'autres en-

Enchirid.

c. 96.

fin renfermoient la même doctrine que les SS. Docteurs, & les souverains Pontifes même ont enseignée sur différens points, & en particulier sur ce secours qui est nécessaire pour chaque action, & qui tire son efficace de la toute-puissance de Dieu, & du domaine souverain que la Majesté divine a sur les volontés des hommes comme sur toutes les autres créatures qui sont sous le ciel; secours, par lequel, suivant le langage même des Conciles généraux, Dieu par Jesus-Christ nous unit efficacement à lui, par le don de sa seule grace, qui néanmoins nous laisse toujours le pouvoir libre de ne pas donner notre consentement.

VIII. Que la Constitution flétrissoit indifféremment par les qualifications les plus dures, des propositions dont la plupart étoient exprimées dans les propres termes de l'Ecriture, des Conciles, des Papes & des saints Peres; & que telle étoit la proposition xxvii. *La foi est la premiere grace & la source de toutes les autres*; proposition entièrement semblable & conforme à ces paroles de S. Augustin: *Quelle est la grace que nous avons reçue la premiere? La foi*; & à celle-ci du Concile de Trente: *La foi est le commencement du salut de l'homme, le fondement & la racine de toute la justification*; aussi-bien qu'à ces autres du Pape Boniface II. *c'est une vérité certaine & catholique que dans tous les biens dont la foi est le premier, la divine miséricorde nous prévient, lorsque nous avons une volonté opposée*; & enfin aux paroles de plusieurs autres Peres, qui s'accordoient en cela avec celles de l'Ecriture même; & que telle étoit encore la xii. proposition: *Quand Dieu veut sauver l'ame, en tout tems, en tout lieu l'indubi-*

Sæct. III.
Art. 59.
Ann. 1717.

Clément
VIII. in
scrip.

Concil.
Trient.
Sess. 6. Can.

Trait. III.
in Joan. n.
8. idem ali-
bi. Sess. VI.
6. 8.

Epist. ad
Cæsarium.

Arelat. in
app. T. X.

SECT. III.
 Art. 59.
 Ann. 1717.
 S. Aug.
 p. 161.

Liturgie
 S. Basili

table effet suit le vouloir d'un Dieu : proposition qui est mor pour mot de S. Prosper, selon la traduction qu'on a faite en vers François, du Poëme latin de ce saint Docteur ; proposition qui est citée sous son nom dans le livre même d'où elle a été extraite ; & qui est conforme à la tradition constante, tant de l'Eglise d'occident que de l'Eglise d'orient ; qu'enfin telles étoient pareillement plusieurs autres propositions, qui ne présentoient que le langage usité dans les livres saints, consacré par la tradition perpétuelle de tous les siècles, & confirmé par l'usage constant des fidèles.

IX. Que ceux qui avoient présenté ces propositions à notre S. Pere le Pape pour les condamner, avoient détourné à des sens étrangers les paroles de l'Auteur ; que ces propositions n'avoient pas été traduites en latin avec fidélité, ni extraites du livre avec assez de bonne foi ; qu'on avoit diffamé par les notes les plus atroces l'Auteur, qui n'avoit point été entendu, & qui n'avoit pû se défendre, quoiqu'il n'eût point cessé de demander qu'on l'entendît ; qu'on n'avoit point eu les égards qui étoient dûs aux Eminentissimes & Illustrissimes Approbateurs de cet ouvrage ; & qu'enfin ce Décret avoit été porté d'une manière & dans une forme telle, que si on l'admettoit une fois, il n'y auroit plus de livre ni d'Auteur qui pût dans la suite demeurer en sûreté & hors d'atteinte.

S. Leon,
 Pape.

Après tout cela ils terminoient ainsi cet Acte solennel : » A CES CAUSES, & plusieurs
 » autres que nous sommes prêts à déduire en
 » tems & lieu, *élevant nos esprits vers le*
 » Seigneur ; mettant notre confiance dans la
 » vérité même que nous suivons ; ne voulant

» omettre aucune des choses que nous croyons
» avec le secours de la grace de Dieu pouvoir
» être utiles, jusqu'à ce que la tempête formée
» par ce nuage orageux étant apaisée, la vé-
» rité répande par-tout ses rayons ; & assurés
» par une foi ferme, que la protection de Dieu
» n'abandonne point & n'abandonnera jamais
» son Eglise sainte ; après avoir fait préala-
» blement des protestations expressees, que
» nous n'entendons jamais rien dire, ou même
» penser de contraire à l'Eglise, une, sainte,
» Catholique, Apostolique & Romaine, ni
» à l'autorité du S. Siège Apostolique, auquel
» nous protestons de demeurer attachés par
» une communion inviolable, jusqu'au dernier
» soupir de notre vie ; & aussi que nous ne
» nous départirons jamais de l'obéissance lé-
» gitime qui est due à notre S. Pere le Pape ;
» pour la gloire de Dieu tout-puissant, pour
» la conservation & l'exaltation de la foi ca-
» tholique, & de l'ancienne doctrine, pour
» la paix & la tranquillité de l'Eglise & du
» Royaume, pour la défense des droits de
» l'Episcopat, & des libertés de l'Eglise Gal-
» licane ; nous, tant pour nous, que pour
» tous ceux qui à nous adhèrent ou adhère-
» ront en cette partie, sommes appellans, &
» appellons au futur Concile général, qui sera
» assemblé légitimement & en un lieu sûr,
» où nous, ou nos députés, puissent aller li-
» brement & avec sûreté, & à celui ou ceux
» auquel ou auxquels il appartient de juger
» de cette sorte de causes ; nous appellons de
» la susdite Constitution, qui a pour titre :
» *Condamnation faite, par notre très-saint Pere*
» *le Pape Clément XI. de plusieurs proposi-*
» *tions extraites d'un Livre imprimé en Fran-*

SECT III.
Art. 59.
Ann. 1717.
Ep. 44. ad
Julianum
Episcop.
coënfem.
Idem Ep.
45. ad Con-
stantinop.

SECT. III.

Art. 59.

Ann. 1717.

sois & divisé en plusieurs tomes, intitulé :
 le Nouveau Testament en François, avec des
 Réflexions morales sur chaque verset, &c.
 avec la prohibition tant de ce Livre que de
 tous les autres qui ont paru ou qui pourront
 paroître à l'avenir pour le défendre : ladite
 Constitution commençant par ces mots *Uni-*
genitus Dei filius ; donnée à Rome à sainte
 Marie majeure, l'an de l'Incarnation de no-
 tre Seigneur 1713. le 8 Septembre, l'an 13.
 du Pontificat de notre très-saint Pere le Pape
 Clément XI. & nous appellons également
 de tout ce qui s'en est suivi & s'en suivra.

Puis pour dernière conclusion, ils ajouteroient
 encore : Et dans la crainte que notre dit très-
 saint Pere le Pape Clément XI. à ce poussé
 par les suggestions malignes d'aucunes gens,
 ne procède ou fasse procéder, en quelque
 manière que ce soit, contre nous, nos
 Eglises, nos Curés & les fidèles qui nous
 sont soumis, par excommunication, sus-
 pense, interdit, déposition, privation, ou
 par quelqu'autre voie que ce puisse être : Et
 afin que notre état & celui de ceux qui à
 nous adhèrent ou voudront adhérer, de-
 meurent sains & saufs en toutes choses ;
 nous, tant pour nous, nos Eglises, nos
 Curés, & les fidèles qui nous sont soumis,
 que pour ceux qui à nous adhèrent ou vou-
 dront adhérer, sommes pareillement appel-
 lans & appellons par cet Acte audit futur
 Concile général, & à celui ou ceux, au-
 quel ou auxquels, de droit il faut appeller,
 de tous & chacun des griefs susdits, qui
 sont ou qui seront portés ; & nous deman-
 dons avec l'instance qui est dûe, les Lettres
Apostoliques : nous mettant, nous, nos Egli-

« ses, nos Curés, les fidèles qui nous sont
« soumis, & ceux qui à nous adhèrent, ou
« voudront adhérer, avec leur état & leurs
« droits, sous la protection de Dieu & de
« l'Eglise universelle, & dudit Concile gé-
« néral : protestant de renouveler le présent
« Appel, où, quand, & devant qui il nous
« semblera bon être. Fait à Paris en présence
« des Notaires publics soussignés, l'an de l'In-
« carnation de notre Seigneur 1717, le pre-
« mier jour de Mars.

SECT. III.
Art. 59.
Ann. 1717.

Tel étoit l'Acte d'Appel dont les Evêques
se trouvoient munis, lorsqu'ils se présente-
rent en Sorbonne.

ARTICLE LX.

A N N É E 1717.

*Discours du Syndic aux quatre Evêques. Ac-
clamation de toute l'Assemblée.*

LA lecture finie, le Syndic adressant la pa-
role aux quatre Evêques les loua sur leur
amour pour l'Eglise, & sur leur zèle à défen-
dre ses intérêts, en défendant ceux de la vé-
rité. Il témoigna ne pouvoir assez exprimer la
joie que la démarche qu'ils venoient de faire
causoit à la Faculté ; il avoua que jusqu'à ce
jour elle avoit été dans de grandes inquié-
tudes sur l'affaire qui troubloit l'Eglise, &
sur-tout l'Eglise de France ; que la Constitu-
tion du Pape avoit été présentée à la Faculté,
& qu'on avoit fait les derniers efforts pour en
tirer une espèce d'acceptation par violence,

SECT. III.
Art. 60.
Ann. 1717.

SECT. III.
Art. 60.
Ann. 1717.

& par les voies les plus indignes ; mais qu'il étoit constant & notoire par plusieurs conclusions faites depuis, que cette acceptation prétendue n'avoit nulle réalité, & étoit l'effet de la tromperie, & d'une insigne falsification. » La Faculté auroit souhaité, ajoutoit le Syndic, que le Pape eût voulu se prêter pour rendre la paix à l'Eglise ; mais nos souhaits & notre attente ont été inutiles. Nous avons la douleur de voir que le mal augmente de jour en jour, & que le Pape attaque notre réputation par des Brefs illicites. » Il cite entre autres le Bref adressé aux Evêques de France, où le Pape traitoit avec la dernière dureté les Docteurs, les faisant passer pour des hérétiques, des schismatiques, & qualifioit la conduite de la Faculté de *très-imprudente*. » Et pourquoi cela ? ajouta le Syndic, parce qu'elle a désavoué un Décret qu'elle fait mieux que personne n'avoir jamais fait, ni approuvé. » Le Syndic conclut son discours par ces paroles : *A présent je déclare que j'adhère à l'Appel interjetté par Nosseigneurs les Prélats, & que Dieu aidant j'y adhérerai toujours.* Après un court intervalle, il déclara qu'il prenoit la Faculté à témoin de son adhésion, & qu'il la prioit de lui en donner Acte. A ces mots on entendit s'élever des voix qui de tous côtés faisoient retentir ces mots : *Nous y adhérons pareillement, nous y adhérons.*



ARTICLE LXI.

ANNÉE 1717.

Adhésion du Corps entier de la Faculté de Théologie, à l'Appel des quatre Prélats. L'affaire mise en délibération selon les formes ordinaires, de plus de cent opinans il n'y en a que huit qui ne soient pas pour cette adhésion. Conclusion prononcée par le Doyen.

Après ce premier cri, qui découvroit le fond des dispositions de presque tous les Docteurs, on demanda que l'affaire fût mise en délibération dans les formes. Le Syndic se borna à dire, *qu'il n'empêchoit point que la Faculté ne prît le parti qu'elle jugeroit le plus convenable dans la situation présente.* Le Doyen de la Faculté mit aussitôt l'affaire en délibération, & proposa qu'on opinât sur la demande des Evêques, qui prioient la Faculté de leur donner Acte de leur Appel. Tous les Docteurs opinèrent chacun à leur rang, en commençant par MM. les Evêques de Mirepoix, de Montpellier, & de Boulogne, qui étoient Docteurs de la Faculté. M. de Senez n'étant point de la même Faculté, avoit d'abord voulu se retirer, mais on l'avoit prié de rester. Les autres Docteurs parlèrent ensuite. De plus de cent opinans il n'y en eut que huit qui n'approuverent point l'Appel. Ceux-ci même ne s'attachèrent qu'à des difficultés extérieures, sans rien dire, ni pour la justification de la Constitution, ni contre la doc-

SECT. III.
Art. 61.
Ann. 1717.

SECT. III.
ART. 61.
Ann. 1717.

trine contenue dans l'Acte d'Appel. Trois ou quatre d'entre eux ne le désapprouverent point, & furent seulement d'avis de différer. Tous les autres, au nombre de quatre-vingt-dix, sans compter les trois Prélats & le Doyen, adhérèrent à l'Appel & en approuverent les motifs.

Lorsque la délibération fut terminée, le Doyen prononça en latin la conclusion que voici en François : » La sacrée Faculté adhère » à l'Appel interjetté par Nosseigneurs les Illustriſſimes Evêques de Mirepoix, de Senez, » de Montpellier, & de Boulogne, au Concile général, de la Constitution du Souverain Pontife Clément XI. commençant par » ce mot *Unigenitus*, & de ce qui s'en est » suivi, & s'en suivra; ensemble des griefs » qui ont été, ou qui seront portés par notre » dit S. Pere le Pape Clément XI. de son autorité, ou de toute autre, telle qu'elle » soit; laquelle Constitution ladite Faculté a » déclarée par plusieurs conclusions, n'avoir » point été acceptée par elle : l'Acte duquel » Appel a été lu & délivré dans l'Assemblée » générale de ladite Faculté; & toutes les » choses contenues en icelui ont été par » elle approuvées. La sacrée Faculté accorde » acte auxdits Seigneurs Evêques de la présente adhésion, & est prête de se joindre » par tout, & quand il sera besoin pour la » poursuite dudit Appel, & à la poursuivre en » son nom, devant le Concile général, qui » sera assemblé librement & légitimement, & » devant celui ou ceux qu'il appartiendra. Fait » dans l'Assemblée générale de ladite Faculté, » en présence des Seigneurs Evêques ci-devant » nommés, le 5 Mars 1717. »

Pendant

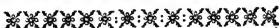
Pendant que le Greffier expédioit une copie de la conclusion, & que les deux Notaires que les Evêques avoient amenés, en recevoient l'expédition pour l'annexer à la minute de l'Acte d'Appel, les Docteurs renouvelloient chacun en particulier aux Evêques, les protestations de dévouement & de reconnoissance qu'ils leur avoient déjà faites pendant le cours de la délibération. Ce n'étoit qu'éloges & applaudissemens, qu'acclamations & actions de grâces, tant de la part des Evêques que de celle des Docteurs, tous bénissant le Seigneur, de les avoir admis par sa grace à adopter un Acte à qui l'immortalité étoit réservée : *In partem aeterni & numquam morituri instrumenti.*

SECT. III.

Art. 17.

Ann. 1717.





SECTION IV.

Contenant les principaux événemens depuis l'Appel des quatre Evêques jusqu'à l'Accommodement de 1720.

ARTICLE PREMIER.

ANNÉE 1717.

Zèle avec lequel presque tous les Curés de Paris à la tête de leurs Clergés ; grand nombre de Curés de la Campagne , & d'autres Ecclésiastiques ; quantité de Chanoines tant de la Métropole que des Collégiales ; multitude de Peres de l'Oratoire & de Bénédictins , & généralement de sujets les meilleurs de toutes les Communautés les plus savantes & les plus régulières , adhèrent à l'Appel des quatre Evêques.

SECT. IV.

Art. 1.

Ann. 1717.

Hist. de

1^{re} Constit.

tom. 2. p.

2 & 3.

A peine l'Appel fut-il publié , qu'un très-grand nombre d'Ecclésiastiques de Paris & de la Campagne , persuadés , comme les quatre Evêques , que la Constitution ne peut être reçue , quelque explication qu'on lui donne , s'unirent à eux , & méprisèrent les clameurs de ceux qui disoient qu'on ne connoissoit d'autres appellans que Julien le Pélagien , Jean Hus , & Luther. Ces hérétiques qui voyoient de grands abus dans l'Eglise , se sont

élevés contre l'autorité de ses Pasteurs, & se sont séparés de sa Communion, au lieu que les quatre Evêques, & tous les adhérens à leur Appel, en s'opposant à l'abus d'une autorité légitime, faisoient eux-mêmes une protestation authentique de leur respect pour cette même autorité, & de l'union qu'ils conserveroient avec le centre de l'unité. Ils ne pouvoient dissimuler les maux introduits dans l'Eglise; mais en même-tems qu'ils y apportoit un remede efficace, ils conservoient pour les Pasteurs légitimes tous les égards qui leur sont dûs. Ils n'oublioient rien de ce qui pouvoit marquer leur amour & leur zèle pour l'unité, aussi-bien que l'horreur qu'ils avoient de toute séparation schismatique. Ils savoit que l'Eglise, dont ils déploroient les maux, est l'Eglise même de Jesus-Christ, la seule société sur laquelle il répand ses graces, & dont on ne peut se séparer sans se perdre, & sans renoncer aux bénédictions que Dieu tient en réserve pour réparer un jour tous les maux dont on se plaint, bénédictions qu'il ne répandra que dans la même société où ces maux se sont introduits, c'est-à-dire, dans l'Eglise.

Voilà ce que feignoit d'ignorer un Docteur de la Paroisse de S. Paul, devenu depuis zélé Constitutionnaire; mais dont l'opposition ne put empêcher que l'adhésion à l'Appel ne fût signée par le Curé & trente Prêtres de cette Paroisse. Environ trente Curés de la ville & des fauxbourgs de Paris, & plus de sept cents Prêtres ou Ecclesiastiques se joignirent à eux. Quelques jours après, plusieurs de ces Curés allèrent à l'audience du Cardinal de Noailles, lui déclarer qu'ils avoient appelé au futur Concile avec leurs Clergés. Son Eminence qui

SECT. IV.
Art. 1.
Ann. 1717.

ne vouloit pas faire connoître encore ses sentimens sur l'appel d'une manière trop ouverte, les reçut assez froidement. Pour les quatre Evêques, étant allés dès le 6 Mars à l'Officialité, l'audience tenant, ils obtinrent sans peine les Lettres qu'on nomme *Apostolos*, & l'enregistrement de leur Appel. Tous les adhérens à l'Appel ayant suivi leur exemple, on reçut leurs Actes avec la même facilité au Greffe de l'Officialité, & on leur en délivra des expéditions en bonne forme.

Ibid.

Les Curés de la Campagne imiterent à l'envi l'exemple de ceux de la ville, & afin que leur Appel se fit avec plus de solennité & de réflexion, la plupart attendoient le jour marqué pour la conférence Ecclésiastique qui se tenoit une fois le mois : l'adhésion à l'Appel fut proposée dans plus de vingt de ces conférences par ceux qui en étoient les Présidens, & chaque Curé ou Vicaire opinant à son tour, elle étoit résolue, & l'Acte dressé & signé sur le champ par le plus grand nombre : de sorte qu'on put compter les trois quarts des Curés du Diocèse de Paris parmi ces premiers appellans, outre plus de cent cinquante Vicaires ou Chapelains répandus dans la Campagne. Il se fit encore à Paris un grand nombre d'autres Actes d'adhésion à l'Appel. Il y en eut un entr'autres signé par quarante Chanoines tant de la Métropole que des Collégiales de S. Germain-l'Auxerrois & de S. Honoré. On trouve dans le Recueil qui en a été fait quatre-vingts Peres de l'Oratoire du Diocèse de Paris, qui adhérèrent à l'appel par différens Actes durant le cours de l'année 1717. Les Peres de la Doctrine ayant à leur tête le Provincial & les Supérieurs des trois Maisons, appelèrent

de l'Hist. Ecclési. XVIII. Gé. de. 413
 au nombre de vingt-trois. Le Proviseur & les
 Professeurs du Collège d'Harcourt firent aussi
 leur Acte d'adhésion ; dix Chanoines réguliers
 de S. Victor, dix-huit de Sainte Genevieve,
 dix-sept de la Maison de Nanterre. On trouve
 en différens Actes soixante-huit Bénédictins
 de la Congrégation de S. Maur, des Maisons
 de S. Germain-des-prés, de S. Denis & des
 Blancs-manteaux, & outre cela un Acte par-
 ticulier de vingt-quatre députés à la diète Pro-
 vinciale qui se tenoit à S. Denis. La plupart
 de ces députés étoient Prieurs dans différentes
 Maisons de la province. Leur Acte du 16
 Avril 1717, marque qu'ils ne l'ont fait qu'a-
 près l'avoir communiqué aux Visiteurs & au-
 tres députés en Chapitre général. Il faut ajou-
 ter à ces appellans trente-quatre Feuillans de
 différentes Maisons du Diocèse.

SECT. IV.
 Art. 1.
 Ann. 1717.

ARTICLE II.

ANNÉE 1717.

*Appel des Dominicains du Collège de S. Jac-
 ques, non-seulement de la Bulle, mais en-
 core d'une Lettre que leur Général leur avoit
 écrite par ordre du Pape.*

LEs Dominicains du Collège de S. Jacques
 avoient écrit au Cardinal de Noailles une
 Lettre pleine de vigueur : cette Lettre avoit
 fort déplu à la Cour de Rome, & le P. Cloche
 leur Général en avoit envoyé une à ceux de
 Paris, pleine de menaces. Il la finissoit en ces
 termes : *Ainsi de la part du Saint-Esprit, &*

Ibid. p.

4.

SECT. IV.
ART. 2.
Ann. 1717.

en vertu de la sainte obéissance, nous ordonnons par un précepte formel, que tous ceux de nos freres, quels qu'ils soient, qui ont écrit la Lettre, & qui l'ont signée, ou qui l'ont approuvée en quelque maniere que ce soit, aient à rejeter entièrement, à desavouer & détester ladite Lettre. S'ils manquent à le faire, nous leur déclarons que nous punirons les coupables en leur imposant les peines portées par nos loix contre ceux qui sont convaincus de pareils crimes. Le Pere Cloche ne fait mention d'aucun ordre qu'il eût reçu du Pape pour l'écrire : c'étoit néanmoins Clément XI. qui l'avoit engagé à la publier, & on a dit qu'elle avoit été composée par le Pape même. Cette Lettre imprimée & répandue à Rome, fut si mal reçue en France, que M. le Premier Président & le Procureur-général envoyèrent chercher les chefs de l'Ordre pour leur défendre d'y avoir aucun égard : & l'effet qu'elle produisit sur ces Religieux, fut de les engager à appeller de la Constitution au futur Concile, pour se mettre plus sûrement à couverte de toute vexation. Leur Acte d'adhésion du 5 Avril, est signé par trente-deux Religieux. Il est manifeste, disent-ils, que la Constitution est contraire à la parole de Dieu, à la tradition, à la discipline de l'Eglise, aux règles des mœurs ; & qu'elle a été suggérée par les ennemis de notre école, pour la ruine de la doctrine de S. Thomas. Ils appellent aussi de la Lettre de leur Général, dont on vient de parler,



ARTICLE III.

ANNÉE 1717.

L'Université de Paris est sur le point de signaler son zèle pour l'Appel. Les Cardinaux de Rohan & de Bissi obtiennent un ordre du Duc d'Orléans qui lui défend de mettre la matière en délibération. Mais au moyen d'une conclusion dans laquelle elle fait paroître une parfaite soumission aux ordres du Prince Régent, elle manifeste autant son adhésion à l'Appel, que si elle l'avoit faite dans toutes les formes.

L'Université de Paris en corps ne tarda pas à signaler son zèle pour l'Appel. La Sorbonne ayant adhéré le 5 Mars à celui des quatre Evêques; dès le Samedi 6, M. de Montempois Recteur avoit pris des mesures pour satisfaire à l'empressement qu'avoit l'Université d'y adhérer, quoique le Prince Régent eût marqué la veille de l'opposition pour cette démarche, qu'il regardoit comme prématurée, ou sur laquelle il prétendoit qu'on auroit dû préalablement le consulter. Déjà le Recteur avec ses suppôts étoit sur le point d'entamer l'affaire, lorsqu'il reçut une défense de mettre la matière en délibération. Le Vendredi suivant 12 Mars, jour indiqué pour une procession, l'Université étant assemblée aux Mathurins, le Recteur rendit compte de l'ordre qu'il avoit reçu. On délibéra, & on conclut que l'on commenceroit par nommer des Députés

Siv

SECT. IV.
ART. 3.
Ann. 1717.

Ibid. p.
340 & 341.

SECT. IV.
Art. 3.
Ann. 1717.

pour aller assurer son Altesse Royale de la parfaite obéissance de l'Université à ses ordres, & pour lui représenter en même tems, au nom de ceux qui la composoient, que leur conscience, leur devoir, leur amour pour la patrie, leur religion ne leur permettoient pas de garder le silence; qu'ils se trouvoient obligés d'adhérer à l'Appel des quatre Evêques, mais qu'ils ne donneroient point à leur Appel toute la forme prescrite en pareil cas, jusqu'à ce que son Altesse Royale le leur permît. Les Evêques acceptans, & sur-tout les Cardinaux de Rohan & de Bissi, furent très-mécontents de cette obéissance aux ordres du Régent, obéissance qui manifestoit autant une adhésion, que si elle eût été faite dans toutes les formes.

ARTICLE I

ANNÉE 1717.

Précis d'un Mémoire dans lequel on examine deux questions, la première si l'Appel des quatre Evêques est légitime; la seconde, s'il rend nulles toutes les procédures qu'on pourroit faire à son préjudice.

Ibid. p.
347.

L'Acte d'Appel des quatre Evêques fut bientôt suivi d'un Mémoire qui en faisoit voir la canonicité & les effets, & qui répandant beaucoup de lumière sur une matière que peu de gens connoissoient, ne contribua pas peu à donner là-dessus des idées justes,

non-seulement aux Ecclésiastiques du premier & du second ordre, mais encore à plusieurs Magistrats. Ce Mémoire roule tout entier sur deux questions : L'Appel des quatre Evêques est-il légitimement canonique ? Cet Appel rend-il nulles toutes les procédures qu'on pourroit faire à son préjudice ? Sur la première question on établit qu'un Appel, pour être canonique, doit avoir trois conditions : Il faut qu'il soit porté au Supérieur légitime & immédiat de celui dont on appelle : L'affaire doit être de la compétence du Tribunal auquel on appelle, & mériter que le Tribunal en prenne connoissance : Il faut que ceux qui appellent soient en droit d'appeller. Or l'appel des quatre Evêques a ces trois caractères de canonicité.

SECT. IV.
ART. 4.
Ann. 1717.

I. Cet appel du Pape au futur Concile est une Déclaration par laquelle on fait connoître que sur des contestations qui troublent l'Eglise, à l'occasion du Décret d'un Pape, on s'en rapporte à la décision de l'Eglise universelle : or cette conduite est une suite naturelle de la doctrine constante de l'Eglise Gallicane, que le Concile général est Supérieur au Pape. La Supériorité du Concile est prouvée par les Décrets des Conciles de Constance & de Bâle, & par les articles de l'Assemblée du Clergé de 1682. Nos libertés sont appuyées sur ce fondement, *que le Pape est tenu aux Décrets & commandement d'icelui* (Concile général.) D'où il suit qu'on peut appeller des décisions du Pape au jugement du Concile. Aussi en France, on a toujours eu recours à ce remède. *Si nous interjettons l'appel au Concile futur*, disoit M. Talon Avocat-Général en 1688, *c'est parce que non-seulement les décisions des*

SECT. IV.

ART. 4.

Ann. 1717.

Papes, mais leur personne même . . . est soumise à la correction & à la réformation du Concile général, en ce qui regarde tant la foi que la discipline : vérité incontestable, dont nous ne nous départirons jamais, quelque effort que puissent faire les partisans de la Cour de Rome. Tout le monde sait que plusieurs Evêques de France & l'Université de Paris conjointement avec *Philippe le Bel*, appellerent au Concile à l'occasion de *Boniface VIII*. Un des motifs qu'ils donnent de leur appel au Concile général, c'est que *cette affaire regardoit la foi*. Ce n'est pas seulement en France, que l'on est en possession d'appeller du Pape au futur Concile : il paroît par un grand nombre d'exemples cités dans ce Mémoire, que l'on a eu recours à la même voie dans tous les autres Etats Catholiques, en Allemagne, en Espagne, en Italie même.

L'usage d'appeller au Concile se justifie encore par la pratique de l'Eglise dans tous les tems. Lorsqu'il s'est élevé des contestations à l'occasion des décisions des Papes : les Papes mêmes, ont demandé qu'on assemblât des Conciles généraux ; & ceux qui en attendant la décision du Concile ne se soumettoient point au jugement des Papes, n'ont point été regardés comme hérétiques ni comme schismatiques. Si l'on ne trouve pas dans les premiers siècles des Appels dans la forme juridique dont on se sert aujourd'hui, on peut dire que néanmoins on ne laissoit pas d'appeller réellement & de fait, puisque ceux qui refusoient d'adopter ce que le Pape avoit prononcé, attendoient la décision du Concile général, comme la règle infallible & irréformable à laquelle tous les fidèles & le Pape même sont obligés

d'obéir. L'Auteur du Mémoire en donne plusieurs preuves : & il insiste en particulier sur la dispute de S. Cyprien avec le Pape Etienne. Il fait aussi usage de l'histoire du Monothélisme ; & il en conclut que si, selon les maximes que l'on répand aujourd'hui, le seul silence que le grand nombre des Evêques auroient gardé pendant quelques années sur la Constitution d'un Pape, appuyée du consentement formel de quelques grandes Eglises, avoit obligé d'acquiescer, la Lettre d'Honorius seroit devenue une règle de foi ; & par conséquent, contre les promesses de Jesus-Christ, l'erreur, s'il étoit possible, auroit alors prévalu dans l'Eglise. Enfin, ajoute le Mémoire, dès que l'on reconnoît que le Pape n'est point infallible, & qu'il peut errer en matière de foi, on ne peut disconvenir qu'il n'y ait des cas où le remède de l'Appel au futur Concile est nécessaire pour mettre la doctrine de l'Eglise en sûreté ; autrement un Pape pourroit faire recevoir dans l'Eglise ses opinions particulières, quoique contraires à la saine doctrine ; il seroit en droit d'excommunier ou de déposer des Evêques dont tout le crime seroit de s'opposer à une doctrine contraire à la tradition : Or non-seulement nos Docteurs François enseignent que les Papes peuvent errer dans la foi, & l'Eglise Gallicane l'a supposé dans la dispute des images & à l'occasion du Pape Jean XXII ; mais même les anciens Canonistes Ultramontains le prouvent par des textes insérés dans le droit canonique : l'Appel de la Constitution a donc ce premier caractère de canonicité, qu'il est porté au Supérieur légitime & immédiat du Pape.

II. Il a aussi le second, c'est-à-dire, que

l'affaire mérite par son importance, que le
 Sect. IV. Concile en prenne connoissance. Les Conciles
 Art. 4. de Constance & de Bâle ont décidé que le Pape
 Ann. 1717. est obligé d'obéir au Concile général dans
 tout ce qui a rapport à la foi, à l'extirpation
 du schisme, & à la réformation de l'Eglise.
 Tous les Appels au Concile, que le Mémoire
 cite en grand nombre, ont été fondés sur quel-
 qu'un de ces motifs, dont un seul est un fon-
 dement légitime pour appeller. Or l'appel des
 quatre Evêques les réunir tous : ils se plai-
 gnent que la Constitution blesse la foi, qu'elle
 renverse les loix de la discipline, & qu'elle
 peut causer un schisme. Le Concile jugera si
 leurs plaintes sont justes ou non, mais elles
 sont assez graves pour être portées au Concile
 & autoriser l'Appel.

III. Le troisième caractère de canonicité est
 que ceux qui appellent en aient le droit. M.
 de Marca établit que les Appels des particu-
 liers au futur Concile sont canoniques, lors-
 qu'il s'agit d'une cause commune, comme si
 la foi est blessée, si l'on craint la rupture de
 l'unité, ou le renversement de l'ordre de la
 discipline. Cette maxime est reconnue incon-
 testable par les plus célèbres Théologiens ;
 & elle est prouvée par plusieurs exemples :
 d'où il suit que quatre Evêques de France, &
 tous les corps & particuliers qui se sont unis
 à eux, ont pu légitimement appeller au futur
 Concile, d'une Constitution qu'ils prétend-
 dent blesser la foi, &c.

L'Auteur du Mémoire passe ensuite aux ob-
 jections qu'on fait contre cet Appel. Première
 objection : *Il est défendu par plusieurs Bulles*
d'appeller du Pape au Concile. On répond que
 la France a toujours réclamé contre ces défen-

ses des Papes, qui n'ont été faites que pour nous priver du moyen le plus solide que nous puissions opposer aux entreprises de la Cour de Rome.

SECT. IV.
ART. 4.
Ann. 1717.

Seconde objection : *On ne peut appeller à un Tribunal qui n'est pas assemblé.* On répond par le discours de M. de Harlay Procureur-Général en 1688 à l'Université : *Cette considération, dit ce Magistrat, ne fera pas d'impression sur ceux qui savent quel a été l'usage de l'Eglise dans le tems où sa discipline étoit la plus exacte ; & d'ailleurs, il suffit que celui qui se sert de cette défense, (qui appelle,) n'empêche pas l'Assemblée du Concile.* Ceux qui sont versés dans l'histoire de l'Eglise savent que les Appels de S. Athanase, de S. Chrysostome, de Flavien étoient interjetés aux premiers Conciles que l'on convoqueroit pour juger leurs affaires ; & l'on ne fait que trop que si les Conciles ne s'assembloient pas, les principaux obstacles viennent de la Cour de Rome, qui redoute ces saintes Assemblées, quelque nécessaires qu'elles puissent être pour remédier aux maux de l'Eglise.

Troisième objection : *S'il est permis à un si petit nombre d'Evêques d'appeller d'une Constitution reçue par toute l'Eglise, les contestations sur la foi deviendront interminables, & il ne restera plus de moyen pour condamner l'erreur & en arrêter le progrès.* On répond que les Conciles généraux ne sont pas nécessaires, lorsqu'il s'élève des hérésies qui attaquent des vérités crues distinctement & unanimement dans l'Eglise. Mais ils le sont par rapport à la foi dans trois cas, 1°. Lorsque les points contestés sont obscurs, 2°. Lorsqu'il y a un partage considérable entre les Pasteurs,

SECT. IV.
Art. 4.
Ann. 1717.

3°. Lorsque le mal vient du Pape. On fait ensuite l'application de ces principes à l'affaire présente; & l'on montre que la Constitution n'est point acceptée par l'Eglise universelle; & qu'il n'y a point de concert entre le Pape & les Evêques. Nous ne nous étendrons pas sur ces derniers points, parce qu'ils ont été traités à fond dans plusieurs autres ouvrages.

Quatrième objection : *Il n'y a point d'exemple que des Evêques Catholiques aient appelé au Concile d'une décision du Pape en matière de foi.* On répond qu'il se pourroit faire qu'on n'eût point appelé en matière de foi, parce que les Papes en décidant toujours bien, n'auroient point donné lieu d'appeler de leurs jugemens; mais auroient-ils acquis par-là le droit d'empêcher que l'on appellât de leur jugement, s'ils jugeoient mal? D'ailleurs on ne peut pas dire que ces sortes d'Appels soient sans exemple, sur-tout après qu'il a été établi que c'est la même chose de résister au jugement du Pape, ou d'en appeler au futur Concile. On rapporte ensuite beaucoup d'exemples d'une semblable résistance. Enfin si les Appels sont canoniques lorsqu'il s'agit de la discipline, ils le sont encore plus, lorsqu'on croit que le Pape a donné atteinte à quelque dogme de foi.

Cinquième objection : *Il dépendra de quatre Prélats de troubler l'Eglise & l'Etat?* On répond que l'Appel est au contraire le moyen le plus sûr, & peut-être l'unique, de rétablir l'ordre & la tranquillité dans l'Eglise & dans le Royaume. Car il prévient les menaces de la Cour de Rome, & il calme les Diocèses où le second ordre est obligé de s'élever contre la Constitution, & où les Evêques sévissent contre les Prêtres.

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 423

Sixième objection : *Le respect pour le S. Siège devoit engager à appeler d'abord au Pape mieux conseillé.* On répond que la conduite du Pape a mis les quatre Evêques à couvert de ce reproche , & les a obligés de recourir d'abord au Concile. Le Pape n'a pas ignoré le soulèvement général que la Constitution a excité dans le public : au lieu de répondre aux difficultés , & de donner aucune explication , il a envoyé des Brefs menaçans & pleins de hauteur. Dans ces circonstances restoit-il d'autre ressource que l'autorité de l'Eglise universelle ?

SECT. IV.
Art. 4.
Ann. 1717.

Septième objection : *L'Appel a été interjeté sans la permission du Roi.* On répond que l'Appel est une voie juridique , & qu'il n'y a aucune loi qui oblige de demander permission au Roi pour y recourir. Les exemples prouvent qu'on a souvent appelé sans cette permission , comme lorsque l'Université de Paris appella sous Louis XI. de l'abolition de la Pragmatique , à laquelle ce Prince avoit consenti. Lorsqu'il s'agit de la foi , comme le Prince n'en est pas juge , ce n'est point par son ordre que l'Appel doit être interjeté. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'affaires temporelles & de l'autorité du Roi. Si la permission du Roi étoit nécessaire pour appeler au Concile , l'Eglise se trouveroit privée de cette voie légitime pour soutenir la vérité , au cas qu'un Pape publiât une mauvaise décision , & qu'il fût soutenu par le Prince.

Après avoir établi la canonicité de l'Appel , l'Auteur en explique les effets.

1°. C'est une maxime certaine en France , qu'un Appel canonique interjeté au futur Concile , suspend tous les Actes dont on appelle ; & qu'il prévient & rend nul tout ce qu'on

SECT. IV.

ART. 4.

Ann. 1717.

pourroit faire à son préjudice. Ces principes ont été toujours supposés incontestables par les Magistrats, par le Clergé, par les Théologiens, & par les Universités du Royaume. On les a suivis dans les autres États. Ils sont conformes aux règles du droit canonique, aux véritables notions du droit public, aussi bien qu'à la pratique de l'antiquité. Le Mémoire en apporte beaucoup de preuves qui sont sans réplique; & il remarque que si les Appels au futur Concile, qu'on a si souvent interjetés, n'avoient pas été suspensifs, & s'ils n'avoient pas arrêté le cours des entreprises auxquelles on jugeoit nécessaire de s'opposer, ils n'auroient servi qu'à irriter les Papes, & qu'à leur inspirer le desir de se porter à de nouvelles violences, sans en empêcher l'effet.

2°. Tout Appel d'un juge à son Supérieur est suspensif par sa nature. Le droit nouveau a mis quelques exceptions à cette règle commune : mais elles ne regardent point les Appels au futur Concile, ni les causes de foi & de discipline, qui intéressent toute l'Eglise. En effet, peut-on penser que l'Eglise oblige celui qui appelle d'une Constitution qu'il juge favorable à l'erreur, de croire par provision une doctrine qu'il regarde comme mauvaise, & qui sera peut-être déclarée telle par le jugement de l'Eglise universelle?

3°. Dans les premiers siècles, lorsque les besoins de l'Eglise demandoient qu'on assemblât un Concile général, pour revoir ce qui avoit été décidé par le Pape ou par des Conciles particuliers, en attendant que le Concile général eût prononcé, tout demouroit en suspens : on le prouve par rapport au Concile d'Ephèse. Nestorius avoit été excommunié

par le Pape Célestin : il demanda un Concile général qui lui fut accordé, & l'Empereur ordonna que jusqu'à la décision du Concile, rien ne seroit innové. Suivant les mêmes maximes, les Papes ont adinis à leur communion S. Athanase & S. Chrysostome, nonobstant le jugement prononcé contre eux. Si, selon l'ancienne discipline, un Evêque déposé devoit s'abstenir de ses fonctions, jusqu'à ce qu'il fût rétabli par un Concile plus nombreux, c'étoit lorsque la cause de cet Evêque rouloit sur un intérêt personnel, & qu'il ne pouvoit pas se plaindre que l'ordre canonique des jugemens eût été renversé à son égard : mais lorsque la question rouloit sur la foi, qui est la cause commune de l'Eglise, ou que l'Evêque avoit été jugé contre l'ordre des canons ; tout demeurait en suspens, jusqu'à ce que le Tribunal supérieur eût prononcé.

SECT. IV.
ACT. 4.
Ann. 1717.

On conclut de tout ceci que l'Appel de la Constitution au futur Concile a la force de suspendre toutes les censures portées par la Constitution même, & par quelque Evêque que ce soit pour raison de cette Constitution, aussi bien que toutes celles qui pourroient être portées à l'avenir ; & que jusqu'à ce que l'Eglise universelle se soit expliquée, on est en France au même état où l'on étoit avant la Constitution.



ARTICLE V.

ANNÉE 1717.

Dans les Diocèses les plus éclairés les Appels continuent sur les principes établis dans le Mémoire dont on vient de rendre compte. Appels de la Faculté de Théologie, du Chapitre, & de l'Université de Reims, ainsi que de plus de cent Curés du Diocèse, de quelques Monastères, du Chapitre de S. Symphorien & de plusieurs particuliers.

SECT. IV.
ART. 5.
Ann. 1717.
Hist. de la
Constit. 10.
2. p. 8.

LA nouvelle de l'Appel ne fut pas plutôt arrivée à Reims, que la Faculté de Théologie de cette ville s'assembla pour y adhérer. L'assemblée se tint le 8 Mars. De vingt-cinq Docteurs dont elle étoit composée, un seul fut d'avis de surseoir; tous les autres opinèrent pour l'adhésion. On appella de tous les Mandemens de l'Archevêque de Reims faits ou à faire sur la Constitution, sans préjudice de l'Appel comme d'abus, interjetté au Parlement de Paris, & on y joignit les autres clauses & protestations accoutumées. Le 25 Mars, la même Faculté écrivit une Lettre de félicitation aux quatre Evêques. Les Docteurs y témoignent que treize de leurs Confreres qui n'avoient pu assister à l'assemblée avoient adhéré à l'Appel: ils louoient sur-tout les Evêques, de ce que la force de la vérité les avoit délivrés du danger des ménagemens humains, & de ce que les conciliations spécieuses qui n'alloient pas à

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 427

la source du mal, n'avoient pu les éblouir.

Le 22 Mars, le Chapitre de Reims s'assembla : ayant délibéré par voie de scrutin sur l'adhésion à l'Appel, elle y fut conclue à la pluralité des suffrages ; & l'acte fut dressé avec les mêmes précautions que celui de la Faculté de Théologie, & reçu comme celui de la même Faculté par deux Notaires : un seul Chanoine y fit opposition. Le 26 du même mois, l'Université de Reims assemblée fit aussi son adhésion à l'Appel, du consentement unanime des quatre Facultés. Plus de cent Curés du Diocèse, quelques Monastères, le Chapitre de S. Symphorien, & plusieurs particuliers suivirent cet exemple.

SECT. IV.
Art. 5.
Ann. 1717.

ARTICLE VI.

A N N É E 1717.

Appel de la Faculté de Théologie de Nantes, à laquelle se joignent les Curés de la ville, les Peres de l'Oratoire, plusieurs autres Ecclésiastiques, & nommément le saint Prêtre M. de la Noë-Menard. Circonstances de sa mort & de ses funérailles.

LA Faculté de Théologie de Nantes s'assembla dès le 10 Mars, & fit son Acte d'appel, dans lequel les Docteurs disoient que le profond respect qu'ils avoient pour le Souverain Pontife, leur avoit fait espérer jusqu'alors, que Clément XI. reconnoîtroit qu'on lui avoit caché la vérité & suggéré la fausseté, & qu'il remédieroit au plutôt aux maux sans

SECT. IV.
Art. 6.
Ann. 1717.
Ibid. p.

Sect. IV.

Art. 6.

Ann. 1717.

nombre que la Constitution *Unigenitus* avoit apportés avec elle en France ; mais que comme ces espérances s'évanouissoient , ils croyoient devoir , pour conserver la vérité selon leur pouvoir , déférer toute cette affaire au jugement de l'Eglise universelle. La Faculté ordonna que son Acte d'appel fût notifié au Procureur-Général du Parlement de Bretagne , & au Greffier de l'Officialité de Nantes ; & elle indiqua une nouvelle Assemblée pour le lendemain. Dans cette seconde Assemblée , il se trouva quatorze Docteurs qui relurent & confirmèrent l'Acte du jour précédent d'un consentement unanime. Les Curés de la ville , les Peres de l'Oratoire , & plusieurs autres Ecclésiastiques , en ayant été avertis , se rendirent aussitôt au lieu de l'Assemblée ; on leur fit lecture de l'Acte d'appel de la Faculté & de celui des quatre Evêques , & ils y adhérèrent par un Acte qui fut reçu par deux Notaires qu'ils avoient amenés avec eux.

Parmi les Ecclésiastiques qui allèrent ainsi se présenter pour adhérer à l'Acte d'appel de la Faculté , étoit M. de la Noë-Ménard , un des plus respectables & des plus saints Prêtres du Royaume. La vûe de la Constitution l'avoit d'abord troublé & affligé : cependant son respect pour le Pape & les Evêques lui ferma quelque tems la bouche. Mais voyant dans la suite l'usage que les ennemis de la vérité faisoient de la Constitution , il se fit un devoir de s'instruire plus à fond de cette affaire , & bientôt on le vit s'élever avec force contre la Bulle. Epuisé par une longue maladie , il se fit porter au lieu de l'Assemblée de la Faculté de Théologie pour y adhérer à l'Appel , & réparer ainsi la faute qu'il croyoit avoir faite

en gardant trop long-tems le silence. Sa maladie continuant, l'Evêque de Nantes ne négligea rien pour lui faire révoquer son Appel ; mais le saint Prêtre protesta plusieurs fois qu'il y persistoit, & il persévéra dans les mêmes dispositions jusqu'à sa mort, qui arriva le 15 Avril. Un grand concours de monde honora ses funérailles ; & toute la ville de Nantes ne parloit de lui que comme d'un saint que Dieu venoit d'appeler à son Royaume.

SECT. IV.
ART. 6.
Ann. 1717.

L'Evêque de Nantes qui s'étoit déchaîné contre lui & contre tous les Appellans, menaçant souvent de les excommunier, ne survécut à ce saint Prêtre que de six ou sept mois : une maladie affreuse l'emporta en quatre jours, sans qu'on pût lui faire recevoir le viatique, parce qu'il rendoit les excréments par la bouche. Il mourut chargé de dettes comme il l'avoit été toute sa vie. On embauma son corps, & on le garda quelques jours pour faire les préparatifs de l'enterrement ; mais au jour marqué la puanteur étoit si excessive qu'on fut obligé de le mettre en terre à huis clos, avant l'heure de la cérémonie. Cependant toutes les Compagnies de la ville s'étant rendues à la Cathédrale, il survint une contestation entre les Curés qui vouloient assister à la messe avec leurs étoles, & les Chanoines qui exigeoient qu'ils les ôtaient : on disputa : on cria beaucoup de part & d'autre : on fit venir des Notaires pour verbaliser : enfin après de longs débats dans lesquels aucune des parties ne vouloit céder à l'autre, M. de la Vieuxville Doyen de la Cathédrale, qui devoit célébrer la messe, dit qu'il étoit trop ému pour monter à l'Autel, & tout le monde se retira. Ainsi s'accomplit ce que M. de Beauveau Evêque de

Ibid. p.
10.

Nantes avoit prédit lui-même , qu'on lui rendroit moins d'honneur à sa mort qu'on n'en avoit rendu à M. de la Noë.

ARTICLE VII.

ANNÉE 1717.

*Appels dans la plupart des autres Diocèses ;
comme à Rouen , à Troyes , à Mets , &c.
Les Evêques de Verdun & de Pamiers adhèrent aussi à l'Appel de leurs quatre Confreres.*

SECT. IV.

Art. 7.

Ann. 1717.

L'Une des premières adhésions à l'appel des quatre Evêques fut encore celle des Curés de la ville & du Diocèse de Rouen au nombre de trente-neuf , du 12 Mars. Ils appellent non-seulement de la Constitution , mais encore du Mandement d'acceptation de l'Archevêque , & de toutes les procédures faites & à faire contre les Curés. A Troyes , les Chanoines réguliers de l'Abbaye de S. Martin adhérèrent unanimement à l'Appel par délibération capitulaire du 10 Mai. Il y eut aussi quelques curés qui s'unirent à eux. A Mets les trois Grands-Vicaires & quelques Prêtres & Chanoines firent leur Acte d'adhésion à l'Appel pardevant Notaire le 7 Mai. A Toulon les Prevôts ancien & nouveau de la Cathédrale , le Prevôt de la Collégiale de Cuers du même Diocèse & quelques Prêtres , Curés & Chanoines adhérèrent aussi à l'Appel dans le mois d'Avril. M. de Bethune Evêque de Verdun adhéra à l'Appel de ses quatre Confreres le 22 Mars ; & M. l'Evêque de Pamiers , le 12 Avril.

ARTICLE VIII.

ANNÉE 1717.

Consultation signée par plusieurs Docteurs célèbres, & approuvée par quelques Grands-Vicaires, où l'on examine si l'on doit déférer aux censures qui seroient décernées contre les Appellans.

Comme plusieurs Ecclésiastiques appellans craignoient d'être inquiétés par leurs Evêques, ils consultèrent pour savoir comment ils devoient se conduire, au cas qu'on procédât contre eux par voie de censures Ecclésiastiques. Leurs questions se réduisirent à quatre : 1°. Si on peut regarder l'appel comme nul & frivole : 2°. Si les censures qu'on décerneroit contre les Appellans ne seroient pas nulles & sans effet : 3°. Si on seroit tenu de déférer à ces censures par provision : 4°. Si on devoit y déférer, au moins par prudence & par charité, de peur de trouble & de scandale.

Les Docteurs consultés s'en tenant aux principes établis dans le Mémoire dont nous avons donné ci-dessus le précis, répondent à la première question, que l'appel ne peut être regardé comme nul & frivole, parce qu'on ne peut pas dire avec vraisemblance que l'Eglise universelle ait reçu la Constitution, ni la considérer comme règle de foi, puisqu'elle n'apprend pas précisément ce qui est catholique ou hérétique. Sur la seconde question, ils prouvent par beaucoup d'autorités du droit ca-

SECT. IV.

Art. 8.

Ann. 1717.

Ibid. P.

11.

SECT. IV.

Art. 8.

Ann. 1717.

nonique, que l'Appel est suspensif de sa nature, & qu'il rend nulles toutes les procédures faites à son préjudice : d'où ils concluent sur la troisième & quatrième question, qu'on n'est point tenu de déférer à ces censures même par provision, comme étant nulles par défaut de pouvoir dans celui qui les prononceroit ; & qu'il est même à propos de n'y point déférer, pour ne pas rendre inutile l'Appel au Concile : que si quelqu'un s'offensoit de cette conduite, ce seroit un scandale pris, & non donné.

Ces réponses sont signées de MM. Habert, le Meur, Lambert, Dupin, de la Coste, Hideux, Docteurs de Sorbonne. MM. L'aigneau de Vaucienne, Gillet, Grands-Vicaires de M. l'Evêque de Châlons sur Marne, donnerent une nouvelle autorité à cette consultation, en faisant mettre leur approbation à l'impression qui s'en fit dans ces Diocèses. Ces Grands-Vicaires avoient appelé au futur Concile, avec le Chapitre de la Cathédrale en corps, les Curés de la ville & des faubourgs, plusieurs Abbayes de Chanoines réguliers, & autres corps particuliers.



ARTICLE

A R T I C L E IX.

A N N É E 1717.

Dispositions où étoit alors le Prince Régent. Le Cardinal lui fait avouer que l'Appel étoit canonique. Cependant le Notaire qui avoit reçu l'Appel est mis à la Bastille ; le Syndic de Sorbonne est exilé ; les quatre Evêques ont ordre de se retirer dans leur Diocèse ; la Faculté de Théologie de Paris a défense de s'assembler. Le Cardinal de Noailles fait son Acte d'Appel , qu'il ne rend public que dix-huit mois après.

Tous ces Actes , & un grand nombre d'autres , dont nous nous abstenons de faire l'énumération pour abrégé , marquoient d'autant plus le courage & le zèle de cette foule d'Appellans , qu'ils n'étoient point intimidés par les traits de mécontentement que la Cour venoit de faire éclater contre l'Appel , soit en faisant mettre à la Bastille le Notaire Touvernot qui l'avoit reçu , soit en ordonnant aux quatre Evêques de retourner incessamment dans leurs Diocèses , soit enfin en défendant à la Faculté de Théologie de Paris de s'assembler , & en exilant M. Ravechet son Syndic. Le Prince Régent convenoit de la légitimité de l'Appel en lui-même ; mais il prétendoit que c'étoit à contre-tems que l'on se portoit à cette démarche , parce qu'elle traversoit les vues d'accommodement dont il avoit toujours l'esprit occupé.

SECT. IV.

Art. 9.

Ann. 1717.

SECT. IV.

Art. 9

Ann. 1717.

Journal
d'Orf. t. 2.
p. 339. &
340.

Le Mercredi 10 Mars le Cardinal de Noailles demanda audience au Prince, & alla avec les Evêques qui lui étoient unis, lui représenter la maniere dont les quatre Evêques Appellans avoient été traités, dans le tems qu'ils usoient d'un moyen très-canonique, & conforme à nos maximes. Le Duc d'Orléans convint que le moyen étoit canonique; mais il se plaignit que ces Messieurs l'eussent pris sans lui en parler, dans un tems où il travailloit, disoit-il, à la paix de l'Eglise; & qu'ils eussent été en Sorbonne. soulever ce corps, & l'engager à y adhérer. Le Cardinal répondit que le silence des quatre Evêques à l'égard de son Altesse Royale venoit de discrétion; qu'ils n'avoient pû lui faire part de leur secret sans la mettre dans la nécessité, ou de se compromettre avec le Pape en approuvant leur conduite, ou d'abandonner nos maximes en la condamnant; & s'exposer eux-mêmes à lui désobéir s'il leur défendoit d'exécuter leur Appel, ou d'agir contre leur conscience s'ils l'abandonnoient. Le Cardinal fit encore répéter deux ou trois fois au Duc d'Orléans que le parti de l'Appel étoit canonique: il lui fit observer que c'étoit peu de le dire dans son cabinet; qu'il seroit à propos que tout le monde sût ce que son Altesse Royale pensoit à cet égard. Le Prince promit de faire quelque chose de public; mais il ne voulut ni permettre le retour des quatre Evêques, ni lever la Lettre de cachet contre M. Ravechet.

Il étoit aisé de s'appercevoir dès-lors que M. le Cardinal de Noailles approuvoit l'Appel des quatre Evêques, & qu'il se disposoit à suivre leur exemple: C'est ce qu'il fit en effet par son Aîte d'appel du 3 Avril 1717, qu'il

de l'Hist. Eccles. XVIII. siècle. 435
 tint pour-lors fort secret, & que nous ne lui
 verrons publier que dix-huit mois après. Deux
 de ses Grands-Vicaires s'étoient déjà trouvé
 en Sorbonne dans l'Assemblée du 5 Mars, &
 y avoient appelé avec les quatre Evêques :
 le Greffe de son Officialité étoit ouvert à tous
 les Actes d'appel qu'on y portoit, non-seule-
 ment du Diocèse, mais de tout le Royaume :
 & M. Gilbert, son Official Métropolitain,
 par ses Sentences du 9 & du 17 Avril avoit
 donné Acte de leur Appel à M. Senton Curé
 d'Olivet, & à MM. le Roi Chefcier & Curé,
 & Broulai Chanoine de S. Pierre en Pont
 d'Orléans, & les avoit relevés de l'interdit
 prononcé contre eux par l'Official d'Orléans.

SECT. IV.
 ART. 9.
 Ann. 1717.

ARTICLE X.

ANNÉE 1717.

*Consternation du Pape & de la Cour de Rome
 en apprenant l'Appel des quatre Evêques
 & de tant d'autres. Clément XI. attend que
 les Jésuites & le grand nombre de zélés par-
 tisans de sa Bulle en France, le tirent
 d'affaire.*

LA nouvelle de l'Appel interjetté par les
 quatre Evêques, par la Faculté de Théolo-
 gie de Paris, & par ce grand nombre de Cha-
 pitres & de Communautés les plus savantes &
 les plus régulières, joint à cette foule de
 Curés & autres Ecclésiastiques du second or-
 dre, jeta d'abord la consternation dans l'esprit
 du Pape, des Cardinaux & de toute la Cour de

Hist. de
 la Constit.
 t. 2. p 42,
 43 & 44.

SECT. IV.
ART. 10.
Ann. 1717.

Rome. Mais on commença à respirer quand on fut instruit des marques de mécontentement que le Prince Régent avoit données contre les Appellans, & qu'on vit, par les dépêches que reçut le Cardinal de la Trimouille, que la Cour de France bernoit toutes ses prétentions à vouloir faire entrer le Pape dans des tempéramens, & à vaincre la résistance qu'il avoit apportée jusqu'alors à toute voie de conciliation & d'accommodement.

La Cour de France sembloit ne vouloir pas sentir l'avantage que lui donnoit un Appel au Concile si bien reçu de toute la nation, & qui la mettoit en état de réduire le Pape à tout ce qu'elle auroit pu justement exiger de lui. La Cour de Rome le comprit : l'Appel au Concile l'avoit d'abord déconcertée ; mais le Mémoire que présenta le Cardinal de la Trimouille de la part du Duc d'Orléans fit revivre ses espérances & ses prétentions. Il est vrai qu'un des articles de ce Mémoire, qui renfermoit la menace d'une Déclaration du Roi en faveur de l'Appel, laquelle suspendroit tout jusqu'à la tenue du Concile, dut faire impression sur l'esprit du Pape & de ses Ministres ; mais les ouvertures que le Mémoire donnoit faisoient assez voir que la France menaçoit sans avoir envie de frapper ; & qu'il ne seroit pas impossible à Rome, en dissimulant & en gagnant du tems, de parer ce coup, & de faire échouer encore une fois les projets d'accommodement.

Ibid. p. 45. Ce fut aussi le parti que prit le Pape : il s'étudia à cacher également ses craintes & ses espérances, & à demeurer dans l'inaction ; ne voulant ni donner, ni approuver aucune explication de la Bulle ; résolu de souffrir pour

un tems, ce qu'il ne se voyoit pas en état d'empêcher, pourvu que sa tolérance ne l'engageât point, & qu'il demeurât libre d'éclater lorsqu'il en trouveroit l'occasion favorable. Or il espéroit de la trouver; parce qu'il savoit bien qu'il avoit en France, outre les Jésuites, grand nombre de zélés partisans de la Bulle, qui mettroient tout en œuvre pour regagner le terrain que l'Appel leur avoit fait perdre; & qu'enfin ils agiroient puissamment pour la cause commune; soit en faisant naître des scrupules dans l'esprit des peuples; soit en se rendant nécessaires auprès du Prince Régent; ou en faisant valoir leur multitude, en se procurant du secours du côté des Eglises étrangères; en un mot, en employant les intrigues & les sourdes pratiques qu'ils jugeroient les plus propres pour soutenir les prétentions de Rome, & leurs propres engagements.

SECT. IV.
ART. 10.
Ann. 1717.



ARTICLE XI.

ANNÉE 1717.

Clément XI. n'est point trompé dans son attente. Les pratiques des Jésuites & des Prélats sur qui il a compté font entrer le Régent dans des ménagemens qui leur sont favorables. Le Prince s'oppose cependant au Mémoire que le Cardinal de Bissi veut produire contre l'Appel. Il entreprend d'arrêter par une Lettre circulaire les demandes de ces Prélats.

CEs pratiques des Jésuites & des Prélats acceptans, sur lesquelles Clément XI. SECT. IV. avoit compté, se découvroient de jour en
ART. II. jour, & faisoient entrer le Régent dans des
ANN. 1717. ménagemens qui leur étoient favorables. Le
Itid. p. Cardinal de Bissi avoit un Mémoire contre
49, 50 & 51. l'Appel des quatre Evêques, qu'il voulut mettre au jour avec l'approbation & comme sous la protection de la Cour; mais le Prince ayant su que ce Mémoire renfermoit des opinions Ultramontaines, il lui déclara que s'il le faisoit paroître, il n'empêcheroit point les Parlemens de s'élever contre la doctrine qu'il y soutenoit. Ce Cardinal prit le parti de supprimer son Mémoire, au moins pour un tems; mais il ne ralentit point son zèle. Le Cardinal de Rohan, l'Archevêque de Bourges & lui, firent trois propositions à M. le Régent: la première de convoquer un Concile national, ou des Conciles particuliers de toutes les provinces: la seconde de donner une Dé-

claration qui supprimeroit l'Acte d'appel des quatre Evêques; qui enjoindroit à tous ceux qui y avoient adhéré de s'en désister, & qui défendrait d'en faire de nouveaux : la troisième qu'au cas que son Altesse Royale ne jugeât pas à propos d'entrer dans les deux premières, les Evêques acceptans ne pourroient au-moins s'empêcher de déclarer chacun dans leurs Diocèses, que l'Appel de la Bulle étoit manifestement frivole, d'enjoindre à tous ceux qui l'auroient formé de s'en désister, & de faire prononcer par leurs Officialités, une excommunication contre ceux qui refuseroient de leur obéir.

M. le Régent leur ayant dit les raisons qui l'empêchoient d'assembler des Conciles, ou de donner la Déclaration qu'ils demandoient, leur ajouta que quant à ce qu'ils pourroient faire dans leurs Diocèses, il les prioit & les exhortoit de surseoir toutes sortes de procédures & de déclarations de leur part, encore pour quelques mois. Mais il ne s'en tint point là : craignant toujours que ces Evêques ne vinssent à faire quelques démarches capables de déranger ses projets, il crut qu'il lui étoit essentiel de les arrêter, & il entreprit de le faire par une première Lettre circulaire écrite à tous en date du 18 Juillet 1717, où il leur parloit du dessein qu'il avoit d'envoyer bientôt le Duc de la Feuillade en qualité d'Ambassadeur, pour se rendre auprès de Sa Sainteté, & lui porter des propositions, qui, selon toutes les apparences, rétabliront une paix solide & durable: en conséquence il les prioit & les exhortoit d'empêcher dans leurs Diocèses tout ce qui pourroit traverser ou retarder l'effet de ses bonnes intentions,

SECT. IV.
Art. 11.
Ann. 1717.

ajoutant qu'au surplus s'il se trouvoit quelqu'un dans leurs Diocèses qui voulût ou troubler le repos & se soulever contre leur autorité, ou traverser par des Actes d'Appel au futur Concile, SANS NÉCESSITÉ, ou autrement, les mesures qu'il prenoit pour parvenir à la paix, ils n'auroient qu'à s'adresser à lui, & qu'il emploieroit le pouvoir Souverain dont il étoit dépositaire, pour les réprimer & les punir.

ARTICLE XII.

ANNÉE 1717.

Expression importante que le Duc d'Orléans veut qu'on insère dans sa Lettre circulaire, pour marquer qu'il ne prétend point donner atteinte aux maximes du Royaume sur l'Appel au Concile.

SECT. IV.
Art. 12.
Ann. 1717.
Ibid. p.
93.

C'Es mots SANS NÉCESSITÉ déplaisoient extrêmement aux Evêques acceptans les plus zélés. Le Cardinal de Bissi se plaignoit que cette addition énerroit toute la force de la Lettre du Duc d'Orléans, en ce que tous ceux qui voudroient appeller, supposeroient être en NÉCESSITÉ de le faire. Il assuroit même que ces paroles SANS NÉCESSITÉ ne se trouvoient point dans les deux Lettres qu'ils avoient reçues, M. le Cardinal de Rohan & lui. On ne pouvoit contester au Cardinal de Bissi la vérité du fait qu'il avançoit : cette addition n'avoit point été insérée d'abord dans le projet de lettre qui fut dressé en présence du Prince; mais elle y avoit été ajoutée depuis par son ordre. Ce fut ce que le Régent certi-

de l'Hist. Ecclési. XVIII. siècle. 441
 fia lui-même dans une seconde Lettre du
 17 Août, où il s'exprimoit en ces termes : SECT. IV.
Il est vrai que ces mots, SANS NECESSITÉ, par ART. 12.
rapport aux Appels au futur Concile, n'avoient Ann. 1717.
pas été d'abord insérés dans le projet de Lettre
en ma présence ; mais ils ont été ajoutés depuis
par mon ordre , avec mûre délibération , & non
contre mon intention . . . J'ai voulu faire con-
noître par ces termes , que sans donner atteinte
aux maximes du Royaume , je me servirois de
toute l'autorité qui m'est confiée pour répri-
mer , &c.

ARTICLE XIII.

ANNÉE 1717.

Cette addition irrite les Jésuites & les Prélats que le Prince avoit dessein de calmer : ils sont extrêmement inquiets les uns & les autres au sujet des négociations d'accommodement que la Cour de France poursuivoit de nouveau à Rome. Pour rompre ces négociations , ils en viennent à une rupture ouverte avec les Appellans. Et de-là plusieurs Mandemens schismatiques , soutenus de libelles & de discours séditieux.

LE Cardinal de Bissi , les Jésuites , & tous ces autres Prélats qui leur étoient attachés , déjà irrités de cette addition que le Duc d'Orléans avoit voulu que l'on fit à sa Lettre circulaire , étoient encore étrangement inquiets au sujet des poursuites qui se faisoient toujours à Rome pour en venir à quelque conciliation , poursuites dans lesquelles on fai-

Ibid. pag. 77.

SECT. IV.

ART. 13.

Ann. 1717.

soit même entrer des promesses de sommes d'argent considérables pour le Pape, & en faveur des personnes qui le touchoient de plus près, ou qui avoient le plus sa confiance. * Dans ces conjonctures ils crurent devoir mettre tout en œuvre pour dégager le Pape de ces poursuites de la Cour de France : jugeant qu'il n'y avoit point pour cela de moyen plus efficace, que de faire une diversion & un éclat

* Pour tâcher, dit M. d'Orfanne, d'assurer la réussite de ces poursuites, M. le Duc d'Orléans ne crut pas devoir négliger un expédient proposé à M. de Plaineuf, de faire couler de l'argent dans l'ansi chambre du Pape. Ce même expédient avoit été proposé par le Cardinal de la Trimouille à M. le Maréchal d'Uxelles, & ce Cardinal ne demandoit qu'une somme de 150000 liv. M. le Duc d'Orléans dépêcha un Courier secret à M. de Plaineuf, la chose n'étant (que) que de M. le Duc d'Orléans, & de M. le Chancelier. Ces Messieurs l'avoient cachée au Cardinal de Noailles, n'ayant pas cru lui devoir faire part d'une voie aussi honteuse & aussi fardide que celle-là pour engager le Souverain Pontife à donner aux fidèles une instruction nécessaire, de crainte que son Eminence ne s'y opposât. Le Courier eut ordre de ne point arriver à Rome en Courier, mais comme un simple particulier, de donner son paquet à M. de Plaineuf, & de ne voir personne, pour n'être point connu. Il étoit porteur de Lettres de change pour 30000 liv. en attendant qu'on envoyât le surplus. *Journal d'Orfanne, tome II, pag. 435 & 436.*

On reçut, quelque tems après, des Lettres de M. de Plaineuf qui rendoit compte de quelques conversations qu'il avoit eues avec le P. Laitreau au sujet de l'argent nécessaire pour arriver à ses fins. Il proposoit de donner 90000 liv. au Pape, non comme le prix des explications, mais comme une gratification pour les grandes dépenses faites pour aider l'Empereur contre les Turcs. On demandoit encore une somme de 30000 l. pour distribuer aux Neveux du Pape, & à certaines personnes en qui le saint Pere avoit confiance, comme au sieur *Maffei*. . . le sieur * * * Médecin du Pape, le sieur *Baselli*, &c. *Ibid. pag. 437 & 438.*

propre à occuper cette Cour, & à lui rendre le parti des Acceprans formidable, ils songerent à la rupture de cette espèce de trêve que le Duc d'Orléans avoit voulu ménager par sa Lettre circulaire. Il se tint des Assemblées à Meaux chez le Cardinal de Bissi, où l'on dit que les Evêques de Blois, du Viviers, & de Sarlat, se trouverent avec quatre Jésuites. Il y eut aussi des conférences sur ce même sujet à Gaillon, maison de campagne des Archevêques de Rouen; & de ces différentes Assemblées résulta un projet de Mandement schismatique, où la Constitution étoit déclarée Règle de foi, l'Appel interjetté au Concile frivole, illégitime & nul, les Ecclésiastiques appellans, & tous ceux qui avoient refusé ou refusoient de se soumettre à la Constitution, réellement excommuniés dans le for intérieur & devant Dieu; le saint sacrifice de la Messe offert, & les Sacremens administrés par ces Ecclésiastiques excommuniés, quoique non dénoncés dans toutes les formes, illicites & sacrilèges; les fidèles qui y participeroient avec connoissance de cause & sans nécessité, participans eux-mêmes aux sacrilèges que ces Ecclésiastiques commettroient, &c.

Ce projet est mis à exécution par plusieurs Mandemens d'Evêques, & soutenu en même tems par grand nombre de libelles & de discours répandus de toutes parts, pour animer le peuple contre les opposans. A Aire en Artois le P. Pollet Jésuite prêchant le troisième Dimanche après Pâques, dit que les Evêques appellans étoient *des Rebelles, des désobéissans, des ignorans*. A Hennabon dans le Diocèse de Vannes, un Capucin prêchant le jour de la Pentecôte se déchaîna avec violence

SECT. IV.
ART. 13.
Ann. 1717.

Ibid. p.
117.

SECT. IV.
ART. 14.
Ann. 1717.

contre les Appellans & tous ceux qui ne recevoient pas la Constitution. Le Curé le laissoit déclamer; mais le Sénéchal de la ville qui se trouva présent l'interrompit, & lui ordonna de descendre de chaire; le Capucin obéit; & le Sénéchal dressa un Procès-verbal qu'il envoya au Procureur-Général de Rennes. A Langres, le troisième Dimanche après la Pentecôte, un Jésuite fit un sermon dans lequel il défendoit la lecture de l'Ecriture sainte au commun des fidèles, ne la permettant qu'aux Prêtres & aux Magistrats, exceptant même de cette permission les Epîtres de S. Paul, qu'il dit être dangereuses & avoir été la source de toutes les contestations qui déchirent aujourd'hui l'Eglise.

ARTICLE XIV.

ANNÉE 1717.

Arrêts des Parlemens contre ces entreprises schismatiques & séditieuses. Extraits de ces Arrêts mémorables.

Voyez le
Recueil
des Arrêts,
déjà cité,
imprimé
en 3 tomes,
tom. 1. p.
341-346.

CE fut pour arrêter ces entreprises schismatiques & séditieuses, que les Parlemens rendirent ces Arrêts mémorables que nous allons parcourir. Leur objet peut se réduire à deux points : l'un de défendre l'Appel & les Appellans; l'autre de réprimer les procédés violens des Constitutionnaires. D'abord parut l'ARREST du 10 Avril 1717, qui reçoit le Chapitre de la Cathédrale de Reims, la Faculté de Théo-

*logie de Reims , & un grand nombre de Curés ,
appellans comme d'abus de l'Ordonnance de
M. l'Archevêque de Reims du 20 Mars 1717 ,
portant injonction de recevoir la Bulle , sous
peine d'excommunication , encourue ipso facto ;
& qui fait défense d'exécuter cette Ordonnance.*

SECT. IV.
ART. 14.
Ann. 1717.

Depuis l'Arrêt du 28 Mai 1716, qui avoit annulé les premières procédures faites par l'Archevêque de Reims contre les Curés & Chanoines pendant la vie de Louis XIV ; ce Prélat avoit recommencé ses poursuites ; d'abord par un Mandement du 5 Octobre 1716, & par une Ordonnance de suspension du 9 Décembre ; ensuite par une Ordonnance du 20 Mars , postérieure à l'Appel des quatre Evêques & à celui de l'Université de Reims. Ces Curés & Chanoines se pourvurent contre cette Ordonnance en interjettant appel au Concile , & appel comme d'abus au Parlement , qui leur accorda d'abord un Arrêt de défense ; c'est celui du 10 Avril 1717 que l'on vient de rapporter. On plaida sur le fond, mais à huis clos, M. le Régent voulant évirer le grand éclat. Après sept audiences il fut rendu un autre Arrêt contradictoire le 28 Mai, qui sur l'Appel comme d'abus, interjetté par le Chapitre de Reims , par l'Université de Reims , & par un grand nombre de Curés , d'un Mandement & de deux Ordonnances de M. l'Archevêque de Reims , qui prononçoit d'abord la suspension , ensuite l'excommunication contre ceux qui n'avoient pas publié , ou reçu la Constitution , déclare lesdits Mandement & Ordonnances abusifs, & condamne M. l'Archevêque de Reims en quatre cens livres de dommages & intérêts au profit de chacun des dix-sept Curés ou Chanoines. Il y eut dans cette affaire trois Mémoires excellens.

Recueil
t. 1 p 362-383.

SECT. IV.

Art. 14.

Ann. 1717.

Pag. 185.

Hist. de
la Const.
p. 62.Recueil
t. 1. p. 385-
389.

On fut que la plupart des Juges étoient d'avis que l'Arrêt contint des défenses particulières à M. l'Archevêque de Reims d'inquiéter les Appellans, & même des défenses générales à tous les Archevêques & Evêques du ressort, d'inquiéter leurs Diocésains, au préjudice de l'Appel qu'ils auroient interjeté au Concile général ; que d'autres proposèrent même que le Parlement, au nom de la nation, appellât de la Bulle au Concile, & que tous les opinans, après s'être partagés pour l'un ou l'autre de ces expédiens, se réunirent à prier le Premier Président de représenter à M. le Régent combien une pareille démarche étoit nécessaire pour le bien de l'Eglise & de l'Etat, & de lui faire agréer que le Parlement l'exécutât. Son Altesse Royale convint de la nécessité ; mais il demanda quelques délais qui ont rendu jusqu'à présent cette sage résolution inutile.

Nonobstant l'Arrêt du 28 Novembre 1716, l'Evêque de Beauvais persistoit à ne vouloir point rétablir le sieur d'Augy dans ses fonctions, à moins qu'il ne rétractât par écrit ce qu'il avoit dit dans son prône du 11 Octobre en rétractant la publication qu'il avoit faite de la Bulle *Unigenitus* ; & là-dessus nouvel Arrêt de la Cour de Parlement du 16 Juin 1717, qui reçoit le sieur d'Augy appellant comme d'abus du refus de M. de Beauvais de le rétablir dans ses fonctions, conformément à l'Arrêt du 28 Novembre 1716, qui le renvoie de nouveau devant cet Evêque, & qui ordonne que toutes choses demeureront en état.

Le 23 Juin, Arrêt de la Cour du Parlement de Metz, qui juge abusive une procédure faite contre le sieur Poncedrouillet Doyen rural du

Diocèse de Reims, qui avoit assemblé les Curés pour une rétractation de la publication qu'ils avoient faite de la Bulle, & qui condamne M. l'Archevêque de Reims en quatre cens livres de dommages & intérêts au profit de ce Curé.

SECT. IV.
Art. 14.
Ann. 1717.
Ibid. p.
394-412.

Voici quelques endroits du discours qui se trouve dans le Réquisitoire qui précède cet Arrêt. » La Constitution *Unigenitus* est-elle donc une règle inviolable de » foi ? est-elle au moins une règle générale de » discipline, à laquelle on doive une soumission provisionnelle ? Ces deux questions ne » feront jamais la matière d'un problème, » tant que l'on aura devant les yeux, que » quelque étendue que soit l'autorité du premier Siège du monde Chrétien, elle ne va » pas jusqu'à le rendre le seul Juge de notre » foi ; qu'une décision du Souverain Pontife » ne peut acquérir le sacré caractère de dogme » de la foi, qu'autant qu'elle est acceptée par » le consentement unanime du corps des Pasteurs ; enfin que la Constitution dont il s'agit, a reçu des contradictions dès sa naissance ; qu'elle est d'ailleurs trop récente » pour faire présumer le consentement tacite » des Pasteurs qui ne se sont pas encore expliqués ; en un mot, que plusieurs Prélats également distingués par leur mérite & » par leur dignité, bien loin de l'accepter, » s'opposent encore actuellement à sa réception. On ne reconnoît pas à ces derniers » traits le caractère d'unanimité qui seule peut » mettre le sceau à la définition d'un dogme de » la foi. Ces règles sont fondées sur la vérité » qui est une, qui est indivisible ; elles ne peuvent par conséquent recevoir ni le plus, ni » le moins d'incertitude.

SECT. IV.

Art. 14.

Ann. 1717.

398-399.

» Le Gouvernement Ecclésiastique, comme
 » le temporel, ne peut se soutenir sans la
 » subordination. Elle est le fondement exté-
 » rieur de cet édifice mystérieux contre lequel
 » ni le tems, ni la malice des hommes ne
 » prévaudront jamais : mais ce n'est pas tou-
 » jours en troubler les règles, que de ne pas
 » se soumettre aveuglément à ce qui est pres-
 » crit par les Supérieurs, savoir, lorsque la
 » soumission pourroit blesser la paix, la vé-
 » rité & la justice, qui sont les fondemens
 » de tout ordre. L'histoire Ecclésiastique
 » fournit divers exemples de cette vérité : ainsi
 » lorsque S. Hilaire anathématisoit la préva-
 » rication du Pape Libère ; lorsque le saint
 » Prêtre Malchion accusa & convainquit d'er-
 » reur Paul de Samosate son Evêque : enfin
 » lorsque les Eusèbes, les Sophrones, les
 » Jean de Damas & tant d'autres saints Prê-
 » tres & Laïcs refuserent de se soumettre aux
 » décisions erronées de leurs Evêques, on ne
 » les accusa pas alors de troubler l'ordre &
 » la subordination. L'Eglise au contraire par-
 » le avec éloge de la fermeté qu'ils témoignè-
 » rent dans ces occasions.

401-402.

» Ou on leur annonce (à des inférieurs) un
 » dogme de foi, universellement reçu par tou-
 » te l'Eglise, ou on leur donne pour dogme
 » de foi ce qui n'est qu'une simple décision con-
 » testée & sujette à révision. Dans le premier
 » cas, toute résistance seroit criminelle ; il
 » faut une croyance ferme, intérieure, une
 » soumission du cœur & de l'esprit. Dans le
 » second, le Prélat qui adopte, ou qui pro-
 » pose, n'étant pas infallible, son senti-
 » ment ou sa décision n'est pas une règle de
 » foi pour ses inférieurs. La loi de la discipline

» ne demande alors qu'une simple soumission
 » de déférence & de respect. Et à moins qu'il
 » ne s'agisse de dogmes de la foi ouvertement
 » combattus (car dans ce cas là , on pourroit ,
 » peut être devoit-on même , imiter le zèle
 » des Saints dont on vient de parler ,) à moins
 » de cela , cette déférence consiste à ne pas
 » s'élever ouvertement contre la décision du
 » Supérieur , à attendre dans la paix & dans
 » le silence , la détermination de l'Eglise sur
 » la décision contestée. Et si elle doit se ma-
 » nifester au dehors par quelque Acte exté-
 » rieur & de fait , le premier Ordre seul , n'a
 » pas encore assez d'autorité pour en imposer
 » la nécessité au second : il faut alors le con-
 » cours de l'autorité Souveraine , il faut des
 » Lettres-patentes , que nous accordons à
 » l'exemple de nos prédécesseurs , non pas à
 » la vérité comme juges de la doctrine , mais
 » comme LES PREMIERS & les plus augustes
 » TÉMOINS de la foi , & les protecteurs de la
 » discipline du Royaume. »

SECT. IV.
 ART. 14..
 Ann. 1717.

401-403.

Si les Magistrats , ceux sur-tout qui ont
 rang dans les Cours souveraines , sont *les pre-
 miers & les plus augustes témoins de la foi* ,
 ils connoissent donc en quoi elle consiste cette
 foi , & ce qui la caractérise ; ils la discernent
 donc d'avec ces dogmes erronés auxquels les
 ennemis de la saine doctrine s'efforcent de
 donner cours : ils en jugent donc , non par
 cette sorte de jugement d'autorité & de juris-
 diction qui n'appartient qu'à la puissance Ecclé-
 siastique ; mais par cette autre sorte de juge-
 ment de choix & de discernement , qui ap-
 partient à tout fidèle éclairé , comme il le doit
 être , sur sa foi & sur sa religion.

M, l'Evêque de Beauvais, malgré les deux

SECT. IV.
 Art. 14.
 Ann. 1717. Arrêts que nous avons rapportés, ne vouloit pas rétablir dans ses fonctions le sieur d'Augy, Curé de S. Martin de la ville de Beauvais. Troisième Arrêt de la Cour du Parlement du 19 Juillet, *qui reçoit ledit sieur Appellant comme d'abus du second refus de M. l'Evêque de Beauvais, de le rétablir dans ses fonctions, conformément aux Arrêts du 28 Novembre 1716, & 16 Juillet 1717, qui enjoint au Juge Royal de veiller à ce que les Notaires, les Huissiers fassent à cet effet les Sommations & Actes nécessaires, & qui ordonne que toutes choses demeureront en état.*

Recueil
 p. 418-426.

Tome II.

On étoit sur le point de plaider l'affaire pour le fond, à la fin de 1717, & les Mémoires étoient déjà imprimés, lorsque M. l'Evêque de Beauvais rendit la paix à son Diocèse : il en écrivit sur ce ton au Pape & à M. le Régent. Dans ces deux Lettres qui méritent d'être lues, & qui sont dans l'histoire de la Constitution, il dit qu'il a rétabli dans leurs fonctions les Appellans, dont il fait l'éloge. Le sieur d'Augy fut rétabli comme les autres : ce qui termina l'affaire.

Les 23 & 24 Juillet deux autres Arrêts de la Cour de Parlement, le premier qui fait défenses d'exécuter une Ordonnance de M. l'Evêque de Seëz qui avoit condamné un Curé à trois mois de Séminaire, pour avoir appelé au futur Concile : le second, *qui juge abusive la procédure de l'Official d'Orléans contre le sieur le Roi Curé de S. Pierre en Pont d'Orléans, & contre un Chanoine, pour n'avoir pas publié le Mandement de M. l'Evêque d'Orléans en faveur de la Bulle, & qui juge aussi qu'il y a abus dans le refus de l'Official, de consentir qu'en conséquence d'un Arrêt du 13 Février, ils continuassent leurs fonctions.*

Recueil
 426-432.

ARTICLE XV.

ANNÉE 1717.

Déclaration du Roi qui imposoit un silence absolu sur la Bulle. Cette Déclaration déplait également aux Appellans zélés, & aux rigides Acceptans. Ecrits de part & d'autre.

Pendant que les Cours souveraines étoient occupées à maintenir tout dans l'ordre, autant qu'il étoit possible, par ces différens Arrêts & par bien d'autres dont on parlera dans la suite, M. le Duc d'Orléans voulant toujours ramener les esprits à ces projets de conciliation qu'il ne cessoit d'avoir en vue, malgré tout ce que faisoient les Jésuites & ceux de leur parti pour les déconcerter, entreprit d'imposer un silence absolu sur la Constitution, par la Déclaration du Roi datée du 7 Octobre, & enregistrée le lendemain au Parlement.

SECT. IV.
ART. 15.
Ann. 1717.

La conclusion portoit, entr'autres choses :
» A ces causes . . . disons & déclarons, vou-
» lons & nous plaît, que toutes les disputes
» & contestations, & différends qui se sont
» formés dans notre Royaume à l'occasion de
» la Constitution de notre saint Père le Pape,
» contre le *Livre des Réflexions morales sur le*
» *Nouveau Testament*, soient & demeurent
» suspendues, comme nous les suspendons
» par ces présentes, imposant par provision
» un silence général & absolu sur cette ma-
» tière. Et ce, pendant le cours des instances
» que nous continuons de faire auprès de no-
» tre saint Père le Pape, pour obtenir de sa
» sagesse & de son autorité des secours capa-

SECT. IV.

ART. 15.

Ann. 1717.

» bles d'éteindre & de terminer entièrement
 » les divisions présentes Et en consé-
 » quence faisons très-expresses inhibitions &
 » défenses à tous nos sujets de quelque état &
 » qualité qu'ils soient de s'attaquer, de se
 » provoquer les uns les autres par des termes
 » injurieux de Novateurs, Jansénistes, Semipé-
 » lagiens¹, Schismatiques, Hérétiques, & au-
 » tres noms de parti, le tout à peine contre
 » les contrevenans d'être traités comme rebel-
 » les, désobéissans à nos ordres, séditieux
 » & perturbateurs du repos public. »

Ibid. p.

29.

Cette Déclaration déplût également aux Appellans zélés, & aux rigides Acceptans. Les uns & les autres se plaignoient que l'on portoit l'autorité Royale au de-là de ses justes bornes, en confondant l'erreur avec la vérité, par une loi qui imposoit silence à l'un & à l'autre. En général le silence ordonné ne fut pas scrupuleusement observé : on vit paroître des Ecrits de part & d'autre à peu près comme auparavant. Ce fut un problème à la Cour & à la ville de deviner de quel côté venoit un imprimé qui avoit pour titre : *Parallele entre le Type de l'Empereur Constant & la Déclaration du Roi*. Ces deux pièces y étoient placées sur deux colonnes à côté l'une de l'autre : le Type étoit traduit en François, & on y marquoit en caractères différens, aussi-bien que dans la Déclaration, les endroits qui se ressembloient davantage, soit pour la pensée, soit pour le tour & l'expression. A la fin on rapportoit le jugement du Concile de Latran sous Martin I. contre le Type. L'empressement du Cardinal de Bissi à répandre le *Parallele* faisoit croire à bien des personnes que cet Ecrit venoit de quelqu'un de son parti : mais on apprit par

des voies très-sûres, que cette pièce avoit été imaginée & jettée dans le public par quelque Appellant.

SECT. IV.

Art. 15.

Ann. 17. 7.

Ibid. p. 90.

Un autre Ecrit du côté des Appellans étoit celui qui avoit pour titre : *Réflexions sur la nouvelle Déclaration du Roi*. On s'y proposoit d'expliquer en peu de mots, les avantages que les Appellans trouvoient dans la Déclaration & les abus qu'on pouvoit en craindre : les avantages consistoient en ce que, 1°. la Déclaration attribuée à la Bulle & non pas au Livre du P. Quesnel les troubles dont le Clergé du Royaume est agité; 2°. Elle suppose comme une chose indubitable, que l'affaire n'est point encore terminée par aucun jugement capable de fixer les particuliers : 3°. Elle parle des Appellans au futur Concile sans les condamner : 4°. Elle rappelle l'Arrêt du Conseil de 1668. par lequel la paix fut rendue à l'Eglise sous le Pape Clément IX. & en ordonne l'exécution : ce qui paroît autoriser les particuliers à signer le formulaire d'Alexandre VII. avec distinction, comme le signèrent alors les quatre Evêques & les Théologiens qui leur étoient unis : 5°. Elle défend en conséquence, de se provoquer par les termes injurieux de Novateurs & de Jansénistes. Comme c'étoient les Appellans qui étoient inquiétés par les Evêques, la treve semble être toute à leur avantage. D'ailleurs elle prévient les entreprises des Evêques, qui auroient pu augmenter le trouble & causer de grands maux.

Malgré ces avantages, l'Auteur de ces *Réflexions* trouve des inconvéniens dans la Déclaration. Le mot de *treve*, dont elle se sert, lui paroît nouveau en matière de doctrine.
« Un nombre d'Evêques, dit-il, & une mul-

SECT. IV. » titude prodigieuse d'Ecclésiastiques du se-
 ACT. 15. » cond ordre ont déferé l'affaire à l'Eglise uni-
 ANN. 1717. » verselle : est-ce à l'autorité séculière à sus-
 » pendre l'effet de cet Appel, à déterminer en-
 » tre le Pape & les Evêques Appellans, qu'il
 » faut encore avoir recours au Pape, & que
 » le recours à l'Eglise universelle est préma-
 » turé? De plus, il faut lire dans l'Acte d'ap-
 » pel de quel point il s'agit . . . lorsque la
 » dispute roule sur des points de cette impor-
 » tance, l'autorité séculière a-t-elle droit
 » d'imposer silence? La seule fonction qui lui
 » resteroit, ne seroit-ce pas plutôt de proté-
 » ger la vérité attaquée, ou du moins de hâ-
 » ter le jugement de l'Eglise universelle? . . .
 » S'il n'y a point de Novateurs dans l'Eglise,
 » il ne faut appeler personne de ce nom; mais
 » s'il y en a, ne doit-on pas les faire connoi-
 » tre? L'Eglise feroit-elle treve avec les nou-
 » veautés? La puissance temporelle peut-elle
 » défendre provisionnellement de les attaquer?
 » Ceci fait sentir, ajoute l'Auteur, qu'il n'y
 » a que la vérité qui puisse être le principe de
 » la paix dans l'Eglise. »

ARTICLE XVI.

ANNEE 1717.

Observations sur cette Déclaration.

QUoi qu'il en soit des avantages que les Appellans trouvoient dans cette Déclaration, ou des abus qu'ils pouvoient en craindre; il est toujours bien certain qu'ils avoient en elle une preuve très-convaincante, que l'affaire étoit alors bien éloignée d'être

finie , & qu'il s'en falloit beaucoup que la Bulle fût une loi de l'Eglise universelle. On y adopte en tout ce qu'en avoient déjà dit MM. les Gens du Roi dans leurs Réquisitoires, & les Parlemens par leurs Arrêts. On y déclare que les remèdes n'ont presque servi qu'à irriter le mal , & que les Evêques ont pris des routes différentes , qui donnent lieu aux particuliers de suivre aussi différentes routes , jusqu'à ce que l'autorité supérieure ait réuni les esprits : Et par là on fait entendre que le silence provisionnel qui est imposé , met tous les fidèles sous la protection de l'Eglise universelle , & sous la sauve-garde de l'Appel , jusqu'à ce que l'affaire soit entièrement terminée. Voici les propres termes de la Déclaration : *Les procédures mêmes , & les voies judiciaires n'ont presque servi jusqu'à présent qu'à irriter le mal , au lieu de le guérir , parce que les Evêques ayant pris des routes différentes dans cette grande affaire , chaque particulier a cru pouvoir suivre celle qui convenoit à ses sentimens , jusqu'à ce qu'UNE AUTORITÉ SUPÉRIEURE eût réuni tous les esprits DANS UNE MATIERE QUI INTÉRESSE TOUTE L'EGLISE.*

SECT. IV.
ART. 16.
Ann. 1717.

Il est vrai qu'il est dit plus bas : *Nous ne doutons pas que Sa Sainteté remplie des sentimens qui conviennent à sa qualité de pere commun , ne fasse voir que sa sagesse & ses lumieres sont au-dessus des vues de ceux qui ont cru qu'il falloit avoir recours à l'Eglise universelle pour faire cesser la division : mais on sent assez la valeur de tous ces termes , où il s'agit de flatter un Pontife & une Cour ambitieuse , qu'on veut tâcher de fléchir & de gagner : termes qu'on emploie d'ailleurs avec la plus grande*

SECT. IV.
ART. 16.
Ann. 1717.

circospection. Car on ne dit pas que *ses lumières* soient au-dessus de celles de l'Eglise universelle, mais seulement *au-dessus des vues de ceux qui ont cru qu'il falloit avoir recours à l'Eglise universelle pour faire cesser la division.*

Ce qui suit dans la même Déclaration est encore plus décisif : *C'est donc dans l'attente d'un secours si digne de la religion & de la charité du Souverain Pontife, & pendant le cours des instances qui lui seront faites de notre part pour l'obtenir, que nous tiendrons toutes choses en suspens, & que nous userons même d'une sage & utile rigueur contre tous ceux qui par des Ecrits séditieux, ou par d'autres voies indiscrètes & prématurées, voudroient entretenir la guerre, pendant que nous ne sommes occupés que du soin de parvenir à la paix.*

Son Altesse Royale ne cessoit durant tout le cours de ces négociations de présenter à Clément XI. le point de vûe intimidant d'un Appel au Concile général, que tous les Parlemens étoient près d'interjeter par un Acte formel au nom de la nation : & c'est ce qu'ils avoient déjà fait, quoiqu'indirectement, par tant d'Arrêts qui lioient les mains aux Evêques, & qui ôtoient à la Bulle toute exécution. C'est ce qu'ils firent encore plus fortement dans la suite, lorsque la Cour de Rome, loin de pacifier les choses, ne chercha qu'à causer de plus grands troubles.



ARTICLE

ARTICLE XVII.

ANNÉE 1717.

*On reprend la suite des Arrêts des Parlemens ;
& des Réquisitoires de MM. les Gens du Roi.*

LE 12 Octobre, Arrêt de la Cour du Parlement de Rennes, qui ordonne la suppression de différens libelles schismatiques, & qu'il sera publié des Monitoires pour découvrir les Auteurs, Imprimeurs, & ceux qui les ont distribués, &c.

SECT. IV.
Art. 17.
Ann. 1717.

Dans le Réquisitoire, ces Auteurs sont traités de *brouillons dangereux*, qui prennent le flambeau de la division pour le feu de la charité. Le Ministère public s'élève en ces termes contre l'un d'entre eux : » Ouvrez, Messieurs, » ce Libelle insolent . . . vous y entendrez » cet Auteur insensé prononcer sur le salut » éternel du sieur *Ravechet*, défendre d'espérer que ses travaux aient été récompensés, » & condamner les éloges que tous les gens » de bien ne peuvent refuser à son mérite . . . » Il n'y a pas lieu à la vérité d'appréhender » que les noires vapeurs de cet esprit turbulent puissent jamais noircir sa mémoire : le » dépôt que la Sorbonne a fait dans ses archives, de la profession de foi de son Syndic, » en mettra dans tous les tems l'intégrité à » couvert des traits de la calomnie ; mais je » ne dois pas pour cela demeurer dans le silence. Les conséquences d'un pareil attentat » sont trop dangereuses, & le bien de la paix » m'engage nécessairement à élever la voix . . . » Les quatre Evêques qui ont cru être obli-

Recueil
d'Arrêts .
tome 1, p.
16-28.

Tome XIV.

V

SECT. IV.

ART. 17.

Ann. 1717.

» gés d'avoir recours au remède que le droit
 » présente contre tout jugement qui n'est
 » pas émané d'une autorité, ou infaillible,
 » ou souveraine, soit l'objet des empor-
 » temens de l'Auteur... L'ignorant Ecrivain
 » ne paroît entraîné dans ces excès que par
 » l'erreur où il est, que la voie d'Appel au
 » futur Concile n'est ouverte que pour les
 » droits temporels, & non pour les jugemens
 » dogmatiques, comme si le Pape, plus la
 » matière est importante, ne devoit pas dé-
 » pendre, & ne dépendoit pas en effet davan-
 » tage du Concile...

» La chimere de l'Auteur est que la Con-
 » stitution *Unigenitus* est revêtue de l'accep-
 » tation universelle de l'Eglise. Je ne m'arrê-
 » terai point à démontrer l'illusion d'une pro-
 » position si outrée; vous en avez déjà con-
 » damné l'erreur. Et l'Auteur téméraire ne
 » manifeste que trop le peu de respect qu'il a
 » pour une censure que plusieurs Parlemens
 » du Royaume ont prononcée avec vous.

Ibid. p.
37-39.

Le 23 Octobre, Arrêt de la Cour du Par-
 lement de Paris, qui fait défense d'exécuter
 une Ordonnance du Grand-Vicaire de Reims,
 qui avoit condamné un Curé au Séminaire pour
 avoir appelé au futur Concile.

Ibid. p.
47-51.

Le 1. Décembre, Arrêt de la même Cour de
 Parlement, qui ordonne l'exécution de la Dé-
 claration du 7 Octobre dernier.

Il s'agit dans cet Arrêt de l'Acte d'appel du
 Cardinal de Noailles. Ce Cardinal avoit tenu
 cet Acte fort secret : quelqu'un à la mort de
 M. l'Evêque de Lectoure le trouva dans ses
 papiers, avec l'adhésion de ce Prélat, & fit im-
 primer les deux pièces. La publication qui
 s'en fit alors étoit, selon la Déclaration, seule-

ment indiscrette & prématurée : aussi eut-on grand soin , dans la suppression qui en fut faite par cet Arrêt , de ne faire porter le Réquisitoire & l'Arrêt que sur la divulgation , & nullement sur le fond.

SECT. IV.
A 11.
Ann. 1717.

Le 13 Décembre autre Arrêt de la Cour du même Parlement , qui ordonne la suppression d'un Libelle intitulé : Dénonciation du Traité Philosophique & Théologique de M. Dupin , sur l'amour de Dieu , aux Evêques Catholiques.

Ibid. p.

On voit dans le Réquisitoire avec quelle force le Ministère public repousse l'esprit de schisme que respire cette Dénonciation. Il dit que » l'affectation de l'Auteur de l'adresser » non aux Evêques en général , mais aux Evêques Catholiques , est une injure à l'Episcopat ; qu'on ne doit pas être surpris qu'un » Ecrivain qui porte la licence jusqu'à supposer des Evêques qui ne soient pas Catholiques , se serve des expressions les plus injurieuses , non-seulement contre l'Auteur , dont » il entreprend de réfuter l'ouvrage , mais » contre la Faculté de Théologie & la Sorbonne en particulier , qu'il accuse d'aveuglement , d'égarement , de variations , de révolte contre le corps Pastoral , & de fureur , » qui l'ont rendue un objet de mépris à tout l'Univers ; que cet Ecrit ne peut donc passer » que pour un Libelle , qui mérite également » l'indignation publique & la censure des Magistrats. »

Ibid. p.
61-69.

Arrêts des 3 , 13 , 15 & 16 Décembre de la Cour du Parlement de Bretagne , rendu sur la remontrance de M. le Procureur-Général du Roi qui condamnent comme fausses , scandaleuses , contraires aux libertés de l'Eglise

Ibid.
p. 72-100.

Gallicane , & pernicieuse à l'Etat , plusieurs propositions enseignées en 1716, par les Jésuites du Collège de Rennes.

ARTICLE XVIII.

ANNÉE 1718.

Excès où ne cessent de se porter les Jésuites , & à leur instigation les Evêques outrés acceptans. Le Cardinal de Bissi & l'Evêque de Nismes entreprennent d'établir par des Certificats mandés dans tous les pays , l'acceptation universelle de la Bulle. Indignation de la Cour contre l'Evêque de Nismes. Raison du mépris que l'on fait de ces Certificats.

SECT. IV.
Art. 18.
Ann. 1718.

TANT de sortes d'excès , que tous les Parlemens du Royaume étoient attentifs à réprimer , & auxquels se portoient les Jésuites , & à leur instigation les Evêques rigides acceptans , montrent bien que les uns & les autres n'étoient pas plus disposés que les Appellans à garder le silence prescrit par la Déclaration du 7 Octobre. C'est ce qui parut encore par la conduite que tenoient alors ceux à qui la Société faisoit remplir les premiers rôles. Deux Ambassadeurs de France , l'un auprès du Roi d'Espagne , l'autre auprès du Roi de Portugal , envoyèrent en Cour la Lettre circulaire que l'Evêque de Nismes avoit écrite aux Prélats de ces deux Royaumes pour en tirer des témoignages de l'acceptation de la Bulle dans leurs Eglises. Cette Lettre ayant été lue dans le Conseil de Régence , parut à tous ceux qui y étoient , injurieuse au gouvernement , & à plusieurs Prélats du Royaume ;

Hist. de
la Const.
t. 2. p. 91.

& le Conseil en fut si indigné que quelques-uns proposèrent de faire arrêter l'Evêque de Nîmes : la pluralité des voix fut pour lui faire expédier un ordre de sortir de Paris en vingt-quatre heures. Et c'est à quoi le Conseil conclut.

SECT. IV.
Art. 18.
Ann. 1718.

Le Cardinal de Bissi vint au secours de l'Evêque de Nîmes ; mais après s'être donné de grands mouvemens, il ne put obtenir que cinq jours de délai. Il étoit d'autant plus intéressé dans cette affaire, qu'elle lui étoit commune avec l'Evêque de Nîmes. Tandis que celui-ci écrivoit en Espagne & en Portugal, le Cardinal de Bissi s'étoit chargé d'écrire en Italie, en Allemagne & ailleurs pour le même dessein.

Ils s'étoient ainsi partagé le monde Chrétien, & ils vouloient établir par des Certificats mandiés dans tous les pays, l'acceptation universelle de la Bulle, qu'on ne reconnoissoit point en France. Ces deux Lettres leur procurèrent de quoi former un Recueil de cinquante témoignages des Eglises étrangères, en comptant par le nombre des pièces qui les composent. Mais il faut les réduire environ à trente, si l'on ne compte que pour un témoignage les différentes pièces que l'on produit de la même personne. Ce qu'il y a de décisif contre tous ces témoignages, & qui prouve le peu de cas qu'on en doit faire, c'est que toutes les Universités & presque tous les Evêques étrangers qu'ils citent, ne fondent leur acceptation de la Bulle que sur l'opinion de l'infailibilité du Pape. Si quelques-uns de ces Evêques lient moins étroitement leur acceptation avec l'opinion de l'infailibilité, ils ne parlent ni d'examen, ni de jugement de leur part, mais

plutôt de respect, d'humilité, de vénération
& de soumission aveugle & sans bornes pour
le Pape & pour tout ce qui vient de lui.

ARTICLE XIX.

ANNÉE 1718.

*Excès poussés au dernier point par deux Lettres,
dont l'une de l'Archevêque de Reims à M. le
Régent, & l'autre aux Doyens ruraux de son
Diocèse.*

SECT. IV.

Arr. 19.

Ann. 1718.

Ibid. P.
108-109.

Parmi les partisans des Jésuites & de la
Constitution, celui qui se distingua le
plus fut l'Archevêque de Reims. Son zèle fa-
natique éclata dans deux Lettres, l'une à M.
le Régent, l'autre aux Doyens ruraux de son
Diocèse. Il dit dans la première, en parlant
de la Déclaration, que jamais Ordonnance
n'a porté plus de préjudice à l'Eglise, que
cette Déclaration; qu'à la suite d'un préam-
bule catholique, elle se termine à détruire les
ordres donnés par un grand Roi pour l'accep-
tation de la Bulle, & se réduit à laisser la
Constitution de Sa Sainteté dans un état d'in-
différence; qu'on y établit une espèce de trêve,
comme s'il pouvoit y en avoir entre les Or-
thodoxes & les schismatiques. Voici comment
cet Archevêque parloit des Evêques & des
Magistrats: *Que des Prélats, dit-il, qui
attaquent l'Eglise & en abandonnent les droits,
vous aient insinué cette Ordonnance, Monsei-
gneur, c'est une suite de leur prévarication;
mais est-il possible que parmi ceux qui ont
reçu la Bulle, il y en ait qui plus adulateurs
qu'Evêques, aient trahi leur propre conscience,*

& déguisé la vérité à un Prince qui la cherchoit ? Les Evêques opposans sont ensuite traités de schismatiques sans ménagement. Par rapport aux Magistrats , il rappelle ce que firent Henri II. & François II. Henri II. sachant , dit-il , qu'il y avoit dans le premier de tous les Parlemens quelques Officiers infectés de l'hérésie naissante de Calvin , il vint tenir son lit de justice , & les fit arrêter en sa présence & traduire dans les prisons. François II. poussant la sévérité au-delà des intentions de l'Eglise, renouvelle le spectacle d'Aman dans la personne du propre frere du Chancelier , &c. Cette Lettre fut condamnée par Arrêt du Parlement du 19 Mars, à être lacérée & brûlée, M. de Lamoignon portant la parole & disant , qu'on ne pouvoit présumer qu'elle fût l'ouvrage de celui dont elle portoit le nom. Malgré ce ménagement de la part de l'Avocat Général , dès que cet Archevêque eut reçu avis de l'Arrêt , il écrivit une autre lettre aux Doyens ruraux de son Diocèse , en date du 24 Mars , où il marquoit que loin d'être mortifié du jugement qui venoit d'être rendu , il s'en glorifioit dans le Seigneur ; que pour conserver à jamais le souvenir d'un tel Arrêt , il le feroit enregistrer au Greffe de son Officialité ; & qu'il fonderoit une Messe à perpétuité , qui seroit célébrée en son Palais Archi-épiscopal chaque année le jour de son exécution. Faites part , leur dit-il , de cette Lettre aux Curés & aux Ecclésiastiques orthodoxes de votre Doyenné , & exhortez-les de demander à Dieu dans leurs prières l'esprit de force qui est nécessaire pour l'extinction du schisme , & l'extirpation de l'hérésie des Jansénistes , que je ne cesserai de combattre jusqu'au dernier moment de ma

SECT. IV.
Art. 19.
Ann. 1718.

Ibid. 100.

vie. Le Parlement garda le silence sur cette seconde Lettre, quoiqu'elle parût imprimée ; parce que les projets de conciliation dont la Cour étoit toujours occupée, ne lui permettoient pas de pousser à bout des Evêques qu'elle ne désespéroit pas d'y faire entrer.

ARTICLE XX.

ANNÉE 1718.

Le Pape fait condamner l'Appel au Concile par un Décret de l'Inquisition. Ce Décret est rejeté par le Prince Régent. M. l'Evêque de Senes averti de cette nouvelle entreprise de Rome, tient son Synode, & fait à ce sujet un discours que lui & tous ses Curés signent. Le Cardinal de Noailles est sur le point de publier son Appel. M. le Régent livre le Décret de l'Inquisition aux Arrêts des Parlemens.

SECT. IV.
Art. 10.
Ann. 1718.
Ibid. P.
97 & 111.

LE Pape qui avoit déjà fait éclater son ressentiment contre la Déclaration par un Bref que la Cour ne voulut pas recevoir, fut encouragé par les démarches de ces Prélats, & par les avis secrets que lui donnoient les Constitutionnaires de France : il crut donc ne devoir plus différer la vengeance de l'injure qu'il prétendoit lui avoir été faite par l'Appel au Concile. Il fit condamner cet Appel par un Décret de l'Inquisition, du Mercredi 16 Février, qu'il envoya à son Nonce, avec ordre de le présenter à M. le Régent. Le Décret, après avoir été communiqué aux Gens du Roi, fut rejeté par son Altesse Royale, de l'avis du Conseil de Régence. M. l'Evêque de Senes averti de cette nouvelle entreprise de Rome

assembla son Synode, & fit un discours à ses Curés dans lequel il leur exposoit au long les motifs de son Appel au Concile, les principes des libertés de l'Eglise Gallicane & les droits des Evêques, traités avec mépris par le Décret de Rome. Il avoit apporté son discours par écrit, & après l'avoir prononcé il le signa, & tous ses Curés le signèrent après lui, à l'exception d'un seul, déjà connu par son attachement aux prétentions Ultramontaines.

Les quatre Evêques premiers appellans écrivirent en même tems en commun à M. le Régent, pour l'exhorter à défendre les droits de l'Episcopat contre une puissance dont la politique tend depuis plusieurs siècles à anéantir l'autorité des Evêques. Le Cardinal de Noailles se plaignit aussi à ce Prince du Décret de Rome; mais il ne put obtenir encore la permission de publier son Appel. Son Altesse Royale lui promit de ne pas arrêter les poursuites des Parlemens contre le Décret, à condition que son Eminence différerait la publication de son Appel, dans l'espérance que la Cour de Rome entrerait enfin dans quelque accommodement. Envain les Curés de Paris & un grand nombre de Docteurs pressèrent son Eminence de se rendre à leurs desirs par la publication de son Acte d'appel: ils n'en reçurent que des réponses vagues, qui témoignaient assez que cette Eminence avait pris d'autres engagements avec la Cour. Il y eut dans le même tems un Rescrit du Cardinal Paulucci, Grand-Pénitencier de Rome, qui entreprenait de donner les pouvoirs de confesser aux Prêtres qui en auroient été privés par la raison seule qu'ils étoient attachés à la Constitution. On prétend que plusieurs Prêtres se

SECT. IV.
ART. 20.
Ann. 1718,

Ibid. p. 112.

servirent de ces pouvoirs au mépris de l'Ordinaire : mais rien ne fut approfondi, & on négligea d'agir contre ce Rescrit de la Pénitencerie de Rome. Ainsi toute la rigueur que l'Etat fit paroître alors, se borna aux Arrêts des Parlemens contre le Décret de l'Inquisition qui condamnoit les Actes d'appel.

ARTICLE XXI.

ANNÉE 1718.

Extraits des Réquisitoires sur lesquels sont rendus ces Arrêts, où l'on voit ce que MM. les Gens du Roi pensent de l'Appel des quatre Evêques.

SECT. IV.

ART 21.

ANN. 1718.

Ibid. p.

113.

Recueil

d'Arrêts,

t. 2. pag.

140-145.

LE Parlement de Paris donna l'exemple à tous les autres. M. de Lamoignon portant la parole, rappella d'abord le souvenir des grands Magistrats qui l'avoient précédé & qui s'étoient toujours élevés avec force contre de pareils Décrets : puis il ajouta, parlant au nom des Gens du Roi, » qu'ils croiroient man-
 » quer à ce qu'ils devoient au Roi, à la patrie
 » & à eux-mêmes, si ne pouvant atteindre aux
 » sublimes vertus & aux excellentes qualités
 » de ces grands hommes, ils ne suivoient pas
 » au moins les exemples qu'ils leur ont lais-
 » sés d'une application singulière au main-
 » tien des maximes les plus certaines & les
 » plus inviolables du Royaume ; & sur-tout
 » de celles qui concernent les Appels au futur
 » Concile, dont l'usage autorisé par les saints
 » Décrets, a toujours été regardé comme un
 » des principaux points de nos libertés, & l'un
 » des moyens les plus sûrs pour prévenir les

» *entreprises qui pourroient y donner atteinte.*

Ces dernières paroles sur l'Appel sont d'autant plus remarquables, qu'elles furent insérées dans le Discours par ordre exprès de M. le Duc d'Orléans. L'Arrêt conforme en tout aux conclusions des Gens du Roi, est du 28 Mars, & ordonne la suppression du Décret. Il renouvelle en même tems sur cette matiere, diverses autres Ordonnances & Arrêts, notamment ceux des 15 Mai 1647, 17 Décembre 1688, 7 Mai 1703.

Sect. IV.
Art. 21.
Ann. 1718..

On remarque les mêmes sentimens sur l'Appel & sur l'Inquisition dans les discours des Avocats & Procureurs-Généraux, sur lesquels les autres Parlemens rendirent tous successivement leurs Arrêts.

Voici comment le Ministère public s'exprime dans celui de Toulouse, par la bouche du Procureur-Général, au sujet de l'Inquisition.

Ibid. p.
186-194.

» L'Inquisition, dit-il, a été de tout tems
» odieuse à la France : nos Peres ont toujours
» été attentifs à s'opposer à tout ce qui éma-
» noit de ce Tribunal, lequel s'affranchissant
» dans ses jugemens des règles canoniques &
» même des Loix naturelles, en a établi
» d'autres entièrement contraires à l'antiqui-
» té sacrée, & qui ne tendent qu'à assujettir
» la Chrétienté à la Cour de Rome. Aussi
» Paul IV. avoit-il accoutumé de dire que
» l'Inquisition étoit le grand ressort du Pon-
» tificat.

» On fait les guerres & les soulèvemens
» qu'elle a excités dans les pays où l'on a
» voulu l'introduire. Nous gémissons encore
» du dommage presque irréparable qu'elle a
» causé à l'Eglise, en lui faisant perdre la
» Hollande & les autres Provinces unies.

Sect. IV.
Art. 21.
Ann. 1718.

» Quel désordre n'a-t-elle point causé dans la
» Religion ? L'Abbé Fleury a très-judicieuse-
» ment remarqué dans son Histoire Ecclésiasti-
» que, que l'Inquisition avoit introduit l'igno-
» rance, par les condamnations fréquentes
» des meilleurs livres, & l'hypocrisie par l'ir-
» régularité de ses procédures & la trop grande
» sévérité de ses peines. »

Ibid. p.
175-180.

Au sujet de l'Appel, » Il paroît, dit le Pro-
» cureur-Général de Rennes, que l'objet du
» Décret est de nous interdire, autant que la
» chose peut dépendre de la Cour de Rome,
» l'usage des Appels au futur Concile : mais
» que cette Cour s'est trompée, si elle a es-
» péré quelque succès d'une pareille entrepri-
» se ! Qui peut ignorer que cet usage est con-
» sacré par une infinité d'exemples, & au-
» torisé même par les saints Décrets ? Qui
» peut ne pas sentir LA NECESSITÉ d'un re-
» mede sans lequel envain nos Peres auroient
» travaillé à nous conserver les saintes liber-
» tés, dont les autres Royaumes nous en-
» vient le dépôt ? »

ARTICLE XXII.

ANNÉE 1718.

*Autres Arrêts sur divers autres sujets qui ont
rapport au même objet.*

Ibid. p.
201-205.

LE 5 Mai, Arrêt du Parlement de Dijon,
qui condamne au feu un libelle ayant
pour titre : La Constitution UNIGENITUS re-
jetée depuis plusieurs siècles.

Ce Libelle étoit une pièce en vers du stile
de Marot. On l'attribuoit au P. Ducerceau
Jésuite, connu par d'autres pièces du même

file. Celle-ci étoit une parodie sur la Passion. La Constitution y tenoit la place de Jésus-Christ : les Evêques opposans étoient représentés par les Juifs : Pilate désignoit M. le Chancelier d'Aguesseau, & Judas M. le Cardinal de Noailles. M. de Gaufridi Avocat-Général du Parlement d'Aix y paroissoit sous le masque d'un Rabin.

SECT. IV.
ART. 22.
Ann. 1718.

Le 2 Juillet, Arrêt du Parlement de Grenoble qui condamne au feu deux Lettres schismatiques. Ibid. p.
206-213.

M. l'Evêque de Grenoble de *Montmartin* avoit déclaré en présence de ses Curés assemblés, *qu'il ne regardoit point la Constitution comme règle de foi, & qu'il ne vouloit inquiéter personne à ce sujet.* C'en fut assez pour porter ceux qui ne respiroient que la calomnie & le schisme, à déchirer l'honneur de ce Prélat. Mais il fut vengé par l'Arrêt & par le témoignage que lui rendit dans le Réquisitoire l'Avocat-Général du Roi, qui parlant d'abord de ces deux Libelles dit : « Quand on
« examine en détail les deux Lettres qui con-
« cernent le sieur Evêque de Grenoble, on
« voit qu'il n'y a pas une seule expression dont
« on ne doive être indigné, & qui ne décou-
« vre l'aigreur de ces esprits factieux, qui ne
« s'étudient qu'à inventer des prétextes pour
« troubler la paix & la tranquillité qui doit
« régner dans l'Eglise... C'est une diffama-
« tion continuelle, un tissu d'expressions iro-
« niques contre plusieurs Prélats, notamment
« contre le sieur Evêque de Grenoble, très-
« digne membre de cette Cour, dont il a
« l'honneur d'être Conseiller-né, & quoique
« son mérite, ses vertus & ses qualités dé-
« mentent tout ce que l'imposture & les ex-

SECT. IV.

Art. 21.

Ann. 1718.

» pressions ridicules de ces deux Lettres ren-
 » ferment d'outrageant, & qu'on ne dût pas
 » craindre qu'elles fassent d'autres effets que
 » d'attirer contre l'Auteur l'indignation pu-
 » blique, nous croyons néanmoins qu'il est
 » de notre ministère de requérir, &c.

Le 29 Juillet Arrêt du Parlement de Douai
 qui ordonne qu'un Libelle intitulé : *Acte d'ac-*
ception de la Constitution Unigenitus par
 les fidèles du Diocèse d'Arras, sera lacéré &
 brûlé ; & permet au Procureur-Général de se
 pourvoir contre les Auteurs &c. par monitoire
 & censures Ecclésiastiques.

Ce Libelle renfermoit les injures les plus
 atroces, contre M. l'Evêque d'Arras. Ce Prélat
 y est dépeint comme un homme qui se montre
 l'ennemi de l'Eglise à front découvert, un hom-
 me scandaleux, d'une détestable doctrine, qui
 joue la religion par d'indignes maneges d'une
 politique criminelle, dont toute la conduite
 est un prodige de prévarication, un Evêque
 qui est la honte de l'Episcopat, un ennemi de
 la Catholicité, un vieux serpent, &c. M.
 l'Evêque de Boulogne n'y est pas mieux traité.
 C'est le protecteur déclaré de l'hérésie, un loup
 furieux qui ravage le troupeau de J. C. à force
 ouverte. La Sorbonne y est appelée schismati-
 que, rebelle, & une école qui n'est plus Ca-
 tholique.



ARTICLE XXIII.

ANNÉE 1718.

Lettres Pastoralis officii qui se préparoient à Rome. Le Cardinal de Bissi craint que lorsqu'elles viendront à paroître, le Parlement n'appelle de la Bulle. Nouvelles négociations qu'il met en usage de concert avec le Cardinal de Rohan & les Jésuites, afin d'amuser la Cour de France.

LE Cardinal de Bissi, qui avoit toujours mis des obstacles invincibles à tout moyen de pacification, frappé de ces Arrêts des Parlemens, & craignant les suites que pourroient avoir dans le moment présent, les Lettres *Pastoralis officii*, qui se préparoient à Rome, & du contenu desquelles il étoit bien informé, prit le parti d'amuser le Duc d'Orléans par de nouvelles négociations, afin de se ménager à lui & aux Jésuites qui le faisoient agir, & au Cardinal de Rohan qui entroit dans le même dessein, le tems de se précautionner sûrement contre l'éclat que ces Lettres feroient en France, lorsqu'elles viendroient à y paroître. Car ils craignoient extrêmement, on le verra ci-après, qu'alors le Parlement n'appellât de la Bulle & de toutes ses suites. Le Cardinal de Bissi commence donc par écrire au Pape, ou, feindre de lui écrire une Lettre dans laquelle il presse sa Sainteté de suspendre les coups d'éclat, & dit qu'il a pensé avec des personnes très-zélées pour la Bulle & pour le saint Siège, à des expédiens qui paroissent propres à terminer l'affaire qui les agite, à la satisfaction de Sa Sainteté; & il lui représente la

SECT. IV.
Art. 23.
Ann. 1718.
Hist. de la
Const. t. 2.
P. 133.

considération que méritent le public & les Parlemens, qu'il est très-important, dit-il, de ménager & de ramener. Il fait part de cette Lettre à M. le Régent, & affecte de lui marquer par là son amour pour la paix, & la disposition où il est d'entendre à quelque accommodement.

Ibid. p. 136 & suiv. Le Prince est satisfait, & le Cardinal de Rohan étant revenu de Saverne à Paris, les conférences s'ouvrent : car le Cardinal de Noailles se montre en cette occasion tel qu'il avoit toujours paru, c'est-à-dire, toujours prêt à écouter des propositions de paix. Le but de la négociation étoit, comme dans tant d'autres conférences précédentes, d'engager les Evêques des deux partis à convenir d'un corps ou précis de doctrine, & d'une formule d'acceptation qui pût être employée par le Cardinal de Noailles & les Evêques de son parti, avec l'approbation du parti opposé. On convint, après bien des débats, du précis de doctrine : mais quand il fut question de la formule d'acceptation, ce fut là que les deux Cardinaux firent naître les grandes difficultés ; comme ils l'avoient déjà fait tant de fois. Le Cardinal de Noailles ne vouloit donner qu'une acceptation relative & restrictive au sens des explications renfermées dans le précis de doctrine : c'est ainsi qu'il avoit toujours parlé. Cependant pour le bien de la paix il consentoit, sur-tout dans ces dernières conférences, à ne pas exprimer cette relation trop crûment, & à se servir de certains termes qui couvrissent en quelque sorte son véritable dessein. Les deux Cardinaux qui lui étoient opposés vouloient au contraire une acceptation pure & simple, & rejettoient toute formule restric-

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 473
 tive, limitative, ou conditionnelle. Ils rendoient par là les difficultés insurmontables : & c'étoit leur dessein de faire durer les négociations & les contestations autant de tems qu'il leur en falloit, pour dresser d'autres batteries, & se précautionner contre l'Appel qu'ils craignoient de la part du Parlement.

ARTICLE XXIV.

ANNÉE 1718.

Lettre circulaire écrite de concert par les deux Cardinaux aux Evêques acceptans, où l'on exhorte ces Prélats à rompre de communion avec les Appellans, & à assurer dans des Mandemens, que l'Eglise a reçu la Constitution.

QUand au milieu de toutes ces frauduleuses négociations, le moment est venu, où ils croient devoir effectuer ce qu'ils avoient projeté, le Cardinal de Bissi se charge d'écrire, de concert avec le Cardinal de Rohan, une Lettre circulaire aux Evêques acceptans, conçue en ces termes : » Voilà, Monseigneur, mon Mandement que je me donne l'honneur de vous envoyer. Le besoin de l'Eglise de France & ceux de mon Diocèse ne me permettent pas d'en différer plus long-tems la publication . . . On dit que le Pape vient de publier un Bref contre les Evêques opposans ; (c'étoit les Lettres *Pastoralis officii*) qu'il y en aura ici incessamment des exemplaires, & que peut-être après, MM. les Gens du Roi du Parlement de Paris appellèront de la Bulle & de toutes ses suites

SECT. IV.
 Art. 24.
 Ann. 1718.
Ibid. p.
 141.

SECT. IV.

ART. 24.

Ann. 1718.

» au futur Concile général. Dans des circon-
 » stances si fâcheuses, il n'y a que l'union de
 » l'Episcopat & sa fermeté, qui puissent con-
 » server l'intégrité de la foi dans ce Royaume.
 » Je me flatte que vous le sentirez comme
 » moi; & que votre zèle vous fera prévenir
 » l'Appel dont on nous menace, en déclarant
 » par un Mandement daté du jour que vous re-
 » cevrez nos Lettres, vos sentimens tant sur
 » l'acceptation que l'Eglise universelle a faite
 » de la Bulle, que sur la témérité de l'Appel
 » qui en a été interjetté. . . L'essentiel est de
 » convenir dans le dispositif qui commence
 » par ces mots: *Acceus causes*, &c. Celui que
 » vous trouverez dans nos deux Mandemens,
 » (le sien & celui du Cardinal de Rohan en-
 » voyé en même tems) a été formé sur l'avis
 » des Prélats les plus éclairés & les mieux in-
 » tentionnés, qui se sont trouvés ici, & qui
 » en vont faire autant dans leurs Diocèses. «
 Il les exhorte enfin à se séparer de communion
 d'avec les Appellans, à assurer dans leurs Man-
 demens que l'Eglise a reçu la Constitution; &
 leur promet de leur envoyer bientôt les Actes
 qui le prouvent.

Les deux Cardinaux agissoient encore au-
 dehors comme s'ils eussent sincèrement voulu
 la paix, dans le tems même qu'ils faisoient
 en secret une pareille manœuvre. Car alors ils
 sembloient travailler avec un renouvellement
 d'application sur le modele d'acceptation qu'ils
 avoient présenté peu de jours auparavant. Dans
 l'examen qu'ils en faisoient, s'ils refusoient
 quelques changemens, ils en admettoient
 d'autres, & la Cour dont ils se jouoient, ne
 désespéroit point de parvenir enfin à tourner
 cette formule avec tant d'art qu'ils en fussent

fatisfaits. Les deux Cardinaux se pressoient de faire paroître leurs Mandemens, & vouloient que les Evêques de leur parti en publiassent promptement de semblables, parce que les Lettres *Pastoralis officii* devoient éclore incessamment. Ils ne se flattoient point de pouvoir obtenir des Lettres Patentes du Roi pour la publication de ces Lettres : il falloit donc par leurs Mandemens mettre d'avance à exécution cette pièce ultramontaine, afin que prouvant ensuite par la date des mêmes Mandemens qu'ils l'avoient prévenue, ils pussent éluder les loix du Royaume, qui défendent d'exécuter en France les Lettres ou Brefs de la Cour de Rome, avant qu'ils soient autorisés par Lettres-Patentes de Sa Majesté. C'est pour cela aussi que le Cardinal de Bissi avoit soin d'avertir les Evêques de dater leurs Mandemens du jour qu'ils auroient reçu sa Lettre.

SECT. IV.
ART. 24.
Ann. 1718.

ARTICLE XXV.

ANNÉE 1718.

Le Cardinal de Noailles représente au Prince Régent la nécessité qui le force de publier son Aîte d'Appel. Le Prince se rend à ses raisons. L'Aîte est publié. Applaudissement avec lequel il est reçu. Défautuosité qu'on y découvre.

LE Cardinal de Noailles informé de cette manœuvre en fait part au Prince Régent, & s'en sert pour le convaincre que la rupture de toute voie de pacification ne vient pas de

*Ibid. p.
146-147 &
suiv.*

SECT. IV.
Art. 25.
Ann. 1718.

lui. Il n'a pas de peine à l'en persuader : il lui représente en même tems , qu'après les mesures prises par le Cardinal de Bissi à Rome & en France , la publication de son Appel étoit devenu nécessaire , & que si l'on différoit davantage , on alloit voir le Royaume inondé de Mandemens fondés sur des principes contraires à la tranquillité de l'Eglise & de l'Etat ; que Rome se prévaudroit de ces principes ; que les menaces du Cardinal de Bissi n'étoient pas à mépriser , & qu'il entretenoit une intelligence trop étroite avec la Cour de Rome pour n'être pas parfaitement instruit de ses démarches ; que si malgré la publication de l'Appel , on exécutoit les projets concertés , ils seroient sans force & sans vertu ; parce que le Pape & un certain nombre d'Evêques ne peuvent entreprendre , sans un abus manifeste , de juger des personnes dont la cause seroit déferée à l'Eglise universelle.

Ibid.

Le Prince se rendit à ces raisons : il crut que l'Appel du Cardinal de Noailles & des Evêques qui lui étoient unis , seroit un nouveau sujet d'embarras pour la Cour de Rome , & que ne pouvant plus par elle-même réparer ses pertes , ni s'empêcher d'en faire de nouvelles , elle seroit forcée de recourir à lui pour repousser les assauts qui lui seroient livrés. Il pensa qu'il seroit alors en état de rendre à Rome des services essentiels ; & que Rome de son côté ne lui refuseroit pas ceux dont il pouvoit avoir besoin , tant pour l'agrandissement de sa maison , que pour les autres projets dont il étoit occupé. Dans cette vue , il permet au Cardinal de Noailles de publier son Appel , & lui promet de ne point

s'opposer à ceux qui voudroient y adhérer. D'un autre côté il ne dit rien au Cardinal de Rohan & de Bissi qui pût les arrêter dans la poursuite de leurs desseins, & il affecte en quelque sorte de perdre de vue cette affaire.

SECT. IV.
Art. 25.
Ann. 1718.

Après l'entretien que le Cardinal de Noailles avoit eu avec M. le Régent, & la permission de déclarer son appel, il donna son Mandement de publication le 24 Septembre 1718. On ne sauroit exprimer quelle joie cet appel répandit dans Paris, ni quel fut l'empressement de tout le Diocèse pour y adhérer. Le Chapitre entier de l'Eglise Métropolitaine, à l'exception de deux Chanoines, la multitude des Curés tant de la ville, suivis des Ecclésiastiques de leurs Paroisses, que de la campagne, qui avoient déjà adhéré à l'appel des quatre Evêques, plusieurs des Curés de Paris qui étoient demeurés jusqu'alors dans l'inaction, quantité d'autres Ecclésiastiques qui d'abord n'avoient pas osé appeler, tous firent leur adhésion à l'appel de son Eminence.

Quoiqu'on ne pût disconvenir que cet acte n'appuyât les principales plaintes faites contre la Bulle, & qu'il n'en fît sentir les plus grands défauts; on trouvoit néanmoins mauvais que le Cardinal de Noailles, après s'y être plaint du refus dans lequel le Pape persistoit de donner à sa Bulle les explications tant de fois demandées, appellât de ce refus même, aussi bien que de la Bulle, & qu'il en appellât au Pape mieux conseillé. Car c'étoit en quelque sorte déclarer toujours que la Bulle peut être reçue avec explication, & ôter en quelque sorte au Concile, la connoissance & le jugement d'une cause que Son Eminence lui déféroit. C'est pourquoi tous ceux qui avoient

Ibid. p.
146, 148 &
suiv. On
trouve
l'Appel de
son E. rap-
porté en
entier, pag.
149-157.

déjà adhéré à l'appel des quatre Evêques , & qui étoient persuadés que nulle explication ne peut corriger les défauts essentiels de la Bulle , n'adhéroient de nouveau à celui de son Eminence , qu'en ajoutant à leur souscription cette clause expresse : *Sans déroger à l'Appel que nous avons déjà interjetté avec les quatre Evêques.*

ARTICLE XXVI.

ANNÉE 1718.

Les Lettres Pastoralis officii sont publiées à Rome le 8. Septembre , & paroissent à Paris dans le tems que l'Appel du Cardinal de Noailles commençoit à y être rendu public. Précis de ces Lettres.

SECT. IV.
ART. 26.
Ann. 1718.

Pendant que les Parlemens s'appliquoient à réprimer le schisme & à soutenir l'appel ; les Cardinaux de Rohan & de Bissi à la tête des zélés Constitutionnaires , ne cessoient d'animer Rome contre les Appellans. Clément XI. déjà très-porté par lui-même à quelque coup d'éclat , fit enfin publier & afficher ses *Lettres Pastoralis officii*, le 8 Septembre 1718 , le même jour que la Constitution avoit été publiée cinq ans auparavant. Ces Lettres parurent à Paris dans le tems de l'appel du Cardinal de Noailles.

Elles étoient adressées à tous les fidèles. Le Pape parle en peu de mots des raisons qui l'ont engagé à donner la Constitution : Il s'étend sur les voies de douceur qu'il a, dit-il, employées pour ramener à leur devoir les

Evêques opposans. Il se plaint qu'ils ont fermé les yeux pour ne pas voir, qu'ils se sont bouché les oreilles pour ne pas entendre; en sorte que quelques-uns, (sujet de larmes pour tous les gens de bien, & de triomphe pour les ennemis de l'Eglise,) se sont portés à des excès condamnés sans doute de tous ceux qui en ont eu connoissance, & que ceux mêmes qui les ont commis n'ignoroient pas avoir été de tout tems détestés par Nous & la sainte Eglise Romaine. Mais afin qu'on ne séduise plus le peuple chrétien par de vains discours, nous avons cru nécessaire de vous avertir que c'est FAUSSEMENT & non sans un levain de malice & de méchanceté, que ces hommes se glorifient d'être d'accord avec Nous SUR LE DOGME, tandis qu'à l'exemple des hérétiques, ils ont la hardiesse de s'élever contre notre Constitution, reçue de l'Eglise avec tout le respect qui lui est dû, & de la déchirer malignement, non-seulement PAR DES INTERPRETATIONS CONTRAIRES EN LA SUBSTANCE DES TERMES, mais encore par des calomnies évidentes.

Ceux-là ne sont pas moins coupables, qui pour séduire plus aisément les âmes simples, font semblant de n'être pas opposés à la Constitution, mais seulement de demander des EXPLICATIONS sur des choses TRES-CLAIRES à tous les autres, cherchant par-là moins à s'instruire qu'à tendre des pièges; afin de troubler l'Eglise par des questions inutiles, & dont on ne voit pas la fin, & de répandre en quelque manière LES TENEBRES de l'obscurité sur LA LUMIERE de la vérité catholique.

Après bien des invectives contre les Opposans, Ils n'ont point d'obéissance, dit-il,

SECT. IV.
ART. 26.
ANN. 1718.

puisque'ils résistent aux décisions Apostoliques ; & cette résistance , ou même la simple non-acceptation de la Bulle , est un crime comparable à la magie & à l'idolatrie , Quasi peccatum ariolandi est repugnare , & quasi scelus idololatriæ nolle acquiescere.

Que tous ceux donc qui dans l'étendue de l'Eglise font gloire d'être Catholiques , sachent , ajoute ce Pape , que nous ne regardons pas comme des enfans de l'Eglise Romaine , ceux qui ont refusé jusqu'à présent , ou qui refuseroient dans la suite , de rendre à notre Constitution l'entière obéissance , omni modam obedientiam , qu'ils lui doivent , quels qu'ils soient , & à quelque dignité qu'ils soient élevés ... que puisqu'ils se sont les premiers séparés de nous & de la sainte Eglise Romaine , non pas à la vérité de paroles , mais par leurs actions , & par les fréquentes marques qu'ils ont données de l'opiniâtreté & de l'endurcissement de leurs cœurs ; nous les regardons aussi comme tout à fait séparés de nous , de notre charité & de celle de la sainte Eglise Romaine : que par conséquent désormais ils n'auront plus ni avec nous , ni avec la sainte Eglise Romaine , aucune communion Ecclésiastique.



ARTICLE XXVII.

ANNÉE 1718.

Soulèvement général que causent ces Lettres , tant de la part des Opposans à la Bulle , que de celle du Parlement. Le Cardinal de Noailles publie aussitôt un second Appel , auquel tout son Clergé adhère. Le Parlement se propose d'appeller au futur Concile : M. le Régent est de même avis : mais ensuite il dit qu'il suffisoit qu'on appellât comme d'abus.

Cet éclat de Rome en occasionna un très-grand tant de la part des Parlemens , que de celle des Opposans à la Bulle. Le Cardinal de Noailles en fit la matiere de son second appel au futur Concile , dans lequel il montrait plus de vigueur , & gardoit moins de ménagemens que dans le premier. Dans ce dernier Acte , il établit nettement que l'appel lie les mains au Pape , & qu'il n'y a plus que le Concile général qui ait droit de juger de cette grande affaire. Il notifie l'appel à son peuple par un Mandement daté du 3 Octobre 1718 *pour instruire les fidèles des griefs & des contraventions aux Canons * que les Lettres Pastoralis officii contiennent.* Le Chapitre de Paris adhéra à ce second appel comme au premier : la Faculté de Théologie de Paris prit une singulière part à sa publication : l'Université de Paris qui avoit déjà déclaré l'appel nécessaire , y prit aussi la même part , & soutint son appel par un excellent Ecrit qu'elle

SECT. IV.
Att. 27.
Ann. 1718.

*Ibid. p.
61.*

* On trouve pag. 162 & 163 , de l'ouvrage cité en marge , le détail de ces griefs & contraventions.

SECT. IV.
 Art. 27.
 Ann. 1718.

rendit public : les quatre Evêques , premiers appellans , s'unirent de nouveau & publièrent en commun un nouvel Acte d'appel raisonné au sujet des mêmes Lettres. Les Evêques de Verdun , de Pamiers , d'Auxerre , d'Angoulême , de Châlons sur Marne , d'Acqs , de Bayonne , de Laïctoure , d'Agen , de Condom , de Laon , de Macon , de S. Malo , &c. l'Eglise de Tours , le Siege vacant , * plusieurs autres Chapitres des Cathédrales , ceux de Reims , de Châlons sur Marne , de Laon , du Mans , de Boulogne , de Senez , de Laïctoure , de S. Malo , d'Acqs , de Bayonne , de Saintes , de Mâcon , &c. tous publièrent

* Cette Eglise avoit perdu son illustre Archevêque M. *Igoré d'Hervault* dès le 9 Juillet 1716. On a vû que ce Prélat fut un des huit Opposans de l'Assemblée de 1714. Respectable par l'innocence de ses mœurs , par son âge , par sa longue expérience : le public lui rendoit la justice de le regarder comme un des Evêques du Royaume des plus distingués par la capacité & par la solidité de son jugement. Il avoit appris à connoître la Cour de Rome par le séjour qu'il y avoit fait en qualité d'Auditeur de Rote. Ce fut dans ce tems-là qu'il lui arriva une aventure avec *Clément XI.* le Cardinal ou le *Seigneur Albano*. La conversation tomba sur la matiere des libertés de l'Eglise Gallicane. Le *Seigneur Albano* demanda avec mépris à l'Abbé d'*Hervault* , ce que c'étoit donc que ces libertés , & quel en étoit le fondement ? Et il ajoura que si jamais il étoit Pape , il en feroit bien voir le foible. Et moi , repliqua l'Abbé d'*Hervault* , si Dieu permettoit que je fusse alors Evêque , je me promets que je vous en ferois voir l'importance & la solidité. En parlant de la *Constitution* , il disoit que cette affaire étoit la plus grande que la Cour de Rome eût eue depuis les Apôtres. Il appliquoit à Rome cette parole rapportée par *Salluste* , qui avoit été dire de Rome de son tems : *Cette ville est à vendre ; elle ne cherche qu'un acheteur.* Journal d'Orfanne , tom. 2. pag. 198 & 199.

Leur appel de la Bulle, lequel avoit été tenu secret jusqu'alors, ou appellèrent de nouveau au futur Concile de ces Lettres *Pastoralis officii*. Outre l'Université & la Faulté de Théologie de Paris, celles de Reims, de Caen, de Nantes, de Poitiers, &c. une multitude de Curés & de Chanoines de tous les Diocèses, des milliers d'Ecclesiastiques de tous les endroits du Royaume adhérèrent à ces appels. Les plus illustres Communautés ou Congrégations de France s'y unirent. La Congrégation de Sainte Genevieve, son Abbé à la tête; un nombre considérable de Bénédictins de la Congrégation de S. Maur, & plusieurs de celle de S. Vanne; l'Abbé de S. Médard de Soissons avec tous ses Religieux; un grand nombre de Peres de l'Oratoire, parmi lesquels on comptoit le Général; Dominicains, Chanoines réguliers de S. Victor, Prêtres de la Doctrine Chrétienne, Feuillans; & enfin une foule innombrable d'autres personnes éleverent leurs voix de toutes les parties de la France contre la Bulle, & suivirent la voie ouverte par ces deux appels.

SECT. IV.
ART. 27.
Ann. 1713.

Quant au Parlement, son premier mouvement fut d'interjetter appel au Concile, au nom de la nation. A la Cour même, on y parla de faire interjetter cet appel au futur Concile par tous les Parlemens du Royaume. Nous avons vu par la Lettre circulaire du Cardinal de Bissi, qu'il s'y attendoit. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au Parlement de Paris, cet avis d'appeller au futur Concile prévalut. M. de Mesme premier Président, dit en conséquence au Cardinal de Noailles, que le Parlement de Paris appelleroit; & il parloit ainsi, après en être convenu avec M. le Ré-

Ibid. p. 96.

gent. Mais ce Prince changea bientôt d'avis : dès le lendemain il dit au premier Président QU'IL SUFFISOIT qu'on appellât comme d'abus des Lettres *Pastoralis officii*.

ARTICLE XXVIII.

ANNÉE 1718.

SECT. IV.

Art. 28.

Ann. 1718.

Ordre & contenu des Arrêts qui déclarent qu'il y a abus dans les Lettres Pastoralis officii.

LE 3 Octobre Arrêt du Parlement de Paris, qui reçoit le Procureur-Général du Roi appellant comme d'abus d'un Décret du Pape intitulé : *Sanctissimi Domini nostri Domini CLEMENTIS divinâ providentiâ Papæ XI. litteræ ad universos Christi fideles datæ adversus eos qui Constitutioni Sanctitatis suæ quæ incipit UNIGENITUS debitam obedientiam præstare hætenus recusarunt*, aut in posterum recusaverint ; & qui ordonne que les exemplaires en seront rapportés au Greffe de la Cour, fait défenses à tous Evêques & autres de les mettre en exécution directement ni indirectement en quelque manière que ce puisse être, & renouvelle les défenses de recevoir, publier, exécuter, vendre, imprimer, &c. aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome sans Lettres-Patentes du Roi, registrées en lad. Cour.

Recueil
des Arrêts, portant la parole déclare, 1°. » Qu'après
tom. 2. p. » tous les ménagemens qu'on avoit eus pour
252 & 314. » le Pape & pour tout ce qui est émané de la
» Cour de Rome depuis la Constitution ; il
» n'étoit plus permis de garder le silence, &
» que les Lettres *Pastoralis officii*, publiées

» à Rome , adressées à tous les fidèles , con-
» tre ceux qui ont refusé ou qui refuseront à
» l'avenir de rendre à cette Constitution l'o-
» béissance qu'on dit lui être dûe , étoient si
» contraires aux Canons de l'Eglise & aux
» maximes du Royaume , que le Ministère
» public ne pourroit se taire en cette occasion
» sans trahir le plus important de ses devoirs.

SECT. IV.
Art. 28.
Ann. 1718.

2°. » Que ce jugement rendu & prononcé
» à Rome contre des sujets du Roi au préju-
» dice des maximes les plus inviolables de
» la France , seroit par cette seule raison en-
» tièrement irrégulier ; qu'il étoit d'ailleurs
» donné non-seulement sans entendre ceux
» contre lesquels il étoit rendu , & sans obser-
» ver à cet égard les dispositions canoniques
» & les premiers principes du droit naturel ,
» mais qu'il étoit donné par le Pape contre
» des Evêques en première instance , contre
» l'ancienne discipline de l'Eglise , qui veut
» que les Evêques ne puissent être jugés par
» d'autres que par les Evêques de leur provin-
» ce , au nombre de douze , en y appelant
» des Evêques voisins , s'il n'y en avoit pas
» un nombre suffisant dans la province ; &
» qu'on savoit que si les Conciles avoient été
» bli dans la suite la révision au S. Siège , le
» premier Tribunal n'avoit pas laissé de con-
» server toujours son autorité , & qu'elle avoit
» été confirmée par des Conciles postérieurs
» reconnus de toute l'Eglise.

3°. » Qu'on voyoit aisément les véri-
» tables motifs qui avoient donné lieu à une
» pareille condamnation ; que le prétexte du
» défaut d'acceptation de la Constitution
» n'étoit pas le seul que le Pape eût eu
» en vue ; que cette idée d'infailibilité que

SECT. IV.

ART. 28.

Ann. 1718.

la Cour de Rome cherchoit depuis quelques
 siècles à établir, lui faisoit regarder avec
 horreur LES VOIES LES PLUS CANONIQUES ;
 que sa délicatesse sur ce point alloit jusqu'à
 ne pouvoir tolérer qu'on eût recours à lui ,
 pour lui demander des explications sur ses
 Décrets ; qu'il vouloit punir dans les Evê-
 ques de France , la témérité qu'ils avoient
 eue d'embrasser LES MOYENS QUE LES LOIX
 ECCLESIASTIQUES ET LES EXEMPLES DE
 TOUS LES SIECLES AUTORISENT pour se
 plaindre ouvertement d'un jugement rendu
 ou pour en demander l'explication.

4°. Que la Cour de Rome ayant voulu
 établir cette infailibilité du Pape , avoit tâ-
 ché de détruire la force de ces exemples par
 une conduite & par des exemples contraires ;
 que ses démarches avoient été si loin qu'il
 avoit fallu l'autorité des Conciles de Con-
 stance & de Bâle pour opposer une digue à
 de pareilles prétentions ; qu'elle s'étoit
 portée jusqu'à vouloir révoquer en doute
 l'autorité de ces Conciles ; mais que ne pou-
 vant y réussir , elle avoit tenté , à mesure
 qu'on s'étoit éloigné du tems où ils avoient
 été tenus , d'en diminuer la force , par des
 entreprises qui auroient pû être un jour allé-
 guées comme autant de titres en sa faveur.

5°. Que les Lettres dont il s'agissoit de-
 voient être mises au nombre de ces entre-
 prises ; que si le Pape y supposoit l'accep-
 tation de la Bulle par l'Eglise universelle ,
 contre l'autorité des décisions du Parlement ,
 il la supposoit comme due à son infailli-
 bilité ; que ce n'étoit point même sur le seul
 fondement d'une acceptation due à l'infail-
 libilité du Pape , qu'on reprouvoit ce que
 les Evêques avoient fait , mais qu'on re-

garde les voies qu'ils ont prises en général, & indépendamment des circonstances, comme un crime & un attentat, que ceux qui s'en étoient servis n'ignoroient pas être, & avoir toujours été en exécution au Pape & à l'Eglise Rome; & qu'ainsi on renouveau soit par ces principes, soit par ces expressions, les Bulles de Pie II. & de Jules II. & la fameuse Bulle *In cœna Domini*, qui en avoit adopté les dispositions.

6°. Que le Ministère public s'opposeroit sans cesse à de pareilles entreprises; que le silence qu'on avoit gardé depuis le tems de la Constitution, sur-tout ce qui avoit été entrepris en faveur de l'infailibilité du Pape & contre le droit des Evêques, étoit un nouvel engagement qui devoit l'animer pour le maintien des loix du Royaume; que si on avoit eu la modération de ne requérir que la simple suppression du Décret du 16 Février 1718, qui donnoit atteinte aux maximes sur les appellations au futur Concile, c'étoit cette modération même dont on abusoit par ce dernier Acte, qui obligeoit à recourir à l'autorité de la Cour; & que l'horreur que cet Acte vouloit donner des voies les plus canoniques, imposoit une nécessité encore plus indispensable de venger les loix du Royaume, qu'on s'efforçoit d'attaquer en tant de manières.

Ces six chefs renferment en substance le contenu du Réquisitoire & de l'Arrêt du Parlement de Paris, que les autres Parlemens imitèrent. Il se trouve néanmoins dans plusieurs certains endroits remarquables, que nous insérerons ici comme autant de maximes du droit public. Et pour abréger, nous les dé-

Sect. IV.
Art. 28.
Ann. 1718.

signerons par le nom seul de chacune des villes de ces Cours de Parlemens, en renvoyant aux pages du Recueil marqué ci-dessus, ceux qui souhaiteroient de voir en entier ces Réquisitoires & Arrêts.

Ibid. p.
314-227.

ROUEN. » Ces Lettres apostoliques sur le
» seul fondement de l'infailibilité du Pape,
» regardent avec exécution LES APPELS AU
» FUTUR CONCILE, quoique dans les diffé-
» rens tems plusieurs Eglises se soient servies de
» ce remède contre les entreprises de la Cour
» de Rome, & que plusieurs illustres Prélats
» de différentes nations l'aient mis en usage;
» la supériorité du Concile universel sur le
» Pape étant un point incontestable, ainsi
» qu'il a été défini par les Conciles de Con-
» stance & de Bâle: ce qui a été parfaitement
» bien expliqué par le savant M. de Marca,
» qui établit que cette voie de se pourvoir EST
» EGALEMENT LEGITIME, soit qu'il s'agisse
» de la foi, du renversement des Canons,
» ou qu'il y ait lieu d'appréhender un schisme.

» Cette obéissance sans aucune réserve que
» ces mêmes Lettres exigent en termes for-
» mels, sous prétexte que la Constitution *Uni-*
» *genitus* contient le jugement de l'Eglise uni-
» verselle, blesse les Evêques acceptans,
» lesquels bien loin de lui accorder cette sou-
» mission, ne l'ont reçue qu'avec une expli-
» cation qu'ils ont cru nécessaire pour prému-
» nir les fidèles contre les fausses interpréta-
» tions qu'ils y pourroient donner; elle cho-
» que l'autorité des Parlemens qui ne l'ont
» enregistrée qu'avec des modifications, qui
» pussent maintenir les sujets du Roi dans la
» fidélité qu'ils lui doivent, & les mettre à
» l'abri de ce que la Cour de Rome voudroit

» tenter au préjudice d'un droit si essentiel &
 » si sacré ; elle est même contraire à la *Décla-*
 » *ration* du Roi du 7 Octobre 1717 , QUI NE
 » RECONNOÎT POINT DANS CETTE BULLE ,
 » LE JUGEMENT DE L'EGLISE UNIVERSELLE. »

SECT. IV.
 Art. 28.
 Ann. 1718.

METZ. » Ces Lettres enjoignent à tous les
 » fidèles , même aux premiers Pasteurs que
 » l'on a eu soin d'y désigner , de se soumettre
 » à la Constitution *Unigenitus* , sinon qu'elles
 » les sépare de la Communion de l'Eglise Ro-
 » maine : un tel jugement de séparation N'A
 » PU ESTRE PRONONCÉ AU MEPRIS DE L'AP-
 » PEL QUE LES PASTEURS ONT INTERJETTÉ
 » AU CONCILE UNIVERSEL : tribunal qui doit
 » être regardé comme supérieur à celui du
 » Pape ; & suivant les Canons , L'EFFET DE
 » L'APPEL EST DE TOUT SUSPENDRE , puis-
 » qu'ils défendent de rien attenter pendant le
 » litige. »

Ibid. p.
 409-410.

GRENOBLE. » On ne sauroit contester l'u-
 » sage fréquent & l'utilité des APPELLATIONS
 » AU FUTUR CONCILE : nos livres nous en
 » rapportent en divers siècles , déclarées mê-
 » mes par nos Rois *sous Charles VII.* de
 » Constitutions de Martin V. *sous Louis XI.*
 » de celles de Jules II. *sous François I.* des
 » Lettres de Leon X ; lesquelles appellations ,
 » & bien d'autres ont toutes également servi
 » pour maintenir les libertés de l'Eglise Gal-
 » licane , & conserver les Rois de France dans
 » leur autorité , & le Royaume dans tous ses
 » privilèges.

Ibid. p.
 424-444.

» Le seul exemple de ce qui fut fait *sous*
 » *Philippe le Bel* contre les entreprises du
 » Pape Boniface VIII. DOIT CONTRAINDRE
 » LES PLUS OBSTINÉS , à ne plus contester
 » l'usage & l'utilité des APPELLATIONS AU

SECT. IV.
Art. 28.
Ann. 1718.

» FUTUR CONCILE. Ce Pape qui est le pre-
» mier qui ait osé tenter de faire des entre-
» prises sur le Royaume, fit la décrétale
» *Unam sanctam*, par laquelle il se dit su-
» périeur au Roi sur le temporel comme sur
» le spirituel, avoir droit de conférer les
» bénéfices en France, & de demander au
» Roi la restitution de ce qu'il en avoit reçu
» par le passé, de ne prétendre pas d'en rien
» exiger à l'avenir, ni de faire aucune colla-
» tion de bénéfice; il l'écrivit même au Roi
» en propres termes, & finit sa Lettre par
» déclarer hérétiques tous ceux qui croiroient
» le contraire : *aliud credentes, hæreticos re-*
» *putamus.*

» Chacun fait la réponse que lui fit Philippe
» le Bel, digne de sa grandeur, & il n'en
» demeura pas à sa réponse : mais pour arrê-
» ter l'effet de cette prétention inouïe, il fit
» assembler les Etats de son Royaume; il y
» fut résolu de s'opposer formellement aux
» attentats projetés, D'APPELLER DE LA
» DECRETALE AU FUTUR CONCILE. La Fa-
» culté de Théologie de Paris, toutes les
» Eglises Cathédrales & Collégiales, les or-
» dres Religieux, les villes & Communautés
» du Royaume, ADHERERENT A LADITE AP-
» PELLATION par plusieurs Actes, insérés aux
» chartres du trésor du Roi, dont il a été
» fait un inventaire en huit volumes. Ces
» appellations étourdirent le Pape qui ne fit
» pas d'autres mouvemens. Et Clément V.
» qui lui succéda après Benoît XI. révoqua la
» décrétale, & remit les choses au même état
» qu'elles étoient avant les projets de Boni-
» face.

AIX. » La Faculté de Théologie de Paris

» décida dans les fameux articles de 1663 ,
» que le Pape n'est pas infallible , quand le
» consentement de l'Eglise n'est pas uni a son
» jugement : décision qui a été revêtue de
» Lettres-Patentes du Roi , enregistrées dans
» tous les Parlemens : Ensorte qu'on peut dire
» que cette doctrine fait une des loix fonda-
» mentales de cet Etat. De-là il suit , que si
» le Pape peut errer , si l'élévation de sa di-
» gnité ne l'exempte pas de cette fatale con-
» dition des autres hommes , IL EST DONC
» NECESSAIRE QU'IL Y AIT UN TRIBUNAL ,
» où toutes les questions qui s'élèvent dans
» l'Eglise au sujet des dogmes de la foi , puis-
» sent être portées & être décidées d'une ma-
» niere infallible & irrévocable.

» Eh quel peut-il être ce Tribunal , sinon
» celui de l'Eglise même , représentée dans
» UN CONCILE UNIVERSEL , avec qui Jesus-
» Christ a promis de rester jusqu'à la con-
» sommation des siècles , auquel le Pape est
» obligé de se soumettre , comme l'ont dé-
» cidé les Conciles de Constance & de Bâle ,
» & comme nous le soutenons en France sui-
» vant l'article XI. de nos libertés ?

» Qui ignore en effet que le recours à
» l'Eglise universelle , après même les déci-
» sions des Papes , est aussi ancien que notre
» sainte Religion ? Nestorius n'eut-il pas re-
» cours au Concile d'Ephese , après la déci-
» sion du Pape Célestin ? Eutychès & les Ar-
» chimandrites à celui de Calcedoine , après
» l'Epître de S. Leon ? L'affaire des trois Cha-
» pitres ne fut-elle pas jugée au cinquième
» Concile général après la décision de Vigile ?
» celle des Moines de Scythie , après le ju-
» gement d'Hormisdas & de Felix III ? Et

Srct. IV.
Art. 28.
Ann. 1718.

„ les Peres du sixième Concile de Carthage ne
„ nous ont-ils pas appris que LE RECOURS A
„ L'EGLISE UNIVERSELLE EST OUVERT A
„ TOUT LE MONDE ? *Unicuique concessum est*
„ *ad concilium sua provincia, vel etiam uni-*
„ *versale provocare*, disoient-ils au Pape Cé-
„ lestin.

„ Aussi combien d'exemples D'APPEL AU
„ FUTUR CONCILE, dans l'histoire de toutes
„ les nations ? *En Angleterre* sous les Papes
„ Urbain IV. & Innocent III. *En Pologne*
„ dans l'affaire de Falkenberg. *En Allema-*
„ *gne* par Frederic II. par Louis de Baviere,
„ par Charles-Quint. *En Italie* même, sous
„ les yeux des Souverains Pontifes, par les
„ Républiques de Venise & de Florence, &
„ par deux Cardinaux de l'Eglise Romaine.
„ *En cette province* par Louis de Glandeves
„ Evêque de Marseille, au Concile de Bâle.
„ *En ce Royaume* enfin, où dans une infinité
„ d'occasions, dont le détail seroit superflu,
„ nos Prélats, nos Universités, & les Ma-
„ gistrats à qui le Roi confie le soin de la
„ *vindictte publique*, se sont servis de ce
„ moyen, seul efficace pour arrêter les en-
„ treprises des souverains Pontifes.

„ Ensorte qu'on peut dire que le droit
„ d'appeller au futur Concile est de toutes
„ les nations, l'usage de tous les siècles, la
„ doctrine de toutes les Ecoles. & sur-tout
„ le boulevard de ces précieuses libertés, que
„ la fermeté de nos Peres ont transmises avec
„ tant de soins & de travaux, & dont nos
„ Rois sont les augustes protecteurs.

Ibid. p
486-495.

RENNS. „ De ce principe (la prétendue
„ infailibilité) naît l'horreur que Rome
„ veut bien que tous les fidèles sachent qu'elle

„ a pour LES VOIES LES PLUS CANONIQUES :
 „ j'entens parler, Messieurs, des APPELS AU
 „ CONCILE. Combien de fois cependant, &
 „ avec quel fruit, n'a-t-on pas eu, dans ce
 „ Royaume, recours à cette voie juridique ?
 „ N'est-il pas-d'ailleurs du droit commun
 „ d'appeller du Tribunal inférieur au supé-
 „ rieur ? Et les Conciles de Bâle & de Constan-
 „ ce n'ont-ils pas établi, ou plutôt conservé
 „ dans l'Eglise, la différence des degrés de
 „ juridiction ?

„ Quel moyen plus sûr & plus prompt la
 „ Cour de Rome auroit-elle pu imaginer,
 „ pour étendre à son gré dans les Royaumes
 „ Catholiques son autorité que de retrancher
 „ les APPELS AU CONCILE ? Mais à Dieu ne
 „ plaise qu'il puisse jamais nous être repro-
 „ ché d'avoir renoncé à un droit si légitime,
 „ & d'avoir négligé un si précieux reste des
 „ libertés que nos Peres nous ont transmises !
 „ Je ne m'arrêterai pas, Messieurs, après cela
 „ à vous faire remarquer que Rome suppose
 „ que la Constitution *Unigenitus* a été reçue
 „ par toute l'Eglise, VOUS AVEZ DÉJÀ CON-
 „ DAMNÉ CETTE SUPPOSITION.

CONSEIL SOUVERAIN DE ROUSSILLON.
 „ ● sont les ménagemens qu'on a eus jus-
 „ qu'ici, qui sont cause des vives atteintes
 „ qu'on veut donner aujourd'hui à nos liber-
 „ tés ; & que par les dernières Lettres sur
 „ lesquelles nous vous portons nos plaintes,
 „ le Pape déclare que l'Eglise Romaine a en
 „ exécution LES APPELS AU FUTUR CON-
 „ CILE ; quoique cette voie de se pourvoir
 „ contre les entreprises de la Cour de Rome,
 „ ait été autorisée par les saints Conciles de
 „ Constance & de Bâle, qu'on s'en soit servi

Sect. IV.
 Art. 28.
 Ann. 1718.

Ibid. p.
 496-522.

Sect. IV.
Art. 28.
Ann. 1718.

„ utilement en France toutes les fois que le
„ bien public l'a exigé, & qu'elle ait été mise
„ aussi en usage dans les autres Etats de la
„ Catholicité; comme *en Allemagne* par les
„ Ambassadeurs & au nom de l'Empereur Fre-
„ deric II. l'an 1245, par l'Empereur Louis
„ de Baviere IV. l'an 1323, & par Sigismond
„ Duc d'Autriche l'an 1460: *En Angleterre*
„ par toute l'Eglise de ce Royaume l'an 1246,
„ & par la même Eglise & la noblesse l'an
„ 1264.

„ Il y en a eu aussi plusieurs exemples dans
„ les Etats où la Cour de Rome exerce une
„ plus grande autorité, comme *en Espagne*
„ & *en Italie*. Car il se trouve un pareil Ap-
„ pel de tout le Clergé d'Espagne de l'an-
„ née 1523; un autre de l'Empereur Charles-
„ quint, daté de Grenade du 17 Septembre
„ 1526; & en Italie même un semblable Ap-
„ pel fut interjetté par la République de Ve-
„ nise en l'année 1509; & un autre par la
„ République de Florence, en l'année 1511.
„ Nous pourrions encore en rapporter d'autres
„ exemples; mais ceux-ci peuvent bien suffi-
„ re, pour faire voir qu'en tous les tems &
„ dans tous les Etats, ON S'EST SERVI DE CES
„ APPELS comme d'un moyen sûr, pour se
„ mettre à couvert des entreprises de la Cour
„ de Rome.

Ibid. t. 3.
108-128.

Je me proposois de parcourir ainsi plusieurs
autres réquisitoires; mais pour abréger, je
m'en tiendrai à ces derniers endroits du se-
cond Arrêt de RENNES. „ C'est inutilement
„ que Rome par son Décret rend publique
„ l'horreur qu'elle a pour LES APPELS AU FU-
„ TUR CONCILE. Le droit commun, les Con-
„ ciles de Bâle & de Constance, une infinité

„ d'exemples répandus dans l'histoire Ecclé-
 „ siastique , condamnent la singularité de ce
 „ sentiment : Et les menaces d'une excommu-
 „ nication injuste ne nous feront jamais aban-
 „ donner un moyen , dont chaque jour nous
 „ reconnoissons davantage l'utilité.

SECT. IV.
 Art. 18.
 Ann. 1718.

„ Pourquoi d'ailleurs séparer de l'Eglise ,
 „ ceux dont tout le crime est de reconnoître
 „ son Tribunal ? *Dum semper est paratus au-*
 „ *dire Ecclesiam* , disoit le savant Gerson ,
 „ *cur habebitur sicut Ethnicus & publicanus ?*
 „ *cur ab ea rescindetur ?* Mais qui est-ce qui
 „ entreprend de faire cette séparation ? Un
 „ Juge inférieur , UN JUGE DÉSAISI PAR L'AP-
 „ PEL. Les règles tant civiles qu'ecclésiasti-
 „ ques ont-elles été jamais plus ouvertement
 „ violées ?

„ Qu'il est difficile , Messieurs , de con-
 „ server de l'indifférence pour la mémoire de
 „ ceux qui ont dans les derniers tems flattré
 „ les premiers la Cour de Rome d'une infail-
 „ libilité chimérique ! Saintes loix , pure dis-
 „ cipline de l'Eglise , quelle atteinte n'avez-
 „ vous point reçue de cette opinion nou-
 „ velle !

„ Les Papes avoient-ils pensé auparavant
 „ à proposer leurs décisions pour des règles de
 „ foi ? Trouvoient-ils mauvais qu'avant que
 „ de les recevoir elles fussent examinées ? Et
 „ pour en arracher l'acceptation , avoient-ils
 „ jamais porté les foudres du Vatican à la
 „ main ? Jugez-en , Messieurs , par un seul
 „ exemple que je choisis parmi plusieurs au-
 „ tres , & d'aurant moins suspect dans la
 „ cause dont il s'agit , que je le tire du Pere
 „ Daniel Jésuite dans son histoire de France.

„ Cet Auteur (tom. I. pag. 483 & suivan-

SECT. IV.

Art. 28.

Ann. 1718.

tes) rapporte que les Papes *Gregoire II.*
Gregoire III. & *Etienne III.* tinrent des
 Conciles à Rome, sur le sujet des saintes
 images ; que leurs décisions, quelque au-
 thentiques qu'elles fussent, ne furent point
 encore regardées dans les Gaules par plusieurs
 Evêques comme des décisions en dernier
 ressort.

Si cependant jugement du S. Siège a dû
 avoir force de loi, c'est sans doute celui
 qui a été prononcé par plusieurs Papes à
 la tête d'un Concile Romain. Mais néan-
 moins, quoique ce jugement eût encore été
 approuvé par le second Concile de Nicée,
 le Pere Daniel ajoute, que trois ans après,
 on jugea à propos en France de faire la ré-
 vision de tout ce qui s'étoit passé au Concile
 de Nicée, confirmé par le Pape ; que l'on
 écrivit contre la doctrine de ce Concile ; que
 lorsqu'il fut question de le faire recevoir par
 le Concile de Francfort, & que les Actes en-
 voyés par le Pape furent présentés, on s'op-
 posa alors à les reconnoître & à les ap-
 prouver.

Le Pape Adrien traita-t-il de schismati-
 ques les Evêques de France qui demeuroient
 opposés à la doctrine de l'Eglise de Rome ?
 Il se contenta, dit le Pere Daniel, de pu-
 blier la réfutation des Livres Carolins ;
 mais il ne pressa point le Roi de recevoir le
 Concile de Nicée, ni de faire révoquer ce qui
 s'étoit fait à Francfort.

Telle étoit dans ces siècles la sage con-
 duite de la Cour de Rome ; mais on étoit
 aussi bien éloigné de la croire infallible.
 Les Papes ont été même quelquefois, comme
 le reconnoît le P. Daniel, soupçonnés d'

„ voir prévariqué & trahi la cause de l'Eglise ,
„ ce qui a fait qu'on leur a demandé des éclair-
„ cissemens touchant leur conduite & la sin-
„ cérité de leur foi. „

SECT. IV.

Art. 28

Ann. 1718.

Encore un trait que j'avois oublié , mais
que je ne puis supprimer , du Réquisitoire de
l'Arrêt du Conseil souverain de Roussillon ,
cité plus haut. „ Dans ces mêmes Lettres ,
„ [c'est toujours les Lettres *Pastoralis officii*]
„ le Pape renouvelant la Bulle *In cœna Do-*
„ *mini* , qui n'est pourtant pas exécutée dans
„ les endroits mêmes où elle est reçue , re-
„ garde comme un crime affreux pour les
„ Ecclésiastiques , le recours aux Tribunaux
„ séculiers , quoiqu'il ait été de tout tems
„ en usage , & que suivant les remontrances
„ d'un grand Archevêque de Toulouse au
„ Pape Gregoire XIII. il soit dit , qu'après
„ Dieu & la piété de nos Rois , rien n'a
„ mieux conservé la juridiction Ecclésiastique ,
„ l'autorité du saint Siège , la foi & la Reli-
„ gion Catholique en France , que les Parle-
„ mens , Juges souverains des Appellations
„ comme d'abus. Et ce même Prélat ajoute
„ que ces Appellations qui sont très équita-
„ bles , étoient si enracinées en France , qu'on
„ déracineroit plutôt tout l'Apennin d'Italie ,
„ qu'on n'aboliroit les Appellations comme
„ d'abus dans le Royaume. „



ARTICLE XXIX.

ANNÉE 1718.

L'Appel comme d'abus des Lettres Pastoralis officii, emporte une adhésion réelle à l'Appel interjetté au futur Concile.

SECT. IV

ART. 29.

Ann. 1718.

L'Appel comme d'abus des Lettres *Pastoralis officii*, si unanime, approuvé, ordonné même par le Prince Régent du Royaume, applaudi généralement de toute la nation, à l'exception de ceux que la prévention, l'ignorance ou l'intérêt attachent aux opinions ultramontaines; cet Appel & tout ce qui s'est fait depuis & se fait encore aujourd'hui par les Cours souveraines pour ôter à la Bulle toute exécution, emporte une adhésion à l'Appel interjetté au futur Concile.

Pour s'en convaincre, il suffit de faire attention à tant de déclarations si formelles faites par les Gens du Roi, & adoptées par les Parlemens qui les ont insérées dans leurs Arrêts. Car relever par de grands éloges l'Appel au futur Concile, s'appliquer à en faire sentir la canonicité & toute l'importance, applaudir à la conduite de ceux qui dans l'affaire dont il s'agit, ont fait usage de cette voie, déclarer & prouver que c'est avoir usé du droit commun; n'est-ce pas réellement y adhérer, & marquer qu'on en fait l'appui & le fondement de toutes ses démarches?

Envain diroit-on que les Magistrats, dans ce qu'ils ont fait, & ne cessent de faire pour réprimer le faux zèle, ont entrepris sur l'autorité spirituelle du Pape & des Evêques. Ils

respectent cette autorité ; mais ils savent qu'elle n'a point lieu dans tout ce qui a trait à la grande affaire dont le *Tribunal du Concile universel est saisi par une voie juridique, qu'ils ne peuvent s'empêcher de reconnoître.* Les Avocats ou Procureurs-Généraux appellent comme d'abus aux Cours souveraines ; ces Cours jugent qu'en effet il y a abus, & les uns & les autres ont pour appui & fondement de leurs démarches, l'Appel antérieur fait au Concile universel par les quatre Evêques & par les autres Prélats, Prêtres, Pasteurs, & Docteurs. Il convenoit en matière de dogmes, & de dogmes fondamentaux dans la Religion, que ce fussent ces Evêques & ces Prêtres, ces Pasteurs & Docteurs, qui autorisassent les premiers cette voie, *qui est de droit commun*, & qu'ensuite les autres fidèles y entraissent, chacun en leur manière, ayant les Magistrats à leur tête. Il n'étoit pas nécessaire qu'ils dissent, Nous y entrons, nous y marchons, dans cette voie : *l'Appel comme d'abus* suffisoit, ainsi que l'avoit dit M. le Régent. Il suffisoit que ceux d'entre ces Magistrats qui étoient chargés du ministère public, appellassent comme d'abus de tout ce qui seroit fait au préjudice de l'Appel au Concile ; & que les autres dont la fonction est de prononcer les Arrêts qui partent des Cours souveraines, déclataient qu'il y avoit abus. Les premiers se sont appliqués à démontrer la légitimité de l'Appel : ceux-ci ont condamné comme *perturbateur du repos public*, quiconque entreprendroit d'agir au préjudice de l'Appel ; & c'est ce qui est expressément porté par tous leurs Arrêts. Tous ont donc adhéré à ce mémorable Appel ; ils y ont adhéré de fait, &

SECT. IV.
Art. 29.
Ann. 1718.

SECT. IV.
ART. 29.
Ann. 1718.

par des démarches autant & plus expressives que les paroles, ou toute autre formalité. Tous enfin à la vue des Actes de schisme qu'ont osé entreprendre quelques Pasteurs, du second ou du premier ordre, n'ont cessé de se récrier; quoiqu'en différentes manières, comme a fait le Procureur-Général de Rennes à la vue de l'entreprise du Pape par ses Lettres *Pastoralis officii*: QUI EST-ce qui entreprend de faire cette séparation? Un Juge inférieur; un Juge DES-
SAISI PAR L'APPEL: les règles tant civiles qu'ecclésiastiques ont-elles jamais été plus ouvertement violées?

ARTICLE XXX.

A N N É E 1718.

Mandemens schismatiques réprimés par Arrêts des Parlemens.

SECT. IV.
ART. 30.
Ann. 1718.

Plusieurs Evêques ayant donné des Mandemens schismatiques dont le Cardinal de Bissi leur avoit envoyé des modèles, plusieurs Parlemens en arrêterent l'effet. Fondés sur la légitimité de l'Appel au futur Concile, ils se contentoient de recevoir les Appels comme d'abus qui leur étoient portés de ces Mandemens par les corps ou par les particuliers qui avoient à se défendre contre les poursuites des Evêques, & leur accorderoient facilement des Arrêts de défenses qui les mettoient à couvert de toute poursuite. Je ne rapporterai ici qu'un seul de ces Arrêts rendu sur une Requête où les raisons de défenses sont exprimées avec autant de clarté que de force & de solidité. La plupart des autres dont nous pourrions parler sont de la l'année suivante.

ARREST de la Cour de Provence portant défense à M. l'Evêque de Toulon de procéder contre Messire Alexandre d'Esparra Prévôt de l'Eglise Cathédrale de ladite ville, & autres y dénommés, du 3 Décembre 1718. Précis de la Requête & de l'Arrêt. » LOUIS, par la grace » de Dieu, &c. Sur la Requête présentée à » nos amés, &c. Gens tenant notre Cour de » Parlement, &c. par Messire Alexandre » d'Esparra, &c. contenant : Qu'ayant adhéré à l'appel au futur Concile de la Constitution qui commence par ces mots *Unigenitus Dei Filius*, relevé par les sieurs Evêques de Mitepoix, de Senez, &c. & à celui de son Eminence le Cardinal de Noailles, &c. ils croyoient qu'au moyen de cette voie canonique, déclarée telle par les Arrêts de la Cour, & notamment par celui rendu contre les prétendues Lettres Apostoliques, publiées à Rome le 8 Septembre dernier, & par les Arrêts de tous les Parlemens du Royaume, lesquels en établissant cette jurisprudence, n'ont fait que suivre la disposition de l'Article 48 de nos libertés, & se conformer aux intentions & aux ordres du Roi ; ils étoient à couvert de toute sorte d'interdiction & d'excommunication ; puis-que l'Appel au futur Concile, saisissant le Tribunal suprême de l'Eglise, lioit les mains à tous Juges inférieurs, quels qu'ils pussent être ; & que nulle autorité ne pouvoit procéder contre eux, sur le refus qu'ils faisoient de recevoir la Constitution comme loi de l'Eglise. Cependant le sieur Evêque de Toulon, leur Evêque Diocésain, menace de les excommunier, dans le Mandement qu'il a fait publier le 9 Octobre der-

SECT. IV.
ART. 30.
Ann. 1718.
Même Recueil d'Arrêts, t. 2.
P. 617-634.

SECT. IV.

ART. 30.

Ann. 1718.

» nier, &c. Comme ce Mandement est con-
 » traire à la disposition de nos Arrêts, aux
 » loix du Royaume, aux libertés de l'Eglise
 » Gallicane, aux saints Canons; puisqu'il
 » veut priver les Sujets du Roi & des Chré-
 » tiens, d'un droit que les loix divines & hu-
 » maines leur assurent également; & que
 » donnant la Constitution pour une décision
 » de l'Eglise, il déclare par une conséquence
 » nécessaire, les Parlemens & le Roi même
 » auteurs d'hérésie, puisque les Arrêts ont
 » déclaré que la Constitution n'est point une
 » décision de l'Eglise universelle; & que le
 » Roi ayant suspendu par sa Déclaration tou-
 » tes les contestations qui se sont élevées au
 » sujet de ladite Constitution, a déclaré par
 » là qu'elle n'étoit pas décision de l'Eglise,
 » l'effet d'une décision de l'Eglise ne pou-
 » vant pas être suspendu par l'autorité du
 » Prince, qui comme le commun des fidèles
 » est obligé de se soumettre en matiere de foi
 » à l'autorité de l'Eglise; les Supplians ont
 » relevé Appel comme d'abus de ce Mande-
 » ment, &c. *Vu les Lettres du relief d'Ap-
 » pel du Mandement, &c. Sçavoir faisons*
 » que notre dite Cour par son Arrêt du jour
 » & daté des présentes, *a fait inhibitions &
 » défenses audit Evêque de Toulon de procé-
 » der contre les Supplians.* »



ARTICLE XXXI.

ANNÉE 1718.

Appel de l'Evêque d'Apt, du Roi mineur au Roi majeur. Son Acte est brûlé, son temporel saisi.

LEs Evêques, dont les Parlemens réprimoi-
ent les entreprises schismatiques, prétendoient que ces Cours entreprenoient sur leur juridiction & leur autorité. C'est ce qui donna lieu à l'Appel singulier de l'Evêque d'Apt, du Roi mineur au Roi majeur, de tous les violemens des Canons, & des loix Ecclésiastiques, qu'il prétend avoir été faits par les mêmes Cours, ou qu'on pourroit faire encore dans la suite pendant la minorité de Sa Majesté. Cet Appel est déclaré par le Parlement de Provence *séditieux, téméraire, tendant à la révolte, &c.* L'Arrêt est du 20 Décembre. Le même Arrêt ordonne que cet Acte sera brûlé sur l'échafaut par l'Exécuteur de la haute justice, & que les revenus de l'Evêché d'Apt seront saisis & régis à la forme de l'Ordonnance jusqu'à ce que autrement soit fait & ordonné.

Le même Prélat, qui vomit ici mille injures contre les Parlemens, s'y étoit déjà abandonné dès 1703, & avoit servi d'instrument à la Société pour former l'une de ces premières attaques dont nous avons parlé, contre le Livre des Réflexions morales. Le caractère de ce Prélat étoit d'ailleurs connu par l'approbation qu'il avoit donnée aux visions de Marie d'Agreda, & par l'aveu qu'il avoit fait dans un de ses Mandemens de n'être pas du sentiment de S. Paul. C'est ce qui fait dire à l'Avocat-

SECT. IV.
Art. 31.
Ann. 1718.
Ibid. p.
639-653.

SECT. IV.
Art. 31.
Ann. 1718.

Général, M. de Gaufredi, dans le Réquisitoire qui est à la tête de l'Arrêt, » que la » pénétration dont le même Prélat se fait » honneur, l'avoit déjà élevé à voir clair dans » les mystiques visions de Marie d'Agreda, & » à trouver de sublimes vérités dans un Livre » où la So-bonne n'a vu que des erreurs ; & » que si les injures qu'il répand de toute l'abondance de son cœur dans cet ouvrage, » n'avoient eu pour objet que les Magistrats, » ils en auroient fait volontiers un sacrifice à » son zèle : heureux que l'illustre censeur de » saint Paul se fût abaissé jusqu'à devenir le » leur. »

ARTICLE XXXII.

ANNÉE 1718.

M. Languet Evêque de Soissons, fameux défenseur de la Bulle. Caractère de ses Ouvrages. Idée de ses premiers Avertissemens.

SECT. IV.
Art. 32.
Ann. 1718.

JUSQU'en la présente année les Acceptans n'avoient fait consister leurs principales ressources que dans l'intrigue, la violence, & les vaines déclamations. S'ils avoient opposé quelques Ecrits aux ouvrages solides par lesquels on avoit combattu la Constitution, ces Ecrits avoient été souverainement méprisés : si quelques-uns avoient mérité plus d'attention, ils la devoient aux principes schismatiques qu'ils renfermoient, & qui leur avoient attiré de justes flétrissures de la part des Parlemens. En cette année parut sur les rangs, M. Languet Evêque de Soissons, dont les ouvrages ont fait du bruit, & lui ont procuré

curé un nom distingué parmi les défenseurs de la Bulle : mais ouvrages réfutés par plusieurs savans Auteurs & entr'autres par M. Petitpied, de maniere à le confondre lui-même & tous les Bullistes avec lui.

SECT. IV.
Art. 32.
Ann. 1718.

Dans son premier Avertissement l'un des plus travaillés, & où il prétend établir des règles pour la condamnation des propositions, on compte jusqu'à seize sophismes, plusieurs paradoxes, par exemple, *que l'Eglise peut condamner absolument & simplement une proposition qui est vraie dans son sens propre & naturel* ; grand nombre d'erreurs ; erreur sur la lecture de l'Ecriture sainte, laquelle l'Eglise, selon ce Prélat, peut sagement interdire *EN TOUT, ou en partie, au commun des fidèles* ; erreur sur la tradition, qui suivant ce fameux défenseur de la cause des Acceptans, n'est pas moins obscure que l'Ecriture sainte sur les points de foi qui ne sont point clairement exprimés dans la parole de Dieu écrite ; erreur sur le plus grand nombre des Evêques unis au Pape, que le même défenseur donne pour une règle toujours décisive en matiere de foi, &c.

Je ne parle point des imputation fausses, falsifications de textes, * calomnies grossieres,

* Falsifications même des textes des divines Ecritures, non-seulement dans des Ecrits polemiques, mais dans des Livres mis entre les mains des simples fidèles, & produits comme propres à les instruire & à les édifier. Tel est entr'autres son *Traité de la confiance en Dieu*. On fait parler Dieu, non de la maniere toute divine dont il parle dans Isaïe : *Qu'ai-je dû faire que je n'aye point fait ? QUID DEBUI facere*, &c. Mais *qu'ai-je pu faire*, &c. On pousse la falsification jusqu'au texte latin cité en marge, en mettant *quid potui* au lieu de *QUID DEBUI* ; & en conséquence Dieu

SECT. IV.

ART. 32.

Ann. 1718.

répandues de part & d'autre dans ces mêmes ouvrages. Le P. Quesnel ayant vu le second Avertissement de ce Prélat, trouva occasion d'en parler dans un Recueil de plusieurs pièces qu'il fit imprimer en un volume in-12. Il s'arrête particulièrement à réfuter ce que le Prélat impute aux Appellans d'admettre tous les principes des Calvinistes sur le Ministère : *Déjà*, dit cet Evêque, *le Pere Quesnel a soutenu que l'excommunication s'exerce PAR le consentement au moins présumé DES FIDÉLES ET DES LAÏCS. Voilà*, répond le P. Quesnel, *une foule de calomnies soutenues par plusieurs falsifications.* Il fait voir ensuite que les principes des Appellans sont ceux de S. Augustin ; & que la proposition 90. porte *du consentement*, au lieu que M. de Soissons substitue *PAR le consentement*, ce qui est fort différent. La proposition ajoute *de tout le corps*, & le Prélat lui fait dire *DES FIDÉLES ET DES LAÏCS.* Tel est, selon le P. Quesnel, l'art merveilleux du Prélat, *d'ajouter, de retrancher, de sous-entendre, & de changer les mots comme il lui plaît.*

dans le cours de l'instruction est représenté comme un Dieu impuissant aux pieds de sa créature, *faisant tout ce qu'il peut* pour la gagner & l'attirer à lui sans pouvoir en venir à bout.



ARTICLE XXXIII.

ANNÉE 1718.

Portion du second Avertissement regardée par le Parlement de Rouen comme un Libelle séditieux & digne du feu.

Dans son second Avertissement M. Languet prétendoit ériger la Constitution en loi suprême de l'Eglise, en sorte qu'on ne pût la rejeter sans tomber dans le schisme, même dans l'hérésie. Mais il ne fut pas heureux dans sa principale preuve qu'il fondeoit sur un extrait du Recueil intitulé : *Témoignage de l'Eglise universelle*. Nous avons parlé plus haut de ce *Recueil*, produit par le Cardinal de Bissi. Les Constitutionnaires ayant fait imprimer séparément cet Extrait qui leur paroissoit une pièce triomphante pour la bonté de leur cause ; le Procureur Général du Parlement de Rouen le déféra à sa Cour, & dit dans son Réquisitoire, que » l'Auteur de cet » Extrait, supposant que la Constitution *Unigenitus* est reçue du consentement positif de » toutes les Eglises, ose en conclure témé- » rairement, qu'il y a deux communions, » supposant & annonçant ainsi le schisme » dans l'Eglise de France ; ce qui ne peut » avoir que des suites fâcheuses, causer du » trouble dans l'Etat, & jeter la division » dans les esprits, & l'alarme dans les consciences. » Sur ses conclusions, ARREST du Parlement du 24 Novembre 1718, portant que ledit Libelle intitulé : EXTRAIT des témoignages de l'Eglise universelle en faveur de la

SECT. IV.
Art. 33.
Ann. 1718.

Recueil
d'Arrêts, r.
2. pag 574.
579.

Constitution *Unigenitus*, tiré du second Avertissement du sieur Evêque de Soissons, sera lacéré & brûlé, comme séditieux, en la Cour du Palais au pied du grand escalier par l'Exécuteur des Sentences criminelles. Le même Prélat s'attire grand nombre d'autres flétrissures dont nous parlerons dans la suite.

ARTICLE XXXIV.

ANNÉE 1718.

Troubles excités dans les Pays-bas par les Lettres Pastoralis officii.

SECT. IV.
Art. 34.
Ann. 1718.

LEs troubles que les Lettres *Pastoralis officii*, les Mandemens de séparation, & autres écrits schismatiques étoient sur le point d'exciter parmi nous, mais que nos Magistrats furent écarter, commencèrent à éclater cette année dans les Pays-bas, parce que ceux qui s'y trouvoient dépositaires de l'autorité de Sa Majesté Impériale, ne marquoient point la même fermeté pour le maintien des loix de l'Eglise & de l'Etat, ni le même zèle contre tout ce qui pouvoit tendre à allumer le feu de la division; & que d'ailleurs dans ces pays-là, la plupart des esprits étoient imbus des principes ultramontains, & croyoient le Pape infaillible.

Ces Lettres *Pastoralis officii* avoient été publiées dans la Flandre Impériale & dans le Brabant, sans avoir été soumises aux formes usitées, c'est-à-dire, sans être munies du *Placet* du Souverain. Cependant plusieurs Evêques de ces contrées en prirent occasion de s'élever contre les Appellans & contre ceux qui ne recevoient pas la Constitution. Ils

avoient à leur tête l'Archevêque de Malines, qui le 17 Octobre 1718, publia une Ordonnance, suivie peu après d'un Formulaire de soumission à la Bulle. Parmi ceux en qui ce Prélat trouva de la résistance, M. *Van-Rooft*, Chanoine & Curé de l'Eglise Métropolitaine signala son zèle. Il est cité pour comparoître ; mais il se pourvoit au Conseil souverain de Brabant par une Requête à Sa Majesté Impériale, où il réclame sa protection, expose qu'on n'a point accordé le *Placet*, nécessaire pour la publication de ce qui vient de Rome, déclare qu'il craint que la Constitution ne soit contraire aux droits de Sa Majesté Impériale, & qu'il se croiroit coupable s'il l'acceptoit. Cette Requête fut reçue, & le Conseil ordonna qu'elle seroit communiquée à l'Archevêque de Malines pour en avoir son avis. L'Archevêque, dans l'intervalle, rendit une Sentence par laquelle le Curé fut cité de nouveau à comparoître devant lui, & par provision déclaré suspens de ses fonctions divines & pastorales jusqu'à ce qu'il eût reçu la Constitution. Là-dessus M. *Van-Rooft* obtient une consultation de MM. Van-Espen & Bauvers, célèbres Canonistes, qui décident que la suspension portée par l'Archevêque est nulle & invalide. Huit Avocats du Conseil de Brabant à Bruxelles souscrivirent à cette décision, aussi bien que quatre autres de Gand. Mais comme ces sortes de décisions ne mettent point à couvert des voies de fait, & que M. *Van-Rooft* ne fut point efficacement secouru par ceux qui avoient l'autorité & la puissance publique en main, il ne jugea pas à propos de continuer ses fonctions.

SECT. IV.
Art. 34.
Ann. 1718.

ARTICLE XXXV.

ANNÉE 1719.

Le Parlement de Provence fait saisir le temporel de l'Evêque de Marseille.

SECT. IV.
ART. 35.
Ann. 1719.

Même Recueil d'Arrêts, t. 3.
P. 47-72.

EN France les Mandemens de séparation dont le Cardinal de Bissi avoit envoyé des modèles, se multiplioient, suivis d'autres entreprises contre différens particuliers, ou divers corps de Communauté. Mais la persévérance de nos Magistrats à maintenir, autant qu'il étoit possible, la tranquillité publique, rendoit inutiles les efforts de ceux qui vouloient brouiller. L'Evêque de Marseille avoit été des premiers à publier de ces Mandemens, & un des plus ardens à entreprendre d'en faire usage, spécialement contre les Peres de l'Oratoire. Le Parlement de Provence fit saisir, par Arrêt du 19 Janvier 1719, son temporel parce qu'il osoit procéder de nouveau contre ces Peres, au préjudice des Arrêts de défenses par eux déjà obtenus; joint à ce que dans son Mandement du 3 du même mois, les Peres de l'Oratoire étoient décriés & calomniés de la maniere la plus outrageante, & nommément le Pere Gautier, Supérieur de leur Maison, très-connu & très-respecté dans le pays par sa piété & son zèle dans les Missions. L'effet de ce Mandement étoit de faire passer ce digne Ministre du Seigneur, pour un hérétique, & de le diffamer dans l'esprit du peuple ignorant, qui l'avoit regardé jusqu'alors comme un Saint.

Les bornes que nous sommes obligés de nous prescrire , ne nous permettent pas d'entrer dans le recit de tous les autres Arrêts rendus durant le cours de la présente année par les autres Parlemens , ou contre ces Mandemens de séparation , ou contre les procédures que les Evêques outrés Constitutionnaires , comme l'étoit celui de Marseille , vouloient entreprendre en conséquence des mêmes Mandemens. On peut voir ces Arrêts dans le troisième volume du Recueil déjà cité. Nous aurons pourtant encore occasion dans la suite de parler de quelques-uns concernant particulièrement l'Evêque de Soissons , M. Languet.

SECT. IV.
Art. 35.
Ann. 1719.

ARTICLE XXXVI.

ANNÉE 1719.

Excès des Constitutionnaires contre les Appellans, sur-tout dans le Diocèse de Tournai.

LE peu de fermeté de ceux qui dans les Pays-bas avoient la puissance publique en main , donna occasion à plusieurs Evêques de s'élever par leurs Lettres Pastorales contre les Appellans & tous ceux qui ne recevoient pas la Constitution. Le seul récit des insultes , des violences & des vexations de toute espèce exercées sur-tout dans le Diocèse de Tournai , a formé un Ecrit assez étendu , intitulé : *Fanatisme du Diocèse de Tournai*. Nous nous contenterons d'en extraire deux exemples bien propres à donner une idée de la fureur que le faux zèle est capable d'inspirer aux peuples

SECT. IV.
Art. 36.
Ann. 1719.

qu'il a la liberté de séduire & d'animer de son esprit.

SECT. IV.

Art 36.

Ann. 1719.

Dans la paroisse de Wevelghen, le Curé, homme recommandable par sa vigilance & par son zèle à réformer les abus, ayant rétracté par une Lettre à l'Evêque de Tournai, la publication qu'il avoit faite de la Bulle, les Capucins & les Récollets du voisinage, soutenus par les Jésuites, excitèrent contre lui un tel soulèvement, que vers la fin de Février 1719, une troupe de séditieux entreurent pendant la nuit dans son jardin, & tirent plusieurs coups de fusils chargés à bales, à travers les fenêtres de la chambre où il étoit couché. Les coups portèrent à faux; mais les mutins ne se désistèrent pas pour cela du dessein de se délivrer de leur Curé: ils vinrent en foule dans l'Eglise le 19 Mars, pendant qu'il disoit la messe. Leur contenance lui fit comprendre qu'il y avoit à craindre pour lui: étant donc entré dans la Sacristie après la messe, il s'y enferma; mais il n'y fut pas à couvert de la violence de ces furieux. Ils enfoncerent la porte, en arracherent le Curé, maltraitèrent quelques bonnes filles qui s'y trouvaient, répandirent même le sang, proférèrent des juremens & des blasphêmes execrables, & traînerent leur Pasteur jusqu'à la rivière qui fait les limites de sa Cure. Quand le Curé vit qu'ils approchoient de la rivière, il crut que c'étoit pour le jeter dans l'eau; mais ils se contenterent de la lui faire passer & de le chasser hors de sa paroisse. Avant de les quitter, le Curé leur demanda avec douceur pourquoi ils le traitoient ainsi? C'est répondirent-ils, que nous ne pouvons plus vous reconnoître pour notre Curé depuis que vous

Étes devenu hérétique ; & c'est ce que des Religieux nous ont dit. Le Curé délivré de leurs mains , alla se réfugier au Collège de Menin sa patrie : mais à peine y fut-il arrivé que le Principal du Collège qui étoit son ami , reçut ordre du Magistrat de la ville de le congédier sur le champ : c'est ce qui l'obligea d'aller le même jour chercher un azile à Lille.

SECT. IV.
Art. 36.
Ann. 1719.

Le Curé s'étant pourvu à Gand au Conseil provincial de la Flandre , il en obtint des ordres pour son rétablissement , & quelques-uns des mutins furent mis en prison ; mais les Paroissiens ayant porté des plaintes contre lui au même Conseil , il fut condamné aux dépens sur des chefs d'accusations très-legers ; & les précautions prises pour contenir les mutins n'étant pas suffisantes pour sa sûreté , il ne put rentrer dans sa Paroisse. D'un autre côté les Grands-Vicaires & l'Official de Tournai firent dans le même tems , & pour le même sujet , des poursuites contre lui ; & faute de se présenter , parce qu'il étoit obligé de défendre sa cause à Gand , on l'interdit de ses fonctions. Il fut obligé de revenir à Menin sa patrie , où il a essuyé publiquement plusieurs insultes , lorsqu'il s'est présenté pour recevoir la Communion laïque.

Dans le mois de Juin de la même année , une fille de la Paroisse de Wevelghen , nommée Anne-Marie de Mets , étant tombée malade , le Vicaire qui gouvernoit cette Paroisse depuis l'expulsion du Curé , refusa d'entendre sa Confession , parce qu'elle ne voulut pas se soumettre à la Constitution , quoiqu'elle déclarât qu'elle croyoit & condamnoit tout ce que l'Eglise croit & condamne. Il menaça de la priver de la sépulture Ecclésiastique , si elle

SECT. IV.

ART. 36.

Ann. 1719.

mouroit en cet état ; mais un Curé du voisinage qui connoissoit sa piété, ayant eu la charité de lui administrer les Sacremens, elle mourut le 10 Juillet. Le Vicaire alors chercha des prétextes pour ne pas faire l'enterrement, & le peuple animé par son exemple, & par les discours de quelques Religieux, s'y opposa, de telle sorte qu'une troupe de femmes & de filles firent sentinelle jour & nuit dans le cimetière pour empêcher que le corps ne fût inhumé. Le frère de la défunte obtint un ordre des Grands-Vicaires pour la faire enterrer, mais inutilement. Le Conseil de Gand informé de cette affaire fit signifier de nouveaux ordres aux habitans par un Huissier qui devoit être présent à l'enterrement : l'Huissier fut insulté & obligé de s'en retourner. Cependant il y avoit déjà sept jours que cette fille étoit morte : les mutins craignant les suites de cette résistance, consentirent que le corps fût enterré à la porte de l'Eglise, mais sans aucune cérémonie ; & la sentinelle qui avoit été jusqu'alors au cimetière fut congédiée. Cet enterrement fut accompagné d'insolences & d'insultes, tant contre le corps de la défunte, qu'on menaça de déterrer, que contre les personnes qui lui étoient attachées. On alla dans la maison d'une amie qui l'avoit assistée dans sa maladie, & dans celle du Curé : où l'on brisa tout ce qui se rencontra. On poursuivit avec la même fureur toutes les filles qui étoient affectionnées à leur Curé : elles furent obligées d'abandonner leurs maisons, & de se retirer à Menin.

Depuis l'enterrement ces furieux regardèrent leur Eglise comme prophannée ; ils en fermèrent les portes, & ne voulurent pas souf-

frir qu'on y célébrât la messe, même les jours de Dimanche. Cependant M. l'Evêque de Tournai, informé de ces désordres ordonna qu'on fit un service pour la défunte à la manière accoutumée, comme étant morte dans la Communion de l'Eglise Catholique. Cette Ordonnance ayant été signifiée le 26 Juillet, le corps fut déterré la nuit suivante, & jetté avec son cercueil dans la rivière, d'où il ne fut retiré que le 28, pour être enterré dans un fossé qui étoit auprès. Il y demeura jusqu'au mois de Novembre, qu'il fut découvert par un Laboureur; & on l'en retira alors pour le mettre dans un lieu où il fût plus en sûreté.

SECT. IV.
Art. 16.
Ann. 1719.

ARTICLE XXXVII.

ANNÉE 1719.

Le Cardinal de Noailles publie l'Instruction Pastorale qu'il avoit promise en publiant son Appel. Précis de cette Instruction.

DAns le tems que nos Magistrats étoient appliqués à garantir la France de pareilles horreurs, on vit paroître deux ouvrages fort importants, & très-propres à justifier la sagesse & la légitimité de leurs démarches.

SECT. IV.
Art. 37.
Ann. 1719.

Le premier de ces ouvrages fut l'*Instruction Pastorale* que le Cardinal de Noailles avoit promise en publiant son Appel. Il la divisa en deux parties. Dans la première il est prouvé que la Bulle ne peut être proposée comme une Règle de foi, par la nature même des propositions condamnées. » Les plus zélés défenseurs de la Constitution ne sauroient nier,

SECT. IV.
ART. 37.
Ann. 1719.

» dit-il, qu'entre les cent-une propositions;
» il n'y en ait qui se trouvent en termes for-
» mels ou équivalens dans les SS. Peres, d'au-
» tres qui paroissent vraies dans le sens qui se
» présente à l'esprit. « Il apporte pour exemple,
la proposition XII. *Quand Dieu veut sauver*
l'ame, &c. qui est exprimée dans les propres
termes de S. Prosper. Il demande si le sens
propre & naturel de plusieurs propositions ren-
ferment des erreurs qui doivent être proscri-
tes. Il cite la proposition 66. *Qui veut s'ap-*
procher de Dieu, &c.

Pour autoriser la condamnation de pareilles propositions, M. Languet avoit avancé que l'Eglise est en droit de condamner des propositions qui présentent un sens vrai, étant prises selon l'usage ordinaire du langage, propositions qui seroient bonnes avant la condamnation, & dans d'autres Auteurs, mais qu'il suffit, pour pouvoir les condamner, qu'on en abuse, ou que l'Eglise ait sujet de craindre cet abus. M. le Cardinal se récrie contre ces maximes, comme étant nouvelles & pernicieuses. Il prétend que le propre caractère d'une Règle de foi doit être de discerner l'erreur d'avec la vérité; de censurer l'une, & de mettre l'autre pleinement en sûreté.

Les qualifications prononcées indistinctement sont encore, selon son Eminence, une nouvelle source de confusion & d'incertitude, également incompatible avec une Règle de foi. Il répond ensuite à l'objection tirée des censures respectives & *in globo*, portées par le Concile de Constance & par les Papes Léon X & Pie V. Il fait sur ces exemples des réflexions qui ne lui sont pas particulières, &

auxquelles on a même ajouté dans la suite de nouveaux éclaircissemens.

SECT. IV.

Art. 37.

Ann. 1719.

La seconde partie, dans laquelle M. le Cardinal de Noailles se propose de prouver que la Constitution n'est pas le jugement de l'Eglise universelle, nous paroît mériter plus d'attention, parce qu'elle fournit des lumières sur ce point important, qui ne se trouvoit encore traité dans aucun écrit fait au sujet de la Constitution.

Les questions de foi, dit le Mémoire, peuvent être finalement décidées dans l'Eglise par deux formes de jugement. L'un qui consiste dans le consentement de l'Eglise universelle dispersée, qui adopte une décision prononcée, soit par le Pape, soit par les Evêques dans des Conciles particuliers. L'autre forme est celle des décisions prononcées par l'Eglise universelle assemblée dans un Concile général. Quoique ces deux sortes de décisions aient le même degré d'autorité, & qu'elles imposent aux fidèles la même obligation de s'y soumettre; on y remarque néanmoins des différences importantes, d'où l'on conclut que toutes les questions ne peuvent pas être également décidées par ces deux formes de jugement.

Si les questions roulent sur des points de foi clairs, toujours crus distinctement dans l'Eglise, & qui ne sont contestés que par des hérétiques reconnus, son Eminence convient qu'elles peuvent être décidées par les Pasteurs dispersés, comme par un Concile: le seul témoignage de la foi commune & populaire de l'Eglise formant alors la décision. Mais si les questions ont pour objet des points de doctrine qui ne sont pas suffisamment éclaircis, dont les Catholiques disputent entr'eux dans

le sein de l'Eglise; il faut en ce cas assembler
 Sect. IV. un Concile général, dit son Eminence, con-
 Art. 37. formément à la doctrine de S. Augustin.
 Ann. 1719.

De plus s'il s'agit, comme dans l'affaire présente, d'examiner le Décret d'un Pape sur des matieres contestées, & qui ont encore besoin d'éclaircissement; c'est une nouvelle raison de demander la convocation d'un Concile écuménique, où les Evêques puissent se comporter en Juges, & discuter les matieres sans avoir égard au préjugé de l'infailibilité du Pape, s'ils y sont engagés; au lieu qu'ils sont toujours esclaves de cette opinion, lorsqu'ils demeurent dispersés, & qu'ils vivent sous les loix du Tribunal de l'Inquisition. Dans cette dernière circonstance M. le Cardinal de Noailles ne compte le témoignage de tous ces Evêques que comme un seul & même témoignage avec celui du Pape. » Trois cens » Evêques, dit-il, qui croient l'infailibilité » du Pape n'en font qu'un, pour parler ainsi, » quand l'Eglise est séparée; parce qu'en effet, » ils ne parlent alors que sur la foi du Pape, » & qu'ils agissent en simples exécuteurs de » ses ordres, & non en Juges de la foi. »

P. 30.

Après avoir montré en peu de mots, que l'on ne peut dépouiller les Evêques de la qualité de Juges; le Cardinal examine de quelle nature doit être le jugement qu'ils exercent en matiere de foi. Ce jugement se rend par voie de déclaration & de témoignage. » Ce » n'est pas, dit-il, un jugement où la raison » seule décide; il dépend toujours de l'autorité, il doit être fondé sur la parole de » Dieu écrite & non écrite, sur le témoignage » qui vit & qui subsiste dans les Eglises. Son Eminence veut qu'un jugement de l'Eglise uni-

verfelle en matiere de foi foit tel qu'on y trouve cinq caractères : 1. l'examen, 2. la conformité, non-feulement dans les paroles, mais dans le fens, 3. l'unanimité morale, 4. la canonicité, 5. la notoriété & la certitude.

SECT. IV.
Act. 37.
Ann. 1719.

Le troifième de ces caractères étant celui qui peut fouffrir plus de difficulté, le Prélat y infifte davantage : il en établit la néceffité par la pratique des Conciles généraux, & pour écarter toute équivoque, il s'explique en ces termes : » Nous ne prétendons point, & nous » n'avons jamais prétendu, M. C. F. que l'unanimité entière & abfolue de tous les fuffrages fût néceffaire pour faire une règle de foi, ni que l'oppofition d'un petit nombre fût toujours fuffifante pour empêcher une décision de devenir le jugement irréformable de l'Eglife. Nous avons déjà marqué que dans les jugemens de foi, fur-tout lorsqu'il s'agit de dogmes qui ne font point affez éclaircis, l'Eglife ne fe contentoit pas de la feule pluralité des fuffrages, & qu'elle demandoit la prefqueunanimité, & ce qu'on appelle l'unanimité morale. »

Après s'être ainfi expliqué, M. le Cardinal de Noailles preffe les Conftitutionnaires qui veulent qu'une décision du Pape reçue par la pluralité des Evêques, foit toujours une règle infaillible, & à laquelle tous les fidèles foient indifpenfablement obligés de fe foumettre. Il fait voir que l'Eglife ne s'eft jamais conduite par cette maxime; que dans les Conciles on a fouvent examiné de nouveau des décisions papales, déjà approuvées par la pluralité des Evêques, d'où il fuit qu'on ne regardoit point alors ces fortes de décisions

SECT. IV.

Art. 37.

Ann. 1719.

comme irréformables. Son Eminence s'étend encore* sur les inconvéniens qu'auroit la maxime dont nous parlons. Il faudroit croire l'infailibilité du Pape, sa supériorité au dessus du Concile général, son domaine sur le temporel des Rois; puisqu'au jugement du Pape, suivi par le plus grand nombre des Evêques, ce sont là des prérogatives attachées au S. Siége.

Mais si toutes les conditions que demande ce Prélat sont nécessaires pour former une décision irréformable de l'Eglise, les fidèles pourront donc se trouver dans des circonstances, où faute d'une pareille décision, ils ne sauront à quoi s'en tenir. En répondant à cette objection, son Eminence reconnoît

Page 81. qu'on n'a pas toujours dans l'Eglise un jugement final sur toutes les disputes qui s'élèvent.

» Il y a toujours (ce sont les termes) dans

» l'Eglise une autorité subsistante pour déci-

» der toutes les controverses; mais cette au-

» torité qui durera jusqu'à la fin des siècles,

» n'enseigne pas toujours, ne décide pas tou-

» jours toutes les questions qui s'élèvent.

Ces principes & ces réflexions sur la maniere dont l'Eglise universelle rend ses jugemens en matiere de foi servent à M. le Cardinal de Noailles pour montrer dans un très-grand détail l'insuffisance, l'irrégularité, & l'inutilité de tous les témoignages des Evêques étrangers, que les Acceptans produisent en faveur de la Bulle.

L'un des endroits de l'Instruction où son Eminence parle avec plus de force & de liberté, c'est celui où elle veut prouver que les Evêques acceptans de France ne s'accordent point avec le Pape dans le sens que les cent-une

propositions sont condamnables. Sur la quatre-vingt-onzième proposition qui regarde l'excommunication, il remarque que ces Evêques ont soutenu dans leur Instruction Pastorale, que s'il s'agit d'un *devoir* réel & véritable, d'un devoir prescrit par la loi naturelle & la loi divine, d'un devoir invincible, tels que sont le culte de Dieu, la fidélité qu'on doit à son Prince & à sa patrie, la proposition renferme UNE VÉRITÉ A LAQUELLE IL EST IMPOSSIBLE DE SE REFUSER. » Puis il ajoute : » Peut-on dire en bonne foi & avec une exacte sincérité, que ce soient là les sentimens du Souverain Pontife & des Consultants Romains ? Si ceux qui ont reçu la Constitution peuvent le faire déclarer nettement par le Pape, & désavouer toutes les Bulles de ses prédécesseurs, qui, depuis un certain tems, ont dit si clairement le contraire, ils rendront un grand service à l'Eglise » *Le Pape tient pour constant*, dit son Eminence, *que la crainte de l'excommunication peut dans certains cas obliger les Sujets à manquer au serment de fidélité qu'ils doivent à leur Souverain. Le Pape veut que la défense de lire l'Ecriture sainte soit de droit commun à l'égard des séculiers, & que la permission de la lire ne soit que l'exception de la règle générale : il est persuadé que le pouvoir des clefs n'a été donné directement qu'au chef de l'Eglise par lequel les autres Evêques l'ont reçu.*

SECT. IV.
Art. 37.
Ann. 1719.



ARTICLE XXXVIII.

ANNÉE 1719.

Mémoire des quatre Evêques concernant leur Appel au futur Concile. Précis de cet ouvrage.

SECT. IV.
Art. 38.
Ann. 1719.

L'Autre ouvrage qui parut alors est le grand Mémoire des quatre Evêques concernant leur appel au futur Concile. Il contient près de trois cens pages *in-quarto*. Après un court exorde sur la nécessité des Conciles généraux ; ces Prélats divisent leur Mémoire en deux parties. Dans la première ils exposent les erreurs qui se sont répandues dans les derniers tems sur le dogme, la morale, & la hiérarchie. Cet exposé est nécessaire pour entendre une Constitution dans laquelle le Pape déclare qu'il a voulu, en la donnant, mettre fin aux diverses contestations qui s'étoient élevées. Dans la seconde partie il fait voir les avantages que ces erreurs tirent de la Constitution *Unigenitus*. En un mot le but du Mémoire est de justifier l'Appel au futur Concile, en montrant quelle est la doctrine qui a donné naissance à la Constitution, & à laquelle la Constitution donneroit autorité si elle étoit reçue.

La première partie commence par les nouveautés que Molina a introduites sur la force & l'efficace de la grace, & fait voir que la nécessité de l'équilibre pour mériter & démériter est proprement le fond du Molinisme. Pour soutenir l'équilibre il a fallu déprimer les forces de la grace & élever celles de la vo-

Volonté. Aussi la volonté de l'homme est si forte , selon ce système , » que la plus petite grace » suffit pour lui donner l'équilibre ; & la grace » de Dieu est si foible , que la plus puissante » n'a pas la force d'incliner infailliblement la » volonté. » Ici viennent les nouveautés du Cardinal Sfondrate sur la volonté de Dieu , sur la prédestination , sur la distribution de la grace à tous les hommes. Selon ce système , » celui qui est hors de l'Eglise , comme celui » qui a le bonheur de vivre dans son sein ; » l'infidèle comme le Chrétien , le Juif comme » l'enfant de la nouvelle alliance , l'homme » tombé comme l'homme innocent , tous ont » l'équilibre. L'Eglise dans ses trésors n'a aucun avantage à donner à ses enfans , qui ne » les laisse dans l'équilibre ; & le schisme , » l'hérésie , le paganisme ne peuvent ôter la » grace à l'homme , le laissant aussi dans l'équilibre. » Après divers extraits du Cardinal Sfondrate comparés avec les textes de Pélage , ces Prélats observent que le P. Damascene Franciscain qui a présidé à l'impression du Livre de ce Cardinal , & qui l'appelle un ouvrage *sacré & divin* , a été choisi pour être un des Consultants sur l'avis desquels la Constitution a été dressée.

On parle ensuite des nouveautés introduites sur les forces naturelles du libre arbitre. sur l'accomplissement des préceptes , sur la nécessité de l'amour de Dieu , sur les règles de la Pénitence ; on trouve ces nouveautés dans divers Auteurs Jésuites , Molina , Suarez , Arriaga , Escobar , & sur-tout Francolin , pour ce qui regarde la morale. Selon les nouveaux Casuistes , & en particulier Francolin , l'état

SECT. IV.
Art. 38.
Ann. 1719.

SECT. IV.
ART. 38.
Ann. 1719.

présent de l'Eglise est préférable à celui où elle étoit dans les premiers siècles : *notre situation présente*, dit Francolin, *est beaucoup meilleure que celle des siècles qui ont précédé.*

Pour conclusion, est-il dit dans le Mémoire, restoit à attaquer trois points essentiels : 1°. l'esprit de la Religion, qui est un esprit d'amour : 2°. la première source de cet esprit, qui est la grace de Jesus-Christ : 3°. le canal qu'il a établi pour répandre son esprit, & conserver ses lumières dans l'Eglise, qui est le ministère & l'ordre sacré de la hiérarchie. » Ces trois points, disent ces Evêques, se » trouvent combattus comme de concert, » aussi-bien que toutes leurs suites & leurs » dépendances qui sont infinies : l'on y oppose un corps entier de doctrine, ou plutôt » cet assemblage de nouveautés & d'erreurs, » qui, après avoir enlevé à Dieu même, le » pouvoir de disposer infailliblement des » cœurs par la force toute-puissante de sa » grace ; à la nouvelle alliance, ses prérogatives & ses prééminences ; à la morale chrétienne, ce qui en fait l'excellence & le prix ; » à l'Eglise universelle, sa suprême autorité » au-dessus de chacun de ses membres en particulier ; aux Souverains de la terre, l'indépendance de leur couronne ; fait du caprice des hommes & de leurs opinions, la » règle de leur conduite ; de l'ignorance des » devoirs, leur bonheur ; de l'oubli de Dieu, » leur excuse ; autorise le mensonge & le parjure, justifie l'indifférence pour Dieu, donne cours aux parricides, conseille la calomnie, permet les usures, pallie la simonie, approuve les satisfactions de la concupiscence, ouvre la porte à un nombre

» Innombrable d'excès , profane les Sacre-
» mens , fait périr les pécheurs , remplit d'a-
» bomination le Sanctuaire ; & , ce qui est le
» comble de ces excès aussi bien que la source ,
» canonise l'orgueil de l'homme , érige son
» libre arbitre en une espèce de divinité , qui
» partage avec Dieu même la gloire du dis-
» cernement.

SECT. IV.
Art. 38.
Ann. 1719.

» Voilà surquoi nous cherchons dans le
» Concile général un remede assez universel
» pour réunir tous les esprits , & assez efficace
» pour les fixer d'une maniere infallible. »

De-là ils passent à la seconde partie du Mé-
moire , où ils examinent ce que la Constitution
décide sur les contestations qui viennent d'être
exposées , & en faveur de qui elle prononce.
Ils commencent par quelques réflexions géné-
rales : 1°. La Constitution condamne les cent-
une propositions prises absolument & en elles-
mêmes : il faut donc que chacune ait son
vice , qui la rende digne de censure. 2°. Elle
les condamne comme le poison du Livre : il
faut donc qu'elles soient mauvaises & en elles-
mêmes , & dans le sens qu'elles ont dans le
Livre. 3°. Le sens condamné dans les propo-
sitions , doit être le sens naturel qui résulte
de la signification propre & ordinaire des ter-
mes. 4°. Le Pape a en vue les contestations
qui se sont élevées dans l'Eglise & sur-tout
en France , & il a voulu fixer le sentiment
que l'on doit embrasser sur ces contestations.
Tout cela est prouvé par le texte même de la
Bulle. M. de Soissons n'en convient pas ; &
il établit des principes opposés pour justifier
la condamnation des propositions. On le ré-
fute , on répond aux exemples qu'il apporte ,
& on lui oppose le P. Fontaine Jésuite , Au-

Sect. IV.
Art. 38.
Ann. 1719.

teur de la *défense Théologique de la Constitution*, qui veut que les propositions soient condamnées dans leur sens propre & naturel, & que les condamner autrement ce soit faire illusion à l'Eglise.

Après avoir posé ces principes, les quatre Prélats s'en servent pour examiner la condamnation des cent-une propositions : ils les distribuent en différentes classes selon l'ordre des matières, & en suivant la même méthode que dans la première partie. Dix-huit articles sont employés à cette discussion. Ils ne se contentent pas d'expliquer les propositions à la lumière de l'Ecriture & de la Tradition, & de les justifier ainsi soit en elles-mêmes, soit par rapport au Livre des Réflexions, d'où elles sont tirées ; ils répondent à tout ce qui a été dit de plus plausible par les défenseurs de la Constitution, pour prouver que les propositions ont été bien condamnées. M. de Soissons, le P. Fontaine Jésuite, & le Pere Assermet Cordelier de Paris, y sont souvent cités & réfutés. Ce dernier est accusé de blasphème, pour avoir dit que *Dieu est tout-puissant sur le cœur des hommes dans les choses qu'il veut absolument ; MAIS NON PAS à l'égard du salut de l'homme, pour lequel il donne la grace*. Pour ce qui est du P. Fontaine, comme son ouvrage intitulé, *Constitutio Unigenitus Theologicè propugnata*, est imprimé à Rome sous les yeux du Pape avec diverses approbations, & en particulier celle du P. Pipiade puis Cardinal, qui a travaillé en qualité de Consulteur à la condamnation des cent-une propositions, le Mémoire s'en sert avantageusement pour découvrir le vrai sens de la Constitution, & pour montrer que M. de Soissons & l'Instruc-

Mém. 1.
p. act. p.
26.

tion des Quarante, s'en écartent souvent, & donnent un autre objet à la censure du Pape.

SECT. IV.

Art. 38.

Ann. 1719.

Dans le troisième article on trouve de grands éclaircissemens sur cette parole de S. Paul : *Dieu veut que tous les hommes soient sauvés*. Après les explications que les SS. Peres ont données, on expose celles des Théologiens qui se déclarent les uns pour la *volonté de signe* ou *métaphorique*, les autres pour la *volonté antécédente*, qui elle-même est expliquée diversement par ceux qui l'admettent. Un plus long détail nous mèneroit trop loin. Ceux qui voudront s'instruire à fond du vice de la Constitution, doivent lire en entier le Mémoire dont nous rendons compte. C'est sans contredit l'ouvrage le plus solide & le plus approfondi, qui ait paru avec autorité de la part des Appellans.

Nous ne devons pas oublier que les quatre Evêques y prennent la défense du P. Quesnel ouvertement & avec force. » Quel rigoureux » traitement, disent-ils, que d'injustices » commises contre l'Auteur du Livre des Ré- » flexions morales ! propositions tronquées, » traduction infidèle, expressions détournées » à un sens différent par l'extrait qu'on en a » fait, nulle attention sur les changemens » qui ont été faits dans ce Livre ; refus d'en- » tendre un Auteur qui ne cesse de demander » d'être entendu ; aucun égard pour ses dé- » fenses, ni pour ses explications : disons » plus, nonobstant ses explications apolo- » gétiques & ses Lettres pleines de respect & » de soumission ; on a rassemblé dans le » préambule de la Constitution les plus hor- » ribles traits, pour faire d'une manière trop » sensible un portrait affreux de cet Auteur ;

SECT. IV.

Art. 38.

Ann. 1719.

» comme dans le dispositif de ce Décret on a
 » réuni les plus atroces qualifications pour
 » censurer tant de propositions orthodoxes. »

Dans la conclusion de l'ouvrage , après
 avoir rappelé encore les divers excès d'er-
 reur & de nouveauté qui ont été enseignés,
 » Est-ce donc là , dit le Mémoire, le terme
 » auquel les Auteurs secrets de la Bulle ont
 » voulu parvenir ? Mais ne voient-ils pas que
 » nous n'avons besoin que d'eux-mêmes pour
 » détruire ce qui leur a tant coûté ? D'un côté ,
 » ils avouent la nouveauté de leur doctrine ,
 » & de l'autre ils publient que cette doctrine
 » est celle de la Bulle. Ce double aveu fait la
 » décision de la cause : il ne s'agit plus que
 » de prendre parti entre la nouveauté & l'an-
 » tiquité. Qu'on vienne après cela nous re-
 » procher nos inquiétudes & nos allarmes :
 » nous le disons avec confiance , si l'on a
 » quelque reproche à se faire , c'est de n'être
 » point encore assez allarmé. »



ARTICLE

ARTICLE XXXIX.

ANNÉE 1719.

Malgré les obstacles que les Evêques livrés à la Société ne cessent d'opposer à toute voie de conciliation, le Duc d'Orléans se promet encore de surmonter tous ces obstacles, & il donne une seconde Déclaration du 5 Juin 1719, en confirmation de celle du 7 Octobre 1718.

IL falloit un ouvrage tel que le Mémoire des quatre Evêques, pour seconder le zèle des Magistrats, & pour éclairer les fidèles sur le fond de la cause dont il s'agissoit, & les garantir de cet esprit d'erreur & de séduction que les Jésuites s'efforçoient de répandre partout, au moyen des Evêques qu'ils avoient su engager à épouser leurs intérêts.

Mais les obstacles que ces Evêques mettoient de plus en plus à toute voie de conciliation, soit par leurs Mandemens de séparation, soit par toutes ces procédures irrégulières & schismatiques contre lesquelles les Cours souveraines étoient obligées de sévir, n'ôtoient point au Duc d'Orléans l'espérance de parvenir à cette conciliation : il ne perdoit point de vue le projet qu'il en avoit formé dès le commencement de sa Régence. Il crut même que le tems où nous sommes seroit propre à l'exécution de son dessein, & qu'après avoir laissé pendant près de dix-neuf mois l'un & l'autre parti s'épuiser par bien des com-

SECT. IV.
Art. 39.
Ann. 1719.

Tome XIV.

* Z

SECT. IV.
Art. 39.
Ann. 1719.

bats, une année de suspension lui suffiroit pour réussir dans ce qu'il projettoit. Ce fut dans cet esprit que revêtu de l'autorité du Roi, il l'employa à faire paroître la Déclaration du 5 Juin 1719, en confirmation de celle du 7 Octobre 1718, que la publication des Appels & des Mandemens de séparation, qu'il avoit permis ou tolérés, avoient comme abrogée. Mais avant de nous étendre sur les suites qu'eut cette Déclaration, l'ordre des tems exige que nous parlions de ce qui concerne l'Eglise de Hollande.

ARTICLE XL.

ANNÉE 1719.

Précis de ce qui se passa dans l'Eglise de Hollande au sujet de l'Appel au futur Concile.

SECT. IV.
Art. 40.
Ann. 1719.

L'Eglise Catholique de Hollande étoit sans Evêques depuis plusieurs années. Le Clergé & le peuple qui composent cette Eglise étoient divisés : les uns s'étoient soumis à toutes les entreprises de la Cour de Rome, & les autres y résistoient vigoureusement pour la conservation des droits de cette Eglise affligée. Ces derniers ne s'étoient pas encore déclarés par des Actes authentiques contre la Constitution *Unigenitus*. Mais les Appels au futur Concile s'étant multipliés en France, le Chapitre de l'Eglise Métropolitaine d'Utrecht, crut devoir embrasser la même voie. Les Chanoines dont il est composé ne sont qu'au nombre de huit : ils se prétendent en droit, comme les autres Chapitres Catholiques, de gouverner le Diocèse quant au spirituel, pendant la vacance du Siège.

Ce fut en cette qualité qu'ils s'assemblerent le 9 Mai 1719, & qu'ils dressèrent & signèrent leur Acte d'appel au futur Concile. Dans cet Acte ils se font honneur de marcher sur les traces des Prélats appellans de France, & de la célèbre Université de Paris. Ils adoptent leurs motifs, & ils transcrivent même ce qui leur a paru de plus beau & de plus fort dans la Déclaration de l'Université sur l'Appel. Ils font voir par des exemples tirés de leur histoire, que l'Appel au futur Concile n'est pas nouveau dans leur pays. Ils citent en particulier, celui qui fut interjetté par tous les Ordres de la province d'Utrecht sous le Pape Martin V, & ceux auxquels Philippe Archiduc d'Autriche, & l'Empereur Charles V son fils, à qui ces provinces obéissoient, eurent recours pour mettre le pays à couvert des vexations de la Cour de Rome.

SECT. IV.
ART. 40.
Ann. 1719.

A ces motifs communs les Chanoines d'Utrecht en ajoutent un qui leur est particulier. « Nous vivons, disent-ils, au milieu de personnes qui pensent autrement que nous sur la religion, dont quelques-uns épient toutes les occasions pour obscurcir, autant qu'ils peuvent, la beauté de l'Eglise, en lui imputant les excès & les erreurs qu'elle n'approuve point. C'est ainsi que nous voyons attribuer à l'Eglise & au Pontife Romain, la doctrine corrompue des Casuistes relâchés. Ils ont publié que Rome a abandonné la doctrine du Docteur des nations, & qu'elle a embrassé le Pélagianisme. Ils ont dit qu'elle promet le pardon aux pécheurs sans une véritable & sincère conversion du cœur. Mais maintenant ces reproches retentissent dans les places pu-

SECT. IV.

ART. 40.

Ann. 1719.

» bliques, avec d'autant plus d'éclat, que ces
 » hommes les croient mieux fondés depuis
 » que la Constitution a été publiée. Nous ne
 » pouvons, ni ne devons souffrir ces repro-
 » ches; & nous ne connoissons pas de remede
 » plus propre, ni plus utile, que de rendre
 » publique notre adhésion à l'Appel de tant
 » d'illustres Evêques & Docteurs de France. »

Les Chanoines rappellent ensuite l'affaire de M. l'Evêque de Sébaste condamné à Rome d'une maniere très-oppoſée à l'esprit & aux regles de l'Eglise: ils parlent des entreprises de cette Cour contre les Chapitres d'Utrecht & de Harlem, auxquels on a voulu ôter toute juridiction pendant la vacance des Sièges, pour réduire ces Eglises à l'état de simples missions; enſorte que les Ministres qui y travaillent reçoivent du Pape seul leur pouvoir & leur juridiction, & que le Pape soit toujours le maître de les révoquer à son gré. Ils racontent sommairement ce qu'ils ont fait pour la conservation de leurs droits, & en particulier leur Appel au Pape mieux informé. Enfin ils appellent au futur Concile de la Constitution & de tout ce qui s'en est ensuivi, nommément des Lettres *Pastoralis officii*, comme aussi de tous Décrets & Lettres de Rome contraires aux droits de leur Eglise. Après les signatures de huit Chanoines, suit l'adhésion de quarante-trois, tant Pasteurs qu'autres Prêtres du Diocèse d'Utrecht.

L'exemple du Clergé d'Utrecht fut bientôt suivi par le Clergé de Harlem. Son Acte d'adhésion à l'Appel est plus court que le précédent, mais fort bien dressé. On s'y plaint aussi en peu de mots, des entreprises de la Cour de Rome au préjudice des droits de cette

Eglise ; mais ce qu'il y a de plus remarquable , c'est la défense qu'on y prend du P. Quelnel en ces termes : » Troisième motif qui nous » est particulier , & qui nous détourne plus » que tout autre de souscrire à la Constitution » *Unigenitus* , c'est que l'Auteur des Réflexions morales y est dépeint par des traits » si noirs & si horribles , qu'ils conviendroient » à peine à un impie , ou même à un athée » déclaré. Pour nous , nous n'oserions croire » digne de si affreuses couleurs un homme qui » demeure dans ce pays depuis quinze ans , » (c'est-à-dire , dans la ville d'Amsterdam , » qui est du Diocèse de Harlem) & qui s'est » attiré la vénération de tout le monde , autant par sa science & sa doctrine , que par » la bonne odeur de Jésus-Christ , que sa piété » y a répandue. Nous sommes encore plus » éloignés de souscrire au jugement si informé qui a été rendu contre lui , s'il mérite » même le nom de jugement. La piété ne nous » le permet pas : la justice nous le défend : la » charité nous en détourne. Et pour dire ce » que nous en savons , autant que cet homme » a été deshonoré dans l'esprit des autres , par » les calomnies dont on l'a chargé , autant » est-il devenu cher à tous ceux qui aiment la » vérité. »

Cette adhésion est signée par vingt trois Prêtres , dont il n'y a que deux Chanoines de Harlem , parce que les autres furent gagnés par les partisans de la Cour de Rome. Le reste est composé de Pasteurs ou Vicaires du Diocèse. L'Acte est daté du mois de Juillet 1719 , & il a été imprimé avec le précédent.

SECT. IV.
Art. 40.
Ann. 1719.

ARTICLE XLI.

ANNÉE 1719.

La Déclaration du 5 Juin excite un soulèvement universel de la part des Evêques acceptans. Celui de Soissons s'élève le premier comme au nom de tous dans une Lettre à M. le Régent. Cette Lettre & divers autres de ses Ecrits lui attirent trois Arrêts du Parlement.

SECT. IV.

ART. 41.

Ann. 1719.

Cette Déclaration se trouve en entier dans le Recueil d'Arrêts, tom. 3. p. 312-322.

LA Déclaration du 5 Juin 1719, à laquelle nous revenons, portoit : *Disons & déclarons, ordonnons & nous plaît . . . que toutes disputes, contestations & différends qui se sont formés dans notre Royaume à l'occasion de la Constitution, &c. soient & demeurent suspendus, comme nous les suspendons par ces présentes, imposant par provision un silence général & absolu sur cette matière, pendant le cours d'une année à compter du jour de notre présente Déclaration ; ce que nous espérons pouvoir suffire pour mettre en usage les nouvelles mesures que nous avons prises pour engager les Prélats de notre Royaume à entrer dans les moyens de terminer les divisions présentes. Puis il étoit ajouté comme dans la première : Faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous nos Sujets, de quelque état & qualité qu'ils soient, de s'attaquer, ou provoquer les uns les autres par les termes injurieux de novateurs, Jansénistes, Sémipélagiens, schismatiques, hérétiques, & autres noms de parti, le tout à peine, &c.*

Ces dernières paroles, où les Evêques Con-

Constitutionnaires qui avoient censuré les Appels comme schismatiques, croyoient voir leur condamnation, méconcentrerent fortement ces Evêques. Celui de Soissons fut le premier qui s'éleva contre la Déclaration, dans une Lettre adressée à M. le Régent même. Son zèle y éclatoit avec d'autant moins de ménagement, qu'il avoit le cœur ulcéré de l'Arrêt rendu par le Parlement contre trois de ses Ecrits, le jour même de l'enregistrement de la Déclaration du Roi.

Le premier étoit son Mandement de séparation, portant, comme les autres de cette espèce, injonction à tous les fidèles du Diocèse de Soissons de se soumettre de cœur & d'esprit à la Constitution, défense d'en interjeter appel, & injonction à ceux qui l'ont interjeté de le révoquer dans un mois sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Le second étoit l'avis aux Curés du Diocèse de Soissons; & le troisième sa Lettre à l'Evêque d'Angoulême sur son appel, accompagnée d'une *Lettre Pastorale* aux Ecclésiastiques de son Diocèse. Ces deux derniers Ecrits motivés de même que le Mandement renfermoient la même peine d'excommunication. L'Arrêt du Parlement déclare qu'il y a abus auxdits Avis & Mandemens, & ordonne que les deux Lettres demeureront supprimées, comme séditieuses, injurieuses à l'autorité Royale, contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane, & induisantes à diminuer la supériorité du Concile écuménique sur le Pape.

Dans sa Lettre à M. le Duc d'Orléans il dit que l'Arrêt qui flétrit ses Ecrits retombe sur une Bulle, qui malgré les Parlemens sera toujours la loi de l'Eglise. Et parlant de la nouvelle

SI CT. IV.
Art 41.
Ann. 1719.

On trouve dans le même Recueil l'Arrêt en entier, pag. 323-327.

SECT. IV.

Art. 41.

Ann. 1719.

Déclaration : » L'expérience de peu de jours
 » nous fait connoître, dit-il, que cette paix
 » & cette tranquillité dont on flatte les inten-
 » tions pacifiques de votre Altesse Royale, ne
 » sera point une vraie paix, mais un triom-
 » phe pour les Appellans, & une occasion de
 » vexation contre nous. A l'ombre de cette
 » paix, les Arrêts insoutenables rendus par
 » les Parlemens de Rouen, d'Aix, de Tou-
 » louse & de Bordeaux contre les Mande-
 » mens de nos confreres, demeurent sans
 » atteinte. A l'ombre de cette paix, on voit
 » subsister en leur entier les jugemens injurieux
 » à notre illustre Métropolitain, dont les sié-
 » cles à venir respecteront le zèle, la ferme-
 » té & les vertus. » On verra ci-après ce
 » qu'on doit penser des vertus de M. de Mailli,
 » l'illustre Métropolitain de M. Languet. » A
 » l'ombre de cette paix, continue M. Languet,
 » les Evêques de Marseille & d'Apt demeurent
 » dépouillés de leurs revenus, & réduits aux
 » secours de leurs amis ou de leurs Diocé-
 » sains.... Enfin à l'ombre de cette paix,
 » les Appellans s'applaudissent de ce qu'on
 » dit encore en leur faveur dans la nouvelle
 » Déclaration, qu'il n'y a entre eux & nous
 » aucune diversité de sentimens sur ce qui
 » appartient à la foi.... Nous ne pouvons
 » l'avouer sans tromper les peuples, &c. »

Recueil Sur le Réquisitoire de M. l'Avocat-Général
 d'Arrêts de Lamoignon, le Parlement fit brûler la
 tome 3, p. Lettre; ordonna que deux exemplaires en se-
 355-374. roient déposés au Greffe, & que dans huitaine
 du jour de la signification de l'Arrêt, qui se-
 roit faite à la personne & au domicile de l'Evê-
 que de Soissons par deux Notaires, il seroit
 tenu d'avouer ou désavouer tant ladite Lettre

que l'impression qui en a été faite ; pour les réponses dudit Evêque rapportées en la Cour , être statué ce qu'il appartiendra. L'Arrêt est du 9 Août 1719. En conséquence, deux Notaires se transportent chez l'Evêque de Soissons, qui leur dit qu'il répondroit dans le tems marqué ; & ajouta qu'il étoit bien moins touché de l'Arrêt, que de la mort d'un faisan qu'il venoit de perdre. Dans sa réponse signée de lui & contresignée de son Secrétaire le 15 Août 1719, il se déclare auteur de la Lettre, n'en désavoue point l'impression, & s'en fait gloire.

SECT. IV.
Art. 41.
Ann. 1719.

Il y proteste entre autres choses, qu'il ne prétend point par sa présente Déclaration, ni approuver l'Arrêt du Parlement, ni préjudicier aux droits & immunités de sa dignité Episcopale, ni soumettre sa personne à un Tribunal qui n'est point compétant pour le juger, quand même il seroit coupable, & auquel par Arrêt du Conseil du 26 Avril 1657, & par la Déclaration dudit jour, il est défendu d'en connoître, MESME EN CAS DE CRIME DE LÈZE MAJESTÉ, à peine de cassation de procédures, nullité des Arrêts, &c. On observa dans le tems, que la Déclaration que cite M. de Soissons n'a pas été enregistrée, & qu'il se trouve devant & après des exemples contraires à sa prétention. Sous Henri IV. un Evêque de Senlis fut condamné à venir demander pardon en présence du Parlement, à genoux & tête nue, pour des paroles injurieuses qu'il avoit dites contre le Roi & le Parlement ; ce qui fut exécuté. Plus récemment le Roi Louis XIV. renvoya le Cardinal de Bouillon au Parlement pour le juger. La réponse ou Déclaration de l'Evêque de Soissons apportée au Greffe de la Cour,

donna lieu à un troisième Arrêt contre ce Prélat, qui le condamne à dix mille livres d'aumônes.

ARTICLE XLII.

A N N É E 1719.

Lettre de M. l'Archevêque de Reims à Messieurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques du Royaume, &c. condamnée au feu par Arrêt du Parlement.

SECT. IV.
ART 42.
Ann. 1719.

Recueil
d'Arrêts,
t. 3. pag.
340-350.

PEU de tems après la nouvelle Déclaration du Roi, le Parlement sévit de la manière la plus rigoureuse contre une Lettre de M. l'Archevêque de Reims, à *Messeigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques du Royaume soumis à la Bulle UNIGENITUS*. Pour avoir une idée de cette Lettre, on peut lire le Réquisitoire de M. de Lamoignon Avocat-Général, imprimé à la tête de l'Arrêt qui la condamne au feu. Sur ce Réquisitoire & les conclusions de M. le Procureur-Général, le Parlement par son Arrêt du 22 Juin 1719 ordonne que ledit libelle sera lacéré & brûlé comme séditieux, tendant à révolte, attentatoire à l'autorité du Roi, diffamatoire, & rempli de calomnies atroces, injurieux à l'honneur & à la fidélité de tous les ordres du Royaume; ordonne des informations, & permet au Procureur-Général d'obtenir monitoire contre ceux qui auroient imprimé, vendu ou débité ledit libelle; & qu'un exemplaire en demeurera déposé au Greffe pour servir à conviction, & être par le Procureur-Général pris telles autres conclusions plus amples qu'il appartiendra.

Lorsque l'Archevêque de Reims reçut l'Arrêt du Parlement, il dit à une personne qui étoit avec lui : « On m'a écrit de Paris que ma Lettre sera condamnée à être brûlée à Reims : je m'y attends, & j'ai pris mon parti d'aller assister à l'exécution revêtu de mes habits pontificaux, avec mes Ecclésiastiques orthodoxes, chantant des hymnes & des cantiques. » Il assura que le Parlement n'en étoit pas où il croyoit ; qu'il feroit bientôt paroître des ouvrages plus forts que sa Lettre. Et comme on le menaçoit de l'autorité du Prince Régent, il dit, *Je ne crains que Dieu*, & distribua publiquement des exemplaires de sa Lettre.

SECT. IV.
Art. 42.
Ann. 1719.

ARTICLE XLIII.

ANNÉE 1719.

Le Duc d'Orléans tire avantage de ces obstacles mêmes pour amener les choses à la pacification qu'il se promettoit. Comment il s'y prend pour gagner le Cardinal de Noailles.

TELS étoient, dans le tems que la Déclaration du 5 Juin vint à paroître, les emportemens où se livroient les principaux des Prélats acceptans, & les obstacles que cette Déclaration sembloit apporter à la pacification que le Duc d'Orléans se promettoit : mais ces obstacles se tournoient en moyens dans les mains d'un Prince si habile. Il n'empêchoit pas ces Prélats fougueux de s'abandonner à leur impétuosité, persuadé qu'il sauroit bien, quand il lui plairoit, ou s'en débarrasser, en laissant agir contre eux les Parlemens, ou se les attirer par les grâces que

SECT. IV.
Art. 43.
Ann. 1719.

SECT. IV.

Art. 43.

Ann. 1719.

lui seul pourroit leur procurer. Il étoit le maître de faire rentrer en possession de leurs revenus les Evêques de Marseille & d'Apt : il pouvoit affranchir M. Languet de la peine de dix mille livres à laquelle il avoit été condamné. Ces Prélats n'étoient pas assez détachés des biens de ce monde pour n'être pas sensibles à ces sortes de peines ; & les Jésuites qui les jettoient dans l'embaras , n'étoient pas assez prodigues des trésors qu'ils possédoient , pour vouloir dédomager toutes les victimes de leurs intrigues.

Pour l'Archevêque de Reims, quelque courage qu'il marquât, le Duc d'Orléans le connoissoit : il n'ignoroit pas ses aventures ; il savoit bien que ce n'étoit pas un homme capable de soutenir jusqu'au bout l'intrépidité qu'il affectoit. A l'égard des Cardinaux de Rohan & de Bissi, il tenoit l'un par le desir ambitieux de l'agrandissement de sa famille, l'autre par la crainte où il étoit, aussi-bien que tous ces Prélats zélés, qu'il ne vînt à laisser agir les Parlemens avec pleine & entière liberté, & qu'il ne s'en suivît l'Appel au futur Concile au nom de toute la nation, & de là le dernier coup porté à la Bulle, déjà devenue une arme impuissante depuis que les mêmes Parlemens avoient agi avec vigueur contre les Lettres *Pastoralis officii*, & contre les Mandemens de séparation. •

Le Prince Régent pouvoit donc s'assurer qu'il feroit entrer dans son accommodement presque tous les Prélats acceptans. Le plus grand obstacle auroit été de la part du Cardinal de Noailles, s'il eût su se maintenir dans la situation avantageuse où il se trouvoit. Mais il n'avoit jamais absolument refusé toute

de l'H. st. Ecclés. XVIII. siècle. § 41

acceptation de la Bulle ; il n'y avoit pas même renoncé par son Appel : en le publiant il avoit fait assez entendre qu'il étoit encore disposé à l'acceptation sous certaines conditions. Le Prince lui annonce la paix ; il lui promet au moyen de l'approbation qu'il donnera au projet d'accommodement proposé. C'étoit le prendre par un endroit sensible & flatteur. Le Prince de son côté se persuadoit que l'exemple de ce Prélat auroit beaucoup d'imitateurs & que le parti des Appellans perdant en lui un grand appui, ne seroit plus en état de se soutenir, ou au moins de troubler la paix qu'il se proposoit d'établir.

SECT. IV.
ART. 41.
Ann. 1719.

ARTICLE XLIV.

A N N É E 1719.

Le Prince Régent, qu'un intérêt personnel engage à ménager le Pape, devient l'apologiste de la Bulle, & tâche de faire entendre à Clément XI. que c'est pour l'avantage de Sa Sainteté qu'il vise à l'accommodement.

L ne s'agissoit plus que de ménager le Pape & la Cour de Rome que ce Prince avoit intérêt de se rendre favorable pour l'exécution d'un projet qui le regardoit personnellement : c'étoit le mariage des deux Princesses d'Orléans avec les deux Infans, le Prince des Asturies, & Dom Carlos. Les Jésuites informés de ce projet mettent tout en œuvre pour le traverser, & chargent leur Pere d'Aubenton, Confesseur de Philippe V. de représenter à ce Monarque combien des alliances faites avec

SECT. IV.
ART. 44.
Ann. 1719.

— un Prince ennemi du S. Siège , seroient indé-
Sect. IV. centes pour Sa Majesté Catholique , & com-
Art. 44. bien le Pape auroit lieu de s'en offenser. Le
Ann. 1719. Régent instruit des manœuvres de ces Peres
devient l'apologiste de la Bulle , & tâche de
faire entendre à Clément XI. que c'est vrai-
ment pour sauver l'honneur du S. Siège , faire
tomber les appels , & amener enfin le Cardi-
nal de Noailles & les Evêques de son parti à
l'acceptation du Décret , qu'il a formé son
projet d'accommodement.

Pour mieux réussir à persuader le Pape , il
fait agir l'intrigant Laffiteau , qui peut-être
sans le savoir veut bien se prêter à renverser
les batteries que ses Confreres dressaient con-
tre ce Prince. Laffiteau annonce le premier à
Clément XI. la nouvelle de l'accommodement
projeté , & propose à Sa Sainteté de garder
sur l'affaire de la Bulle un silence de quelques
mois , tandis qu'on travailleroit en France à
cet accommodement , qu'il s'efforce , selon
ses instructions , de faire envisager au Pape
comme un moyen sûr de faire tomber les
Appels , & comme un piège où le Cardinal
de Noailles & les Evêques qui lui étoient unis
se trouveroient pris. Le Pape consent à la pro-
position , se réservant toujours intérieurement
la liberté de défavouer tout ce qu'on auroit
fait en France , s'il n'en étoit pas content.



ARTICLE XLV.

ANNÉE 1720.

M. le Duc d'Orléans travaille avec l'Abbé du Bois, à l'exécution de tout ce qui avoit déjà été concerté pour l'accommodement.

Toutes choses ayant été disposées pour l'accommodement projeté par M. le Duc d'Orléans, ce Prince conjointement avec son homme de confiance l'Abbé du Bois, travaille à l'exécution. Comme il connoissoit la droiture & la fermeté de plusieurs Prélats appellans, il ne veut point avoir affaire à des gens si peu traitables : on n'ose pas seulement rien proposer aux Evêques de Montpellier & de Boulogne : on parle à M. de Senes qui refuse : on fait plusieurs tentatives auprès de M. de Mirepoix ; elles sont inutiles. M. le Régent & l'Abbé du Bois ne négocient qu'avec le Cardinal de Noailles, en lui permettant néanmoins de consulter tels Evêques ou Théologiens appellans qu'il jugeroit à propos. Mais il ne fit guères usage de cette liberté : ni MM. de Montpellier & de Boulogne, qui étoient alors à Paris, ni aucun Evêque appellant, excepté M. de Bayonne, ne furent admis dans cette négociation. Au milieu de cette foule de gens de mérite & de savans qui composoient la Faculté de Théologie de Paris & le Clergé de son Diocèse, cette Eminence se livre à une politique timide, qui lui est suggérée, sur-tout par le P. de la Tour, Général de l'Oratoire, & l'Abbé Couet, Chanoine de l'Egli-

SECT. IV.

Art. 45.

Ann. 1720.

SECT. IV.
ART. 45.
Ann. 1720.

se de Paris. C'est avec l'aide de ces Théologiens que le Cardinal de Noailles parvient d'abord à composer un corps de Doctrine que nous allons voir approuvé par les Evêques Constitutionnaires, ensuite à dresser un modèle d'acceptation de la Bulle que le Régent obligera les mêmes Evêques d'agréer, & enfin un Mandement pour annoncer aux fidèles de son Diocèse sa soumission à la Bulle, & les explications contenues dans le corps de doctrine auquel il prétendra qu'elle se trouve liée.

Aussi-tôt que M. le Régent a ce corps de doctrine, destiné à être comme la base de l'accommodement, il se charge de le produire lui-même, écrit d'une main inconnue, comme s'il lui fût tombé du ciel. Il étoit important que l'Auteur de cet Ecrit fût ignoré, parce qu'autrement les uns & les autres l'auroient examiné suivant leurs différentes préventions. Le Prince le remet en cérémonie aux Cardinaux de Rohan & de Bissi pour le faire examiner par les Evêques de leur parti, & recommande en même tems aux Négociateurs une prompte expédition. Pour répondre à ses intentions, le Cardinal de Rohan convoque chez lui, comme dans l'Assemblée des Quarante sous Louis XIV. quatre à quatre, les Prélats de son parti qui se trouvoient à Paris. On leur lisoit le corps de doctrine, & ils y faisoient verbalement leurs observations, auxquelles on avoit tel égard que l'on jugeoit à propos. Si quelque Prélat un peu plus scrupuleux vouloit approfondir & demandoit copie de l'ouvrage pour en faire un examen sérieux, on l'arrêtoit en disant : *Son Altesse Royale veut qu'on finisse.*

Après que les Evêques acceptans eurent pris communication du corps de doctrine à tout de rôle chez le Cardinal de Rohan, & que les Chefs qui avoient le secret de la négociation, c'est-à-dire, les Cardinaux de Rohan, de Bissi, de Gèvres & M. de Soissons, eurent fait au corps de doctrine les changemens que M. le Régent voulut leur passer, on les assembla en deux bandes pour leur en donner une seconde lecture, & pour s'assurer de leurs suffrages. Après ces préliminaires, on compte les voix, & on indique l'assemblée générale, où le Cardinal de Rohan produit le genre d'acceptation du Cardinal de Noailles, déclarant aux Prélats, qu'il n'y a rien à changer à cette pièce, qu'elle n'est point soumise à leur examen; & tous conviennent de se rendre le lendemain au Palais Royal, afin de conclure l'affaire en présence de M. le Régent. Les Evêques, au nombre d'environ quarante, signent une Lettre adressée à M. le Régent, dans laquelle ils déclarent que l'ouvrage qu'ils ont examiné est conforme à la doctrine de l'Eglise, de la Constitution, & de l'Instruction Pastorale des Quarante.

Cependant l'affaire n'étoit point encore terminée : car le Duc d'Orléans avoit promis au Cardinal de Noailles la signature de plus de quatre-vingts Prélats. Comment fera-t-il pour remplir ce nombre ? Nous avons déjà vu qu'il n'a rien à espérer de la plupart des Prélats appellans : il les tentera néanmoins ; mais il ne trouvera guères son compte que parmi les Acceptans.

Pour la réussite d'une pareille entreprise, le Prince & son Abbé du Bois envoient dans toutes les provinces du Royaume des Cou-

SECT. IV.
Art. 45.
Ann. 1720.

— riers ecclésiastiques avec des instructions &
Sect. IV. des Lettres proportionnées aux différens ca-
Art. 45. ractères des Evêques : le génie de chacun de
Ann. 1710. ces envoyés, tous gens habiles pour ces
sortes de négociations, étoit pareillement
assorti à ces différens caractères : pour les
Evêques politiques & courtisans, c'est un
homme de Cour : pour les zélés Constitution-
naires, c'est un homme qui pense à peu près
comme eux : enfin c'est un Ecclésiastique de
mérite & Appellant qui va solliciter l'appro-
bation des Evêques appellans. Ces Couriers
Ecclésiastiques avoient aussi chacun, outre
leurs différentes Instructions, des Lettres sé-
duisantes tant de M. le Régent, que des chefs
des deux partis. Le Cardinal de Noailles en
écrivant aux Prélats appellans, spécialement
à ceux qui lui étoient les plus attachés, leur
représentait l'accommodement par le bon côté,
& relevoit beaucoup les avantages que la vé-
rité devoit retirer de l'approbation du corps
de doctrine : sur-tout, il avoit grand soin de
dire que son acceptation étoit relative & dé-
pendante des explications. Les chefs des Ac-
ceptans, en écrivant aussi de leur côté, fai-
soient valoir à leurs Evêques, tout ce que
l'accommodement avoit de favorable à leurs
intérêts : ils reconnoissoient que l'acceptation
du Cardinal de Noailles étoit relative ; mais
ils prétendoient que cette relation n'étoit que
pour confirmer la Bulle, & non pas la réfor-
mer, c'est-à-dire, que les explications étoient
comme celles qu'on donne à l'Ecriture sainte,
qui sont uniquement pour la faire entendre,
& non pas pour la corriger. Enfin ils insis-
toient particulièrement sur l'autorité que la
Constitution alloit acquérir, en devenant une

loi de l'Eglise & de l'Etat, & se trouvant soutenue de toute la Puissance Royale; tandis que les Appels seroient déclarés nuls pour le passé & défendus pour l'avenir. Les Couriers ne manquoient pas de faire valoir toutes ces raisons: ils y en ajoutoient même beaucoup d'autres, qui sans être théologiques, ni tirées du fond de la Religion, n'en étoient pas moins efficaces & proportionnées à toutes ces précautions. M. le Régent en ajoutoit une dernière: c'étoit de tenir en suspens tous ceux qui demandoient quelque grace, & de différer la nomination de tous les bénéfices vacans, Evêchés, Abbayes, &c. jusqu'après la conclusion de l'accommodement. Toutes les mesures étant si bien prises, il n'est point étonnant que les Evêques dispersés dans les provinces aient eu la même docilité, & n'aient pas examiné plus scrupuleusement que ceux qui étoient à Paris. Etoient-ils la plupart gens à vouloir demeurer seuls, ayant contre eux la Cour, & ceux de leurs Confreres pour lesquels ils avoient le plus de déférence? D'ailleurs on leur faisoit espérer, on les assuroit même que le Pape approuveroit tout ce qui se faisoit en France par rapport à la Bulle. D'un autre côté, qui peut savoir toutes les ruses que ces zélés Millionnaires mirent en usage pour vaincre la répugnance de certains Evêques? Ce sont choses demeurées jusqu'à présent inconnues au public, excepté le tour de souplesse dont usa l'Abbé de la Fare, l'un d'entre eux: cet Abbé n'ayant point de Lettre du Prince pour l'Evêque d'Apt, en fabriqua une, & contrefit si bien la signature de M. le Régent, qu'il trompa ce Prélat, & obtint de lui

SÈCT. IV.
Art. 45.
Ann. 1720.

la signature de l'accommodement. Le Prince informé de ce trait ne fit qu'en rire.

A R T I C L E X L V I.

A N N É E 1720.

Cet accommodement donne lieu à de nouvelles disputes. Il est également rejeté des deux partis.

SECT. IV.
Art. 46.
Ann. 1720.

Quelle paix pouvoit-on se flatter de procurer à l'Eglise par des voies si peu canoniques ? Aussi vit-on les disputes plus échauffées que jamais : toutes celles que la Bulle avoit fait naître subsistoient en leur entier, & la maniere dont l'accommodement avoit été négocié donnoit lieu à de nouvelles querelles, où de part & d'autre on s'accusoit de duplicité, de fourberie, de mauvaise foi. Les Prélats les plus éclairés ne s'étant point laissé prendre dans les pièges qu'on leur avoit tendus, s'opposoient à une manœuvre qui ne pouvoit avoir que des suites funestes : plusieurs même des Constitutionnaires avoient refusé de prendre part à cette espèce d'accommodement. MM. de Nîmes, de Gap, de Dol, de Chartres & de Saintes, trouvoient que le Cardinal de Noailles faisoit injure à la Bulle, en ne voulant l'accepter qu'avec tant de précautions & d'explications. » La Bulle, *disoient-ils*, est claire : la doctrine qu'elle présente dans son sens naturel est celle de l'Eglise : pourquoi donc lui associer de longues explications qui la contredisent souvent, & qui ne sont propres qu'à

» obscurcir & embrouiller ce qui est clair par
» soi-même ? »

SECT. IV.

Art. 6.

Ann. 1710.

Les Evêques appellans ou opposés à la Bulle, au nombre de quatorze ou quinze, * s'élevant aussi contre l'accommodement, se fendoient sur le même principe : mais ils en tiroient une conséquence diamétralement opposée. » La Bulle est claire, *disoient-ils*, » mais bien loin qu'elle présente dans son sens » naturel la doctrine de l'Eglise, elle la combat, elle la proscriit ; elle condamne des » propositions, qui dans leur sens naturel, » n'expriment que des vérités certaines ; elle » est donc essentiellement mauvaise, & nulles » explications ne peuvent la corriger ni la » mettre en état d'être acceptée : si les explications sont bonnes, elles condamnent la » Bulle : si elles ne valent rien, il faut les » condamner aussi-bien que la Bulle. » *

C'est ainsi que les deux partis rejettoient l'accommodement par un principe qui leur étoit commun, & dont la certitude est évidente & palpable, savoir la clarté de la Bulle ; mais par des raisons très-différentes, comme nous venons de le voir. Les deux partis trouvoient étrange la manière dont cette importante affaire avoit été traitée, la précipitation, le peu d'examen, le profond secret qu'on y avoit apporté, le violement enfin de toutes les règles. Les Evêques acceptans qui n'étoient point entrés dans l'accommodement, plusieurs mêmes de ceux qu'on y avoit fait entrer par surprise & par des voies à peu près

* MM. de Mirepoix, Senez, Montpellier, Boulogne, Angoulême, Dax, Pamiers, Laigroue, Auxerre, Verdun, Châlons sur Marne, Castres, Couserans, l'ancien Evêque de Tournai, & le Chapitre de Tours, le Siège vacant.

SECT. IV

Art. 46.

Ann. 1720.

semblables à celle qui fut employée par l'Abbé de la Fare, se plaignoient hautement de ce que leurs Chefs avoient entrepris sans la participation du S. Siège, de terminer une affaire de cette importance, qui regardoit toute l'Eglise, & où le Pape étoit personnellement intéressé. Car tous n'étoient pas instruits du mystère qui devoit régner dans toute cette intrigue.

Ce mystère consistoit dans le silence que le Duc d'Orléans avoit prié le Pape de garder durant quelques mois, c'est-à-dire, pendant qu'on devoit négocier en France cet accommodement, bien entendu que si le S. Pere n'étoit pas content des conditions du traité, il seroit toujours le maître de faire ce qu'il jugeroit à propos pour marquer son improbation. Quoique Clément XI. n'aimât point ces négociations & ces assemblées d'Evêques, parce qu'elles étoient contraires à l'obéissance qu'il exigeoit, & qu'elles donnoient fondement de croire que l'affaire de la Constitution n'étoit rien moins que finie; cependant vû les circonstances où il se trouvoit, les progrès qu'avoient fait les Actes d'appels soutenus & autorisés par les Parlemens, & craignant de désobliger un Prince qu'il avoit à ménager dans de pareilles circonstances, il consentit à garder le silence sur les moyens qu'on vouloit employer pour procurer l'acceptation de sa Bulle, mais en se réservant de reprendre ses droits quand l'affaire seroit finie, & de ne laisser subsister que la soumission rendue à la Constitution. Voilà pourquoi le Pape ne paroissoit en rien dans l'accommodement. Il n'y avoit que les chefs de l'intrigue qui en pénétraissent le secret. Très persuadés qu'il

m'y avoit nulle approbation à attendre du Pape, ils ne laissoient pas de donner aux autres Evêques qui s'en rapportoient à eux, des espérances & même des assurances positives, que rien ne paroîtroit au jour sans que le saint Pere ne l'eût approuvé : ce qui leur attira dans la suite de très-vives plaintes de la part de ces Evêques.

SECT. IV.
ART. 45.
Ann. 1720.

De quelque côté donc qu'on envisage cet accommodement, on voit qu'il n'y régna guère de sincérité. Quant au corps de doctrine qui en fait la base, comme on y souffrit les changemens que les Evêques acceptans avoient voulu y faire afin d'avoir leur approbation ; c'étoit un tissu de contradictions, de propositions équivoques & entortillées, d'expressions favorables aux nouveautés. Il sembloit qu'on y eût épuisé toutes les subtilités du plus grand chicaneur pour trouver des hérésies dans les propositions les plus exactes, pour obscurcir les vérités de la Religion, & pour donner des armes aux erreurs que la Bulle autorise.

» Tout y est bas, disoit un savant Théolo-
» gien ; * tout y est artificieux, plein de
» mauvaises finesse, & de petites subtilités,
» sans justesse, sans principe, sans bonne
» foi, sans droiture, sans honneur ; rien n'est
» plus indigne du Clergé de France. Sa mé-
» thode, *disoit-il encore ailleurs*, est de
» s'appliquer beaucoup à mettre à convert des
» vérités que personne n'attaque ; & à l'égard
» de celles qui sont en péril, de sacrifier ab-
» solument les unes, de donner aux autres
» une protection bien foible, & de s'expli-
» quer sur plusieurs en termes ordinairement
» plus favorables à leurs adversaires qu'à leurs
» défenseurs. » Il en étoit de même des er-

* M. Petit-
pied.

SECT. IV.

ART. 46.

Ann. 1720.

reurs. Souvent on passoit légèrement sur les plus pernicieuses, & particulièrement sur ces maximes de la morale relâchée que les Jésuites & leurs partisans répandent de tous côtés. Au contraire on déployoit une vaine éloquence pour foudroyer une multitude d'hérésies, d'impietés, de blasphèmes, d'extravagances, rejetées avec horreur par tous les Catholiques. Par-là on allarmoît les fidèles qui ne s'imaginent pas que les Evêques aillent poursuivre des chimères; on autorisoit, on encourageoit les calomniateurs qui impurent aux défenseurs de la vérité de soutenir ces impiétés; & on donnoit lieu de croire que le P. Quesnel en est coupable.

Tel étoit en général le rare moyen par lequel on prétendoit faire une espèce de réunion entre les Evêques. Après tout il y avoit une apparence de paix : on pouvoit dire que presque tous les Evêques du Royaume étoient réunis dans une acceptation de la Bulle. M. le Régent n'en demandoit pas davantage : par-là ses preuves de Catholicité étoient faites à la Cour d'Espagne, & rien ne s'opposoit à la conclusion des alliances qu'il y négocioit. Il auroit bien voulu terminer pendant sa Régence les affaires de Religion qui causoient de si grandes émotions dans les esprits ; mais il avoit principalement à cœur ses intérêts personnels, & l'on crut que le succès de sa négociation du côté de l'Espagne étoit l'unique but qu'il s'étoit proposé.



ARTICLE

ARTICLE XLVII.

ANNÉE 1720.

Le Duc d'Orléans entreprend de faire autoriser l'accommodement par une Déclaration du Roi enregistrée au Parlement. Requêtes des quatre Evêques, de l'Université, de la Faculté de Théologie, & des Curés de Paris, où il est représenté que par l'Appel tout autre Tribunal que celui du Concile est incompetent.

L ne manquoit plus à ce Prince pour consacrer son grand ouvrage, que de l'autoriser par une Déclaration du Roi enregistrée au Parlement. Il fait donc dresser cette Déclaration, où Sa Majesté supposant que la Bulle est devenue une loi de l'Eglise, par l'acceptation de presque tous les Evêques du Royaume, confirme & renouvelle les Lettres-Patentes de 1714; ordonne que la Constitution soit observée dans tous les Etats; défend de rien dire, soutenir, enseigner, imprimer contre la Constitution, l'Instruction Pastorale des Quarante, & le corps de doctrine; ordonne que les Appels interjetés au futur Concile, soient regardés comme de nul effet.

Dès que l'on fut instruit que le Duc d'Orléans alloit faire porter cette Déclaration au Parlement, les quatre Evêques appellans, MM. de Mirepoix, de Senez, de Montpellier & de Boulogne, y firent présenter en leur nom une Requête dans laquelle ils représentent » que par leur Appel tout autre Tribunal » que celui du Concile est devenu incompé-

SECT. IV.
Art. 47.
Ann. 1720.

SECT. IV.

Art. 47.

Ann. 1720.

» tent pour terminer l'affaire de la Constitu-
 » tion ; qu'ainsi on n'a pu la terminer par
 » un prétendu accommodement, où toutes les
 » règles saintes de l'Eglise ont été violées ;
 » que le corps de doctrine qui en est la pièce
 » fondamentale n'a été approuvé par les
 » Evêques, que sur quelques lectures assez
 » rapides, sans leur en donner copie, sans
 » qu'il ait été déposé dans aucun Greffe ou
 » Registre public, sans Concile, sans Assem-
 » blée canonique, sans qu'ils y aient été ap-
 » pellés, eux qui étoient parties intéressées,
 » en un mot sans aucun vestige des formes ca-
 » noniques. En conséquence, ils demandent
 » à être reçus appellans comme d'abus de tout
 » ce qui s'est fait en cette occasion en faveur
 » de la Bulle, & au préjudice de l'Appel. »
 Pareilles Requêtes sont présentées au Parle-
 ment de la part de l'Université, de la Faculté
 de Théologie, & des Curés de Paris.

Parmi les ouvrages imprimés qui parurent
 à l'occasion de ce fameux événement, celui
 qui a pour titre : *Réflexions succintes sur l'ac-*
commodement, en contient une décisive contre
 l'accommodement dont il s'agissoit, & contre
 tout autre qu'on voudroit encore tenter
 dans la suite, en ce qu'elle marque & dé-
 termine quel est le fond précis & capital de la
 contestation. » Les quatre Evêques, dit cet
 » Ecrit, ont fait voir dans leur Mémoire,
 » qu'il y a dans l'Eglise deux corps de doctrine
 » entièrement opposés, dont l'un exclut l'au-
 » tre, & qui sont, pour parler juste, deux
 » Religions entièrement contraires. La Consti-
 » tution autorise manifestement l'une des deux
 » doctrines, & condamne l'autre. Voilà le
 » fond de la contestation qui est à juger : voilà

de l'Hist. Ecclés. XVIII. siècle. 555
» ce que l'Eglise assemblée en Concile exami-
» neroit avant toutes choses. »

ARTICLE XLVIII.

ANNÉE 1710.

*Résistance que le Prince trouve au Parlement.
Après diverses tentatives, il est obligé de
retirer sa Déclaration. Il la fait porter au
Grand Conseil.*

M. le Régent ayant envoyé la Déclaration au Parlement pour la lui faire enregistrer, y trouve de la résistance ; & après diverses tentatives, il est obligé de la retirer. Il la fait porter au Grand-Conseil, compagnie plus dépendante de la Cour, & dont il espéroit disposer à son gré. Mais il se trouve encore trompé dans son attente. MM. du Grand-Conseil ne se laisserent point éblouir par les beaux dehors sous lesquels on leur présentait cette affaire. Après un examen sérieux, ils jugent qu'on ne pouvoit en aucune manière enregistrer la Déclaration, parce que pour remédier aux abus & aux inconvéniens qui en pourroient naître, il auroit fallu non pas seulement y joindre des restrictions, ou des modifications, mais l'anéantir totalement. Ainsi à la pluralité de vingt voix contre six, il est arrêté que Sa Majesté seroit suppliée de retirer sa Déclaration. *

SECT. IV.
Art. 48.
Ann. 1710.

Le Duc d'Orléans ne voulant point reculer,

* Voyez l'Ecrit imprimé dans le tems intitulé, *Relation de ce qui s'est passé au Grand-Conseil au sujet de la Déclaration, &c.*

SECT. IV.
Art. 48.
Ann. 1720.

fait donner ordre aux Mousquetaires de se tenir en état tout le matin, & sort de chez lui avec un cortége éclatant pour aller lui-même prendre séance à ce Tribunal, suivi de M. le Chancelier & des Maîtres des Requêtes. Ayant pris séance & s'étant couvert, il fait un discours, où il dit entre autres choses :
 » Qu'on n'a pas bien pris le sens de la Déclaration du Roi au sujet de la Constitution
 » *Unigenitus*, & que si on vouloit bien en
 » pénétrer l'esprit, il seroit aisé de se concilier; qu'elle ne contenoit rien que de conforme aux maximes du Royaume, & ne
 » rendoit qu'à donner la paix à l'Eglise de France, agitée depuis longtems; (ajoutant
 » expressément) qu'à l'égard des Appels, on
 » les déclaroit seulement de nul effet, mais
 » qu'on ne prétendoit rien dire contre leur validité & nécessité. » Quand on en vint aux opinions, il dit en élevant la voix : *Liberté entière pour les suffrages.*

Messieurs du Grand-Conseil qui opinerent les premiers, le firent d'une manière assez embarrassée, & souvent interrompus par le bruit des tambours qui battoient dans la cour. Messieurs le Tonnelier, Lambert, & Bitaut, furent d'avis de faire au Roi de très-humbles Remontrances. Un seul conclut à l'enregistrement pur & simple : le reste fut d'avis d'enregistrer *de l'exprès commandement du Roi*. On alla ensuite aux opinions du côté des Princes, Ducs & Pairs, &c. qui prononcèrent pour l'enregistrement pur & simple, comme ils l'avoient promis. Le Prince avoit bien voulu dire au Duc de Saint-Simon, qu'il ne le mettoit point sur la liste, parce qu'il savoit bien qu'il ne seroit pas pour l'enregistrement. Il

avoit eu un pareil égard à la délicatesse d'un autre Duc qui ne lui parut pas disposé à faire ce qu'il souhaitoit. Il étoit donc assuré du suffrage de tous ces opinans, & tous ensemble l'emportèrent de trente-quatre voix sur le Grand-Conseil.

SECT. IV.

Art. 48.

Ann. 1720.

ARTICLE XLIX.

ANNÉE 1720.

Le Duc d'Orléans se trouve obligé d'avoir recours au Parlement. Ce qui s'y passe ne fait pas plus d'honneur ni à l'Accommodement ni à la Bulle.

M. le Régent qui sentoît bien qu'il man-
queroit toujours quelque chose d'essen-
tiel à son accommodement, tant que le pre-
mier Parlement du Royaume y paroîtroit op-
posé, prend enfin la résolution d'employer les
derniers efforts pour vaincre sa résistance,
d'autant plus qu'il voyoit que le Cardinal de
Noailles, effrayé du soulèvement de presque
tout son Diocèse, commençoit à se repentir
de s'être trop engagé, & prenoit prétexte du
refus de ces Magistrats, pour différer toujours
de donner son Mandement. Déjà ce Parle-
ment se trouvoit exilé à Pontoise, & le Ré-
gent sollicité par son Ministre l'Abbé du Bois
étoit sur le point de le releguer à Blois. Dans
ces circonstances si critiques, les Magistrats
crurent pouvoir accorder quelque chose au
malheur des tems, pour ne point se mettre
dans l'impossibilité de porter jamais secours en
rien ni à l'Eglise, ni à l'Etat. Ils voyoient
qu'une plus longue résistance seroit inutile ;

SECT. IV.

Art. 39.

Ann. 1720.

SECT. IV.
Art. 49.
Ann. 1720.

que les choses iroient leur train, & que les Appellans n'en seroient que plus maltraités. Ils s'imaginèrent qu'un enregistrement bien modifié les mettroit en état de protéger les Appellans, parce qu'ils se flattoient que le Régent leur tiendrait parole; & que les restrictions qu'ils joignoient à la Déclaration, seroient suffisantes pour mettre à couvert les droits des Evêques, les Appels, & les Appellans.

Voici les modifications de cet enregistrement. » Du 4 Décembre 1720, registrées, » (les Lettres-Patentes) Oui, & ce requerant » le Procureur-Général du Roi, pour être exé- » cutées AUX MESMES CHARGES, CLAUSES ET » CONDITIONS portées par l'enregistrement » des Lettres-Patentes du 14 Février 1714, & » CONFORMÉMENT AUX RÉGLES DE L'EGLISE » ET AUX MAXIMES DU ROYAUME sur l'au- » torité de l'Eglise, sur le pouvoir & la ju- » risdiction des Evêques, SUR L'ACCEPTA- » TION DES BULLES DES PAPES, ET SUR LES » APPELS AU FUTUR CONCILE; LESQUELLES » RÉGLES ET MAXIMES DEMEURERONT DANS » LEUR FORCE ET VERTU; & pour être la » CESSATION de toutes poursuites & procé- » dures PORTÉE par la présente Déclaration, » pour raison des Appels interjetés, INVIO- » LABLEMENT OBSERVÉE. »

On voit que ces Magistrats ont enregistré les Lettres-Patentes de 1720 comme ils avoient enregistré celles de 1714, AUX MESMES CHARGES, CLAUSES ET CONDITIONS. Or on ne peut pas dire que l'enregistrement des Lettres-Patentes de 1714 ait été regardé ni par les Parlemens, ni par le Roi, comme un Acte qui donnât à la Bulle aucun caractère obliga-

toire, ni qui imposât à personne la nécessité de se soumettre à cette Bulle. Tant d'Arrêts de tous les Parlemens du Royaume contre ceux qui la présentoient comme une loi à laquelle on étoit obligé de déférer, & de plus les deux Déclarations de 1717 & 1719, qui établissent si précisément, qu'elle n'avoit pas l'autorité de captiver les suffrages; tous ces monumens mettent cette vérité dans une évidence, à laquelle il n'est pas possible de se refuser. On ne peut donc pas dire que l'enregistrement de 1720, fait AUX MESMES CHARGES, CLAUSES ET CONDITIONS que celui de 1714, ait été regardé par le Parlement comme un Acte qui donnât à la Bulle un caractère obligatoire, ni qui imposât à personne la nécessité de se soumettre à ce Décret.

L'autorité publique a reconnu invariablement jusqu'en 1720, que l'unique objet des Lettres-Patentes de 1714 & de leur enregistrement a été de satisfaire à la loi de police, qui fait une des plus importantes portions des maximes du Royaume, par laquelle les Evêques ne doivent recevoir que de la seule main du Roi, ou de celles de ses Officiers, les Décrets de Rome, sur lesquels ils ont à porter leur jugement. En conséquence de cette loi de police, en 1714 le Parlement dépositaire de l'autorité Royale a examiné la Bulle dans ce qui étoit de sa compétence; il a cru devoir la restreindre & la limiter pour ce qui pouvoit intéresser le droit public du Royaume; & après cela, il n'a fait autre chose que de la présenter d'une manière authentique aux Evêques, ainsi restreinte & limitée, pour qu'ils eussent à l'examiner de nouveau, & à en juger eux-mêmes, selon les droits de leur

SECT. IV.
Art. 49.
Ann. 1710.

Sect. IV.
Art. 49.
Ann. 1720.

ministère , pour les autres portions non comprises dans ces restrictions. C'est l'unique idée qu'on a eue jusqu'en 1720 , de ces Lettres-Parentes de 1714 , & de leur enregistrement. Or les Magistrats ont expressément déclaré qu'ils n'enregistroient les Lettres-Parentes de 1720 , que comme ils avoient enregistré celles de 1714 : ils n'ont donc fait encore autre chose ici , que de présenter de nouveau à l'examen & au jugement des Evêques, la Bulle jointe au nouvel accommodement.

Une autre précaution prise par les mêmes Magistrats dans leur enregistrement , a été de CONSERVER expressément , DANS TOUTE LEUR FORCE ET VERTU , les droits de l'Appel & des Appellans , toute l'autorité DES RÉGLES DE L'EGLISE ET DES MAXIMES DU ROYAUME , sur les conditions essentiellement nécessaires à l'acceptation des Bulles ; & cela pour les cas où ils prévoyoit que ces conditions requises ne seroient point remplies par les suites de l'accommodement.

Il résulte de-là que les conditions de l'homologation n'ayant point eu lieu dans un pareil accommodement, l'homologation même , par la vertu de ses clauses restrictives , a remis toutes les parties , & l'affaire même de la Bulle, dans la même position où elles étoient auparavant. Les Magistrats ordonnent en outre que la CESSATION de toutes poursuites & procédures , portée par la Déclaration , même pour raison des Appels interjetés , sera INVIOLEBLEMENT OBSERVÉE : par-là les choses restent dans la même position où elles étoient auparavant , sans qu'il y ait aucun lieu aux poursuites & procédures qu'on voudroit faire pour raison des Appels.

ARTICLE L.

ANNÉE 1710.

Mezabarba , Patriarche d' Alexandrie , envoyé à la Chine par le S. Siège pour y faire exécuter par les Jésuites tous les articles de la Bulle Ex illâ die.

Quelque attaché que fût aux Jésuites le Pape Clément XI, il fut obligé par le soulèvement général des autres Missionnaires, de donner la Bulle *Ex illâ die*, qui condamne les superstitions & les idolatries souffertes & accréditées par ces Peres dans l'Empire de la Chine. Pour faire exécuter tous les articles de cette Bulle, le S. Siège choisit Mezabarba pour son Légat, que l'on décora du titre de Patriarche d'Alexandrie, afin de lui donner plus de crédit.

SECT. IV.
Art. 50.
Ann. 1710.

Le nouveau Patriarche part de Rome au mois de Mai 1719 pour aller à Lisbonne d'où les vaisseaux devoient le transporter en Orient. Arrivé dans cette Capitale, il fait enregistrer ses Lettres de Légat & de Visiteur Apostolique à la Chancellerie du Royaume. Cette précaution lui parut nécessaire pour prévenir les difficultés que pourroient lui faire les Jésuites, au sujet du prétendu droit de patronage des Rois de Portugal, & de la Primatie de l'Archevêque de Goa sur toutes les Missions de l'Orient : prétextes dont s'étoient servis ces Peres contre les intentions de Sa Majesté Portugaise, pour couvrir leur révolte & leurs violences contre le Cardinal de Tournon. Le Légat

A a v

SECT. IV.
 ART. 10.
 ANN. 1720.

étant parti de Lisbonne le 25 Mars 1720, arrive à Macao au mois de Septembre de la même année. * De là il se rend sans perdre de tems à Canton, & ensuite à la Cour de Pekin, où les Jésuites lui suscitèrent une persécution d'un genre tout nouveau, & dont l'histoire de l'Eglise ne fournit point d'exemples.

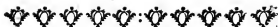
Le récit de cette persécution, que nous n'abrègerons point ici parce qu'elle n'est guère susceptible de l'être, se trouve rapporté dans le quatrième volume des Anecdotes de la Chine, tirées de deux Journaux; l'un Italien, & qui a pour auteur un Prêtre témoin oculaire de tous les faits qui y sont contenus, & pour réviseur M. le Patriarche même, qui l'a lû avec attention, & y a ajouté des faits échappés à l'Auteur; l'autre écrit en latin, & dressé pareillement par les ordres de M. le Patriarche, contenant bien des faits & des circonstances qui ne se trouvent pas dans le premier. Il suffit de dire en général, que ce que les Jésuites ont paru dans nombre d'autres volumes, violateurs hardis & perpétuels de

* Nous sommes obligés d'anticiper ici & dans ce qui va suivre les années 1720, 1721 & 1722, pour conserver la liaison des événemens. M. de Mezabarba n'arriva à Pekin que vers le 25 Décembre 1720. Il eut une première audience de l'Empereur le 3 Janvier 1721. Il partit de cette Capitale le 21 Mars de la même année. Le 9 Mai il se rendit à Canton, le 27 à Macao, d'où il s'embarqua pour l'Europe le 13 Décembre, emportant avec lui les précieux ossemens du Cardinal de Tournon, ayant trompé la vigilance des Jésuites qui auroient bien voulu l'en empêcher. Il arriva à Rome sur la fin de 1722, sous le Pontificat d'Innocent XIII. qui indigné de la révolte & des brigandages exercés par les Jésuites donna contre eux, comme nous le verrons en son lieu, le Décret du 13 Septembre 1723.

la loi de Dieu dans ses premiers chefs , partisans déclarés de l'idolatrie , rebelles aux ordres les plus marqués du S. Siège , oppresseurs de ses Légats , persécuteurs des Ministres de Jesus-Christ les plus attachés à leurs devoirs , le scandale de la Religion parmi les Infidèles , &c. ils le paroissent avec de nouveaux excès dans cette Histoire. La Société s'y montre comme une armée destinée pour faire la guerre à l'Eglise de Jesus-Christ & à sa Religion : armée dont le Chef qui la commande , est le Général même de cette Société ; les Officiers qui combattent sous ses ordres , chaque Jésuite envoyé par lui à la Chine ; & les Troupes à leur solde , les Idolâtres de la Chine , du Tonquin & de la Cochinchine ; & enfin les Victimes , quiconque a du zèle pour la Religion , sans distinction d'âge , de dignité , ni de caractère.

SECT. IV.
Art. 50.
Ann. 1710.

Fin du quatorzième volume.



T A B L E

D E S A R T I C L E S

Du quatorzième Volume.

S E C T I O N I.

Contenant les principaux événemens qui ont précédé la Bulle Unigenitus.

A R T I C L E P R E L I M I N A I R E.

ERREURS du Livre du Cardinal Sfondrate. Le Cardinal Albani qui l'avoit fait imprimer, empêche qu'il ne soit condamné. Problème Ecclesiastique. Première attaque contre le Livre des Réflexions morales. M. Bossuet en prend la défense. Le Cardinal Albani élevé sur le Saint Siège, prend le nom de Clément XI. Ecrits des Jésuites sur les Idolatries Chinoises. Censure de la Faculté de Théologie de Paris qui les condamne. pag. 1.

ART. I. Défense de cette censure par M. Dupin. Exposition de la Doctrine qui fait l'objet de la même censure. Soulèvement de M. Bossuet & de MM. des Missions Etrangères contre cette Doctrine. 8

ART. II. L'affaire du cas de Conscience. M. de Sébastien rendu suspens de ses fonctions. Clergé de Hollande persécuté. Les biens de l'Abbaye de Port-Royal des Champs, envahis par l'Abbesse de Port-Royal de Paris. 12

ART. III. Le P. Quesnel renfermé dans les prisons de Malines. M. de Tournon, depuis Cardinal, envoyé Visiteur Apostolique à la Chine. Il condamne les superstitions des Malabares. Première cause de discord entre lui & les Jésuites. 16

ART. IV. M. Vialard, Evêque de Châlons, se tient assuré de faire approuver les Réflexions morales par l'Assemblée du Clergé. Le Cardinal de Noailles ne peut se résoudre à entrer dans cette proposition. Décret de Clément XI. contre les superstitions & idolatries Chinoises. 22

DES ARTICLES. 565

- ART. V.** La Bulle *Vineam Domini Sabaoth*, contre le Cas de conscience. Le Légat Apostolique arrivé à la Chine, ne reçoit de soumission de la part des Jésuites que du seul Père Visselou. Le Légat le consacre Evêque de Claudiopolis. 24
- ART. VI.** Deux Brefs de Clément XI. au sujet des trois maximes établies par les Evêques de l'Assemblée de 1705. Décès de la dernière Abbessé de Port-Royal. On commence à faire servir la Bulle *Vineam Domini Sabaoth* pour la destruction de cette maison. 29
- ART. VII.** Le Légat Apostolique notifie juridiquement aux Jésuites le Décret de Clément XI. contre les idolâtries Chinoises. Ils attendent à sa vie, & il n'est sauvé que par le soin de l'Empereur même. 31
- ART. VIII.** Les Jésuites engagent l'Empereur à décider en leur faveur contre les décisions du S. Siège. Ils obtiennent l'Edit appelé du *Piao*. 35
- ART. IX.** Décret contre M. de Sébaste. Le P. Quesnel en démontre les nullités. Les Intruses du Monastère de Port-Royal de Paris demandent la suppression du titre du Monastère des Champs. Les Jésuites appellent au S. Siège du Décret de 1704. Décision du saint Siège. 39
- ART. X.** Les Jésuites font un usage pernicieux des principes des Appellans sur la faillibilité des Papes, pour s'autoriser dans leur révolte. 42
- ART. XI.** Excès auxquels les Jésuites se portent contre le Légat Apostolique. On le réduit en captivité. 45
- ART. XII.** Les Jésuites engagent Louis XIV. à demander une Bulle pour l'entière destruction du Monastère de Port-Royal. Ce Prince l'obtient aisément de Clément XI. 49
- ART. XIII.** Décret de l'Inquisition, dans lequel les Réflexions morales sont chargées des qualifications les plus atroces. 52
- ART. XIV.** Lettre de MM. des Missions Etrangères à Clément XI. 55
- ART. XV.** Les Religieuses de Port-Royal enlevées & dispersées : leurs biens envahis & pillés. Pareille désolation dans les Eglises de la Chine. 58
- ART. XVI.** Arrêt du Conseil pour l'entière démolition de l'Eglise & des bâtimens de Port-Royal. Etat des Eglises des Pays bas & de l'Université de Louvain. 62
- ART. XVII.** Par quels déclins l'Université de Louvain est tombée dans la dégradation où elle est aujourd'hui.

- d'hui. Les maximes de l'Empire & de la Magistrature Beligique sur la compétence des Tribunaux séculiers, se sont toujours mainrenus les mêmes que dans les Parlemens de France. pag. 65
- ART. XVIII. Le P. Tellier fait signer par MM. de Luçon & de la Rochelle une Ordonnance & instruction Pastorale contre le Livre du P. Quesnel. Dernieres souffrances & mort de M. le Card. de Tournon. 69
- ART. XIX. Les Jésuites craignent les talens & la religion de M. Borguese, Médecin du Cardinal de Tournon, & viennent à bout de le faire périr. 73
- ART. XX. L'Evêque de Gap vient au secours de MM. de Luçon & de la Rochelle. Il produit un Mandement, où il décide des cas de conscience d'une manière à faire horreur. Le Cardinal de Noailles se détermine à condamner leurs Mandemens. 76
- ART. XXI. Surprise que le P. Tellier se prépare de faire à Louis XIV. L'intrigue est découverte. Tout semble annoncer la disgrâce du P. Tellier. L'Evêque de Meaux vient à son secours. 79
- ART. XXII. La mort du Cardinal de Tournon devoit causer à Rome la ruine de la Société. Clément XI. se contente de gémir & de pleurer. 84
- ART. XXIII. Exhumation des corps enterrés à Port-Royal. On abuse de la foiblesse & de la maladie de quelques Religieuses pour leur faire signer purement & simplement le formulaire. 86
- ART. XXIV. Observation sur l'unité de la cause des Appellans avec celle de Port-Royal. 88
- ART. XXV. Louis XIV. demande au Pape une Constitution contre le nouveau Testament du P. Quesnel. Clément XI. forme à cet effet une Congrégation. Nomis & caractères de ceux qui la composent. 89
- ART. XXVI. L'affaire traîne en longueur. Le P. Quesnel profite de l'intervalle pour écrire au Pape une Lettre très-soumise & très-respectueuse. 92
- ART. XXVII. Apologie du P. Q. Lettre d'un Avocat à un Magistrat. Précis de cet Ecrit. Fait singulier concernant le P. Tournemine. 95
- ART. XXVIII. Nouveau Libelle sous le nom du Docteur Gaillande, contre le nouveau Testament du P. Quesnel. 100
- ART. XXIX. Le P. Quesnel y répond, & il confond les Jésuites sur la témérité qu'ils avoient eue d'y attaquer la Justification que M. Bossuet avoit faite du Livre des Réflexions morales. 101
- ART. XXX. Histoire de la Société par le P. Jouyenci,

DES ARTICLES. 567

- & Arrêt du Parlement contre ce Livre. Mouvements que les Jésuites se donnent pour empêcher que ce Livre ne soit brûlé & l'Auteur décrété. 105
- ART. XXXI. Parallele entre la Doctrine des Jésuites & celle du P. Quesnel. 109
- ART. XXXII. La condamnation du P. Jouvenci frappe étrangement Clément XI. Le P. Tellier traite cet événement de bagarelle. Clément XI. est rassuré, & l'affaire de la Constitution se consume. 111

SECTION II.

Concernant les événemens principaux depuis la publication de la Bulle Unigenitus jusqu'à la mort de Louis XIV.

- ART. I. Soulèvement universel à la première vue de la Bulle *Unigenitus*. 116
- ART. II. Mesures que le P. Tellier avoit prises pour ne pas échouer. Le Cardinal de Noailles effrayé du crédit de la Société, fait deux démarches qui ont pour lui des suites fâcheuses. 122
- ART. III. Assemblée des quarante Evêques. Le P. Tellier souffre que le Cardinal de Noailles y préside, & qu'elle lui déteire la nomination des Commissaires. Le Cardinal de Rohan établi chef de la Commission. 125
- ART. IV. Embarras où se trouvent les Commissaires. Le P. Tellier trouve bon que ces Commissaires travaillent à dresser un rapport qui parût un Commentaire de la Constitution. 129
- ART. V. Inquiétudes de Clément XI. & de ses Ministres, qui s'étoient attendu que la Bulle seroit reçue sans examen. Instruction Pastorale, destinée à renfermer des explications. 132
- ART. VI. Arrifice avec lequel ce projet est concerté. 134
- ART. VII. Préparatifs de l'Assemblée générale où devoit se faire l'acceptation de la Bulle. Fêtes Pontificales données pendant trois jours chez le Cardinal de Rohan. 136
- ART. VIII. Excellent conseil de S. Léon donné à Théodose, & proposé par le Cardinal de Noailles à l'Assemblée. 139
- ART. IX. Le Cardinal de Noailles fait au nom des Evêques qui lui étoient attachés, & au sien, une déclaration pleine de ménagemens, qui ne servoient pas peu à mettre les ennemis de la vérité dans leur tort. 143
- ART. X. Observation sur cette déclaration du Cardinal

- de Noailles. Elle est l'un des points les plus importants dans l'histoire de cette grande affaire. 146
- ART. XI. Le Cardinal de Noailles & les huit Evêques qui lui sont unis se retirent de l'Assemblée pour écrire au Roi & lui rendre compte des raisons qui les ont empêchés de suivre l'avis des Quarante. 148
- ART. XII. Dernière séance de l'Assemblée des Quarante, dans laquelle ils finissent cette grande affaire comme ils l'avoient commencée, c'est-à-dire qu'on ne voit rien qui puisse la faire regarder comme une Assemblée canonique. 152
- ART. XIII. La résolution prise par le Cardinal de Noailles & par les Evêques qui lui sont unis, d'écrire au Pape, déplait au Pere Tellier. Louis XIV. ne leur permet point de le faire. 155
- ART. XIV. Lettres-Patentes qui portent injonction à tous les Evêques & Archevêques du Royaume de se conformer à tout ce qui a été fait par l'Assemblée des Quarante. Résistance des Gens du Roi & du Parlement. 157
- ART. XV. Caractères de l'enregistrement des Lettres-Patentes : ce que l'on doit en conclure par rapport à la Bulle. 160
- ART. XVI. Résolution prise à la Cour d'envoyer la Bulle à la Faculté de Théologie, avec Lettre de cachet pour la faire recevoir. Mandement du Card. de Noailles qui défend de recevoir la Constitution. 164
- ART. XVII. Projet d'introduire la Bulle dans la Faculté de Théologie. Fourberie à laquelle se prête le sieur le Rouge, & qui provoque la réclamation la plus forte de la part des Docteurs les plus célèbres. 169
- ART. XVIII. Lettre de l'Abbé d'Asfeld. On extorque des autres Facultés de Théologie du Royaume, de prétendues acceptations. Réclamation de plusieurs de ces Facultés. 171
- ART. XIX. Perplexités où se trouve la Cour de Rome & le Pape même. Ordres qu'il donne à son Nonce de demander à Louis XIV. une audience extraordinaire : le Nonce obtient l'audience. 175
- ART. XX. Mandemens de quelques Evêques de France, dans lesquels ils traitent l'affaire d'une manière si singulière, qu'on doute si ces Mandemens ne sont point une satire. 179
- ART. XXI. Nulle uniformité dans les Mandemens des autres Evêques qui sembloient traiter l'affaire plus sérieusement. 186

DES ARTICLES. 569

- ART. XXII. Observation sur ce qui résulte de cette prodigieuse variété de conduite de la part des Evêques qui se donnent pour acceptans dans leurs Mandemens. 183
- ART. XXIII. Les Evêques unis au Cardinal de Noailles composent aussi leurs Mandemens. Tous le font sur le plan de celui du Cardinal, à l'exception de M. de Senz. 186
- ART. XXIV. Divers Décrets de l'Inquisition contre ces Mandemens. Soulèvement des Magistrats contre le premier de ces Décrets. 187
- ART. XXV. Bref de Clément XI. au Roi, contre le Cardinal de Noailles & les autres Evêques qui s'arrêtoient à demander au Pape des explications. 189
- ART. XXVI. Lettre à M. l'Archevêque de Tours où l'on attaque ces Evêques. 191
- ART. XXVII. Prélat unis à M. Colbert, Evêque de Montpellier. Vrai point de vue sous lequel M. Colbert envisage toute cette affaire. 193
- ART. XXVIII. Une infinité de gens pensoient comme M. Colbert : mais tous n'avoient pas le courage de se conduire selon leurs lumières. Il y eut cependant un nombre d'Evêques, de Curés, de Docteurs, & autres Ecclésiastiques, de Religieux & de Religieuses même, qui rendirent témoignage à la vérité. 196
- ART. XXIX. Quels effets produisoit la Bulle dans les autres Etats de la Catholicité. Fausseté de l'affertion de ceux qui osoient avancer qu'elle étoit acceptée par le Corps des Pasteurs. 198
- ART. XXX. La même assertion détruite & démentie par des faits publics & incontestables. 200
- ART. XXXI. Introduction informelle de la Bulle dans l'Université de Louvain. Elle n'est publiée par les Evêques des Pays-bas que de cette manière irrégulière propre aux pays d'inquisition. L'Université de Louvain en la recevant ne reçoit point sa doctrine. Lettre de M. Van-Espen à ce sujet. 202
- ART. XXXII. Le P. Tellier est obligé de ne point s'opposer directement à des vues de conciliation. 204
- ART. XXXIII. Conversation du Président de Maisons avec ce Pere. 207
- ART. XXXIV. Traits qui caractérisent les deux Agens du P. Tellier, & qui justifient le choix qu'il avoit fait d'eux. 211
- ART. XXXV. Célèbres Prédicateurs enlevés à Paris, & mis à la Bastille ou exilés. Destruction de la Com-

munauté de sainte Agathe. Divers Monastères de Religieuses tourmentés. 213

ART. XXXVI. Suite des mêmes vexations. On veut engager plusieurs Savans, qu'on connoissoit opposés à la Constitution, à écrire en sa faveur. Affaires de trois Curés & de trois Chanoines. 215

ART. XXXVII. Clément XI. donne la Bulle *Ex illâ die*, qui proscriit toutes les superstitions & idolatries Chinoises. 217

ART. XXXVIII. Conférence chez le Cardinal de Bissi, où la résolution est prise de la tenue d'un Concile national. 219

ART. XXXIX. Le P. Tellier obtient une Déclaration telle qu'il la falloit pour écraser tout ce qui seroit opposé à lui & à sa Société. Le Parlement montre toute sa fermeté dans les démarches de ses principaux Magistrats. 221

ART. XL. Observation sur les circonstances qui ont accompagné les derniers momens de Louis XIV. 229

S E C T I O N I I I.

Concernant les principaux événemens depuis le commencement de la Régence jusqu'à l'Appel des quatre Evêques.

ART. I. Effets de la liberté rendue. Déclaration du Roi universellement applaudie. Tout l'appareil dressé contre les Evêques opposans dispaçoit. 231

ART. II. Assemblée de Sorbonne. M. Ravechet est élu Syndic. Nomination de Commissaires pour examiner la gestion du sieur Le Rouge. 236

ART. III. Les Evêques assemblés veulent faire un coup d'éclat en faveur de la Bulle. Ce coup retombe sur eux-mêmes. Ils confondent dans saint Prosper l'objection avec la réponse, & prennent la doctrine hérétique, pour celle de l'Eglise. 238

ART. IV. M. Ravechet entre en possession du Syndicat. Il parle avec force au sujet des douze Commissaires nommés pour examiner la gestion du sieur Le Rouge. 242

ART. V. Plusieurs amis de Port-Royal des Champs intercedent auprès du Prince Régent en faveur des Religieuses de ce Monastère captives & dispersées. Le Placet fut favorablement reçu. La réussite ne dépendoit que du Cardinal de Noailles. 243

ART. VI. La Faculté de Théologie désavoue la conclusion qu'on avoit donnée sous son nom, chasse l'ancien Syndic le Rouge, déclare qu'elle n'a jamais reçu la Constitution. 245

DES ARTICLES. 571

- ART. VII. Plus de trente Evêques acceptans écrivent au Prince Régent pour lui déclarer qu'ils n'ont reçu la Bulle que relativement aux explications. 248
- ART. VIII. Ecrits emportés que le public nomme *Tocsens*. Arrêt du Parlement du 4 Avril, contre l'un des premiers de ces Ecrits. 252
- ART. IX. Arrêt du 11 Mai contre un autre des mêmes Ecrits : Réquisitoire. 254
- ART. X. Observations sur un endroit important de ce Réquisitoire. 256
- ART. XI. Suite du Réquisitoire joint à l'Arrêt du 11 Mai. 257
- ART. XII. Discours de M. de Montempois Recteur de l'Université de Paris au sujet des calomnies contenues dans la Déclaration de l'Evêque de Toulon supprimée par le précédent Arrêt. 259
- ART. XIII. Arrêt du Parlement d'Aix contre la même Déclaration de l'Evêque de Toulon. D'autres Ecrits. Lettres de la Faculté de Théologie de Paris au Parlement d'Aix. Mot du Premier Président de Paris aux Bacheliers de Sorbonne. 263
- ART. XIV. Arrêt du Parlement de Paris qui juge l'affaire des six Docteurs excommuniés par l'Archevêque de Reims. 66
- ART. XV. Arrêts des Parlemens de Dijon & d'Aix contre divers Mandemens & Ecrits tendans au schisme. 269
- ART. XVI. Observations sur une maxime souvent répétée dans cette occasion par le Ministère public. 270
- ART. XVII. Arrêt du Parlement d'Aix, & Réquisitoire, contre un Ecrit schismatique & séditieux. 274
- ART. XVIII. Arrêt du Parlement de Flandres, & Réquisitoire, contre une Thèse où l'on suppose que la Constitution est reçue par toute l'Eglise. 276
- ART. XIX. Arrêt du Parlement de Bretagne, & Réquisitoire, concernant la Faculté de Théologie de Nantes, que le Parlement maintient dans ses droits contre l'Evêque de Nantes, &c. 278
- ART. XX. Divers Appels comme d'abus reçus par Arrêts du Parlement de Paris, particulièrement contre une Ordonnance de l'Archevêque de Reims. 281
- ART. XXI. Bref adressé par Clément XI. à M. le Régent contre le Cardinal de Noailles & la Sorbonne. Trois autres Brefs pour obliger le Cardinal de Noailles & tous les Evêques opposans à se soumettre à ce qu'il exigeoit d'eux. 284

- ART. XXII. Autre moyen employé par Clément XI. pour parvenir aux mêmes fins, mais qui ne lui réussit pas mieux. 286
- ART. XXIII. Assemblée de Cardinaux convoquée à Rome, au moyen de laquelle le Pape cherche à rirer raison de l'injure prétendue qu'on lui a faite de ne pas recevoir ses Brefs. 288
- ART. XXIV. Le Cardinal Fabroni par ses menées à Rome, & le Nonce par ses fréquentes Lettres écrites de Paris, animent Clément XI. à se porter à de plus grands éclats par de nouveaux Brefs 290
- ART. XXV. Nouvelles dépêches arrivées de Rome. Elles renferment quatre pièces importantes. 292
- ART. XXVI. Précis de la Lettre des Cardinaux au Cardinal de Noailles, seconde pièce contenue dans les dépêches de Rome. 293
- ART. XXVII. Précis du *Bref à la Sorbonne pour suspendre ses privilèges*, troisième pièce renfermée dans les dépêches de Rome. 298
- ART. XXVIII. Précis du *Bref circulaire aux Evêques accepians*, quatrième pièce contenue dans les dépêches de Rome. 300
- ART. XXIX. Ces Brefs sont rejettés par la Cour. Le Cardinal Paulucci les renvoie en France, & en fait expédier des exemplaires imprimés & authentiques aux Archevêques du Royaume. Les Parlemens s'élèvent contre cette entreprise. 302
- ART. XXX. Date de ces Arrêts avec divers Extraits des Réquisitoires. 304
- ART. XXXI. Les Jésuites essaient d'émouvoir les peuples par des sermons séditieux. 309
- ART. XXXII. Les Jésuites font diverses tentatives de soulèvement & de rébellion par certaines Associations de soldats. 312
- ART. XXXIII. Le Duc d'Orléans ayant découvert cette sorte de conspiration, croit devoir l'étouffer par des défenses rigoureuses. 313
- ART. XXXIV. Le Cardinal de Noailles retire ses pouvoirs aux Jésuites par une Ordonnance publique. Divers écrits paroissent pour engager les autres Archevêques & Evêques à suivre cet exemple. 316
- ART. XXXV. L'Abbé Fleuri Confesseur du jeune Roi. Le choix de cet Abbé est l'effet d'un Ecrit mis entre les mains du Duc d'Orléans. Précis de cet Ecrit. 319
- ART. XXXVI. Affaire de la réunion des Religieuses de Port-Royal entamée l'année précédente. Vue du

DES ARTICLES. 573

Cardinal de Noailles à ce sujet. Obstacles qui s'y opposent. Mort de la dernière Prieure de Port-Royal des champs. 312

ART. XXXVII. Suites des affaires de la Constitution. Projet de conciliation de la part du Duc d'Orléans. L'Abbé Chevalier envoyé à Rome avec le Pere de la Borde. Embarras où se trouve le Pape qui ne veut point de cette conciliation, & qui cependant est obligé de paroître ne vouloir point s'y refuser. 316

ART. XXXVIII. Le Jésuite Laffreau tire le Pape de l'embarras où il étoit. Artifice avec lequel Clément XI. tâche, à l'aide de ce Jésuite, d'éluder tout accommodement. 331

ART. XXXIX. Le Prince entreprend de travailler par lui-même à l'accommodement, & d'y faire entrer les Evêques de France indépendamment de la Cour de Rome. 335

ART. XL. Assemblée d'Evêques. La plupart ne répondent point à l'attente du Duc d'Orléans. Les Cardinaux de Rohan & de Bissi feignent de se rendre aux intentions du Prince, mais sement difficultés sur difficultés. 336

ART. XLI. Précis de deux Lettres adressées aux Prélats de cette Assemblée; l'une du P. Quesnel, l'autre de l'Archevêque de Reims. 338

ART. XLII. Suites des négociations du Cardinal de Noailles avec les Cardinaux de Rohan & de Bissi. 343

ART. XLIII. Bruit répandu que le Card. de Noailles étoit sur le point de donner son consentement pour l'acceptation. Soulèvement contre cette acceptation. Lettres & protestations des Curés & d'un très-grand nombre d'Ecclésiastiques. 350

ART. XLIV. Suite des négociations. Audience particulière dans laquelle M. l'Ev. de Montpellier instruit le Prince Régent de l'état véritable de l'affaire. 354

ART. XLV. Suite des négociations. Conférence chez le Duc d'Orléans, où MM. de Mirepoix & de Boulogne se trouvent. Fermeté avec laquelle ces Prélats y déclarent leur sentiment. 357

ART. XLVI. M. le Régent renouvelle les tentatives qu'il avoit déjà faites auprès du Pape. Clément XI. ne paroît pas faire état de tout ce que le Card. de la Trimouille peut lui dire de plus fort de la part du Prince Régent. 359

ART. XLVII. Lettre d'Alexandre au Maréchal d'Uxelles, à dessein d'intimider le Prince. Le Maré-

- chal rejette cette Lettre avec une hauteur digne de lui. 362
- ART. XLVIII. Les négociations & les conférences continuent en France. On ne cesse de craindre pour le Cardinal de Noailles. De nouvelles Lettres lui sont adressées par grand nombre de Curés de Paris. La Faculté de Théologie lui envoie une nombreuse députation. 365
- ART. XLIX. Mort du Chancelier de Voisin M. d'Aguesseau remplit sa place, & M. Joli de Fleuri celle de M. d'Aguesseau. Les réclamations du second ordre contre la Constitution. 367
- ART. L. Conférence tenue en présence de M. le Régent. Preuves que le Cardinal de Noailles y produit de l'usage que les Jésuites faisoient de la Constitution pour établir leurs faux principes & leurs erreurs. 369
- ART. LI. M. le Régent charge M. le Chancelier de sonder MM. d'Arras, de Treguiers, & de Bayonne, qu'il estime les plus foibles des opposans. 371
- ART. LII. La fermeté de ces trois Prélats, & l'opiniâtreté des Constitutionnaires outrés, font prendre à M. le Régent la résolution de donner une Déclaration pour imposer silence. 374
- ART. L'II. Divers écrits que les Evêques Sulpiciens & Jésuites se préparent à censurer. Mots insérés dans un Arrêt du Parlement, dont ils veulent tirer avantage contre les Ecclésiastiques de leurs Diocèses. 376
- ART. LIV. La Cour de Rome venge ces Prélats. Le Tribunal de l'Inquisition condamne au feu diverses Lettres de Curés & autres, qui se retraisoient de l'acceptation ou publication de la Bulle. 380
- ART. LV. Dans le tems que le Prince Régent paroît vouloir s'en tenir à la Déclaration qu'il avoit arrêtée, il se trouve tellement inquiet au sujet des soudes menées du Nonce, & des Evêques Sulpiciens & Jésuites, qu'il reprend ses négociations. 383
- ART. LVI. Intrigues des Jésuites dans les Cours étrangères contre le Prince Régent. Portrait que faisoit de ce Prince le Nonce résidant à la Cour de France. Caractère de ce Nonce. 385
- ART. LVII. M. de Mirepoix se persuade que la formule d'acceptation dressée par M. le Régent, ne seroit point admise. Il apprend que le Prince a changé cette formule. Il se joint à MM. de Sennez, de Montpellier & de Boulogne. L'Appel est résolu. 388
- ART. LVIII. Etat de la Faculté de Théologie de Paris.

DES ARTICLES. 575

Habileté avec laquelle M. Ravechet sut se conduire dans cette conjoncture critique. 391

ART. LIX. Arrivée des quatre Evêques dans l'assemblée de la Faculté. Discours de M. de Mitrepoix. Lecture de l'Acte d'Appel faite par M. l'Evêque de Senez. Précis de cet Acte. 394

ART. LX. Discours du Syndic aux quatre Evêques. Acclamation de toute l'Assemblée. 405

ART. LXI. Adhésion de la Faculté de Théologie à l'Appel des quatre Prélat. De plus de cent opinans il n'y en a que huit qui ne soient pas pour cette adhésion. 407

SECTION IV.

Contenant les principaux événemens depuis l'Appel des quatre Evêques jusqu'à l'accommodement de 1720.

ART. I.^{er} Curés, Chanoines, Religieux, &c. du Diocèse de Paris qui adherent à l'Appel. 410

ART. II. Appel des Dominicains du Collège de S. Jacques, non-seulement de la Bulle, mais encore d'une Lettre que leur Général leur avoit écrite par ordre du Pape. 413

ART. III. L'Université de Paris est sur le point de se joindre aux Appellans. Un ordre du Duc d'Orléans lui défend de mettre la matiere en délibération. Conclusion dans laquelle elle fait paroître une parfaite soumission aux ordres du Prince Régent, & manifeste autant son adhésion à l'Appel, que si elle l'avoit faite dans toutes les formes. 415

ART. IV. Précis d'un Mémoire dans lequel on examine deux questions, la première si l'Appel des quatre Evêques est légitime; la seconde, s'il rend nulles toutes les procédures qu'on pourroit faire à son préjudice. 416

ART. V. Appels de la Faculté de Théologie, du Chapitre, & de l'Université de Reims, ainsi que de plus de cent Curés du Diocèse, de quelques Monastères, du Chapitre de S. Symphorien & de plusieurs particuliers. 416

ART. VI. Appels de la Faculté de Théologie de Nantes, à laquelle se joignent les Curés de la ville, les Peres de l'Oratoire, plusieurs autres Ecclésiastiques, & nommément le saint Prêtre M. de la Noë-Ménard. 427

ART. VII. Appels à Rouen, Troyes, Metz, &c. Les Evêques de Verdun & de Pamiers adherent à l'Appel de leurs quatre Confreres. 430

- ART. VIII. Consultation où l'on examine si l'on doit
désérer aux censures qui seroient décernées contre
les Appellans. 432
- ART. IX. Le Cardinal de Noailles fait avouer au Ré-
gent que l'Appel étoit canonique. Le Notaire qui
avoir reçu l'Appel est mis à la Bastille ; le Syndic
de Sorbonne est exilé ; les quatre Evêques ont ordre
de se retirer dans leur Diocèse ; la Faculté de Théo-
logie de Paris a défense de s'assembler. 433
- ART. X. Consternation du Pape en apprenant l'Appel
des quatre Evêques. Il attend que les Jésuites & le
grand nombre de zélés partisans de sa Bulle en Fran-
ce, le tirent d'affaire. 435
- ART. XI. Les Jésuites & les Prélats sur qui le Pape
comptoit, font entrer le Régent dans des ménage-
mens qui leur sont favorables. Lettre circulaire de
ce Prince. 438
- ART. XII. Expression insérée dans sa Lettre circulaire
pour marquer qu'il ne prétend point donner atteinte
aux maximes du Royaume sur l'Appel au Con-
cile. 440
- ART. XIII. Inquiétude des Evêques & des Jésuites au
sujet des négociations d'accommodement. Pour
rompre ces négociations, ils en viennent à une
rupture ouverte avec les Appellans. 441
- ART. XIV. Arrêts des Parlemens contre ces entrepri-
ses schismatiques & séditieuses. Extraits de ces
Arrêts mémorables. 444
- ART. XV. Déclaration du Roi pour imposer un silence
absolu sur la Bulle. Cette Déclaration déplait égale-
ment aux Appellans zélés, & aux rigides Accep-
tans. 451
- ART. XVI. Observations sur cette Déclaration. 454
- ART. XVII. On reprend la suite des Arrêts des Parl-
emens, & des Réquisitoires de MM. les Gens du
Roi. 457
- ART. XVIII. Excès où se portent les Evêques outrés ac-
ceptans. Le Cardinal de Bissi & l'Evêque de Nîmes
entreprennent d'établir par des Certificats mandiés
dans tous les pays, l'acceptation universelle de la
Bulle. 460
- ART. XIX. Lettre de l'Archevêque de Reims à M. le
Régent, & aux Doyens juraux de son Diocèse. 462
- ART. XX. Décret de l'Inquisition contre l'Appel, re-
jeté par le Prince Régent, & livré aux Parle-
mens. 464
- ART.

DES ARTICLES.

- ART. XXI.** Extraits des Requistaires où l'on voit ce que MM. les gens du R. p. sentent de l'Appel des quatre Evêques. 466
- ART. XXII.** Autres Arrêts sur divers sujets qui ont rapport au même objet. 468
- ART. XXIII.** Lettres *Pastoralis officii* qui se préparoient à Rome. Les négociations des Cardinaux de Bissi & de Rohan, afin d'amuser la Cour de France. 471
- ART. XXIV.** Lettre circulaire des deux Cardinaux aux Evêques acceptans, où l'on exhorte ces Prélats à rompre de communion avec les Appellans. 473
- ART. XXV.** Le Cardinal de Noailles représente au Prince Régent la nécessité qui le force de publier son Acte d'Appel. Le Prince se rend à ses raisons. 475
- ART. XXVI.** Les Lettres *Pastoralis officii* paroissent à Paris dans le tems que l'Appel du Cardinal de Noailles commençoit à y être public. 478
- ART. XXVII.** Soulèvement général que causent ces Lettres, tant de la part des Opposans à la Bulle, que de celle du Parlement. 481
- ART. XXVIII.** Ordre & contenu des Arrêts qui déclarent qu'il y a abus dans les Lettres *Pastoralis officii*. 484
- ART. XXIX.** L'Appel comme d'abus des Lettres *Pastoralis officii*, emporte une adhésion réelle à l'Appel interjetté au futur Concile 498
- ART. XXX.** Mandemens schismatiques réprimés par Arrêts des Parlemens. 500
- ART. XXXI.** Appel de l'Evêque d'Apt, du Roi mineur au Roi majeur. 503
- ART. XXXII.** M. Languet Evêque de Soissons, fameux défenseur de la Bulle. Caractère de ses Ouvrages. 504
- ART. XXXIII.** Portion du second Avertissement regardée par le Parlement de Rouen comme un Libelle séditieux & digne du feu. 507
- ART. XXXIV.** Troubles excités dans les Pays-bas par les Lettres *Pastoralis officii*. 508
- ART. XXXV.** Le Parlement de Provence fait saisir le temporel de l'Evêque de Marseille. 510
- ART. XXXVI.** Excès des Constitutionnaires contre les Appellans, sur-tout dans le Diocèse de Tournai. 511
- ART. XXXVII.** Le Cardinal de Noailles publie l'*Instruction Pastorale* qu'il avoit promise en publiant son Appel. 515.

ART. XXXVIII. Mémoire des quatre Evêques concernant leur Appel au futur Concile.	522
ART. XXXIX. Déclarations du 5 Juin 1719, en confirmation de celle du 7 Octobre 1718.	529
ART. XL. Précis de ce qui se passa dans l'Eglise de Hollande au sujet de l'Appel au futur Concile.	530
ART. XLI. La Déclaration du 5 Juin excite un soulèvement universel de la part des Evêques acceptans.	534
ART. XLII. Lettre de M. l'Archevêque de Reims condamnée au feu par Arrêt du Parlement.	538
ART. XLIII. Comment le Duc d'Orléans s'y prend pour gagner le Cardinal de Noailles.	539
ART. XLIV. Le Prince Régent devient l'Apologiste de la Bulle, & tâche de faire entendre à Clément XI. que c'est pour l'avantage de Sa Sainteté qu'il aise à l'accommodement.	541
ART. XLV. M. le Duc d'Orléans travaille avec l'Abbé du Bois, à l'exécution de tout ce qui avoit déjà été concerté pour l'accommodement.	543
ART. XLVI. Cet accommodement donne lieu à de nouvelles disputes.	548
ART. XLVII. Le Duc d'Orléans entreprend de faire autoriser l'accommodement par une Déclaration du Roi enregistrée au Parlement.	553
ART. XLVIII. Résistance que le Prince trouve au Parlement. Il est obligé de retirer sa Déclaration. Il la fait porter au Grand Conseil.	555
ART. XLIX. Le Duc d'Orléans se trouve obligé d'avoir recours au Parlement.	557
ART. L. Mezabarba, Patriarche d'Alexandrie, envoyé à la Chine par le S. Siège pour y faire exécuter par les Jésuites tous les articles de la Bulle Ex illa die.	561

Fin de la Table du quatorzième Volume.

